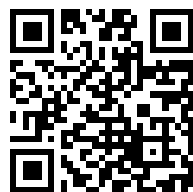

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

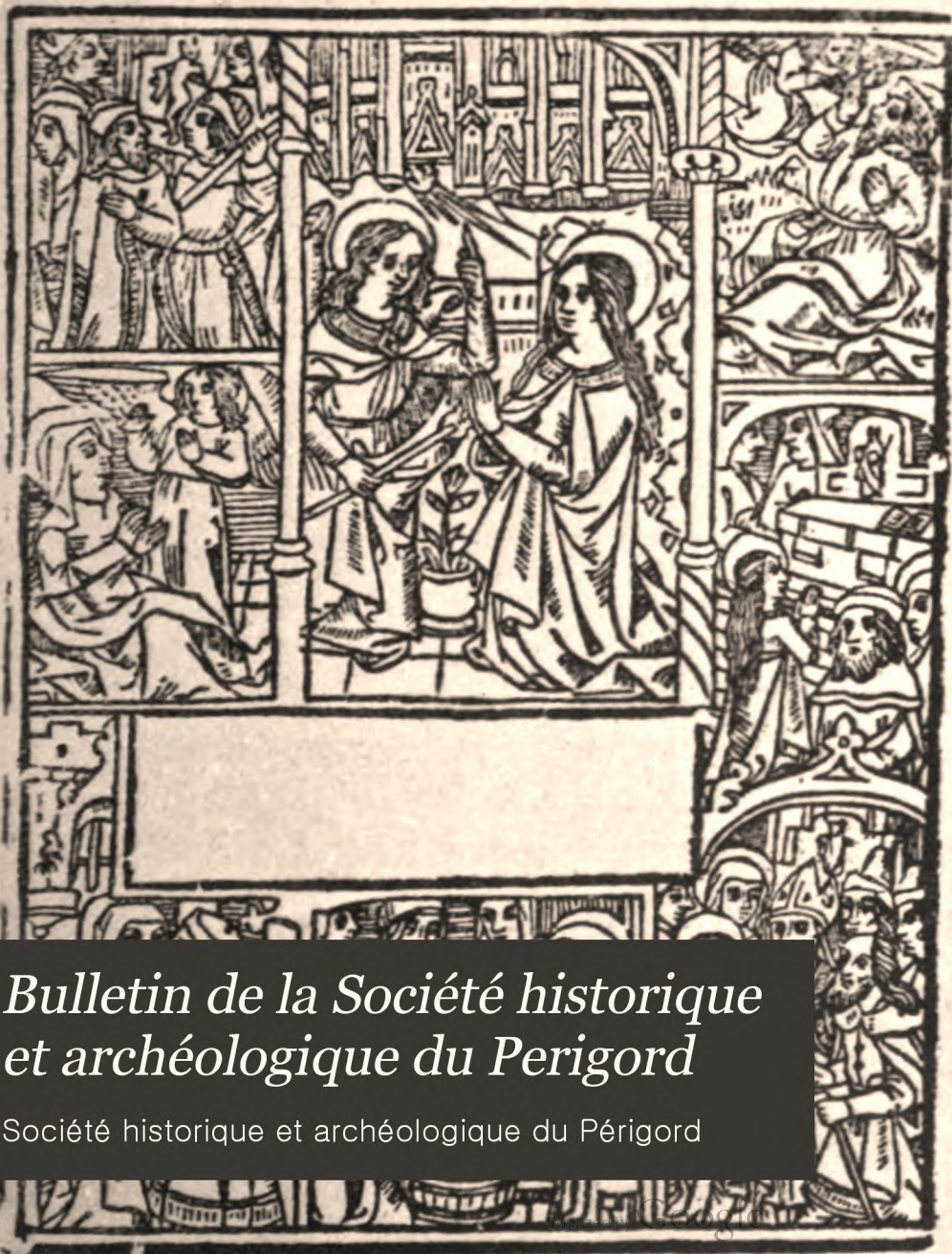
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

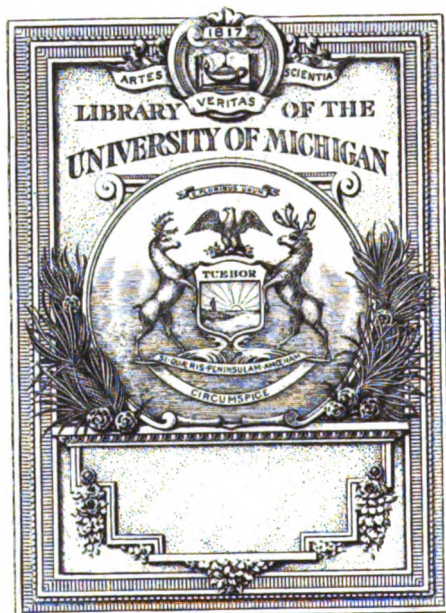
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Resolutiōiū dubioꝝ circa celebrationē mis-
sarum occurrentiū. per venerabilē patrē dñz
Johannē de lapide doctozem. Theologum
parisiensem. ordinis Cartusienſis. ex sacroz
canonum probatoꝝumq; doctoꝝum senten-
tiis diligenter collectum.



*Bulletin de la Société historique
et archéologique du Périgord*

Société historique et archéologique du Périgord



DC
611
.P441
S67

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD

६५

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXIX.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER

1902

2011

DC
611
P441
567

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

TOME XXIX. — PREMIÈRE LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Janvier-Février 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

	Pages
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres.....	9
Séance mensuelle du jeudi 5 décembre 1901.....	31
— du jeudi 2 janvier 1902.....	42
Compte de gestion du trésorier (exercice 1901) (M. DE SAINT-PIERRE).....	49
Pomone à Vésone (M. Ch. DURAND).....	51
Miremont-Maurens (M. A. DE ROUMEJOUX).....	55
Troubles et guerres de religion à Bergerac (1576-1577) (M. Elie DE BIRAN).....	57
L'exécution de la révocation de l'Edit de Nantes dans une petite paroisse du Périgord (M. Ferdinand VILLEPELET).....	61
Le Père Pierre Boutin, de la Compagnie de Jésus, apôtre de Saint-Domingue (1673-1742) (M. Joseph DURIEUX).....	68
VARIA. — Un mot sur M. Lasserre à propos de ses armoiries (M. Ch. AUBLANT).....	75

General
Cont.
Nijhoff
6-8-48
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Deux Secrétaires-Adjoints ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le président, deux vice-présidents, le secrétaire général et le trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le secrétaire général, signés de lui et du président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. DE ROUMEJOUX, inspecteur de la Société française d'Archéologie.

Vice-Présidents.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, O I.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *, O I.

M. LESPINAS.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, O I, archiviste du département

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé BRUGIÈRE.

M. Charles DURAND, O A.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, au château de Soucirac, par Freyssinet (Lot).

ARCHEZ-BIRAN (Louis), greffier de la justice de paix, à Ste-Alvère.

Le comte E. D'ARGY, ancien officier, cours Tourny, 9, à Périgueux.

Le comte D'ARLOT DE SAINT SAUD,  A, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  A, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUDEMARD (Gérald), ancien juge de paix, à Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), propriétaire à La Trade, par le Grand-Brassac, et rue de Clichy, 57, à Paris, 9^e.

DE BAILLET (Henri), au château de Sireygeol, par Mouleydier.

Le docteur BARBANCEY,  A, lauréat de la Faculté et des hôpitaux de Paris, maire de la ville, à Montpon-sur-l'Isle.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, *, procureur général à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

Le docteur BEAUCHAMPS (Adrien), conseiller général de la Dordogne, à Pontours-Haut, par Lalinde.

BEAU-VERDENY (Alexis), boulevard du Montparnasse, 13, à Paris, 6^e.

BEAUDET-VITEL (Jean), entrepreneur de travaux publics, à Terrasson.

Le comte Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris, 25, à Périgueux.

BESSE (Léon), maire de St-Méard-de-Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU GRAND SÉMINAIRE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BOISSARIE (René), docteur en droit, avocat, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

BONNARD (Julien), contrôleur des contributions directes, à Cazères-sur-Garonne (Haute-Garonne).

DE BOSREDON (Philippe), C. *, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue Verte, 8, à Montretout, près Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

DE BOSREDON (Alexandre), *, ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BOUDET, ingénieur des arts et manufactures, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

Le marquis DE BOURDEILLE (Henri), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Grenelle, 151, à Paris, 7^e.

Le R. P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, à Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

DE BOYSSON (Richard), chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Cénac, près Domme.

DE BOYSSON (Bernard), au château de la Condamine, par Saint-Julien-Molin-Molette (Loire).

Le docteur BROU DE LAURIÈRE (Paulin), ~~M~~ I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, rue Louis Mie, 25, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale, rue du Plantier, 18, à Périgueux.

BLISSON (Benjamin), félibre, propriétaire, place Beaupuy, à Mussidan.

BUSSIÈRE (Georges), *, président de chambre à la Cour d'appel, rue Fénelon, 9, à Lyon (Rhône).

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, au château de Puymartin, par Sarlat.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

CARLES (Pierre), adjoint au maire, bâtonnier de l'ordre des avocats, à Sarlat.

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN, au château de Seignan, par Saint-Girons (Ariège).

CAZALAS (Eutrope), capitaine du génie, à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

Le vicomte DE CHALUP, licencié en droit, au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

CHAMBON (Tony), banquier, à Sarlat.

CHAMPAGNE (J.), pharmacien de 1^{re} classe, licencié ès sciences physiques et naturelles, ex-préparateur à la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux, lauréat de la Faculté, lauréat des travaux pratiques, membre de la Société astronomique de France, rue Gambetta, 85, à Périgueux.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), *, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Bac, 40, à Paris, 7^e.

CHARRIER (Gustave), A, conservateur des archives municipales, quai de l'Alba, à Bergerac.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

DU CHATELARD (Georges), au château du Chatelard, par Javerlhac.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

CLÉDAT (Jules), ancien juge au tribunal de commerce, banquier, rue de Paris, 5, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), *,  I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

L'abbé COMBE, aumônier des Frères, rue Chanzy, 31, à Périgueux.

L'abbé COMTE, curé de Badefols d'Ans.

CORNEILHAN,  A, ancien conseiller de préfecture, place du Palais, 16, à Périgueux.

Le marquis DE COSSÉ-BRISAC (Antoine), au château de la Chabrierie, par Château-l'Evêque.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 24, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

COYRAL-LAPRADELIE (Jean-Louis-Bertrand-Augustin), capitaine au 20^e régiment d'artillerie, à Poitiers (Vienne).

CRÉDOT (Julien),  A, chevalier de la Couronne d'Italie, chevalier de l'ordre pontifical de St-Grégoire-le-Grand, avocat à la Cour d'appel, rue Desfourniel, 16, à Bordeaux.

Le prince Louis DE CROY, au château de Paluel, par Carsac, et avenue du Bois-de-Boulogne, 54, à Paris, 16^e.

Le marquis DE CUMOND, maire de Cumond, au château de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

M^{me} la marquise DE CUMONT, née DE DAMAS, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres).

DANNERY (Maxime), architecte ordinaire des Monuments historiques de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, maire de Trélissac, rue Bourdeilles, 9, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, place Francheville, 1, à Périgueux.

DELSUC (Paul), banquier, allée de Tourny, 3, à Périgueux.
DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

DEMARTIAL (Alfred), G.O. *, contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée de réserve, ancien secrétaire général du Ministère de la Guerre, rue La Boétie, 23, à Périgueux.

DENIS DE RIVOIRE, *, ancien officier de cavalerie, ancien sous-préfet, au château de Prats du Périgord, par Villefranche du Périgord.

DESCHAMPS (Léon), notaire, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DETHAN (Georges), *, officier du Mérite agricole, docteur en droit, conseiller d'arrondissement, maire de Biras, au château de la Côte, par Bourdeilles, et boulevard Raspail, 131 (rue Stanislas), à Paris.

DIDON (Louis), propriétaire, place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DOMÈGE (Oscar), libraire, place Bugeaud, 4, à Périgueux.

DORSÈNE, photographe, allée de Tourny, 12, à Périgueux.

DOSÉ,  A, ancien élève lauréat de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur honoraire du lycée, rue Kléber, 32, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 2, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue de Mulhouse, 35, à Bordeaux.

DROUAULT (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Sulpice-les-Feuilles (Haute-Vienne).

DUBET (Auguste), architecte de la Banque de France, rue Bourdeilles, à Périgueux.

DUDOIGNON-VALADE (Louis), directeur du Syndicat libre des agriculteurs du Périgord, rue du Credo, 1, à Parthenay (Deux-Sèvres).

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, rue de Paris, 9, à Périgueux.

Le docteur **Albert DUMONT**, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPONT (Paul), *, imprimeur, rue du Bouloi, 4, à Paris, 1^{er}.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 27, à Périgueux.

L'abbé DURAND (Mathieu), missionnaire diocésain, à Périgueux.

DURAND (Charles),  A, conducteur principal des ponts et chaussées, rue Carnot, 28, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 15, à Périgueux.

DURIEUX (Joseph), chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, rédacteur à la Grande Chancellerie de la Légion-d'Honneur, rue d'Assas, 78, à Paris, 6^e.

DUSOLIER (Alcide), *, sénateur et conseiller général de la Dordogne, questeur du Sénat, au palais du Luxembourg, à Paris, 6^e, et au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), *, ancien conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Saint-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, receveur des postes et télégraphes, à Ribérac.

EYSSALET aîné, chevalier du Mérite agricole, vice-président de la Société d'horticulture, place des Prisons, à Périgueux.

Le docteur Charles FAGUET, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, rue du Palais, 8, à Périgueux.

FARGAUDIE, C. *, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, au château de Corail, par Bergerac.

FAURE (Paul), négociant, rue de la République, à Périgueux.

Le docteur FAURE, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, correspondant du Comité des monuments historiques pour

le mobilier de la Dordogne, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

FAYOLLE-LUSSAC, maire de Luzignac, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue des Trois-Fours, 41, à Angoulême (Charente).

FÉAUX (Maurice),  I, attaché à la conservation du Musée du Périgord, agent-voyer principal, boulevard des Arènes, 12, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGAUD D'ISLY,  , ancien officier, rue de Penthievre, 9, à Paris, 8°.

FESTUGIERE (Paul), licencié ès lettres, rue de Miromesnil, 18, à Paris, 8°.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

FOURNIER (Élie), rentier, à Saint-Saturnin-les-Avignon (Vaucluse).

FRENET (Ernest),  I, licencié en droit, chef de division à la préfecture, boulevard de Vésone, 22, à Périgueux.

M^{lle} DE FROIDÉFOND DE BOULAZAC, rue La Boétie, 25, à Périgueux.

Le docteur GAILLARDON, au château de la Molle, par Montpon.

Le comte Roger DE GALARD-BÉARN, ancien secrétaire d'ambassade, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

DU GENEST DE BROUSSANEIX, au château du Caneau, par Saint-Pardoux-la-Rivière.

DE GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Calviac.

Le comte René DE GÉRARD DU BARRY, ancien officier de cavalerie, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, au château de Giverzac, par Domme.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, rue La Boétie, 23, à Paris, 8°.

GILLES-LAGRANGE (Fernand),  , vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, notaire, à Périgueux.

DE GIMEL (Charles-Maurice), *, directeur des contributions directes, rue de l'Ancienne-Comédie, 26, à Poitiers (Vienne).

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliac, au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, 7^e.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héraldique de France, au château du Soulas, par Lalinde.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

L'abbé GOULARD, professeur de sciences au Petit Séminaire, à Bergerac.

Le comte Henri DE GOURCY, au château de Chaltrait, par Montmort (Marne).

Le comte Henri DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

L'abbé GOYHENÈCHE,  A, docteur en théologie, chanoine honoraire de Saint-Front et de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, chanoine honoraire, curé de Château-l'Evêque.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard Malesherbes, 83, à Paris, 8^e, et rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

GROS DE BÉLER (Albéric), *, capitaine en retraite, au château de Montvert, par Vélignes (Dordogne).

Le colonel baron DES HAUTSCHAMPS, C. *, au château de Griffoul, par Carsac.

DE GUIGNARD, vicomte DE SAINT-PRIEST (Henri), au château du Roukal, près Sarlat.

HERMANN (Gustave),  I, sous-préfet honoraire, à Excideuil.

HOARAU DE LA SOURCE, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguillac-de-l'Auche, par Razac-sur-l'Isle.

JOUANEL (André), avoué-licencié, rue Malbec, 33, à Bergerac.

Le baron René DE LA BASTIDE-PARCOUL, chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Sylvestre, maire de Parcou, au château de Parcou.

DE LABONNE (Adhémar), au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE, licencié en droit, rue Notre-Dame, à Nontron, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice), attaché d'ambassade, secrétaire du protocole, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, 8^e.

L'abbé LACOSTE (Camille), vicaire à Terrasson.

LACOSTE (Edouard), entrepreneur de travaux publics, rue Combe des Dames, 8, à Périgueux.

LACROIX (Emile), ancien notaire, à Sarlat.

Le docteur LADEVI-ROCHE, publiciste, au château de Saint-Germain du Salembre, par Neuvic-sur-l'Isle.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

LAFON (Gabriel), licencié en droit, notaire, à Terrasson.

Le marquis DE LAGARDE SAINT-ANGEL, *, conseiller général de la Dordogne, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAGRANGE (Georges), architecte départemental, rue des Jacobins, 25, à Périgueux.

LAMOTHE-PRADELLE (Emile),  A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le comte DE LA PANOUSE, *, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Creysse, au château de Tiregan, par Mouleydier.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉGIE, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé de Pomport, par Sigoulès.

DE LARIGAUDIE-SAINT-SÉVRIN (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, 7^e, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

DE LA SALLE DU MAIGNAUD, au Maignaud, par Thiviers.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, *, rue des Petits-Champs, 99, à Paris, 1^{er}.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Bourdeilles, 13, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, avocat, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, rédacteur de la *Semaine religieuse* du diocèse, curé de Boulazac, près Périgueux.

L'abbé MAGAT, curé de Calès, par Lalinde.

MAGNE (Charles),  A, officier du Nicham Istikar, chevalier de l'ordre Jerusalemite du Saint-Sépulcre, géomètre, secrétaire-général du Comité historique et archéologique de la montagne Sainte-Geneviève et de ses abords, membre correspondant des Sociétés historiques et archéologiques de Toulouse, de Dunkerque et de Melun, rue Lebrun, 37, à Paris, 13^e.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, député et conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, 8^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis **DE MAILLARD-LAFAYE**, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, rue de la Pompe, 170, avenue du Bois, à Paris, 16°.

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Thiviers.

Le marquis **DE MALET**, *, colonel, commandant le 21^e régiment d'artillerie, à Angoulême, et au château de Puy-charnaud, par Bussière-Badil.

Le marquis **DE MALEVILLE**, au château de Caudon, par Domme.

MARCHADIER, agent général de la Compagnie d'assurances *l'Abeille*, rue Chanzy, 23, à Périgueux.

Le marquis **DE MARCILLAC**, membre de la Chambre de l'Union centrale des Syndicats agricoles de France, au château de Mellet, commune de Beauregard, par Condat-sur-Vézère.

MARÉCHAL (Alexis), ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue Marbeuf, 19, à Paris, 8°.

Le général **MARMIER**, O. *, ancien conseiller général de la Dordogne, gouverneur de Bizerte, rue de Noailles, 5, à Versailles.

MAURAUD (Paul). **A**, ancien élève de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts, architecte, rue La Boétie, 1, à Périgueux.

MAZE (François), propriétaire, à la Source, commune de Saint-Germain-du-Salembre, par Neuvic.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n° 11 et 13, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOTTE, licencié en droit, avoué, à Ribérac.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé **MERRIEN**, licencié ès-lettres, vicaire de Saint-Lambert de Vaugirard et aumônier du lycée Buffon, rue Bausset, 10, à Paris, 15°.

Le docteur Georges **MILLET-LACOMBE**, officier de l'Etoile-

Noire, médecin de l'hospice civil de Vichy, ancien conseiller général de la Dordogne, maire, à Miallet.

Le vicomte Edouard DE MIRANDOL, *, capitaine en retraite, à Terrasson.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

Le baron P. DE MONTCHEUIL, avocat, maire de Saint-Martial-de-Valette, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien magistrat, au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château du Bourbet, par Verteillac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le marquis DE MONTFERRAND, au château de Montréal, par Issac.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, 7^e.

Le docteur DE MONTFUMAT (Gabriel), *, ancien interne des hôpitaux de Paris, lauréat de la Faculté de Médecine, avenue Montaigne, 43, à Paris, 8^e.

Le lieutenant colonel DE MONTIFAULT, *, au 80^e régiment d'infanterie, à Tulle (Corrèze).

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe au 7^e régiment d'infanterie, à Cahors (Lot).

DE MOULINARD, A, docteur en droit, juge d'instruction, rue du Plantier, 31, à Périgueux.

Le marquis DE NATTES, O. *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac, et rue de Marignan, 24, à Paris, 8^e.

Le comte DE NATTES, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac.

Le baron Henri DE NERVAUX, licencié en droit, rue du Plantier, 14, à Périgueux.

NEURY (Angel), I, conseiller général de la Dordogne,

vice-président du tribunal civil, rue Dalesme, 2, à Limoges.

L'abbé NEYRAC (Joseph), curé de St-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

Le baron OBERKAMPFF DE DABRUN, ancien receveur des finances, au château de Sauvebœuf, par Montignac-sur-Vézère.

PALUT (P.-P.),  A, tonnelier, rue Valette, 10, à Bergerac.

PARADOL (Raoul),  I, bâtonnier de l'ordre des avocats, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

L'abbé DE PASCAL, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, à Saint-Céré (Lot).

PASQUET (Ludovic), ancien officier, à Thenon.

L'abbé PASQUET (Michel), professeur à l'institution Saint-Joseph, à Périgueux.

L'abbé PAULY, curé-doyen, à Terrasson.

Du PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

DE PEYRONNY (Raoul), aux Gendres, commune de Ribagnac, par Bouniagues, et cours Bugeaud, 31, à Limoges.

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président du tribunal de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, rue Louis-Mie, 30, à Périgueux.

POUYADOU-LATOURL (René), docteur en droit, rue Gambetta, 50, à Périgueux.

POUYAUD (Anbin), *, ancien président du tribunal de commerce, maire de Mayac, au Dognon, par Savignac-les-Eglises.

POUYAUD (Henri),  A, président du tribunal de commerce, pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, O *,  I, sénateur et conseiller général de la Dordogne, membre de l'Académie de Médecine, professeur de clinique gynécologique à la Faculté de Médecine, chirurgien à l'hôpital Broca, avenue d'Iéna, 47, à Paris, 16^e.

PRADIER (Octave), *, officier du Mérite agricole, président de la Société d'encouragement à l'agriculture de la Dordogne, juge de paix du canton de Vergt, à Saint-Paul-de-Serre, par Bordas.

L'abbé **PRAMIL**, chanoine honoraire, curé-doyen, à Eymet.

PRAT-DUMAS (Edmond), industriel, à Couze.

DE PRESLE, ancien conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

PRÉVÔT, agent général de la Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, place du Palais, 12, à Périgueux.

L'abbé **PRIEUR**, curé-doyen, à Mareuil-sur-Belle.

PRIVAT (J.), attaché à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue Gambetta, 80, à Périgueux.

Le docteur **PUYGAUTHIER**,  A, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

RAMOND (Philippe), docteur en droit, président du tribunal civil, boulevard Maine de Biran, 20, à Bergerac.

L'abbé **REBIÈRE**, docteur en théologie, chanoine de Périgueux et de Saint-Denis, curé de la Cité, à Périgueux.

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, ancien garde-magasin comptable à la Manufacture des tabacs, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

Le vicomte **DU RIEU DE MAYNADIÉ**, au chalet de Cocagne, à Bergerac.

Le comte **DE ROCHEFORT**, rue Newton, 4, à Paris, 16^e.

Le comte **Martial DE ROFFIGNAC**, rue La Boétie, 5, à Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et rue Saint-Front, à Périgueux.

RONTEIX (Jean), imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur de la Société française d'Archéologie, au château de Rossignol, par Bordas.

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, rue Talleyrand-Périgord, 4, à Périgueux.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

ROUX (Eugène), rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, à Périgueux.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (A.), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, secrétaire de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, maire de Lignieux, à l'abbaye de Lignieux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis DE SANZILLON DE MENSIGNAC, au château de Mensignac.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie-Saunier, près Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE DES RIEUX (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, rue Victor Hugo, 65, à Périgueux.

SARLAT (Jacques), ancien magistrat, greffier du tribunal civil, à Sarlat.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis), chevalier du Mérite agricole, maire de Bussière-Badil.

Le comte SCHAEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, au château de Peyreaux, par Condat-sur-Vézère.

SECRESTAT (Jules-Honoré), O. *, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Pierre-de-Chignac, au château de Lardimalie, près Saint-Pierre-de-Chignac.

Le général **SERMENSAN**, C. *,  I, à Excideuil.

SINSOU (Augustin), *, ancien agent voyer en chef du département de la Dordogne, rue Nicole, 22, à Paris, 5°.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général de la Dordogne, à Montignac-sur-Vézère.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien officier de marine, ancien député et ancien conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

DE TARDE (Gabriel), *, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, professeur au Collège de France et à l'Ecole des Sciences politiques, rue Saint-Placide, 62, à Paris, 6°.

Le docteur **LÉO TESTUT**, *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, correspondant national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé **TEYSSANDIER**, curé d'Allemans, par Ribérac.

DE TEYSSIÈRE (Edouard), *, chef de bataillon breveté, affecté à l'état-major du 10° corps d'armée, quai Lamennais, 11, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), ancien archiviste-adjoint du département, membre titulaire du Conseil héraldique de France, maison Daumesnil, rue de la Clarté, 7, à Périgueux.

Le baron **DE LA TOMBELLE**,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnaud, et rue Newton, 6, à Paris, 16°.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

Le baron **Joseph DE VERNEILH-PUYRASEAU**, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

VIEILLEMARD père,  A, imprimeur-lithographe, rue de la Glacière, 16, à Paris, 13°.

VIGIÉ (Albert), *, doyen de la Faculté de droit, pré-

sident de la Société archéologique, rue Achille Bégé, à Montpellier, et maire de Belvès, à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand),  I, archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert), archiviste paléographe, licencié ès-lettres et en droit, élève diplômé de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, 15°.

WATELIN (Louis), artiste peintre, boulevard Pereire, 59, à Paris, 17°, et au château de Campagnac, par Sarlat.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

ASHER, libraire, Unter den Linden, 13, à Berlin (Allemagne).

Le comte Charles DE BEAUMONT,  A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BEAUNE (Joseph), ancien magistrat, au château de Bistauzac, par Gontaud (Lot-et Garonne).

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, impasse Pagès, 11, à Montpellier (Hérault).

BOULANGER, *, ancien notaire, à Péronne (Somme).

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

Le comte DE FERRAND, au château de Mouton-Armilhac, par Pauillac (Gironde).

Le vicomte Louis DE GIRONDE, O. *, ancien capitaine de frégate, au château de La Mothe-Ferrensac, par Castillonès (Lot-et-Garonne).

HUET (Paul), rue de l'Université, 8, à Paris, 7°.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

Le comte Albert DE LAVAUZ DE SAINTE-FORTUNADE, à Sainte-Fortunade (Corrèze).

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Charles

Gaulon, libraire commissionnaire, rue Madame, 39, à Paris, 6^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'abbaye du Chalendar, par Lagnac (Haute-Vienne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris, 8^e.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, A, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

CHABANEAU (Camillo), *, I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à la Faculté des lettres, président d'honneur de la Société pour l'étude des Langues Romanes, à Montpellier (Hérault).

CHAMPEVAL DE VYERS (J.-B.), avocat, à Figeac (Lot).

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, A, doyen de la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), G. O. *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris, 2^e.

DEZEIMERIS (Reinhold), O. *, I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au château de Loupiac, par Cadillac (Gironde), et rue Vital Carle, 11, à Bordeaux.

DUCROCQ, O. *, correspondant de l'Institut de France, mem-

bre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur honoraire de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris, 6^e.

Le capitaine ESPÉRANDIEU (Émile),  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et du Ministère de l'Instruction publique, route de Clamart, 59, à Vanves (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, avocat, boulevard Gambetta, 25, à Limoges.

GUIBERT (Louis),  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et du Ministère de l'Instruction publique, secrétaire général de la Société archéologique et historique du Limousin, rue Sainte-Catherine, 8, à Limoges.

Le comte DE LASTEYRIE,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7^e.

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

Le chanoine POTTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RUPIN (Ernest),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Journal des Savants.*
- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'École des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, 5°.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, 1^{er}.*

- Alpes. *Société d'Études, à Gap.*
- los. *Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.*
- nte. *Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.*
- ltérieure *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, cours National, 99, à Saintes.*
- *Société des Antiquaires du centre, à Bourges.*
- ze. *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.*
- *Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.*
- ie. *Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.*
- e. *Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.*
- *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence, à Romans.*
- onne. *Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.*
- *Bibliothèque de l'Université, rue de l'Université, 2, à Toulouse.*
- le. *Société archéologique de la Gironde, à Bordeaux.*
- il. *Société des Langues Romanes, rue Jean, 2, à Montpellier.*
- *Société archéologique de Montpellier.*
- laine. *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.*
- a. *Société de Borda, à Dax.*

- Loire-Inférieure.** *Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.*
- Loiret.** *Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.*
- Id.** *Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, 5°.*
- Lot.** *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.*
- Lot-et-Garonne.** *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, à Agen.*
- Nord** *Bulletin de la Commission historique du département du Nord, à Lille.*
- Nièvre.** *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers.*
- Basses-Pyrénées.** *Société des sciences, belles-lettres et arts, à Pau.*
- Rhône.** *Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.*
- Saône-et-Loire.** *Société Éduenne, hôtel Rolin, à Autun.*
- Sarthe.** *Société historique et archéologique du Maine, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, au Mans.*
- Savoie.** *Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry.*
- Seine.** *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au palais de l'Institut, à Paris, 6°.*
- Id.** *Société nationale des Antiquaires de France, au palais du Louvre, à Paris, 1^{er}.*
- Id.** *Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, 17°.*
- Id.** *Revue épigraphique, route de Clamart, 59, à Vanves (Seine).*
- Somme.** *Société des Antiquaires de la Picardie, au Musée de Picardie, à Amiens.*
- Tarn-et-Garonne.** *Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.*
- Vienne.** *Société des Antiquaires de l'Ouest, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.*
- Haute-Vienne.** *Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.*

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

- Belgique.** *Académie royale d'archéologie de Belgique, rue du Transvaal, 53, à Anvers.*
- Etats-Unis de l'Amérique du Nord** *Smithsonian Institution, à Washington.*
- Suède.** *Académie royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des Antiquités, à Stockholm.*

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 décembre 1901.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Lespinas et Villepelet.

M. de Roumejoux indisposé s'excuse par lettre de ne pas assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord, M. LE PRÉSIDENT rend hommage à la mémoire de la veuve de notre regretté vice-président, M^{me} la baronne de Verneilh, qui vient de mourir, et envoie un témoignage de sympathique condoléance à ses enfants.

L'assemblée s'associe à ce pieux sentiment.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Le Report of S. P. Langley, secretary of the Smithsonian Institution, for the year ending june 30, 1900, brochure in-8°, avec planches, Washington, government printing office ;

Journal of proceedings of the board of regents of the Smithsonian Institution. Report of executive committee. Acts and

resolutions of congress, brochure in-8°, Washington, government printing office, 1900 ;

The development of electrical science by Thomas Gray, brochure in-8°, 1900 ;

Recent advances in science, and their bearing on medicine and surgery by prof. R. Virchow, brochure in-8°, 1900 ;

The life and works of Brown-Séquard by M. Berthelot, brochure in-8°, 1900 ;

Journal of proceedings of the board of regents of the Smithsonian Institution. Report of executive committee. Acts and resolutions of congress, brochure in 8°, Washington, 1901 ;

Some of the latest achievements of science by sir William Crookes, brochure in-8°, 1901 ;

The growth of science in the nineteenth century by sir Michael Foster, brochure in-8°, 1901 ;

Scientific thought in the nineteenth century by William North Rice, brochure in-8°, 1901 ;

The progress of steam navigation by sir William White, brochure in-8°, 1901 ;

A century's progress of the steam engine by dr. R. H. Thurston, brochure in-8°, 1901 ;

Bunsen memorial lecture by sir Henry Roscoe, brochure in-8°, Washington, 1901 ;

Les Comptes rendus des séances de l'année 1901 de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, bulletin de juillet-août, un fascicule in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ;

Le *Journal des Savants*, cahier d'octobre 1901, un fascicule in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin historique et philologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1901, n° 1 et 2, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1901 ; contenant p. 66 une communication de M. Dujarric-Descombes, sur *L'annonce du meurtre d'Henri IV à Périgueux*, et p. 80 un rapport de M. Longnon sur une communication de M. Hermann intitulée : *Note sur l'identification d'un nom de lieu cité dans la chronique de Saint-Martial* ;

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifi-*

ques, Section des sciences économiques et sociales ; — Congrès des Sociétés savantes de 1901 tenu à Nancy, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1901 ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, LXII, quatrième livraison, juillet-août 1901, in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

La *Revue épigraphique*, 23^e année, n° 102, juillet, août, septembre 1901, un fascicule in-8°, avec une planche, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le *Polybiblion*, revue bibliographique universelle, partie littéraire et partie technique, octobre 1901, deux fascicules in-8°, Paris ;

Le *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, année 1900, deuxième fascicule, in-8°, Nantes ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, xxi^e volume, 6^{me} livraison, 1^{er} novembre 1901, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint-Médard, libraire ;

Les *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, deuxième série, tome VIII, première partie, un fascicule in-8°, Guéret, Imprimerie Amiault, 1901 ; contenant p. 95 une biographie de *François Cartaud de la Villatte*, chanoine de Notre-Dame du Mont d'Aubusson, par M. Cyprien Pérathon ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 3^{me} livraison 1901, juillet-août-septembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon ; contenant p. 389 la suite de l'intéressant mémoire de M. Bombal sur *La Haute Dordogne et ses gabarriers* ;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes)*, 26^e année (1901), troisième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie reliure Labèque ; où dans une *Histoire des évêques de Dax*, par M. Degert, on lit les biographies de Jean de Lamarthonie 1512 (?) — 1519, et de Gaston de Lamarthonie, 1519-1555 ; — et p. 177, une notice sur le regretté *Comte Alexis de Chasteigner*, par M. Fr. Abbadie ;

De M. Boulanger, le 1^{er} fascicule de sa belle publication *Le mobilier funéraire gallo-romain et franc en Picardie et en Artois*, avec dix superbes planches dessinées par M. Pilloy, in 4°, Saint-Quentin, Imprimerie générale (souscription de la Société) ;

De M. le comte Charles de Beaumont, son élégante brochure sur *Les Jetons Tourangeaux*, in-4°, avec planches et dessins dans le texte, Châlon sur Saône, Emile Bertrand, imprimeur-éditeur, 1901 ;

De M. de Roumejoux, son tiré à part du *Congrès archéologique d'Agen*, 11-18 juin 1901, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

De M. le docteur Charles Faguët (de Périgueux), son étude sur le *Traitement de la Diphtérie*, extrait de la *Revue internationale de médecine et de chirurgie*, 10 et 25 juin 1901, brochure in-8°, Clermont (Oise), imprimerie Daix frères, 1901 ;

De M. Emile Labroue, proviseur du lycée de Périgueux, quatre plaquettes *La Conteuse Sophie Rostopchine*, et non *la Comtesse*, comme il est dit à tort dans la *Bibliographie générale du Périgord*, poésie, de 4 pages in-8°, Bergerac, imprimerie Rooy, 1873 ; le *Discours prononcé à la distribution des prix du collège de Bergerac*, le 2 août 1887, petit in-18 de 25 pages, Bergerac, imprimerie Eymar La Peyre ; le résumé de deux communications faites au Congrès de Sorbonne en juin 1892, l'une sur un *Statère d'or de Philippe II de Macédoine*, fabriqué par les Gaulois, et l'autre, sur *Le terrier du seigneur de Pilles*, in-8° de 4 pages ; et l'*Allocution de M. Labroue à la fête du centenaire de Michelet*, in-8° de 4 pages ;

De M. Ch. Aublant, le n° du 13 octobre 1901 du journal *l'Avenir de la Dordogne*, contenant son article bibliographique sur *L'ex-libris de Jean-Louis-Antoine du Lau marquis d'Allermans*, et le n° du 14 novembre du même journal, où est publiée sa *Causerie baroque : Tuyaux de poêle ! Tuyaux de poêle ! A qui le tour ?*

De M. Dujarric-Descombes, *l'Avenir de la Dordogne*, du 20 novembre, contenant son article sur *L'église de Paussac* ;

De M. Hermann, le n° du 19 novembre du même journal, contenant sa lettre à M. Joucla sur *l'Almanach de 1524* ; et le

n° du 27 novembre où il publie la lettre d'*Un usurier périgourdin en 1788*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

La Société a également reçu ces jours-ci le diplôme de médaille d'argent qui lui a été décerné à l'Exposition universelle de 1900 ; il est orné d'un beau frontispice de Camille Boignard, gravé par Adrien Didier, avec des figures représentant la Paix, les Arts, le Travail, la Force, la Pensée, l'Idéal.

Notre trésorier sera chargé de faire encadrer et suspendre ce titre honorifique dans la salle de nos réunions.

M. Jules Pellisson veut bien nous communiquer le fascicule n° 9, 1^{er} novembre 1901, du *Bulletin de la Société archéologique, historique et artistique Le Vieux Papier* où, dans son article *A propos des lettres de deuil*, il signale une pièce curieuse de la bibliothèque de Périgueux, qui participe du billet de recommandation par la demande de prières, du memento par l'encadrement de deuil et de la lettre de faire-part par la rédaction et le format in-4°. M. Louis Veuillot, ses filles, ses frère et sœur, sollicitent dans cette pièce des prières pour le repos de l'âme de leur mère et grand'mère, décédée en 1863.

Dans le même recueil, M. Pellisson publie quelques *Notes sur le papier timbré en Périgord*.

En envoyant ses brochures, M. Labroue fait remarquer au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL que le tome IV de la *Bibliographie générale du Périgord*, p. 77, lui attribue à tort, *Les veillées du voyageur, historeros amuzantos*. « Je n'ai jamais écrit qu'un *Mémoire sur le poète patois, Arnaud Daubasse, fêlibre du xvii^e siècle*, un ancêtre de Jasmin. J'ai lieu de croire que M. Labroue (Euorbal) est un homonyme du Lot. »

M^{me} Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de décembre, où est mentionnée une lettre de l'intendant Dupré de Saint Maur à M. Valframbert, datée de Bordeaux le 12 janvier 1782 et relative à une maison de charité que la duchesse d'Enville désire faire construire à Périgueux.

MM. Fernand MONTET et Louis DIDON, élus membres titulaires dans la précédente réunion, adressent leurs remerciements à la Société.

M. Amédée de Lacrousille, secrétaire-général de la nouvelle Société des félibres périgourains, écrit à notre PRÉSIDENT la lettre suivante :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'une Ecole félibréenne vient de se fonder à Périgueux, sous ce titre *Lou Bournat dou Périgord*.

Notre Société n'est point une rivale de la Société d'archéologie, qui a rendu à l'histoire et à la science en Périgord de si éminents services : c'est tout au plus une émule qui, dans une sphère un peu différente, essaiera de se rendre utile à notre province.

Elle compte, pour l'aider dans son œuvre, sur votre précieux et bienveillant concours.

Veuillez agréer, etc.

M. LE PRÉSIDENT ne saurait trop engager nos confrères à venir nombreux en aide par leurs adhésions à cette Société naissante dont les études seront dignes d'encouragement.

M. DE MONTEIL nous envoie en communication le Plan du Trou de Granville (ou grotte de Miremont), levé le 24 et le 25 février 1824 par MM. Fayard et Marty, géomètres, et dessiné par Fayolle aîné, géomètre du cadastre.

Cette pièce, sur une assez grande échelle, pourra être jointe au dossier précédemment formé, concernant la grotte de Miremont, et publiée avec des notes de touristes qui l'ont visitée.

M. Charles DURAND nous donne ensuite lecture d'une intéressante étude sur une tête de Pomone, qui a été trouvée à la Cité de Périgueux, au cours des réparations effectuées en 1895-96 par notre confrère M. de Lestrade à un hôtel qu'il venait d'acquérir rue Romaine. « Cette figurine, dit M. Durand, a été découverte dans l'ancien mur de la Cité, en faisant des fouilles pour établir des caves sous l'hôtel, au milieu de fûts de colonnes, de bases, de chapiteaux, de frises, d'inscriptions

lapidaires, de voussoirs d'archivolte et de chambranles ornementés. Ses dimensions ne dépassent pas en hauteur 0^m15, en largeur 0^m16, et en plus grande épaisseur 0 m. 10. Elle appartenait à une statuette qui a été brisée au col. Elle représente une tête de femme dont la chevelure, surmontée d'une natte épaisse, rappelle celle que les œuvres d'ancien style donnent aux déesses et aux jeunes filles.

« Le visage, d'un ovale correct et fin, est éclairé par deux yeux largement fendus sous un front large ; le nez est droit et la bouche, aujourd'hui mutilée, dut être belle.

» Le faire de cette sculpture est de basse époque... Il se dégage pourtant de l'ensemble un aspect de sérénité, de douceur et de charme qui ne peut appartenir qu'à une divinité.

» Ainsi, en effet, que nous croyons pouvoir le déduire des attributs que porte cette figurine dans sa chevelure, nous nous trouvons en présence d'une tête de Pomone. »

Cette jolie tête sera publiée dans notre prochain *Bulletin* avec l'étude qui vient d'être résumée.

M. le marquis DE CUMOND nous communique un mémoire, accompagné de deux dessins, sur les sarcophages qui ont été découverts, dans le vieux cimetière de Cumond, rangés en ligne, au pied du mur de l'aile droite de l'église, au midi, à un mètre de profondeur, au même niveau, parallèlement aux murs, orientés comme eux de l'ouest à l'est, au nombre de huit, au moment où l'on fit des fouilles, pour reconstruire les murs de la nef de l'église.

Sept d'entre eux, construits en pierre calcaire du pays, étaient formés de plusieurs pièces posées de champ, juxtaposées et jointes au ciment. Le huitième différait des autres en ce qu'il était d'une seule pièce, creusé en forme d'auge, en belle pierre fine et dure des carrières de Paussac, semblant indiquer par là qu'il servait de sépulture à quelque important personnage, de très haute stature en tout cas, puisque son squelette mesurait au moins 1 m. 85 de la tête aux pieds. Le sarcophage lui-même avait 2 m. 16 de long. Le

dernier tombeau de la rangée, engagé sous un des contreforts du clocher, offrait cette particularité qu'il était double, à deux compartiments séparés seulement par une mince cloison. Il renfermait deux squelettes, homme et femme : demeuraient ainsi unis dans la tombe ceux qui l'avaient été pendant leur vie.

En faisant ces fouilles, on découvrit près du contrefort sud du porche de l'église, dans la couche calcaire, un couloir se dirigeant du nord où il se perdait en s'élargissant sous l'église, au sud où il s'inclinait légèrement vers l'ouest pour se relier aux salles et galeries du souterrain-refuge qui s'étendrait sous cette partie de l'ancien cimetière jusqu'aux murailles du vieux château.

Après lecture, l'assemblée décide que deux planches seront jointes au mémoire dans le *Bulletin* : l'une qui représentera le plan de l'église et la situation des sarcophages, et l'autre, la forme de ces sarcophages et les quelques objets qui y ont été trouvés.

M. le capitaine DE BÉLER nous mande qu'en visitant, il y a quelques années, l'église de Mensignac, canton de Saint-Astier, il remarqua une bosse assez prononcée faisant saillie à deux mètres du sol, sur un des piliers engagés de la face sud de cette église.

En faisant tomber le badigeon, il constata la présence d'un écusson très bien sculpté, arrondi en pointe et de facture ancienne (40 c. sur 30 c.), dont il veut bien nous donner la description :

« Parti, au 1^{er} au lion de... issant du côté senestre du parti, à la bordure chargée de six étoiles ; au 2^e, échiqueté de... et de... ; les seize points du 2^e émail chargés d'une fleur de lys de...

» Je n'ai pu relever les émaux, ajoute M. de Béler ; il serait possible de le faire, du moins, je le crois.

» Ces armes indiquent une famille de chevalerie ; la place de l'écusson un seigneur patron.

» En 1561 les Montferrand étaient seigneurs de Mensignac, c'est par une alliance avec eux que Mensignac est venu à la

famille de Sanzillon. L'écusson a bien la facture d'une œuvre du xvi^e siècle. Ces armes ne seraient-elles pas les armes primitives de la famille de Faubournet de Montferrand? Je ne crois pas qu'elles soient connues. »

Ce sera pour nos confrères du Conseil héraldique de France un petit problème à résoudre.

M. André Chauvaud envoie à M. LE PRÉSIDENT l'inscription suivante qu'il a relevée sur une pierre tumulaire dans une chapelle latérale de l'église de Preyssac d'Agonac :

IN MEMORIA ETERNA ERIT JUSTUS
ICI REPOSE
MESSIRE FRANÇOIS DU CLUZEL,
MESTRE DE CAMP,
ANCIEN OFFICIER DES MOUSQUETAIRES
DE LA GARDE DU ROI,
CHEVALIER DE L'ORDRE MILITAIRE
DE SAINT LOUIS
PLEIN DE RELIGION,
RARE MODÈLE DE TOUTES LES VERTUS,
IL RENDIT SON AME A DIEU
LE 11 NOV. 1782,
DANS LA 87^{me} ANNÉE DE SON AGE.
IL VOULUT ÊTRE ENTERRÉ DANS CE LIEU
AU MILIEU DES PAUVRES
DONT IL AVAIT ÉTÉ LE PÈRE.
PASSANT RESPECTER (*sic*) SA TOMBE
ET PRIEZ POUR LUI.
REQUIESCAT IN PACE.

Le personnage, dit M. le Président, qui mérita cette louangeuse épitaphe n'était autre que François du Cluzel, seigneur de La Chabrerie, père du comte du Cluzel, dont un de nos derniers *Bulletins* a publié le portrait avec une notice biographique.

M. DE BÉLER nous informe « qu'au cours de quelques recherches, infructueuses du reste, pour savoir à laquelle des trois familles périgourdines du nom de Laval appartenait le poète Pierre dont notre confrère M. Hermann vient de

publier les œuvres, je crois avoir découvert que le baron de Laqueneau, cité par Pierre de Bessot, dans son livre-journal, p. 79, appartenait à la famille de Laval de Monpazier. En effet, après avoir relaté que ce baron de Laqueneau, officier de l'armée royale, fut pendu à Bordeaux en 1650 par les Frondeurs, en représailles du supplice infligé par les Royaux au capitaine Richon, commandant du château de Vaire, Pierre de Bessot ajoute en marge : « il s'appelait Canoles, natif de Monpazier. »

« Or la famille de Laval, qui habite encore Bonneville près de Monpazier, a porté le nom de Canoles comme nom de terre, ainsi que le constate l'*Armorial* de M. de Froidefond, tome I^{er}, n° 408 ; elle possède encore les prés qui entourent le moulin de Canoles sur le Dropt et aux portes de Monpazier. Ce moulin de Canoles est aussi signalé par M. de Gourgues dans son *Dictionnaire topographique*.

« Le nom de Laqueneau, à une époque où tous les habitants de Périgueux parlaient le patois, n'est que le nom de nom de Canoles mal prononcé par le messager qui apporta de Bordeaux à Périgueux la nouvelle de l'exécution ; le titre de baron équivaut, dans la circonstance, à celui de chef ou de commandant.

» Les savants annotateurs du *Journal* de Pierre de Bessot n'ont pu identifier le personnage ; le hasard, je crois, me permet de le faire, et c'est cette supposition très plausible que j'ai l'honneur de soumettre à nos confrères de la Société. »

LE PRÉSIDENT et le SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL ne font pas d'objection à la seconde partie de la note de M. de Béler ; mais ils ne pensent pas qu'il y ait parenté entre les de Laval, de Périgueux, et ceux de Cadouin et de Monpazier.

M. AUBLANT nous annonce ensuite la prochaine communication du récit du service funèbre qui fut célébré à Périgueux pour la reine Marie Leczinska, et des cérémonies funèbres faites à l'occasion de la mort de Louis XV, l'hôtel de-ville tendu de noir et la sonnerie à deuil des cloches de toutes les

églises de la ville et de la banlieue, pendant quarante jours et quarante nuits.

A propos des cloches, M. l'abbé BRUGIÈRE met sous nos yeux des photographies de plusieurs cloches qu'il a le dessein de publier dans son volume, de la cloche extraordinaire de Lavilledieu, de celle de Bourdeilles, de 1601, etc.

M. LESPINAS met également sous nos yeux quelques spécimens de ses collections particulières, des billets de nécessité périgourdins :

De Saint André, un mandat de dix sous ;
Cadouin, un bon pour 5 sous ;
Montignac, un billet de confiance de 20 sous ;
Domme, un bon pour 4 sols ;
Monfaucon, un bon pour cinq sols ;
Terrasson, cinq sols ;
Périgueux, un billet de dix livres, 31 juillet 1791 ;

Et des *ex-libris* de :

Du Cheyron, avec la devise *Cælum non solum*, gravé par Roy, xviii^e siècle ;

Macheco de Premeaux, évêque de Périgueux ou de Couserans, xviii^e siècle ;

Jean-François de la Cropte de Bourzac, évêque de Noyon, pair de France, xviii^e siècle ;

Du Lau d'Allemans, xviii^e siècle ;

Et d'autres *ex-libris* modernes ou du siècle dernier, de :

Saint-Exupéry, de la duchesse de La Force, de Leymarie, de Cognac et de Beaufort.

Enfin, M. DE FAYOLLE nous annonce une nouvelle qui est bien accueillie, que les travaux d'achèvement du Musée du Périgord sont commencés et il espère qu'ils pourront être continués sans interruption.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare

admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Fayolle-Lussac, maire de Luzignac, avocat à Angoulême, présenté par M. le marquis de Fayolle et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Séance du jeudi 2 janvier 1902.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle. Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine de Béler, le chanoine Brugière, Champagne, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, de Saint Pierre et Villepelet.

M. le comte de Saint Saud s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Kongl. Vitterhets historie och antiquitets akademiens manadsblad, brochure in-8°, 1900, Stockholm, 1901 ;

Journal des Savants, cahier de novembre 1901, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais quatrième trimestre de 1901, un fascicule in-8°, en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin et Tables de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXX, un fascicule in-8°, Rennes, imprimerie Eugène Prost, 1901 ;

Archives historiques du département de la Gironde, trente-sixième volume, in-4°, Paris, Alphonse Picard ; Bordeaux, Feret et fils, 1901 ;

De M. le docteur Couyba, ses *Etudes sur la Fronde en Agenais et ses origines*, les dessous et les misères de la Fronde, 3^{me} partie, un volume broché in-8°, Villeneuve-sur-Lot, imprimerie Renaud Leygues, 1901 ;

Bulletin de la Société archéologique du midi de la France, série in-8°, n° 28, séances du 26 février 1901 au 16 juillet 1901, un fascicule in-8°, Toulouse, Edouard Privat, librairie éditeur ;

Annales du Midi, revue de la France méridionale, n° de juillet et d'octobre 1901, deux fascicules in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat, Paris, Alphonse Picard et fils ; où p. 314 et 316, dans une copie de 1617 du *Roman de saint Trophime* publiée par M. Zingarelli, il est dit que saint Front serait allé à Arles et aux Aliscans :

A Périgor fon sant Front enviat,
San Martial es Limoges intrat.
Aquels foron dicipols veramen,
De Jesu Crist, so atrobam legen ;
Et mot d'autres que yeu non say contar,
E totz aquests sa passeron la mar.

Et plus loin :

E del mentre quel conseil si tenia,
Vengron ensems per sant aspirament
Quatre evesques trastot en un moment :
So fon sant Front, e sant Pal de Narbona,
E sant Martial, Saturnin de Tolosa.
E cant viron que font la volontat
De Dieu payre, totz ensems son anatatz,
E volgron s'en prop d'Arle arihar,
En Alisquams, per lo luoc consagrar.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Daniel, architecte-voyer de la ville de Périgueux, qui représente la *Société pour la protection des paysages de France*

dont il nous communique les statuts, nous prie de vouloir bien donner notre adhésion et encourager cette association naissante en inscrivant notre Société comme sociétaire.

Sa proposition est favorablement accueillie.

M. DE SAINT-PIERRE nous donne lecture de son compte de gestion de l'exercice 1901. Il résulte de son exposé que, toutes dépenses payées, nous avons un déficit de 256 fr. 95, à combler avec nos réserves. Nous avons eu un tome du *Bulletin* plus gros que de coutume et nous avons publié séparément un volume de la *Bibliographie du Périgord*, de sorte que les frais d'impression sont plus élevés qu'à l'ordinaire. Notre trésorier pense que nous pourrions faire quelques économies cette année.

L'assemblée le remercie du zèle qu'il apporte au recouvrement de nos fonds.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce les distinctions honorifiques que viennent d'obtenir quelques-uns de nos confrères. Deux de nos correspondants, M. Louis Guibert, de Limoges, et M. le capitaine Espérandieu sont nommés correspondants de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; et M. Roger Drouault a obtenu une médaille d'argent de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, dans sa séance du 23 décembre, pour ses remarquables *Recherches sur le monastère de Saint-Pardoux la Rivière*, publiées dans notre *Bulletin*.

La Société envoie à nos trois confrères ses sincères félicitations.

M. VIGIÉ adresse ses remerciements au bureau de la Société pour la large hospitalité qu'il a bien voulu lui accorder dans son *Bulletin* de l'année 1901. Il a cherché à rendre intéressante autant que possible l'histoire de sa petite ville de Belvès.

Les lecteurs ont pu juger qu'il y avait réussi.

Le SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL rappelle à l'assemblée qu'elle doit élire ses délégués au Congrès des Sociétés savantes et des

Sociétés de Beaux-Arts des départements, qui se tiendra à Paris du 1^{er} au 5 avril, à la Sorbonne et à l'Ecole des Beaux-Arts. Les communications devront être envoyées au Ministère de l'Instruction publique (direction de l'Enseignement supérieur, 5^e bureau) avant le 1^{er} mars, dernier délai.

Sont élus pour nous représenter : MM. le capitaine de Béler, Charles Aublant et le comte de Saint Saud.

M. CHAMPAGNE met ensuite sous nos yeux deux gros blocs de diorite, de l'époque magdalénienne, provenant de l'abri du Petit Puy-Rousseau, et sur lesquels il croit reconnaître des graffites anciens : suivant lui, ce serait la première fois qu'on aurait trouvé des sculptures dans un abri.

Quelques membres se demandent si ces marques à la pointe sont fort anciennes.

M. DE FAYOLLE croit que le trait est plus étroit que ceux des grottes de la Mouthe.

M. le docteur LADEVI-ROCHE veut bien offrir au Musée du Périgord une dague, du commencement du XVII^e siècle, qui a été trouvée dans les bois, aux environs de Saint-Germain du Salembre. Notre confrère pense que cette arme, destinée à parer devait être tenue par la main gauche tandis que la droite combattait avec l'épée.

M. le Conservateur du Musée remercie M. Ladevi-Roché.

M. Paul HUET nous envoie le texte et les notes de la pièce dont il avait annoncé la communication à la Société dans la séance du 1^{er} août dernier, et copiée au British Museum par notre regretté confrère M. Grellet-Balguerie, *Information ordonnée en 1810 par le roi d'Angleterre*, au sujet des surprises faites à son préjudice par le roi de France en Périgord, Limousin et Quercy. Notre érudit confrère a mis tous ses soins à la vérification, ponctuation du texte. Il espère que nous en serons satisfaits et que ce titre sera très intéressant pour le pays ; il se propose dans la suite de nous communiquer d'autres textes périgourdins provenant de la même collection.

Il compte nous envoyer bientôt également une montre de 1587 d'une compagnie d'ordonnance commandée par un Bourdeille. Beaucoup de noms périgourdiens y figurent.

Ce document sera aussi bien accueilli, notre *Bulletin* n'ayant que fort rarement des documents militaires à publier.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL donne ensuite quelques indications sur le sort de la seigneurie de Montfort, Aillac et Carlux qui, en quelques années, changea plusieurs fois de main, dans le dernier tiers du *xv^e* siècle, par suite de circonstances tragiques. On apprend en effet, par le procès-criminel intenté contre Jacques de Brézé, grand-sénéchal de Normandie, au sujet du meurtre de sa femme, Charlotte de France, qu'il tua de sa main dans sa maison de Rouvres, le 31 mai de l'année 1477, qu'après avoir été condamné le 22 septembre 1481 à une amende de 100.000 écus d'or, qu'il ne put payer, il fut emprisonné au château de Roche-Corbon. Girard Bureau mit alors sous la main du Roi, pour le laisser sortir de prison, les nombreuses terres et seigneuries de la maison de Brézé dont le Roi obtint la cession par contrat passé à Tours le 6 octobre 1481, savoir..... en Normandie..... en Périgord, Montfort situé sur la Dordogne, près Vitrac, Carlux et Aillac, dépendant de la vicomté de Turenne. Mais dans le même mois, le Roi les rendit à Louis de Brézé, son fils aîné, et à ses quatre autres enfants par substitutions successives, ne laissant au père qu'une pension de 2.000 francs sur la baronnie de Mauny.

Sous Charles VIII, Jacques de Brézé obtint du Parlement, au mois de mai 1484, des lettres de rémission qui le remirent en possession de ses terres et seigneuries (1).

M^{me} la marquise DE CUMONT nous adresse des notes rédigées par elle sur les trois évêques de Périgueux du nom de Pompadour, aux *xv^e* et *xvi^e* siècles, dont l'un d'eux, Geoffroy I^{er}, a

(1) Mémoire de Douet d'Arcq, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1848-1849, tome 10, p. 216 et suivantes.

fait l'objet d'une notice de M. Mallat, dans le tome XXI du *Bulletin*.

Des renseignements puisés dans les archives d'Hautefort lui ont permis de relever quelques contradictions entre les auteurs de la *Gallia Christiana* et le P. Dupuy.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique ensuite un feuillet égaré, écrit de la main de l'abbé Nadaud, qu'il a rapporté, il y a une quinzaine d'années, de la mairie de Teyjat. C'est le commencement du « Mémoire et déclaration des pertes, saccage-
• mantz et ruines faictes et souffertes par les Boessotz en leurs
• biens et maisons situées ès pais de Poictou et Angoulmois,
• et à eux faictes par l'armée des rebelles dès le mois de sep-
• tembre V^e LXVIII qu'ils allèrent assiéger la ville d'Angou-
• lesme jusques appresent. »

Suit l'énumération des dommages causés par les guerres en 1568, aux confins de notre province, à Villefagnan, à Sonnevile, dans la maison des Boessot, avec l'estimation des bestiaux et fourrages mangés, volés ou emportés.

Il est fâcheux que ce feuillet soit le seul restant du manuscrit.

M. DE FAYOLLE propose à M. l'abbé Brugière, qui accepte, de nouvelles photographies d'inscriptions de cloches, d'une clochette trouvée dans le donjon de Piégut, du xv^e ou xvi^e siècle; de la cloche du château de Fayolle, de celle du château de Montmège de 1549, et de celle de l'église de Chantérac, de 1344.

M. DE SAINT SAUD nous communique la photographie de l'*ex-libris* de Pierre d'Esparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, gouverneur d'Agenais et Condomois, qui possédait en Périgord des terres par son aïeul David Bouchard d'Aubeterre, sénéchal de notre province. Si l'assemblée décide de reproduire cet *ex-libris* dont l'original appartient à M. Paul de Fleury, ancien archiviste de la Charente, qui veut bien le prêter, M. de Saint Saud expliquera les erreurs héraldiques qu'il renferme et un petit problème qu'il espère avoir résolu,

relativement aux armoiries des Bouchard d'Aubeterre, qui figurent en écartelé dans l'écusson de cet *ex-libris*, dont les 1^{er} et 4^e quartiers sont Esparbès de Lussan, le 2^{me} Raymond d'Aubeterre et le 3^{me} Bouchard.

Pour que la planche ne soit pas trop maigre, l'assemblée demande que l'on place deux *ex libris* sur la même planche celui du chevalier du Pavillon, par exemple, dont il a été parlé autrefois dans le *Bulletin*.

Puis, M. Charles AUBLANT nous présente à titre de curiosité un billet de faire part imprimé, sur papier, sans date et sans nom d'imprimeur, demandant des prières pour le repos de l'âme de M^{me} la duchesse de Noailles, mère de l'archevêque de Paris, morte le 22 mai 1697, dans une grande réputation de sainteté. Comme nous le rappelle M. Aublant, les Noailles se rattachaient au Périgord par leurs alliances et leurs possessions territoriales.

En revoyant les épreuves de l'Inventaire des archives de Seine-et-Oise, série D. 174 et 175, M. Robert VILLEPELET a relevé à notre intention les noms des dames de la maison royale de Saint-Louis à Saint-Cyr, qui étaient maîtresses de classe, chargées d'enseigner les jeunes filles nobles et pauvres, et qui étaient originaires de notre province. Les indications se trouvent dans les registres des vêtures, noviciats et professions.

Prises d'habit :

16 avril 1694, de Philiberte de Sédières la Farge, âgée de 20 ans, fille de messire Jacques de Sédières, baron de Montmort et seigneur de la Farge, et de dame Antoinette de Lantissac, née à la Farge, diocèse de Périgueux. [En marge sortie en 1695].

9 janvier 1713, de Marie-Thérèse de la Porte de Tessières, âgée de 48 ans 3 mois, fille de messire Aimar de Tessières, écuyer sieur de la Porte et de dame Charlotte de Fayolle, son épouse, née en la paroisse de Sarrazac, diocèse de Périgueux.

8 juillet 1731, de Marie-Anne de Belcier, âgée de 19 ans moins 10 jours, fille de Henry de Belcier et de dame Madeleine de Payruchaud, née à Mattecoulon, paroisse de Montpeyroux, diocèse de Périgueux.

Et le 20 septembre 1776, de Bertrande de Leymarie, âgée de 20 ans et demi, fille de messire Jean de Leymarie, chevalier, seigneur de la Roche et de Marie de Belcier, dame de la Roche, née dans la paroisse de Brassac, diocèse de Périgueux, le 18 du mois de mars 1756.

M. Breton fils a bien voulu apporter au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL un petit feuillet de papier mutilé, de format in-8°, portant le n° 64 et qui devait être le dernier d'un registre de fabrique. Sur le verso est l'homologation, du 27 novembre 1749, par Jean-Chrétien Macheco de Prémieux, évêque de Périgueux, scellée et contresignée par Lolière, de droits de sépulture accordés dans l'église de Saint-Germain du Salembre à Jean Cellerier dit Reverdy, des Meynards, et à Girou Caignard dit Jandille, de la Cotte.

Il est regrettable que M. Breton n'ait pu sauver de la destruction que ce feuillet du registre au moment où ses ouvriers le mettaient en bribes. M. l'Archiviste départemental a prié M. Breton de les surveiller. Si en opérant le triage des chiffons et des papiers, on faisait de bonnes trouvailles, l'Archiviste s'empresserait de les acheter pour son dépôt départemental.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. de ROUMEJOUX.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice 1901.)

Comme tous les ans, à pareille époque, et suivant les prescriptions de l'article 10 de nos statuts, je viens, Messieurs, soumettre à votre approbation les résultats de mon compte de gestion pendant l'année 1901.

Recettes.

Cotisations de 1901.....	2.990 »
Cotisation arriérée.....	10 »
Diplômes	80 »
Subvention du Conseil général.....	1.000 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	10 »
— de la <i>Bibliographie du Périgord</i>	55 »
Intérêts du capital.....	564 »
TOTAL des recettes.....	4.709 »

Dépenses.

Compté à l'Imprimerie de la Dordogne pour l'impression et le brochage du <i>Bulletin</i>	2.526 »
— id. pour le tome IV de la <i>Bibliographie générale du Périgord</i>	787 50
— à MM. Berthaud frères, à Paris, pour des sins.....	365 85
— à MM. Firmin et Montané, imprimeurs à Montpellier, pour un plan de Belvès....	130 40
— à M. Lavène, relieur.....	16 »
— à M. Ronteix.....	12 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	129 25
Payé à M. Elie Fleury, le premier fascicule du <i>Mobilier funéraire Gallo-Romain</i>	15 »
— à M. Clervaux, la prime d'assurance contre l'incendie.....	10 25
— à M ^{lle} de Froidefond le loyer de notre appartement.....	300 »
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i>	12 »
Achat du <i>Répertoire général des Collectionneurs</i> , par E. Renart.....	12 »
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
A reporter.....	4.816 25

<i>Report</i>	4.816 25
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, colis postaux, confection des diplômes, étrennes et autres dépenses portées au livre de caisse	89 70
TOTAL des dépenses	4.965 95

Récapitulation.

Recettes	4.965 95
Dépenses	4.709 »
Déficit	256 95
Actif de la Société au 31 décembre 1900.....	17.526 75
Déduction faite du déficit	256 95
L'actif de la Société, au 31 décembre 1901, reste à .	17.269 80
Cette somme est représentée par :	
1° Un certificat nominatif n° 88,814 de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées	13.153 20
2° Un titre de rente de 60 francs 3 %, n° 12,121, vol. 7, acheté	1.942 50
3° Argent placé à la Caisse d'épargne.....	1.500 »
4° Argent en caisse.....	674 10
TOTAL égal	17.269 80

F. DE SAINT-PIERRE.

POMONE A VÉSONE

Au cours des réparations effectuées en 1895-1896 par notre confrère, M. de Lestrade, à un hôtel récemment acquis par lui, dans la rue Romaine, à la Cité de Périgueux, des trouvailles inattendues et du plus grand intérêt furent faites.

L'hôtel dont il s'agit est construit au midi, sur l'ancien

mur d'enceinte de la Cité qui, d'un côté, se relie à la courtine supportant le château de Barrière, et, de l'autre, vers le levant, avec une légère inflexion, à la porte Romaine (1).

Ce mur, dans lequel sont venus s'entasser les débris d'une ville entière — notre antique Vésone — est bien connu des archéologues.

Il peut être, au surplus, aisément reconnu encore sur presque tout son pourtour, d'un développement d'environ 950^m.

Nous ne rechercherons pas la date certaine de sa construction qui paraît remonter au commencement du v^e siècle, et que l'évêque Sébalde attribue aux Sarrazins (2), laissant à d'autres, plus autorisés, le soin d'établir le moment précis et les motifs qui conduisirent à une aussi extraordinaire mise en œuvre de matériaux (3). Nous ne déciderons pas non plus si ce mur fut, ainsi que le prétendent certains auteurs, élevé hâtivement en vue de résister aux invasions barbares, nous contentant de faire observer qu'en raison du volume considérable des matériaux utilisés, de la façon relativement soignée de la bâlisserie, bien qu'appartenant à une époque de décadence, et enfin de ce fait que certaines portes de l'enceinte, notamment celle des Normands (4) située à l'est et dont les parties hautes, encore visibles, dénotent un certain art, il semble bien difficile d'admettre une telle hypothèse.

Quoi qu'il en soit, notre confrère voulant doter son habitation de caves qui lui manquaient, fit en profondeur, dans le mur qui nous occupe, les fouilles que nécessitait leur établisse-

(1) Démolie en 1783.

(2) *Vie de saint Front*, par Sébalde, (évêque de Périgueux en 904), traduction par J. Dumonteil, avocat, p. 62.

(Manuscrit possédé par notre confrère M. Dujarric-Descombes, à la grande obligeance duquel nous sommes redevable de cette indication).

(3) Le mur de la Cité, dont le pourtour est de 950^m. avait 10^m environ de hauteur et 4^m. de largeur, soit un volume approximatif de 38.000 m. cubes.

(4) Ainsi désignée sur un plan dont l'original, possédé par la bibliothèque de Périgueux, fut dressé le 12 septembre 1773, par le sous-ingénieur des Ponts-et-Chaussées, Lallier de la Tour.



Cliché de M. Ch. Durand

Phototypie Bertrand, Paris

TÊTE DE POMONE

ment, et en retira une grande quantité de fûts de colonnes, de bases, de chapiteaux, de frises, d'inscriptions lapidaires, de vousoirs d'archivolte et de chambranles ornementés. Les travaux de fouille et d'enlèvement furent faits à grands frais et avec toutes les précautions nécessaires en vue de leur conservation, car M. de Lestrade les destinait à orner son beau jardin, ce qu'il a fait, du reste, avec le goût archéologique le plus sûr.

Avec ces matériaux, la plupart de grand appareil, donnant, en caractéristique, la sensation d'une mise en œuvre faite très peu après leur taille — il fut, en effet, au moment de la découverte, facile de reconnaître, avec un peu d'attention, dans les refouillements profonds de plusieurs d'entr'eux, les poussières de l'atelier — de menus et délicats motifs et, parmi eux, une petite figurine, furent mis à jour.

Cette figurine (1), dont les dimensions ne dépassent pas en hauteur 0^m15, en largeur 0^m16 et en plus grande épaisseur 0^m10, appartenait à une statuette jadis brisée au col. Elle représente une tête de femme dont la chevelure, surmontée d'une natte épaisse, rappelle celle que les œuvres d'ancien style donnent aux déesses et aux jeunes filles. Vénus, Diane, les Muses portent ainsi les cheveux divisés au milieu du front et s'écoulant, de chaque côté, en bandeaux ondulés vers la partie postérieure de la tête ou ils sont relevés et noués en touffe par un ruban, tantôt au sommet de la tête, tantôt sur la nuque. A droite et à gauche, à hauteur des oreilles, une grappe de raisins termine la coiffure.

Le visage, d'un ovale correct et fin, est éclairé par deux yeux largement fendus sous un front large ; le nez est droit et la bouche, aujourd'hui mutilée, dut être belle.

Le faire de cette sculpture est identique à celui de plusieurs chapiteaux, très décorés, rencontrés dans le voisinage, c'est-à-dire de basse époque. Le ciseau qui les tailla paraît hésitant et peu exercé. Il se dégage pourtant de l'ensemble du

(1) Représentée, en 1/2 grandeur, par la photographie jointe à la présente note.

premier de ces ouvrages, un aspect de sérénité, de douceur et de charme qui ne peut appartenir qu'à une divinité.

Ainsi, en effet, que nous croyons pouvoir le déduire des attributs que porte cette figurine dans sa chevelure, nous nous trouvons en présence d'une tête de Pomone.

Pomone, divinité subalterne de la Terre, dont une représentation provenant aussi de Vésone, existe déjà au Musée de Périgueux (1), présidait aux fruits et aux jardins.

D'origine étrusque, inconnue des Grecs, son culte fut particulier à Rome où elle avait un temple et des autels que desservait un *Flamen pomonalis*. On la représentait généralement une serpette à la main et une couronne de fruits sur la tête.

Pomone n'a pas d'histoire. Cette divinité irréprochablement pas fait parler d'elle, et c'est un grand éloge. — On n'en pourrait dire autant de bon nombre d'autres dieux de l'Olympe. — Nymphes d'une grande beauté, tous les dieux champêtres ambitionnaient de lui plaire :

« Que n'essayèrent pas, en effet, pour la vaincre, et les satyres bondissants et les faunes aux cornes couronnées de pin, et Sylvain, toujours jeune dans ses vieilles années, et le dieu lascif dont la faux épouvante les voleurs !... » (2).

Elle n'aima que Vertumne, dieu des vergers et des fruits, auquel les poètes attribuèrent la faculté de changer de forme à son gré. Il en profita pour séduire celle qui, jusqu'alors, avait résisté aux secrets désirs de l'Amour ; mais ce ne fut qu'après avoir mis en œuvre un grand nombre de ruses. Il prit successivement la figure d'un moissonneur, d'un faneur d'un laboureur. Il se montra tour à tour avec la serpe du vigneron, l'épée du soldat ou la ligne du pêcheur ; et, en désespoir de cause, sous les traits d'une vieille femme. Ce fut précisément sous cette dernière forme qu'il parvint à se

(1) Sur un autel cylindrique où sont sculptées en bas-relief les sept divinités : Jupiter, Apollon, Bacchus, Diane, Vulcain, Hercule et Pomone ou Cérès. — *Catalogue du musée archéologique du dép. de la Dordogne*, par M. le docteur Galy — (1862) n° 103, p. 17.

(2) Ovide, livre XIV des *Métamorphoses* où se trouvent racontées, en une page exquise, les amours de Pomone et de Vertumne.

faire écouter de l'ingénue sans défiance et devint son époux.

La belle Pomone, fiction charmante, à laquelle le poète qui la créa s'est contenté de donner un nom, une figure et quelques attributs, fut, à n'en pas douter, révéree à Vésone. La trouvaille faite par M. de Lestrade en est, à notre avis, la preuve certaine.

Aussi croyons-nous intéresser nos confrères en leur signalant la découverte de cette divinité gracieuse, qu'ajoutèrent à la liste nombreuse des dieux du classique Olympe, adorés à Vésone, les habitants de notre vieille cité gallo-romaine.

Ch. DURAND.



MIREMONT - MAUZENS.

Le château de Miremont, qu'on aperçoit de la station de Miremont-Mauzens est plus important qu'on ne pourrait le croire et il mérite qu'on s'y arrête, à cause de l'ancienneté de son donjon dont la silhouette domine le village. Miremont, situé à deux kilomètres de la gare, étage ses vieilles maisons dont une à tourelles carrées, sur les pentes très raides d'un mamelon, et on l'a toujours devant soi, le chemin côtoyant la petite vallée arrosée par le ruisseau de Forge Neuve qui lui donne un peu de verdure et de fraîcheur contrastant avec l'aridité des coteaux voisins.

On passe devant l'auberge Fontalirant au pied du viaduc qu'on laisse à gauche ; on prend un sentier de chèvres qui mène au dessus du tunnel et l'on pénètre dans les rues tortueuses et étroites du village ; un de ces chemins contourne le château au bas de ses murailles à gauche, et on arrive à la porte qui donne accès aux défenses extérieures et de là au corps même de la place. Le plan général est un quadrilatère irrégulier occupant l'extrémité d'un plateau qui en a été séparée par une coupure, système qui n'a rien de nouveau et qui s'imposait dans toutes les situations analogues. Le donjon occupe cette partie du château qui était la plus faible ; il

défendait cette coupure et les approches un peu dominantes de ce côté. Le donjon est de petites dimensions ; il est bar-long, la plus petite face tournée à l'extérieur ; il date à n'en pas douter du xii^e siècle et peut-être même de la fin du xi^e.

Il est renforcé par trois contre-forts plats sur la façade Nord ; au côté Est, dans l'étroit couloir qui le sépare des bâtiments latéraux, on voit encore une porte à plein-cintre, maintenant murée, dont les claveaux sont très allongés et sans imposte, signes du haut moyen âge. Les parties Ouest et Sud ont été refaites au xiv^e siècle, et la muraille du Sud, de l'intérieur du château est ouverte du haut en bas par une brèche qui permet d'en voir l'intérieur. Une terrasse défendue jadis par un parapet, couvre le pied de la tour à l'Ouest, et formant courtine, se relie à l'angle des murailles par une forte tour qui a été renforcée à une époque relativement rapprochée de nous, par un talus ou glacis maçonné. La muraille plus ou moins ruinée suit les sinuosités du coteau, que de ce côté une seconde enceinte, fortifiée par deux tours carrées, défend plus fortement ; elle forme un angle saillant au moyen d'une petite tour carrée au Sud-Ouest, longe le chemin que nous avons déjà suivi pour revenir jusqu'à la porte d'entrée, défendue par des terrasses supérieures et un système de murs qui s'appuyaient jadis au donjon. A l'intérieur des constructions s'appuyaient aux murs d'enceinte formant une vaste esplanade ou cour divisée en deux parties, dont la hauteur des murs de séparation ne peut être évaluée en l'état actuel. Il n'y a comme fossé que la coupure déjà décrite, la déclivité du terrain et la hauteur du rocher qui porte les murailles étant suffisantes pour la défense des autres côtés.

Revenons au donjon dont nous n'avons pas achevé la description : une meurtrière presque carrée, avec une échancrure dans le bas pour bien maintenir le fût d'un engin puissant, s'ouvre dans le contre-fort central, à une petite hauteur de la base de la tour, dans le fossé pour en défendre l'accès ; aucune autre meurtrière ne se voit dans cette haute paroi, à moins qu'on ne prenne pour telles les étroites ouvertures qui éclairent l'escalier ; toutes les défenses étaient au sommet, et au



Cliché de M. Ch. Durand

Phototypie Berthaud, Paris

CHATEAU ET BOURG DE MIREMONT

xiv, siècle on y ajouta une ceinture de mâchicoulis. Dans le passage qui existe entre le donjon et les bâtiments ruinés de l'Est, près de la porte dont nous avons déjà parlé, enterrée à demi par un amas de pierrailles, on distingue une archère très étroite et très allongée, au sommet cintré, ayant la même forme que les étroites baies de la partie ancienne de la cathédrale de Sarlat et celle que l'on voit à Périgueux à la chapelle Saint Jean. Par la grande brèche du Sud, on voit que l'intérieur se divisait en trois étages séparés par des planchers ; l'étage inférieur seul est voûté. La terrasse contient des salles qui communiquaient avec le donjon par des escaliers indépendants les uns des autres et dont il faut voir l'agencement pour se rendre compte de la manière dont ils ont été conçus. Aux deux étages supérieurs, on voit deux ouvertures cintrées qui pénétraient dans une seconde partie du donjon la plus ancienne, de trois mètres d'épaisseur, qui ne contient qu'un escalier dont la spirale de 1^m70 de diamètre montait sur la plate-forme. Cette épaisse muraille est celle qui est renforcée de contre-forts et fait face au fossé. La seigneurie de Miremont a, pendant un temps, appartenu à la famille d'Aubusson.

L'église de Mauzens, à trois kilomètres environ de Miremont, est une très grosse et lourde masse avec un clocher carré sur sa façade ; ce clocher est un vrai donjon roman avec des contre-forts aplatis et d'étroites meurtrières allongées ; la façade et la porte, quelques ouvertures, ont été refaites ou remaniées. Le reste de l'édifice nous a paru du xiv^e siècle, avec ses deux travées et son chœur terminé par un mur droit. Des tableaux religieux anciens nous ont semblé curieux plutôt que remarquables.

A. DE ROUMEJOUX.

TROUBLES ET GUERRES DE RELIGION

A BERGERAC (1576-1577).

Nous reproduisons ci-après les notes recueillies par l'abbé Lespine, relativement aux troubles survenus à Bergerac pendant les années 1576 et 1577 ; elles corroborent et complètent

sur certains points celles qu'a insérées M. Gustave Charrier dans son précieux recueil des *Jurades*, concernant les mêmes évènements.

(1576). — Le dimanche de Noël, faisant la Ste-Cène, et courant bruit d'alarmes, fut nécessaire faire la patrouille de 20 à 30 arquebuziers conduits par le capitaine Jaure, durant le prêche.

(1577). — Le 8 janvier fut reçu ordre du Roi de Navarre qui défendait de ne faire aucune violence sous prétexte de guerre ; et après fut envoyé vers ledit Roi pour faire sa volonté sur les préparatifs et rumeurs de guerre qui se dressaient tous les jours. — Le 21 furent envoyés vers M. de Turenne, à Ste-Bazeille, St-Geniez et Ségur, pour supplier le Roi de Navarre de ne permettre aucune force sortir de cette ville. Le 24, arrivée de M. de Turenne. Après son départ, arriva un brevet de la part de M. de Choupes, étant à Périgueux, avertissant le sieur de Turenne prendre garde des embuscades à lui dressées de la part de M. d'Autefort ; lequel avis on fit savoir à M. de Turenne.

Le 7 février, lettres du Roi de Navarre, St-Geniez et Ségur, datées du 3, que S. M. nous donnait M. de Longua de Larmandie pour gouverneur, auquel il fut envoyé M. Peyrarède, pour le prier d'accepter cette charge ; et fut envoyé à Albiquat, Trémoulat et les Aisies, pour chercher poudres, à cause des préparatifs de guerre.

Le 13 février, Mme La Noue arriva en cette ville, laquelle demanda un messenger pour conduire un de ses gentilshommes jusqu'à Aymet, s'en allant trouver M. de La Noue. Elle fut logée chez Mme la Bailive, aux Mazeaux.

Le 21 février, arrivée de M. de La Force et Mme de Brisambourcq.

Le 27 mars, fut reçu avis que M. de Labaptut avec troupes s'en venait aux portes de la ville et faire du ravage : on fit dresser embuscade de 35 arquebuziers, à la Maladrerie, conduits par Bernard Loubet, où leur fut envoyé pour deux jours de vivres. — Et fut envoyé devers M. de Turenne, étant ez environs de Sarlat, pour lui faire la révérence, et fut envoyé poudres, etc., à M. de Turenne, étant à Lenquays, comme il avait mandé, et fut prié ledit sieur de faire partir les troupes de nos lieux circonvoisins, ce qu'il fit.

Le 7 avril, Mme de St-Geniez fit la Cène en cette ville, et fut commandé par Mme de Turenne d'envoyer la lettre à M. de Panissaud à Puichguillein, pour faire porter le blé et l'envoyer à Périgueux. Il fut envoyé un paquet de M. de Biron à M. de La Noue, étant à Castillon, et envoyâmes la réponse audit sieur de Biron.

Le 13 avril, M. de Turenne, pour ramasser ses troupes pour s'en aller à Targon (1) combattre M. de Voysins, fut envoyé messagers de nuit à Monsac, à Bardou, Couze, Montauzac, St-Jean-d'Eyraud, Sainte-Foi-de-Longua, Saint-Félix, à Moncla, à La Monzie, à Bellegarde, etc. — *Item* fut prié par les consuls M. de Chouppes supplier M. de Turenne venant de Targon, de la défaite de M. de Voysins, ne permettre venir en ses quartiers, vu les grandes ruines qui s'en étaient ensuivies à sa descente, mais qu'il lui plût faire passer icelles troupes entre Sainte-Foi et Castillon.

Et le sieur nous envoya pour demander des bateaux en toute diligence et faire passer ses troupes entre Sainte-Foi et Castillon.

Le 5 mai, M. de Saint-Genyez arriva en cette ville pour mettre les choses en bon ordre, à la venue du Roi de Navarre, Prince de Montpensier, seigneurs, etc., et autres députés pour la conférence de la paix. Et furent préparées deux chambres de tapisseries (de M. de La Force, de M. de Piles, et un peintre de Biron pour faire armoiries) à la maison de M. Doublet, aux Mazeaux. Suivant l'arrêté de la Jurade du 7 mai, fut donné au Roi de Navarre, Prince de Montpensier, etc., députés à cette conférence de la paix, deux tonneaux de vin. Ledit roi, sur les remontrances des consuls touchant les compagnies qui étaient logées en lieux de nos contributions, fut par S. M. ordonné à trois arquebuziers de sa garde d'aller trouver le régiment de Monbrun, La Roque et Milhac de déloger. *Item* fut envoyé par le Roi de Navarre un messenger à Grignols et un autre à M. Dussac, à Bellegarde.

Le 1^{er} juin, fut par ordre du roi donné un messenger pour conduire un gentilhomme à Agen.

Le 2 juin, arriva M. de La Noue. Après le départ du roi, passa un gentilhomme de sa part allant trouver M. le prince de Montpensier à Niauxvic, où ledit gentilhomme fut dévalisé par M. de Montpeyrou.

Le 8, fut envoyé par les consuls au Roi de Navarre avis de certaines assemblées qui se faisaient à Lauzun. Sur la réponse du roi, fut envoyé paquet à M. de La Noue. *Item*, on donna ordre pour passer l'artillerie venant de Villefranche.

Le 20 juin, le Roi de Navarre, ayant entendu la prise d'Issoire, écrivit le 23 juin et envoya M. de Saint-Genyès en cette ville pour voir aux affaires d'icelle.

Le 11 juillet, fut envoyé, par M. de St-Genyez, un messenger portant

(1) Targon, chef-lieu de canton du département de la Gironde, arrondissement de La Réole. Cette localité faisait autrefois partie du comté de Benauge et forma ensuite une seigneurie particulière.

lettre à M. de Turenne, étant à Périgueux, touchant l'armée d'Issoire. *Item*, suivant les menaces du siège, furent envoyés députés pour ramasser toutes les terres propres à faire salpêtre. (Lors du séjour du Roi de Navarre, commandement fut fait par lui de donner vingt livres de poudre à la Compagnie coronelle de M. de Lavardin, pour saluer le prince de Montpensier ; ladite Compagnie étant sur le fort de Malbec).

Les paroisses qui travaillaient aux fortifications de la ville en 1577 sont : Saint-Germain, Campsegret, Genestet, Maurens, Lembras, Queyssac, Cours, Saint-Cybard, Saint-Capraise, La Monzie, La Cour, Saint-Christophe, La Madeleine, Gardonne, Prignonrieux, Eyraud, La Force, Saint-Martin-de-Gardonne, Gageac, Saint-Martin-de-Bergerac, Saint-Jean-d'Eyraud, Saint-Nexans, Pontroumieu (1).

Aux faits relatés plus haut se rattachent deux importantes lettres adressées par le roi de Navarre à ses dévoués partisans, les consuls de Bergerac. En voici le texte :

MM. les consuls, je n'omettrai de ce que connaîtrai pouvoir servir à votre sûreté et conservation, dont j'ai soin et aurai toujours, et suis après pour pourvoir à tout ce qui vous est nécessaire, en ce qui est en mon pouvoir, ainsi que vous entendrez encore plus particulièrement par M. de La Noue, qui ira bientôt vers vous et par lequel je vous ferai tenir ce que j'ai sur ce avisé. Cependant, regardez soigneusement à faire travailler en toute diligence aux fortifications de votre ville et de la pourvoir de vivres, etc.

D'Agen, le 21 juillet 1577.

Votre plus assuré ami,

HENRY.

MM., parce que j'ai délibéré de nettoyer ce pays de plusieurs petites bicoques et forts dont le plat pays est incommodé, j'ai avisé d'envoyer quérir pour cet effet l'artillerie qui est à Bergerac. A cette cause, je vous prie de ne faillir de m'envoyer les deux couleuvrines de Turenne, trois caques de poudre et soixante boulets ; faisant le tout promptement embarquer avec l'attelage, de sorte, s'il est possible, que le tout puisse être cette nuit ici sur les dix heures, ou le plus tôt et en la plus grande diligence.

De Sainte-Foy, le 2 septembre 1577.

Votre meilleur et plus assuré ami,

HENRY (2).

(1) *Lespine*, vol. 48, page 371.

(2) *Idem*.

L'anecdote suivante, rapportée par l'abbé Lespine, témoin de la reconnaissance de Henri IV, roi de France, pour la fidélité des habitants de Bergerac à la cause du roi de Navarre :

En 1605, au mois d'octobre, Henri IV étant à Limoges, furent députés : Pierre de Gast, conseiller du roi en la sénéchaussée du Périgord, au siège de Bergerac ; maire, Hélié Delpeuch, procureur audit siège ; Pierre Poumeau, etc., pour aller, au nom de la communauté, faire la révérence à S. M., qui les reçut très bien, après que ledit sieur maire eut harangué (étant tant lui que les autres les deux genoux en terre). Sa Majesté était accompagnée de la plus grande partie des princes et des gouverneurs de provinces et de toute la noblesse du pays. Le roi leur répondit : « Vous savez comme j'ai toujours affectionné Bergerac, n'étant pas à moi, et n'étant que roi de Navarre : mais maintenant qu'elle est à moi, je vous aime et vous affectionne beaucoup davantage. J'ai toujours connu votre fidélité et n'en ai jamais douté : servez-moi et je vous serai bon prince et bon roi. Je vous aime » (1).

Elie DE BIRAN.

L'EXÉCUTION DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

DANS UNE PETITE PAROISSE DU PÉRIGORD.

En faisant ma tournée annuelle d'inspection des archives communales, j'ai trouvé, au mois de mai dernier, dans un registre paroissial de la commune de Rouquette, près Eymet (Dordogne), au milieu d'un grand nombre d'abjurations, quelques pièces concernant l'exécution de la révocation de l'Édit de Nantes. Il est à présumer que dans cette paroisse, ancien prieuré dépendant de l'abbaye des chanoines de St-Augustin de Chancelade, et presque un faubourg de la ville d'Eymet, les passions religieuses ont été plus vives qu'ailleurs, et précisément peut-être parce que le curé était un chanoine d'un ordre régulier.

(1) *Lespine*, vol. 48, page 371.

Depuis le 7 août 1682 jusqu'au 3 juin 1686, je relève dans le registre de cette commune dont la population actuelle est de 500 habitants, 269 abjurations, reçues par M^e Mathieu Chavaignat, prêtre, chanoine régulier, prieur de Rouquette, « suffisamment autorisé par M^{sr} l'évêque de Sarlat. » Les plus nombreuses se font le 29 août 1685 « sous le regne du très pieux, très zélé pour la gloire de Dieu, pour la religion catholique, apostolique, romaine, Louis par la grâce de Dieu quatorzième, roy de France et de Navarre. »

A la suite de ces abjurations, et un mois après la révocation de l'édit, le 21 novembre, les paroissiens huguenots ou nouveaux convertis apportent au prieur tous leurs livres qui peuvent être entachés d'hérésie et dont je donne plus bas la liste. J'y vois les *Métamorphoses* d'Ovide, parmi les Nouveaux Testaments, les Bibles, les Psautiers, les Oraisons et les ouvrages de controverse dogmatique.

Dans le même registre est un état de « ceux qui ont manqué à la messe le 4^{ème} dimanche de l'advent » et enfin toute une organisation policière, visant, je présume, à la surveillance des nouveaux convertis. La paroisse est divisée en cinq inspections à la tête desquelles est un inspecteur. J'indique ci-dessous les noms et le nombre des habitants de ces cinq quartiers, vivant probablement en famille.

J'ai pensé qu'il serait bon de recueillir et de signaler des pièces relatives à un déplorable événement de notre histoire religieuse sur lequel les documents sont rares dans notre province.

Pendant que j'étais dans cette région, j'ai eu également l'occasion de voir et de dépouiller aux archives de la ville d'Eymet une quarantaine de registres protestants d'état civil de 1753 à 1790, que le relieur a intercalés avec ceux des catholiques. J'ai été surpris de n'y lire que des baptêmes et des mariages célébrés dans la maison d'Oraison d'Eymet et rédigés par les ministres du saint évangile ; l'acte de sépulture était toujours dressé par le prêtre sans la moindre observation malséante d'ailleurs et même sans mentionner la religion du défunt. Pourquoi cette anomalie ? Quand le curé d'une paroisse voisine, de Razac d'Eymet, rédige un acte de sépulture

huguenote, il a toujours soin d'ajouter « à la requisition des parents du défunt selon l'usage ». Mais cette explication est, suivant moi, insuffisante : il devait y avoir une raison légale qui m'est inconnue. En y réfléchissant, je suis porté à croire que le curé, qui avait, dans sa paroisse, la haute autorité sur le cimetière, ne pouvait y laisser inhumer personne sans son consentement et peut-être fut-il chargé, par la suite, de rédiger lui-même l'acte officiel de sépulture ?

Un prêtre que j'ai consulté, ne paraît pas surpris de ma découverte. Il m'apprend que le cimetière n'est pas une terre bénite en bloc, que le prêtre y bénit chaque fosse avant d'y inhumer, et que le curé d'Eymet pouvait, sans contrevenir aux prescriptions liturgiques, laisser inhumer un hérétique dans une fosse non bénite du cimetière. On sait du reste qu'une part du cimetière était déjà réservée aux enfants morts sans baptême qu'on appelle des *chancelles* dans le Nord du diocèse, des *cisternes* à Périgueux et à Sarlat, et qu'une autre part, nommée « cimetière des pauvres » était destinée aux étrangers à la paroisse et aux mendiants nomades dont on ignorait la religion.

Un zélé protestant de La Rochelle, après avoir lu, dans le procès-verbal de la séance du 29 mai de la Société historique du Périgord, le récit de ma visite aux archives d'Eymet, s'en est ému et m'a manifesté son étonnement à deux reprises, me demandant si je ne m'étais pas trompé.

D'après ce que me mande de son côté mon érudit collègue de la Charente-Inférieure, M. de Richemond, très compétent en pareille matière, j'aurais fait là une découverte historique importante. « Je ne connaissais pas, m'écrit-il, pour la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'exemples de protestants, baptisés soit par le curé soit par le pasteur du désert, et *inhumés par le curé sans qu'ils aient fait abjuration*. En d'autres termes, le fait d'une sépulture par l'ecclésiastique agissant comme magistrat civil ne m'était jamais apparue... Il y a là un fait à examiner de très près, car il constitue, je le crois, une véritable découverte historique, pour cette question de l'évolution de la législation jusqu'à la laïcité de l'état civil... »

Sur ce point, il ne peut y avoir de doute. Les registres pro-

testants d'Eymet de 1753 à 1790 ne contiennent, je le répète, aucun acte de sépulture ; j'ai voulu connaître le sort des baptisés et des mariés dont les noms me passaient sous les yeux et je les ai retrouvés tous, tant grands que petits, en contrôlant attentivement les âges, les noms et prénoms, dans les actes de sépultures rédigés par le curé d'Eymet. Sauf un ou deux religionnaires, qui sont inhumés dans leur jardin, et encore le curé de Razac dresse l'acte lui-même, tous les autres, soit à Eymet, soit à Razac, sont inhumés dans le cimetière, et sûrement ce n'étaient pas de nouveaux catholiques, comme le penserait M. de Richemond. Les familles dont les noms reviennent le plus souvent sont encore actuellement protestantes ; elles n'ont certainement pas abjuré après 1760. Leurs enfants sont baptisés et mariés, de 1753 à 1763, par les pasteurs sédentaires ou ambulants, Gibert, Dugas, Solz, Picard, Boutilon et Renoulaud ; de 1763 à 1774, par les pasteurs Renoulaud, Dupuy jeune, François Viola, Dupuy aîné, Liard, de Becays et Dumas ; de 1780 à 1786, par les pasteurs Crebessac-Bellerive, Barthélemy Clarens, Thomas, Marche et Gout ; de 1785 à 1790, dans la maison d'Oraison d'Eymet, par les ministres du saint évangile, Pierre Thomas, Jay, Poste, Marche et Gout.

Mais je reviens à l'objet de ma communication, dont je me suis un peu écarté, à l'exécution de la révocation de l'Édit de Nantes, dans la paroisse de Rouquette (Dordogne), et je présente aux lecteurs du *Bulletin* trois pièces se rapportant à cette violente et regrettable mesure.

I

Ont porté leurs livres les paroissiens huguenots de Rouquette le 21 novembre 1685 à moy Chavaignat, prieur du dit Rouquette, sçavoir :

Isaac Fayole, un Nouveau Testament et deux Psautiers tout déchirés.

Paute de la Gravette a porté un Nouveau Testament, l'Amulette de David, un petit Psautier et un Alphabet tout déchirés.

M^r M^e Jean de Montet a porté ses livres, sçavoir : la Souveraineté des Rois, un Pseaume, la Religion chrétienne, Miscellanées — livre impie, — Apothexmes désarmé, Œuvres mêlées, Liber de Providencia.

Zacharie Bordier a porté ses livres, sçavoir: un Nouveau Testament Oraisons de Labadie, Pseaumes, Histoire d'Aressus [Assuérus].

Pierre Gérard a porté un Nouveau Testament, un Pseaume, un Alphabet.

Jean Faurot a porté un Nouveau Testament et un Pseaume tout déchiré, un Roman, un exercice huguenot sur la grâce.

Paul Margnat a porté un Nouveau Testament déchiré, le Voyage de Bethel, un Psautier déchiré et une comédie latine.

M. de Marès a porté un Nouveau Testament tout neuf, un Psautier demy usé, un morceau de Bible, Tragicomédie les travaux du Prince inconnu.

M. Sabanas a porté les Métamorphoses d'Ovide et un Psautier, le tout déchiré.

Elie Bassette a porté un Nouveau Testament tout déchiré et un Psautier déchiré.

M^{lle} Brunet, un Psautier, un Nouveau Testament tout déchiré.

M. Pontet sieur de Joanneaux a porté un Nouveau Testament, un Psautier, Examen de la conversion de M^r Coms, la Mère spirituelle de J.-C., Miscellanée.

M^r M^{re} Pierre Paute, un Nouveau Testament et un Psautier déchiré.

Estienne Jaques, un Pseaume tout rompu, l'Amulette de David.

Renaud, a porté ses livres, sçavoir, un Nouveau Testament, Livret du jeûne et un Psautier.

Jaques Fustal, un Psautier.

Rougerie a porté un Nouveau Testament.

M. Ponchet a rendu ses livres, sçavoir: un Nouveau Testament grec et latin, Hieronimus Zanchius, Philippe Mélancton, Bèze sur les Evangiles, Vindica contra-tyrannos, Remontrance du clergé de France.

Du 23 décembre 1685 :

M. Pierre Bertrand a porté une Bible toute déchirée, un Nouveau Testament tout déchiré et un Psautier tout déchiré.

Jérémie Bertrand a porté 2 Pseaumes tout déchirés, un Sermon de la Persévérance déchiré et une Relation hérétique.

Moyse Boissière a rendu un Pseaume tout déchiré.

(Rouquette, série E suppl. GG 1. Registre in-4°, folio 76).

II

Ceux qui ont manqué à la messe le 4^{ème} dimanche de l'Advent :

De chés Rougerie dit Petit, il n'y avoit personne.

Ny de la famille de Pierre Bréjou, métayer du sieur Beausoleil.

Ny de chés Jean Bréjou.
Ny de chés Jean Anequi.
Ny de la Borne.
Ny de M. Maré.
Ny de chés Jean Einar.
Ny de chés Pierre Bertrand.
Ny la Brunette.
Ny Soleil de Landrice demeurant absent.
Ny de chés Sabanas.

(Ibid..... n° 75).

III

Rapport des inspecteurs établis dans la paroisse de Rouquette pour
le nombre des familles qui sont les bas nommés :

Pour le bourg de Rouquette,

François Carrier, 1^{er} inspecteur.

Carrier.....	cinq personnes.
Laplane Duroudier.....	cinq personnes.
Moyse Maupetit.....	dix personnes.
Jean Coulaure.....	trois personnes.
Jean Rouyère.....	sept personnes.
Daniel Bouchilou.....	six personnes.
Lambert.....	quatre personnes.
Jean Vilette dit la Portière..	sept personnes.
Isabeau Roche.....	huit personnes.
Isabeau Brû.....	elle seule.
Le fermier de Poulard.....	quatre personnes.
Pierre Giraud.....	trois personnes.
Métayer de Tounadré.....	sept personnes.
Bourdier de la Roche.....	six personnes.

Abraham Dupuy sieur de la Plante, 2^{ème} inspecteur.

Abraham Dupuy.....	huit personnes.
Isaac Fayole.....	six personnes.
Truchasson.....	quatre personnes.
Henry Dufau.....	doux personnes.
Pierre Bouty, métayer.....	sept personnes.
Bastien Jaques.....	cinq personnes.
Perigord.....	treze personnes.
Métayer de M. Andrieu.....	sept personnes.

Métayer de Galban.....	cinq personnes.
Métayer de M. Fonfrède.....	neuf personnes.
M ^{lle} Brunet	deux personnes.
Métayer de M. Brunet	cinq personnes.
Métayer de la Fargue.....	quatre personnes.
M. Paute de la Gravette	cinq personnes.

(Ibid.... folio 75).

Jaques Beausoleil, 3^{eme} inspecteur.

M. Bertrand sieur de la Nique	six personnes.
Son métayer....	cinq personnes.
Pierre Lambert.....	sept personnes.
Pierre Einar.....	six personnes.
Guelard.....	quatre personnes.
Daniel Delpin.....	quatre personnes.
Mundine Pauvert	deux personnes.
Marsaud Bouchilou.....	cinq personnes.
Marie Roche	deux personnes.
Philippe Jaques	trois personnes.
M. Bertrand de Regeau.....	huit personnes.
Son métayer...	neuf personnes.
Jean Einar.....	quatre personnes.
Bordier de Toni Arnaud....	trois personnes.
Jaques Beausoleil.....	six personnes.

(Ibid.... folio 73).

Antoine Rougerie, 4^{eme} inspecteur.

M. Paute, ancien juge	quatre personnes.
Estienne Magnat.....	six personnes.
Neimar Margnat, dit Fray.	cinq personnes.
Autre Neimar Margnat, son père.....	trois personnes.
Pierre Rougerie dit Taly....	neuf personnes.
Simon Fustal.....	huit personnes.
Métayer de M. Paute	huit personnes.
Joseph Lafargue.....	sept personnes.
Isaac Michelé.....	quatre personnes.
Marsaud l'Amour	sept personnes.
Cantagrel	six personnes.
M. Rougerie.....	huit personnes.
Jean Monponté	deux personnes.

(Ibid. ... folio 73).

Monsieur Renaud [5^{ème} inspecteur].

Pierre Dupuy.....	quatre personnes.
Jean Chapelet.....	six personnes.
Pierre Bréjou	sept personnes.
André Boucher.....	quatre personnes.
Pierre Mauriat.....	cinq personnes.
Pierre Chabrol.....	huit personnes.
Jean Bréjou	six personnes.
Hélie Renaud.....	quatre personnes (1).

(Ibid.... folio 73).

Ferd. VILLEPELET.

LE PÈRE PIERRE BOUTIN.

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APOTRE DE SAINT-DOMINGUE

(1673 - 1742).

Pierre-Louis Boutin, ou peut-être Pierre-Aloys Boutin, naquit à La Tour-Blanche en Périgord, vers 1673. Les archives de la commune de La Tour-Blanche ne remontant qu'à 1686, il n'a pas été possible de rechercher sur les registres paroissiaux la date exacte de cette naissance. Mais comme le Père Boutin mourut à la fin de l'année 1742, âgé de soixante-neuf ans et quelques mois, il est permis d'indiquer comme vraisemblable le millésime que nous lui assignons.

De la famille Boutin, de l'enfance et de la jeunesse de notre Périgourdin nous ne savons absolument rien ; toute cette première moitié de sa vie échappe à notre connaissance.

Nous sommes, au contraire, parfaitement fixés sur la seconde partie de son existence, grâce à une lettre du P. Margat au P. de la Neuville, procureur général des Missions

(1) Des mesures semblables ont été prises ailleurs, notamment dans les localités de Ribaute et d'Anduze (Gard). Voir le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, n° du 15 janvier 1881, p. 26, et du 15 juin, 1882, p. 369 et 370.

de la Compagnie de Jésus aux îles de l'Amérique, écrite du Cap Saint-Domingue le 20 juillet 1743 (1), et qu'a bien voulu nous signaler M. Dujarric-Descombes.

Reçu jésuite dans la province de Guyenne, le Père Boutin partit, dans le cours de l'année 1705, pour la côte de Saint-Domingue où sa congrégation était installée depuis un an. Il y arriva avec les Pères Olivier, Le Breton et Laval.

« Cette mission, écrivait le Père Margat, est une des plus belles que nous ayons. Rien de plus florissant que l'état des colonies françaises de Saint-Domingue qui font tous les jours de nouveaux progrès. »

Et après un tableau détaillé de l'île (2), la lettre se termine par un juste éloge du Père Boutin, que « tout le monde regarde avec justice comme l'apôtre de Saint Domingue ».

Les premiers essais de son zèle apostolique furent employés à la paroisse de l'Accul ainsi qu'aux quartiers plus éloignés et plus pénibles du Port-de-Paix et de Saint-Louis, dont il répara ou construisit l'église sans le secours d'aucun entrepreneur. Pourtant le commandant de ces quartiers, prévenu par de faux rapports, lui fit quelque obstruction : la douceur, la patience, la fermeté du P. Boutin, et aussi l'intervention du comte de Choiseul, triomphèrent de tous les obstacles.

Nommé postérieurement missionnaire-curé du Cap, ville de 10 à 12.000 âmes, qui était la résidence ordinaire du gouverneur général de la colonie, il en remplit les fonctions

(1) *Lettres édifiantes et curieuses écrites des Missions étrangères par quelques missionnaires de la Compagnie de Jésus et publiées par le P. Louis Patouillet*, XXVII^e recueil. A Paris, chez les frères Guérin, 1749, in-12, XLVIII - 480 p., 2^e lettre du recueil, p. 63 et suiv. — Cette lettre a été reproduite par M. L. Aimé-Martin, dans le *Panthéon littéraire* (Littérature française, géographie, voyages) : *Lettres édifiantes et curieuses concernant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique avec quelques relations nouvelles des missions et des notes géographiques et historiques*. Tome 1^{er} : Grèce, Turquie, Syrie, Arménie, Perse, Egypte, *Amérique septentrionale*. Paris, Auguste Desrez, 1838, in-8, XII-820 p., p. 800 et suiv.

(2) L'île de San Domingo est aujourd'hui divisée en deux parties distinctes : à l'Ouest, la République d'Haïti ; et, à l'Est, la République Dominicaine, plus étendue, mais moins peuplée. Ce sont les provinces *Nord d'Haïti* (chef-lieu : Le Cap) et *Nord-Ouest* (chef-lieu : Port-de-Paix, où se trouve également Saint-Louis, port sur le canal de la Tortue) qu'a évangélisées le P. Boutin.

pendant neuf ans. Il entreprit d'y bâtir une église, en face de la place d'armes, au centre de la ville : la première pierre fut posée le 28 mars 1715 par M. d'Arquian et, moins de quatre années plus tard, l'église se trouva en état d'être bénie, le 22 décembre 1718, sous le titre de l'Assomption de la Sainte Vierge.

« C'est un grand bâtiment de maçonnerie de 120 pieds de long sur 45 de large. En général, il est d'assez bon goût, quoique trop simple par le dedans et trop peu spacieux aussi pour la quantité de monde qui est dans la ville. La sacristie est bien fournie et bien entretenue, ses ornements sont beaux et le service divin s'y fait avec autant d'ordre et de dignité qu'en aucune province de France. Il y a un clocher détaché du corps de l'église : c'est une tour carrée où il y a une assez belle sonnerie et une horloge qui s'entend dans toute la ville. »

Quelques raisons d'obéissance obligèrent le P. Boutin à quitter la cure du Cap. Alors il s'occupa plus spécialement des matelots et se chargea du soin de la rade où il fit toutes les fonctions curiales, si bien que la réputation de son mérite et de sa sainteté se répandit par toute la France et que les marins ne parlaient qu'avec un affectueux respect de leur père et de leur directeur. Il instruisit et catéchisa les 4.000 nègres de la ville ou de ses dépendances, travail rebutant à cause de la difficulté de se faire comprendre, « ce qui demande une patience et un zèle à toute épreuve. » Il fonda une école pour recevoir gratuitement les petites filles orphelines, les élever, leur apprendre à gagner leur vie ou à se rendre utiles en ménage. A cette maison d'orphelines fut adjoint bientôt un établissement pour les jeunes filles créoles.

Pour remplir ce double but, il fit venir des religieuses de la congrégation de Notre-Dame, dont la première maison s'était installée à Bordeaux et qui avaient plusieurs succursales en Guyenne, en Périgord, ainsi que dans d'autres provinces françaises. Les premières religieuses qui vinrent au Cap, à la demande du Père Boutin, sortaient de l'établissement de Périgueux : la plupart étaient d'une condition distinguée et d'un âge mûr. Le Père Boutin, directeur spirituel, veillait aussi au temporel ; resté bâtisseur, il fit augmenter et répa-

rer les bâtiments. Sans doute, il ne fut qu'un architecte médiocre et fit paraître

• plus de zèle que d'intelligence. Avec le plus grand zèle et les meilleures intentions du monde, confesse le P. Margat, le feu P. Boutin n'avait pas le goût le plus sûr pour l'architecture. Comme il n'avait pensé qu'au plus pressé, tous les bâtiments ne sont ni solides ni proportionnés... Cette maison, commencée pour d'autres desseins et augmentée pièce à pièce suivant les besoins, ne pouvait guère prendre une forme bien régulière. »

Le même jésuite nous a laissé de son confrère et ami un portrait intéressant :

« Tout annonçait dans lui une sainteté éminente : un visage pâle et exténué, un regard extrêmement modeste, des yeux cependant vifs qui s'allumaient quand il prêchait ou parlait de Dieu, une voix plus forte que ne semblait promettre un corps aussi maigre et aussi décharné. Sa manière de prêcher était simple et peu recherchée. Il parlait de l'abondance du cœur et cherchait plus à corriger les mœurs qu'à flatter les oreilles ou à plaire aux esprits. Il avait cependant des saillies d'une éloquence forte qu'animaient encore des tons de voix éclatants qui portaient la frayeur dans l'âme des plus endurcis. Sa morale était sévère et son extérieur ne respirait qu'austérité ; mais les pécheurs pénitents étaient sûrs de trouver en lui toute la charité et toute la douceur qui pouvaient achever de les gagner à Jésus-Christ.... C'était une espèce de prodige qui jetait tout le monde dans l'étonnement : comment un homme si sec, si décharné, accablé de tant de travail et n'usant à l'égard de lui-même d'aucun ménagement, pouvait se soutenir et vaquer à cette multiplicité d'occupations qui auraient donné de l'exercice à plusieurs autres? »

Toujours levé à l'heure *marquée par la règle*, le Père Boutin priait, confessait beaucoup, voyait les malades et s'adonnait à toutes les pieuses attributions de son ministère. D'autres travaux l'absorbaient encore.

Dès son arrivée à la côte de Saint-Domingue, il avait étudié la situation de l'île. Nous possédons sur ce point un témoignage précis du P. de Charlevoix (1) :

« Un missionnaire, dit-il, qui y travaille depuis vingt-cinq ans et

(1) *Histoire de l'Isle espagnole ou de Saint-Domingue*. Paris, François Barois, 1730, in-4°, tome 1^{er}, p. 4.

qui a eu un très grand soin d'observer toutes les éclipses, prétend avoir toujours constamment trouvé 4 heures 43' et 51" de différence entre le méridien de l'observatoire de Paris et celui du Cap Français ; d'où il s'ensuivrait que ce port est au 308° degré de longitude. »

Ce missionnaire n'est autre que le P. Boutin, ainsi qu'en fait foi d'ailleurs une note marginale. Il cultivait, en effet, à quelques moments perdus, les plus hautes sciences et particulièrement l'astronomie. Ses observations d'éclipses astrales et autres phénomènes célestes se trouvent consignées dans de savants recueils et nous croyons intéressant d'en donner ci-après la complète bibliographie :

Observation de l'éclipse de lune du 27 avril 1706 faite au Port-de-Paix dans l'isle de Saint-Domingue. (*Histoire de l'Académie royale des sciences*, 1706, p. 113).

Observation de l'éclipse de lune du 17 avril 1707, faite au même lieu. (*Ibidem*, 1707, p. 82. — *Mémoires de l'Académie royale des sciences*, 1707, p. 381 et s.)

Observations faites à Saint-Domingue, au Cap Français, d'une éclipse du soleil du 25 septembre 1726 et d'une éclipse de lune arrivée le 10 octobre 1726. (*Mémoires pour l'histoire des sciences et des beaux-arts* ou *Mémoires de Trévoux*, février 1727, p. 396).

Observation de l'éclipse de lune faite au Cap de Saint-Domingue le 25 février 1728. (*Ibid.*, juillet 1728, p. 1367).

Eclipse de lune totale observée le 8 août 1724 au Cap Saint-Domingue et éclipse de lune partielle du 2 février 1730. (*Ibid.*, juillet 1730, p. 1288).

Eclipse de lune du 19 juin 1731 observée au Cap Français, côte de Saint-Domingue. (*Ibid.*, juillet 1731, p. 1653).

Eclipse de lune du 1^{er} mars 1737 observée au Cap Français par le P. Bentin (*sic*). (*Ibid.*, octobre 1737, p. 1892).

Observation de l'éclipse de lune faite au Cap de Saint-Domingue le 8 septembre 1737. (*Ibid.*, février 1738, p. 353).

Eclipse du soleil observée au Cap Français, côte Saint-Domingue, le 18 février 1738. (*Ibid.*, juin 1738, p. 1130).

Observation de l'éclipse de lune faite au Cap Français, côte de Saint-Domingue, le 24 janvier 1739. (*Ibid.*, juin 1739, p. 1323).

Observation de l'éclipse de lune faite au Cap Français de Saint-Domingue le 6 juillet 1740. (*Ibid.*, novembre 1740, p. 2231).

Observation de l'éclipse de lune faite au Cap Français, le 1^{er} janvier 1741. (*Ibid.*, juillet 1741, p. 1316).

Cette observation ne porte pas de nom ; mais il y a tout lieu de croire qu'elle est du P. Boutin.

Observation de la comète qui a paru au Cap, en mars 1742. (*Ibid.*, septembre 1742, p. 1676).

D'une santé naturellement assez robuste, le Père fut pris tout à coup d'une espèce de pleurésie. Durant les quelques jours qu'il resta alité, ce fut la même tranquillité, rapporte le P. Margat, témoin oculaire, la même patience et la même union avec Dieu.

« Il vit la mort d'un œil tranquille et l'accepta avec une parfaite résignation. Sa vie entière n'avait été qu'une préparation à ce dernier passage, Il y avait peu de temps qu'il sortait de la retraite qu'il ne manquait jamais de faire suivant nos règles chaque année. Il reçut les derniers sacrements avec les sentiments qu'il avait lui-même tant de fois inspirés aux autres. De là jusqu'à ce qu'il eut absolument perdu la parole, il ne cessa de prier ; il le fit même pendant le délire qui précéda son agonie, tant était grande l'habitude qu'il en avait contractée. Ce fut ainsi qu'il plut au Seigneur de couronner une vie que nous croyons tous ici n'avoir point été inférieure à tout ce que notre Compagnie a eu de plus respectable et de plus édifiant. Il mourut le vendredi 21 novembre 1742 (1), âgé de 69 ans et quelques mois. »

La nouvelle de sa mort, connue le samedi matin dans toute la ville du Cap, causa une consternation générale :

« Connu partout, partout aimé et respecté, il fut universellement regretté. Il n'y eut en cela aucune différence entre les blancs et les nègres : tous, en gémissant sur la perte que faisait la colonie, ne tarissaient point sur son éloge et ne balançaient point à le mettre au rang des âmes bienheureuses les plus élevées dans le Ciel. »

Son corps resta exposé dans la chapelle de la Mission, et ce fut, toute la journée, un défilé ininterrompu de personnes de toutes les conditions qui venaient saluer sa dépouille mortelle et se disputer quelques lambeaux de ses pauvres vêtements ou quelque autre objet qui eût été à son usage. A ses

(1) Un autre passage de la même lettre porte que cette mort survint le 22 décembre. Il y a là un *lapsus calami* ou une erreur typographique.

obsèques, que la population désira publiques, l'affluence fut considérable.

« Elle l'aurait été bien plus, disait son biographe, si les habitants de la plaine avaient eu le temps de s'y rendre. Mais ceux qui ne purent y assister des quartiers éloignés ne marquèrent pas moins par leurs regrets et par leurs éloges combien ils étaient sensibles à cette perte. On peut dire qu'il n'y a pas eu deux voix à ce sujet. Toute la colonie lui a dressé, dans son cœur et dans sa mémoire, un monument plus précieux que ceux qu'on élève si souvent, à si grands frais, à la politique et à la vanité. »

Le Père Boutin était resté trente-sept années dans notre colonie de Saint-Domingue. Il y avait donné constamment « des exemples d'une vertu héroïque, qui, bien loin de se démentir un seul moment, parut aller en augmentant jusqu'à la fin de ses jours ». Sa sainteté, sa mansuétude, sa charité avaient valu la vénération de ses ouailles à ce bon pasteur ; il ne cessa point de la mériter. Il avait, quand il mourut, soixante-neuf ans passés ; mais il était de ceux dont on dit avec vérité que la vie n'est jamais assez longue pour réaliser tout le bien qu'ils ont dans le cœur.

Au total, il rendit d'importants services à la science, et à son pays autant qu'à la religion. Educateur d'âmes, prêchant à la fois par la parole et par l'exemple, il propageait le catholicisme, soulageait la misère des pauvres gens, réconfortait les humbles et leur montrait le ciel. En même temps que missionnaire, il servait l'expansion française et la civilisation.

« Car notre force en ce grand pays, proclamait naguère M. Pierre Foncin à l'assemblée générale de l'*Alliance française*, notre force est de pouvoir dire et démontrer que nous sommes, nous, des amis désintéressés : le meilleur de notre influence, nous le devons à nos missionnaires, à leurs écoles, à leurs institutions de tout genre ».

C'est justement le rôle de notre Société historique de projeter la lumière sur les personnages disparus, de faire revivre le passé, d'en conserver les monuments, de remettre à leur place et sous un vrai jour les hommes, les choses et les événements. Le Père Boutin est un de ces Périgourdins, plus

nombreux peut-être qu'on ne l'imagine, qui, pour avoir contribué au bon renom de la France, sont dignes de tous les hommages et méritent d'être tirés de l'oubli complet qui les enveloppe.

Joseph DURIEUX.

V A R I A

UN MOT SUR M. LASSERRE, A PROPOS DE SES ARMOIRIES.

Par un temps de pluie maussade, en rangeant les papiers d'un de mes cartons, une tache vive attira mon attention. C'était la cire rouge d'un cachet ayant scellé, il y a quatre-vingts ans passés, une lettre.

Je lus la lettre et examinai l'empreinte du cachet. L'une et l'autre n'offraient certes point un intérêt capital ; cependant cette empreinte venait de me faire connaître les armoiries, — armoiries parlantes et de fantaisie probablement, — d'un Périgourdin.

J'ai pensé qu'il était intéressant de les publier et de les ajouter à la liste déjà longue des armes, devises et monogrammes périgourdins connus.

Bien que toutes les armoiries n'offrent pas le même intérêt, il serait bon, à mon avis, que notre *Bulletin* publiât celles que nous rencontrons d'inédites. Nos confrères qui voudraient, après M. de Froidefond, entreprendre un travail d'ensemble sur ce sujet pourraient puiser là de nombreux documents.

Le hasard quelquefois peut faire tomber entre nos mains la seule empreinte, subsistant encore, d'armoiries inconnues, le cachet et les autres empreintes étant depuis longtemps détruits. Si une circonstance quelconque fait disparaître cette unique pièce, ces armoiries seront sauvées de l'oubli si nous avons eu soin de les publier dans un recueil tel que le *Bulletin* de notre Société. Mais il serait alors indispensable de produire avec les armes nouvelles une pièce permettant, de les attribuer, sans aucun doute, à tel ou tel personnage, à telle ou telle famille. Sinon l'imagination et l'orgueil pourraient parfois se donner libre cours.

Quant au cachet dont il est ici question, l'hésitation ne me semble pas permise ; car, outre qu'il a scellé la lettre à laquelle il tient encore, ainsi que plusieurs autres du même personnage, il reproduit, comme je l'ai déjà dit, des armes parlantes, si parlantes qu'on ne peut douter, en aucune façon, qu'elles n'appartinrent bien à celui qui écrivit les lettres.

Voici du reste la lettre, le nom de son auteur, l'empreinte du cachet.
La lettre :

Suscription : *Madame, madame Dumonteil, Vee, à Douchapt.*

Périgueux, ce 10 novembre 1810.

Madame ,

Si je n'étois pas obligé à rendre compte à l'Université, ou même si j'avois de quoi payer pour Mr votre fils, sans balancer ni calculer, je vous dirois de le faire venir de suite, tant je voudrois vous rendre service et à lui, qui mérite beaucoup à mes yeux ; mais il m'est impossible de suivre l'impulsion de mon cœur à cet égard. Cependant, je crois pouvoir vous répondre que vous aurez une diminution, et ce qu'il y (a) de bien sûr, je ferai tout mon possible pour cela et je prendrai en payement les denrées que vous voudrez donner. Faites le donc arriver, avec ses cousins, il peut compter sur mon amitié et sur mon zèle à lui rendre service.

J'ai l'honneur de vous offrir mes hommages respectueux.

La signature :

LASSERRE.

L'empreinte : faite avec un cachet rond, ne donnant pas d'indication des émaux. L'écu est coupé au 1 à une portée de musique, avec un *la* à la clef de *sol* et au 2 à une patte de griffon (une *serre*) *la - serre*. C'est on ne peut plus clair et simple. L'écu a pour supports deux animaux héraldiques (1). D'après l'empreinte, le cachet est bien dans le goût du XVIII^e siècle et remonte certainement à cette époque.

M. Lasserre était directeur du Pensionnat de Périgueux quand il écrivit sa lettre à M^{me} Dumonteil. Sous sa direction, les succès de cet établissement diminuèrent, et Jean-Baptiste Morteyrol, secrétaire de la sous-préfecture, dans un rapport adressé le 10 avril 1812 au baron



(1) Le dessin de ce cachet est dû à l'habile crayon de notre excellent confrère M. Féaux.

Maurice, préfet de la Dordogne, rapport publié en partie par notre érudit vice-président M. Dujarric-Descombes, dans le *Journal de la Dordogne*, n° du 21 janvier 1901, nous apprend qu'à cette date « l'éducation qu'on professe dans cet établissement paraît extrêmement faible et languissante. »

Ce n'était pourtant point le zèle et la bonne volonté qui faisaient défaut à M. l'abbé Lasserre ; mais il se trouvait aux prises avec de nombreuses difficultés, et la principale était le manque d'argent chez les familles qui lui confiaient leurs enfants et qui ne pouvaient que difficilement payer le prix de la pension. Les guerres continuelles de cette époque épuisaient la France en hommes et en argent ; et les meilleures familles se trouvaient parfois très gênées.

Voici une seconde lettre que M. Lasserre écrivait le 5 juin 1811 à M^{me} Dumonteil (1), lettre intéressante qui montre le désintéressement de l'honorable principal pour la prospérité du pensionnat :

« Périgueux, ce 5 juin 1811.

» Madame,

» La satisfaction de vous obliger et d'avoir monsieur votre fils aussi aimable que bon sujet seroit un payement plus que suffisant pour moi si j'avois de quoi, en me bien gênant, répondre aux désirs de mon cœur pour vous, pour lui. Mais, en consommant ici ma propre fortune, je suis obligé d'emprunter à gros intérêts pour soutenir le collège. D'ailleurs, l'Université, à laquelle je suis forcé de rendre compte, me presse de faire rentrer de suite tout ce qui est dû. En conséquence, je vous prie d'apprécier vous-même ce que vous m'avez envoyé, de voir ce que vous pouvez donner, ayant égard à votre situation et à la mienne et de m'envoyer ce que vous pourrez d'ici à la Saint-Jean, époque à laquelle il faut que je paye 6,000^{fr}, et j'en suis au premier sou.

» J'ai l'honneur de vous offrir mes hommages respectueux.

» LASSERRE. »

M. Lasserre étoit obligé d'accepter des denrées pour faciliter le paiement du prix de la pension.

Les deux lettres qui suivent ainsi que les précédentes l'indiquent suffisamment. Elles montrent aussi la politesse, l'amabilité et la bonté de cet excellent homme.

« Périgueux, le 19 juin 1811.

» Madame,

» J'ai reçu les 150 ^{fr} que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Quant au vin, vous le ferez conduire à votre volonté à la Roche ; mais ayez la bonté

(1) Ces lettres sont aussi en ma possession, mais elles ont perdu le cachet qui les avait scellées.

de m'instruire du jour pour que mon voiturier puisse s'y trouver et que nous évitions le désagrément d'une saisie. Vous m'intéressez par vos malheurs même et M^r votre fils m'intéresse infiniment. Je souffre beaucoup de ne pas pouvoir faire ce que mon cœur me dicte pour vous et pour lui.

• J'ai l'honneur de vous offrir mes hommages respectueux.

» LASSERRE. »

« Périgueux, ce 10 décembre 1811.

» Madame,

» J'ai reçu les canards que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Recevez-en le tribut de ma reconnaissance. Vous me ferez conduire à la Roche quand vous voudrez et aussi tard que vous voudrez le via convenu.

» Quant à ce que vous me devez, prenez votre tems; je n'ai pas celui de vous dire ce que c'est, parce qu'il me faudroit calculer. J'espère que ce sera peu de chose. Mille amitiés à mon cher Maine. Je désire bien qu'il puisse se tirer d'affaire. J'ai pris la plus grande part à l'affliction de votre famille. La perte considérable que ce malheur me fait éprouver est pour moi..... sensible.

• J'ai l'honneur, Madame, de vous offrir mes hommages respectueux.

» LASSERRE. »

Dans une autre lettre de M. Lasserre (1), adressée à Mgr Lacombe, évêque d'Angoulême et de Périgueux, et datée du 12 décembre 1809, nous voyons qu'il y avait au pensionnat, à cette date, 150 élèves, dont 95 pensionnaires : « Je fais journellement des remises individuelles en faveur des moins aisés. Ils sont dociles, mais peu religieux. J'espère cependant qu'avec une surveillance exacte et une instruction soutenue, j'en ferai, avec le temps, des hommes utiles à la religion et à l'Etat, et que Votre Grandeur y trouvera des sujets pour l'Eglise. J'ai fait un règlement pour les maîtres et pour les élèves qui demeure toujours affiché. Je me ferai un devoir de le soumettre à votre autorisation lorsque Votre Grandeur nous honorerait de sa présence et qu'elle nous procurerait l'avantage de recevoir, les uns et les autres, sa bénédiction pastorale. »

M. Lasserre ne fut pas tout d'abord bien vu de Mgr Lacombe. Voici ce que ce dernier écrivait le 8 mars 1806 à Portalis, ministre des cultes, au sujet de la cure de Périgueux : « M. le Préfet pense favorablement pour M. Lasserre, qui a refusé la cure de Saint-Pierre d'Angoulême, et que

(1) Je dois à l'obligeance de M. le chanoine Mayjonade, secrétaire de l'évêché, une partie des renseignements qui vont suivre sur M. Lasserre. Je le remercie à nouveau ici.

maintenant, parce que je le connais bien, je dois écarter de tout poste, comme n'étant pas ami du gouvernement français. »

M. le Préfet de la Dordogne, qui était alors M. Rivet, pensait en effet favorablement pour M. Lasserre, car, le 25 floréal an XIII, (15 mai 1805), il écrivait à l'évêque : « Malgré les préventions que j'avais avant vous conçues contre M. Lasserre, je pense qu'il est le seul qui puisse, sous plusieurs rapports, remplir cette tâche avec succès. Outre l'ascendant que lui donnent ses talents, l'aisance assez considérable dont il jouit ajoute encore à la considération qu'il s'est d'ailleurs acquise. Il jouit de la confiance et de l'estime de tous les fidèles de cette ville, qui verraient avec joie sa nomination, et je sais qu'elle est généralement désirée par les ecclésiastiques. »

Malgré l'appui et le désir du Préfet, ce fut M. Peyrot qui fut nommé à la cure de Périgueux.

M. Jean-Baptiste Lasserre était originaire du Bergeracois ; il naquit le 26 janvier 1753 (1). Il avait deux frères, prêtres comme lui, et une sœur religieuse qui devint supérieure de l'hôpital de Bergerac.

Un de ses frères, Martin Lasserre-Bournazel, mourut curé de Saint-Jacques de Bergerac le 2 avril 1812. Le jour même, M. Maine de Biran, sous-préfet de Bergerac, écrivit à M. Maurice, préfet de la Dordogne, pour le prier d'appuyer auprès de M^{sr} Lacombe le vœu de la population d'avoir pour curé M. Geoffre, qui exerçait son ministère à Lalinde.

L'évêque choisit, malgré l'avis du préfet, M. Morteyrol-Lagarenne, curé de Champagnac-de-Bélair ; mais ce dernier refusa. Une députation de quatre habitants de Bergerac se rendit alors à Angoulême auprès de M^{sr} Lacombe pour demander M. Lasserre comme curé et successeur de son frère. L'évêque lui offrit, en effet, ce titre : il accepta avec obéissance et frayer « pour le temps et pour l'éternité. »

Sa nomination fut agréée par décret impérial du 14 juillet 1812. Son installation, faite par M. Peyrot, curé de Périgueux, pro-vicaire général, eut lieu le 18 janvier 1813. Voici à ce propos un passage de la lettre que lui écrivit M^{sr} Lacombe le 26 janvier : « Votre installateur... n'avait pas besoin de nous dire combien les habitants de la paroisse de Bergerac conservaient d'estime et d'affection pour celui que vous avez remplacé. Il était d'or celui qui les conduisait dans les voies du salut : il est pareille-

(1) Liste des Prêtres et religieux des diocèses de Périgueux et de Sarlat existant en Périgord après le Concordat, publiée dans *Le Livre d'or des diocèses de Périgueux et de Sarlat, ou le Clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire*, par M. l'abbé Brugière, p. 297 et suivantes.

ment d'or celui que nous avons mis à sa place. On aura donc tout sujet de dire : *uno avulso, non deficit alter aureus.* »

M. Lasserre fut nommé vicaire-général, en 1821, par M^{re} de Lostanges, puis devint doyen du chapitre. Il mourut enfin à Périgueux, le 14 mai 1848, et ses obsèques eurent lieu le lendemain à Saint-Front (1).

Ch. AUBLANT.

(1) Registres paroissiaux de Saint-Front.

Deux planches accompagnent cette livraison . la 1^{re} représente la Tête de Pomone ; — et la 2^e, le château et le bourg de Miremont.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXIX. — DEUXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER

Mars-Avril 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 février 1901.....	81
— du jeudi 6 mars.....	91
Sarcophages du vieux cimetière de Cumond (M. le marquis DE CUMOND).....	101
Notes de Géographie historique du Périgord : La Prise de Thiviers en 1211 (M. Gustave HERMANN).....	108
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	111
Lettre du roi Henri III au roi de Navarre (1582) (M. G. CHARRIER).....	164
VARIA. — Correspondance relative aux protestants, à la famille du duc de la Force et à Vivans.....	169
BIBLIOGRAPHIE. — Compte-rendu d'un article de M. l'abbé Camille Daux : <i>Une voyante révolutionnaire à Mon-</i> <i>tauban</i> (M. Ch. AUBANT).....	172
NÉCROLOGIE. — M ^{me} la comtesse Victor de Chantérac (M. A. R.).....	177
— M. Léonardon (M. A. MÈGE-LAVIGNOTTE).....	177
— M. Vacquand (M. D.-D.).....	178

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 février 1902.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Fernand de Bellusièrre, le chanoine Brugièrre, l'abbé Chastaing, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, de Roumejoux, et Villepelet.

M. le comte de Saint Saud s'excuse par écrit de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. DUJARRIC-DESCOMBES, rappelant que M. Vigié nous remercie de la large et généreuse hospitalité qui lui a été offerte, propose que des félicitations soient votées à notre érudit confrère pour sa savante monographie de la châtellenie de Belvès qui fait honneur à notre *Bulletin*.

La proposition est unanimement approuvée.

Toujours à l'occasion de la lecture du procès-verbal et au sujet des pierres rayées présentées par M. Champagne, M. FÉAUX nous dit qu'il a lui-même, lors des fouilles au Petit-Puyrousseau, en 1877 et 1878, remarqué des pierres semblables et qu'il en a retrouvé d'autres, plus tard, autour des mêmes foyers et aussi dans la station magdalénienne de Raymonden.

Mais il lui paraît bien difficile d'affirmer que ces traits ont été réellement faits par l'homme préhistorique, les outils des fouilleurs produisant fréquemment de pareilles incisions et, ajoute-t-il, lors même que l'on pourrait conclure à leur ancienneté certaine, il faudrait encore, pour que ces rayures eussent un véritable intérêt, que l'on pût y reconnaître une intention quelconque. L'homme peut très bien, en effet, en dépeçant un animal sur une pierre de son foyer, avoir incisé celle-ci et y avoir tracé des lignes, d'une façon toute accidentelle et involontaire ; ce pourrait être le cas des rayures signalées par M. Champagne.

Quoi qu'il en soit, la qualification de sculptures qu'il leur applique est absolument impropre et ne saurait, fait observer M. Féaux, être donnée à de simples traits gravés ne représentant aucun dessin et ne paraissant avoir entre eux aucun rapport.

M. l'abbé CHASTAING, présent à la séance, nous dit qu'il a lui aussi trouvé, dans ses diverses fouilles, de ces pierres rayées, mais il ne leur attribue aucune importance.

En résumé, il semble prudent de ne pas admettre trop à la légère l'opinion de M. Champagne sur ses pierres rayées qui devront être l'objet d'un examen plus approfondi.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de M^{me} la comtesse Victor de Chantérac, qui avait bien voulu rester dans notre compagnie après la mort de son mari et qui répandait de nombreux dons à Chantérac et dans les communes voisines.

Il nous apprend également la mort de notre confrère M. Léon Léonardon, ancien juge de paix, maire de Vanxains, qui s'intéressait à nos études ; — et de notre vénéré correspondant, M. Bulliot, correspondant de l'Institut, président de la Société Eduenne, auteur de savants travaux sur l'ancienne Bibracte et le Mont Beuvray, où il avait fait des fouilles qui ont eu des résultats si importants pour les époques gauloise et romaine.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Journal des Savants, cahier de décembre 1901, un fascicule in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Comptes rendus des séances de l'année 1901 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de septembre-octobre, in-8°, avec planches, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ;

Revue des Etudes grecques, tome xiv, n° 59-60, juillet-octobre 1901, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements du 28 mai au 1^{er} juin 1901, 25^e session, ouvrage orné de 68 planches, gros volume in-8°, broché, Paris, typographie Plon-Nourrit, 1901 ; contenant p. 94 un article de notre confrère M. Charles de Beaumont, sur *Un mortier de veille au XVI^e siècle*, ou veilleuse, existant au château de Puycharnaud en Périgord ;

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, n° du 2 juin et du 31 décembre 1901, in-8° de 4 pages, Paris, imprimerie Plon-Nourrit ;

Pergame, restauration et description des monuments de l'Acropole, restauration par Emmanuel Pontremoli, architecte ; texte par Maxime Collignon, membre de l'Institut, superbe in-folio, avec nombreuses héliogravures, Paris, Société française d'éditions d'art, Henry May, 1900 ; typographie Firmin-Didot. Cet ouvrage a été tiré à 500 exemplaires numérotés ; le nôtre porte le n° 187 ;

Archives de la Commission des Monuments historiques, publiées sous le patronage de l'administration des Beaux-Arts, par les soins de MM. A. de Baudot, inspecteur général des édifices diocésains, et A. Perrault-Dabot, archiviste de la Commission des Monuments historiques, fascicule 10, 11 et 12 du tome III, Champagne, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, Nivernais, Orléanais, Touraine, trois portefeuilles in-folio, avec héliogravures, Paris, librairie Renouard, Henri Laurens, éditeur ; librairie générale de l'architecture, Charles Schmid, éditeur ;

La Tradition, revue illustrée internationale du folklore et

des sciences qui s'y rattachent, n° de décembre 1901, in-8°, Paris, 70, quai des Orfèvres;

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1900, quatre trimestres en trois fascicules; année 1901, les deux premiers trimestres en un fascicule, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XII, n° 171, premier trimestre de 1901, in-8°, Orléans, Marcel Marron, libraire-éditeur; Paris, Lechevalier, libraire éditeur;

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1900, xxiv^e volume, in-8°, broché, Bourges, typographie Tardy-Pigelet, 1901;

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome IX, troisième trimestre de 1901, juillet-août-septembre, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires éditeurs;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxii^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} janvier 1902, et la table des matières de 1901, par M. Henri Joyer, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint-Médard, libraire;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 28^e année, novembre-décembre 1901, in-8°, Agen, Imprimerie moderne;

Un extrait des *Annales du Midi*, xii^e année, contenant, dans sa revue des périodiques, l'énumération des principaux articles parus dans notre *Bulletin* en 1900, in-8°, Toulouse, librairie Edouard Privat;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, huitième volume, n° 4, in-8°, Foix, typographie Gadrat, 1901;

Revue des langues romanes, tome XLV, janvier 1902, un fascicule in 8°, Montpellier et Paris, Pedone Lauriel, libraire-éditeur; contenant p. 5 un article de critique bibliographique de notre érudit correspondant M. Chabaneau, sur *Une nouvelle édition du Roman de Flamenca*, par Paul Meyer;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statis-

tique de la Drôme, année 1902 (janvier), 140^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Féaux, ses *Observations sur le Préhistorique*, origine et antiquité de l'homme, par Gabriel et Adrien de Mortillet, un exemplaire de son tiré à part, plaquette in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1902 ;

De M. Hermann, deux exemplaires, dont un sur papier de fil, des *Rimes de Pierre de Laval*, ce poète périgourdin inconnu du xvi^e siècle qui nous a été révélé dans le *Bulletin*, deux volumes brochés in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1901 ; — sa brochure *A propos d'un almanach attribué à Rabelais*, in-8°, Périgueux, imprimerie Joucla 1901 ; — et les n^{os} du 26 décembre 1901 et du 2 janvier 1902 du journal *L'Avenir illustré*, contenant sa poésie sur *lo Trufo* et ses observations philologiques ;

De M. Dujarric-Descombes, *L'annonce du meurtre d'Henri IV à Périgueux*, (extrait du *Bulletin historique et philologique* de 1901,) plaquette in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; — et cinq numéros du journal *L'Avenir illustré*, l'un du 16 janvier 1902, contenant un article de M. Henri de Parville sur *Les grottes à peinture* (les Combarelles et Font-de-Gaume, commune de Tayac), et les autres des 19 et 26 décembre 1901, 2 et 9 janvier 1902, contenant ses extraits de la notice de M. Latapie, inspecteur des manufactures, sur la Généralité de Guyenne, qu'il intitule *le Périgord sous Louis XVI*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de février, dans laquelle figurent quelques noms périgourdins :

1^o Un congé de grâce, daté de Valenciennes, le 4 mars 1792, et signé de A. L. de Gontaut duc de Biron, compagnon de Lafayette dans la guerre de l'Indépendance américaine, général en chef des armées de la République, pour le fusilier Jean Weber, natif de Blowitz, province de Wurtemberg ;

2^o Deux lettres du maréchal Bugeaud au marquis de Saint-Anthoine, de Paris 1838 et 1840, et encore d'actualité. Il conseille à l'Institut de propager l'idée que, sans la colonisation

Européenne, il n'y a rien de solide à fonder en Afrique. « On appellera cette colonisation comme on voudra, mais il est de nécessité absolue qu'elle soit organisée militairement et qu'elle ait des villages défensifs ; »

3° Et un certificat d'entrée aux Invalides et une lettre signés par deux maréchaux de France ducs de Duras, Jean-Baptiste et Emmanuel-Félicité de Durfort.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. Mallard, membre de la Société des Antiquaires du Centre, une lettre circulaire par laquelle il fait appel à la générosité des Sociétés et même des particuliers, pour l'aider à terminer les travaux de déblaiement du théâtre gallo-romain de Drevant, près Saint-Amand (Cher).

Bien que ces fouilles archéologiques méritent d'être encouragées, l'assemblée pense qu'il faut réserver nos ressources pour les fouilles à faire en Périgord où les occasions ne manquent pas.

M. DE FAYOLLE nous dit que ces jours-ci les journaux ont signalé des fouilles, entreprises aux environs de Guéret, par M. Mercier, curé de Saint-Goussaud, qui ont amené la découverte sur le Mont Jouer, à 1^m50 de profondeur, d'un camp fortifié de l'époque gallo-romaine, très bien conservé, et de trois bâtiments renfermant des urnes funéraires, des poteries et des ossements. On a trouvé en outre, dans l'une de ces constructions plusieurs monnaies à effigies très visibles et un certain nombre de médailles d'une grande valeur, des lances romaines et gauloises.

Notre érudit vice-président nous rappelle que, dans la même région, on trouve des murailles vitrifiées qu'on a signalées souvent, au Puy-de-Gaudy ; il en connaît qui sont plus rapprochées de nous ; il a vu récemment, au château de Montbrun, une motte féodale sur un terrain granitique avec des vitrifications.

M. l'abbé CHASTAING met sous nos yeux la moitié d'une monnaie de Nîmes coupée, trouvée à Calès ; une monnaie de Périgueux, trouvée à Bourniquel dans le jardin du presbytère.

A ce propos, M. LESPINAS nous apprend qu'un petit lot de monnaies du XIII^e siècle a été récemment découvert à Savignac-les-Eglises.

M. l'abbé CHASTAING met encore sous nos yeux un fragment de clochette, du XVII^e siècle, trouvé au-dessous de l'église de Saint-Front de Colubri, sur le coteau en face de Lalinde. Et il nous apporte l'inscription de la cloche de Calès de 1638, dont l'église est placée sous le patronage de St-Médard, en y joignant la note suivante, qui sera remise à M. le chanoine Brugière :

L'église de Calès, *vicaria perpetua Sancti Medardi de Calasio* (XV^e s.), située sur un haut plateau dominant la belle rivière de la Dordogne et commandant un étroit vallon, qui prend naissance à Cadouin, a subi, avec les siècles, bien des remaniements ; elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. La grosse tour carrée du sud, surmontée aujourd'hui d'une croix en fer forgé, d'un très bon style, renferme une cloche remarquable au point de vue de l'épigraphie campanaire. L'inscription est en lettres gothiques et chaque nom de saint est précédé d'une croix tréflée. Au dessous, vers le milieu de la panse, on remarque, sur un calvaire, une croix ornée d'une guirlande du goût le plus exquis. Il n'y a aucun nom de fondeur ni de parrain et marraine. Cette église devait avoir d'autres cloches.

M. DE FAYOLLE signale à M. le chanoine Brugière la cloche de l'église de Cumond qui est de 1786 et porte les armoiries du curé et de la famille qui l'a fait faire, des d'Arlot avec une brisure, et le sceau du fabricant avec ses initiales.

M. DE SAINT SAUD nous avait envoyé l'estampage de l'inscription indéchiffrable d'une cloche qui paraît dater de 1348 et qu'il croyait être une cloche de Chalais, ancien diocèse de Périgueux. La date lui semble fausse ou du moins mal établie ; il faut lire suivant lui 1548. Mais au dernier moment, il a su, que la cloche n'était pas de l'ancien diocèse de Périgueux ; elle est dans l'église de Saint-Quentin, près Chalais, qui était du diocèse de Saintes.

En attendant que M. DE FAYOLLE puisse nous livrer un travail complet sur l'église de Léguillac-de-Lauche qu'on a démo-

lie dans ces derniers temps, il nous indique quelques particularités intéressantes de cet ancien édifice, qui pouvait selon lui remonter au **xi^e** siècle. Il avait la forme d'un cube en pierre, avec un chevet droit, des contreforts plats et un clocher ajouté. Dans une des murailles, on a découvert un petit reliquaire en étain, et autour de l'église était une litre de 1636 aux armes des d'Abzac et des Merigat de Beaulieu.

L'assemblée prie M. de Fayolle de préparer une étude complète sur cet ancien monument aujourd'hui disparu.

M. LE PRÉSIDENT nous communique ensuite quelques extraits qu'il a pris ces jours-ci dans la collection Lacabane, aux Archives du Lot, et qui concernent des faits de guerre de notre province, du **xiv^e** siècle ; ce sont des quittances de gages ou de certains travaux nécessaires et des listes d'écuyers et de chevaliers prenant part aux sièges de Montréal (1340), de Puyguilhem (1339).

Ces extraits pourront être publiés dans nos *Varia*.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL apprend à l'assemblée qu'il a reçu, la semaine dernière, pour les Archives départementales, de notre confrère M. le marquis de Chantérac, 3,000 pièces environ, la plupart sur papier, des **xvi^e**, **xvii^e** et **xviii^e** siècles, renfermées dans dix portefeuilles et deux layettes, et concernant surtout deux familles, les Lelong de la Meyfrenie, du Buisson, de Lespine, et les de Chantemerle de Montsec, de Vernodes, du Pleyssat, de Lavignac, de Puycontaud, de Laubarie, du Bournat. Les autres pièces, en plus petit nombre, concernent des familles des environs de Chantérac et de Périgueux.

Un portefeuille contient des lièves et reconnaissances de tènements situés dans le voisinage de Lalinde, du tènement de Sevias, paroisse de Sainte-Colombe ; des tènements de Jean Queyrel sieur de Ferrières, conseiller du Roi et son procureur au siège de Lalinde, et du tènement de la Borie-Basse appartenant au baron de La Valette et situé paroisse de Monclard.

Un autre portefeuille contient des aveux et dénombrements,

du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, de fiefs situés en Normandie et dépendant du duché de Penthièvre et d'Aumale, des fiefs de Restonval, d'Estrimont, de Rambures, de Feroles et de Saint-Léger-au-Bois.

Les deux layettes renferment 1,500 pièces environ de procédures et de correspondances relatives au prieuré de Saint-Thomas d'Epéron, dépendant de l'abbaye de Marmoutier, près Tours. Il est l'objet de procès interminables entre les prieurs commendataires, de Tilladet, évêque de Mâcon ; Charles-Louis de Preissac d'Esclignac, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; Jean-Louis de Riquet de Caraman, chanoine de N.-D. de Paris, maître des requêtes honoraire, — et Louis de Noailles, duc d'Ayen, seigneur du duché d'Epéron. Là se trouvent réunies 200 lettres au moins de l'évêque de Mâcon, toutes écrites de sa main.

Parmi les papiers de la famille de Chantemerle de Montsec, quelques-uns ont trait à l'occupation de la ville de Périgueux par les protestants. On y trouve une nomination, en mars 1576, de Denis de Chantemerle « comme superintendant des fortifications de la ville. » Il vaquait d'ailleurs à cette charge depuis le mois d'août 1575 jusqu'au mois de janvier 1576, où « l'œuvre auroyt cessé à cause des pluyes tant par demolitions necessaires que edifications, comme entre aultres du temple et hospital Saint-Cosme, lieu de l'Arsault lez la present ville, d'ou il auroyt faict abattre quelque partie de la couverture... » Il y a lieu pour lui de continuer les fortifications en prévision d'un siège prochain. Dans le même dossier est l'inventaire de pièces d'un procès qu'il fallut soutenir contre le syndic des pauvres de l'hôpital, au sujet de la démolition du vieil hôpital joignant le temple « papistique » de Saint-Côme. Tout près se trouvait également une sentence du Présidial de Périgueux, du 12 novembre 1608, ordonnant à Gabriel Aubert, bohémien, au capitaine et à ses troupes de vider le ressort de la sénéchaussée de Périgueux.

M. de Chantérac a bien voulu joindre à son envoi une généalogie imprimée de la maison de Chapt de Rastignac par d'Hozier, grand in-folio.

M. l'Archiviste départemental l'a remercié de son généreux

don, comme il convenait, en lui transmettant en même temps les sentiments de gratitude de M. le Préfet de la Dordogne et de M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle une dernière fois notre attention sur la question de centralisation aux Archives des départements des minutes de notaires antérieures à 1790, dont il avait fait lui-même, il y a quelques années, l'objet d'une pétition à la Chambre des députés.

A diverses reprises, la Société a manifesté son adhésion à toute mesure ayant pour but de mettre ainsi à la portée des érudits une source aussi précieuse d'informations historiques.

Notre Secrétaire-général, qui est en même temps archiviste de la Dordogne, a justement fait valoir devant nous, le 7 janvier 1892, les raisons qui militent en faveur d'un pareil projet, fortement combattu par le comité des notaires des départements.

Or, dans sa séance du 25 octobre dernier, le Sénat a pris en considération une proposition de loi de MM. Edouard Millaud et Deandreis, ayant pour objet d'accorder aux notaires la faculté de déposer les minutes antérieures à 1790 dans les Archives départementales, et parmi les neuf membres de la Commission nommée pour l'examen sur le fond de cette proposition, figure notre confrère M. Alcide Dusolier.

L'assemblée, renouvelant ses précédentes déclarations, exprime l'espoir que M. Dusolier voudra bien se faire l'interprète des légitimes revendications de tous les amis des études historiques.

Enfin M. Charles AUBLANT signale à la Société un éloge d'*Alain de Solminihac évêque de Cahors*, non mentionné dans la *Bibliographie générale du Périgord* et qui peut cependant compléter l'article relatif à ce prélat périgourdin. Il se trouve dans l'ouvrage de « Messire Antoine Godeau, évêque et seigneur de Vence » : *Eloges des évêques qui dans tous les siècles de l'Eglise ont fleury en doctrine et en sainteté*. A Paris, chez François Muguet 1665 in-quarto de 761 pages.

L'éloge de ce saint évêque est le CII et dernier du volume; il n'en prend pas moins de 21 pages.

L'ouvrage d'Antoine Godeau, ajoute M. Aublant, est postérieur de deux ans à la *Vie de Mgr Alain de Solminihac, évêque, baron et comte de Cahors et abbé régulier de Chancelade*, composée par le R. P. Léonard Chastenet et publiée pour la première fois, à Cahors, par Jean Bonnet, 1663.

Il est probable que l'évêque de Vence s'est inspiré de cette *Vie* pour composer l'éloge de l'illustre Alain de Solminihac.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 6 mars 1902.

Présidence de M. de ROUMEJOUX, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Maurice Féaux, Lespinas, de Roumejoux et Villepelet.

M. Charles Durand se fait excuser de ne pas assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

La Société archéologique de l'Orléanais nous fait part de la mort de M^{re} François-Edmond Desnoyers, protonotaire apostolique, vicaire général, chevalier de la Légion d'honneur, officier d'académie, conservateur du musée historique, président d'honneur de la Société archéologique de l'Orléanais et de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts d'Orléans, vice-président de la Société de secours aux blessés, membre correspondant de plusieurs Sociétés savantes, décédé le 27 janvier dernier dans sa 96^e année.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce également la mort de notre confrère M. Vacquand, un des nôtres presque depuis l'ori-

gine de la Société, mais qui vivait tellement retiré qu'on l'avait un peu oublié. Nous savions cependant qu'il s'intéressait à nos travaux et il nous l'a prouvé par sa fidélité à rester dans notre compagnie.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Journal des Savants, cahier de janvier 1902, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Revue des Etudes grecques, tome XIV, n° 61, novembre-décembre 1901, in-8°, avec figures dans le texte, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, sixième série, tome X, *Mémoires* 1899, un volume broché, in-8°, avec planches, Paris, Klincksieck, libraire, 1901 ; où se trouve, p. 261, dans l'inventaire sommaire des figurines de terre cuite de la Gaule romaine, publié par M. Adrien Blanchet, cette indication :

Dordogne. — Près de Périgueux, une déesse-mère (l'abbé Audierne, dans les *Ann. agric. et littér. de la Dordogne*, t. I, 1840, p. 219, pl.). Fragment de statuette, tête avec cheveux en S, trouvée aux environs de Bergerac.

Le Monde Moderne, revue illustrée, n° du 1^{er} février 1902, un fascicule in-8°, avec de nombreuses phototypies, Paris, Quantin, éditeur ;

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, deuxième partie, III, in-8°, avec phototypies, Anvers, imprimerie veuve de Backer, 1902 ;

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1901, 3^e trimestre, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Teller, 1902 ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, troisième série, tome IX, 3^e fascicule, in-8°, à Nevers, chez M. Mazon, libraire, 1902 ;

Table générale des vingt premiers volumes, 1878-1899 du *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, par M. Godard, professeur agrégé d'histoire et de

géographie, in-8°, Brive, Marcel Roche, 1901 ; — et *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XXIII, 4° livraison, octobre-décembre 1901, in-8°, avec planches et figures, Brive, Marcel Roche, imprimeur ; contenant la suite des *Etudes sur Bertrand de Born, sa vie et son siècle*, par notre confrère, M. Richard de Boysson ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XXVI, juillet-août-septembre, in 8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1901 ;

Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes), 26° année (1901), quatrième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Labèque ;

Annales du Midi, n° 53, janvier 1902, un fascicule in-8°, Toulouse, librairie Edouard Privat ; contenant p. 92 dans sa revue des périodiques, une énumération des principaux articles parus dans notre *Bulletin* de 1900 ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 21° année, troisième série, n° 1, premier trimestre 1902, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, quatrième série, tome IX, un volume broché in-8°, Chambéry, Imprimerie Savoisienne, 1902 ;

De M. Ronteix, imprimeur, une brochure et un volume allemands, imprimés à Berlin, de M. le docteur Alexandre Dedekind, *Ein beitrag zur Purpurkunde*, in-8° broché, Berlin, Mayer et Müller, 1898, qui contient un portrait de M. de Lacaze Duthiers, et la brochure intitulée *Altägyptisches. Bienenwesen im lichte der modernen welt-bienenwirthschaft*, in-8°, Mayer et Müller, 1901 ;

De M. le comte de Saint Saud, sa plaquette tirée à 20 exemplaires sur *Les Pyrénées Cantabro-Asturiennes et la façon de visiter les montagnes du nord de l'Espagne*, communication faite à la séance du 13 août 1900 du Congrès international de l'Alpinisme, extrait du compte rendu du Congrès, in-8°, Clermont (Oise), imprimerie Daix, frères, 1901 ; — et son *Essai sur la deuxième recherche de la noblesse dans la Généralité de Bordeaux, 1696-1718*, extrait de la *Revue des questions héraldiques*, brochure in-8° tirée à 23 exemplaires, et particulière-

ment intéressante pour le Périgord, Vannes, imprimerie Lafolye frères, 1901;

De M. Dujarric-Descombes, le n° du journal *La République Nouvelle*, du 23 février 1902, contenant son article sur *Les registres paroissiaux*;

De M. Charles Aublant, le journal *l'Avenir de la Dordogne*, du 3 mars 1902, où a paru son article bibliographique, *Observations sur le Préhistorique de MM. Gabriel et Adrien de Mortillet*, par M. Maurice Féaux.

M^{lles} Kintzel veulent bien offrir également à la galerie périgourdine du Musée un portrait, dessiné en 1837 par Fiora aîné, lithographié par Fiora jeune dans la maison Dupont, de M. Bournazel-Lasserre (J.-B.), chanoine, ancien vicaire général de Périgueux, né à Saint Maimé de Rozens, le 28 janvier 1753, et sur lequel M. Ch. Aublant a publié une notice dans la livraison du *Bulletin* de janvier-février 1902.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Jules Pellisson veut bien nous communiquer le *Bulletin mensuel de la Société archéologique et historique de la Charente*, 1901-1902, n° 2, qui contient un procès-verbal d'inauguration de foires et marchés à Montboyer, dont était seigneur messire Jacques Nompar de Caumont La Force. Ces foires sont inaugurées le 11 avril 1605 avec des particularités curieuses qu'on retrouve encore aujourd'hui, paratt-il, dans la Corrèze et la Dordogne.

M. Pellisson nous communique également le *Bulletin de la Société archéologique, historique et artistique, Le Vieux Papier*, fascicule n° 10, 1^{er} janvier 1902, contenant la suite du mémoire de M. Armand Delpy sur *Les papiers et parchemins timbrés de la vicomté de Turenne*; — p. 318, dans un article de M. Paul Flobert sur les *Curiosités des anciennes cartes à jouer*, le facsimile d'une carte employée dans la vie publique, une carte électorale du département de la Dordogne au dos d'un huit de trèfle: — et p. 340, dans la suite de son étude *A propos des lettres de deuil*, M. Pellisson reproduit une lettre d'invitation des maire et consuls de Périgueux à assister, dans le chœur

de la cathédrale de Saint-Front, à un service pour le repos de l'âme de Louis XV, en 1780.

M. LE PRÉSIDENT annonce ensuite à l'assemblée que M. Robert Villepelet, archiviste aux Archives nationales, vient d'obtenir les palmes d'officier d'Académie.

La Société lui envoie ses félicitations.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a vu dans le journal *Le Petit Temps*, du 16 février dernier, que M. le docteur Capitan avait fait une nouvelle communication à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres sur la grotte des Combarelles.

Cette grotte, dit le compte-rendu, est un long couloir très étroit et obscur ; depuis l'entrée (119 mètres), jusqu'à l'extrémité (235 mètres), les parois sont couvertes de gravures qui existent de chaque côté.

Ces gravures, dont la plupart sont recouvertes de stalagmites, remontent incontestablement à l'époque préhistorique ancienne dite magdalénienne, caractérisée par l'existence du mammoth et du renne en Gaule.

Parmi les nombreuses figures de chevaux, de cerfs et de bœufs, les plus remarquables se rapportent précisément au renne, très exactement reproduit, et au mammoth, dont on a reconnu quatorze dessins, mesurant de 0,30 c. à 1 m. de long.

C'est la première fois que l'on trouve des gravures sur rocher représentant indiscutablement des mammoths, caractérisés par leurs grandes défenses, leur trompe, leur front bombé et leur longue toison.

Plusieurs chevaux portent l'indication de harnachement correspondant au mors actuel ; deux autres figures de chevaux montrent sur leur dos une couverture et plusieurs ont, gravés sur les flancs, des signes pouvant être une marque de propriété.

M. FÉAUX, qui a entre les mains une brochure spéciale sur ce sujet, avec plusieurs planches, entretient l'assemblée d'une communication que MM. le docteur Capitan et l'abbé Breuil viennent aussi de faire récemment à l'Ecole d'Anthropologie de Paris, sur les gravures préhistoriques des parois de la grotte des Combarelles.

« Notre confrère nous dit tout d'abord qu'à son avis l'on ne peut plus mettre en doute l'authenticité de l'existence de gravures et sculptures préhistoriques sur les parois de

certaines cavernes ; plusieurs raisons le conduisent à cette affirmation : d'abord la multiplicité croissante de ces découvertes : grotte d'Altamira en Espagne, grotte Chabot dans l'Ardèche, de Pair-non-Pair dans la Gironde, de la Mouthe, des Combarelles et de Font-de-Gaume dans la Dordogne ; ensuite le caractère même des dessins et la technique de leur exécution qui les rendent identiques aux gravures et sculptures sur bois de renne et os ; enfin, ce fait que plusieurs de ces dessins représentant des animaux dont l'existence dans nos contrées était absolument insoupçonnée, il y a moins de trente ans, il est incontestable que ces représentations sont ou anciennes et par conséquent authentiques ou, si elles ne le sont pas, n'ont pu être faites que depuis quelques années seulement.

» Or, plusieurs de ces dessins sont recouverts d'un dépôt de stalagmites qui « a parfois alors une épaisseur de plusieurs centimètres ; quelquefois forme de vraies colonnes », et quelle que soit la rapidité que l'on veuille bien accorder à la formation de ces stalagmites, il est impossible d'admettre que de pareils dépôts ont pu se faire en un temps aussi court.

» Il se pourrait toutefois que les traits représentant plusieurs animaux eussent été repris, rafraîchis, accentués à une date récente, que quelques traits nouveaux eussent été, dans certains endroits, mêlés aux anciens ; mais on ne doit pas exagérer l'importance de ces remaniements qui pourraient être nettement limités sans doute et dont l'existence, serait-elle bien constatée, ne saurait, en tous cas, influencer sur la valeur de ces découvertes nouvelles.

» Dans la grotte des Combarelles les figures commencent à 118^m de l'entrée (90^m à la Mouthe) et occupent les deux côtés de la grotte sur une longueur de 100^m et une hauteur de 1^m 50 en moyenne.

Tantôt ils (les animaux) sont séparés par un intervalle stérile (soit par absence de dessins, soit par leur disparition du fait des altérations atmosphériques ou de l'ensevelissement sous la stalagmite), tantôt ils sont groupés de façon à constituer une vraie scène, tantôt enfin ils sont enchevêtrés les uns dans les autres.

» Il y a de nombreux équidés de types différents, des

bovidés, des antilopes (?), des rennes et 14 mammoths ; 109 animaux ont été relevés jusqu'à ce jour et tous seront publiés plus tard.

« MM. Capitan et Breuil reproduisent, dans leur très intéressant travail, une partie de ces dessins : un groupe d'animaux et d'autres isolés ; des chevaux, un bouquetin, un renne courant, et un mammoth, sont particulièrement remarquables et, rapprochement curieux, la tête de ce dernier présente le même caractère que celle gravée sur une rondelle d'os de la station magdalénienne de Raymonden.

» Il est d'ailleurs naturel de comparer ces dessins à ceux exécutés sur bois de renne, et voici comment s'expriment les auteurs à ce sujet, après avoir soigneusement examiné et décrit les procédés mis en œuvre pour leur exécution :

En somme, si l'on étudie la technique de l'exécution de ces figures, on est frappé de sa complète identité avec celle mise en œuvre par les préhistoriques pour graver les os, cornes et pierres qu'on rencontre dans les foyers, accompagnés d'une industrie du type solutréen ou magdalénien ; nous verrons plus loin que l'analyse purement artistique conduit aux mêmes conclusions.

.
La seconde conclusion se déduit de cette exactitude dans la représentation des animaux figurés ; elle constitue une démonstration presque absolue de ce fait que les artistes, auteurs de ces gravures, voyaient journellement devant eux les animaux qu'ils ont représentés presque *de visu*. Or, comme ces animaux étaient le cheval d'abord, le renne, divers bovidés, le bouquetin, et enfin le mammoth, c'est donc à l'époque même où ils vivaient que les troglodytes, leurs contemporains, les représentaient en pleine vie, marchant, souvent courant, parfois groupés en troupeaux.

» Et enfin :

L'exactitude du dessin permet de reconnaître souvent jusque dans les plus petits détails les animaux figurés. Nos gravures constituent donc d'abord des documents paléontologiques fort précis.

» L'une des particularités les plus remarquables signalées par les auteurs, ce sont les signes, selon eux non équivoques, de domestication que présentent divers animaux : apparence de couverture sur le dos d'un cheval, de cordes autour du

museau de plusieurs autres, tête de cheval portant un che-
vêtre

indiqué avec une précision telle qu'il n'y a pas d'erreur possible. Enfin, deux animaux portent sur le milieu du corps des signes nettement tracés : sur le flanc d'un cheval il existe un signe en losange, et un autre animal, qui semble avoir des cornes, porte sur le flanc trois signes qui ont un aspect alphabétique.

Il est impossible de ne pas rapprocher cette particularité des figurations grecques archaïques de chevaux portant un nom gravé sur les fesses.

» Au sujet de ces marques de domestication, M. Féaux rappelle que sur un os gravé de sa collection, venant de Raymondén, un bovidé, représenté couché, mais dont la tête manque par suite d'une cassure ancienne, paraît avoir une corde passée autour du cou.

» La question si intéressante et si controversée de la domestication des animaux à l'époque magdalénienne semble avoir fait un grand pas dans le sens de l'affirmative grâce aux constatations de MM. Capitan et Breuil. »

M. Féaux, qui regrette de ne pouvoir analyser avec plus de détails la très instructive et très précise étude qu'il vient de nous signaler, termine en se demandant quelle était la raison de cette ornementation des cavernes ; pourquoi a-t-elle été limitée, dans presque tous les cas connus jusqu'ici, aux parties profondes et les moins accessibles de ces cavernes ? Cette pratique ne se rattacherait-elle pas intimement à l'idée même qui a inspiré l'exécution de ces curieuses gravures ? Questions encore trop enveloppées de mystère pour qu'on soit tenté d'y répondre, même par des conjectures ; découvertes trop récentes et trop limitées pour pouvoir être interprétées raisonnablement, mais qui n'en jettent pas moins un jour nouveau et inattendu sur les mœurs des hommes préhistoriques, encore si incomplètement connues.

L'assemblée remercie M. Féaux de ses intéressants commentaires sur la brochure de M. le docteur Capitan.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous nos yeux une empreinte en cire rouge, qui lui a été communiquée par M. Dupont,

vétérinaire à Plazac, du sceau d'un Bertrand de Born, du xiv^e siècle, trouvé près des ruines de Castelnau sur Dordogne et portant un écu écartelé aux quatre forces. Il essaiera d'acheter la matrice dudit sceau pour le Musée de Périgueux. Elle appartient à M. Labeille, receveur des contributions indirectes à Châtellerault.

M. LESPINAS nous montre également deux coins d'un fondeur, Louis, de l'époque de la Restauration, portant les armes des Grand de Bellussière et devant servir à frapper des boutons de livrée, de deux dimensions.

En parcourant la liste des monuments historiques classés, M. DE FAYOLLE s'est aperçu que l'ancienne maladrerie, située au pied d'Ecornebœuf et à pic au-dessus de la rivière, ne l'était pas ; il pense que la Société remplirait un devoir en exprimant le vœu que ce curieux monument du moyen âge soit classé avant qu'il ne soit trop délabré.

M. DUJARRIC-DESCOMBES manifeste un égal intérêt pour le classement de la lanterne des morts d'Atur qu'on pourrait restaurer et même redresser.

L'assemblée est toute disposée à exprimer ces vœux.

M. DUJARRIC nous entretient ensuite d'un personnage périgourdin sur lequel on a peu de renseignements biographiques, de François de Montsalard, sieur du Peyratier, originaire de la paroisse de Champagne, médecin ordinaire du Roi et intendant des bains et fontaines minérales du royaume. Henri IV, pour le récompenser de ses services, lui accorda, en 1609, une pension annuelle de 600 livres tournois à prélever sur les amendes de la sénéchaussée du Périgord. Après lui, la charge d'intendant général des bains et fontaines minérales de France passa à un membre de sa famille, Jean de Montsalard, sieur de Sauvanet, conseiller du Roi, docteur en médecine, qui vint s'implanter à Nontron, où il épousa, par contrat du 9 juin 1636, Jeanne de Saint Angel, veuve de François Robin, juge de ladite ville.

La notice de M. Dujarric sera publiée dans le *Bulletin*.

Avant de terminer la séance, M. Charles AUBLANT nous signale une pierre tumulaire qui a été récemment trouvée dans la pépinière du jardinier Batailler, entre les casernes et le square de la tour de Vésone, sur l'emplacement de l'ancien cimetière. Cette pierre porte le nom de la première femme du comte Wlgrin de Taillefer, née à Versailles le 8 novembre 1772, morte à la Cité le 20 mars 1812, avec des inscriptions sur deux de ses faces.

La maison qu'habitait M. Batailler dans cet enclos a un petit air d'ancienneté. Elle possède un escalier extérieur permettant d'accéder aux chambres hautes de la maison, et soutenu par plusieurs piliers faits avec des fûts de colonnes et des chapiteaux romains.

Enfin M. DE FAYOLLE fait observer aux éditeurs de la *Bibliographie du Périgord* qu'ils n'ont pas complété, dans leur 4^e volume, l'œuvre d'un auteur de grand talent, Léon Bloy (ce qui ne les étonne pas : comment un pareil travail peut-il être complet ?) ; et il veut bien nous fournir l'indication de ses derniers ouvrages :

Le Pal, pamphlet hebdomadaire, 1^{er} n^o, 4 mars 1885 ; en tout 4 numéros. Petit in-12, couv. rouge illust. Penin et Soirat.

La Chevalière de la mort, Gand, 1891, un vol. in 8^o, 62 pages. Tiré à 100 exemplaires. En 1896 *le Mercure de France* publie une 2^{me} édition, petit in-18.

Sueur de sang (1870-1871), Paris, Dentu, 1893 ; 1 vol. in-8^o, 358 pages de texte et table ; 9 f., titre, dédicace et préface. Portrait de Léon Bloy.

Léon Bloy devant les cochons, suivi de *Lamentation de l'Épée*, brochure, 68 pages, in-12 ; Paris, Chaumel, 1894.

Histoires désobligeantes, un vol. in-18 r. d. Dentu, éditeur, 369 pages.

Ici on assassine les grands hommes, Paris, édition du « *Mercure de France* », 1895, 32 pages.

La Femme pauvre, Paris, « *Mercure de France* », 1897, un vol. in-18. 393 pages, préface et texte, 1 f., table.

Le Mendiant ingrat, journal de l'auteur (1892-1895). Bruxelles, Demau, 1898, 1 vol. gr. in-8^o, 447 pages.

Le Fils de Louis XVI, Paris, « *Mercure de France* », 1900 ; un vol. in-12, 239 pages.

Je m'accuse, un vol. in-12, Paris, édit. de la Maison d'Art 1900, 177 pages.

Le tome IV de la *Bibliographie* s'arrête, il est vrai, au 31 décembre 1899.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

SARCOPHAGES DU VIEUX CIMETIÈRE DE CUMOND.

Les fouilles récemment faites pour reconstruire les murs de la nef de l'église de Cumond, dont la restauration a été confiée à MM. Rapine et Dennery, ont donné lieu à une série de découvertes intéressantes auxquelles ajoute un intérêt d'actualité la découverte encore plus récente faite par MM. les ingénieurs du chemin de fer de Parcou, dans la commune de Cumond, au lieu dit *Chêne-Vert* (1), qui a été signalée par M. Charles Durand dans le dernier *Bulletin* de notre Société.

J'ajoute, en passant, qu'il existe dans cette même commune une autre nécropole du même genre, plus au centre, en face du village de *Pleine-Serve*, dans une pièce de terre en culture, désignée au plan cadastral sous le nom de : *au Cimetière*.

Comme dans toutes nos anciennes paroisses rurales, le cimetière paroissial de Cumond entourait l'église, mais le sentiment religieux qui faisait autrefois ensevelir nos pères à l'ombre de nos clochers, où ils semblaient reposer plus à portée de la miséricorde divine et du souvenir des vivants, a depuis fait place à l'intérêt sanitaire de leurs descendants qui relèguent aujourd'hui leurs morts le plus loin possible du sanctuaire et des yeux. Notre vieux cimetière, déclaré lui

(1) Ainsi nommé d'un *Chêne-Vert*, qui se trouvait à cet endroit, sorte de chêne à feuilles persistantes qui croît spontanément dans le pays, mais qui est très rare. Il en existe un remarquable devant le porche du château de la Borde dans la commune de Festalemps.

aussi insalubre et insuffisant, a été comme les autres transféré au loin, au milieu des champs, en 1880.

Pour permettre de reprendre les murs de l'église, depuis leur base, la pioche des ouvriers a donc traversé d'abord la couche de terre meuble dans laquelle gisaient pêle-mêle, sans ordre, et sans vestiges de leurs cercueils de bois, les nombreux ossements de l'ancien cimetière, lorsqu'à un mètre de profondeur, sur l'aile droite de l'église, au midi, elle a mis à découvert une rangée de sarcophages en pierre, disposés en ligne, à un même niveau, parallèlement aux murs, orientés comme eux de l'ouest à l'est, au nombre de huit.

Sept d'entre eux, construits en pierre calcaire du pays, étaient formés de plusieurs pièces posées de champ, juxtaposées et jointes au ciment (fig. 1) ; une à droite mesurant 1^m 90 de long, 0^m 45 de haut, et 0^m 08 d'épaisseur, une aux pieds, à l'est, de 0^m 35 de long sur même hauteur et même épaisseur, et une au chevet, à l'ouest, de 0^m 61 de long, 0^m 45 de haut et 0^m 35 d'épaisseur. Dans celle-ci était ménagé un espace circulaire pour emboîter la tête (fig. 2). A gauche, le mur de l'église tenait lieu de la quatrième dalle et complétait le coffre, moins large vers les pieds que vers la tête. La roche calcaire du sous-sol servait de fond. De gros blocs de pierre grossièrement rejoints formaient le couvercle, reposant sur les trois dalles, de droite, des pieds et du chevet, et à gauche, du côté de l'église, sur la saillie de 0^m 08 environ que formaient, à ce niveau, les fondations des vieux murs. Ces couvercles, formés de deux ou trois pièces de dimensions inégales avaient été, à l'origine, de très grande épaisseur, tantôt plats, tantôt en dos d'âne ; mais la pioche des fossoyeurs, prenant pour la roche du sous-sol ce pavé de cercueils, en avait gravement mutilé la surface et détaché plusieurs éclats (1).

Le huitième, le 2^e de la rangée (fig. 3), différait des autres en ce qu'il était d'une seule pièce, creusé en forme d'auge, en

(1) On a conservé un de ces sarcophages intact, le premier de la rangée, contre le massif du porche de l'église.

belle pierre fine et dure des carrières de Paussac, semblant indiquer par là qu'il servait de sépulture à quelqu'important personnage, de très haute stature en tout cas, puisque son squelette mesurait au moins 1^m 85 de la tête aux pieds. Le sarcophage lui-même avait 2^m 16 de long; ses parois, de 0^m 45 de haut sur 0^m 08 d'épaisseur, formaient un vide de 0^m 45 à la tête, et de 0^m 35 du côté des pieds; au chevet étaient ménagées deux arêtes pour recevoir la tête. Aux pieds, un plan incliné soutenait les pieds qui reposaient à plat par suite de cette disposition. Le couvercle prismatique, en même pierre de Paussac, et en deux morceaux d'égale longueur (fig. 4), mesurait 0^m 10 d'épaisseur au bord extérieur, et 0^m 25 en son milieu. On n'y voyait aucune trace d'inscription ou de croix. Les carrières de Paussac-St-Vivien auraient donc fourni à cette époque les cercueils de prix de nos cimetières, comme elles fournissent aujourd'hui encore la pierre de nos principaux monuments funébres.

Ne faut-il pas voir dans cette tombe celle du riche, et dans les autres, celles du pauvre ? (1)

Le dernier tombeau de la rangée, engagé sous un des contreforts du clocher, offrait cette particularité, qu'il était double, à deux compartiments séparés seulement par une cloison (fig. 6). Il renfermait deux squelettes, homme et femme. Demeuraient ainsi unis dans la tombe ceux qui l'avaient été pendant leur vie.

Dans tous ces tombeaux, les ossements, en parfait état de conservation, avaient gardé leur position primitive, les bras croisés sur la poitrine ou allongés le long du corps, la tête inclinée en arrière.

(1) Ce beau sarcophage devait être dégagé avec soin et enlevé avec toutes les précautions possibles pour être conservé et mis en lieu sûr. L'heure tardive de sa découverte ayant forcé de surseoir à l'opération à cause de la nuit, le lendemain matin, avant la reprise du travail, un jeune ouvrier, pour occuper ses loisirs en attendant l'arrivée de ses camarades, en avait enfoncé les parois latérales « pour voir ce qu'elles contenaient » et mis le couvercle en pièces, mécontent de n'avoir pu le soulever à cause de son poids.

Une de ces têtes avait une forme étroite et allongée peu ordinaire ; une autre portait au sommet du crâne les traces de plusieurs coups violents qui avaient formé autant de taches rondes et noires de la largeur d'un écu de cinq francs. La plupart avaient les pieds entourés de crânes et d'ossements brisés, disposés là en tas et sans ordre ; sans doute les premiers occupants, qui avaient cédé la place au nouveau venu.

Ce qui expliquerait cette clause de tous nos vieux testaments « demande à être enseveli *dans les tombeaux de ses prédécesseurs*, dans l'église de... ou le cimetière de... ». Mais à côté de ces corps, aucune trace d'armures, de vêtements, ou de parures. Deux tombes seulement, la cinquième et la dernière, renfermaient, au chevet, une petite bouteille en verre très mince et très friable (fig. 5), ayant probablement contenu de l'eau bénite. L'une d'elles était brisée, l'autre presque intacte. Leur goulot cylindrique, très allongé, offre cette particularité, qu'il est partagé en deux par une mince cloison jusqu'à la hauteur de 0^m 02 environ, sa hauteur totale étant 0^m 10.

Sur l'aile gauche de l'église, au nord, il n'y avait pas de sarcophages, mais des fragments de dalles brisées indiquaient qu'il y en avait eu de ce côté comme de l'autre. Ils avaient dû être bouleversés et détruits par les fossoyeurs.

Cependant à 3^m 60 de la nef, à un mètre de profondeur, en creusant les fondations du prolongement de la chapelle Notre-Dame, on en a trouvé un, demeuré intact, formé lui aussi de plusieurs pièces juxtaposées, à double compartiment, et contenant également deux squelettes, homme et femme.

L'intérieur de l'église avait été pareillement rempli de sarcophages semblables, mais détruits depuis par les fossoyeurs.

Il n'en restait que des fragments de couvercles, dont un ayant une croix grossièrement sculptée au chevet a été conservé.

Tous, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'église, avaient été primitivement au ras du sol, comme l'indiquait à l'extérieur, la saillie des fondations des vieux murs, qui donne le niveau ancien du cimetière, et à l'intérieur, l'en-

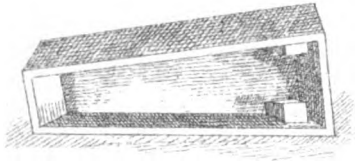


Fig 3



Fig 2

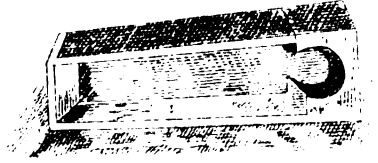


Fig 1



Fig 4

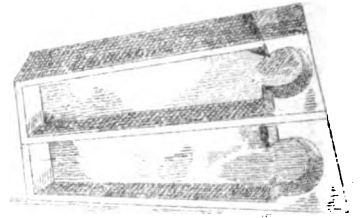


Fig 6



Fig. 5



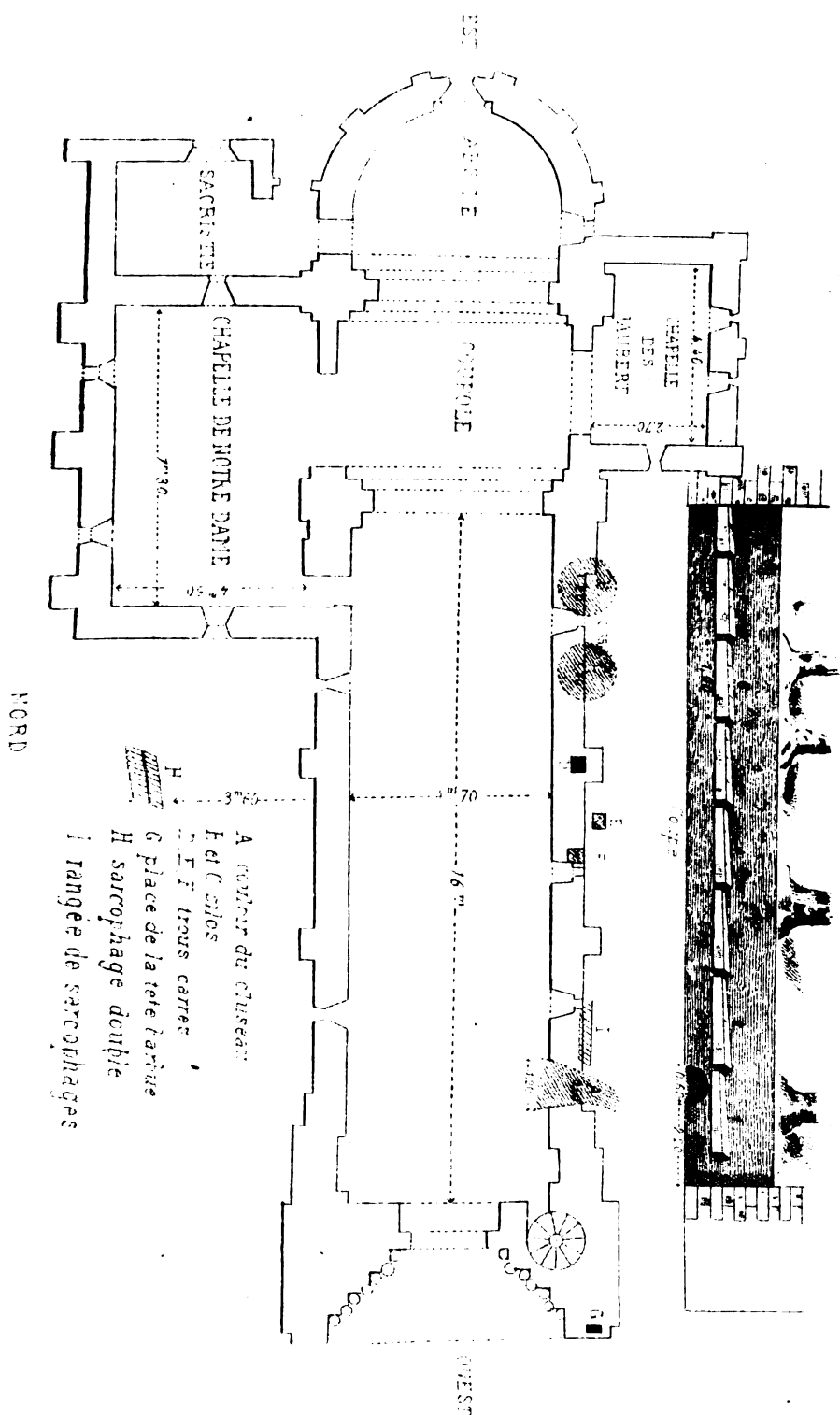
Fig 3



Fig 5



Fig 7



duit des parements et les peintures qui décoraient la chapelle Notre-Dame continuées à un mètre au-dessous du dallage actuel jusqu'au carrelage ancien, dont on a retrouvé quelques restes à peine séparés des couvercles des tombes par une très mince couche de terre.

Lorsqu'ils eurent couvert entièrement le sol du cimetière et de l'église, formant ainsi un inextricable pavé de cercueils, (1) entre lesquels il était devenu impossible d'en intercaler d'autres pour de nouvelles familles, le respect profond qu'on avait alors pour les morts a dû suggérer l'idée de déposer les nouvelles tombes par dessus les anciennes, en recouvrant celles-ci d'une épaisse couche de terre pour enfouir les nouvelles, tout en conservant les anciennes. Ne serait-ce pas là l'origine de l'exhaussement du sol presque général que l'on constate dans toutes nos églises et tous nos cimetières, pendant une même période assez restreinte, et peut-être aussi la cause de la substitution des cercueils de bois aux cercueils de pierre qui devait éviter la nécessité d'exhaussements nouveaux et indéfinis du sol, mais qui avaient fait de nos vieux cimetières et de nos églises de véritables fosses communes où se confondaient dans l'égalité et la promiscuité les plus complètes toutes les castes, les familles comme les individus. C'est à cette égalité dans la mort que le décret de prairial an xii a mis fin par le système des concessions perpétuelles et temporaires actuellement en vigueur.

Le prétendu privilège qui aurait octroyé aux nobles seuls, ou aux notables des paroisses, la faveur d'être ensevelis à l'intérieur des églises n'a jamais existé. C'est une légende ; on en trouvera la preuve dans tous nos vieux registres paroissiaux antérieurs à 1789.

J'ai dressé pour la paroisse de Cumond, et fait placer dans l'église, la liste assez intéressante, mais malheureusement incomplète à cause de la perte de beaucoup de registres, des personnes inhumées dans le chœur, la nef, et les petites chapelles attenantes, de 1647 à 1777.

(1) L'usage de ces cercueils de pierre se serait prolongé jusqu'au xvi^e siècle.

Laboureurs, artisans, métayers, domestiques, hommes, femmes, enfants, vieillards, y figurent aussi bien que prêtres, docteurs, nobles et bourgeois, et quand on en aura compté le nombre, quand on aura mesuré le temps et l'espace réservé pour tant de sépultures, ne sera-t-on pas véritablement surpris que morts et vivants aient pu s'accommoder ainsi pendant plusieurs siècles, sous un même toit, sans inconvénient pour la santé publique, le libre accès des autels, l'impression des sens et du cœur des fidèles.

Pendant cette longue exploration au séjour des morts, la pioche des terrassiers, continuant à creuser jusqu'à deux mètres de profondeur, nous amenait à une découverte d'un tout autre genre et nous réservait la surprise de nous transporter au séjour des vivants sans nous avoir fait rebrousser chemin.

A 0^m 30 environ au-dessous du sarcophage monolithe, et à 2^m 20 du contrefort sud du porche de l'église, dans la couche calcaire, on venait de couper un couloir A mesurant 0^m 60 de large sur 0^m 60 de haut, se dirigeant du nord où il se perdait en s'élargissant sous l'église, au sud où il s'inclinait légèrement vers l'ouest pour se relier aux salles et galeries du souterrain refuge qui s'étendrait sous cette partie de l'ancien cimetière jusqu'aux murailles du vieux château où un éboulement amena, il y a environ 40 ans, la découverte d'une salle (1).

Ce couloir presque entièrement comblé de terre, obstrué par de grosses racines était impénétrable à l'homme. Des fouilles pourraient être faites, mais elles seraient difficiles et, au milieu des débris d'ossements et d'objets divers provenant

(1) Pendant la nuit où la tranchée est demeurée ouverte, laissant un libre accès dans le couloir, un chien en maraude, qui avait dû prendre cette cavité pour l'entrée d'un clapier bien approvisionné et s'y faufiler en rampant et en jouant des pattes, fut trouvé le lendemain dans la chambre mise à jour par l'éboulement, sous les murailles du château, du côté opposé à l'ouverture par laquelle il était entré. C'est là que ses gémissements sourds et plaintifs ayant été entendus, on le retrouva sain et sauf et on procéda aussitôt à son sauvetage avec des cordes et une échelle.

du cimetière, pourraient-elles donner un résultat ; apprendraient-elles autre chose que ce que l'on sait déjà ?

Au même niveau que la base du couloir, à 5 ou 6 mètres plus loin, vers l'est, en B, C, D, étaient creusés trois trous très nettement taillés dans le roc, de 0^m 20 en tous sens, disposés en triangle, à 1 mètre environ les uns des autres, et en E et F, toujours sous les anciennes fondations de la nef, deux puisards circulaires, ou silos, distants l'un de l'autre de 0^m 65. Le plus petit avait 1^m 20 de diamètre sur 1^m 80 de profondeur, et le plus grand, situé à 1^m 20 à l'ouest du clocher 1^m 20 de diamètre sur 2^m 80 de profondeur. Ces trous et ces silos étaient remplis de terre très fine qui en a été retirée avec le plus grand soin, mais sans résultat ; ils ne renfermaient aucun objet.

En travers sur ces deux puisards, dont il couvrait l'orifice, était placé, sans liaison ni mortier, un gros bloc de pierre fruste, de forme conique (fig. 7), aux arêtes arrondies, ayant 1^m 94 de long sur 0^m 54 de large, et 0^m 39 d'épaisseur au gros bout, la pointe tournée vers l'est, ayant toutes les apparences d'un de ces monuments mégalithiques sur lesquels les premiers habitants de la Gaule accomplissaient leurs mystérieuses cérémonies.

Il y avait donc bien eu, au-dessous du cimetière, dans le calcaire crayeux du sous sol, une demeure, un de ces souterrains refuges si nombreux en notre pays, dans lequel avait vécu une famille troglodyte, souche probable de l'agglomération humaine fixée en ce lieu, la première habitation qui aurait précédé toutes celles qui s'y sont succédées depuis sans interruption à travers les âges, le manoir féodal, et le château actuel, déjà vieux de deux siècles.

Faut-il voir dans ce monument mégalithique, enfoui intentionnellement dans les fondations de l'église, comme première pierre de l'édifice chrétien, un mystérieux symbole, la *pierre-levée* sur laquelle le Druide revêtu de la robe blanche, le front ceint d'une couronne de chêne, accomplissait les mystérieuses pratiques de ce culte dont les curieuses fêtes celtiques du pays de Galles ont perpétué jusqu'à nos jours le rite archaïque, quoique transformé par le christianisme, ou

bien encore un monument religieux ayant appartenu à un peuple plus ancien que les Celtes ?

Quoi qu'il en soit, il indiquerait non seulement l'ancienneté du culte religieux en cet endroit, mais encore que ce culte, druidique ou autre, y aurait été remplacé directement par le christianisme, sans que le paganisme de Rome lui ait servi de transition.

Cette hypothèse semblerait confirmée par une découverte faite dans les soubassements du vieux porche de l'église, en restaurant cette partie de l'édifice, en B, d'une tête barbue (fig. 8) d'un travail grossier formant l'extrémité d'un gros bloc de pierre conique ayant les apparences d'un corbelet et qui avait été enfoui, lui aussi, intentionnellement dans les fondations, intact, la face contre terre, sans aucune liaison au mortier attestant l'existence d'un autre monument religieux plus ancien encore que l'église actuelle qui paraît dater du XII^e siècle (1).

M^{re} DE CUMOND.



NOTES DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE DU PÉRIGORD.

LA PRISE DE THIVIERS EN 1211.

Dans les *Chroniques de Saint-Martial* de Limoges, édition publiée par la Société de l'Histoire de France, à la page 80, je lis ceci : « Guido, vicecomes Lemovicensis, cepit *Tuvers*. Turris, que est juxta cortinam, cecidit que prius arserat in festivitate Sancti Hugonis. » Et, aux notes, je lis : « *Tuvers*, peut-être Tiviers, arrondissement de Saint-Flour, Cantal. »

Pourquoi aller chercher, dans le Cantal, pour identifier Tuvers, un lieu qu'il était bien simple, et plus raisonnable, de

(1) Les silos ont été remplis avec les ossements trouvés dans les sarcophages détruits par la reprise des fondations de la nef; on en a voûté l'orifice, on a remis à sa place la pierre druidique pour y continuer son mystérieux symbole, et le tout a disparu sous les nouveaux murs. La tête barbue a été conservée.

chercher aux environs de Limoges ? Et, précisément, nous avons en Dordogne, autrefois Périgord, et partie du Périgord dépendant de la vicomté de Limoges, un lieu du même nom, Tiviers ou Thiviers, car, si l'éditeur des *Chroniques* écrit Tiviers, les auteurs du *Guide du Cantal* écrivent Thiviers.

Je ne fais aucune difficulté, du reste, à identifier Tuvers avec Thiviers. L'annaliste a pu mal écrire, ou mal connaître le nom, et nous ne trouvons aucun nom de lieu qui, plus que Thiviers, s'en rapproche. Thiviers, en Périgord, remonte à une très haute antiquité. La tradition le rattacherait volontiers au règne de Tibère : *Tiberii urbs* ou *vicus*. Cette tradition n'a rien d'in vraisemblable. La situation, assez forte, de Thiviers, sur une colline élevée, a dû d'autant moins échapper aux Romains, au lendemain de la conquête de la Gaule, qu'elle se trouvait non loin de la voie romaine reliant Vézère à Limoges. Ce qu'il y a de certain, en tout cas, c'est que, vers le ^{vi}^m siècle, Thiviers est une cité franque, frappant monnaie, ainsi que cela résulte d'un triens trouvé à Tocane-Saint-Apre, non loin en somme de Thiviers, et qui porte : au droit, *Teverio vico*, au revers *Noctatus mo*.... Nous sommes, on le voit, assez près de la forme *Tiberio*, laquelle reparaît dans des titres postérieurs ; au fouage de 1365, on lit : *Parochia de Tiberio*.

L'antiquité de Thiviers, cité franque et même gallo-romaine, Taillefer et Audierne parlent de ruines et débris romains trouvés dans ses environs, n'a donc rien qui s'oppose à ce que le Tuvers de l'annaliste soit notre Thiviers.

C'est à l'année 1211 que se rapporte la prise de Tuvers par le vicomte de Limoges, Guy V. Thiviers était alors une ville close, défendue par des murailles, des tours, des châteaux forts.

Le château de Vaucocour, qui subsiste encore, et le château de Pelisses, sur l'autre côté, en étaient sans doute les défenses principales. En cette même année, le même vicomte fit frapper, à Aixe, près de Limoges, une monnaie « *quam Lemovicenses non receperunt* » et aussi, « *recuperavit castrum de Exidolio in adventu Dei* ». C'est entre ces deux faits que l'annaliste place la prise de Thiviers. C'est là, précisément, une indication qui montre bien que notre Thiviers est le Tuvers des *Chroniques*. D'Aixe à Thiviers, de Thiviers à

Excideuil, il y a là des marches faciles et qui se comprendraient moins s'il fallait aller chercher Tuvers dans le Cantal. Du reste, le vicomte de Limoges devait reprendre, sur les Anglais, et la place de Thiviers, et celle d'Excideuil, dont la châtellenie comprenait le territoire de Thiviers.

Donc, même sans autres preuves, il y a lieu d'identifier Tuvers avec Thiviers en Périgord ; mais il y a mieux, il y a un texte formel cité par de Laugardière dans ses intéressantes études sur le Nontronnais. Il mentionne, d'après le *Cartulaire de Dalon*, une donation faite par Guy et Etienne de Vaucocour « anno 1212, apud Tiverium, anno quo Guido, vicecomes Lemovicensis, eundem vicum de Tiverio obsedit et cepit. ». Ici se présente une difficulté de date. Ce serait en 1212 que, d'après le cartulaire, Guy aurait pris Thiviers et, d'après les *Chroniques de Saint-Martial*, ce serait en 1211. Je ne pense pas que l'annaliste, qui place en 1211 la prise de Thiviers, celle d'Excideuil et la frappe de la monnaie d'Aixe, se soit trompé. C'est bien plutôt l'auteur de la notation au cartulaire de la donation de 1212. La date de la donation est-elle exacte ? Cela est possible ; ce serait en ce cas la mention dont elle est suivie qui ne le serait pas.

Donc, en 1211, Guy V, vicomte de Limoges, assiégea la place de Thiviers et la prit. Une des tours, il y a, je crois, à Thiviers, la rue de la Tour et il y a eu la porte de la Tour, une des tours, ou la tour, laquelle était tout à côté du front de la muraille, *cortina*, tomba. Cette tour avait été auparavant incendiée, lors de la fête de Saint-Hugon. Cette fête doit être reportée au 29 avril et la prise de Thiviers au 12 mai ; l'annaliste, en effet, semble la placer au même temps qu'un autre fait, dont il précise la date par ces mots : « In ascensione Domini ».

Il m'a paru utile de noter la mention des *Chroniques de Saint-Martial*, relative à Thiviers, laquelle confirme et précise la note du *Cartulaire de Dalon*.

GUSTAVE HERMANN.

ESSAI

SUR LES GUERRES DE RELIGION EN PÉRIGORD

(1551-1598).

AU LECTEUR.

Ces quelques pages n'ont pas la prétention d'être un livre ; c'est un simple recueil des faits qui se sont passés en Périgord depuis l'origine du calvinisme en notre province, 1551, jusqu'à l'édit de Nantes, 1598. Sans doute, bien des documents nous ont fait défaut ; bien des faits par conséquent ont manqué à notre nomenclature, ou n'ont pas reçu les éclaircissements nécessaires. Nous avons cherché à en recueillir le plus possible et à être exact. Il serait trop long d'énumérer tous les livres, mémoires, documents, papiers, lettres, où nous avons puisé nos renseignements ; l'histoire ne s'invente pas, c'est une compilation de faits, et, en notre cas, nous ne pouvions que chercher à les relier par la trame générale de l'histoire pour leur donner un corps ; les actions de guerre qui se passaient en province n'étaient que le résultat de la politique de la cour et des partis dont nous n'avons à nous occuper qu'incidemment pour expliquer les mouvements et les émotions qui pendant si longtemps bouleversèrent le royaume de France. Nous espérons que ce simple récit intéressera les Périgourdins fidèles à notre province et véritablement attachés à notre beau pays que nous ne connaissons pas assez.

Notre intention, nous le répétons, n'est pas d'écrire une histoire. Nous laissons ce soin à un autre plus habile, plus érudit et lui en abandonnons volontiers le mérite, heureux même si ces notes peuvent lui être de quelque utilité.

INTRODUCTION.

Depuis longtemps le monde chrétien demandait une réforme, l'attendait ; l'Église elle-même la voulait, mais elle la voulait sincère, sage, lente, élaborée par le temps et selon les circonstances. C'était chose grave, en effet, que de tenter de réformer tant d'abus glissés dans la société toute entière, le clergé, la noblesse, le peuple, et tant d'abus aussi venant des princes. La réforme donc devait être double, morale et administrative ; la réforme morale trouvait obstacle dans les passions humaines, dans les individus, la réforme administrative dans les institutions, et plus encore peut-être dans les chefs des peuples.

Surgit l'affaire des indulgences ; le moine augustin Martin Luther se lève (1517) pour s'opposer au dominicain Jean Tetzel, chargé de la publication de ces indulgences en Saxe : la discussion s'envenime ; le fougueux Luther attaque les indulgences, la pénitence, l'autorité du pape ; la querelle remue l'Allemagne ; Frédéric de Saxe se déclare pour Luther et lui donne asile. Cité à Rome, Luther refuse de s'y rendre ; la lutte continue plus hardie, plus envenimée, plus générale. Luther et ses sectateurs, il en avait déjà, sont anathématisés par Léon X (1521). Dès lors le moine révolté ne garda plus de mesure, il savait s'emparer des passions de tous, de la cupidité des grands et des instincts grossiers des masses, il savait les flatter et les justifier, aussi réussit-il rapidement à faire des prosélytes de presque tous les princes allemands et d'un grand nombre de villes. Zwingli, curé d'Einsiedlen en Suisse, rival de Luther, se rend maître des esprits à Zurich, et Œcolampade, prêtre apostat et marié, entraîne la ville de Bâle dont il était curé, aux idées nouvelles.

Nous arrivons maintenant au réformateur français : Jean Calvin, né à Noyon en 1509, homme d'étude et de science, écrivain au style vif et concis, travailleur infatigable, logique jusqu'à la cruauté. Retiré à Genève, où il avait été appelé par Vitet et Guillaume Farel, comme professeur de théologie ; il en est chassé pour ses opinions, mais bientôt,

1541, rappelé, il y installe, avec une autorité complète, son système religieux dont, en peu de termes, voici l'analyse : il niait le libre arbitre et admettait la prédestination absolue, antérieure même à la prescience divine ; dans l'Eucharistie, il n'admettait que la présence par la Foi, c'est-à-dire que le fidèle recoit réellement le corps et le sang de Jésus-Christ, au moment même où il croit les recevoir avec les éléments terrestres et symboliques du pain et du vin. Pour le gouvernement ecclésiastique, il établit l'autorité des chefs : les ministres ; sa doctrine sur ce sujet était à peu près celle de l'Eglise catholique ; enfin, le dernier caractère de sa réforme, ce qui la distinguait de ses rivales, c'est l'établissement d'un consistoire chargé de veiller sur les mœurs et de juger tous les délits contraires à la morale et à la décence ; Calvin défendait les danses, les spectacles et les assemblées mondaines. Tels sont en peu de mots l'homme et la doctrine de l'homme qui devait, comme Luther avait révolutionné l'Allemagne, remuer la France qu'il couvrait d'émissaires, porteurs de ses bibles imprimées à Genève et de ministres venant prêcher les dogmes nouveaux et mettre, pour ainsi dire, une conscience nouvelle à la place d'une conscience ancienne. Tous ceux, nous ne parlons que de la France, qui se croyaient lésés par le pouvoir royal, tous ceux qui pensaient que leur apostasie pourrait servir de piédestal à leur ambition, les seigneurs qui peut-être espéraient reconstruire la féodalité, les gens d'Eglise que les doctrines nouvelles dispensaient, affranchissaient de leurs vœux, les classes inférieures qui se laissaient séduire par la simplicité des dogmes et des pratiques extérieures du *Culte réformé*, enfin tous ceux que leurs passions rejetaient dans l'indifférence ou dans l'incrédulité, adoptèrent avec empressement l'hérésie de Calvin, et en peu de temps ils devinrent très nombreux malgré la sévérité des édits royaux et les persécutions quelquefois sanglantes.

Dès que Luther se fut emparé des esprits en Allemagne et que son pouvoir sur eux se fut établi, ses adeptes avaient aussitôt pénétré en France ; l'imprimerie reproduisait par milliers ses livres et ses bibles que des colporteurs distribuaient partout ; les nouveaux docteurs s'insinuaient

dans les Universités comme professeurs et y débitaient leurs dogmes ; d'autres s'étudiaient à gagner l'esprit des femmes, à les attirer à leurs idées ou du moins à s'en faire des protectrices ; d'autres enfin pénétraient jusque chez les prêtres et les évêques qu'ils croyaient les plus susceptibles d'être entraînés. Le terrain était donc bien préparé quand arriva Calvin, et Marguerite de Navarre, ébranlée déjà, ne résista pas à la lecture de l'*Institution chrétienne* (1535), que Calvin lui avait dédiée ; le midi et l'ouest de la France par le midi furent bientôt, en grande partie, acquis à l'hérésie, le midi, touchant à Genève par le Rhône, et le sud-ouest, gouverné par Marguerite de Navarre, dont la cour servait de refuge aux calvinistes persécutés.

En 1561, les Réformés avaient deux mille temples en France, malgré toutes les entraves que le pouvoir mettait à l'exercice de leur culte. — Bientôt les esprits s'aigrirent, la politique et les intérêts mondains se mêlèrent, se substituèrent souvent aux querelles religieuses, les haines se réveillèrent et s'excitèrent, les ambitions se firent jour ; enfin, on se compta des deux parts ; on établit des mots, des signes de ralliement ; une lutte armée devenait imminente ; il ne fallait plus qu'un prétexte ; la conjuration d'Amboise étouffée (1560) fut la première étincelle de la guerre, et le massacre de Vassy (1562) fut le signal d'un embrasement général. La lutte devait être acharnée, elle fut cruelle ; ce ne furent pendant plus de quarante ans que combats, meurtres, incendies, pillages ; on n'épargnait rien, l'âge, ni le sexe, ni le rang ; les monuments n'étaient pas à l'abri de la rage du vainqueur quel qu'il fut ; les monastères et les églises étaient détruits après avoir été pillés. Les moines, les prêtres, les ministres réformés étaient massacrés ou cruellement mutilés. Le baron des Adrets en Languedoc et en Dauphiné, tantôt pour les protestants, tantôt pour les catholiques, détruit, saccage, brûle, massacre ; il satisfait une sorte de passion inexplicable, atroce, qui était de voir des hommes précipités de grandes hauteurs se briser les membres dans des chutes épouvantables ; à Valence, à Montbrison, partout où il entra de vive force ou par composition, il fait précipiter les garni-

sons du sommet des plus hautes tours, admirant les positions diverses que l'homme peut prendre en tombant. Blaise de Montluc, gouverneur de Guyenne, passe tout au fil de l'épée, fait dresser des potences à tous les carrefours ; quand elles lui manquent, il charge les arbres de fruits nouveaux ; partout il est escorté de bourreaux qu'il appelle ses laquais. — Langoiran, à la prise de Périgueux (1575), laisse tuer des prêtres encore revêtus de leurs vêtements sacerdotaux ; il détruit St-Etienne de la Cité et l'évêché qu'il incendie ; les églises sont pillées, les tombes violées.

Le caractère de ces guerres fut celui de toutes les guerres civiles et religieuses ; l'acharnement et la cruauté ; de ces luttes impies bien des noms illustres sont sortis, inconnus jusqu'alors, beaucoup pour la gloire, mais aussi beaucoup pour la honte dont l'histoire impartiale a gardé le souvenir. — Les arts et les sciences firent de grandes pertes : Jean Goujon, l'architecte et le sculpteur ; Ramus, le philosophe et le savant, et tant d'autres encore qui trouvèrent la mort, mais non l'oubli, dans les sanglantes journées de la St-Barthélemy ; Ambroise Paré n'échappa que grâce à l'amitié de Charles IX. Cependant, malgré tant de bouleversements et de pertes, la littérature, les arts et les sciences ne périrent point ; l'esprit français sortit plus vif à ce qu'il semble de ce chaos apparent ; la langue s'épura par le contact ; le cercle des idées s'agrandit ; le grand siècle, le xvii^e siècle, allait sortir du sang et des ruines, et cependant le xvi^e avait produit de magnifiques œuvres.

Quelle est la leçon que nous devons tirer de ces luttes fratricides ? de ces luttes où les habitants d'un même pays, d'une même ville, d'une même maison, où des amis, des parents, des frères même se divisent tout d'un coup, sortent en armes et pendant de longues années se massacrent et se pillent, brûlent réciproquement leurs villes et leurs maisons ; la leçon, ce nous semble, ressort de tous ces faits si multipliés, si répétés. — On comprend, on voit où poussent les passions humaines surexcitées, les querelles sociales et religieuses envenimées par l'entêtement de l'esprit de parti, par l'orgueil et la vanité de quelques ambitieux. On voit enfin à quels excès et à quels crimes épouvantables conduisent les guerres civiles — nous l'avons aussi vu de nos jours : Dieu nous garde de retomber jamais dans les mêmes fautes et les mêmes crimes !

Mon Dieu ! qu'est-ce que ce monde ! —

Dernières paroles de Cinq-Mars.

Le peuple est aveugle, une illusion le trouble, mais ce vertige passera.

SCHILLER, *Jeanne d'Arc*, acte I, scène V.

CHAPITRE I^{er}

1551-1572

Origine du protestantisme en Périgord. — Pillage du Trésor de la cathédrale de Périgueux. — Prêches à La Rochebeaucourt, à Bergerac, à Périgueux, à Montignac, à Sarlat, etc. — Brossier, ministre à Périgueux. — Bataille de Vergt. — Caumont de Piles. — Combat de Chantegeline. — Prise de Nontron. — Siège de La Roche Chalais. — Procès des Rastignac. — André de Bourdeille, sénéchal du Périgord.

Nous sommes en 1551 ; malgré les édits et de nombreuses poursuites, le calvinisme avait fait de rapides progrès en France. — Le Périgord trouva bientôt dans son sein des adeptes à la religion nouvelle ; peu nombreux d'abord, ils cherchaient à se reconnaître et le moyen qu'ils employèrent fut celui dont presque toujours se servent ceux qui veulent des révolutions : le bruit d'abord, le pillage ensuite, si l'occasion s'en trouve et qu'on fait naître au besoin, le peuple par la violence, les autres par la légalité.

Le 24 janvier 1551, (1) les hérétiques de Périgueux ou des mauvais sujets, sous prétexte de religion, se réunissent pendant la nuit, rompent et abattent toutes les croix qui se trouvaient autour de la ville et principalement celles qui se dressaient entre elle et Marsac (2) ; ils souillent d'ordures les piédestaux qu'ils ne peuvent arracher. La justice s'émut de ces sacrilèges et en dressa procès-verbal ainsi que des soupçons qui se portaient sur quelques ecclésiastiques et chanoines

(1) Le P. Dupuy, tome II, p. 177 et suiv.

(2) Marsac, paroisse près de Périgueux.

accusés de calvinisme ; on ne trouva de preuves que contre un prêtre nommé Chaulet qui fut mis en prison. Quatre jours après, le 28 janvier, les hérétiques se réunissent de nouveau, pénètrent dans l'église cathédrale St-Étienne, enfoncent la grille de la chapelle de Notre-Dame de Pitié où était enfermé le Trésor du chapitre, pillent les vases précieux d'or et d'argent au nombre desquels étaient dix-huit calices, les reliquaires, et enfin tout ce dont ils peuvent s'emparer. Le P. Dupuy estime que ce qu'ils volèrent avait une valeur de 40.000 livres. La désolation fut très grande dans la ville à la nouvelle de ce sacrilège, dont, en somme, on ne savait qui accuser. Les ossements des saints furent trouvés dans un jardin dépouillés de leurs châsses ; après avoir vérifié l'identité de ces reliques, on les transporta processionnellement sous le maître-autel de la cathédrale.

1552. — La fin de cette année 1552 n'offre aucun fait qui mérite d'être rapporté, sinon le mariage de Jeanne d'Albret, fille de Henri d'Albret, roi de Navarre et comte de Périgord, avec Antoine de Bourbon, union de laquelle naquit l'année suivante (13 décembre 1553), Henri de Bourbon, roi de Navarre, qui devait à son avènement au trône de France, en 1589, réunir le Périgord à la couronne.

1553 — Henri II établit, en 1553, une Cour des Aides à Périgueux (1), ainsi qu'il l'avait fait déjà dans presque toutes les villes importantes du royaume : créer de nouvelles charges était un de ses moyens de remplir ses coffres. Cette cour était ainsi composée : les sieurs de Béraud et Poinet, premier et second présidents ; Bertrand de Mananians, Pierre Eyquem de Montaigne, Bertrand Lambert, Jean de Saint-Angel, François Bouchier, Etienne d'Aringhiès, François de Fayard, Jacques de Bruzac et Jean Barbarin, conseillers ; Pierre de Saint-Angel, avocat général ; Léon de Merle, procureur général du roi ; François Vigouroux, greffier ; Pauly Chaumette, payeur des gages ; Poncet de Champagnac, receveur des amendes ; François Saunier et Claude Brosson,

(1) Fonds Lespine, vol. XIII.

huissiers. L'installation se fit en grande pompe ; quelque temps après, on ajouta trois conseillers : Jean Faure, François de Melle, avocat en la cour de Bordeaux, et Pierre Blanchier, avocat du roi au siège de Sarlat. La salle haute du consulat n'étant pas assez grande pour suffire aux réunions de la Cour des Aides et du présidial, celle des Aides fut transférée au couvent des Jacobins et, quelque temps après, à la maison du sieur de Meymy d'où elle revint à la maison commune par la cession que lui en firent les juges présidiaux qui tinrent leurs séances au couvent des Augustins.

L'établissement de cette cour hâta indirectement l'apostasie de la ville de Bergerac (1). Poynet, lieutenant du roi, y tenait la main ferme à l'exécution des édits et la bride courte aux calvinistes ; mais, s'étant fait pourvoir d'un office de second président, il résigna sa charge de lieutenant du roi en faveur de son frère Pierre, qui était, en secret, partisan des idées nouvelles ; ce dernier favorisa le prêche de l'hérésie et, en moins de six mois, la ville presque entière l'avait embrassée et aussi grâce au voisinage de Ste-Foy (2) qui, depuis longtemps, avait adopté la nouvelle doctrine et d'où les ministres protestants faisaient une active propagande. D'abord Pierre Poynet n'agit qu'en sous-main, mais bientôt soutenu par un plus grand nombre de prosélytes, il osa autoriser la démolition des bâtiments ecclésiastiques et la persécution des prêtres et des religieux ; le curé de St-James, Jean Galajou et un autre prêtre, Antoine Benteynac ou Bentajou, furent, dans leur église, accablés de coups, si bien qu'ils en demeurèrent sourds le reste de leur vie ; ils eussent probablement été massacrés sans le secours de quelques catholiques qui les arrachèrent aux mains de ces furieux et les firent sortir de la ville dans des tonneaux.

L'an 1555 vit mourir Henri d'Albret, roi de Navarre, à

(1) Le P. Dupuy, tome II, page 179. — Jurades de Bergerac.

(2) Sainte-Foy sur Dordogne (Gironde).

Pau ; son gendre Antoine de Bourbon hérita de ses droits (1).

Pendant cette année et les années suivantes, des persécutions s'élevèrent contre les protestants, non seulement dans les pays étrangers, tels que l'Allemagne et l'Angleterre, mais aussi en France, dans plusieurs provinces ; ainsi, Arnaud Monier, de St-Emilion, et Jean de Cases, de Libourne, furent condamnés comme hérétiques et brûlés publiquement ; Philippine de Luns, du Périgord, veuve du sieur de Graveyron, fut étranglée à Paris et son corps jeté au bûcher ; le martyrologe des protestants donne une longue liste des victimes de ces persécutions exercées contre les nouveaux sectaires. Malgré tout, l'idée marchait en raison peut-être du péril qu'il y avait à l'adopter. Le fanatisme grandissait dans le cœur des persécutés, en raison directe des maux qu'on leur faisait subir, et bientôt, les protestants, nombreux, bien commandés, devaient se lever en armes et pendant presque un demi-siècle, sans repos, sans trêve pour ainsi dire, couvrir la France de sang et de ruines, donnant au monde le désolant spectacle de parents, d'amis, combattant les uns contre les autres. Ainsi, combats, meurtres, pillages, incendies, cruautés sans exemple et sans nécessité, désordres inouïs, anarchie, disettes (2), toutes les calamités au-dessus desquelles planent les malheureuses et tristes figures des Valois. Les seconds Valois, race chevaleresque mais faible, qui, tant elle a souffert, tant elle a été poursuivie par le malheur et tant aussi elle a commis de fautes qu'elle eût pu, ce semble, éviter, qu'on serait tenté de croire à la fatalité. Ils moururent tous jeunes, de mort violente ou de maladies extraordinaires ; auprès d'eux veillait leur mère, l'implacable Cathe-

(1) Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, fils de Charles de Bourbon et de Françoise d'Alençon. Il mourut aux Andelys, le 17 novembre 1562 des suites de ses blessures. — Son frère, Louis de Bourbon, né en 1530 devint, en 1561, le chef du parti protestant.

(2) En cette année 1555, plus de quinze cents personnes, parmi lesquelles le consul Boudin, périrent à la suite d'une épidémie à laquelle vint se joindre une disette de blé.

rine de Médicis, aussi cruelle qu'ambitieuse, variable dans ses opinions autant qu'impérieuse, ne reculant devant rien pour imposer ses volontés et faire triompher ses projets bons ou funestes.

1559. — En 1559, Henri II irrité des progrès du calvinisme, assembla le Parlement pour qu'il eût à régler le genre et la sévérité des peines qu'on devait infliger aux protestants et tenir la main à l'exécution des édits précédents. Le Parlement, dont plusieurs membres avaient embrassé le culte nouveau fut pour l'indulgence. Louis Du Faur et Anne Dubourg s'élevèrent avec vigueur contre les supplices ; le président Ranconnet, Paul de Foix, Fumée, parlent dans ce sens ; le roi vient lui-même au Parlement accompagné des Guises et de Montmorency (14 juin) (1) ; il écoute, d'abord avec calme, enfin, il éclate et fait jeter les conseillers récalcitrants à la Bastille.

Pendant ce temps deux mariages se préparaient à la Cour ; celui d'Élisabeth, fille du roi, avec Philippe II, roi d'Espagne ; il se fit par procureur, le 27 juin, et celui de Marguerite, sœur du roi, avec Philibert de Savoie, qui allait avoir lieu. Pour célébrer cette double union, la Cour était en fête ; des carrousels et des joutes se faisaient tous les jours entre les courtisans quand, le 29 juin, le roi voulut courir une lance avec le comte de Montgomery (2), capitaine de ses gardes. Ils courent, la lance de Montgomery se brise et du tronçon qui lui reste à la main il enlève la visière du casque d'Henri II et lui traverse l'œil ; le roi tombe de cheval ; aussitôt il est transporté à l'hôtel des Tournelles. En vain André Vésale, un des plus renommés chirurgiens de l'époque, arriva de Bruxelles, envoyé en toute hâte par Philippe II ; tout fut inutile, un abcès se forma dans la tête, et le 10 juillet, onze jours après sa blessure, Henri II mourut ; deux jours avant, le mariage de sa sœur avait été célébré sans cérémonie dans la chapelle du palais.

(1) Anne de Montmorency, maréchal de France, mort en 1567.

(2) Gabriel de Montgomery, exécuté en 1574.

Lamême année mourut à la Bastille Aimar de Ranconnet (1), président aux enquêtes au Parlement de Paris, que nous avons vu arrêté par ordre du roi ; il était issu d'une famille qui demeurait à Périgueux ; ses ennemis n'ayant pas de charges suffisantes contre lui, l'accusèrent d'un crime énorme qu'on lui imputa faussement et qui n'avait aucun rapport avec la religion. Il ne put supporter son infortune et se donna la mort ; c'était un habile et savant jurisconsulte ; mais ses goûts le portaient surtout vers l'étude des lettres.

François II, âgé de seize ans, succéda à Henri II ; petit, pâle, atteint d'un mal intérieur, il ne pouvait vivre ; on en profita ; les Guises l'avaient déjà marié à leur nièce, Marie Stuart ; ils surent, comme on le sait, profiter de cette union pour s'emparer du pouvoir ; leur parti fut d'abord peu nombreux, mais bientôt il se forma et se réunit. Le cardinal de Montmorency, leur ennemi, avait aussi son parti déjà groupé autour de lui ; il écrivit en hâte au roi de Navarre de venir pour contrebalancer les prétentions des Guises par l'autorité de son nom et de son expérience ; mais il tarda trop et quand il arriva il reçut un accueil si froid des Guises et de la reine-mère, que, découragé, il se retira en Béarn sans plus vouloir entendre parler de rien. Les Guises, pendant ces indécisions, avaient su s'attacher Catherine de Médicis en abandonnant à sa colère les personnes qui lui déplaisaient ; elle avait besoin des princes lorrains contre le roi de Navarre qu'elle détestait ; aussi quand le connétable, que ces derniers ne pouvaient supporter, se présenta devant le roi pour lui remettre les sceaux, François, soufflé par elle, le remercia avec bonté, disant qu'il voulait soulager son grand âge ; Montmorency se retira à Chantilly ; mais plus tard, par un de ces revirements qui ne sont pas rares dans les luttes politiques, il devait se réunir aux Guises (1561). Le parti contraire avait à sa tête le roi de Navarre, le prince de Condé, son

(1) Aimar de Ranconnet, né à Périgueux vers 1498. Etudia à Toulouse, fut nommé en 1539 membre du Grand Conseil. (Voir l'abbé Audierne, *Périgord illustré*, p. 176.)

frère, et les trois Châtillon : Coligny, d'Andelot et le cardinal de Châtillon. Le duc de Montpensier et le prince de La Roche-sur-Yon restèrent fidèles au roi quoiqu'ils fussent de la maison de Bourbon.

Maîtres du pouvoir, les Guises en abusèrent pour autoriser les persécutions contre les protestants. Anne Dubourg fut condamné à être brûlé ; il mourut avec le plus grand courage ; le peuple de Paris, qu'on laissa faire, pillait les maisons des calvinistes ; on les massacra à leur refus de payer certaine aumône pour la Vierge.

Le 13 novembre, le Parlement de Bordeaux mande au cardinal de Lorraine qu'il va s'occuper de punir les personnes qui ont délivré et fait échapper des prisonniers accusés d'hérésie, qui étaient détenus à Bergerac et à Ste-Foy.

C'est de 1559 qu'il faudrait dater les premiers prêches à Sarlat par un nommé Etienne Gragnon, envoyé de Genève.

Enfin, le roi se rendit à Blois (1560), sous le prétexte de rétablir sa santé ; les Guises l'y accompagnent ; une conjuration se forme pour les enlever et mettre à leur place un prince du sang, le prince de Condé. Le complot, conduit par La Renaudie (1), gentilhomme périgourdin, échoue. La Cour prévenue à temps s'était retirée à Amboise ; les soldats de La Renaudie, parmi lesquels se trouvaient peu de gentilshommes, sont défaits, tués, pris et pendus ; lui même est tué quelques jours après dans la forêt de Château-Renaud par son cousin, Pardaillan, qui était à la chasse des conjurés avec quelques cavaliers royaux ; le baron de Castelnau, qui était aussi du Périgord, fut la cause de la non réussite du complot ; il fut attaqué par les troupes royales et, au lieu de se défendre jusqu'à l'arrivée de La Renaudie, il parlementa et se rendit à discrétion sur la foi du duc de Nemours, ce qui ne l'empêcha point d'être mis en prison et étranglé peu de temps après. Malgré l'édit de pacification de Fontainebleau qui suivit de près (16 août 1560) la conjuration d'Amboise,

(1) Geoffroy de La Renaudie, ou Jean du Barry, sr de La Renaudie, né au château de ce nom, près de Champagnac-de-Belair.

la guerre éclatait partout ; Mouvens (1), en Provence , du Puy-Montbrun, en Dauphiné (2), commençaient leurs campagnes ; les idées nouvelles faisaient des progrès dans le Périgord ; à Sarlat, François de Sennetère étant évêque, quelques huguenots firent venir un ministre nommé Raymond de Roy, ancien religieux de Saint-Benoît à Uzerche, et le firent prêcher ouvertement dans leurs maisons malgré l'opposition des catholiques ; les protestants de Montignac (3) appelèrent un ministre du nom de Richard, natif d'Orléans, le firent prêcher en place publique, pillèrent les églises et brisèrent les images des autels ; ce mouvement eut pour promoteur le procureur d'office de la terre de Montignac, Arnaud de Bord.

Le 18 août 1560, le Parlement de Bordeaux se plaint des agissements du sieur de Meymy, seigneur de La Feuillade (4) et prie le roi de veiller à cette affaire qui menace de devenir grave et que notamment, à Mussidan, il y a des assemblées que les officiers du roi ne peuvent empêcher et que les adhérents du sieur de Meymy sont armés et accompagnés d'arquebusiers qui mettent obstacle à ce que les gens de robe fassent leur devoir.

Par une lettre du 23 août, M. de Montréal est accusé d'avoir abandonné le château de Bergerac, dont il avait la garde et d'avoir ainsi permis à une bande d'hérétiques de délivrer le nommé Mathieu Lafleur, accusé du crime d'hérésie. Partout on fait des assemblées, des prêches : on baptise suivant la forme de Genève. Le 30 novembre, le maréchal de Biron (5) ayant appris que les huguenots voulaient, malgré

(1) Paul Richiend, sieur de Mouvens, en Provence, né à Draguignan, tué à Mensignac en 1568, calviniste.

(2) Charles du Puy, sr de Montbrun, calviniste, né en 1530, jugé, exécuté en 1575.

(3) Montignac, chef-lieu de canton (Dordogne).

(4) La Feuillade, château, paroisse de Coursac, près de Périgueux. Les d'Aix, ancienne famille du Périgord, étaient seigneurs de Meymy et de La Feuillade.

(5) Armand de Gontaut, baron de Biron, maréchal de France, né en 1524, tué à Épernay en 1592.

les édits, établir un ministre et des prêches à Sarlat, écrivit aux principaux habitants de ne rien tenter contre les édits du roi et de s'opposer à ces tentatives ; mais les habitants lui répondirent que cela n'avait rien été et que tout était tranquille.

A Bergerac, les ministres sont chassés ; mais il en revient d'autres et Biron va y demeurer quelques jours pour que rien ne s'y passe contre la paix et la tranquillité.

Le 24 février, ceux d'Issigeac (1) établirent un prêche dans l'église collégiale ; au mois de mars ils prirent l'église par violence, la pillèrent, brisèrent les autels et les images des saints, ils en firent de même dans les églises tout autour d'Issigeac.

Ce fut dans cette année qu'Armand de Gontaut-Biron, seigneur et baron de Salignac (2) embrassa le protestantisme avec toute sa maison ; il fut le père du baron de Salignac, ambassadeur de Constantinople en 1603. François II mourut le 5 décembre 1560, cinq jours avant l'ouverture des États-Généraux à Orléans ; cet événement sauva le prince de Condé qui venait d'être condamné à avoir la tête tranchée pour ses complots contre le roi.

Charles IX, âgé de dix ans, frère de François, régna à son tour ; Catherine fut régente et le roi de Navarre déclaré lieutenant-général du royaume ; son frère, Condé, sortit de prison. Les États d'Orléans n'ayant plus de but, puisqu'ils avaient été assemblés pour légitimer la condamnation du prince de Condé et n'ayant pas de mission spéciale pour satisfaire à une dette de quarante-trois millions, furent clos et prorogés au mois de mai.

Tout en ce moment semblait conjuré contre les Guises ; le roi de Navarre, le connétable, les Châtillon menaçaient de quitter la cour et de faire déclarer roi de France le roi de Navarre, si la cour n'éloignait les princes lorrains ; la reine-mère les soutint et bientôt le connétable fut conduit à se

(1) Issigeac, chef-lieu de canton (Dordogne).

(2) Salignac, chef-lieu de canton (Dordogne).

réunir à eux et au maréchal de Saint-André ; ce fut ce qu'on appela le Triumvirat ; pour soutenir cette association, il fallait un chef puissant. On choisit le roi d'Espagne, ennemi et persécuteur des protestants, qui s'engagea à faire, au besoin, entrer une armée en France. Il y eut alors deux partis : celui des triumvirs avec les catholiques et celui des mécontents avec les protestants. Ceci se passait en 1561.

1561. — Le 28 janvier, le Parlement de Bordeaux prévient le roi que quelques meurtres, scandales et séditions sont arrivés à Sarlat ; le roi en prévient M. de Burie (1), son lieutenant-général, pour qu'il y mette ordre.

Quelque temps après, le 15 juin, M. de Burie rend compte au Parlement de sa mission ; il se plaint des excès commis par les protestants qui s'emparent des églises, abattent les autels, les croix, les bénitiers, brûlent les livres *messaux* et les ornements ; empêchent le service divin ; ils refusent de payer les droits de l'Eglise, menaçant de ne plus payer la taille et les droits aux seigneurs. Les protestants cherchaient, on le voit, à imposer leurs doctrines par la terreur et en faisant disparaître tous les éléments du culte catholique, par la destruction, l'incendie et le pillage de ce qui ne pouvait être un profit pour eux.

Ce fut en cette année qu'un ministre protestant de Genève, Simon Brossier, après plusieurs voyages en France, s'arrêta à La Rochebeaucourt (2), prêchant l'hérésie dans les châteaux environnants et peu à peu s'approchant de Périgueux. Pierre Fournier, d'une noble famille d'Auvergne, venait d'être nommé évêque de Périgueux ; c'est vers cette époque qu'écrivait Jean Talpin, chanoine théologal de Périgueux et qu'il publiait son livre de controverse : *De l'Essence du sacrifice de la messe*, contre l'hérésie nouvelle.

Dès son arrivée dans la ville de Périgueux et quoiqu'il fût **malade**, Brossier commença à prêcher dans la cour de l'hôtellerie du Chapeau-Vert, près du pont que nous appelons aujour-

(1) Charles de Coucy, seigneur de Burie, lieutenant-général pour le roi en Guyenne, mort en 1565. Montluc lui succéda.

(2) La Rochebeaucourt, paroisse de la Dordogne.

d'hui Pont-Vieux. Les officiers de justice s'émurent de ses progrès et Brossier, ou plus malade ou craignant d'être arrêté, se retira au château de la Feuillade appartenant au sieur de Meymy, où l'on conjecturait que le Trésor du chapitre avait, été caché par les chanoines de cette famille et qui avaient, dès le commencement du protestantisme dans la province, apostasié ; on avait les preuves que Brossier avait poussé plusieurs Réformés à la révolte et, en effet, on avait remarqué quelques petits groupes qui étaient entrés dans la ville ; enfin, Antoine de Chilhaud, maire, avait interrogé un cordonnier limousin pour savoir qui avait baptisé son fils. Cet homme lui répondit qu'un valet de Meymy l'avait porté à la Feuillade où Brossier l'avait baptisé et lui avait donné le nom d'Abraham. Le maire, d'après tous ces symptômes, eut peur d'un mal qui tous les jours semblait s'aggraver ; il résolut de faire épier Brossier et de s'en emparer ; bientôt en effet il fut pris et mis en prison. Mais très peu de jours après parut l'édit de janvier 1562 qui révoquait celui de l'année précédente, défendait que les partisans de la nouvelle religion fussent emprisonnés ou subissent quelque peine que ce fût, s'ils n'avaient fait que leurs prêches ou leurs prières. Dès lors, Brossier, devenu libre, put « dresser une église bien polissée », selon l'expression du P. Dupuy.

Le 16 avril 1561, l'église cathédrale de Sarlat fut sécularisée et ses religieux faits chanoines ; leur monastère s'appelait le monastère de St-Sacerdos de Sarlat ; il fut reconnu par Louis le Débonnaire, vers l'an 813 ou en 816, à la condition qu'il serait réformé selon la règle de St-Benoit ; une sécularisation était demandée depuis longtemps et elle n'occasionna aucune difficulté, ni de la part des autorités, ni de celle des religieux. Nous avons vu que les luthériens faisaient prêcher dans leurs demeures ; ils ne s'en contentèrent pas, car ils se saisirent de l'église paroissiale et y firent leurs assemblées, la gardant comme une citadelle jusqu'à ce qu'enfin M. de Losse, lieutenant du roi en Périgord, se vit obligé de venir avec des troupes pour la remettre aux mains des catholiques (1).

(1) Chanoine Tarde, p. 231.

1561. — Le 25 avril 1561, plusieurs de la ville de Périgueux, la plupart étrangers et nouveaux venus, furent à la Feuillade, appartenant au seigneur de Meymy, « oyr un ministre nommé Brossier, lesquels se partirent en deux bandes et vindrent le soir, une partie du cousté du Pont, et de l'autre cousté et devers la Cité, le seigneur de Meymy avec plusieurs autres armés de pistolets, qui allèrent premièrement à la maison de Jean Després, chantre, où estoit M. le Séneschal ; et craignant qu'on l'offensât et que les luthériens voulussent saisir la ville, y fut mis ordre et empesché en diligence leur desseing. Monsieur le Seneschal nous enjoinhit ledit jour fermer les portes, fors que deux et nous tenir preis en armes » (1).

Les protestants d'Issigeac, toujours en mouvement, pillèrent les églises de Montaut, Monmarvès et autres du voisinage, telles que St-Pardoux et Monsaguel, brisèrent les autels, pillèrent les reliques des saints, brûlèrent les livres et les vêtements sacerdotaux ; ils empêchaient les chanoines d'Issigeac d'entrer dans l'église : le sieur de Burie vint pour y mettre de l'ordre ; mais après son départ, les protestants, comme tous les révolutionnaires, ne se crurent pas liés par le compromis qui avait été passé et s'emparèrent de nouveau de l'église.

Une troupe de protestants ayant échoué dans une tentative sur Beaumont (2) fut poursuivie par le capitaine Flaugeac de Bigarroque et rejointe près de Monsac (3) ; elle fut taillée en pièces et dispersée.

Le 6 décembre 1561, Jean Delpeyrat, luthérien des plus ardents, fut enterré, dit le chanoine Tarde (4), dans le fanal du cimetière ; c'est la première personne que Sarlat vit enterrer à la luthérienne.

Dans le cours de cette année, les Réformés s'emparèrent du couvent des Cordeliers, situé hors des murs de Montignac, et

(1) Archives communales, FF. 174.

(2) Beaumont, chef-lieu de canton (Dordogne).

(3) Monsac, paroisse, canton de Beaumont (Dordogne).

(4) Chanoine Tarde, p. 230.

le livrèrent au pillage ; en 1568, Jean de Losse, pour réparer ses pertes, y fonda un obit et lui fit un don important d'ornements sacerdotaux. Quelque temps après, à la suite d'un prêche comme en faisaient les ministres qui parcouraient le pays, un frère mineur du nom d'Esnarius Vinacrius fut blessé d'un coup d'arquebuse et achevé d'un coup d'épée.

La même année, les États de Périgord s'étaient assemblés à Périgueux ; les États se refusèrent à consentir à ce qui était précisément le but de leur réunion ; il s'agissait d'imposer le sel et le vin ; mais l'année suivante, le roi Charles IX donna des lettres patentes qui établissaient un droit de cinq sous pour chaque muid et de sept soussix deniers pour chaque pipe, pendant dix ans.

Le syndic des États, Maillard, y forma opposition au nom de l'assemblée et l'impôt fut révoqué.

Il y a quelque différence entre ce temps et le nôtre au point de vue des libertés publiques ; nous n'engageons pas un conseil municipal ou général à prendre cette attitude vis-à-vis du pouvoir central.

Le colloque de Poissy (septembre 1561), réuni pour réformer la discipline ecclésiastique et pour satisfaire à la fois les protestants qui voulaient un concile et le pape qui le redoutait, n'eut pas tout le succès qu'on en attendait ; cependant de ses délibérations sortit un édit, l'édit de janvier 1562, dont voici les principaux articles :

Les protestants rendront aux catholiques (aux prêtres) les églises, maisons, terres dont ils se sont emparés, ils ne renverseront à l'avenir ni les croix, ni les statues des saints, ni les images et ne feront plus rien qui puisse troubler la tranquillité publique et les contrevenants seront punis de peine de mort. Les protestants ne pourront, sous aucun prétexte, se réunir dans l'enceinte des villes et leurs prêches devront se faire hors des murs ; ils ne pourront créer pour eux de nouveaux magistrats ; ils ne feront ni levées de troupes, ni traités, ni ligues défensives ou offensives, etc.

Catherine de Médicis envoya Blaise de Montluc en Guienne avec mission de faire exécuter l'édit.

Le massacre de Vassy détruisit l'effet que pouvait avoir cet

édit ; bientôt après, un nouveau massacre de protestants eut lieu à Sens ; la guerre s'alluma de toutes parts ; dans toutes les provinces, catholiques et protestants sont aux prises ; ces derniers s'emparent en peu de temps de Rouen, Dieppe, le Havre, Granville, Cherbourg, Coutances, Bayeux, Falaise, Saint-Lô, Le Mans ; partout les représailles sont terribles. Guise entre à Blois et quoique sans combat, il l'abandonne à toute la fureur du soldat qui pille, tue et noie les protestants sans distinction d'âge ou de sexe ; à Mers, ville voisine, il y eut aussi une affreuse tuerie. Un arrêt violent du Parlement vint encore augmenter les désordres et la fureur des deux partis.

Cet arrêt déclarait les protestants proscrits et ordonnait aux catholiques de prendre les armes, de sonner partout le beffroi, de poursuivre et de tuer les hérétiques. Cet arrêt que les curés lisaient au prône tous les dimanches, fut le signal d'horribles attentats ; les paysans se croyant autorisés à prendre les armes abandonnèrent leurs champs, se réunirent en troupes et se nommèrent des chefs, les plus féroces et les plus pillards d'entre eux, pour voler, saccager, massacrer ; le Vendômois fut le théâtre de sanglantes horreurs ; le Langue-doc, le Lyonnais, la Saintonge furent aussi troublés par de semblables luttes ; à Limoges, les protestants formèrent le projet de s'emparer de la ville, mais ils furent découverts ; chassés, ils se retirèrent à Confolens (1).

Peu de temps après, les habitants de Châlus (2) et les paysans des environs vinrent assiéger le château de Montbrun dont ils s'emparèrent ; heureusement que Gilbert de Lévis de Ventadour, gouverneur de la province, sut rétablir l'ordre et le maintenir pendant quelque temps.

La Guienne et le Périgord n'étaient pas plus tranquilles que le reste de la France ; M. de Coucy-Burie était lieutenant du roi de Navarre en Guienne ; un grand nombre de personnes

(1) Confolens, chef-lieu d'arrondissement (Charente).

(2) Châlus, chef-lieu de canton (Haute-Vienne).

voulaient le remplacer par Montluc (1), d'Escars (2) ou Sansac. Trois mille personnes et à leur tête Christophe de Roffignac, président au Parlement de Bordeaux, et Antoine de Noailles, gouverneur du château du Hâ, signèrent un acte par lequel on demandait au roi de remplacer Burie par un des trois personnages désignés dans cet acte; le roi refusa d'y entendre et maintint Burie.

C'est en cette année 1562 que la maison commune du Consulat de Bergerac fut brûlée par les gens de guerre ainsi que tous les papiers et titres qu'elle contenait; le feu y fut mis par ordre de Clermont de Piles, qui y assiégeait des soldats catholiques; le feu y dura deux jours entiers, rapporte une enquête de 1600. Les ministres protestants qui avaient gagné à la cause de la Réforme, non seulement un grand nombre d'habitants, mais encore les religieux des couvents des Jacobins, des Cordeliers et des Carmes, firent démolir l'église du prieuré de Sainte-Catherine du Mercadil; sur son emplacement fut élevé un temple que desservit un moine apostat, d'origine écossaise, nommé le Cocq. — L'église actuelle de Notre-Dame a remplacé ce temple.

Armand de Gontaut (3), seigneur de Saint-Geniez, gouverneur pour le roi de Navarre en Périgord, prévenu des cruautés qu'Arnaud de Bord exerçait à Montignac, attaque le château avec quelques troupes, s'en empare au bout de trois jours; les assiégés vivement pressés se rendirent à discrétion; seize des plus compromis parmi lesquels un ministre, Richard, furent pendus incontinent sur la place de Montignac; Arnaud de Bord, pour des raisons particulières, ne fut exécuté que quelques jours plus tard, juste représaille de

(1) Blaise de Montluc, fils de François de Montesquiou et de Françoise d'Estillac, chevalier de l'ordre en 1555, colonel de l'infanterie française en 1558, lieutenant du roi en Guienne en 1565, maréchal de France en 1574, mort à Condom, en 1577.

(2) François de Pérusse, comte des Cars, fils de Jacques et d'Anne de l'Isle-Jourdain; il épousa Claude de Beauffremont et en 2^e noces, Isabeau de Beauville, veuve de Montluc.

(3) Armand de Gontaut sieur de Saint-Geniès, baron de Badefol, protestant, sénéchal de Béarn, etc., mort en 1594; il avait épousé Jeanne de Foix.

l'exécution qu'il avait ordonnée du capitaine la Chiliaudie, sur lequel il avait pris le château.

Au mois de mars 1562, Montluc vint assiéger Mussidan avec deux ou trois canons; il fit une brèche aux murailles, mais il ne donna pas l'assaut; il se retira après avoir perdu une centaine d'hommes et s'en alla à Sainte-Foy, rappelé par commandement exprès pour garder la Dordogne et s'opposer au passage de la rivière par l'armée provençale qui venait renforcer les protestants (1).

Après la prise d'Orléans par le prince de Condé, Bergerac se déclara pour ce prince, ainsi que plusieurs autres villes de Guienne; Agen et Angoulême furent prises par les protestants; ils subirent cependant un échec à Targon, en Agenais; M. de Duras (2) y fut battu par Montluc; les pertes qu'il y fit ne lui permettant plus de tenir la campagne, il se retira sur Ste-Foy en Périgord et de là à Bergerac, ensuite sur Tonneins, pendant que Montluc (3) continuant ses exploits s'emparait de Saint-Macaire, de Bazas, de La Réole et de Monségur sur Drot.

Duras s'occupait d'organiser une nouvelle armée quand la reine de Navarre, Jeanne d'Albret, qui revenait de la Cour en ses Etats, le fit appeler pour s'entendre avec lui sur les moyens de rétablir les affaires des Réformés; Duras fut la trouver à Caumont (4) où elle s'était retirée de Nérac et de Marmande où elle ne se croyait pas en sûreté contre les attaques de Burie ou de Montluc. Après cette entrevue, Duras retourna à Tonneins, mais il fut bientôt obligé d'en sortir et de se réfugier à Bergerac, Montluc avançant avec des forces supérieures.

(1) Voir *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XI p. 394, une commission de Montluc pour faire mener des vivres devant Mussidan, pour les troupes qui assiégeaient cette ville, *Commentaires de Montluc*, t. I.

(2) Symphorien de Durfort, seigneur de Duras, fils de François de Durfort et de Catherine de Gontaut-Biron.

(3) Chanoine Tarde, p. 232 - 233 et suiv.

(4) Caumont (Lot-et-Garonne).

Cependant les protestants reformaient leur armée : Mauvezin avait levé des troupes dans le duché d'Albret ; les deux frères de Puch de Pardailhan et les trois Lescure-Savignac avaient été envoyés par Duras à Bourg-sur-Gironde, pour lui amener des troupes qui lui venaient de Marennes ; ils revinrent avec le capitaine Bordet, lieutenant du comte de La Rochefoucauld, qui conduisait soixante gendarmes, deux-cents mousquetaires à cheval et deux compagnies d'infanterie ; ils lui portaient en même temps, de la part du prince de Condé, l'ordre de se mettre en marche et de venir le rejoindre à Orléans. Sur son passage, Bordet avait forcé et pillé la ville de Saint-Astier où les soldats égorgèrent douze prêtres, sans parler des habitants.

Le 26 août les protestants, conduits par Bordet et autres chefs protestants, s'emparèrent de La Linde. Ils entrèrent par une petite porte située près de la rivière, appelée porte de la Fontaine, et par un trou qu'ils firent à la muraille du cimetière. Maîtres de la ville, ils pendirent le premier consul, le vicaire et six autres prêtres ; ils massacrèrent plusieurs habitants et, après y avoir séjourné trois jours, ils s'en allèrent après avoir pillé et brûlé l'église, laissant la ville pavée de corps morts et de sang caillé, rapporte Tarde ; les portes de la ville brûlées. Cruelle réformation de l'évangile ! ajoute-t-il.

Il alla rejoindre Duras en Quercy, passant par Sarlat, Carlux et Gourdon, pillant sur son chemin les églises, et massacrant les prêtres. Sur ces entrefaites, mourut le roi de Navarre d'une blessure peu dangereuse, mais mal soignée, qu'il venait de recevoir au siège de Rouen ; il mourut aux Andelays d'une fièvre violente qui l'emporta en peu de jours.

Rouen fut bientôt pris par les troupes catholiques ; la reine était au camp, qui en commandait le siège, et Montmorency défendait la ville (1). Condé, inquiet de n'avoir pas de nouvelles de d'Anelot (2) qui devait lui amener des troupes, mécontent

(1) de Thou, *Histoire universelle*, Londres 1754, p. 417. Théodore de Bèze' *Histoire universelle*.

(2) d'Anelot, François de Coligny, troisième fils de Gaspard de Coligny et de L. de Montmorency.

de la défaite de Duras à Targon (1) fut pour ainsi dire accablé quand il apprit la perte d'une place aussi importante. Duras cependant se rendait à ses ordres, après s'être emparé de Mercuès, château et demeure des évêques de Cahors ; il tira vers le Périgord, marchant sur Sarlat (2) qu'il voulait prendre ; il avait fait venir des canons de Montauban ; il battit la place pendant trois jours, elle était défendue par Jean de Sennecière sieur de Fontenilles ; Charles de Carbonnières, sieur de Jayac et d'Archiniac ; le jeune Périgord, Claude des Martres, et Raymond de Bertin sieur de la Reymondie. Lecapitaine Flaugeac entra le second jour dans Sarlat, envoyé avec soixante hommes pour défendre la ville, par Burie qui lui-même n'était pas très éloigné et qui surveillait les mouvements de l'ennemi. Les assiégés se défendirent vigoureusement, tuèrent les artilleurs assiégeants, faisant ainsi cesser le feu de leur batterie. Malgré cela, Duras tenta plusieurs attaques ; toutes échouèrent et le 6 octobre, apprenant que Burie était aux Mirandes, il leva le siège et partit, se dirigeant vers Meyrals (3) et Tayac (4). En se retirant il incendia les faubourgs et le château de Temniac (5), ruina le couvent des Cordeliers et mit le feu aux bâtiments et aux récoltes et provisions dont ils ne purent se servir.

Burie se contentait d'observer les troupes protestantes ; il avait avec lui M^{re} de Foix-Candale, Jean d'Escars de la Vauguon, Louis d'Estissac, G. de Caumont-Lauzun et François de Chavigny. Montluc, glorieux de la prise de Lectoure, vint le rejoindre avec cinq enseignes d'infanterie et ses soldats espagnols, fameux pour leur courage, mais aussi pour leur cruauté ; il passa par Belvès et Siorac ; Burie était aux Mirandes. Duras avait établi son camp sur les bords de la Vézère, près de Fages.

(1) Targon, bourg, près de Cadillac (Gironde).

(2) Chanoine Tarde, p. 232 - 234.

(3) Meyrals, commune du canton de Saint-Cyprien (Dordogne).

(4) Tayac, commune du canton de Saint-Cyprien (Dordogne).

(5) Temniac, près de Sarlat.

Montluc passa la Dordogne à gué avec quarante ou cinquante cavaliers ; il manda à Burie de passer aussi la rivière en l'engageant à livrer la bataille, mais Burie voulut attendre les ordres du duc de Montpensier ; malgré cette divergence d'idées, il avertit Burie qu'il allait passer la Vézère avec ses troupes et il emmena avec lui d'Argence et du Courré(1). Les huguenots apprenant la marche des catholiques, délogèrent de leur camp sur la Vézère, mais ils ne se hâtaient point, ayant de bons refuges à Cendrieux et à Vergt ; ils négligèrent donc de passer l'Isle, comme quelques-uns le voulaient, ne croyant pas que Montluc était aussi près d'eux.

Sur ces entrefaites, cependant, Burie rejoignit Montluc ; il voulait encore temporiser et écrire au duc de Montpensier, mais Montluc s'obstina à vouloir donner bataille et en prit sur lui les suites.

Jamais, dans une armée, joie ne fut plus grande que dans l'armée catholique à la nouvelle que le combat était décidé. Burie lui-même, secouant sa lenteur, fit paraître plus de vivacité qu'à l'ordinaire ; il marchait à la tête de la cavalerie et Montluc tenait l'avant-garde avec cinquante hommes ; Burie logea à Sainte-Alvère ; Montluc en y arrivant avait appris que les huguenots avaient leur artillerie à Vergt et que Duras était à Cendrieux, que Salignac et Langoiran occupaient les maisons devant le bourg ; que du Puch et quelques autres étaient allés à la chasse d'un air aussi tranquille que si l'on avait été en pleine paix.

Montluc, espérant surprendre l'ennemi, marcha sur Vergt, et Montferrand attaqua les maisons où étaient Salignac et Montaut qui faisaient préparer leur souper en attendant Pardaillan ; il les surprit et les fit prisonniers. On s'inquiéta peu de cet événement dans l'armée de Duras ; on crut que c'était une attaque de la garnison de Périgueux qu'on savait battre le pays de ce côté là ; les troupes de Burie passèrent la

(1) Le P. Dupuy, t. II, p. 188, *Commentaires de Montluc*. Paris, Hachette 1872, t. III, p. 128. De Thou, *Histoire universelle*, t. IV, p. 442. Londres, 1754, in-4°. *Arch. hist. de la Gironde*, t. XVII, p. 280.

nuît sur pied, et de grand matin elles étaient prêtes au combat. Duras, toujours plongé dans une sécurité qui devait lui être fatale, ne fit pas même reconnaître les troupes catholiques; cependant il jeta dans un bois un détachement de cavalerie et cent arquebusiers à pied pour surprendre ceux qu'il croyait être la garnison de Périgueux. Montluc avançait toujours; les compagnies de Burie, de La Vauguyon, de Randan, s'égarèrent en voulant le rejoindre et furent tomber dans l'embuscade; le capitaine Bordet attaqua par derrière la compagnie de Burie, elle plia d'abord; mais M. de Fontenilles étant survenu rétablit le combat et repoussa Bordet. Duras reconnut alors, mais trop tard, qu'au lieu d'avoir affaire avec la garnison de Périgueux, il avait sur les bras toute l'armée de Burie. Pardaillan, qui au premier bruit était revenu de la chasse, lui fit les plus vifs reproches de ce qu'il ne s'était pas mieux tenu sur ses gardes; il voulait qu'on risquât le combat, mais Duras et Bordet lui répondirent qu'on avait le temps d'arriver à Montanceix avant que l'action ne fût engagée et de mettre l'Isle entre eux et l'ennemi; en conséquence, ils donnèrent l'ordre de battre la marche pour faire avancer l'infanterie; Ste-Hermine, commandant de l'artillerie, dut la placer au centre de l'armée et pressa la marche autant que possible. Duras se chargea de conduire l'arrière-garde qu'il couvrit d'une compagnie de cavalerie et d'une troupe d'arquebusiers à cheval. Il était trop tard, Burie était déjà dans la plaine de Vergt; s'apercevant de ce qui se passait, il fit placer quatre canons sur une éminence et marcher l'armée des deux côtés de la plaine, le capitaine Masses à droite, les compagnies du roi de Navarre et de Montluc à gauche, le reste de la cavalerie suivait ainsi que l'infanterie française derrière laquelle marchaient les Espagnols. Montluc s'avança avec MM. de Montferrand et de Cazelles, tandis que les chefs ennemis tenaient encore conseil sous un arbre. Voyant l'infanterie huguenote se mettre en route, il dit à M. d'Argence : « Nous sommes déjà vainqueurs, voilà nos ennemis qui ont peur; la victoire est à nous, dès que nous les suivrons ils prendront la fuite. »

Il y eut néanmoins un moment d'hésitation dans l'attaque;

plusieurs voulaient attendre l'infanterie pour tomber sur l'ennemi avec toutes les forces, mais Montluc craignant qu'il ne gagnât les hauteurs où il se serait défendu avec plus d'avantage comme à Targon, soutenait qu'il fallait incontinent fondre sur lui avec la cavalerie pour ne pas lui donner le temps de se reconnaître. Cet avis prévalut, M. de Burie ayant fait tirer le canon, Montluc profitant du trouble que les boulets venaient de produire dans les rangs ennemis s'écria : « Carguo, Carguo » et donna tête baissée sur leur cavalerie ; il la culbuta. Le capitaine Masses, voyant que l'artillerie se tenait en bon ordre au pied de la colline y accourut avec M. de Fontenilles et la chargeant vigoureusement la met en déroute et s'empare des canons. Le combat avait lieu dans la plaine et les vignes qui l'entourent ; quelques huguenots ayant voulu s'enfuir dans un bois châtaignier qui était à gauche de la plaine, les Espagnols et les Gascons s'amusaient à leur tirer des coups de mousquet au moment où ils couraient d'un arbre à l'autre ou essayaient d'y monter pour se cacher dans le feuillage (1). Montluc courut le risque d'être pris ou tué, car serré de près par trois piquiers et son cheval blessé au nez et à la tête, il allait succomber quand il fut dégagé par le capitaine Baritault qui eut son cheval tué sous lui. On admira dans les rangs catholiques la valeur que déploya M. d'Argence. Les huguenots furent poursuivis pendant plus de deux lieues par la cavalerie catholique ; on prit sur eux dix-neuf enseignes d'infanterie et cinq cornettes de cavalerie, qu'on envoya à M. de Montpensier ; les protestants perdirent plus de cinq mille hommes tués dans le combat sans compter les fuyards qui furent massacrés en grand nombre par les paysans. Peyrelongue, maréchal de camp de l'infanterie, fut grièvement blessé ainsi que Caumont, le frère de Duras et Louis de La Rochefoucauld-Montendre, qui fut fait prisonnier et dont on n'entendit plus parler. Les protestants rejetèrent la cause

(1) Il y a une cinquantaine d'années, on découvrit dans l'intérieur d'un gros châtaignier un squelette recouvert d'une cuirasse : un soldat huguenot s'était sans doute réfugié dans le creux de cet arbre et n'avait pu en sortir.

de leur défaite sur Peyrelongue quine disposa pas, disaient-ils, l'infanterie comme il avait été convenu, mais la véritable cause était dans l'indolence et la folle sécurité de Duras et dans la licence des soldats qui n'obéissaient pas à leurs officiers.

La bataille s'était donnée le 9 octobre 1562 (1).

En cette année, il y eut en Périgord une grande famine ; mais à Périgueux, par les soins du maire Bernard Jay de Beaufort, personne n'en souffrit l'extrême rigueur ; alors Périgueux était la victime des plus cruels fléaux de la colère de Dieu ; la guerre, la famine et la peste ; les huguenots devinrent plus hardis et semblaient épier toutes les occasions d'étendre leur religion ; la peste commença à se faire sentir dès le mois d'avril par des fièvres malignes ; le cri des mourants, l'odeur infecte des cadavres, faisaient de cette ville le tableau le plus effrayant de la misère humaine. Beaufort se multipliait avec la plus grande énergie et semblait se reproduire en mille endroits pour secourir les habitants malheureux ; lui seul et les consuls en avaient toute la peine ; les habitants les plus riches et les plus accrédités s'étaient éloignés ; cette peste dura jusqu'au mois d'août 1564. A Sarlat, la disette et les maladies firent d'aussi grands ravages, puisque tous les habitants quittèrent la ville, sauf un consul et quelques chirurgiens ; bref, toute la province souffrit de cette désolation qui se répandit de tous côtés.

Montluc et Burie, le lendemain de la bataille de Vergt, firent reposer leurs troupes dans les environs ; de là ils allèrent à Mussidan rejoindre le duc de Montpensier(2), laissant l'armée campée à Grignols et dans les villages voisins ; après s'être entendus sur les opérations à venir et les mesures à prendre à l'égard des protestants, ils se séparèrent, M. de Montpensier se dirigeant sur Barbezieux où on lui avait dit que Duras et La

(1) Voir Montluc ; le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. III, p. 95 ; De Thou, t. IV.

(2) Louis de Bourbon duc de Montpensier, prince de la Roche-sur-Yon, dauphin d'Auvergne, fils de Louis de Bourbon et Louise comtesse de Montpensier, sœur du connétable de Bourbon.

Rochefoucauld devaient se réunir et Montluc se retirant à Bergerac; le duc ayant appris que La Rochefoucauld s'approchait, il envoya aussitôt l'ordre à Montluc de revenir sur ses pas; en route, ce dernier rencontra des fuyards de la bataille de Vergt, il les tailla en pièces. Les huguenots s'étant retirés devant M. de Montpensier, il remercia Montluc de sa diligence et le congédia; ce dernier se retira à Bergerac par Saint-Privat près d'Aubeterre (1); y ayant trouvé les troupes espagnoles, il renvoya chez eux tous les volontaires et soldats du pays. La perte de la bataille de Vergt avait porté un coup terrible aux espérances des protestants en Guienne; il est probable que si le parti catholique eût été vaincu, le Périgord livré aux huguenots eût certainement embrassé l'hérésie, tandis que cette victoire abattit pendant quelque temps du moins leur puissance et leurs prétentions qui grandissaient tous les jours; mais Montluc, par la sévérité de ses ordonnances sut arrêter leurs progrès; on n'osait plus avouer qu'on appartenait au culte réformé; tout le monde allait à la messe; les ministres se cachaient et ne prêchaient plus qu'en secret, en s'entourant de toutes les précautions pour n'être pas découverts et sévèrement punis. Brossier ne fut pas prudent; il s'était réfugié au château de la Feuillade, mais il tomba de nouveau entre les mains de la justice et mis en prison; la sentence de mort prononcée contre lui était sur le point d'être confirmée à Bordeaux, quand il mourut en prison; sur le soupçon qu'il avait été empoisonné, on le fit ouvrir, mais on ne trouva rien qui prouvât cette supposition; il fut enterré au cimetière des pendus, ajoute le P. Dupuy, « où depuis par perpétuel anathème, les passants jettent une pierre sur son sépulchre. »

Le 19 décembre, l'armée du prince de Condé, après diverses tentatives dont une sur Paris, fut rejointe à Dreux par l'armée royale; la bataille fut sanglante et chèrement disputée; d'abord les catholiques furent repoussés, le connétable fut blessé d'un coup de pistolet dans la tête et fait prisonnier; le

(1) *Mémoires de Montluc.*

maréchal de Saint-André fut tué par un ennemi personnel; Condé pouvait se croire vainqueur, quand le duc de Guise, chargeant sur les reîtres occupés à piller, les mit en déroute; en vain Condé voulut résister, sa troupe fut culbutée et lui-même, pris par Damville, fils du connétable. Cet événement décida du succès de la journée en faveur du duc de Guise; des deux côtés on avait perdu sept ou huit mille hommes.

Un gentilhomme périgourdin, Armand de Clermont, s^{er} de Piles (1), réunit quelques amis protestants comme lui et se lia avec un nommé La Rivière, avocat, qui avait abandonné son métier pour celui des armes et ensemble ils se mirent à courir le pays. Le duc de Montpensier, en quittant la Guienne, avait donné le commandement de Bergerac à G. de Caumont-Lauzun, qui avait fait emprisonner une partie des protestants de la ville pour les punir du meurtre de Peyrere de Danguonnet, riche marchand et zélé catholique. Il avait été attaqué dans la rue par les protestants et laissé pour mort; il eut cependant la force de gagner son logis, mais ses ennemis l'ayant su enfoncèrent les portes, le daguèrent dans son lit et pillèrent sa boutique et sa maison; c'est à la suite de ce bel exploit que plusieurs d'entre eux furent arrêtés. Piles résolut de les délivrer; il entra soudain dans la ville avec trente hommes choisis et, profitant de la surprise où la ville et la garnison se trouvèrent, il se fit rendre les prisonniers et livrer des vivres. Aussitôt après ce coup hardi, il détacha le capitaine La Rivière sur Ste-Foy avec une poignée de paysans.

La Rivière surprit la ville par escalade et tua les quatre-vingts hommes de la garnison et abandonna Razat, qui y commandait comme lieutenant de Montluc, à la fureur du soldat et du peuple qui le mirent en pièces; près de là, avec cent vingt paysans et douze soldats, il attaqua Castaing de La Salle qui avait trois cents hommes de pied; il mit cette troupe en fuite après lui avoir tué cent vingt hommes et se retira au faubourg de la Madeleine de Bergerac, d'où il alla rejoindre

(1) P. Dupuy, t. II, p. 190.

de Piles qui venait de remporter un nouvel avantage près de Montagnac ; avec quinze cavaliers seulement il avait surpris Moncassin qui en avait trois cents et, à la faveur de la nuit, il le tua et s'empara de la plupart de ses chevaux (1).

Charles IX, voyant les inconvénients qu'il y avait à faire dater l'année à Pâques, et pour éviter la confusion provenant de l'inégalité de cette date, promulgua, en janvier 1563, un édit qui fixait le premier jour de l'année au 1^{er} janvier. Ce ne fut pas sans difficultés de la part du Parlement qui, à la faveur de son droit de remontrances, continua à dater ses actes selon l'ancien usage, pendant que les édits royaux le furent, l'année commençant au 1^{er} janvier ; enfin, après bien des difficultés, le roi eut raison des tergiversations du Parlement ; ce dernier cessa de résister après une dernière déclaration du roi, 11 décembre 1566, et le 1^{er} janvier suivant, 1567, fut adopté pour le commencement de l'année.

Les succès multipliés de de Piles donnèrent confiance en lui et relevèrent le courage des protestants encore sous le coup de leur défaite et des répressions violentes de Montluc ; ses forces augmentèrent et le mirent en état de tenter de nouvelles entreprises.

Dans la nuit du 15 janvier 1563 il se présenta sous les murs de Mussidan, dont les habitants l'avaient appelé, dressa des échelles et escalada les remparts du château dont il surprit la garnison endormie ; il la massacra et devenu ainsi maître du château, il le fut bientôt de la ville. Dès lors les protestants vinrent en foule le rejoindre et, à l'aide de ces nouveaux soldats, il défit le gouverneur du Périgord qui venait porter secours aux catholiques de Mussidan (2).

Quelque temps après, Piles fit une nouvelle tentative sur Bergerac ; il espérait y entrer par surprise à l'aide de fausses clefs, mais elles se brisèrent dans la serrure ; heureusement pour son parti, il avait des intelligences dans la ville ; un habitant, dont la maison touchait aux murs fit pratiquer une ouverture par laquelle pénétrèrent les soldats de Piles ; aus-

(1) de Thou, p. 491.

(2) de Thou.

sitôt il donna l'ordre de sonner les trompettes et de battre destambours ; la garnison effrayée et surprise fut bientôt forcée (1). Du Puch, commandant de la ville, se retira dans le château avec soixante-dix hommes, pendant que le curé de Saint-James, frère du sieur de Peyrarède, en ralliait quelques autres dans une tour, la tour de Malbec, près de la maison de ville ; tout ce qui resta dans les rues fut passé au fil de l'épée. Piles attaque d'abord cette tour, il la sàpe et la fait sauter ; ses défenseurs sont écrasés dans sa chute ; le curé échappa à la mort comme par miracle et voulut s'échapper ; il sauta dans le fossé et s'enfuit dans la campagne ; mais vivement poursuivi par les habitants eux-mêmes, il fut bientôt pris et conduit à de Piles qui le fit immédiatement pendre devant le château. Défendu par du Puch, le château tint plus longtemps ; la première cour cependant ayant été enlevée, il voulut parlementer et demanda à être reçu à composition. Piles refusa et bientôt du Puch, faute de vivres, fut contraint de se rendre à discrétion. Piles le fit passer par les armes avec toute la garnison malgré les clauses du traité. Maîtres de la ville, les protestants en chassèrent les catholiques ; les églises et monastères à plus de six lieues à la ronde furent pillés et renversés ; parmi les plus féroces destructeurs se firent surtout remarquer un prêtre renégat, ancien curé de Marsaneix, nommé Moureau Bertrand, et son frère notaire ; quelques années après, ils furent pris et condamnés à être roués vifs et brûlés sur la place de la Clautre, à Périgueux.

Dans les premiers jours de juin 1563, Bertrand d'Aix, seigneur de Meymy, obtint du roi Charles IX des lettres d'abolition en sa faveur pour entrer en possession des biens de son frère, Denis d'Aix, qui avait suivi l'armée du prince de Condé et avait été condamné à mort par le Parlement de Bordeaux et ses biens confisqués ; il obtint de jouir paisiblement de ces biens.

Armand de Clermont, après la prise de Bergerac, revint à Mussidan où il faisait élever de nouvelles fortifications et où il réunissait des vivres et des munitions ; en ce moment

(1) P. Dupuy, t. II, p. 191.

Montluc était à Bordeaux pour apaiser une émeute causée par des différends survenus entre Noailles, gouverneur du château du Hâ et Jacques de Lasgebaston, premier président du Parlement. Averti des progrès croissants de de Piles, il envoya pour les arrêter son fils, Pierre de Montluc, dit le capitaine Peyrot, avec trois pièces de canon tirées de Bordeaux et le chargea de se rendre maître de Mussidan. Mais le traité de pacification signé à Amboise, le 19 mars 1563, arrêta la guerre pour quelque temps ; Pierre de Montluc abandonna son entreprise et Piles rentra chez lui (1).

La même année et avant la paix, le duc de Guise fut tué au siège d'Orléans par Poltrot de Méré; c'était un gentilhomme angoumois, élevé parmi les pages de François Bouchard vicomte d'Aubeterre ; il était protestant et s'était attaché au service de M. de Soubise, sous lequel il avait servi pendant la dernière guerre (2).

Poltrot, irrité des succès du duc de Guise et peut-être aussi poussé, prit la résolution de le tuer ; on sait comment il y réussit ; ce meurtre n'empêcha pas Orléans d'être pris ; les calvinistes l'évacuèrent et la reine-mère y mit garnison. Le Havre fut repris sur les Anglais. Charles IX fut déclaré majeur, ayant atteint sa quatorzième année, dans un lit de justice tenu à Rouen ; le 4 décembre 1563 fut clos le concile de Trente ouvert depuis dix-huit ans. Le 16 août était mort Etienne de la Boétie, âgé de trente-trois ans, à Germignat, en Médoc ; il est célèbre par son traité sur la *Servitude Volontaire* et par son amitié avec Montaigne qui a recueilli et publié ses ouvrages (3).

La cour sénéchale de Sarlat se transporta, à cause des maladies qui infestaient la ville, à Cadouin (4) et quelque temps après à St-Cyprien (5), qui était plus rapproché ; elle rentra à Sarlat au mois de mai 1564.

(1) *Bulletin* de la Soc. hist. et arch. du Périgord, t. xi, p. 391 et suiv. L'édit ne fut enregistré que le 17 mai.

(2) De Thou, Davila, t. 1^{er}, p. 299.

(3) Chanoine Tarde, p. 241.

(4) Cadouin, chef-lieu de canton (Dordogne).

(5) St-Cyprien, chef-lieu de canton, (Dordogne).

1564. — L'année 1564 ne fut pas mouvementée comme la précédente et le calme régna en Périgord ; nous dirons cependant que Jeanne de Biron, sœur du maréchal et religieuse, sortit de son couvent, embrassa le luthéranisme et réclama son apanage pour lequel lui fut donné Lavour (1), près Villefranche-du-Périgord et ses appartenances ; elle s'y retira, y fit venir et prêcher un ministre appelé La Fontaine ; on venait l'entendre de Montpazier, Villefranche et autres bourgs et villages voisins ; Jeanne de Biron épousa en 1567 Jacques de Durfort, s^r de Boissière ; il y eut quelques troubles en Périgord où fut tué le capitaine La Rivière ; la Guyenne se remuait aussi ; mais ces troubles furent bientôt apaisés par Imbert de la Platière de Bourdillon, maréchal de France, que Charles IX venait d'y envoyer ; nous le voyons à Périgueux et à Bergerac, au mois de mars, remplissant ses fonctions.

• 1564, 13 juillet et suivants, et pour ce que en ladite année le bon plaisir du Roy fut de descouvrir et voir un royaume pour entendre la plainte et doléance de son peuple, en quoy faisant il vint dans la ville de Bordeaux, de quoy advertis lesdits sieurs maire et consuls envoyèrent devers sa Majesté, pour lui rendre l'hommage et l'obéissance à lui dheu par les habitants de ladite ville, lesdits sieurs de Barbut et Dubest, lesquels lui feyrent les hommages et y furent reçus, etc... Les consuls furent avertis que le roi avait l'intention de passer par le Périgord et même en la presente ville de Périgueux. Pour en savoir la vérité, ils envoyèrent en poste M^e Bernard Dujarric jusqu'à Lauzun.

Dujarric prévint, par un exprès, les consuls que le roi prenait son chemin par Bergerac et qu'il ne passerait pas par la ville de Périgueux. A cette cause il fut décidé, par avis et délibération du conseil de la ville, que les sieurs Barbut, Tourtel et Roche, consuls, iroient au dit lieu de Bergerac faire la révérence au roi, ce qui fut fait, étant accompagnés de trente bourgeois de ladite ville, etc. » (2).

L'hiver de cette année fut si terrible et si violent que toutes les rivières furent couvertes de glace. Tous les arbres frui-

(1) Chanoine Tarde, p. 241.

(2) Arch. comm. F F. 174.

tiers gelés, ainsi que les vignes et les blés, et par ce moyen, dit le chanoine Tarde, refroidit les esprits les plus querelleurs (1).

Au mois d'août, par un édit daté de Roussillon (2), le roi, sur la demande de Pierre Poynet, lieutenant général au présidial de Bergerac, et la requête des nobles, bourgeois et manants et habitants de Bergerac, permit d'établir un collège avec le nombre de classes et de régents tel que les habitants le désireront. Ce collège fut construit au Mercadil, sur un emplacement offert par M. Raymond Dupont de la Renaudie; le premier principal se nommait Remy et Elie Dupuy était son premier régent; dans la série des Jurades (3), nous rencontrons souvent la nomination de régents et, dans les comptes de la ville, le paiement de leurs appointements.

1564. — Cette année (4) fut très calme en nos pays; le chanoine Tarde raconte que les consuls de Sarlat firent faire amende honorable à un nommé Mathurin Constantin pour avoir brisé un crucifix (5); c'est dans le courant de cette année que Charles IX revint de son voyage en France, entrepris au mois de janvier de l'année précédente; ce voyage avait pour but une entrevue à Bayonne avec Elisabeth, reine d'Espagne, sa sœur, et aussi pour pacifier le royaume, reconnaître les abus et les faire cesser; à son retour, il traversa le Périgord, passant par Bergerac (6) où l'on avait fait de grands préparatifs pour le recevoir; il y dina, seupa et coucha le 8 août; il logea dans la maison de M. d'Aix, médecin; cette maison existe encore. Mais il y a quelques années qu'on l'a défigurée (7). Le lendemain il s'arrêta à Longua, petit château dans un bois entre

(1) Chanoine Tarde, p. 241.

(2) Roussillon (Isère).

(3) Les jurades de la ville de Bergerac, 1564.

(4) C'est en cette année 1564 que Calvin mourut à Genève, âgé de cinquante-six ans.

(5) Chanoine Tarde, p. 241.

(6) Jurades de Bergerac, 1565.

(7) Note de M. Charrier. Registres de l'hôtel de ville de Bergerac, t. III. Voir p. 270 et suiv. pour les détails des dépenses qui furent faites à cette occasion.

Bergerac et Mussidan, il y dina et coucha le jeudi 9 août ; il fit son entrée à Mussidan le 10, et le soir du même jour il se rendit à Ribérac et le 11 à La Rochebeaucourt, petite ville et beau château, dit la chronique ; il y séjourna le dimanche. On sait que c'est pendant ce voyage à Bayonne que d'après les conseils du duc d'Albe, Catherine de Médicis eut la première idée du massacre des chefs protestants ; mais le moment n'était pas encore venu, Catherine savait attendre et dissimuler surtout quand il s'agissait d'assurer ses vengeance.

1564. — Le 10 avril, par une missive au Parlement, M. de Burie constate qu'il y a peu de courses en Périgord, mais qu'il y a nombre de meurtriers et de voleries à la punition desquels il fait procéder par le sénéchal du pays ; à Sarlat, on fit exécuter quatre de ces malandrins dont trois nommés les Beneychins. Il se plaint que les consuls et magistrats de Bergerac n'ont pas informé contre les meurtriers d'un nommé Lespinassat, ancien conseiller ; que Poynet, lieutenant-général ; Bourgès et de Beslin, conseillers ; de Lyton, substitut du procureur du roi, et les consuls de la ville, assistent au préche d'un ministre espagnol, non naturalisé, nommé Bellerme, qu'ils n'ont pas fait rentrer les religieux Carmes, Jacobins et Cordeliers dans leurs couvents, suivant les édits.

Ils n'ont pas fait bâtir trois autels en l'église paroissiale de Saint-Jacques ; enfin, il les accuse d'autres délits contre les arrêts et ordonnances ; ne croyant pas sa commission assez ample, il s'en remet au roi pour la répression du tout.

A la réunion des Etats du Périgord, le 24 septembre, à Périgueux, au lieu de s'occuper de sévir contre les violences qui se commettaient journellement, le juge général du Périgord, pour la reine de Navarre, Pierre Lambert, et le lieutenant criminel au siège de Périgueux accusèrent d'exactions, concussions, pilleries et homicides le sénéchal de Périgord et, d'un autre côté, un enquêteur audit siège, nommé Dumas, accusa Lambert de contravention aux édits et ordonnances au sujet de la religion ; Burie ordonna qu'on informât contre Lambert et que Lambert informerait contre le sénéchal. Lambert alors appela de cette sentence, disant qu'il était officier de la reine de Navarre, qui a toutes ses

causes appelées au Grand Conseil. Mais Burie déféra cet appel à la connaissance du roi à raison de l'incompétence prétendue des officiers de la ville de Périgueux. Nous ignorons quelle fut la suite de ce procès, mais ces détails montrent une fois de plus quel désordre régnait dans l'administration générale du royaume.

1566. — A son retour, le roi, à l'assemblée de Moulins, ordonna une réconciliation entre l'amiral de Coligny et les Guises; ni les uns ni les autres ne purent reculer et ne l'osèrent.

Mais la réconciliation ne fut que sur les lèvres et non dans le cœur, comme nous le verrons plus tard. Le 14 mars, la ville de Bergerac paya le loyer de la maison que la ville fournit à l'imprimeur « pour y soy demeuré ».

Le 25 mai, les États du Périgord devaient se réunir à Bergerac; on leur prépara le couvent des Carmes. Les consuls de Périgueux, le juge-mage, M^{re} de St-Geniez, de Badefol et d'autres députés se rendirent à l'assignation, mais ils ne purent régler les affaires pour lesquelles ils étaient réunis et se prorogèrent à Périgueux pour le 1^{er} juin; la ville de Bergerac y envoya deux députés seulement, M. de Grauld, conseiller, et le consul Vergniol. Montluc passant à Périgueux, vers la fin de l'année, voulut arrêter en cette ville les menées des protestants, et comme les moyens termes n'étaient guère son fait, il les en fit chasser (1).

1567. — L'an 1567, le roi, pour rétablir quelque ordre dans les provinces de Guienne fixa Périgueux comme lieu de réunion des Grands Jours du Parlement de Bordeaux qui, pendant quelque temps, bridèrent les religionnaires; il enleva à Bergerac, pour punir cette ville de ses rébellions fréquentes le siège présidial qui fut transféré à Périgueux (2); il fit démanteler les murs et y envoya un régiment tenir garnison. A Issigeac, les protestants contraignirent à coups de bâton les catholiques d'aller au prêche, coupèrent la tête

(1) Jurades de Bergerac, année 1566.

(2) P. Dupuy, t. II, p. 192. Chanoine Tarde, p. 243.

à un prêtre, rompirent le chœur de l'église et mirent le feu à la charpente.

La paix signée depuis quatre ans déjà, se trouvait à chaque instant partiellement rompue; elle menaçait de l'être entièrement; elle le fut bientôt quand les protestants apprirent qu'on avait résolu d'arrêter le prince de Condé et l'amiral de Coligny, de confiner le premier dans une prison perpétuelle et de se défaire de l'autre, de révoquer l'édit de pacification et de défendre partout l'exercice de la religion réformée; aussitôt tout le parti fut en armes. Le prince de Condé, l'amiral, Dandelot, le comte de La Rochefoucauld se réunissent promptement à Rosay, près de Meaux, avec quatre cents cavaliers presque tous gentilshommes, dans l'intention d'envelopper et de se saisir de la Cour qui était à Monceaux; mais la reine-mère ayant eu avis de leur marche se retira bien vite à Meaux avec le roi. Catherine envoya vers les protestants le maréchal de Montmorency pour savoir ce que signifiaient ces attroupements; il en rapporta une requête rédigée par les princes pour être mise sous les yeux du roi; pendant huit jours ce ne furent qu'allées et venues, mais on ne put s'entendre et les conférences furent rompues. Les protestants avaient reçu des renforts et les deux armées étaient en présence dans la plaine de Saint Denis. Malgré le courage des huguenots, mal armés et sans canons, le nombre l'emporta; mais le connétable fut tué dans la mêlée par l'écossais Robert Stuart. Quelques jours après, l'armée protestante marcha rapidement vers la Lorraine pour se joindre aux secours que le prince Casimir leur amenait; après leur jonction, ils rentrèrent en France dans les premiers jours de l'année 1568.

1568. — Le duc d'Anjou, âgé de dix-sept ans, avait été nommé lieutenant général du royaume après la mort du connétable dont personne ne remplit la charge. La guerre devenait encore plus dangereuse que jamais pour la Cour; l'armée protestante était forte et bien commandée; l'habile Catherine avait toujours entretenu des pourparlers avec Condé qui était devant Chartrez qu'il assiégeait; elle indiqua une conférence à Longjumeau. Ses envoyés furent Charles de Gontaut-Biron et Henry de Mesmes, s^r de Ma-

lassise ; celui des protestants, le cardinal de Châtillon ; cette paix fut conclue le 2 mars 1568. Elle ne dura que six mois ; ce fut un répit pendant lequel les chefs se retirèrent chez eux. Tout-à-coup le prince de Condé, qui était à Noyers, en Bourgogne, apprit que la reine-mère avait donné l'ordre à Tavannes, gouverneur de la province, de se saisir de lui ; de son côté, l'amiral, inquiet de divers avis qu'il avait reçus, vint trouver Condé ; ils se décidèrent à fuir sans attendre les troupes qui devaient les cerner et les prendre ; ils parvinrent à grand-peine et à travers mille dangers à gagner La Rochelle avec une suite de cent cinquante chevaux seulement. Le cardinal de Châtillon se sauva en Angleterre à la faveur d'un déguisement. Montluc avait en secret reçu l'ordre de s'emparer de la reine de Navarre ; c'était une entreprise qui n'était point dans le caractère de Montluc et il était malade à Agen. Néanmoins, il envoya à la reine de Navarre qui venait d'arriver à Nérac, son neveu Léberon pour lui proposer une entrevue afin d'aviser avec elle aux moyens de rétablir la paix en Béarn et en Guienne. La reine ne se laissa pas tromper, elle partit pour Casteljaloux sous le prétexte d'apaiser quelques troubles, fuyant ainsi la femme de Montluc qui se rendait auprès d'elle ; de là elle se retira à Bergerac où était de Piles avec une forte troupe. Ainsi déjoué, Montluc n'avait plus qu'à employer la force pour accomplir les ordres qu'il avait reçus. Il s'empara de plusieurs points militaires de l'Agenais et jeta des troupes dans Castillonnès (1) et Ste-Foy ; mais il fut bientôt obligé de les retirer (2) de cette place pour les envoyer en Rouergue. Piles, toujours prêt à saisir l'occasion s'en empara ; ses troupes en ravagèrent les environs et bien au-delà ; les consuls de Périgueux craignant quelque attaque, renforcèrent leur garnison de cent vingt arquebusiers et nommèrent douze citoyens pour inspecter et garder les murs et les corps de garde. A l'approche de Montluc, qui revenait pour venger la prise de Ste-Foy et arrêter les

(1) Castillonnès, chef-lieu de canton (Lot-et-Garonne).

(2) *Commentaires de Montluc.*

progrès de de Piles, ce dernier rappela ses troupes qui se retirèrent vers lui saccageant les églises, brisant les cloches, pillant tout sur leur passage, Sainte-Marie du Pizou (1) et le couvent de Vauclaire (2). Ceux qui se dirigeaient sur Périgueux apprirent que la ville était sur ses gardes, n'osèrent ou ne purent s'en approcher plus près qu'Atur et Marsaneix. Les troupes de Montluc, fortes de seize cents chevaux, rencontrèrent les Réformés auprès de Miramont, et Madaillan qui commandait l'avant-garde catholique, chargea un parti de cavaliers de de Piles et le mena l'épée dans les reins jusqu'à la Sauvetat (3) de Caumont pendant que Fontenilles et le chevalier de Montluc rompent et poursuivent jusqu'à Eymet les autres cavaliers huguenots. Piles, obligé de battre en retraite, abandonna Ste-Foy où entra le lendemain le chevalier de Montluc ; la garnison qu'y avait laissée de Piles se trouvant trop faible pour résister avec avantage traversa précipitamment la Dordogne après une petite escarmouche.

La reine de Navarre ayant échappé à Montluc, vint rejoindre les princes à La Rochelle, avec son fils et sa fille ; elle menait avec elle près de quatre mille hommes que de Piles, Montamar, Saint-Mégrin, Pardaillan, commandaient ; le prince de Condé recevait aussi des renforts de la Normandie, du Maine et de l'Anjou pendant que Jacques de Crussol-d'Assier, le capitaine Mouvens à la tête de troupes réunies en Provence, en Dauphiné et en Languedoc, arrivaient par le Quercy et le Périgord. D'Assier et Mouvens passèrent la Dordogne à Souillac (4) le 14 octobre 1568, sans opposition ; quelques jours avant, le vicomte de Limeuil, Galiot de La Tour, avait surpris et battu un de leurs détachements près de Gramat en Quercy ; une partie de cette armée logea à St Cyprien, ruina le prieuré et l'église et brûla une grande partie des coffres et des armoires qui contenaient les papiers

(1) Le Pizou, canton de Montpon (Dordogne).

(2) Vauclaire, abbaye de Chartreux, c^{te} de Ménéstérol près de Montpon (Dordogne).

(3) La Sauvetat (Lot-et-Garonne).

(4) Souillac, chef-lieu de canton (Lot).

de l'abbaye (1) ; le château de Fages, appartenant à Jacques de Montesquiou, seigneur de Fages (2), Sandat et Moncassin, fut pris par les Provençaux qui le pillèrent et livrèrent aux flammes ses granges et dépendances ; ils firent la châtelaine prisonnière.

Dans le même temps, le sieur de Puymartin fut fait capitaine de Sarlat et le sieur de Maurans, capitaine de Domme, avec chacun une compagnie de centarquebusiers ; ce dernier le 5 octobre, repoussa une attaque du capitaine Bonnevie, seigneur de Cazéla, qui tenta de pénétrer dans la ville par la porte des Tours à laquelle il essaya de mettre le feu.

De Souillac et des divers points où ses divers détachements avaient passé, l'armée provençale traversa la Vézère au Bugue et prit le chemin de St-Astier dans l'intention d'y passer l'Isle et de se rendre à Ribérac où devait se réunir l'armée protestante. Le duc de Montpensier était dans les environs de Périgueux, tant pour défendre la ville que pour réunir des troupes destinées à secourir Angoulême que Condé menaçait.

Mouvans (3), ayant eu quelque différend avec le frère de d'Assier, s'était séparé du corps principal de l'armée provençale et il s'était avancé jusqu'au près de Mensignac, au lieu de Chantegeline où il campait avec trois mille hommes. Le duc de Montpensier divisa ses troupes en deux corps et se chargea d'occuper d'Assier pendant que le comte de Brissac, fils du maréchal, irait à la tête du second surprendre Mouvans et Pierregourde (4). D'Assier fut en effet attaqué ; il se défendit vigoureusement, mais il ne put se réunir au corps de Mouvans que Brissac, ayant marché toute la nuit, attaqua dans le bourg de Mensignac où Pierregourde s'était retranché. Brissac voyant la difficulté qu'il aurait à l'en déloger, feignit de se retirer et tournant tout-à-coup sur sa droite, il fut se

(1) Fonds Leydet, Bibl. nat. extrait du *Livre noir*.

(2) Fages, château près de St-Cyprien.

(3) De Thou, t. V. p. 542. — Davila, *Histoire des guerres civiles de France*. Amsterdam, 1757. t. 1, p. 299.

(4) François de Barjac, seigneur de Pierregourde.

poster derrière une colline qui le cachait à l'ennemi, et dressa des embuscades. Mouvans, malgré l'avis qu'il avait reçu de d'Assier qu'il serait attaqué et l'ordre de ne pas sortir de sa position qu'il ne fût secouru, crut à la retraite réelle de Brissac, et donna l'ordre du départ pour Ribérac, en côtoyant la forêt de Fayolle (1), à l'abri de laquelle il espérait dissimuler sa marche et arriver à Ribérac dans la soirée. Il ne manqua pas de tomber dans l'embuscade d'où Brissac le chargea vigoureusement, et bientôt ses soldats furent mis en fuite avec une perte d'au moins mille hommes et le reste s'enfuit par les bois du côté de Ribérac. Ce combat eut lieu près de Chantegeline; Pierregourde fut tué et Mouvans, grièvement blessé, mourut quelques jours après dans une maison du village. Brissac perdit peu de monde; mais l'armée royale eut à déplorer la mort de Jacques de la Châtre-Sillac, capitaine des gardes du duc d'Anjou, et du jeune Montalembert d'Essé : c'étaient deux jeunes gens de grande espérance.

Le corps principal de l'armée protestante était déjà parvenu à Ribérac où quelques fugitifs de la déroute de Chantegeline commençaient d'arriver, poursuivis par les paysans qui en tuèrent un grand nombre; mais malgré l'avis de quelques chefs, on ne les attendit pas et les protestants partirent dans la nuit pour se diriger sur Aubeterre, dont le château très fort était en leur pouvoir, et jusqu'où s'était avancé le prince de Condé qui venait à la rencontre de d'Assier (2). M. de Montpensier se crut obligé de reculer devant les troupes de Condé; il se retira à Châtelerault.

Au mois de novembre 1568, le chevalier de Montluc fit brûler le pont de Bergerac, ruiner l'auditoire et les chambres du conseil et du greffe dont les registres furent presque tous brûlés.

Le 25 décembre, le sénéchal du Périgord partit de Périgueux avec deux pièces de canon et beaucoup de boulets

(1) Fayolle, château, commune de Tocane-St-Apre (Dordogne).

(2) M. Audierne rapporte que d'Assier fut pris, conduit à Périgueux et jeté dans le puits du Coderc; c'est une erreur, puisque nous le trouvons à la bataille de Moncontour en 1569; il mourut en 1584.

pour assiéger le château de Montastruc ; il espérait que la prise de cette place importante faciliterait la réduction de Mussidan qu'on avait résolue ; Montastruc fut pris au bout de quelques jours par composition.

1569. — Au mois de janvier 1569, on découvrit une entreprise des protestants contre la ville de Périgueux. Le capitaine *** qui avait été commis à la garde du château des Bories (1), le ministre Berjemont et autres avaient formé le projet de s'en emparer ; ils devaient, armés de cuirasses, de poignards et de pistolets, cachés sous des vêtements de paysans, conduire des charrettes chargées de bois du côté de Taillefer et faire baisser le pont et embarrasser les portes, de façon qu'on ne pût les refermer pour donner à des soldats apostés le temps d'accourir, de se saisir des portes et d'en tuer la garde ; d'autres devaient en même temps monter à l'escalade des endroits les plus faibles ; mais l'entreprise n'eut pas de suite parcequ'on fit entrer dans la ville les compagnies de Cardou, de Carbonnières et de Puyferrat ; les protestants se voyant déjoués voulurent surprendre Libourne, mais leur dessein fut aussi découvert.

Le duc d'Anjou envoya le 6 mars une lettre au maire de Périgueux pour l'avertir que les protestants prenaient le chemin du Périgord et qu'il leur envoyait le comte d'Escars pour les aider à s'opposer à leurs desseins ; la garnison de Mussidan, où commandait le capitaine Chaylard, ravageait le pays ; un jour qu'on la savait sortie, on envoya contre elle le sieur de Cauze et le capitaine Puyferrat qui la surprirent, l'entourèrent, tuèrent plusieurs soldats et dispersèrent le reste ; Mourault Bertrand, son frère et quelques autres furent pris et conduits à la maison de ville ; nous avons vu qu'ils s'étaient faits remarquer dans les troubles par leurs cruautés et leurs pillages insignes ; ils furent roués et brûlés sur la place de la Clautre. Quelques jours auparavant, au mois de février, les habitants de Périgueux n'ayant pas voulu recevoir les compagnies royales que le comte des Cars envoyait pour

(1) Les Bories, château appartenant à la maison de St-Astier, commune d'Antonne (Dordogne).

la garde du pays contre les entreprises du prince de Condé et du capitaine Piles; ces compagnies furent contraintes de se loger dans les environs. Piles averti les surprit et les mit en déroute, c'étaient celles de Limeuil le jeune, de Cornil, de Condat et de la Bourlie; ce combat se livra au lieu de Flageat. Après cette défaite, les compagnies de Neuville et de Masses se dirigèrent vers St-Yrieix où elles avaient laissé leurs bagages; en passant par Thiviers, Neuville et Masses firent prisonnier le juge de Thiviers et un membre de la maison de Chapt qui avaient pris les armes contre le roi; ils voulurent en prendre d'autres qui s'étaient réfugiés dans la tour de la Bastardie; le sieur de Laurière y fut blessé d'un coup d'arquebuse; sans l'intervention de son frère, Pompadour, il aurait fait mettre le feu à la ville.

A la fin de juillet, le sieur de St-Geniès de Badefol, lieutenant pour le roi en Périgord, en l'absence de M. des Cars, logea à Bergerac avec plusieurs compagnies de gens d'armes, fit démanteler la ville, abattre et saper les tours des murailles et boulevards, la porte de Malbec et brûler les portes de la ville.

Nous trouvons dans les registres des archives municipales de Périgueux (1) qu'à cause des troubles et de la guerre, les consuls furent obligés d'envoyer à Limoges chercher les étoffes nécessaires pour fabriquer leurs chaperons en satin rouge et noir, les marchands de la ville n'ayant pu s'en procurer. Nous y trouvons aussi que M. de Lavauguyon resta plusieurs jours à Périgueux pour veiller à la sûreté du pays et qu'il envoya plusieurs dépêches pour le service du roi aux divers chefs de l'armée royale et à des commandants de forteresse. Les plus grands froids de l'année 1569 étant passés, l'armée royale, commandée par le duc d'Anjou et Tavannes, se mit en campagne à la recherche de l'armée protestante; le duc d'Anjou ayant appris que Condé voulait gagner les bords de la Loire pour se porter à l'avance du duc de Deux-Ponts qui lui menait des renforts d'Allemagne, marcha à sa

(1) Archives munic. CC. 102.

rencontre pour prévenir leur jonction ; les deux armées se rencontrèrent près de Jarnac ; le prince de Condé, surpris, fut obligé d'accepter le combat ; il fut défait ; on sait que, blessé dans la mêlée, il fut achevé d'un coup de pistolet par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, au moment où il se rendait prisonnier, 13 mars.

Il semble qu'après la mort du chef protestant, la guerre aurait dû bientôt finir ; mais cette perte si grande pour le parti ne changea point les affaires ; le jeune Henri de Navarre fut déclaré à Cognac, généralissime des armées protestantes ; on lui adjoignit le fils du prince de Condé.

Après sa victoire, le duc d'Anjou mit le siège devant Cognac défendue par d'Assier et devant Angoulême défendue par de Piles ; mais l'armée royale fut obligée d'abandonner le siège de Cognac et l'entreprise sur Angoulême manqua parceque les intelligences qu'il avait dans la ville ne purent le servir.

A l'occasion de cette dernière entreprise, le comte des Cars était venu à Périgueux ; il demanda le concours du maire de la ville avec l'ordre de lever une compagnie d'infanterie et de suivre avec les pièces d'artillerie disponibles, munitions et attelages nécessaires ; le maire, Antoine de Chilhaud, réunit trois cents soldats ; d'après les constitutions de Périgueux, le comte des Cars partit de Périgueux et alla coucher à Lisle autour duquel furent logés le régiment de Sarlabous, les compagnies de Puyferrat, de Belcier et la cavalerie ; le maire et les gens se logèrent au village de Dourle. A Lisle le comte des Cars s'entendit avec Boutelier, habitant d'Angoulême qui devait lui livrer la ville. Le lendemain au point du jour le comte fit marcher ses compagnies sur le château de Mautmont et fit halte aux passages des Fontaines ; ses troupes y découvrirent cinq cents arquebusiers conduits par le capitaine Bertinville et postés pour le surprendre ; au moment où M. des Cars rangeait ses soldats, arrivèrent le capitaine Larièvre et M. de Montferrand avec trois cents chevaux. Les documents que nous avons consultés se taisent sur le combat et son issue ; ils ne disent pas même s'il y eut bataille ; mais s'il y en eut, il est probable que le comte des Cars eut le dessus ; car le maire fut remercié de ses

services et renvoyé à Périgueux avec ordre de bien garder et défendre cette place. Sans doute il apprit qu'il ne pouvait compter de réussir sur Angoulême, car il se retira vers Mareuil et le maire prit le chemin de Périgueux, harcelé par les protestants qui n'osèrent l'attaquer à cause de sa bonne contenance.

De son côté, le duc d'Anjou ayant donc manqué Cognac et Angoulême (et les deux projets sur cette dernière ville par lui et le comte des Cars devaient être combinés), s'en alla pour attaquer Aubeterre (1), place alors très forte, dont il s'empara ; de là il entra plus avant dans le Périgord dans le but d'y faire vivre ses troupes ; Montluc et François des Cars assiégeaient Mussidan (2), il leur envoya Timoléon de Brissac, fils du maréchal ; à l'aide du secours qu'il menait, le siège put être plus vigoureusement poussé : la garnison ne pouvant plus tenir dans la ville y mit le feu et se retira dans le château ; Montluc le fit battre en brèche et donna plusieurs assauts qui furent repoussés ; dans une de ces attaques, M. de Pompadour fut tué, Brissac son ami, vivement touché de cette perte, voulut lui-même reconnaître la brèche et la profondeur du fossé ; s'étant imprudemment avancé, il fut frappé d'une arquebusade à la tête et tomba mort ; il fut enterré dans la chapelle du château de Longa, à la porte de Mussidan ; son tombeau y est encore. Bientôt, la garnison fut contrainte de se rendre à la condition d'avoir la vie sauve ; mais malgré la foi du traité, les soldats catholiques, irrités de la mort de ces deux jeunes gens, se jetèrent sur elle et la massacrèrent ; les fortifications de la ville et le château furent rasés.

Dans le courant d'avril, le capitaine Maurans étant mort, Léonard de Gironde, seigneur de Castelsagrat, le remplaça comme gouverneur de Domme (3).

Pendant ce temps, l'amiral apprenant l'arrivée de l'armée allemande sous les ordres du duc de Deux-Ponts se mit en marche pour la rejoindre ; il longea le Haut Périgord, tirant

(1) La Popelinière, tome XV, p. 87.

(2) De Thou, t. V. p. 578, Davila, t. I, p. 325.

(3) Chanoine Tarde, p. 252. La Popelinière.

vers le Limousin ; son armée commettait mille maux et brigandages, incendiant, pillant, massacrant hommes, femmes et enfants ; la ville de Périgueux fut effrayée et craignant une attaque, le maire Antoine de Chilhaud et les consuls firent demander du secours à Montluc qui leur envoya son fils le capitaine Peyrot, avec douze enseignes de cavalerie ; mais ces craintes n'eurent pas de suites, Coligny passa outre. Un parti de reîtres de son armée s'empara de l'abbaye de Ligueux (1), la pilla, y séjourna huit jours et en partant y mit le feu ; l'abbesse Marguerite des Cars et deux religieuses survécurent seules à ce désastre.

Le 16 mai 1569, le feu fut mis au fourneau de l'artillerie pour fondre les deux pièces moyennes, par le fils de M. le maire, avec un présent honnête au maître artilleur ; le lendemain la fonte fut faite et bien faite (2).

Le comte Antoine de La Rochefoucauld fut détaché par l'amiral avec de l'infanterie pour s'emparer de Nontron qui appartenait à la reine de Navarre et était défendu par quatre-vingts hommes. Il la prit le 8 juin 1569 et en fit massacrer la garnison et les habitants qui s'étaient défendus tant qu'ils avaient eu des vivres et des munitions ; plusieurs purent s'échapper et cherchèrent un refuge à Périgueux.

Le duc d'Anjou, instruit de la marche des Allemands, se porta du Périgord, où il avait repris plusieurs places, Condat, Saint-Astier, Bourdeille, Lisle, vers le Limousin pour empêcher le passage de la Vienne. Malgré toutes ces précautions, ce passage eut lieu ; mais le duc de Deux-Ponts, malade depuis quelque temps d'une fièvre violente, mourut à Nexon le 18 juin ; ses entrailles y furent enterrées et son corps transporté à Angoulême, puis à La Rochelle et, à la paix, en Allemagne, dans le tombeau de ses ancêtres. Quatre jours après sa mort, ses troupes, commandées par Worsld de Mansfeld, se réunirent à celles de Coligny dans les environs de Châlus ; le 24 juin, l'armée royale et les protestants se rencontrèrent à La

(1) Ligueux, commune du canton de Savignac-les-Eglises.

(2) *Livre noir*, f°. 198. Arch. com. FF. 174.

Roche-l'Abeille (1) ; le duc d'Anjou y fut battu le 24 ; après cet échec, il se retira vers la Touraine ; arrivé à Loches, il congédia la noblesse jusqu'au 1^{er} octobre et distribua ses troupes dans les places fortes.

L'armée protestante, après le combat de La Roche-l'Abeille, où le jeune prince de Navarre avait fait ses premières armes, s'empara de Thiviers, prit Brantôme par composition et par force le Château-l'Évêque où l'année précédente les huguenots avaient déjà eu une garnison, et La Chapelle-Faucher où Brantôme rapporte que deux cents soixante paysans furent massacrés, après y avoir été retenus un jour.

L'amiral se dirigea ensuite vers le Poitou où il s'empara de Lusignan, de Saint-Maixent et de Mirebeau ; il avait l'intention d'assiéger Saumur ; mais il changea d'avis pour attaquer Poitiers défendu par le duc de Guise ; il fut toujours repoussé et prit pour prétexte de se retirer l'arrivée du duc d'Anjou qui avait mis le siège devant Châtellerault pour faire diversion ; mais lui-même fut obligé de s'éloigner après un assaut inutile. Les deux partis, après quelques jours d'escarmouches et de préparatifs, en vinrent aux mains, à Moncontour, le 3 octobre ; les protestants furent défaits avec des pertes énormes, et l'amiral eut la mâchoire fracassée d'un coup de pistolet. Parmi les gentilshommes qui se distinguèrent dans ce combat, Pierre de Beaupoil de St-Aulaire fut un des principaux ; il reçut de la main même du duc d'Anjou, en récompense du courage qu'il avait montré, une épée dorée, marquée d'un H entre trois fleurs de lys ; ce Pierre de Beaupoil était baron de la Luminade, seigneur de Pontet, de Valeix, etc ; il légua à son fils, par un testament fait à la Luminade le 27 août 1578 cette épée d'honneur et la substitua de mâle en mâle aux aînés de ses descendants (2).

Après la défaite de Moncontour, l'armée protestante se divisa ; une partie se retira à Parthenay et à Niort ; les prin-

(1) La Popelinière, tome XVII, p. 401. — La Roche-l'Abeille, canton de St-Yrieix (Haute-Vienne).

(2) Généalogie de St-Aulaire.

ces et Coligny se réfugièrent à Angoulême et à La Rochelle pendant que le duc d'Anjou, au lieu de poursuivre son avantage, venait assiéger Saint-Jean-d'Angely, défendue par de Piles, qui s'y était retiré pour se faire soigner d'une blessure reçue à Poitiers. Le reste des troupes protestantes, composé de levées du midi, ayant à leur tête Montbrun, Mirabel, Quintel, Verbelet et Pontez, voyant l'hiver qui commençait, reprirent le chemin du Languedoc et de la Provence, malgré les raisons des princes pour les retenir et les prières de Coligny; elles passèrent par Brantôme, Château-l'Evêque, traversèrent l'Isle à Mussidan (1), avec l'intention de passer la Vézère sur le pont de Montignac; mais le sieur du Barry, qui tenait la ville et le château pour le roi (2), les repoussa si bien qu'ils furent contraints de chercher un passage ailleurs, mais ce ne fut pas sans avoir pillé le faubourg et brûlé le couvent des Cordeliers; de là, ils allèrent à Terrasson, Salignac, Souillac, pour franchir la Dordogne à gué, mais la pluie avait grossi les eaux; ils furent obligés de s'arrêter quelque temps pour se procurer des bateaux. Pendant le temps qu'ils perdent, les garnisons voisines, réunies à Sarlat, viennent fondre sur eux, les mettent en désordre, en tuent et en noient bon nombre; Quintel et plusieurs chefs furent au nombre des morts; le reste passa la rivière en grande hâte et battit en retraite par Martel et Beaulieu, vers Aurillac; cette retraite fut si précipitée, qu'ils laissèrent en Périgord plus de mille chevaux fourbus, tellement las et harassés, qu'ils ne purent pas suivre l'armée.

Montluc, étant à Agen, apprit par M. de Montferrand que M. de La Roche-Chalais et le capitaine Chantérac (3), gentilhomme périgourdin, étaient à La Roche-Chalais avec cent vingt huguenots, courant le pays, faisant mille maux et rompant les communications avec la Saintonge et Bordeaux.

(1) Quelques bandes, en passant, s'emparèrent de nouveau de Vauclaire; le prieur et le procureur furent massacrés, au moment où ils cherchaient à s'enfuir.

(2) De Thou, t. V, p. 644.

(3) *Commentaires de Montluc*, p. 315 et suiv.

Montluc partit incontinent pour Bordeaux et avertit secrètement M. de La Vauguyon, François des Cars, qui était aux environs de Mussidan et de Montpon, avec le régiment de Sarlabous et trois compagnies de gens d'armes, qu'il lui assignait rendez-vous à Libourne. M. de Montferrand fut chargé de conduire l'artillerie par eau jusqu'à Coutras. Mais La Nouë, que l'amiral, en se retirant, avait laissé comme son lieutenant en Guyenne, était à Sainte-Aulaye avec une troupe nombreuse ; il gardait la Dordogne et avait en son pouvoir le pont de Parcoult.

Il fut néanmoins résolu que l'on attaquerait La Roche et que si La Nouë se présentait au secours on le combattrait. Montluc, pour diviser les troupes ennemies et les empêcher de porter aide à La Roche Chalais, chargea MM. de Léberon et de Madaillan de se saisir du bourg et du château de Lévig-nac appartenant au marquis de Trans, où s'étaient renfermés quatre-vingts protestants, — quelque temps avant, de Piles s'en était emparé, — ils devaient réussir à quelque prix que ce fût et de là se rendre de nuit au château de Bridoire qui appartenait à M. de Lamothe-Gondrin, et, s'ils ne le pouvaient surprendre, empêcher au moins la garnison d'en sortir jusqu'à ce que La Roche fût pris. Montluc leur recommanda surtout de tout abandonner aussitôt pour le rejoindre s'il leur faisait dire que La Nouë avançait. Lévig-nac fut bientôt pris à l'aide d'une couleuvrine qui ouvrit une brèche ; la garnison fut massacrée. Quant à Bridoire, la garnison effrayée put se sauver pendant que les catholiques étaient dispersés pour chercher des vivres dont on n'avait pas eu soin de se munir suffisamment. Pendant ce temps, Montluc ordonnait à M. de La Vauguyon de marcher sur Parcoult, de s'emparer du bourg et du pont pendant que les cavaliers iraient du côté de Ste-Aulaye surveiller les mouvements de La Nouë. M^r de Montferrand prit l'avance pour être avant le jour sous les murs de La Roche et y enfermer la garnison ; quelques cavaliers envoyés devant le château revinrent bientôt, rapportant qu'ils avaient trouvé dehors et chargé des cavaliers huguenots, que Chantérac avait évité de se renfermer dans la place, qu'il avait gagné la rivière et l'avait pas-

sée dans une barque avec une dizaine de soldats, mais que M. de la Roche était rentré.

Voyant que Chantérac l'abandonnait, M. de La Roche voulut aussi se sauver, mais M. de Montferrand s'en aperçut et le chargeant vigoureusement le contraignit de rebrousser chemin ; pendant que cela se passait, La Vauguyon s'empara du bourg et du pont de Parcou. Le lendemain l'artillerie mise en batterie pendant la nuit était prête à faire feu sur La Roche ; alors M. de La Roche voulut parlementer, mais la garnison prise de frayeur, cria par dessus les murailles qu'elle voulait se rendre. Montluc ne voulut accepter qu'autant que ce serait à discrétion. M^r de La Roche paya six mille écus de rançon ; la garnison, sauf trois ou quatre hommes, fut passée au fil des armes. La Noue ne faisant aucune démonstration, Montluc et M. de Montferrand se retirèrent à Bordeaux où ils furent complimentés par le Parlement sur l'heureuse issue de leur entreprise ; cette rançon de 6,000 écus fut partagée entre Montluc, La Vauguyon et Montferrand.

Geoffroy de Vivant, s^r de Doissac (1), s'étant mis à la tête de quelques troupes huguenotes, battit aux Tuilières, près de Sarlat, le sénéchal du Périgord ; il eût voulu, profitant de son succès, s'emparer de cette ville ; mais ne se trouvant pas assez fort, il tourna ses vues sur Belvès qu'il assiégea au mois de septembre ; la ville lui fut livrée par trahison, mais il ne la garda pas longtemps ; le comte des Cars vint pour la reprendre avec de nombreuses troupes, et Vivant jugeant la résistance inutile en sortit ; il déposa ses prisonniers au château de Beynac et s'en alla en Quercy rejoindre le vicomte de Gourdon.

Nous avons laissé de Piles soutenant à St-Jean d'Angely un siège contre le duc d'Anjou ; il fut obligé de capituler le 22 novembre après une vigoureuse résistance ; il se retira à Angoulême, mais là il apprit que quelque temps après la bataille de Moncontour les habitants de Bergerac, voyant leur parti vaincu et que force restait au roi dans le pays, craignant

(1) Doissac, commune du canton de Belvès (Dordogne).

sa colère, avaient appelé le s^r de La Beaume, gentilhomme voisin, bon catholique et fidèle au roi en le priant d'être leur gouverneur en son nom ; toujours entreprenant, de Piles résolut de reprendre la ville à l'aide des nombreuses intelligences qu'il y avait ; il partit donc d'Angoulême, prit Bourg sur Gironde, qu'il avait manqué l'année précédente et s'arrêta quelques jours à son château de Piles ; là, il réunit une forte troupe et se présenta inopinément devant une brèche pratiquée dans le mur du côté de la rivière, escalada la muraille, pénétra dans la ville et tua tout ce qu'il rencontra, soldats ou habitants catholiques. M. de La Beaume fut obligé de prendre la fuite en franchissant les remparts à l'aide d'une corde.

Piles, fier de ce succès, voulut aussi s'emparer de Périgueux ; mais son projet fut éventé par le maire et les consuls ; quelques habitants de cette ville, huguenots, devaient se déguiser en paysans, embarrasser les portes avec des charrettes de foin et pendant ce trouble introduire leurs coreligionnaires. Le maire profita de cette alarme pour envoyer des députés à l'évêque de Périgueux qui était à son château, pour le prier de rentrer dans la ville où il serait reçu avec joie, de crainte qu'il ne retombât entre les mains des huguenots qui l'avaient rançonné l'année d'avant ; mais il répondit si crûment à cette demande qu'il augmenta le soupçon qu'on avait déjà du peu de fidélité qu'il avait pour son parti ; on lui reprochait d'avoir, l'année précédente, laissé son château sans défense et de l'avoir pour ainsi dire abandonné à Mouvens.

La même année 1369, le château de Commarque (1) qui était devenu un repaire de huguenots fut assiégé par le sénéchal du Périgord et le comte des Cars ; il fut forcé et remis à Claude de Martres, seigneur de Périgord.

Toiras, capitaine protestant, partit des bords de la Dordogne avec une bande nombreuse se dirigeant vers l'Agenais ; les catholiques occupaient la ville et le prieuré de Sadillac. Sur leur refus de capituler, Toiras donna l'assaut à la place

(1) Commerque, château situé dans la commune de Marquay, canton de Sarlat.

et s'en empara ; avant de continuer sa route, il la brûla et détruisit presque entièrement l'église.

Le 25 novembre, le prieuré de Laurenque, en Agenais, dépendant de l'église cathédrale de Sarlat, fut pillé et incendié par les protestants et un prêtre, Martin Rignal ou Reynal, qui le gardait, fut tué selon l'ordinaire, attaché à un pied de lit et brûlé sur l'ordre de Denis Saint-Selve, habitant de Gavaudun.

Depuis la prise de Saint-Jean d'Angely et malgré la continuation de la guerre, on avait parlé de paix ; quelques négociations avaient eu lieu, mais les calvinistes, trouvant trop dures les conditions qu'on voulait leur imposer, n'y voulaient point entendre ; cependant, les deux partis avaient grand besoin de repos ; les calvinistes avaient perdu la plus grande partie de leurs troupes auxiliaires par la guerre ou les maladies ; les Français même se retiraient chez eux fatigués de tant de marches et de combats, et les princes ne savaient où trouver l'argent nécessaire pour payer la petite armée qui leur restait ; jusque-là, ils l'avaient soldée en l'autorisant au pillage ou au moyen de la rançon des villes reçues à composition. D'un autre côté, le roi n'était pas dans un moindre embarras ; les princes étrangers qui lui avaient fourni des troupes les avaient redemandées après Montcontour, croyant que la guerre était finie, de sorte que l'armée royale se trouvait aussi fort réduite.

Le 5 juin 1570 fut fait revue des habitants de la ville, armés et trouvés au nombre de sept cents arquebusiers, la plupart morionnés (1), et environ six cents bois longs, piques et hallebardes, tous bons hommes, outre ceux qui étaient aux gardes des portes, et sans y comprendre les arbalétriers et autre menu peuple (2).

Coligny, que rien ne pouvait arrêter, marchait sur Paris, quand une trêve de quelques jours fut conclue ; on renoua les négociations de la paix, elle fut signée le 8 août 1570 à St-Germain en Laye ; on accordait aux protestants les mê-

(1) La tête couverte du casque appelé morion.

(2) Extrait du *Livre noir*, n° 198. Archives communales, FF. 174.

mes avantages que dans les traités précédents : amnistie, liberté de conscience et du culte, admission aux emplois, etc. ; en outre, on leur accordait quatre villes de sûreté pour deux ans : La Rochelle, La Charité-sur-Loire, Cognac et Montauban. On leur permit de plus d'établir des prêches dans deux villes par gouvernement ; Bergerac et Saint-Sever furent désignées pour la Guyenne.

Dans le cours de cette année, le maire et les consuls de Périgueux prirent un arrêté par lequel les cabaretiers ne pouvaient loger pendant les troubles aucun inconnu, et en ce cas, en prévenir le maire et les consuls, ni aucun enfant de famille portant armes à feu, à moins qu'ils ne s'en saisissent à cause des inconvénients qui pouvaient en résulter.

Le 16 novembre on renforça la garde des portes sur l'avertissement que la garnison d'Aubeterre, malgré la paix, se préparait à surprendre la ville (1).

Le 2 août, les consuls de Bergerac commencèrent à réédifier le pont détruit quelques années auparavant, et pour cela, on avait acheté de M. de Biron la moitié de la forêt de Clérans pour le prix de cinq mille livres (2). Le roi, par édit du 10 novembre, permit aux protestants de Périgueux d'avoir un cimetière à eux, afin d'éviter les molestations dont ils avaient, disaient-ils, à souffrir des catholiques.

Pendant la paix, Charles IX tenta de réparer les maux que la guerre avait faits ; il eût pu réussir peut-être avec plus de temps et de bon vouloir de la part de ses sujets ; il allait bientôt renverser lui-même ce qu'il avait essayé de reconstruire et replonger la France dans les horreurs de la guerre civile, après l'avoir ensanglantée par un massacre inouï.

1571. — Nous trouvons à la date de 1571 un acte par lequel le roi ordonna au sénéchal du Périgord, Guy Chabot, le même qui avait tué La Chataigneraye en 1547, d'empêcher les exactions et les pillages des sergents et autres commis à la levée des impôts et des tailles, de punir ceux qui s'en sont rendus coupables, de leur faire rendre ce qu'ils avaient pris

(1) En 1570, le maire de Périgueux était Bernard Jay de Beaufort.

(2) Jurades de Bergerac, 1570.

de plus que ce qui leur était dû, sous peine de la hart ; c'est sur la plainte du syndic des Etats du Périgord que Charles IX rendit cette ordonnance.

D'après les historiens protestants, la paix de St-Germain ne fut qu'un leurre, un moyen de tromper plus facilement leur parti par les libertés qu'on lui octroyait et les espérances qu'on lui laissait entrevoir ; la reine-mère voulait endormir la défiance des chefs pour les faire tomber plus sûrement dans les pièges que les conjonctures à venir lui permettraient de leur tendre ; elle se souvenait de ses conversations de Bayonne avec le duc d'Albe ; l'événement semble avoir confirmé ces soupçons.

(*A suivre.*)

A. DE ROUMEJOUX.



LETTRE DU ROI HENRI III.

AU ROI DE NAVARRE.

23 novembre 1582.

« Mon frère,

« J'ay receu vos deux lettres du xii de ce mois et vous diray pour responce à icelles que je ne double aucunnément de vostre directe et ferme intention au bien et repos de mon royaume et à mon particulier contentement ; car je scay de quelle affection vous avés embrassé la pacification des derniers troubles et depuis l'accomplissement et observation des articles accordés pour cest effect et vous prie croire que je voy et cognoy très bien de quel pied chacun parade et scay discerner le mérite des uns avec les passions des autres. Le s^r de Luzignan vous aura dict qu'elle est l'assurance que j'ay prise de vostre bonne volonté, le fondement que j'en faictz et combien je désire que vous vous confiez en moy au nom de l'amitié particulière que je vous porte et de la cognoissance que j'ay du bien que mes affaires en requièrent, ou quoy j'estime que vous n'estes aussi à cognoistre l'avantage que vous en rapporterez, lequel je désire pour mon regard vous représenter et tesmoigner plustost par vrais effectz ou par la preuve que vous en ferez que par lettres, et en ce faisant fermer la bouche à ceux qui voudroyent vous faire croire que je ne désire vous

attirer et avoir auprès de moy que pour assurer mes affaires à vostre doumaige, sachant que vous veniés par deça est trop désagréable à plusieurs, mesmes à ceux qui se sont enrichis et accruez des troubles de mon royaume et cuydant ne pouvoir vivre et estre en seurte que par la continuation d'iceux, ce que je dy sans distinction de religion, car il ne s'en trouve que trop d'une part et d'autre qui concourent en ce dessaing.

• Mon frère, je vous prie croire que mon intention est très bonne, mes actions en randront si clair tesmoignage que personne n'en peut doubter. Je désire infiniment vous revoir affin que vous en puissiez à l'œil faire meilleur jugement et avoir confirmation de l'opinion que vous en avez desia conceue, comme je me prometz qu'il adviendra à vostre contentement.

• J'ay veu par vos lettres les grandes plainctes que vous me mandez vous avoir esté faictes, des poursuites trop exactes qui se font contre aucuns de mes subiectz de la religion prétendue resformée, soubz prétexte de justice par l'ordonnance de la Court de justice que j'ay envoyée en mon pays de Guienne, dont je suis très desplaisant, car mon intention n'a esté et ne sera jamais d'opprimer personne contre raison et n'ay envoyé audict pais ladict Cour pour cest esfect, ains pour randre justice à un chacun sainctement et esgalement et sans distinction de religion suyvant mes édictz et ordonnances, et trouverons très mauvais que ladict Cour en eust usé autrement et ne pense pas quelle l'ayt faict, vous priant toutesfois me faire savoir et spécifier lesdictz faictz et motifs desdictes plainctes affin d'y pourvoir, comme je suis prest à faire de très bon cueur, ainsi qu'il sera jugé estre équitable et selon mesdictz édictz, de manière que chacun aura juste occasion de croire que je n'entens qu'on persécute mes subiectz iniustement, mais plustost se louer de ma bonté et clémence, laquelle a esté tant et tant esprouvée, que je diray non seulement que personne n'en devroit plus doubter, mais que je crains que quelques-uns en abusent et en soyent insatiables, comme gens qui sont si accoustumés au crime qu'ilz en font habitude, ou sont si souillés de maux qu'ilz ont perpétréz, que toutes les abolitions publiques et particulières que l'on leur pouroit accorder ne soyent bastantes pour les laver et donner repos à leurs ames agitées d'un perpétuel remors et souvenance qu'ilz ont de l'énormité de leurs maléfices. Vous assurant, mon frère, que c'est une des raisons qui m'a autant retenu jusques à présent d'ottroyer ladict abolition générale que vous me demandez encores par l'une de voz dictes lettres et que j'ai désiré en conférer avec vous devant que de passer oultre ; car je suis certain que auriez vous mesmes très grand regret de voir ma bonté si autant mesprisée, et oultre cela servir de couverture et impunité à infinies sortes de crimes et délictz qui ne peuvent estre trop tost et rigoureusement punis.

« Mon frère, quand nous en aurons conféré ensemble, je me disposeray volontiers à faire ce que nous adviserons estre expédient sur cela, pour le bien et repos de mondict royaume que je veux prefférer à toutes autres considérations, ainsi que je vous ay mandé par ledict s^r de Luzignan. Mais je m'esmerveille grandement comment l'on a trouvé mauvais que j'aye envoyé pouvoir à ladict Court de justice pour cognoistre des contreventions à mon édict et faictz criminels ès sénéchaucées d'Armaignac, Quercy et Rouergue, et que l'on ayt de là prins argumens de croire que j'aye intention de feustrer mes subiectz de mon pays de Languedoc, de la justice que je leur ay accordée par mondict édict et articles de conférences, car le propre texte des lettres d'ampliation qui ont esté expédiées pour cest esfect tesmoigne asses le contraire, estant fondées sur ce que la Chambre dudict ressort de Languedoc n'est encore establee audict pays, je n'entens aussi que ladict ampliation aye lieu de servir que jusques à ce qu'elle soit en exercice et tant que la Cour demeurera en la ville d'Agen, ayant considéré que estant en ladict ville elle pouvoit commodément et au grand soulagement et plaisir des gens de bien cognoistre desdictz crimes èsdites sénéchaucées comme aux autres, ayant mesme esté adverty que plusieurs malfaiteurs des provinces circonvoisines de ladict ville d'Agen, du ressort du Parlement de Bourdeaux, se sont retirez et resfugiez ezdictes sénéchaucées pour esviter la justice et y demeurent à présent en toute seureté au grand mespris d'icelle et de mon autorité, au grand regret des bons et non moindre désavantage de mes affaires et retardement du soinct de ladict paix.

« J'ay esté requis aussi par Chass..... sur les cahiers qu'il m'a présenté de la part de mes subiectz faisans profession de la religion prétendue resformée de donner pouvoir à ladict Cour de cognoistre de plusieurs excès qu'ils prétendent leur avoir esté faictz par aucuns catholiques esdictes sénéchaucées, en attendant que ladict Chambre de Languedoc fust restablie, comme il apert par leurs propres cahiers, ce que leur ayant très volontiers accordé, tant je désire avancer et favoriser la correction de tous crimes. J'ay considéré aussi qu'il estoit juste et raisonnable de favoriser de pareille provision et secours mes subiectz catholiques affin qu'ilz pussent avoir raison de leurs plaintes par devant ladict Cour, ni plus ny moins que ceux de ladict religion, comme chose que j'ay estimée devoir estre approuvée de tous ceux qui désirent de cueur et d'affection l'observation de la paix, vous assurant mon frère, que je voulois aucument priver ceux de ladict religion de Languedoc du bénéfice de ladict justice que je leur ay accordée par les articles des conférences, ains faire que je puis pour avancer le restablisement d'icelle ledict Chassaincour en a obtenu une jussion très expresse sur ledict cahier qu'il m'a présenté.

Je fay encorres présentement une recharge par homme exprès à la Cour du Parlement de Thoulouze, à laquelle j'envoye une provision pour faire fournir des deniers pour l'entretien et gages des présidens et conseillers catholiques de ladicte Cour qui y doibvent servir ; mais comme ilz ont faict jusques icy difficulté de se mettre en chemin, à cause de l'inexécution de l'édit de l'occupation de M. de Vivans et des continuelles courses et voleries dont le pays a esté et est encorres journellement affligé par certaines sortes de gens que l'on dict estre sans adveu, lesquelz ont leur retraicte en quatre ou cinq lieux qui sont es environs de la ville de Lille où ladicte Chambre doit résider, ils continuent à faire justice tant que l'on pourvoye à leur seureté, remonstrant qu'il n'est raisonnable qu'ilz se mettent à la mercy et discrétion desdicts non advouez dont le nombre audict pais n'est que trop grand et puissant, comme il est noté par les entreprises qu'ilz ont faictes despuys là, puysqu'il est impossible qu'ilz sacquient dignement de leurs charges et que la justice fructifie, demeurant en crainte et deffiance de leurs personnes, à quoy j'ay mandé à mes cousins le duc de Montmorancy et mareschal de Joyeuse, pourvoir comme à chose très raisonnable et nécessaire.

Voilà mon frère ce que contient la dernière dépesche que j'ay faite pour le restablissement de ladicte Chambre de laquelle je vous proteste encores ung coup ne voulloir freuster lesdictz habitans de Languedoc. Toutesfoys sy vous jugés ses choses considérées n'estre à propos que ladicte Court de justice envoyée en Guienne cognoisse sepandant desdictes contraventions et crimes à elle attribuez par ladicte ampliation tant qu'elle sera en ladicte ville d'Agen, et que les plaintes de ceux qui s'en formalisent doibvent estre préférées au bien que lesdites provinces en doibvent recepvoir, je vous prie me le mander et je révoqueray ladite ampliation, à la charge aussi que lesdictz catholiques seront en cella traités comme les autres, et que les cas particulliers qui ont esté renvoyés à ladicte Court sur les cayers de ceux de la religion prétendue resformée, poursuivy par ledit de Sachincourt seront révoqués et remis à leurs juges ordinaires, affin qu'ilz soit traités esgalement. Vous adviserez aussy quel ordre on devra tenir pour faire appréhander les prévenus de leurs juridictions qui se sont retirés esdites sèneschaussées, affin qu'ilz ne demeurent impunis. J'estimois que les juges de ladite Court auroient par leurs actions randu sy clair tesmoniage de leur droiture et gnanimité en l'administration de leur charge, comme mesme vous m'avés escript que chacun doict estre bien ayse de les avoir pour juges qui la regettent et se plaignent de ladite ampliation non moins que de leur exacte poursuite. Sy nous ne favorisons et autorisons la justice, mon frère, comme nous sommes tenez de faire, Dieu nous punira et ne regnerons ny prospérerons jamais. C'est le fondement sur lequel nous devons bastir noz

principalles forces en reiettant bien loing l'acistance et amitié des meschans, ung nombre desquelz pour grand qu'il soit nous sera beaucoup plus dommageable que autrement, et pourveu mon frère que nous authorizons la justice par ensemble d'ung commun acord, consentement et mutuel désir, que telles gens ne nous pourront nuire et s'ilz s'oublient tant que de le tanter ou entreprendre, je les fairay sy bien chastier que les autres y prendront exemple.

J'ay veu par l'une de vos lettres ce qui c'est passé en la prinse de la maison du Casse et Lafille ; c'estoit véritablement deux voleurs qui méritoit d'estre punis exemplairement, mays j'eusse voulu que l'on eust procédé en ce fait par autre forme voyr qu'ils n'ont fait, car il semble que l'on aist plustost voullu vanger leurs ennemys que exécuter le décret et justice ; à quoy toutesfoys je veuz croire que vous ne participez point, car je m'asseure que vous ne voudriés que les soldats que je tiens auprès de vous pour garder vostre personne et les autres qui sont ez villes délaissées en garde à ceux de ladite religion pour leur seureté, fussent ministres de telle vaniance, ne vous voullant céler toutesfoys que mes subiectz catholiques en sont entrés en grande alarme. Mais si suivant que vous me mandés, voulés vous employer aussy visvement à faire exécuter les arrestz et justice contre plusieurs autres, qui sont journellement audit pays, diffamés et se disant faire profession de ladite religion prétendue refformée, cella resiouira et asseurera grandement ung chascun et fermera la bouche à tous ceux qui voudroit blasmer la rigueur en laquelle ceux-cy ont esté traictés et sera cause d'ung grand bien. Je vous prie croire aussy mon frère que vous me fairés très grand plaisir.

J'escriis présentement à mon cousin le maréchal de Matignon en conférer avecques vous et vous prie pareillement pourvoir à la rediction des chasteaux de Mure, de Baira (ou Barra) et de celluy que le visconte de Lavedan a mis dedans, et a de rechefs rescript d'obéir aux lettres, comme vous aura dict mondit cousin, et combien telle désolassion a estonné ceux du pais qui esperoyent quelque soulagement et bon succez de son voyage ; c'est ung trop grand mespris fait à mon autorité et à voz commandemens, ledict visconte de Lavedan doit respondre de la place parce que vous la luy avés baillée en garde. Vous priant mon frère, vous faire obéir et sy vous n'en pouvés chevir par voye amiable, advisés avec mondict cousin celle que l'on y tiendra, car telle désobéissance est insupportable.

« Je vous prie donner ordre aussy à la restitution de la ville de Bazas, faire une bonne despesche en Languedoc pour celle de Lunel, ceux de ladicte religion prestendue refformée dudict pais continuent à s'en descharger et pousser sur vous ceste chose qui importe et suis marry qu'ils reiettent sur vous le reffus qu'ilz font d'obeir en cella à mon edit de pacification et satisfaire à leur promesse. Je vous prie donc y pourvoir :

croyés que je vous ayme parfaitement et que sy vous me venés veoir, vous serés le très bien venu' et prie Dieu qu'il vous aye, mon frère, en sa sainte garde.

Escript à Paris le vingt troisieme jour de novembre mil V^e quatre vingtz et deux, et plus bas : Vostre bon frère.

HENRY, ainsin signé. * (1)

Pour copie conforme :

G. CHARRIER.

Conservateur des archives municipales de Bergerac.

VARIA

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX PROTESTANTS,
A LA FAMILLE DU DUC DE LA FORCE, ET A VIVANS.

Le marquis de Seignelay à l'archevêque de Paris.

Du 30 janvier 1686.

« Le roy vient de me faire l'honneur de me communiquer la lettre que vous avez escrit à S. M. sur le sujet de M. le duc de La Force, et l'on ne peut s'empescher de déplorer son opiniastreté, qui résiste si longtemps aux extrêmes bontés que S. M. luy témoigne. Mais comme il paroist clairement par vostre lettre qu'il n'y a de party à prendre à son égard que celui de luy permettre d'aller en Angleterre, à quoy S. M. ne peut pas consentir, ou celui de la crainte, S. M. s'est déterminée à luy envoyer demain au matin un officier de ses gardes, avec ordre de se retirer avec sa femme dans sa maison de la Boulaye, et en mesme temps M. de la Reynie doit aller prendre ses enfans pour mettre les garçons au collège des jésuites, et les filles entel couvent que vous estimerez le plus convenable. Cependant, comme dans les bontés que S. M. a pour M. le duc de La Force, elle ne prend ce party qu'avec peine, elle m'ordonne de vous envoyer encore cet homme exprez, afin d'avoir ce soir vostre response, par laquelle il vous plaira de

(1) Fonds de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 8

me faire sçavoir vostre avis sur ce sujet, et s'il n'y a rien de changé depuis la lettre que vous avez escrit à S. M., ou si vous estimez qu'il y ait encore quelque chose à espérer par la douceur et la patience à son égard, parce que s'il ne vous paroist pas vraysemblable de réussir par cette voye, S. M. estime qu'il ne faut pas balancer à exécuter dez demain le projet que je vous ai expliqué cy dessus. Je vous supplie donc de vouloir bien me faire réponse sur le champ *.

(Registres secrets.)

Lettre du Roi au duc de La Force.

Du 30 janvier 1686.

* Mon cousin, j'apprens avec déplaisir que nonobstant les raisons pressantes qui ont deub vous déterminer à vous réunir à la religion catholique, et les marques d'amitié et de considération singulière que je vous ay donné, vous vous laissez aller aux mauvais conseils de ceux qui veulent vous retenir dans les erreurs d'une religion que je ne veux plus tolérer dans mon royaume. C'est ce qui m'a porté à vous escrire cette lettre pour vous dire que je veux que vous vous retiriez dans vostre maison de la Boulaye, aussytost que vous l'aurez receu, et que vous remettiez vos enfans entre les mains du sieur de La Reynie, que j'ay commis à cet effet, me réservant de pourvoir à leur instruction (1) *.

(Registres secrets.)

Le marquis de Scignelay, à de Besmaus, gouverneur de la Bastille.

Le 23 juillet 1689.

* Le roy m'a dit aujourd'huy qu'il veut bien que M. le duc de La Force ait à la Bastille deux valets anciens catholiques. Prenez la peine, s'il vous

(1) Le 23 février, le secrétaire de la maison du roi écrivit au duc : « M. le coadjuteur de Rouen a rendu compte au roy de la conversation qu'il a eue avec vous sur le sujet de vostre conversion, et vous sçavez par des tesmoignages bien certains et bien remplis de bonté combien S. M. la désire, non seulement par l'envie générale qu'elle a que ses sujets suivent la bonne religion, mais aussy par l'amitié particulière qu'elle a pour vous. C'est ce qui l'a portée à m'ordonner de vous escrire pour vous dire que s'il est vrai que vous soyez dans la disposition de luy donner une satisfaction entière à cet esgard en vous réunissant de bonne foy à la religion catholique, conformément à la profession de foy dressée par M. l'archevesque de Paris, vous pouvez sans difficulté partir quand il vous plaira de chez vous, pour vous rendre auprès de

plaist, de luy dire d'en faire venir s'il en a ; sinon, de donner ordre à quelqu'un de sa famille de luy en choisir ; mais ils doivent estre anciens catholiques ; et si celuy qui est prez de luy n'est pas de cette qualité, il le faut congédier. »

(*Registres secrets.*)

Lettre du Roi à La Reynie.

Le 16 juillet 1689.

« La conduite de mon cousin le duc de La Force et du sieur de Vivans m'estant suspecte, j'ay donné un ordre pour les faire arrester, et voulant par la connoissance de leurs papiers en estre plus particulièrement informé, je vous escriis cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous transportiez dans la maison dudit sieur de La Force, pour, conjointement avec le sieur de Harlay, conseiller en mes conseils, maistre des requestes ordinaire de mon hostel, procéder à la levée du scellé que vous avez, en exécution de mes ordres, apposé sur leurs papiers, que vous fassiez description de ceux qui peuvent avoir relation aux choses qu'ils avoient entrepris contre mon service, et que vous en envoyiez vostre procès-verbal. »

(*Registres secrets.*)

Le marquis de Seignelay à Chamillart.

Le 22 juillet 1689.

« Sur le compte que j'ay rendu au roy du procès-verbal que vous avez fait à la Boullaye, S. M. m'a ordonné d'expédier des ordres pour faire

S. M., qui est disposée à vous donner des marques de son amitié particulière aussytost que vous aurez bien voulu prendre cette résolution. Je n'adjouteray rien à ce que S. M. m'ordonne de vous escrire à cet esgard, si ce n'est que, comme elle a desjà espéré vostre changement, je ne crois pas qu'il fust à propos que vous vinssiez qu'après estre bien résolu à vostre conversion, et sans faire aucune proposition nouvelle sur la formule de la profession de foy ». — Et le 15 avril : « Le roy m'ordonne de vous envoyer ce courrier exprès pour vous dire que S. M., ayant attendu longtemps les bons effets des réflexions qu'elle espéroit que vous feriez chez vous veut que vous vous rendiez incessamment icy pour apprendre ses intentions sur ce qui vous regarde ». (*Registres secrets*). — Trois jours après, une lettre du roi envoya le duc dans la maison de Saint-Magloire, faubourg Saint-Jacques, à Paris. Seignelay écrivit alors au P. de La Chaise, le 18 avril 1686 : « M. le duc de La Force s'estant retiré par ordre du roy dans la maison de Saint-Magloire, S. M. m'ordonne de vous en donner advis et de vous dire de prendre la peine de l'aller visiter. » (*Registres secrets*).

mettre au chateau du Pont de l'Arche les trois hommes domestiques de M. le duc de La Force que vous avez fait emprisonner, et faire conduire dans la maison des Nouvelles-Catholiques, à Paris, les trois femmes (1).

« A l'égard de la femme, du garçon et de la fille, qui sont encore dans la R. P. R. que vous avez laissé dans une mesnagerie dépendante de la terre de la Boullaye, S. M. veut que vous fassiez rendre compte s'ils auront fait leur réunion dans le temps que vous leur aurez marqué, et s'ils ne l'ont pas fait, que vous les fassiez mettre en prison.

(*Registres secrets.*)

(*Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV,*
publiée par Depping, tome iv, pages 391, 392, 393, 410 et 415.)

(*A suivre.*)



BIBLIOGRAPHIE

COMPTE-RENDU D'UN ARTICLE DE M. L'ABBÉ CAMILLE DAUX,

Une Voyante Révolutionnaire à Montauban.

Messieurs ,

Dans l'une de nos réunions, M. le Président m'avait chargé de lire un article de M. l'abbé Camille Daux : *Une voyante révolutionnaire à Montauban*, article publié dans le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome xxviii, p.189, année 1900, 3^e trimestre, et prié de faire ensuite un compte-rendu pour notre *Bulletin*, en relatant les faits et documents inédits pouvant compléter la biographie déjà connue de cette voyante, qui n'est autre que notre compatriote Suzette Labrousse. Je me suis, de mon mieux, acquitté de ma tâche

(1) A l'égard de celles-ci, La Reynie reçut du secrétaire du cabinet du roi, le 18 janvier 1694, l'ordre suivant : « Le roi veut que les deux femmes de Mme de » La Force qui sont aux Nouvelles-Catholiques, et celle qui est chez Desgrez, » soient renvoyées du royaume par Valenciennes. Il faut les faire partir par la » première voiture, et j'escriis à M. Magalotti de les envoyer à Mons avec un » trompette. J'ay chargé de cette conduite un garde de la prévosté qui vous » rendra cette lettre. » (*Registres secrets.*)

et vais, le plus succinctement possible, vous faire connaître le résultat de ma lecture.

L'article de M. l'abbé Camille Daux est en tous points très attachant, très clair, très exact. Cependant, il ne peut, dans son ensemble, présenter pour nous le même intérêt que pour nos confrères Montalbanais — à cela rien d'étonnant — car nous, Périgourdiens, sommes au courant des faits et gestes de notre célèbre visionnaire, nous qui avons tous eu en main l'ouvrage si intéressant et si complet de notre regretté confrère, M. l'abbé Christian Moreau : *Une mystique révolutionnaire*, Suzette Labrousse, Paris, Firmin Didot, 1886.

Néanmoins, l'étude de M. l'abbé Daux rectifie et complète quelques pages du livre de M. l'abbé Moreau relatives au voyage de Suzette Labrousse à Rome et à son passage dans le département de Tarn-et-Garonne. M. l'abbé Daux était bien placé pour pouvoir rectifier les inexactitudes ayant trait à la partie du voyage qui concerne le Montalbanais. Aussi, je me fais un plaisir de les signaler, car nous ne demandons tous que la vérité.

Une fois son voyage à Rome décidé, Suzette Labrousse part de Vanxains dans la nuit du 28 au 29 février 1792 et se dirige vers Paris d'après M. l'abbé Moreau ; vers la frontière par Périgueux, Montauban, Toulouse, etc. d'après M. l'abbé Daux, qui nous montre la visionnaire moins d'un mois après son départ, à Montauban où elle parla en public pour la première fois. Il en a découvert la preuve dans un périodique de l'époque, les *Nouvelles intéressantes*, feuilles volantes très rares qui font partie de la collection Forestié.

Mais je cède ici la plume à M. l'abbé Daux :

• En marche vers Rome depuis le 28 février 1792 cette singulière apôtre de la Révolution se trouvait à Montauban moins d'un mois après son départ de Vanxains. Nous en avons découvert la preuve dans un fait assez piquant relaté par un périodique de l'époque, les *Nouvelles intéressantes*.

• Un prêtre non assermenté M. Martignac, avait été envoyé par la municipalité de Montauban pour faire les offices dans l'église de Belmontet, le dernier dimanche de février 1792. Le prêtre jureur de La Salvétat-Majeur, M. Vialane, s'étant rendu sur les entrefaites, voulut célébrer la messe, mais, vu les défenses du Maire, vu surtout les manifestations hostiles des fidèles, force lui fut de se retirer. Le Tribunal de police de Montclar, avisé par le plaignant, condamne solidairement M. Martignac et le maire de Belmontet, le sieur Alzoune, « à une amende de 40 livres et à 4 mois de prison, pour avoir troublé les fonctions curiales du sieur Vialane. » Le 26 mars, le prêtre condamné écrit au directoire du district de Montauban, exposant la légitimité de sa conduite et l'injuste condam-

» nation qui le frappe. Après avoir fait valoir toutes les raisons de la défense,
» et souscrivant « à se remettre en prison non pas pour 4 mois, mais pour
» le reste de sa vie, si on peut le trouver coupable. » M. Martignac ajoute :
» Je sais que mon grand crime est de n'être point conformiste ; mais mieux
» réfléchi et convaincu *par trois entrevues que j'ai eues avec Mlle*
» *Labrousse*, j'offre de me conformer aux Décrets de l'Assemblée nationale,
» lorsque vous le trouverez à propos.

» C'est donc avant le 26 mars que la voyante était dans nos murs. Elle y
» multiplia ses réunions publiques, puisque dans la liste par elle dressée
» elle rappelle avoir parlé « à Montauban *dans trois églises différentes.* »
» Celle de Villebourbon, la seule nommément désignée, était alors régie
» par M. Lugan, prêtre assermenté, ci-devant grand-carme, lequel avait été
» préposé à cette cure par la municipalité le 25 mars 1791. Quant aux
» deux autres églises où se rendit la prédicante, c'étaient très probable-
» ment celle de Saint Jacques, confiée de la même manière et à la même
» date à un autre ex-carme, M. La Brousse ; et celle de Saint-Etienne de
» Sepiac, administrée par le vicaire M. Saint-Sardos, le premier des
» prêtres de la ville qui avait prêté le serment (13 février 1791) et dont la
» municipalité avait tenu à récompenser l'empressement en lui offrant une
» couronne civique. »

M. l'abbé Daux fait remarquer qu'étant donnée la date du 28 février 1792 pour le départ de Suzette Labrousse, de Vanxains pour Paris, et celle du 26 mars suivant, date à laquelle M. Martignac déclare avoir eu déjà *trois entrevues avec Mlle Labrousse*, il y a confusion dans l'itinéraire que M. Moreau fait suivre à la visionnaire.

A mon avis, M. l'abbé Daux a raison, il y a confusion dans le livre de M. Moreau qui manque trop souvent de dates et dont certaines pages, en effet, se contredisent. Aussi y ai-je relevé quelques passages qui viennent à l'appui du dire de M. l'abbé Daux.

Page 32 après l'énigme xiv, *Si je vais à Paris... etc.*, M. Moreau ajoute : « Elle annonce, par celle-ci, qu'elle ira à Paris, et qu'elle revien-
» dra chez elle, à Vanxains, ce qui a eu lieu. Elle dit ensuite que, *si le*
» *tout doit s'effectuer, elle repart, pour aller compléter sa mission.*
» Elle partit effectivement de chez elle, le 29 février 1792, pour aller à
» Rome, instruire le Pape des desseins de Dieu, etc. »

Ici son biographe la fait bien partir pour Rome le 29 février 1792.

Pages 58 et 59. M. Moreau écrit : « Le 19 février 1792, les évêques
» délibérèrent au nombre de huit, des commissaires furent nommés et
» firent le rapport. Un seul des assistants improuva le plan ; les sept
» autres déclarèrent ne point s'y opposer. »

Il est question de son plan de pèlerinage à Rome pour parler au Pape, lui faire approuver la constitution civile du clergé et l'engager à renoncer

au pouvoir temporel. « Elle ne désirait pas autre chose. Dans la nuit du 28 au 29 février, elle se mit en route, etc... »

Voilà notre visionnaire encore partie pour Rome le 29 février 1792.

A la page suivante, M. Moreau ajoute : « Nous allons pour quelque temps • laisser notre visionnaire errant sur des routes inconnues, escortée des • hallucinations qu'enfante son cerveau malade, » et quelques lignes plus loin : « nous allons placer ici les biographies de dom Gerle, de Pontard, • et celle de Catherine Théot... Lorsque, en effet, nous aurons fait con- • naître autant que possible les personnages que nous avons nommés plus • haut, Mlle Labrousse, arrivée dans la capitale, on ne sait comment, va se • trouver en contact avec eux sur la scène politique, etc... »

Ainsi donc, Suzette Labrousse, partie pour Rome le 29 février 1792, arrive à Paris on ne sait comment.

Page 76, voici encore ce qu'écrit M. Moreau : « Revenons à cette dernière. • Suivant les conseils de Pontard, si conformes d'ailleurs à ses propres • désirs, nous l'avons vue partir nuitamment pour la capitale. Elle y arriva • plus d'un mois après son départ de Vanxains... »

On voit d'après ces quelques citations, que M. Moreau fait toujours partir la visionnaire dans la nuit du 28 au 29 février 1792, mais tantôt pour Paris et tantôt pour Rome.

M. l'abbé Daux a donc raison : il est impossible qu'étant partie le 29 février, Suzette se soit rendue à Paris, y ait séjourné quelque temps, soit revenue à Vanxains et de là repartie pour Rome, de façon à se trouver, un mois après cette date, à Montauban ; le 28 mai 1792, à Lyon, chez la citoyenne Laurent, rue Royale, maison Sturlat, n° 20, d'où elle écrit ses *Discours sur les objections qu'on m'a faites sur divers points de la constitution, et que j'ai débités en public, comme en particulier* ; le 13 juin suivant, à Grenoble, d'où elle date les *conclusions* à ses discours.

Voici du reste un passage d'une lettre datée du 30 nivôse an v (20 janvier 1796) et écrite par le citoyen Thouin, membre de la commission des Arts, à Rome, au ministre des relations extérieures, après une visite faite à Suzette Labrousse pendant son incarcération au château Saint-Ange, qui vient encore appuyer notre dire.

Après avoir parlé de la prisonnière, le citoyen Thouin ajoute : « Voici un • abrégé de ce que nous apprimes d'elle dans une conversation sans • témoins, qui a duré une heure passée... Encouragée par des témoigna- • ges flatteurs sur son ouvrage, elle vint à Paris, se lia avec dom Gerle, • l'archevêque de cette ville, plusieurs membres de l'Assemblée constituante, • et même Mme la duchesse de Bourbon, chez laquelle elle a résidé quatre • mois, et qui lui a fourni de l'argent pour faire son voyage d'Italie. »

Il ne peut, selon moi, y avoir de doute : c'est bien dans la nuit du 28 au 29 février 1792, que Suzette partit pour Rome. Mais avant cette date, elle avait effectué son voyage à Paris, où elle séjourna quatre mois, ainsi qu'elle le déclara elle-même au citoyen Thouin ; et la découverte de M. Daux, dans les *Nouvelles intéressantes* tranche définitivement la question sur ce détail de la vie de notre compatriote.

L'auteur d'*Une voyante révolutionnaire à Montauban*, termine son article en rectifiant quelques erreurs et en donnant quelques éclaircissements au sujet des localités Montalbanaises que la visionnaire énumère dans les *conclusions* de ses discours, et où elle prit la parole.

Dans sa nomenclature elle écrit :

A Montauban dans trois églises différentes ;

Pour cette ville nous avons vu, il y a un instant, ce qu'en a dit M. l'abbé Daux.

A Montéche, au club et à l'église. — « Il s'agit de la paroisse de » Montech et très probablement de son église principale Notre-Dame ; » celle du faubourg était alors simple sanctuaire de pèlerinage. »

A la paroisse voisine, dont je ne me rappelle pas le nom ; — « Ce » doit être Bourret ou Finhan ; mais plus probablement cette dernière, » vu la direction qui conduit à la localité suivante, mal désignée, il est » vrai, mais qu'il est facile de reconnaître. »

A Nevers, paroisse voisine, — « c'est évidemment Verdun qu'il faut » lire, localité plus voisine de Finhan que de Bourret et tout proche de la » suivante. *A Grisol,* — « mis pour Grisolles d'où elle se rendit : »

A une autre paroisse tout près, dont je ne me rappelle pas le nom, — « comme de ce dernier point elle entra à Toulouse, où elle pérora au » club, nous ne saurions dire si cette paroisse est *Castelnau* ou *Saint-Jory*. »

J'ai été peut-être un peu long, mais enfin je termine.

Si l'intéressante étude de M. l'abbé Daux ne nous révèle rien d'inédit sur la vie de l'illuminée Suzette Labrousse, elle a cependant l'avantage pour nous de mettre en lumière un point obscur de la biographie de notre compatriote et de compléter, autant qu'il est possible, l'itinéraire de son passage dans le département de Tarn-et-Garonne ; car, nous dit encore M. Daux : « Pas un journal de l'époque, pas un des registres de la municipalité ni des » nombreuses sociétés ou clubs révolutionnaires de la ville (Montauban) » n'en font mention, alors cependant que des incidents de bien minime » importance y sont presque journellement relatés. »

Ch. AUBLANT.

NÉCROLOGIE

M^{me} LA COMTESSE VICTOR DE CHANTÉRAC.

M^{me} de Chantérac a été enlevée à la Société, il y a quelques jours. A la mort de son mari, le comte Victor de Chantérac, et gardienne des traditions d'une famille qui a toujours cru de son devoir de faire partie des associations qui relèvent le niveau intellectuel d'un peuple, elle ne voulut pas abandonner la Société aux œuvres de laquelle M. de Chantérac prenait un vif intérêt, et elle le remplaça parmi nous. Cet exemple est malheureusement rare : aussi devons-nous ne pas laisser échapper l'occasion de le signaler.

A. R.

M. LÉON LÉONARDON.

Le 5 février 1902, décédait au bourg de Vanxains, canton de Ribérac, M. Léon Léonardon, ancien notaire et maire de la commune.

Le défunt appartenait à une ancienne et honorable famille du Périgord, qui compte de nombreux rejetons dans le département de la Dordogne et ailleurs, mais dont le berceau est à Vanxains. C'est là en effet que, de père en fils, depuis 1630, s'est perpétuée sans interruption cette puissante lignée, on pourrait dire cette dynastie, de notaires qui s'est continuée jusqu'à notre regretté collègue, présidant aux actes importants de la vie civile des habitants de la commune, vivant au milieu d'eux d'une existence patriarcale et veillant pieusement à la conservation de leurs archives publiques et privées.

Lex est quodcunque notamus : cette devise du notariat, la famille Léonardon pourrait la revendiquer comme sienne ; car, depuis bientôt trois siècles, toutes les générations qui se sont succédées dans la commune de Vanxains, ont vécu sous la loi des contrats rédigés par quelqu'un de ses membres.

Aussi en 1863, ses études de droit terminées, Léon Léonardon, continuant une tradition familiale, prenait lui-même possession de la charge de notaire que son père lui avait conservée. Il la gardait ainsi jusqu'en 1870, époque à laquelle, par suite de convenances de famille, il la cédait à son frère plus jeune, Octave Léonardon, pour aller habiter Villefranche-de-Longchapt où quelques années plus tard, en 1877, il était nommé juge de paix.

Il occupa ce poste jusqu'en 1884 et démissionna alors pour reprendre l'étude de Vanxains devenue vacante par suite du décès prématuré de son frère Octave.

Avec l'étude de notaire, la mairie était également vacante. Elle échut aussi à Léon Léonardon qui la garda jusqu'à son décès, ses concitoyens pensant avec quelque raison que les affaires communales ne pouvaient être mal administrées par celui qui avait déjà la conduite de leurs intérêts privés et justifiait pleinement la confiance qu'on avait en lui.

Ils n'eurent pas d'ailleurs à se repentir de leur constance, car le nouveau maire fut, comme l'était le précédent, un administrateur éclairé et intègre, soucieux des besoins de sa commune et tout dévoué à ses administrés.

D'ailleurs, avec des dehors un peu rudes, M. Léon Léonardon était le meilleur homme du monde, manifestant sa bienveillance autrement que par des paroles et gardant à ses amitiés une fidélité que les dissentiments inexorables de la politique furent impuissants à faire fléchir.

C'est le 7 décembre 1882, que notre regretté collègue était entré dans notre Société, dont faisait déjà partie un autre membre de sa famille aussi natif de Vanxains, et décédé depuis, le docteur Edouard Léonardon, conseiller général du canton de Montpon.

S'il ne fut pas des plus assidus à nos séances, nous savons qu'il s'intéressait vivement à nos travaux et nous honorait de sa sympathie.

Cela suffit pour lui donner droit à nos regrets.

A. MÈGE-LAVIGNOTTE.

M. VACQUAND.

Parmi les membres de notre Compagnie il en est auxquels l'entraînement des affaires, une complexion malade ne permettent pas de prendre une part active à ses travaux : néanmoins, aucune des questions d'histoire et d'archéologie qui font l'objet de ses recherches ne leur sont indifférentes ; ils reçoivent toujours avec empressement et lisent avec une pieuse curiosité ses annales, où leur amour du pays natal trouve à se satisfaire pleinement.

M. Charlex-Félix Vacquand, que la mort nous a enlevé le 12 février dernier, fut du nombre de ces trop modestes collègues dont la sympathie nous est si précieuse.

C'était un enfant de Périgueux, né le 9 janvier 1827 d'un père qui, avant de se livrer à l'industrie, avait noblement gagné le grade de capitaine et la croix de la Légion d'honneur dans les guerres du premier Empire. Il avait fait au collège de sa ville natale de brillantes études, après lesquelles il était allé à Limoges s'initier au commerce dans une grande filature : il y demeura jusqu'au moment où il dut prendre la suite d'une distillerie dirigée par son père à Périgueux.

A la fermeté du caractère et aux sérieuses qualités du cœur, M. Vacquand joignait une vive intelligence. Il fut des nôtres presque aux débuts de la Société. S'il ne pouvait assister à nos séances mensuelles, il y était du moins très dignement représenté par notre vénéré secrétaire-adjoint, M. le chanoine Brugière, son beau-frère, qui le tenait au courant des communications et des découvertes capables de l'intéresser.

M. Vacquand a passé ses dernières années au milieu de ses concitoyens, en répandant le bien autour de lui. Non content de pratiquer la charité, il s'était adonné à l'étude de la religion, dont il avait reconnu les beautés et à laquelle il a demandé les suprêmes consolations.

D.-D.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Plan de l'église de Cumond et une rangée de sarcophages ; - et la 2^e, les objets trouvés dans lesdits sarcophages.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXIX. — TROISIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER

Mai-Juin 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 3 avril 1902.....	181
— du jeudi 1 ^{er} mai.....	188
Information ordonnée en 1310 par le roi d'Angleterre au sujet des surprises faites à son préjudice par le roi de France en Périgord, Limousin et Quercy (M. Paul HUET).....	195
Le premier livre imprimé à Périgueux (1498) (M. DUJAR- RIC-DESCOMBES).....	215
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (<i>Suite</i>) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	221
La chanson nouvelle de la défaite et mort du prince de Condé (M. Gustave HERMANN).....	256
A propos de deux « ex-libris » périgourdiens (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	265
VARIA. — Correspondance relative aux protestants, à la famille du duc de La Force (<i>Suite</i>).....	268

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 3 avril 1902.

Présidence de M. de ROUMEJOUX, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Marchadier, le marquis de Marcillac, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort d'un de nos plus jeunes confrères, M. du Genest de Broussaneix, qui vient de nous être enlevé après quelques mois de maladie. Il commençait à avoir le goût des antiquités et se plaisait à former une collection de numismatique périgourdine.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Report of S. P. Langley, secretary of the Smithsonian institution, for the year ending june 30, 1901, brochure in-8°, avec planches, Washington, government printing office, 1901 ;

Journal des Savants, cahier de février 1902, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Comptes rendus des séances de l'année 1901 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de novembre-décem-

bre, un fascicule in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs, 1901 ;

Revue épigraphique, 23^e année, n° 103, octobre, novembre, décembre 1901, in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, un vol. broché in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur, 1901 ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxii^e volume, 2^e livraison, 1^{er} mars 1902, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint-Médard, libraire ; contenant p. 96, l'extrait tiré des *Contemporains* d'une étude sur *L'abbé de Féletz, critique littéraire, de l'Académie française* (Charles-Marie Dorimond de Féletz, 1767-1850) ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison, 1901, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon administrative et commerciale ; contenant la suite de l'intéressant mémoire de M. Bombal sur *La Haute Dordogne et ses gabariers* où sont de précieuses indications sur l'ancien commerce de notre province, l'exportation des châtaignes par la Dordogne, les expéditions de porcs sur Domme, le transport du charbon de terre de la commune d'Argentat à Bergerac, etc. ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 29^e année, janvier-février 1902, in-8°, Agen, Imprimerie moderne (Association ouvrière) ;

Revue des langues romanes, tome XLV, mars 1902, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur ;

De M. Charles Durand, un exemplaire sur papier de fil de son tiré à part, *Pomone à Vésone*, qui a paru dans le *Bulletin*, plaquette in-8° de quatre pages, avec planche ;

De M. Charrier, son tome X des *Jurades de la ville de Bergerac*, 1671-1688, avec une préface de M. Jouanel, petit in-8° carré, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1901 ;

De M. Charles Aublant, son tiré à part de notre dernière livraison, *Un mot sur M. Lasserre à propos de ses armoiries*, in-8° de huit pages. Le donateur nous fait remarquer qu'il a commis une erreur dans une note manuscrite qu'il y a jointe, en ratta-

chant à Vicq l'ancienne paroisse de St-Mayme-de-Rozens où est né Lasserre, tandis qu'elle fait partie de la commune actuelle de Mauzac ;

De M. Hermann, les n° du journal *L'Avenir illustré* des 30 janvier, 6 et 27 février, 6 et 20 mars 1902, qui contiennent ses fables en patois périgourdin et ses rimes patoises ;

De M. Dujarric-Descombes, le n° du 3 avril 1902 du même journal, contenant son article bibliographique sur *L'énergie française* par M. Hanotaux.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de mars 1902, dans laquelle sont indiqués quelques noms périgourdins : 1° une lettre du célèbre magistrat et jurisconsulte Louis-Marie de Belleyne, né en 1787, mort en 1862, à la comtesse de Genlis, datée de Paris 16 avril 1830 ; et 2° une intéressante lettre de Jules Claretie à Victorien Sardou, dans laquelle il parle de *Paul et Virginie*, et de la pièce d'Octave Feuillet, *Un bourgeois de Rome*. On y a joint une lettre autographe signée de M^{me} Jules Claretie, relative à la pièce *Le Régiment de Champagne*.

Notre honorable confrère, M. Fernand MONTET, notaire à Meyrals, veut bien nous envoyer, avec deux plans des grottes de Combarelles et de Font-de-Gaume, des indications qui pourront leur servir en quelque sorte d'état-civil.

« La grotte des Combarelles, nous écrit-il, appartient aujourd'hui à M. le docteur Capitan, de Paris, en vertu d'un acte de vente que j'ai retenu le 31 janvier dernier. Un plan identique à celui que je vous adresse est annexé à cet acte. La grotte est fermée, mais l'ancien propriétaire est tenu de la faire visiter.

» La grotte de Font-de-Gaume a été donnée à l'Etat (Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Service des Monuments historiques, Sous Commission des Monuments mégalithiques), aux termes d'un acte de donation que j'ai retenu le 14 février dernier. Un plan identique est également

annexé, sauf les divers endroits où sont désignés les originaux et qui ont été ajoutés par moi.

» J'ai pu constater jeudi dernier, en visitant de nouveau ces deux grottes, qu'elles étaient très intéressantes au point de vue du grand nombre d'animaux peints ou gravés qu'elles contiennent.

» Il existe également, dans la commune de Meyrals, deux grottes d'une assez grande longueur qui ont été très peu visitées. Je me propose de les explorer en détail pour essayer d'y découvrir des peintures ou gravures d'animaux. Si mes recherches aboutissent, je tiendrai la Société au courant de mes découvertes. »

M. DE FAYOLLE nous entretient des découvertes qui ont été faites, ces jours derniers, sur la place de la Clautre, devant la cathédrale de Saint-Front, de trois tombeaux en pierre, du ^{xii}^e siècle, avec entailles pour la tête et deux petits trous de chaque côté, l'un pour l'encens et l'autre pour l'eau bénite. Un couvercle de ces tombeaux présentait sur sa longueur une ligne courbe. On y a trouvé des ossements, trois coquilles de Saint-Jacques provenant probablement d'un pèlerin, une petite fiole à eau bénite en verre très mince, une croix d'absolution, des monnaies en bronze et des morceaux de minerai de fer. Deux de ces tombeaux ont été transportés au Musée.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend qu'on a découvert un sarcophage de plus sur la Clautre. Il nous rappelle qu'en 1883, en faisant des fouilles sous le parvis, on avait déjà trouvé deux sarcophages, de 2 m. 20 et 1 m. 90 de long, avec deux places pour la tête qu'on tenait plus élevée sur des tablettes.

M. DE MARCILLAC dit qu'il a découvert aussi à Mellet, il y a quelques années, un sarcophage du ^{xii}^e siècle, avec entaille arrondie à la tête, dans le sable compact.

M. DE FAYOLLE rappelle ensuite à l'assemblée que le vœu platonique qu'elle a exprimé dans sa dernière séance, pour la

conservation de la Porte Normande et de la lanterne des morts d'Atur, aurait besoin de se traduire par une résolution positive. Il propose d'accorder 25 francs à chacun de ces monuments.

La proposition est votée.

A propos de l'empreinte du sceau que le Président nous a montrée à la dernière réunion, M. Philippe DE BOSREDON lui mande que ce sceau lui paraît se rapporter très certainement au ^{xiv}^e siècle. « Par suite, j'inclinerais à l'attribuer à Bertrand V de Born. (Voir la généalogie dressée par M^{me} la marquise de Cumont, p. 69 et suiv.). Ce Bertrand n'appartenait pas à la première maison de Born ; il était seigneur d'Hautefort ; on s'explique que dans ses armes les *forces* d'Hautefort aient prévalu sur la levrette des Born. A la vérité, l'écusson d'Hautefort était à trois forces, 2 et 1, et non à une seule ni à un écartelé de quatre forces ; mais sur ce point il y a eu de nombreuses variantes : les forces sont quelquefois renversées ; quelquefois il n'y en a que deux (*Sigillographie du Périgord*, n° 196) ; quelquefois il n'y en a qu'une ; vous remarquerez que votre sceau ne porte pas quatre forces, mais bien quatre quartiers à une force, et précisément cette variante est constatée dans les sceaux de Bertrand V (voir l'ouvrage de M^{me} de Cumont, p. 70). Je conclus donc à attribuer le sceau audit Bertrand V, sans pouvoir en faire cependant la preuve positive. »

Notre zélé confrère M. DU SOULAS nous envoie un mémoire sur l'église de Pressignac qui, d'après lui, date du ^{xii}^e siècle. Il en donne une description sommaire et constate qu'elle fut fortifiée. C'est une église à une coupole. Il est regrettable que cette description ne soit pas plus complète ; mais telle qu'elle est, elle ajoute un monument de plus à ceux que l'on connaît comme ayant une coupole.

M. du Soulas décrit aussi une ruine désignée sous le nom de Cancelade qui fut, selon la tradition, une abbaye et un lieu fortifié à double enceinte, dont il faudrait donner également une description qui pourrait offrir de l'intérêt.

M. du Soulas voudra bien compléter ce travail qui semble mériter de plus amples développements.

M. AUBLANT met ensuite sous nos yeux une photographie de la petite chapelle de Fontpeyrine, lieu de pèlerinage assez fréquenté encore de nos jours, qui se trouve au milieu des bois, à deux kilomètres environ du bourg de Tursac. Il a relevé lui-même l'inscription de la cloche placée dans une des deux baies du pignon de la façade :

Jean Laborderie, curé de Fontpeyrine, ma fait faire 1670.

Parein Jacques de Roffignac sgr. de Marzac.

Mareine dame Gabrielle de Roffignac.

Le monogramme du Christ I. H. S. et une croix grecque pattée, ayant aux extrémités de chaque branche, mais indépendante, une fleur de lis, complètent l'inscription qui se lit sur quatre lignes en lettres capitales mal venues.



La cloche est de petite dimension.

M. LE PRÉSIDENT, en compulsant aux Archives départementales le recueil des pièces périgourdines du fonds latin de la Bibliothèque nationale, a trouvé dans la pièce n° 36, du lundi après Noël 1328, un nom périgourdin. C'est une obligation de la somme de 60 livres tournois, consentie par Guillaume de Royère, clerc, chanoine de Burgos en Espagne, et de Saint-Yrieix en Limousin, en faveur d'Hélie Segui, bourgeois de Périgueux : les cautions de la somme sont Etienne et Bertrand de la Roche, chevaliers.

M. l'abbé GRANGER veut bien nous communiquer deux pièces : l'une, un fragment de parchemin de 1590, est l'expédition d'une vente de maison, jardin et verger d'arbres, et étable, le tout situé sous le Thoilh, près de l'église de St-Front,

censentie par M^r M^e Jean Martin, chanoine chantre et official du chapitre, à noble Jean de Chilhaud, écuyer, sieur des Fieux, pour la somme de 6000 livres.

L'autre est une copie sur papier de 1746 d'une minute du notaire royal Guichard, dans laquelle sont nommés, suivant l'ordre du tableau, deux syndics collecteurs de la taille de la paroisse de Merlande pour l'année 1747 et un syndic général, par les principaux habitants et taillables de la paroisse, en présence de messire Jean Clary, prieur curé, seigneur du dit lieu.

M. l'Archiviste départemental remercie M. l'abbé Granger.

Enfin, M. Charles DURAND met sous les yeux de l'assemblée les images de deux objets qu'il a tout dernièrement photographiés.

Le premier représente une plaque de poignée en fer forgé, fichée dans la porte de l'église de Beauregard. A base quadrangulaire, cette plaque est surmontée d'une figurine dont la facture quelque peu barbare doit, très vraisemblablement, être attribuée à un ouvrier indigène. Elle ne paraît pas d'ailleurs fort ancienne, et ainsi que l'entrée de serrure, aussi en fer forgé, qui décore la même porte, paraît dater de la fin du ^{xvii}e siècle.

Le second reproduit une girouette encore en place sur l'un des bâtiments de l'ancienne fonderie de Monclard. En l'an II (1793) cette fonderie exécutait, pour les armées de la République, des canons, des boulets, ainsi que le matériel de guerre utile à l'artillerie. Ce qui explique bien, sur la girouette qui nous occupe, découpée dans une forte feuille de tôle de fer, la représentation d'un canonnier, exécutant avec un canon la manœuvre : *Pièce, feu !*

Cet objet est peut-être le seul à Monclard, remontant à cette époque, l'ancienne fonderie ayant été transformée en carderie. Aussi, à ce titre, a-t-il paru offrir un certain intérêt à M. Charles Durand, qui s'est empressé d'en signaler l'existence à la Société.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord,

M. l'abbé Thiveaud, chanoine honoraire, curé de la paroisse Saint-Jacques de Bergerac, présenté par M. de Maynadié et M. Charrier.

La séance est levée à deux heures un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 1^{er} mai 1902.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. l'abbé Comte, Féaux, Fernand de Bellussière, Antony Délugin, Charles Aublant, de Roumejoux, Dujarric-Descombes et Charles Durand.

M. le marquis de Fayolle, souffrant, se fait excuser de ne pas assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Le *Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique*, 5^e série des annales, deuxième partie, IV, in-8°, Anvers, imprimerie V^o de Backer, 1902;

Le *Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, n° 20, 5 avril 1902. Publication du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome LXII, cinquième

et sixième livraisons, septembre-décembre 1901, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XLIX, année 1901, premier semestre, un volume broché, in-8°, avec planches, Mamers, Fleury et Dangin, imprimeurs ; Le Mans, de Saint-Denis, libraire éditeur, 1901 ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, deuxième série, tome IX, quatrième trimestre de 1901, octobre-novembre-décembre, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires éditeurs ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, année 1901, septième série, tome I, un fascicule in 8°, Angoulême, Constantin, libraire ;

Le *Bulletin de la Société de Borda*, Dax (Landes), vingt-septième année (1902), premier trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Labèque ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans*, huitième volume, n° 5, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1902 ;

Le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XXIX, année 1901, premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres, quatre fascicules in-8°, Montauban, imprimerie et lithographie Forestié ;

Le *Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XXVI, 4° fascicule, octobre-novembre-décembre, in-8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1901 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1902 (avril), 141^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XXIX, un volume broché in-8°, Autun, imprimerie Dejussieu père et fils, 1901 ;

L'Inventaire sommaire des registres de la Jurade de Bordeaux, de 1520 à 1783. — Volume deuxième et septième des publications concernant les archives municipales de Bor-

deaux. — Fort volume in-4° de 780 pages sur papier fil, Bordeaux, imprimerie Pech et C°, 1901 ;

De M. Pierre Meller, *Les familles protestantes de Bordeaux*, d'après les registres de l'état civil avant 1793. — Brochure in-8°, Bordeaux, imprimerie Crugy, V° Riffaud, successeur, 1902 ;

Le premier numéro (avril 1902) du *Bournat dou Périgord*, bulletin de l'Ecole félibréenne du Périgord, où, parmi quelques autres, nous distinguons plusieurs nouvelles charmantes ou articles humoristiques de nos confrères en archéologie : MM. Dujarric-Descombes, *alias* La Bernerie, Ladevi-Roche et Charles Aublant ;

De M. Boulanger, le 2° fascicule de sa belle publication, *Le mobilier funéraire gallo-romain et franc, en Picardie et en Artois*, avec dix superbes planches dessinées par M. Pilloy, in-4°, Saint-Quentin, Imprimerie générale. (Souscription de la Société) ;

De M. Dujarric-Descombes, le numéro de l'*Avenir illustré de la Dordogne*, du 1^{er} mai 1902, contenant sa curieuse communication, signée « La Bernerie », sur un *Régime pour une dame en 1600*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. l'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de Saint-Jacques de Bergerac, élu membre titulaire dans la réunion précédente, adresse ses remerciements à la Société.

La Société française d'Archéologie, par l'organe de son directeur, M. Lefèvre-Pontalis, adresse à notre président le programme du Congrès archéologique de France qui tiendra cette année, à Troyes et à Provins, sa soixante-neuvième session, et émet le désir de voir quelques-uns de nos confrères assister à ses réunions et prendre part à ses travaux.

MM. de Roumejoux, de Fayolle, Lespinas et le comte de Saint-Saud, voudront bien nous représenter à ce congrès, qui promet d'être intéressant.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en transmettant à M. le Préfet copie de la loi du 27 janvier

1902, relative à l'affichage sur les monuments ayant un caractère artistique, l'a accompagnée d'une circulaire explicative dont M. le Président donne lecture.

Ces deux documents, en raison de l'intérêt qu'ils présentent, ne sauraient être trop divulgués. Aussi l'assemblée exprime-t-elle le désir de les voir *in extenso* insérés au procès-verbal de la présente séance (1).

Notre confrère M. MAISONNEUFVE-LACOSTE a adressé au Président, qui en donne lecture, la copie de quinze lettres, dont treize écrites à divers membres de sa famille, par M. le Ripaire de Vaucocour, gentilhomme ordinaire de Louis XIII, en 1619 et 1620 ; une, reçue par lui, et la dernière écrite par Henry de La Marthonie, évêque de Limoges en 1624, à « Madamoyselle de la Brugière de Vaucocour », sa cousine.

L'assemblée décide que ces lettres, dans leurs parties les plus intéressantes pour l'histoire de notre province, seront insérées aux *Varia* de notre *Bulletin*.

Notre confrère M. Charles MAGNE, secrétaire général du Comité d'études historiques et archéologiques « La Montagne Sainte-Geneviève », à Paris, a adressé au secrétaire-général le numéro du *Journal officiel* du 4 avril 1902 contenant la relation d'une communication qu'il a faite, le 3 avril, au Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements. (Section d'Archéologie.)

Cette communication a trait aux fouilles dont, en 1901, il a

(1)

LOI DU 27 JANVIER 1902

RELATIVE A L'AFFICHAGE SUR LES MONUMENTS AYANT UN CARACTÈRE
ARTISTIQUE.

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 16 de la loi du 29 juillet 1881, les maires et, à leur défaut, les préfets dans les départements, le Préfet de la Seine à Paris, ont le droit d'interdire l'affichage, même en temps d'élections, sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique.

Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq à quinze francs par contravention.

ART. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

surveillé l'exécution rue Dante, au milieu de l'ancien Clos de Garlande, et qui ont eu pour résultat l'exploration d'une nécropole gallo-romaine, puis mérovingienne, à laquelle ont succédé des cimetières des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles.

L'heureux succès de ces fouilles qui continue celui déjà obtenu par notre confrère et qui, notamment, lui a permis de préciser la direction des voies romaines de l'antique Lutèce (sur la rive gauche), a été accueilli avec intérêt par

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

Circulaire.

MONUMENTS HISTORIQUES.

AFFICHAGE SUR LES ÉDIFICES PUBLICS.

Palais-Royal, le 10 mars 1902.

Monsieur le Préfet,

La loi du 27 janvier 1902 vient de vous conférer, au défaut des maires, le droit d'interdire, même en temps d'élections, l'affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique.

Les monuments historiques, dont mon département, aux termes de la loi du 30 mars 1887, est chargé d'assurer la conservation, rentrent au premier chef dans la catégorie des édifices que le Parlement a entendu protéger contre l'affichage. Sans préjudice des instructions qui ont pu vous être données par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, pour l'exécution de la nouvelle loi, je vous prie de veiller tout particulièrement à ce que, dans toute l'étendue de votre département, elle soit strictement appliquée aux monuments dont il s'agit.

Je vous engage, à cet effet, à vous reporter à la liste des monuments historiques qui vous a été adressée dans le courant de l'année 1900 et qui doit figurer dans les archives de votre administration.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Signé : Georges LEYGUES.

l'assemblée, qui transmet à M. Charles Magne, avec ses félicitations, ses plus chauds encouragements.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait passer sous nos yeux deux objets appartenant à M^{lles} Kintzel, et qui ont dû faire partie de la trousse de travail de quelque riche dame périgourdine de la fin du xvii^e siècle ou du commencement du xviii^e.

Le premier est un étui à ciseaux, en argent, dont la forme affecte les contours enveloppants de cet instrument. Sa hauteur est de 86 millimètres et son épaisseur, entre les plats ou faces latérales, est de 6 millimètres.

La partie supérieure rectangulaire, aux angles arrondis, de 38 et 35 millimètres de côtés, présente sur chacune de ses faces un arbre qu'entourent des rinceaux gravés du plus charmant effet; la partie inférieure, se terminant en pointe tronquée, est couverte, aussi sur ses deux faces, de guirlandes de lis et de roses, avec un oiseau au centre; le tout délicatement ajouré et d'une grâce inexprimable.

Le second objet est un étui en chagrin, constitué par deux cylindres superposés : l'un, de 25 millimètres de hauteur et de 20 millimètres de diamètre; l'autre, de 50 millimètres de hauteur et de 12 millimètres en son plus grand diamètre; — au total, 75 millimètres de hauteur.

L'étui entier est cerclé, sur sa hauteur, de cinq rangées de petits clous en argent.

Le premier cylindre de cet étui renferme un dé à coudre très mince, en argent, à dessins ajourés à la base, sur le tiers environ de sa hauteur, le surplus frappé des petites dépressions destinées à retenir, en travail, le bout de l'aiguille. Dans ce premier dé s'en adapte un second, en cuivre.

Celui-ci offre un vif intérêt. C'est, en effet, semble-t-il, un dé symbolique qui porte gravé, sur tout son pourtour, le motif ci-dessous reproduit :



Cupidon, dieu de l'Amour, reconnaissable à son carquois, entoure et assujettit, au moyen de lacs, les ailes d'un moulin à vent, — symbole de la mobilité, — celles-ci tournant au gré de tous les vents, — et aussi de l'inconstance. Au-dessus, cette devise : « J'AIME CES LIEN », que complète le motif gravé sur le fond, — à section plane, — qui a dû servir de cachet : deux amours se faisant, à un lever d'aurore, — symbole aussi, peut-être, du début d'un très tendre sentiment, — l'offre de leurs cœurs, avec la devise : « VIVONS FIDELLES. »

Le second cylindre pouvait recevoir des aiguilles.

M. DUJARRIC fait observer que ce genre d'étuis était à la mode chez nos pères. Il a relevé dans l'inventaire dressé par M^e Paillet, notaire royal à Périgueux, le 29 mars 1702, après le décès de Chevalier de Cabranc, la mention d'un étui d'argent, dans lequel était renfermé un cure-dent en argent ; à l'un des bouts de cet étui étaient empreintes les armes du maire-historien de Périgueux ; sur l'autre bout était gravée tout autour cette devise : « *Sy la foy manque, l'amour périra.* »

M. Dujarric ajoute que le même inventaire révèle un certain nombre de tapisseries qui ornaient l'hôtel de Cabranc, devenu la propriété de M. le comte de Fayolle, gendre de notre président, notamment deux tentures de haute-lisse, composées l'une de neuf pièces « en figures de bergeries » portant les armes des Chevalier, et l'autre de sept pièces « ayant de grands vases, des chiens et des oiseaux », le tout disparu aujourd'hui.

L'assemblée remercie M. Dujarric de son intéressante communication.

Enfin, M. FÉAUX nous fait connaître qu'il a reçu de M. E. Harlé, ingénieur en chef des ponts et chaussées, paléontologiste émérite, un exemplaire du tirage à part d'une note dans laquelle M. Harlé signale à la Société géologique de France une intéressante découverte qu'il a récemment faite, au milieu d'un lot d'ossements d'animaux de l'époque magdalénienne, trouvés par M. Galou, de Tayac, dans une grotte voisine de celle de Gorge d'Enfer, sur les bords de la

Vézère. Il s'agit d'un fragment du crâne d'un bœuf musqué, ruminant qui ne vit aujourd'hui que dans les régions froides situées au-dessus du 60° degré de latitude nord.

Deux représentations du bœuf musqué ont été reconnues, jusqu'à ce jour, sur des os ou bois de renne gravés de l'époque magdalénienne : l'un de la grotte de Marsoulas (Haute-Garonne), l'autre, de la station de Raymonden (Chancelade-Dordogne) (1); mais ses os sont extrêmement rares dans les dépôts et terrains quaternaires du sud-ouest de la France. On ne connaît, en effet, à part la portion de crâne recueillie par M. Harlé, qu'une phalange onguéale trouvée dans la grotte de Gorge d'Enfer par M. Edouard Lartet.

La découverte de M. Harlé a donc une importance considérable. C'est aussi l'avis de l'assemblée, qui remercie M. Féaux de sa communication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-adjoint,
Charles DURAND.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



INFORMATION ORDONNÉE EN 1310 PAR LE ROI D'ANGLETERRE

AU SUJET DES SURPRISES FAITES A SON PRÉJUDICE PAR LE ROI DE FRANCE
EN PÉRIGORD, LIMOUSIN ET QUERCY.

En examinant à la Bibliothèque nationale les copies que fit faire au siècle dernier M. de Bréquigny dans ses recherches à la Tour de Londres, nous avons rencontré un factum qui nous a paru d'une très grande importance pour l'histoire du Périgord, du Limousin et du Quercy. C'est une information faite en 1310 par M^e Arnaud du Codex (*de Codico*), juge en Périgord pour le roi d'Angleterre, au sujet des surprises

(1) Il faut dire que M. Harlé conteste cette détermination et croit que les Magdaléniens ont voulu représenter le bison.

faites au préjudice dudit roi d'Angleterre par le roi de France.

L'histoire de l'occupation anglaise dans ces pays est encore si mystérieuse qu'il nous semble très intéressant de mettre au jour les pièces qui s'y rapportent. Nous ne sommes pas du reste le premier qui ait saisi l'importance du document en question. Il n'avait pas échappé à Dessalles, qui avait feuilleté la collection Bréquigny et qui fait une longue mention de cette pièce dans son *Histoire du Périgord* (tome II, p. 112.) Enfin, M. Grellet-Balguerie (un de nos confrères que la Société a eu le malheur de perdre en 1896), a pris une copie de cette charte au British Museum, copie qui a été envoyée par le Ministère de l'Instruction publique comme don posthume à M. Villepelet. Très mal écrite, cette copie ne pouvait être publiée dans l'état où elle se présentait. Sur la demande du comte de Saint-Saud, auquel nous en exprimons ici notre reconnaissance, elle nous a été communiquée par M. Villepelet et nous a été d'un grand secours pour mettre au point le texte de Bréquigny, dont la correction est loin d'être impeccable. Le vicomte Gaston de Gérard, dont tous ceux qui s'adressent à lui connaissent l'empressement à rendre service, a bien voulu collationner ce texte avec nous. Enfin, M. Champeval de Vyers, pour lequel la géographie féodale du Limousin n'a plus de secrets, nous a beaucoup aidé à identifier les noms du Limousin et du Quercy contenus dans cette pièce. Nous espérons qu'avec les annotations que nous y avons ajoutées, elle présentera encore plus d'intérêt aux amateurs. Nous pensons en outre que pour son intelligence, il est utile de la faire précéder de quelques notes historiques.

Malgré l'avis de ses conseillers, Louis IX, dans l'intérêt de la paix de son royaume, fit, en 1259, avec le roi d'Angleterre, Henri III, un traité connu dans l'histoire sous le nom de Paix de Paris : à la condition que ledit roi d'Angleterre se déclarerait son homme-lige; c'est-à-dire qu'il lui rendrait hommage pour tous ses fiefs situés en France et renoncerait à tous ses droits sur la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, le Poitou et une partie de la Saintonge. Par contre,

Louis IX lui restituait le Périgord, le Limousin et la partie méridionale de la Saintonge avec la suzeraineté sur l'Angoumois et la reversibilité de l'Agenais et du Quercy. Cependant la couronne de France conservait la garde et les régales des évêchés, l'hommage direct des communes et des seigneurs qui le réclameraient, et maintenait des sénéchaux royaux dans les pays restitués. C'est probablement ce qui, au début du factum, fait dire au juge du roi d'Angleterre, que le comte de Périgord, l'évêque de Périgueux, la villa du Puy-Saint-Front, l'abbé de Sarlat, sont privilégiés.

Voici, du reste, le texte de quelques-uns de ces articles que nous relevons dans l'ouvrage de Thomas Rymer (*Fœdera, Acta Publica, etc., tome I, Londres 1714*) :

« Loois, par la grace de Deu, Rois de France..... avec nostre chier cousin, le noble Henri roi de Angleterre, avons pais faicte..... c'est à savoir :

Que nos donons au devandit roi de Angleterre, e à ses heirs, e a ses successors, toute la droiture, que nos aviens, e teniens en ces trois Evesches, e es'cites, c'est à dire de Limoges, de Cadors, e de Perragort, en liez, e en demaines; sauf l'omage de noz frères, s'il aucune chose i tienent, dont il soient nostre home; e sauves les choses que nos ne poons mettre hors de nostre maine par lettres de nos, ou de nos ancessors;

Et encore, donons au devant dit roi d'Engleterre la value de la terre d'Agenois en deniers, chascun an, selonc ce qu'ele sera prisee à droite value de terre par prodes homes nomez d'une parte e d'autre; e sera la paie faite au Temple à Paris, chacun an,..... Et, s'il evenoit que cele terre eschaist de la contesse Johane de Poitiers a noz ou a noz heires, nos ou nostre heir, seriens tenu de rendre la au roy d'Angleterre ou a ses heires; e rendre la terre, serions quite de la ferme;

Derechief il sera enquis de bonne foi e de plome, a la requeste le roi d'Engleterre, par prodes homes a ce eslus d'une part et d'autres, se la terre, que li cuens de Poitiers tient en Caorsin, de par sa fame, fu de l' Roi d'Angleterre donee, ou baillee, aveque la terre d'Agenois, par mariage ou par gagiere, ou toute ou partie a la suere qui fu mere le conte Remon de Tholos darreinement mort; E, s'il estoit trove que il eust ensi este, e cele terre eschroit a nos, ou a nos heires, del'deces

la contesse de Poitiers, nos la donriens au roi d'Angleterre, ou a ses heires;

Derechief, apres le deces la contesse de Poitiers, nos, ou nostre heir roi de France, donrons au roi d'Angleterre ou a ses heires, la terre, que le cuens de Poitiers tient ores en Xancton outre la riviere de Charente, en flez e en demaines, qui soient outre la Charente, se ele ne nos eschaoit, nos purchaceriens en bone manere, par eschange, ou autrement, que li roi d'Angleterre, e si heir l'auront; E de ce, que nos au roi d'Angleterre et a ses heirs avonz donc en flez e en demaines, li rois d'Angleterre, e si heir feront homage lige a nos, e a nos heirs rois de France; e ausi de Bordiaus, e de Baone, e de Gascoigne, e de tote la terre que il tient deca la mer d'Angleterre en flez, e en demaines, e des Isles (s'aucune en ja) que li rois d'Angleterre sieigne, qui soient de l'Roialme de France; e tendra de nos come Pers de France, e Dux de Aquitaine;

Et, par ceste pais faisant, a quite e quitie de tot en tot, li rois d'Angleterre, e si dui fils, a nos e a nos heirs, e a nos freres, e a lor successeurs, por soi, e por ses heires, e por ses successeurs, se ils roys d'Angleterre ou ses ancessors aucune droiture ont, ou orent onges en chose que nos teignens, ou teignissens onges, ou nostre ancessor, ou nostre frere, c'est a savoir en la Duchie, e en tote la terre de Normandie: en la Conte e en tote la terre d'Anjou, de Toraine, e de l'Maine; e en la Conte e en tote la terre de Poitiers; ou aillors en aucune partie de l'Roiaume de France, ou des Isles (se aucunes ou tenoms nos, ou nostre frere, ou autres de par nos, ou de par els) et toz arrerages.

.
.

E, por ce que ceste pais fermement..... soit tenue a toz jours, li rois d'Angleterre a fait jurer, en s'ame, par ses procurours especials a ce establiz.....; e de ce donra seurte li rois d'Angleterre des chevaliers des terres devant dites (meisme que nos li avons donces) e des Villes, selonc ce que nos l'en requirrons.

E la forme de la seurte, des homes e des villes, por le roy d'Angleterre, si sera tele; ilz jurront qu'il ne donront ne conseil, ne force ne aide, par quoi li roi d'Angleterre, ne si heir venissent encontre la pais;..... e sera renovelee ceste seurte, de dis ans a dis ans, a nostre request, ou de noz heirs rois de France..... »

La première fois que ce serment aurait dû se réitérer, c'était en 1269; mais saint Louis préparait alors sa deuxième

croisade, et il partit au commencement de 1270, sans avoir réclamé l'exécution de cette stipulation..... Enfin, un nouvel arrangement intervint en 1279, comme on verra plus loin.

Grâce à ce traité, une paix à peu près complète dura plus de trente ans entre les deux souverains. Cependant, la rivalité ne cessa d'exister et elle se manifesta par la création des bastilles. La première fut créée en Périgord, en 1260, par Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, frère de saint Louis. Elle reçut le nom de Villefranche d'Agenois et se nomme maintenant Villefranche-de-Périgord. En 1267, les Anglais créaient celle de Lalinde; en 1287, celle de Beaumont; en 1289, celle de Montpazier; enfin celles de Molières et de Fonroque à une date qui n'a pu être déterminée. Ajoutons que la fondation de la bastille de Saint-Louis par le roi de France est de 1308.

Après la mort, survenue en 1271 d'Alphonse, comte de Poitou et de Toulouse, frère de saint Louis, de qui ressortissait le comté d'Agenois, Henri III, roi d'Angleterre, demanda à Philippe-le-Hardi la possession complète de l'Agenois. Elle fut assurée à Edouard I^{er} par un nouveau traité du 23 mai 1279, connu sous le nom de Paix d'A-miens, qui l'affranchit en même temps du serment des villes et des seigneurs.

Tout alla bien pendant environ quinze ans; mais une querelle entre marins anglais et normands mit le feu aux poudres en 1293. Les grands ports d'Angleterre lancèrent leurs navires en course contre les Normands. Une flottille de vaisseaux français, après avoir usé de représailles, fut entièrement défaite et les cargaisons confisquées. En outre, les corsaires anglais entrèrent dans La Rochelle dont ils pillèrent les magasins. Le sénéchal de Périgueux pour le roi Philippe-le-Bel les cita devant son tribunal et ordonna le séquestre provisoire de Bordeaux, d'Agen et d'autres villes et forteresses. Les officiers du roi d'Angleterre traitèrent ces citations par le mépris et maltraitèrent les huissiers du sénéchal et ceux qui interjetèrent appel au Parlement de Paris. Pour répondre à ces violences, le roi de France cita, en 1293, le roi Edouard à comparaitre en personne à Paris. Celui-ci, occupé

de ses démêlés avec l'Ecosse, délégua en sa place son frère Edmond, comte de Lancastre, avec pleins pouvoirs pour « redresser et amender les torts faits au roi de France et aux siens. » Il enjoignit, en outre, à son sénéchal, de rendre au roi de France toute la terre de Gascogne à sa volonté. Malgré toute cette bonne volonté, l'âme cupide de Philippe le-Bel ne pouvait être satisfaite que par la réunion de l'Aquitaine à la couronne. Aussi, à peine le sénéchal et les prévôts anglais, obéissant à l'ordre de leur maître, eurent-ils ouvert les portes de Bordeaux, Bayonne, Agen et autres villes au connétable Raoul de Nesle, que le roi de France, séant en parlement, déclara le roi d'Angleterre contumace pour ne pas s'être présenté au jour assigné et prononça la confiscation de la Guyenne.

C'était une ruse de procureur. Edouard, furieux, envoya ses hérauts déclarer à Philippe qu'il renonçait à son allégeance et n'entendait plus être son homme, parce que Philippe n'avait point observé les conditions de la paix jurée entre leurs ancêtres. En même temps, il convoqua ses barons pour l'aider à reconquerir sa terre. Mais ils ne répondirent pas à son appel. A la même époque, les Ecossais menaçaient la frontière anglaise, les Gallois se révoltaient. Edouard employa contre eux l'armée destinée à la France. L'année suivante, il remuait toute l'Europe pour susciter des ennemis à Philippe-le-Bel, mais sans résultat. Ce n'est que vers la fin de 1294 qu'il put porter la guerre en Guyenne. C'était chose facile, car la plupart des villes maritimes, soit qu'elles eussent à se plaindre du despotisme de Philippe, soit qu'elles fussent entraînées par leurs relations commerciales avec l'Angleterre, se soulevèrent à l'arrivée des lieutenants d'Edouard et appelèrent des garnisons anglaises. Mais les forces du roi de France, commandées par le connétable Raoul de Nesle et le cruel Charles de Valois, étaient tellement supérieures que la guerre devint tout-à-fait défavorable aux Anglais. Elle ne fut suspendue que par une sentence arbitrale du pape en 1298, par laquelle la trêve conclue peu auparavant fut indéfiniment prorogée jusqu'à ce qu'une paix perpétuelle pût être établie. C'est à partir de cette époque que furent probablement pra-

tiqués les empiètements dont il est question dans la pièce que nous publions aujourd'hui.

INFORMACIO FACTA PER MAGISTRUM ARNALDUM DE CODICO, JUDICEM PETRAGORIGENSEM, ANNO DOMINI M^o CCC^o X^o, DE OCCUPATIS IN PETRAGORICINIO, LEMOVICINIO ET CATURCINIO (1), PER DOMINUM REGEM FRANCIE ET ALIOS, IN PREJUDICIUM DOMINI REGIS ANGLIE.

(Bibliothèque nationale. — Moreau, vol. 643. — Collection Bréquigny, vol. 19. — Guyonne et Aquitaine, vol. X, n^o 84).

In Petragoricinio sunt privilegiati ante pacem habitam Parisius inter beatum Lodovicum quondam Regem Ffrancie et Dominum Henricum quondam Regem Anglie, comes Petragoricensis, Episcopus Petragoricensis et ville Podii de Petragoris et abbas Sarlatensis tam in capite quam in membris et consulatus ejusdem loci, et nonnulli alii ante tempus dicte pacis, quod (2) scire possit. Dictus comes renunciavit privilegio predicto quo ad castra sive loca de Vernhic (3), de Rocilha (4), de Sancto Michaeli (5) et de Rilhaco (6), (cum pertinentiis eorumdem et in hiis nobis obedit idem comes) (7).

Obmissa fuerunt restitui in Petragoricinio castra et castellanie de

(1) Les formes *Petragoricinio* et *Lemovicinio* sont peu usitées. Nous les avons cependant adoptées parce qu'elles sont bien en rapport avec la forme *Caturcinio* qui se trouve dans le texte. Elles se rencontrent surtout dans les pièces d'origine anglaise.

(2) La copie Grellet-Balguerie, au lieu de *quod* porte *quantum* qui nous paraît mieux approprié au sens de la phrase.

(3) Vergt, chef-lieu de canton, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(4) Roussille, hameau, commune de Douville, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(5) Saint-Michel de Villadeix, commune, canton de Vergt, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(6) Reilhac, ancien nom du hameau de Gensille, commune de Manzac, canton de Saint-Astier, arrondissement de Périgueux (Dordogne). (Source : *Dictionnaire de Gourgues*.)

(7) Tout ce membre de phrase entre parenthèses a été omis dans le texte de Bréquigny, nous l'avons trouvé dans la copie Grellet-Balguerie.

Rainhaco (1), de Montinhaco (2) et locus Albeterre (3), et alia terra (4) quam habebat comes Marchio in Petragoricinio et Lemovicinio et etiam terra (4) vicecomitatus Lemovicensis.

OCCUPATA IN PETRAGORICINIO.

In istis supprisit Dominus Rex Ffrancie in Petragoricinio castrum et castellaniam de Moychidano (5), locum de Sorzaco (6), in parochia et pertinentiis cujus est constructa minime (7) bastida dicta Villafranca Sancti Ludovici (8), parochias de Montanhaco (9), de Belemas (10), Sancto Juliano (11), de Sancto Frontone de la Cremsa (12), de Salvitane (13), de Desvila (14), de Ponte Sancti Mameti (15), de Galmanes

(1) Ainsi dans le texte de Bréquigny, ce nom n'ayant pour nous aucune signification, nous pensons qu'il faut le remplacer par le mot *Baynaco* qui se trouve dans la copie Grellet-Balguerie.

Beynac et Cazenac, commune, canton et arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(2) Montignac, nous pensons qu'il s'agit de Montignac le Petit auquel Archambaud III, comte de Périgord, avait, quelques années auparavant, octroyé des privilèges et franchises probablement dans le but d'y fonder une bastille. Ce bourg, réuni avec Menesterol, forme aujourd'hui une commune dans le canton de Montpont, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(3) Aubeterre-sur-Dronne, chef-lieu de canton, arrondissement de Barbezieux (Charente).

(4) La copie Grellet-Balguerie porte *alia castra*, ce qui paraît plus correct.

(5) Mussidan, chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(6) Sourzac, commune, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(7) Dans la copie Grellet-Balguerie, au lieu de *minime*, il y a *una*.

(8) Saint-Louis, commune, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(9) Montagnac-la-Crempse, commune, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(10) Beleymas, commune, canton de Villamblard, *ut supra*.

(11) Saint-Julien-de-Crempse, commune, canton de Villamblard, *ut supra*.

(12) Contrairement à l'indication contenue dans le dictionnaire du vicomte de Gourgues qui identifie Saint-Front de la Crempse avec Saint-Front de Pradoux près Mussidan, je croirais qu'il s'agit ici de Saint-Front-du-Noyer ou de Clermont-de-Beauregard, village dont il est question dans un titre de 1567, cité par Lespine dans son recueil sur le château de Clermont (BN. Fonds Périgord, v. 51).

(13) La Sauvetat-Grasset, écart, commune de Douville, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(14) Douville, commune, canton de Villamblard, *ut supra*.

(15) Le Pont Saint-Mamet, village, commune de Douville, *ut supra*.

(1), et alias parochias castri et castellanie de Moychedano; et etiam extra illam castellaniam hospitale Sancti Antonii (2) et locum dictum Pizo (3) in prejudicium Domini Regis Anglie et Acquitannie Ducis, que omnia et singula, sint vel non sint de feodo vel retrofeodo dicti comitis Petragoricensis, sic privilegiatus dictus Dominus Rex Anglie et Dux Acquitannie habuit et tenuit post tempus dicto pacis palam et publice, pacifice et quiete, et etiam a triginta annis citra, quoad omnem ressortum et superioritatem, et commune in predictis levavit, sive levare fecit continue in omnibus locis et singulis predictis et adhuc facit; salvo quod Dominus Rex Ffrancie seu ejus gentes dictum Dominum Regem Anglie et Aquitanie ducem et ejus gentes impedit a paucis tempore citra in levatione dicti communis in loco de Sorzaco, et etiam ibi et alibi in omnibus juratis bastide dicti Sancti Ludovici, a tempore quo dicta bastida fuit incepta citra, et ressortum, obedientiam et superioritatem omnium et singulorum predictorum dictus Dominus Rex Ffrancie seu ejus gentes occuparunt a viginti annis supra et a triginta annis citra, et hec omnia poterunt clarius probari per Dominum Salomonem, quondam priorem de Manzaco (4), Dominum Eliam Hyterii (5) de Granolio (6), militem Heliam Thalayrandi (7), domicellum, Guillelmum Macinh (8) Arnaldum Petri (9) de Granolio,

(1) Inconnu : Dessalles suppose, mais sans donner aucune preuve à l'appui qu'il s'agit de Villadeix, dont l'emplacement est resté inconnu.

(2) Hôpital du Saint-Esprit, commanderie de Saint-Antoine, au bourg de la Madeleine-de-Bergerac.

(3) Pizon, lieu-dit, commune de Clermont-de-Beauregard, canton de Villambard, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(4) Manzac, commune, canton de St-Astier, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(5) Itier; on trouve depuis le milieu du XIII^e siècle jusqu'à la fin du XIV^e, plusieurs membres de cette famille qualifiés damoiseaux et chevaliers de Grignols. Vers le milieu du XIV^e, ils devinrent seigneurs de Frateaux.

(6) Grignols, commune, canton de Saint-Astier, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(7) Peut-être Hélie Taleyrand, sire de Grignols, fils de Boson.

(8) Le mot *Matih* qui se trouve dans les copies de Bréquigny et de Grellet-Balguerrie, doit être identifié avec *Macinh* ou *Massinh*. Les Massinh étaient des damoiseaux d'Estissac. Il existe encore un lieu de la Massinie, commune d'Issac.

Guillaume Massinh, donzel d'Estissac dès 1285, était fils de Bertrand Massinh, donzel, et de Bertrande d'Auberoche. (*B. N. Fonds Périgord 168, Taillefer*, n° 32; et *Fonds Latin*, 9138.)

(9) On trouve en 1285 : Arnaud Pierre, donzel, fils d'autre Arnaud, chevalier de Grignols. (*B. N. Fonds Périgord*, vol. 51 Arch. du château de Beauséjour.)

et per plures alios : per Poncium de Memhio (1) qui moratur apud Sanctum Michaellem (2), et per ejus fratrem qui moratur apud Vernhium, per Petrum La Costa qui moratur apud Clarum montem (3), per Guillelmum de Sancto Juliano, et ejus fratrem, Elyas Grifo, de Stissaco (4), Elyas Gerardi, de Stissaco, Dominum Salabrunum, de Stissaco, Ramundum Tornerii, de Stissaco, Arnaldum Motas de Bellovidere (5), de Stissaco, et per alios plurimos de Stissaco, Dominum Guillelmum de Engolisma (6), militem qui moratur prope Albam terram, Dominos Geraldum et Bertrandum Massola (7), milites de Sancto Asterio et per plures alios burgenses burgi de Petragoris.

Et isti iidem vel plures ex eis viderunt Bernardum de Vilars (8) tenere locum de Sorzaco pro Domino Rege Anglie et Aquitanie Duce, eo tempore quo Dominus Brunus de Saya (9) erat senescallus Petragoricensis, Caturcensis et Lemovicensis pro dicto Domino Rege et Duce. In cujus quidem loci de Sorzaco pertinenciis, proprietatem, dictus Dominus Rex Ffrancie contradictam pacem supprisit, faciendo ibi bastidam predictam.

Item supprisit Dominus Rex Ffrancie in Petragoricinio post tempus dicte pacis in dicti Domini Regis Anglie Ducis Aquitanie prejudicium civitatem de Petragoris, locum et parochiam Sancti Hilarii de

(1) Meymy, nom d'une famille qui habitait à cette époque la région de Grignols.

(2) Dans la copie Grellet-Balguerie, il y a *Sanctum Antonium*, au lieu de *Sanctum Michaellem*.

(3) Clermont-de-Beauregard, commune, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(4) Estissac, ancienne forteresse dont on ignore aujourd'hui l'emplacement. Il est très possible qu'elle se trouvait à la place du hameau de Campagnac, commune de St-Hilaire-d'Estissac, canton de Villamblard, *ut supra*.

(5) Belvès, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(6) Au XVIII^e siècle s'est éteinte une famille d'Angoulesme qui possédait, non loin d'Aubeterre, le fief de Curat, dépendant de la châtellenie d'Yviers. Ce devaient être des descendants de ceux qui sont cités dans le texte, et, étant donnée la similitude des armes, une branche des anciens comtes d'Angoulême.

(7) Il existe encore un hameau de la Massoulie, dans la commune de Saint-Astier. Il y eut aussi des Massole, damoiseaux et chevaliers de Grignols.

(8) Il y avait un maynement du nom de Vilards, paroisse de Chantérac.

(9) Brun de Saie ou de Faye, chevalier, sénéchal de Périgord, Quercy et Limousin, pour le roi d'Angleterre, mentionné par Dessalles (*Histoire du Périgord*, II, 42), à propos d'un conflit au sujet du prieuré de Sourzac.

Petragoris (1), loca de Monte agerio (2), de Insula (3), de Brantolmo (4), castrum superius de Bruzaco (5) et locum sive castrum dictum de Borzaco (6) et in parochia honores dicti loci, scilicet de Vendyer (7), de Campania (8), de Montelh (9), de Annaco (10), de Botelha (11), Sancti Sebastiani (12), Sancti Pauli (13), et castrum et castellaniam de Burdia (14), cum parochiis de Biros (15), de Podio de Furchis (16), de Pausaco (17), Sancti Justi (18), Sancti Juliani (19), et omnes alias parochias et burgos castellanie de Burdilia, et in loco et pertinentiis loci Sancti Johannis de Cola (20), et in omnibus istis

(1) Saint-Hilaire, ancienne paroisse de la banlieue de Périgueux.

(2) Montagrier, chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(3) Lisle, commune du canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(4) Brantôme, chef-lieu de canton, *ut supra*.

(5) Bruzac, hameau, commune de St-Pierre-de-Côle, canton de Thiviers, arrondissement de Nontron (Dordogne).

(6) Bourzac, village, commune de Vendoire, canton de Verteillac, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(7) Vendoire, *ut supra*.

(8) Champagne, commune réunie à celle de Fontaines en 1832, canton de Verteillac, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(9) Le Grand-Monteil, village, commune de Gouts-Rossignols, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(10) Probablement *Auriaco*, Auriac-de-Bourzac, commune, canton de Verteillac, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(11) Bouteilles, commune à laquelle on a annexé celle de Saint-Sébastien en 1825, canton de Verteillac, *ut supra*.

(12) Saint-Sébastien, section de la commune Bouteilles-Saint-Sébastien, canton de Verteillac, *ut supra*.

(13) Saint-Paul-Lizonne, commune, canton de Verteillac, *ut supra*.

(14) *Pro Burdilia*, Bourdeilles, commune, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(15) Biras, commune, canton de Brantôme, *ut supra*.

(16) Puy-de-Fourches, section de la commune de Sencenac et Puy-de-Fourches, canton de Brantôme, *ut supra*.

(17) Paussac, section de la commune de Paussac et Saint-Vivien, canton de Montagrier, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(18) Saint-Just, section de la commune de Charpeuil et Saint-Just, canton de Montagrier, *ut supra*.

(19) Saint-Julien-de-Bourdeilles, commune, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(20) Saint-Jean-de-Côle, commune, canton de Thiviers, arrondissement de Nontron (Dordogne).

locis et parochiis utebatur Dominus Rex Anglie et Dux omni superioritate et ressarto, et commune levabat, et gentes locorum et parochiarum predictorum vinibant ad assisias dicti Domini Regis et Ducis apud Sanctum Asterium (1); et predicta poterunt probari clarius per dictum Guillelmum Macinh de Stissaco, qui tenuit castrum de Burdilia predictum per biennium continuum pro Domino Bertrando Damera (2), qui erat tunc castellanus dicti castri pro Domino Guillelmo Reymundi de Sancto Desiderio (3), tunc senescallo Petragoricensi et per dictum Dominum Guillelmum de Engolisma, militem, qui fuit bajulus per triennium continuum in illis partibus pro dicto Domino Rege et Duce, et per Dominum Poncium Esplotat, militem de Podio-Normanno (4), qui aliquo tempore fuit locum tenens senescalli in Petragoricinio et tempore quo Dominus Brunus de Saya erat senescallus Petragoricensis et per Reymundum et Heliam de Burdilia, Audoynum de Creychac (5), Petrum Roberti domicellum, Dominum Petrum Roberti, militem de honore Burdilie, et per dictum Arnaldum Petri de Granholio qui scit qualiter Petrus de Vitrinis (6), ejus avunculus, tenebat assisias palam et publice in dicto loco Sancti Johannis de Cola pro dicto Domino Rege et Duce.

Locus a Maiolo (7) cum pertinentiis suis tenetur mediocriter a comite Marchiæ et a vicecomite Lemovicensi.

(1) Saint-Astier, chef-lieu de canton, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(2) Dans le texte de M. Grellet-Balguerie il y a *Baniera*.

Un acte du Trésor des Chartes de 1307 nous apprend que Guillaume de Maumont, chevalier, héritier d'Hélie de Maumont, seigneur de Bourdeilles, en partie, bailla au roi les châteaux de Bourdeilles, Chalus, etc., en échange de Châteauneuf, en Auvergne, et du château de Moret, au diocèse de Sens. Peut-être, en 1310, un Barrière était-il pour le roi capitaine du château de Bourdeilles.

(3) Saint-Dizier, ancienne paroisse du diocèse de Périgueux, dépendant de l'archiprêtré de Bouniagues, village de la commune de Cavarc, canton de Castillonnes, arrondissement de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

(4) Puynormand, commune, canton de Lussac, arrondissement de Libourne (Dordogne).

(5) Creyssac, commune, canton de Montagnier, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

(6) Pierre de Veyrines, damoiseau de Grignols, qui testa en 1293. (B. N., Fonds Périgord, 174.)

Veyrines, commune, canton de Vergt, arrondissement de Périgueux (Dordogne).

(7) Probablement Mareuil, chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac (Dordogne).

Locus Albeterre erat comitis Marchie et supprisit idem Dominus Rex Ffrancie in Petragoricinio post tempus dicte pacis civitatem Petragoricensem in qua post tempus dicte pacis Dominus Bertrandus de Cardalhaco, senescallus Domini Regis Anglie, Aquitanie Ducis, palam et publice tenuit plures assisias, quod poterit probari pèr predictum Dominum Guillelmum de Engolisma, militem, et dictum Dominum Salomonem, priorem quondam de Manzaco, et per Dominum Reymundum de Aterio, militem, et per plures alios.

Item supprisit idem Dominus Rex Ffrancie in prejudicium dicti Domini Regis Anglie, Ducis Aquitanie, post tempus dicte pacis in Petragoricinio castra et castellanias de Bellovidere, de Biguaruppe (1), de Castro novo (2) et Dome veteris (3), et loca castellaniarum predictarum, que quidem castra et loca dictus Dominus Rex Anglie et Aquitanie Dux, tenuit palam et publice longis temporibus vel dictus Dominus Bertrandus de Cardalhaco, tunc senescallus cum eo; et dominus Humbertus Guy, tunc senescallus post dictum Dominum Bertrandum (4), et hoc probari liquide poterit per dictos Dominum Guillelmum de Engolisma, militem, dominum Reymundum de Aterio, Arnaldum Motas, Guillelmum de Boychonio (5), Stephauum de Albarupe de Bellovidere, Arnaldum de Viridario (6) et per plures alios locorum predictorum.

Item dominus Rex Ffrancie post tempus dicte pacis in Petragoricinio acquisivit et sibi appropriavit dictam bastidam Sancti Ludovici et dominium et justiciatum de Insula, castrum et castellaniam de Bur-

(1) Bigaroque, section de la commune du Coux, canton de Saint-Cyprien, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(2) Castelnau-sur-Dordogne, section de la commune de Castelnau et Fayrac, canton de Dome, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(3) Dome-Vieux, section de la commune de Dome, *ut supra*.

(4) Dans la liste des sénéchaux du Périgord pour le roi d'Angleterre, qu'il a publiée dans le *Bulletin* de la Société, t. XVIII, p. 427, M. Ph. de Bosredon, d'après Dessalles, les place dans l'ordre suivant: Bertrand de Cardaillac, Jean de la Linde, Humbert Guy. D'après le texte ci-dessus, Bertrand de Cardaillac semble devoir être placé entre Jean de la Linde et Humbert Guy. Plus loin, il est question de Hugues de Monteynard, qui paraît être, comme sénéchal, le successeur de Humbert Guy.

(5) Probablement du Buisson.

Le Buisson, commune, canton de Cadouin, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(6) Arnaud du Verdier. — Dans la copie Grellet-Balguerie, au lieu de Arnaldum, il y a Raymundum.

dilia, locum Albeterre, medietatem ville Sarlati, per pariatgium, licet illam medietatem vendiderit consulibus dicti loci et alibi (1), precio quinque milia (2) librarum Turonensium et bastidam Montis Dome (3).

Que omnia ista ad eo sunt notoria quod per se patent et non possunt aliqua tergiversacione selari.

Venditio predicta probari poterit per magistrum Fulconem de Soyris, Dominum Geraldum et Petrum Balensem et per plures alios.

Item sunt privilegiati in Lomovicinio, ab antiquo et ante tempus dicte pacis, episcopus Lemovicensis et ejus capellani, et consulatus invitatatis ejusdem et abbatisa de Regula (4) in eadem civitate, abbatisa de Solmynhaco (5) prope Lemovicas et consulatus Sancti Guniani (6), et consulatus Brive.

Et in istis suppresit in Lemovicinio Dominus Rex Ffrancie, post tempus dicte pacis, villam de Lemovicis et locum de Sancto Valerico (7), de Petrabuerra (8), de Cutella (9), de Gimello (10) et de Sostena (11), et loca alia plurima in quibus Dominus Rex Anglie et Aquitannie Dux seu ejus gentes utebantur omni obedientia, quoad ressortum et superioritatem palam et publice, post tempus pacis predictae, assisias ibidem tenendo, et alios actus justiciales exercendo.

Quod omnia probari poterunt per Dominum Petrum de Quadris qui moratur apud Ponprinhacum (12) prope Lemovicas, militem, et per Domi-

(1) Dans la copie Grellet-Balguerie, au lieu de *Alibi*, il y a *Albi* ; les deux mots sont aussi peu compréhensibles l'un que l'autre. Probablement faut-il lire *Abbati*. Il s'agirait alors de l'abbé de Sarlat.

(2) Dans la copie Grellet-Balguerie, au lieu de *quinque milia*, il y a *quinguaginta milia*.

(3) Mont-Dome, section de la ville de Dome, qui se trouve à côté de Dome-Vieux. (*Mons de Doma : Dictionnaire de Gourgues.*)

(4) L'abbaye de la Règle, où se trouve maintenant installé le grand séminaire à Limoges.

(5) Pour *Solempniaco*, Salignac, ancienne abbaye bénédictine.

(6) Saint-Junien, chef-lieu de canton, arrondissement de Rochechouart (Haute-Vienne). Ville qui eut jadis l'évêque de Limoges pour seigneur temporel.

(7) Saint-Vaury, chef-lieu de canton, arrondissement de Guéret (Creuse).

(8) Pierrebuffière, chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

(9) Forme latine de la ville de Tulle.

(10) Gimel, commune, canton et arrondissement de Tulle (Corrèze).

(11) La Souterraine, chef-lieu de canton, arrondissement de Guéret (Creuse).

(12) Pomprignac (?).

num Guillelmum Marches, qui moratur apud Noalhacum (1), prope pontem dicti loci, militem, Dominum Johannem de la Brossa, presbiterum, Petrum Pauli, Bernardum de Mayras, domicellum, Michaellem Jordani, qui moratur in civitate Lemovicensi et per plures alios tam civitatis quam castri Lemovicensis et aliorum locorum circumvicinorum.

Et specialiter quod Dominus Bernardus de Cardiliaco, miles, et Dominus Humbertus Guidonis, miles, et Dominus Hugo de Montemai-nardo, miles, senescallus in partibus illis pro dicto Domino Rege Anglie, assisias suas tenebant Lemovicenses ante januas monasterii Sancti Martini (2), et in cimiterio ecclesie Beati Michaelis dicti de Pestoria (3) et in loco dicto ad Cayros alias dicto Pelavezi (4).

Et predicti Dominus Petrus Quadris et Dominus Guillelmus Marches, miles, et Bernardus de Mayras, domicellus, fuerunt cum Domino Humberto Guidonis, tunc senescallo in captione castri de Gimello.

Item, post tempus dicte pacis et ab eo tempore citra, Bernardus de Monprezent, tunc consul castri sive ville Lemovicensis, una cum aliis conconsulibus dicti loci et pluribus aliis bonis viris loci, ejusdem nomine, claves novem portarum castri sive ville de Lemovicis Domino Eddoardo, tunc Rege Anglie, aportarunt apud Lemovicas in claustro Sancti Martialis (5) et eidem Domino Regi tradiderunt bidem in signum Dominii, dicentes : « Domine, ab antiquo vestri » fuerimus et adhuc sumus et esse imperpetuum volumus et vestro- » rum claves istas magno tempore tenuimus, et sic eas pro nobis et » vobis possedimus quod nemo eas habere potuit hic usque a nobis » ; et ibidem homagia et juramentum fidelitatis eidem Regi fecerunt.

Et hec probare poterunt per Dominum Guillelmum de Marchia, monachum et elemosinarium Sancti Martialis, Martialem Auderii, Andream Jay, Bertholomeum Saraceni.

Item Sancti Martialis (6), qui vocabatur Guillelmus de Marolio, pro

(1) Pour *Nobiliacum*, Noblat, section de la commune de St-Léonard, chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

(2) Abbaye de St-Martin de Limoges.

(3) St-Michel de Pistorie, église paroissiale à Limoges, aujourd'hui détruite, qu'on différenciait ainsi de celle de St-Michel-des-Lions qui existe encore près de l'ancienne préfecture.

(4) Lieu-dit, dans la banlieue immédiate de Limoges.

(5) Abbaye de St-Martial à Limoges, aujourd'hui détruite et remplacée par le théâtre et lieux voisins.

(6) Ici il manque un mot, certainement *abbas* ; en effet, nous trouvons dans la *Gallia Christiana* (*Liste des abbés de St-Martial de Limoges*) :

XXXIII. Guillelmus III de Mareuil obiit 1271, VIII cal. Martii.

temporalitate sua fecit, post tempus dicte pacis, Lemovicis in capitulo Sancti Martialis homagium pro tota temporalitate sua Domino Bernardo de Cardiliaco, tunc senescallo pro dicto Domino Rege Anglie, et hoc probare poterunt per Dominum Guillelmum de Marchia, helemosinariū predictum, et Dominum Guillelmum de Geti, monachum Sancti Martialis, tunc sacristam Sancti Valerici, et Dominum Elyam, Lalbencha, tunc priorem de Calerio (1) et quasi per omnes monachos et burgenses antiquos monasterii et loci predictorum.

Item quod post tempus dicte pacis Hugo Lamassua pro Domino Rege Ffrancie dictum Bruiac, servientem in loco de Sancto Valerico pro dicto Domino Rege existentem et utentem, de dicto loco cum armis expulit violenter, et hec et plura alia de premissis probari poterunt per dictum Dominum Guillelmum de Geti, monachum, Petrum Beraud, domicellum, et Stephanum Fancot, et per plures alios de Sancto Valerico.

De omnibus et singulis predictis debent scire veritatem : Dominus Chaussier.

APPELLACIONES IN PETRAGORICINIO.

Appellantes sunt in Petragoricinio Guillelmus de Sancto Asterio in quadam causa quam habebat in assisia de Sancto Asterio contra Oliverum de Sancto Asterio, fratrem suum.

Item appellantes sunt in Petragoricinio Aymericus de Menemhaco (2) a quadam sententia diffinitiva lata in dicta assisia Sancti Asterii contra dictum Aymericum, pro Domino Raymundo de Monteinciso, milite, et in dictis causis appellacionum partes inter se litigant absque verecundia Domini Regis Anglie Aquitanie Ducis, salvo quod senescallus Petragoricensis pro Domino Rege Ffrancie in casu appellacionis dicti Guillelmi absque mandato speciali domini regis Ffrancie, de attemptatis cognoscere visus fuit et in prejudicium dicti Holiverii et curie dicti Domini Regis, ut dicit, facta per dictam curiam in pluribus revocavit.

Appellans est Gasto de Gontaldo, Dominus de Badafollo (3), falso asserens se appellasse super defectu juris a Domino Garcia de

(1) Peut-être *Chalais*.

(2) Peut-être *Magnanac*.

(3) Badefol de Cadouin, commune, canton de Cadouin, arrondissement de Bergerac (Dordogne). Gaston de Gontaut II^e du nom, damoiseau, seigneur de Badefol et de St-Avit, fils de Pierre, 1^{er} du nom, chevalier, seigneur de Badefol et de Hêlis de Castelnau (*Courcelles*.).

Saumonte (1), locum tenente domini Arnaldi de Caupena, senescalli Petragoricensis pro dicto domino rege et duce.

Appellans est Raymundus Ayraldi, qui ob omicidium per eum commissum in personam Elye de Bossoran, detinetur, et istam appellationem emisit Elyas Ayraldi, consanguineus dicti Raymundi, nomine ejusdem Raymundi, ut conjuncta persona, ejusdem ne fieret justicia de dicto Raymundo, et inhibicio facta super hoc gentibus dicti Domini Regis et Ducis per senescallum Domini Regis Ffrancie absque mandato speciali Domini Regis Ffrancie impendit super hoc justitiam fieri.

Appellans est in Lemovicinio preceptor Domus de Lescaur (2) a quadam sententia diffinitiva, contra eum lata in assisia de Uzerchia pro rectore ecclesie d'Escamelhs (3).

Acquisivit Dominus Rex Ffrancie in Lemovicinio a quinque annis citra, per paragiium, medietatem civitatis Lemovicensis et medietatem ville Sancti Leonardi, alias dicte de Noalhaco et medietatem ville Sancti Aredii (4).

Item ab heredibus magistri Gerald de Malomonte acquisivit dominus Rex Ffrancie a quinque annis citra castra de Casliceto (5), de Caslucio Capriolis (6), castrum Cherine (7), castrum de Corbafino (8).

Item fecit in Lemovicinio bastidam dictam de Maloleone (9), quam ad manum suam tenet; que premissa sunt notoria.

Item retinet in Petragoricinio ea que sequuntur, videlicet quod virtute pacis tertio habite inter Reges in assignacione trium milium

(1) Peut-être : *Caumonte*.

(2) Peut-être *Lestards*, commune du canton de Bugeat, arrondissement d'Ussel (Corrèze).

(3) Chaumeil, commune du canton de Corrèze, arrondissement de Tulle (Corrèze).

(4) St-Yrieix, chef-lieu d'arrondissement (Haute-Vienne).

(5) Chalucet, près de Chalus.

(6) Chalus-Chabrol, l'un des châteaux de Chalus, chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(7) Château-Chervix, commune du canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(8) Courbefy, hameau, commune de St-Nicolas, canton de Chalus, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(9) Masléon, commune du canton de Châteauneuf-la-Forêt, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

librarum pro certis summis assignavit quoad omnem justiciatum, loca et parochias de Trapis (1) et de Pratis (2), et quoad ressortum loca et parochias de Bessia (3) et de Vauro (4) in diocesi Petragoricensi; que loca et parochias dictus Dominus Rex Ffranciæ quoad predicta sub manu sua tenet et virtute litterarum suarum super hoc habitatum tenetur dicta locata et parochias Domino Regi Anglie et Duci Aquitanie liberare vel escambia dare competentia pro eisdem, et hec probari possunt liquide per litteras predictas, et per magistrum Arnaldum de Codico, seniore de Salviaco (5), Eliam de Cermeto (6), domicellum, magistrum Bernardum de Bonavilla de Bellovidere, Dominum Guillelmum Bertrandi de Casalibus (7), militem, jurisperitos.

Et eodem modo et in prejudicium dicte tertie partis (8) retinet locum, sive castrum de Gramaco (9), castrum de Lobressaco (10), castrum de Alencorn (11), loca et parochias de Manhagiis (12), de Segalano (13), de Ocoyre (14), de Padoraco (15), de Salguis (16),

(1) La Trape, commune du canton de Villefranche-de-Périgord, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(2) Prats-de-Belvès (de préférence à Prats de Carlux), commune du canton de Villefranche-de-Périgord, *ut supra*.

(3) Besse, commune du canton de Villefranche-de-Périgord, *ut supra*.

(4) Lavour, commune du canton de Villefranche-de-Périgord, *ut supra*.

(5) Dans la copie Grellet-Balguerie, il y a (ce qui est plus plausible) *Saliuaco*, Salignac, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(6) Sermet, hameau, commune de Loubejac, canton de Villefranche-de-Périgord, *ut supra*.

(7) Cazals, chef-lieu de canton, arrondissement de Cahors (Lot).

(8) Probablement : *pacis*.

(9) Gramat, chef-lieu de canton, arrondissement de Gourdon (Lot).

(10) Lobressac, commune, canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac (Lot).

(11) Lentour, hameau de la commune de Mayrinhac-Lentour, canton de Saint-Céré, *ut supra*.

(12) Magnagues, hameau de la commune de Carennac, canton de Vayrac, arrondissement de Gourdon (Lot).

(13) Segala, village, commune de Gramat, arrondissement de Gourdon (Lot).

(14) Autoire, commune, canton de St-Céré, arrondissement de Figeac (Lot).

(15) Padirac, commune, canton de Gramat, arrondissement de Gourdon (Lot).

(16) Salgues, hameau, commune d'Alvignac, canton de Gramat, *ut supra*.

de Mayranhaco (1), de Renhaco (2), Demyer (3), de Merhya (4) et medietatem loci et parochie de Aynaco (5) in diocesi Petragoricensi, que tenetur quoad ressortum liberare, vel escambia tradere, virtute litterarum super dicta assignacione dictarum trium millium librarum habitarum, vel dare escambia competencia pro eisdem, et hec probari liquide poterunt per litteras predictas, et per magistros Fulconem et Gualhardum de Soyris (6), jurisperito, Hugonem de Hordella, Dominum Bertrandum de Godorio (7), militem, et alios quamplures.

Item suppresit dictus dominus rex Ffranciæ in prejudicium dicti domini Regis Anglie et Aquitanie ducis et contra formam dictæ tertie partis (8) in diocesi Caturcensi, villam sive locum de Salinaco (9), Sancti Albini (10), de Haubardo (11), cum pertinentiis suis, et reperia de Fontada (12), de Clopiaco (13) et de Costa Ransta (14), et loca sive reperia de Pradello (15) et de las Prencinas (16) et de Nalhaco dicto Losyancal (17), propæ Hymat Garda (18), que omnia sunt

(1) Mayrinhac Lentour, commune d'Alvignac, *ut supra*.

(2) Rignac, hameau, commune de Gramat, *ut supra*.

(3) Miers, commune, canton de Gramat, *ut supra*.

(4) Peut-être Meyrac, village, commune de St-Sozy, arrondissement de Gourdon (Lot).

(5) Aynac au diocèse de Périgueux. Il y a certainement erreur. C'est Aynac en Quercy, commune du canton de Lacapelle-Marival, arrondissement de Figeac (Lot).

(6) Soyries, hameau, commune de Caniac, canton de la Bastide-Murat, arrondissement de Gourdon (Lot).

(7) Goudou, village, commune de la Bastide-Murat, *ut supra*.

(8) Probablement *pacis*.

(9) Salignac, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(10) St-Aubin-de-Nabirat, commune, canton de Dome, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(11) Léobard, commune, canton de Salviac, arrondissement de Gourdon (Lot).

(12) La Fontade, ancien fort près de Sarlat. (*Dict. de Gourgues*.)

(13) Loupiac, commune, canton de Payrat, arrondissement de Gourdon (Lot).

(14) Costeraste, village, commune de Gourdon, *ut supra*.

(15) Le Pradel, hameau près de Prouillac, commune de Gourdon, *ut supra*.

(16) Las Prencinas.

(17) Nalhac, dit Losyancal. } inconnus.

(18) Hymat Garda.

virtute assignacionis predictæ, et esse debeant dicti domini regis Anglie et Aquitanie ducis, et ea quoad ressortum aliquo tempore possedit, que omnia per dictas litteras probabuntur, et per predictos magistros Arnaldum, Bernardum, Fulconem, Gualhardum, Hugonem, jurisperitos, per dominum Raymundum de Aceno (1), militem, et per Geraldum de Via et alios quamplures.

Item supprisit idem dominus Rex Ffrancie in diocesi Caturcensi loca et parochias de Blas (2), de Altomonte (3), versus partes de Orlhaco (4), de Rocilheum (5), de Valrusier (6), d'Amielhs (7) prope Caturcum, et de Cornu (8), et in castellania Domini de Bedinio (9) plures alias parochias, in prejudicium domini regis Anglie et Aquitanie ducis, et a viginti annis citra, et hec probari poterunt et per Eliam et Raymundum Achonis de Barda (10), Guillelmum de Rodelar (11), Petrum de Lancoy (12), Guillelmum de Ruppe, Unnanum de Curtibus (?) (13), dominum Guillelmum Johannis, militem.

Item habet et tenet dominus Rex Ffrancie in prejudicium dicti domini Regis Anglie et Aquitanie Ducis, contra pacem primo habitam inter Reges, in diocesi Caturcensi : locum sive bastidam de Monte Cabrerie (14) cum pertinentiis suis, quas pertinentias sunt parochie

(1) Peut-être *Acerio*, Assier, commune, canton de Livernon, arrondissement de Figeac (Lot).

(2) Blars, commune, canton de Lauzès, arrondissement de Cahors (Lot).

(3) La Bastide-du-Haut-Mont, commune, canton de Latronquière, arrondissement de Figeac (Lot).

(4) Orniac, commune, canton de Lauzès, arrondissement de Cahors (Lot).

(5) Rouffilhac, commune, canton et arrondissement de Gourdon (Lot).

(6) Valroullé, commune, canton et arrondissement de Cahors (Lot).

(7) Montamel, commune, canton de Saint-Germain, arrondissement de Gourdon (Lot).

(8) Corn, commune, canton de Livernon, arrondissement de Figeac (Lot).

(9) Peut-être *Bederio*, Beduer, commune, canton de Figeac (Lot).

(10) La Barde, hameau, commune de Léobard, arrondissement de Gourdon (Lot).

(11) Peut-être Rodas, ancienne tour noble, commune et canton de St-Cyprien, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(12) Peut-être Lanquais, commune, canton de La Linde, arrondissement de Bergerac (Dordogne).

(13) Cours, commune, canton de Saint-Gery, arrondissement de Cahors (Lot).

(14) Montcabrier, commune, canton de Puy-l'Evêque, arrondissement de Cahors (Lot).

de Cassanhis (1), Sancti Caprarii de Palus (2), de Cassanhaco (3), castrum et castellaniam de Pestilhaco (4), et multe alie parochie, que omnia fuerunt de Comite Tholose, et in et de illa parte dicti comitatus que est citra Olcum (5); que notoria sunt, et nichil ominus probari possunt liquide per dictos Bertrandum et Gualhardum de Cardiliaco, milites, Dominum Guillelmum Bernardi, militem, et alios quampures, Dominum Bertrandum de Godorio.

Item suppresit locum de Rupe-Amator(is) (6) in Caturcino, a tempore diete prime pacis citra, quod liquide probare potest per milites proxime supra scriptos.

PAUL HUET.

LE PREMIER LIVRE IMPRIMÉ A PÉRIGUEUX.

(1498).

Lorsque parut, en 1852, le catalogue de la bibliothèque de Gabriel Peignot, savant bibliophile bourguignon, ce ne fut pas sans une grande surprise qu'on y remarqua la mention de deux livres en caractères gothiques imprimés à Périgueux, l'un en 1498, l'autre en 1502. On croyait assez généralement qu'avant 1629, l'art typographique n'avait pas été exercé dans notre ville.

Le premier volume authentiquement connu, comme ayant été imprimé à Périgueux avant la fin du siècle qui avait vu

(1) Cassagnes, commune, canton de Cazals, arrondissement de Cahors (Lot).

(2) Saint-Caprais, commune, canton de Cazals, *ut supra*.

(3) Peut-être *Cabanhaco*, Cavagnac, hameau, commune de Soturac, canton de Puy-l'Evêque, arrondissement de Cahors (Lot).

(4) Pestilhac, village, commune de Montcabrier, canton de Puy-l'Evêque, *ut supra*.

(5) Ou *Oltum*. Formes latines de la rivière du Lot. La plus usitée est *Oltis*.

(6) Rocamadour, commune, canton de Gramat, arrondissement de Gourdon (Lot).

naître l'imprimerie, est un traité théologique portant, comme on le voit dans la reproduction ci-jointe, le titre suivant :

Resolutorium dubiorum circa celebrationem missarum occurrentium, per venerabilem patrem dominum Johannem de Lapide, doctorem theologum Parisiensem, ordinis Cartusiensis, et sacrorum canonum probatorumque doctorum sententiis diligenter collectum.

Cet incunable, de format petit in-8°, sorti des presses de Jehan Carant, présente cette curieuse particularité qu'il est une édition d'un des ouvrages du promoteur même de l'introduction de l'imprimerie dans la ville de Paris. Jean Heynlin, dit de La Pierre, prieur de Sorbonne, de concert avec son ami Guillaume Fichet, auquel il succéda en 1469 dans le rectorat de l'Université de Paris, fit venir en France les premiers imprimeurs qui y aient exercé l'art de Gutenberg. En 1482, La Pierre entra dans l'ordre des Chartreux ; mais, en renonçant au monde, il ne renouça pas aux lettres ; en 1492, il publiait à Bâle, où il avait enseigné la philosophie d'Aristote, le plus connu de ses ouvrages : *Solution des doutes au sujet de la célébration de la messe*.

Cette particularité serait de nature à laisser supposer, comme nous l'avons avancé ailleurs (1), que notre prototypographe avait pu être un des élèves de Jean de Lapierre et que ç'avait été pour honorer la mémoire de son ancien maître qu'il avait tenu à marquer ses débuts à Périgueux par une nouvelle édition du *Resolutorium*.

Quoi qu'il en soit, le volume qui contenait le traité de La Pierre et, en outre, un opuscule du carme Jean Menauld sur la pénitence et la rémission des péchés, imprimé aussi par Carant quatre années plus tard, fut adjugé, lors de la vente de la bibliothèque de Peignot, moyennant un prix modique, fort au-dessous de sa valeur. Il a été sauvé par M. Ambroise Firmin Didot.

M. Quantin l'a cité comme le premier produit de la presse à

(1) Jehan Carant, *prototypographe de Périgueux*, Paris, 1893.

Resolutioñ dubioꝝ circa celebratiõem
 sarum occurrentiũ. per venerabilẽ patrẽ dñz
 Johannẽ de lapide doctorem. Theologum
 parisiensem. ordinis Cartusienſis. ex sacroꝝ
 canonum probatoꝝumq; doctoꝝum senten-
 tiis diligenter collectum.



Cliché de M. Ch. Durand

FRONTISPICE DU PREMIER LIVRE IMPRIMÉ A PÉRIGUEUX, 1498

Périgueux, dans son *Histoire de la typographie française par les livres depuis l'origine jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*.

Plusieurs de nos collègues ont eu l'avantage, dans la séance tenue par la Société le 10 mai 1883, de voir l'original de cette rarissime plaquette (1). Elle avait été confiée à M. Henri de Montégut, par M. Pawlowski, bibliothécaire de M. Didot. Ils furent à même de constater la beauté et la netteté des caractères et purent se convaincre que les deux impressions de Carant, reliées dans le volume mis sous leurs yeux, ne pouvaient être l'œuvre d'un débutant. Il était dès lors permis d'admettre qu'antérieurement à 1498, Carant avait dû imprimer d'autres ouvrages aujourd'hui disparus.

Ce volume est désormais à l'abri de toute perte, comme l'a si bien dit M. Claudin, libraire à Paris, l'éminent historien de l'imprimerie en France dans sa lettre à M. F. Villepelet, du 18 octobre 1898 (2) :

Mus par un sentiment de patriotisme des plus élevés, les héritiers de M. Ambroise Firmin-Didot n'ont pas voulu que ce précieux monument de la typographie française fût livré à nouveau au hasard des enchères et courût les risques de passer à l'étranger dans des bibliothèques qui le convoitaient. Ils en ont fait don à la Bibliothèque nationale, où il est allé prendre rang parmi la collection incomparable des premiers livres imprimés dans les villes de France, exposés dans cet établissement à la curiosité des visiteurs. On ne saurait trop remercier MM. Didot de cette intelligente générosité. Ils ont acquis des droits à notre reconnaissance en conservant à notre pays un des fleurons de sa couronne intellectuelle. L'imprimerie, en reproduisant à l'infini les manifestations de la pensée humaine et les inspirations du génie, a dissipé les ténèbres de l'ignorance en répandant partout la lumière. C'est le plus puissant instrument de progrès des temps modernes. Heureuses les villes, comme Périgueux, qui peuvent se vanter d'être parmi les premières qui ont coopéré au mouvement civilisateur du pays !

M. Claudin a tenu, et nous lui en sommes tous ici reconnaissants, à ce que la bibliothèque publique de Périgueux, possé-

(1) *Bulletin*, tome x, p. 244.

(2) *Le quatrième centenaire de l'introduction de l'imprimerie en Périgord*, 1898, p. 35.

dât au moins, dans le petit dossier consacré à l'ancienne typographie locale, quelques reproductions des frontispices des premiers livres imprimés à Périgueux. C'est sur une photographie envoyée par lui que notre si obligeant secrétaire M. Ch. Durand a pris le cliché du dessin ci-contre, jugé digne par M. Thierry Poux de figurer sur une des planches de son recueil : *Premiers documents de l'imprimerie en France au XV^e siècle (1890)*.

On remarquera surtout la gravure qui orne le frontispice du premier livre imprimé à Périgueux.

La xylographie, qui commençait alors à jouir d'une certaine vogue, était l'art de découper dans une planche de bois à l'aide du canif ou du burin le dessin tracé à sa surface, de manière que chaque trait du dessin mis en relief pût se reproduire sur le papier par impression, lorsque la planche avait été enduite d'encre grasse.

La feuille de papier étant posée sur le bois encre, l'image s'obtenait au moyen d'une pression exercée par la brosse ou *frotton* : c'est particulièrement à ce genre d'impression que s'applique le mot *xylographie*.

C'est à cet art que nous devons la gravure qui nous occupe.

Les tailleurs d'images produisaient un nombre considérable de bois gravés qui entrèrent dans la composition des bibles, des livres d'heures et autres ouvrages. Les mêmes sujets revenaient sans cesse sous le canif des artistes chargés de mettre en relief les compositions de maîtres.

La gravure sur bois fut un utile auxiliaire de la typographie, elle fut exclusivement consacrée à l'ornement et à l'illustration des livres.

Nous avons déjà, à propos du *Manuale curatorum*, imprimé en 1536 par François Texier (1), montré le parti que nos anciens imprimeurs surent tirer de l'alliance de l'art du graveur et de l'art de Gutenberg.

La gravure sur bois, employée par Carant, représente des scènes figurées de la vie de la Vierge. Elles pourraient être

(1) *Bulletin*, tome xxi, pages 318-20.

intitulées, suivant l'expression d'un docte ecclésiastique qui a bien voulu nous aider à en retrouver le sens légendaire, M. le chanoine Lavalie : *Préparations de la Vierge à la maternité divine*.

Dans le premier des huit compartiments dont se compose cette antique gravure, l'on voit une femme juive présentant son enfant au grand prêtre, tandis que le prêtre Ruben, un bâton à la main, chasse du temple Anne et Joachim à cause de leur stérilité.

Dans le second compartiment, à l'angle de gauche, Joachim, qui a quitté Anne et s'est retiré sur une montagne, voit sa prière à Dieu exaucée, un ange lui apparaît.

Dans le troisième, un ange apparaît aussi à Anne désolée, qui conjurait le Seigneur d'avoir pitié d'elle.

M. l'abbé Lavalie nous a fait remarquer la complète conformité de ces deux dernières scènes avec le texte de St-Epiphane : *Joachim siquidem precabatur in monte, et Anna in horto*. Il faut lire dans les *Petits Bollandistes* (tome ix, p. 37) le récit de l'apparition des messagers célestes, venant donner aux deux saints époux l'assurance qu'il était dans les desseins de Dieu de leur donner un enfant qui ferait l'admiration des siècles jusqu'à la fin des temps.

Le quatrième compartiment nous fait assister au retour de Joachim et d'Anne au foyer domestique. Ils se donnent le baiser de la réconciliation.

A côté est représentée la naissance de Marie.

La présentation de cette fille de miracle au temple est clairement dessinée dans le sixième panneau. Marie toute jeune est agenouillée aux pieds d'un autel, sur lequel est ouvert le livre des divines écritures, qui annoncent les prodiges accomplis en elle.

Vient ensuite le mariage de Marie et de Joseph. Celui-ci tient de la main gauche la verge qui fleurit miraculeusement entre ses mains le jour où le grand prêtre choisit celui qui devait épouser la sainte Vierge.

Enfin, dans le grand compartiment du centre, qui domine les sept autres, c'est le mystère de l'Annonciation.

Ce qui frappe, dans ces charmantes vignettes, c'est le senti-

ment naïf et vrai, qui constituait le style français de cette époque.

Le grand titre du *Resolutorium*, les intitulés des chapitres et les titres courants sont en caractères assez gros, le texte est imprimé avec des caractères assez menus. De l'examen de tout l'ouvrage se dégage cette conclusion qu'avant de venir installer à Périgueux son atelier, le typographe avait dû se former à bonne école.

Nous croyons avec M. Claudin que Carant avait appris son art à Paris, où il avait dû connaître le docteur de La Pierre. Les recherches de M. Claudin lui ont permis de constater les relations de notre prototypographe avec les ateliers parisiens ; car il a retrouvé de ses illustrations dans des livres datés de Paris, avec mêmes dessins, mêmes bois, mêmes accidents d'usure, mêmes défauts. Il nous a appris que le bois du *Resolutorium* avait été employé primitivement par un imprimeur du nom d'Antoine Caillant, avait passé ensuite chez Guy Marchand, autre imprimeur parisien du XV^e siècle, et de là dans l'atelier de Périgueux.

Les bois qui faisaient partie du matériel que Carant avait apporté de Paris passèrent à ses successeurs. C'est ainsi que M. Claudin explique l'origine des bois que l'on voit dans le rituel de François Texier. Il ajoute même que le bois représentant l'adoration des mages, placé à la dernière page du manuel, se retrouve dans un livre daté du 24 septembre 1494, sorti des presses de Guy Marchand.

Rappelons, en terminant, que c'est le *Resolutorium* du docteur de La Pierre qui a fourni, en 1898, à notre Société historique l'occasion de fêter solennellement le quatrième centenaire de l'introduction de l'imprimerie.

A propos d'un modeste traité théologique, imprimé depuis 400 ans, on eut à Périgueux le spectacle inoubliable d'hommes dévoués aux choses de l'esprit, laissant de côté tout ce qui pouvait les diviser au dehors, tous réunis dans une même entente et dans un fraternel accord pour célébrer l'apparition du premier livre qui a marqué le commencement d'une ère d'amélioration et de progrès dans la vie intellectuelle du Périgord.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

ESSAI

SUR LES GUERRES DE RELIGION EN PÉRIGORD

(1551-1598).

(Suite).

CHAPITRE II

1572-1580

En Périgord il n'y eut pas de massacres lors de la Saint-Barthélemy. — Bergerac fortifié par les protestants. — Prise et pillage de Lalinde par les protestants. — Tentatives de Geoffroy de Vivans sur Domme. — Il s'empare de Sarlat. — Mort de Charles IX, 30 mai 1574. — Prise de Périgueux par Langoiran, 1575. — La guerre en Périgord. — Mort de Jean de Losse.

Le roi ayant reçu un grand nombre de plaintes sur les meurtres, vols et rebellions qui avaient lieu en Périgord, Saintonge et Limousin, ordonna que les Grands Jours se tiendraient à Périgueux pendant quatre mois, juillet, août, septembre et octobre. Il désigna pour former cette Cour un président et cinq conseillers du Parlement de Bordeaux : le procès le plus remarquable qui y fut fait, fut celui par défaut, au S^r de Rastignac, Raymond Chapt et à deux de ses frères ; ils furent condamnés à mort le 13 août 1572 et exécutés en effigie. Leur château de Rastignac devait être démolí et rasé ; mais comme cela eût pris trop de temps, on se contenta de l'incendier.

Il semble qu'ils ne furent pas très intimidés par ce jugement, car on trouve dans une lettre du roi à MM. des Grands Jours, en date du 8 septembre, que MM. de Rastignac avaient réuni des troupes et cherchaient à surprendre la ville de Périgueux et à se saisir des conseillers de la Cour pour se venger de l'arrêt prononcé contre eux ; afin de garder la ville et de défendre MM. des Grands Jours, le roi nomma M. des Bories, Jean de Saint-Astier, gouverneur de la ville,

et lui ordonna de s'y rendre avec le plus de gendarmerie possible de ses amis.

Quand sous le prétexte du mariage de la sœur du roi (1), Marguerite de Valois, avec Henri de Navarre, Catherine de Médicis eût attiré à Paris l'amiral de Coligny et les principaux chefs protestants, endormis par ses caresses et ses dons, elle tenta une première fois de faire assassiner l'amiral ; puis elle poussa le roi à donner l'ordre de massacrer, sans pitié ni merci, dans Paris et dans toute la France, les calvinistes. « L'amiral, dit Mézeray, ne pouvait souffrir ni les pillages ni les incendies, si ce n'est ceux des églises qu'il estimait être des temples d'idoles. » Le jour qu'elle avait fixé était le 24 août, le jour de la fête de Saint-Barthélemy.

Charles IX était fort irrésolu ; il reculait devant la responsabilité, l'énormité d'une pareille action, d'un pareil crime ; mais Catherine le circonvenait de ses cauteleux et perfides conseils ; elle lui faisait peur, lui représentait son isolement à Paris et dans le Louvre même, au milieu de ses ennemis : le roi de Navarre, Condé, Beauvais, gouverneur du roi de Navarre, Pardaillan, de Piles. Le roi se laissa arracher l'ordre fatal ; de crainte qu'il ne le révoquât, Catherine fit avancer le signal d'une heure. On sait le meurtre de Coligny et de Théligny, son gendre ; au Louvre même, on n'épargna que les princes à la condition qu'ils se feraient catholiques ; presque tous leurs gentilshommes furent massacrés : Beauvais fut égorgé. « Pardaillan, dit Michelet, Pardaillan le plus vaillant de ces vaillants, que la plupart des assassins n'auraient pas regardé en face, amené là, sans épée, à l'abattoir, fut saigné comme un mouton. Il y avait dans cette foule, continue Michelet, un homme que Charles IX devait entre tous épargner, c'était celui qui l'avait arrêté deux mois au siège de Saint-Jean-d'Angely, le capitaine de Piles ; c'était comme un adversaire, un ennemi personnel, à ce titre il était sacré ; de Piles le sentait, et dans la cour, devant ce monceau de morts sur lequel il devait tomber, il lança au balcon du roi un cri foudroyant à faire trembler le Louvre ; le roi entendit et fit le sourd ;

(1) De Thou, t. VI, p. 597.

alors, de Piles, arrachant de ses épaules un manteau de valeur, le tend à un gentilhomme : « Prenez, Monsieur, et souvenez-vous ! » Le gentilhomme n'osa prendre ce gage dangereux de vengeance, il eût été tué à deux pas.

Parmi les autres gentilshommes qui furent massacrés, nous citerons le comte de La Rochefoucauld, le marquis de Resnel, le baron de Lavardin, Beaudiné, frère de d'Assier (d'Assier fut sauvé par le duc de Guise), François de Quellence, de Pontivy, de Bryon, de Puvial, de Montalembert, de Valavoine, de Guerchy, de Soubise, de Laplace, premier président de la Cour des aides ; Francourt, chancelier du roi de Navarre ; de Loménie, son secrétaire ; Pierre Ramus, Jean Goujon et tant d'autres gentilshommes ou savants, soldats ou bourgeois. Parmi les Périgourdins massacrés, outre de Piles et Pardaillan, nous citerons encore François de Nompar de Caumont La Force ; il fut trouvé couché dans son lit avec ses deux fils ; les assassins se jettent sur eux avec fureur, les frappent de leurs poignards et s'éloignent après les avoir traînés dans la rue ; cependant le plus jeune des Caumont, âgé de douze ans à peine, contrefait le mort et reste immobile, baigné dans le sang de son père et de son frère ; le soir, voyant un homme qui levait les mains au ciel et disait avec des larmes : « Oh ! Dieu punira cela ! » il lève alors la tête doucement et hasarda ces mots tout bas : « Je ne suis pas mort » — « Mais comment t'appelles-tu ? » — « Menez-moi à l'arsenal, M. de Biron vous paiera bien. » Il parvint en effet à gagner l'arsenal, c'est ainsi qu'il fut sauvé.

Biron, lui-même, grand maître de l'artillerie, quoique catholique, était sur la liste du massacre ; averti à temps de ce qui se passait, il fit pointer quelques couleuvrines sur la porte de l'arsenal et en imposa ainsi aux meurtriers qui n'osèrent se risquer, il sauva quelques uns de ses amis qui avaient pu se réfugier près de lui.

Cette horrible tuerie dura plus de deux mois à Paris et dans une grande partie de la France, à de rares, trop rares exceptions que l'histoire et la postérité ont, à juste titre, glorifiées.

Nous n'avons rien trouvé qui se rapporte à ces fatales jour-

nées à Périgueux ou dans le Périgord ; nous aimons à croire que les catholiques ne voulurent pas se rendre coupables de tels attentats. Quoi qu'il en soit, la terreur gagna un grand nombre de protestants de Périgueux ; ils s'empressèrent d'abjurer l'hérésie au moins publiquement, se réservant tacitement d'y revenir plus tard, ce qu'ils ne manquèrent pas de faire, quand Périgueux tomba au pouvoir de Langoiran en 1575, pour montrer, dit le P. Dupuy « combien peu profite la violence extrême pour remédier aux maux de la conscience. »

Les protestants de Bergerac, étonnés, effrayés et indignés de ces massacres, se mettent en devoir de se fortifier, ils réparent leurs murailles et comblent les brèches avec les matériaux tirés de la destruction des couvents des Minimes, des Carmes et des Jacobins, appelant et prenant pour gouverneur le baron de Langoiran, auquel les princes avaient confié le gouvernement du Bordelais, de l'Agenais, du Bazadais et du Périgord, après avoir soutenu le siège de La Rochelle. Conduits par Langoiran et Geoffroy de Vivans, animés et excités par les prédications fanatiques des ministres La Caussade et Bordas, les protestants pillent et saccagent les maisons des catholiques, les églises et les couvents à plus de huit lieues à la ronde, massacrent tout sans distinction d'âge, de rang ou de sexe, et répandent la terreur dans tout le pays. Bordas, à l'insu de Langoiran, entraîne quelques jeunes gens de Bergerac, leur fait espérer un bon pillage après leur avoir persuadé de se saisir (1) du château de Montréal, où commandait le capitaine Bonnet. Bordas avait gagné deux soldats de la garnison ; il part donc, de nuit, avec sa troupe munie d'échelles et de pétards ; mais son dessein est découvert par la noblesse du pays qui tenait à conserver cette forte place ; elle se réunit à la hâte et tombe à l'improviste sur la troupe huguenote au moment où elle descendait dans les fossés du château ; trente ou quarante protestants restèrent sur la place ; le reste prit les champs, abandonnant échelles et pétards. Langoiran,

(1) P. Dupuy, p. 198. — Montréal, château de la commune d'Issac, canton de Villamblard (Dordogne).

quoiqu'il autorisât toutes ces manœuvres et ces violences, fut cependant obligé de sévir contre Bordas, satisfaisant ainsi aux nombreuses plaintes que les bourgeois de la ville portaient contre lui ; il lui interdit pour quelque temps l'exercice de son ministère.

La même année, Vivans tenta de s'emparer de la ville et du château de Domme, forteresse presque inaccessible et poste militaire important, commandant une partie de la plaine de la Dordogne sur les limites du Périgord et du Quercy ; le 18 octobre 1572, il se présenta donc inopinément sous les murs et dressa ses échelles ; mais l'alarme ayant été donnée à la garnison, elle repoussa Vivans à coups d'arquebuse et de pierres. Vivans et plusieurs des siens furent blessés.

Les Réformés qui avaient échappé aux premières fureurs du massacre s'étaient retirés chez des amis fidèles ou à l'étranger, les uns en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, dans les Pays-Bas ; d'autres cherchèrent un abri dans les villes de sûreté ; d'autres enfin se jetèrent dans les pays coupés de montagnes et faciles à défendre, comme le Vivarais, le Rouergue, les Cévennes ; ils n'avaient point l'espoir de s'y soutenir longtemps ; mais ils attendaient une occasion de chercher des asiles plus sûrs ; ils désespéraient même de leur parti, quand le roi qui n'avait point d'armée sur pied, ni d'argent pour en solder une, publia, le 28 octobre, un édit par lequel il déclarait que la Saint-Barthélemy n'avait point eu la religion pour cause ; cet édit portait en outre défense d'inquiéter les protestants, ordre de leur rendre leurs biens et assurance de sa protection.

Les protestants respirèrent alors et eurent le temps de se reconnaître ; La Rochelle travailla à se fortifier ; Montauban ferma ses portes aux troupes du roi.

« Trente villes, dit Sully, suivirent son exemple et se conduisirent de manière que les protestants, ce qu'on n'aurait jamais osé penser, obligèrent les catholiques à se tenir eux-mêmes sur la défensive. »

Ce fut le commencement de la quatrième guerre civile.

Les catholiques assiégeaient Sancerre ; La Châtre ne put s'en emparer dans trois mois de siège ; alors il se contenta de bloquer la ville. Damville, au lieu de prendre Nîmes, va per-

dre son temps et son armée devant Sommières et est contraint d'en abandonner le siège. Villars et La Valette s'emparent de quelques petites places en Gascogne, mais ils échouent devant Caussade et sont obligés de licencier leurs troupes qui étaient tellement indisciplinées que les communes se soulevaient pour leur courir sus. Les plus grands efforts se faisaient devant La Rochelle, ce boulevard de la puissance des protestants; Strozzi et Biron l'avaient investie l'année précédente. Une nombreuse armée se réunit sous ses murs; le duc d'Anjou vint commander le siège, accompagné du duc d'Alençon, son frère; du duc de Montpensier, des Guise, du duc de Nevers, sans parler du roi de Navarre, du prince de Condé et de ses deux frères le prince de Conti et le comte de Soissons, que l'on contraignit de suivre, pour qu'ils ne pussent tramer ailleurs quelque chose en faveur de leurs coreligionnaires.

Le siège dura huit mois; les Rochelois se défendirent avec le courage du désespoir; le duc d'Anjou perdit par son insouciance et son incurie la moitié de son armée; enfin, après mille négociations rompues et renouées, la paix fut signée et ratifiée le 6 juillet. Les conventions de ce traité furent, nous n'avons pas besoin de le dire, les mêmes que celles des traités précédents. Biron fut nommé, par le roi, gouverneur de la ville.

1572. — POUDRES ET MUNITIONS DE LA TOUR MATAGUERRE.

Le vingtième jour du mois de novembre audit an, a été fait description et dénombrement des munitions estant dans la tour de Mataguerre...

Premièrement six barricots de bois tout pleins de poudre à canon.
Plus un demy barricot de souffre.

Plus un quintal au plus de mèche ou corde d'arbalette prête.

Plus, environ cinquante ou soixante postes de bois pour les pionniers.

Plus vingt-deux mosquets.

Plus, quatre autres mosquets donnés à la ville par Messieurs des Grands Jours desquels ledit Martin a dit en avoir donné acquit de sa main à un soldat du vice-sénéchal d'Agennois.

Plus cinq mortiers de fer.

Plus, quatre-vingts balles et boulets de fer en fonte tant pour les grandes pièces que autres.

Desquelles munitions susdites ensemble les clefs de la dite tour, ledit Martin a rendues et remises es mains dudit sieur de Laye, qui s'en est chargé, dont a requis acte (1).

Quelque temps après, le duc d'Anjou fut élu roi de Pologne ; il le devait aux intrigues de sa mère et aux habiles négociations de Jean de Montluc, évêque de Valence et ambassadeur en Pologne ; c'était le frère de Blaise de Montluc. — Le duc d'Alençon fut à la place de son frère nommé lieutenant-général du royaume.

Le 15 mai 1573, lendemain de la Pentecôte, pendant la nuit, le capitaine La Béraudière, huguenot, s'empara de Lalinde (2) ; tous ceux qui résistèrent furent massacrés et la ville pillée, si bien qu'il ne resta aux habitants, dit le chanoine Tarde, que « les murailles et le couvert des maisons. »

Le 4 février, Geoffroy de Vivans avait tenté de nouveau de s'emparer de la ville de Domme ; mais il fut encore obligé de se retirer, repoussé par le sieur de La Verniole.

Il renouvela sa tentative le 5 juin ; il s'était entendu avec un soldat qui avait fait des fausses clefs et qui devait lui ouvrir une des portes ; ayant eu des remords de sa trahison, le soldat avoua le complot qu'il avait formé à La Verniole ; ce dernier, au jour assigné, fit ouvrir la porte indiquée ; mais Vivans, se doutant qu'on le trompait, se retira après avoir envoyé vers cette porte quelques hommes qui furent faits prisonniers.

Ce fut en cette année qu'André de Bourdeille fut nommé sénéchal du Périgord. Il était frère de Pierre de Bourdeille, abbé de Brantôme.

La famine continuait en Périgord ; on fut contraint de chasser les pauvres de Périgueux ; on les réunissait hors des portes de la ville et on leur distribuait du pain, du potage et de la viande deux fois le jour et ce, pendant cinq semaines aux dépens des habitants. Cette famine régnait aussi en Quercy

(1) Archives communales de Périgueux, FF. 174.

(2) Chanoine Tarde, p. 253.

et principalement à Cahors ; elle engendra des maladies pestilentiellles qui firent périr un grand nombre de personnes et ces maux continuèrent jusqu'à l'année suivante.

Le roi écrivit à M. de Losse pour le charger de veiller sur la ville de Bergerac, de renforcer la garnison du château et d'y avoir au moins cinquante hommes, afin qu'en cas de nécessité, on pût s'en servir et d'y mettre comme gouverneur M. de Beauregard, ou en son absence quelqu'un de sûr et de capable.

L'année suivante (1574), malgré la paix, le 22 février, pendant la nuit, Vivans, de connivence avec quelques habitants huguenots de Sarlat, s'empara de cette ville par escalade ; il massacra plusieurs habitants, entre autres MM. François de Bruzat, prévôt de l'église cathédrale ; Pons de Salignac, grand archidiacre ; Pierre de Salignac, chanoine ; Jean Valat, chanoine ; Etienne Amadiou, prébendier ; Pascal La Chièze, Jean Lascouts ; les maisons des chanoines furent livrées au pillage, l'église fut saccagée, les reliquaires pris et brûlé celui qui contenait les reliques de saint Sacerdos ; les terriers, titres, documents, etc., furent dispersés, emportés, détruits.

Vivans, pendant les trois mois qu'il occupa la ville, la fit activement fortifier. Le sénéchal, à cette nouvelle, donna des ordres pour prévenir les habitants des villes et forts du pays de se tenir sur leurs gardes et renforça les garnisons trop faibles après s'être assuré que les sieurs de Caumont, de Baynac, de Saint-Geniès, de Longua, quoique protestants, ne favorisaient pas les séditeux et se conformaient aux édits. Il demanda au roi l'autorisation de fortifier Périgueux, qui était faible et fit assembler des troupes par son frère le sieur de Brantôme, pour se joindre à Jean de Losse, gouverneur en partie de la Guyenne ; ces troupes se réunirent à Lalinde.

M. de Bourdeille, vu les difficultés du temps, demanda au roi l'autorisation de réunir le ban et l'arrière-ban de la province.

François de Salignac, évêque de Sarlat, était à Fénelon lors de la prise de la ville (1) ; peu de jours après, il alla à Issigeac

(1) Chanoine Tarde, p. 255 et suivantes.

et fit promettre aux habitants si remuants de cette petite ville de vivre en bonne intelligence ; mais le 2 mars, les calvinistes, au mépris de leur serment, mettent la ville entre les mains de quelque capitaine de leur secte, et les habitants catholiques sont contraints de se réfugier dans la maison épiscopale où ils sont immédiatement assiégés malgré la présence de l'évêque.

François de Salignac fut obligé de capituler ; il promit quatre mille livres pour lui et ceux qu'il avait recueillis, moyennant qu'ils auraient la vie sauve et qu'ils se retireraient où bon leur semblerait.

Après le départ de l'évêque, les calvinistes entrent dans sa maison, la pillent, abattent la charpente et une partie des murailles, démolissent l'église et jouissent des biens et revenus de l'évêque jusqu'à l'édit de pacification.

A cette époque, Yves de Constantin habitait Sarlat, dont il était premier consul (1) ; il perdit dans cette circonstance la plupart de ses titres de famille ; mais il devait bientôt avoir le bonheur de contribuer à faire rentrer la ville sous l'obéissance du roi ; cependant, son âge et ses infirmités lui ayant fait sentir le besoin du repos, il se retira avec Jeanne de Vassal, sa seconde femme, au château de Rignac, où il fut assassiné par les religionnaires en 1583 ; il y était seul avec sa femme, son jeune fils et quelques servantes. Le nommé Benichos et autres voleurs, ses complices de la R. P. R., au nombre de vingt-cinq ou trente, masqués, y surprirent ce vieillard et l'assassinèrent de plusieurs coups d'épée et de pistolet.

Le 23 février, jour de mardi-gras, Jean de Losse, étant dans son jardin du château de Bannes, fut découvert par quelques protestants et, poursuivi par eux, il n'eut que le temps de rentrer au château après avoir reçu un coup de pistolet ; quelques coups de canon dispersèrent les agresseurs.

Le 11 mai suivant, la ville de Sarlat (2) fut reprise par les habitants catholiques, aidés du sieur de Puymartin, beau-frère

(1) *Généalogie de Constantin.*

(2) Chanoine Tarde, p. 257 et suivantes.

de Jean de Losse, et dans leur joie de s'être débarrassés de Vivans, ils abattirent imprudemment les fortifications qu'il avait faites sans songer qu'elles pouvaient leur servir à eux-mêmes pour repousser de nouvelles attaques. Vivans, de retour de Bergerac où il était allé pour s'entendre avec Langoiran, trouva les portes fermées et les habitants refusèrent de le recevoir ; de Losse, accouru à cette nouvelle, poursuit Vivans et lui tue douze ou quinze hommes ; mais ce dernier passe la Dordogne et se retire à Beaulieu en Limousin.

Trois jours après la reprise de Sarlat, un soldat de la garnison de Montfort livra la place aux calvinistes et bientôt après ils prirent le château de Labro et quelques autres places autour de Sarlat et incendièrent l'église de Vitrac.

Vivans, toujours en mouvement et en quête d'aventures, surprit Montpazier le 21 juin, grâce à l'intelligence de quelques habitants ; la ville ne fut point pillée ni les catholiques molestés, et deux jours après, Jean de la Rivière, ministre protestant, y vint pour prêcher : ce fut le premier ministre qui y exerça ; le 25 juin, le château de Labro fut repris par les catholiques commandés par le capitaine Plapèch de Domme, Jean des Martres.

L'église de Condat-sur-Vézère, surprise vers la fin de juin, fut aussitôt remise sous l'autorité du roi par les troupes envoyées par Jean de Losse.

La tour de Derse, paroisse de Bouzic (1), qui servait de refuge à une bande de pillards que nul parti n'avouait et qui ravageait les environs de Domme, de Daglan, de Campagnac-les-Quercy (2), fut prise par le gouverneur de Domme et le commandant de la place nommé Gerbe fait prisonnier avec une partie de sa troupe.

Le sieur de Puymartin, avec la garnison de Sarlat, reprit pour le roi les forts de la Bruguière et de la Gazaille, et le gouverneur de Domme, pendant que la garnison de Montfort était allée fourrager dans la forêt de Bord, lui tendit une

(1) Bouzic, canton de Domme.

(2) Campagnac-les-Quercy, commune du canton de Villefranche-du-Périgord.

embuscade et elle fut surprise et battue à Turnac ; elle ne put repasser la Dordogne ; quatre jours après, le château fut assiégé et la garnison se rendit le troisième jour ; le vicomte de Turenne, qui n'avait pas encore abjuré le catholicisme, à qui cette place appartenait, y arriva quelques jours après et le sieur de Puymartin la lui remit.

Le chanoine Tarde nous apprend qu'une pièce de canon qu'on appela *la Camuse* fut fondue à Sarlat pour battre les petits forts des environs.

Dans une de ses lettres (juillet), M. de Bourdeille (1) mande au roi que M. de Sainte-Alvère s'est emparé du fort de Trémolat (2), après avoir défait et tué le capitaine Cabrié qui y commandait.

Le sénéchal se dirigeait vers Paris, où Charles IX l'avait appelé, quand il apprit la révolte d'Issigeac et les autres prises de Vivans ; jugeant prudent de revenir sur ses pas pour prévenir les attaques des protestants, il retourna à Périgueux où il trouva les habitants armés pour leur défense et selon l'assurance qu'ils lui en donnèrent pour le maintenir sous l'obéissance du roi.

Sachant tout le mouvement que se donnaient les protestants, le sénéchal fit avertir les villes et les châteaux qu'il croyait le plus exposés, de faire bonne garde, et il envoya quelques troupes dans les plus faibles ; il pria les gentilshommes de la R. P. R. de ne pas sortir de chez eux, de n'accorder aucun secours aux séditeux et d'attendre ce qu'il plairait au roi de leur commander ; les seigneurs de Caumont, de Baynac, de Saint-Geniès, de Longua et plusieurs autres obéirent ; les protestants de Sainte-Foy demandèrent à M. de Bourdeille, par l'entremise du marquis de Trans, à vivre en paix sous le bénéfice des derniers édits.

M. de Losse mit à Bergerac pour gouverneur le capitaine La Beaume, qui avait toujours fidèlement servi le roi, sous

(1) Lettres d'André de Bourdeille au roi.

(2) Trémolat, canton de Sainte-Alvère (Dordogne).

la promesse des habitants qu'ils ne donneraient nul secours aux révoltés.

Nous avons vu que le sénéchal avait demandé au roi l'autorisation de convoquer le ban et l'arrière-ban du pays, qui était dépourvu de troupes, excepté quelques gentilshommes qui servaient à leurs dépens ; il demandait en outre la permission de fortifier Périgueux aux dépens du pays ; car si la ville était prise, ce serait la perte de toute la province ; le sénéchal, et dans presque toutes ses lettres au roi, il montre l'inquiétude qu'il éprouve à l'occasion des gens de guerre et demande de lever des deniers pour les payer et les empêcher ainsi de piller le peuple pour subvenir à leurs besoins ; il ajoute que cette autorisation est d'autant plus nécessaire que le pays est très pauvre, ruiné par les bandes, et que Bergerac, d'où venaient presque tous les vivres, était maintenant au pouvoir des protestants. Il avertit le roi que Langoiran s'occupe de fortifier cette ville et il le prie de lui permettre de réunir des troupes, d'appeler à son aide ses lieutenants en Guyenne et de demander de la poudre et des canons à M. de Biron pour reprendre cette place avant qu'elle ne soit achevée de fortifier.

M. de Bourdeille ayant convoqué le ban et l'arrière-ban de la province, peu de gentilshommes s'y rendirent ; il fut obligé d'avoir recours à ses parents et amis ; il réunit environ deux cents chevaux et se joignit à MM. de La Vauguyon qui en avaient à peu près autant, dans l'intention de trouver La Noüe qui était alors à Chalais (1) (3 avril), pour l'empêcher de passer l'Isle et de se joindre aux troupes protestantes qui étaient à Bergerac, en Quercy et en Agenais ; le vicomte de Limeuil les rejoignit avec sept compagnies de gens de pied que M. de Losse lui avait confiées.

Le vicomte de Limeuil envoya quelques soldats au château de Fages ; pendant une nuit ils firent sauter une partie des murailles et détruisirent tous les meubles et papiers qu'ils purent trouver ; quelques jours après, M. de Baynac vint l'assiéger ; il entra en composition avec le capitaine Pioulettou

(1) Chalais (Charente).

qui y commandait, à la condition que ce dernier, ainsi que ses soldats, auraient la vie sauve, qu'ils emporteraient leurs armes et tout ce qu'ils pourraient.

M. de Puyderogers (1) averti (mai) qu'il passait près de cent huguenots non loin de sa maison de Sainte-Alvère, les poursuit avec vingt-cinq hommes seulement et les charge dans les environs de Saint-Geyrac ; il fut blessé dangereusement ; le sieur de Labatut y fut tué d'une arquebusade et trois de ses hommes furent blessés ; mais les huguenots, croyant leurs adversaires plus nombreux, prirent la fuite, laissant six ou sept des leurs sur le terrain et perdant une partie de leurs bagages.

Le sénéchal prie, par la même lettre d'où ces détails sont tirés, le roi d'écrire aux seigneurs de La Douze, de Puyderogers, de Montanceix, de Lascoups, de Rastignac, de Carlux, de Coutures, pour les remercier des services qu'ils lui rendent et d'honorer de son ordre MM. de Montanceix et de Coutures.

Nous n'avons pu, gêné par la suite des événements qui se passaient en Périgord, placer en son temps le récit de l'entreprise des jours gras (20-23 février), qui avait pour but de faire évader les princes de la cour et de les conduire dans une des provinces où les protestants avaient déjà quelque place forte et des troupes formées ; le complot manqua par trop de précipitation. Le duc d'Alençon, qui en était, avoua tout ; on donna des gardes au roi de Navarre et on envoya à la Bastille les maréchaux de Cossé et de Montmorency ; on arrêta La Môle, amant de la reine de Navarre, et le comte de Coconnas, ami de La Môle et amant de la duchesse de Nevers. Condé avait pu s'enfuir avec le vicomte de Turenne et Montmorency-Thoré en Picardie et de là gagner l'Allemagne. La Môle et Coconnas payèrent pour de plus haut placés qu'eux ; ils eurent la tête tranchée comme coupables d'attentats envers le roi ; les maréchaux furent retenus à la Bastille pour servir de caution contre les projets que pourraient former les calvinistes sous la conduite du prince de Condé ; le roi de Navarre fut très étroitement gardé à vue.

(1) Pederiges, Pederéze, commune de Pezuls, canton de Sainte-Alvère.

Telle fut l'issue de ce complot. Depuis la Saint-Barthélemy, la santé de Charles IX vacillait; son humeur avait changé; il était devenu sombre et triste, les remords le minaient pour tant de sang versé; enfin, il mourut le 30 mai, d'une maladie épouvantable, saignant par tous les pores, disent les historiens romantiques, d'une maladie de poitrine qui le minait depuis quelques années, selon d'autres auteurs plus véridiques peut-être et plus sincères, à l'âge de 24 ans, ayant régné quatorze ans, de 1560 à 1574.

Son âge ne doit-il pas excuser toutes les fautes qu'il a commises ou plutôt qu'on lui a fait commettre, fautes où souvent le poussait malgré lui Catherine sa mère, si ambitieuse et si ardente à vouloir. Catherine, on le sait de reste, avait façonné ses fils à tous les vices et à tous les plaisirs pour régner à leur place.

La reine-mère avait été nommée régente du royaume en l'absence du roi de Pologne qui, sitôt qu'il apprit la mort de son frère, s'échappa de ses États pour revenir en France (1); il mit trois mois pour faire ce voyage, traversant l'Allemagne et l'Italie, partout arrêté par les fêtes qu'on lui offrait.

La régente profita du moment où elle avait tout le pouvoir pour faire condamner à mort le comte de Montgomery, que le maréchal de Matignon avait fait prisonnier en Normandie. Ne trouvant point à propos d'attaquer les protestants en Poitou ou en Guyenne, où ils étaient trop forts, elle conclut avec La Noüe et leurs autres chefs une trêve de deux mois, pendant laquelle ils eurent la permission de s'assembler à Milhau pour aviser aux moyens de traiter une paix générale. Les protestants des provinces de Guyenne, de Dauphiné et de Languedoc y envoyèrent leurs représentants; il y fut décidé que le prince de Condé serait déclaré le chef du parti jusqu'à ce que le roi de Navarre et le duc d'Alençon fussent rendus à la liberté et qu'on ferait la guerre jusqu'à

(1) Des courriers furent immédiatement envoyés par Catherine au roi de Pologne pour lui annoncer la nouvelle de la mort de son frère. Mery de Barbezières et Magdelon de Fayolle de Neuvic ne mirent que quatorze jours pour aller de Paris à Cracovie.

ce que les Etats-Généraux eussent pourvu solidement à la paix et à la réforme du gouvernement. — Catherine ne put réussir à empêcher l'effet de ces conférences. — Damville, gouverneur du Languedoc, était allé trouver le roi, qui était alors à Turin, pour en conférer avec lui ; il revint après avoir été très froidement reçu et presque maltraité ; il signa les actes de Milhau.

La guerre se trouva bientôt allumée par tout le royaume ; malgré la trêve, Vivans s'était emparé, le 21 juin, de Montpazier ; les chanoines furent chassés, le service divin interrompu et l'église convertie en magasin pour les munitions de guerre ; les protestants recommencèrent leurs courses par tout le Périgord ; ils avaient l'intention de s'emparer des châteaux de La Chapelle-Faucher (1), de la Renaudie (2), de Rochemorin (3) et de Château-l'Evêque. Le sénéchal voulut les prévenir ; mais quand il se présenta devant La Chapelle-Faucher, il le trouva pris ; après quatre jours de siège, il reçut la garnison à composition ; de là, il se dirigea vers le château d'Aucor (4), appartenant à M^{me} de Mézières ; les protestants s'étant entendus avec la garnison pendant que les chefs étaient allés faire une promenade, étaient entrés dans la place et avaient fait fermer les portes sur eux ; mais le sénéchal l'eut bientôt reprise.

André de Bourdeille, après ces entreprises, se trouva réduit à l'impuissance pendant quelques semaines ; les troupes royales se dissolvaient, n'étant pas payées, la compagnie du capitaine La Bleyne à Sarlat, celles du capitaine Laudrony à Montignac et du capitaine Verdoire ou Vendoire plièrent leurs enseignes faute de solde ; les habitants de Périgueux, s'appuyant sur leurs franchises, refusèrent de recevoir cent gentilshommes qui de là auraient pu, du moins, défendre le plat pays. Alors le sénéchal, devant ce manque d'argent et la mauvaise volonté de la ville, s'adressa au roi, qui l'autorisa

(1) La Chapelle-Faucher, canton de Champagnac.

(2) La Renaudie, commune de St-Front-la-Rivière.

(3) Rochemorin, commune de St-Front-d'Alemps.

(4) Aucor, commune de Beaussac, canton de Mareuil (Dordogne).

à lever trois compagnies d'infanterie, ainsi que ses cinquante hommes d'armes d'ordonnance ; mais il ne lui envoya ni troupes, ni argent ; c'était retomber dans les mêmes difficultés ; aussi, Bourdeille, n'ayant ni soldats, ni canons, ne put s'opposer aux courses de Langoiran qui, avec deux cents chevaux, battait la campagne autour de Bergerac ; il vint jusqu'à deux lieues de Périgueux pillant et levant des contributions sur les paroisses ; il brûlait les maisons des paysans qui se refusaient à payer et faisait enlever les bœufs et tout le bétail qu'il faisait conduire à Bergerac ; il eût mieux valu que les habitants de Périgueux n'eussent pas fait valoir leurs droits et prérogatives et eussent reçu les gentilshommes qui voulaient y prendre quartier ; la campagne environnante aurait été défendue et les protestants n'auraient pas ravagé le pays autour de la ville.

On était en train cependant de conclure une trêve à Pons ; mais le sénéchal, qui s'y rendit d'après les ordres du roi, ne put s'entendre avec La Noüe, et la guerre continua.

Le roi, par lettre du 25 septembre, ordonna au sénéchal de faire son séjour à Périgueux, capitale de son gouvernement, et de s'y rendre aussitôt ; il lui commanda en outre d'assembler la noblesse du pays pour la remercier en son nom des services qu'elle lui a rendus pendant les troubles et pour les encourager à les continuer par des promesses, « doucement et à propos ». Il appelle le sénéchal près de lui et désigne le sieur des Bories (1), « qui lui est fort agréable et fidèle serviteur » pour le remplacer dans son commandement pendant qu'il sera absent ; il remercie les habitants de Périgueux de leur fidélité par une lettre particulière. André de Bourdeille ne put faire un voyage auprès du roi faute d'argent.

Au commencement du mois d'octobre, M. de Puymartin s'empara du fort de la Bergerie, près de Sarlat (2), et massacra les trente ou quarante protestants qui le défendaient ; dans ce même mois, Regagnac et du Bouzet furent successivement

(1) Jean de Saint-Astier.

(2) Chanoine Tarde, p. 260, 261, 262, etc.

gouverneurs de Montpazier; les chefs réformés Lauzerte de Capdrot et Clausade démolirent et ruinèrent l'église collégiale de Capdrot et s'en approprièrent les matériaux. Le roi lui-même prenait part à la guerre; il vint au siège de Livron, petite ville du Languedoc, mais il ne put la prendre et leva honteusement le siège de cette bicoque; de là, il alla se faire sacrer à Reims.

1575. — Dans les premiers jours de février 1575, le lendemain de son sacre, Henri III épousa Louise de Vaudemont; au mois de décembre précédent était mort le cardinal de Lorraine; sa mort fut attribuée au poison, et Catherine fut accusée de n'y être pas étrangère.

En cette année une famine affreuse désola le Périgord; on cite le trait suivant, trait horrible qui donne la mesure des misères du temps: deux femmes du bourg de Lardimalie, poussées par la faim, tuèrent et mangèrent un enfant; on les pendit pour ce crime.

Au mois d'avril, Henri de la Tour, vicomte de Turenne, abandonna le parti du roi et se déclara calviniste; cette défection jeta un grand trouble dans les affaires du pays, d'autant que plusieurs seigneurs de la région le suivirent dans sa révolte: MM. de Rochechouart et de Pompadour; Gilbert de Levis-Ventadour, gouverneur du Limousin, était aussi soupçonné d'hérésie.

L'église et le fort de St-Quentin près de Sarlat étaient devenus un vrai repaire qui donnait asile à une bande de religionnaires qui ravageaient le pays; le gouverneur de Sarlat s'en empara, laissa la vie sauve à la garnison, mais fit raser le château; ces quelques soldats ne sachant que devenir ni où se loger s'en allèrent vers St-Amand dont ils s'emparèrent par trahison et en firent un lieu de refuge d'où ils continuèrent leurs déprédations.

Les protestants assiégèrent vainement Beaumont et fortifièrent quelques endroits du voisinage pour en faire le blocus; mais cela fut inutile.

M. d'Aubeterre, (mai), réunit à St-Astier plus de cinq cents gentilshommes et avec eux se joignit aux troupes de MM. de La Vauguyon, d'Escars, de Pompadour et de Ruffec, pour

empêcher le V^e de Turenne et Langoiran de se rejoindre ; mais ces derniers passèrent la Dordogne et les troupes catholiques ne purent les suivre, étant contraintes de se séparer faute d'argent et de canons.

Le 14 juillet, Pierre Fournier, évêque de Périgueux, fut étranglé dans un escalier dérobé de son château par deux de ses domestiques, qui voulaient lui voler une somme importante qu'il venait de recevoir (1) ; après ce double crime, ils prirent la fuite et jamais on ne put les retrouver.

La guerre continuait ; le capitaine huguenot, Pierre de Chouppes, après avoir pris aux environs de Bergerac quelques petits forts sur la Dordogne et sur l'Isle, marcha sur Lanquais et de là sur Baynac ; on avait retiré tous les bateaux de la Dordogne ; mais il la passa à gué ou à la nage à la vue du régiment de Martinengues qui s'était avancé pour s'opposer au passage ; Chouppes le fit charger ; ses troupes le repoussèrent et le poursuivirent jusqu'à l'abbaye de Terrasson (2) où il se réfugia, et il y eut une escarmouche en faveur des protestants. Le V^e de Turenne voulait aussitôt après ce combat marcher sur Périgueux ; mais La Noue, nous n'avons pas trouvé pour quelles raisons, le détourna de ce projet. Vers le même temps les seigneurs de Floirac, gouverneurs de Limeuil et protestants, s'emparèrent du Bugue, incendièrent le monastère et le bourg, donnèrent le butin à leurs soldats et enlevèrent les chartes, titres et papiers de l'abbaye.

Depuis longtemps les protestants désiraient avoir en leur possession la ville de Périgueux ; Langoiran résolut de s'en emparer par surprise ; nous laissons le P. Dupuy raconter lui-même, n'ayant d'ailleurs d'autre relation de cet événement, les péripéties et les détails de cette entreprise ; nous ne changerons ni son style ni son orthographe ; nous donnerons son récit en entier, tout le monde n'ayant pas entre les

(1) P. Dupuy, tome II, p. 199 et suiv.

(2) L'abbaye de Terrasson prospéra longtemps par les libéralités des V^{es} de Turenne. C'est à l'époque où nous sommes que l'église fut en partie détruite par les protestants.

moins l'*Estat de l'Esglise du Périgord* ; ce fait eut lieu le 6 août.

Tous près du pont (que nous appelons aujourd'hui Pont-Vieux) étoit le grand logis des Lamberts, qui suivoient les armes rebelles, appelé l'hostellerie du Chapeau Verd, où le premier presche avoit esté fait les années passées. Ce lieu sembla favorable pour esclorre la trahison brassée dès longtemps par Langoiran contre la ville ; l'hoste du logis nommé Petit Pierre, normand de nation, facilita grandement l'exécution conclue pour le sixiesme d'aoust, l'an 1575, sous l'assurance de mille livres de récompense ; il introduisit dans sa maison par le bout du jardin, à la faveur de la nuit quatre ou cinq cents arquebusiers choisis, et quelques quarante gentilshommes bien équippez en armes ; tout ce monde bien cathéquizé garda un merveilleux silence à entrer dans le logis ; mais encore plus à demeurer là jusques à sept heures du matin, sans estre aperceus ni sentis à la fumée des mèches allumées par les deux bouts. Pour lors seize ou dix-sept se déguisent en paysans pour se mettre en deux troupes, et compasser tellement le parlement des derniers, qu'ils ne fissent qu'arriver dans le corps de garde du bout du pont, quand les premiers mettroient le pied dans celui de la ville.

A cela y avoit grande difficulté, car la première garde se faisoit dans un petit ravelin, et posoit une sentinelle au bout du pont-levis, puis de là à la porte de la ville il y avoit presque cent pas ; les sept premiers conduits par Lambertie passent favorablement le cors de garde du pont-levis abattu contre l'ordinaire des jours de feste et contre l'avertissement que le sieur de Bourdeille avoit envoyé à la ville la nuit passée, luy estant occupé à battre l'abbaye de Saint-Amand, à sept lieues de là, tenue par les hérétiques. Ces déguisés estant à la dernière porte de la ville, un vieux sergent de bande jetta ses yeux sur les mains de Lambertie, blanches et plus fraîches que celles d'un paysan, et sans plus d'enquete, le vieillard saute au col du paysan travestu ; mais il fut aussitôt tué d'une grande dague que Dutranchart, qui étoit lieutenant de Langoiran en Périgord, tira de dessous son ouvrière. Bien prit à ceux-là, que la seconde troupe conduite par le capitaine Jauré, et la Palanque deffit le premier corps de garde sans peine, ayant saisi la table où les armes à feu estoient rangées, laquelle ils esclancent dans la rivière et viennent au secours des premiers qui avoient mis à l'entrouverture de la porte un tronçon de pique qui empeschoit le voisinage accouru au bruit, de fermer tout à fait la porte ; ainsi par les massacres des résistants, s'estans saisis des deux portes, le reste des cachés dans l'hostellerie conduit par Lan-

goiran couvert d'une grande roudelle, le coutelas au poing fut habile à s'avancer dans la ville.

D'autre part, Vivans avec deux compagnies de cavalerie, embusqué dans une mestairie, de laquelle il avoit renfermé toutes les personnes, qui estoit assez près pour ouyr les arquebuzades, joint aussy deux vedettes qui alloient et venoient jusques à la veue du pont; ceux là à la première fumée accoururent et entrèrent dans la ville à cheval, ce qui bailla aux habitans de l'espouvante et n'y eut rien d'opiniâtre qu'à la porte de Taillefer, dans laquelle après avoir disputé la rue quelque septante catholiques se renferment, mais estant intimidés par les leurs propres, qui estoient au dehors, ils se rendent à discrétion. Le baron de Langoiran attribua la facilité de cette prise à l'efficace d'un vœu qu'il avoit fait sur l'ouverture de la porte de la ville, ayant veu par la fenestre d'un petit cabinet sortir les deux premiers religieux Augustins qu'innocemment alloient dire la messe à la paroisse Saint-George; il fit vœu à Dieu à ce qu'il disoit de s'abstenir ce jour là de respandre le sang humain. O homme religieux ! ce que pourtant il ne garda, ayant veu un venerable prestre de 60 ans (1) dans l'effroy de la larme, encore revestu des habits sacerdotaux, auquel il accourut de furie, le massacra cruellement, faisant une victime qui fut incorporée à celle qu'il offroit en l'autel non sanglant.

Le pillage de la ville fut très grand, au rapport des historiens et de ceux qui participèrent au butin, spécialement sur les ecclésiastiques, églises et couvents, tandis que les maisons des faux et traistres citoyens religionnaires étoient conservées. Le pillage dura trois jours, accompagné de phalarismes inouys, et n'eut point trouvé de fin que le manque de prendre, sans l'arrivée du viscomte de Tourenne et de la Noüe qui par l'espoir d'un second pillage fit cesser celui-là.

Le plus précieux trésor qui fut perdu dans ce général désordre, fut la chässe du corps et la médaille du chef sacré de l'apostre du Périgord Saint-Front, que le capitaine Jauré et la Palanque eurent pour leur part du butin. Ce la Palanque estoit du commencement guabARRIER à Bragerac, et par ses brigandages insignes s'estoit rendu formidable dans les armes protestantes. Pour Jauré, il étoit du voisinage de Bragerac, et pour conduire au château de Tiregan (2) la chässe, il fut contraint d'en charger son cheval avec ce blasphème, qu'il aymoit bien Saint-Front, puisqu'il le mettoit à cheval et luy alloit de pied. Ils fondirent les lames d'or et d'argent de la chässe et jettèrent les ossements

(1) Raymond Dupuy, curé de La Monzie et vicaire de saint Silain.

(2) Tiregan, château, dans la commune de Creysse, près Bergerac.

du saint dans la Dordogne. O denatures quelle rage transporte notre courage contre le père qui vous a apporté la lumière de l'évangile. Vous deshonnez celui que vos ancêtres ont tant honoré ! Vous martyrisez après plusieurs siècles le corps de celui que Jésus-Christ n'avoit voulu qu'il souffrit d'autre tourment que de l'avoir veu mourir dans le supplice de la croix ! Vous abandonnez aux flots celui qui avoit précipité il y avoit tantost seize cens ans dans les mesmes flots, le dragon cruel qui infestoit vos campagnes ! Les armoyries de vostre ville, qui portent ce dragon n'accusent-ils pas vostre barbare impiété ? Ouy mais *c'est maintenant l'heure et la puissance des ténèbres*. La grande esglise de Saint-Front fut l'object principal de la furie huguenote, pillant, debissant, razant, ruinant tout ce qu'ils ne pouvoient enlever : les cloches sont fondues, les reliques desterrées, voire, o inhumanité inouye : *Eruta e sepulchris cadavera, in quibus adhuc aliqua species carnis inherat pugione confossa* ; au rapport de deux auteurs dignes de foy, ils poignardèrent des corps morts désensévelis. De plus les effigies des SS., des cardinaux, des évesques, des roys, des comtes, sont renversées et poudroyées, surtout le magnifique tabernacle où reposoit le chef du saint apostre fut ruiné.

Nous empruntons les détails complémentaires qui suivent et que nous jugeons assez intéressants pour être reproduits à la collection des *Archives historiques de la Gironde*. Nous aurions pu les amalgamer avec le récit du P. Dupuy. Nous préférons laisser à chacun d'eux sa physionomie propre ; d'ailleurs ils concordent parfaitement l'un avec l'autre :

Le samedi d'août jour du marché et de la transfiguration de N.-S., (1) par la malice de Jean de Cugnac, sieur de Caussade et par le bras de ceux de Lardimalie et de Meymy, huguenots, la ville de Périgueux fut prise par la trahison de François Philippe, consul et étranger religieux, qui la vendit. Les huguenots qui s'étaient cachés chez les fauteurs de cette perdition, les uns à Lardimalie, La Feuillade, La Filolie près de Boulazac, les autres à Montplaisir, maison de Pierre Dumas prêtre renié ; d'autres étant habillés en paysannes avec des paniers pleins de fruits volés dans la campagne et les métairies, portaient sous leurs cotillons des cuirasses, des pistolets, des poignards ; ils entrèrent pêle-mêle avec les paysans et se rendirent à la place de la Clau-

(1) C'est une erreur : le jour de la Transfiguration était le vendredi 5 août. Le P. Dupuy donne la date du 6 août et du samedi. Le samedi a été de tout temps jour de marché à Périgueux.

tre. Langoiran s'étant rendu au Chapeau Vert, près de la porte du Pont où logeait un Pierre Mourier, huguenot, dit Petit-Pierre. Quand Langoiran se fut emparé du pont, il fit avancer sa cavalerie et sonner ses trompettes ; aussitôt les huguenots, déguisés, crièrent : Tue ! Tue ! et sortant leurs pistolets épouvantèrent si fort les habitants que ceux-ci prirent la fuite sans savoir où ils allaient.

Nous empruntons à un manuscrit que nous avons consulté plusieurs fois les détails complémentaires suivants :

A la nouvelle de la prise de Périgueux un grand nombre de huguenots de Bergerac, Castillon, Montravel et d'autres lieux encore accoururent prendre part au pillage ; les catholiques qui tombèrent entre leurs mains furent traités en esclaves, estans vendus et chargés comme des bestes au marché et après cela mis dans les prisons : ils envoyèrent dans leurs maisons toutes les marchandises et tous les meubles à leur convenance et de plus ; ils délibérèrent entre eux si la rivière de l'Isle estoit navigable de faire transporter les matériaux des maisons jusques à Mussidan et de là les conduire à Bragerac et autres lieux de leur domination. Sur ces entrefaites le sieur de la Noüe, capitaine fort considéré dans leur party et des plus affectionnés et entendus qu'ils heussent, lequel estant venu dans la dicte ville quelques jours après la reprise d'icelle, diet publiquement au sieur de Langoiran qu'il heut désiré la surprise de la ville n'estre point advenue, car les maux qui avoient esté commis en ycelle porteroient grand dommage à leur party et destourneraient l'affection de plusieurs (1).

Voici, d'après le volume 12 du recueil Leydet et Prunis, page 134, à la Bibliothèque nationale, les noms des principaux chefs protestants qui s'emparèrent de Périgueux : Langoiran, chef ; Bernard de Contaut-St-Geniès, sieur de Campagnac, un surnommé le baron d'Orroz en Gascogne ; les autres étaient, Lambertie, Vivans, et d'autres du pays parmi lesquels étaient : le marquis de Vaux sieur du Tranchart, deux frères de Jovelle et du Meynasse de Donzat, Ainan de Montferrand, sieur de Chiniac de la maison de Beaulieu de Mensignac, Jean Dulau, sieur de la Cotte ; parmi les habitants de la ville : M^{re} François Faure, sieur de Lussas, cousin germain de Géraud Faure, lors maire, et Hélié Gravier, qui furent les plus ardens au pillage. Langoiran ayant réuni ses forces quelques

(1) Manuscrit appartenant au docteur Laferrière.

jours après son succès, marcha vers Thiviers dans l'intention de l'assiéger ; les habitants le reçurent vigoureusement et refusèrent toute composition. Le vicomte de Turenne arriva tout en colère de cette défense et ordonna une escalade générale ; La Nouë et Chouppes, donnant l'exemple, portent la première échelle et montent à l'assaut ; bientôt ils sont suivis de leurs soldats et la ville est en leur pouvoir ; il est inutile d'ajouter qu'il y eut massacre et pillage ; nous savons qu'à cette époque on n'épargnait rien ni personne.

Cependant M. de Bourdeille, suivi de quelques bourgeois et d'habitants du pays, s'était mis à la poursuite des huguenots qui ravageaient les environs ; il en atteignit quelques bandes près de Sorges et en fit un grand carnage. Thiviers fut bientôt abandonné par les huguenots.

Le 17 août, le roi écrivit à Gabriel d'Abzac, sieur de Barrière et de Ladouze, un des chefs les plus actifs du parti catholique, pour lui mander qu'il a l'intention d'envoyer un grand équipage d'artillerie et plusieurs régiments pour reprendre la ville de Périgueux ; en attendant, il mande au sénéchal de tenir des troupes autour de la ville pour empêcher les protestants de recevoir des secours et de la fortifier. Mais sa surveillance ne fut pas assez active pour s'opposer à l'entreprise de Langoiran sur l'abbaye de Chancelade. Attiré par sa réputation de richesse, il fit enfoncer les portes à coups de hache et de poutres de bois. Tout fut brûlé, lacéré, dispersé, pillé ; rien n'échappa à ces pillards ; l'église fut en partie détruite, seules les infirmeries furent respectées. Les religieux qui n'avaient pu prendre la fuite furent mis à mort.

Vers la fin de l'année, la noblesse rassembla quelques troupes à l'ermitage du Toulon pour tenter de rentrer en possession de Périgueux ; mais l'entreprise, découverte, échoua.

Le château de Labro fut repris par les protestants, commandés par le sieur de Baynac.

Jean Arnal, sieur de Lafaye et d'Auriac, allant de Sarlat à Daglan avec vingt cavaliers, fut attaqué au port de Domme, à St-Donat, par cinquante arquebusiers de Montfort et de

Labro ; la garnison de Domme descendit pour le secourir ; — nous ne connaissons pas l'issue de ce petit combat (1).

1576. — François de Bourdeille remplaça Pierre Fournier sur le siège épiscopal de Périgueux ; ne pouvant entrer dans la ville, ce que les huguenots ne lui eussent point permis, il prit possession de l'évêché *per adspectum pinna-culi*, du sommet de la colline du Toulon.

Une trêve de six mois avait été conclue à la fin de 1575 ; cela n'empêcha point la guerre de continuer entre les chefs inférieurs des deux partis ; d'ailleurs, elle fut bientôt rompue par la fuite du duc d'Alençon et du roi de Navarre. Le duc d'Alençon s'était sauvé en Poitou où il fut bientôt rejoint par La Noüe, Lévis-Ventadour et Henri de La Tour-d'Auvergne qui étaient accompagnés d'un gros corps de noblesse ; au commencement de 1576, Condé et le prince palatin Casimir entrèrent en France avec des troupes allemandes et se joignirent, en mars, au duc d'Alençon qui fut déclaré généralissime.

Si la ville de Beaumont avait été assez heureuse pour résister aux entreprises des protestants, elle le fut moins en 1576, car le 5 février, conduits par Bernard de Gontaut-St-Geniès, sieur de Campagnac du Ruffen et par le capitaine Siriez, ils s'emparèrent de l'église fortifiée qui servait de citadelle ; ils pillèrent la ville et s'y maintinrent jusqu'à la paix, signée au mois de mai suivant.

Au mois de février, le roi de Navarre avait aussi réussi à s'échapper de la cour sous le prétexte d'une partie de chasse, et avait gagné son gouvernement de Guyenne.

Quoique les princes fussent à la tête d'une armée puissante, rien de remarquable ne fut entrepris ; ils se réunirent à Moulins pour s'entendre et faire une requête au roi ; la reine-mère alla trouver le duc d'Alençon et enfin, on finit par s'entendre, la paix fut conclue le 9 mai à l'abbaye de Beaulieu, près de Loches.

Le roi promettait d'oublier le passé, désavouait la Saint-

(1) Voir *Histoire de la prise de Périgueux et de la reprise de cette ville 1575-1581*, publiée par l'abbé Audierne, Sarlat, Michelet, 1884.

Barthélemy, permettait l'exercice libre du culte réformé dans tout le royaume, excepté dans un certain rayon autour de Paris ; il admettait l'admission des huguenots à toutes les charges, etc., il réhabilitait la mémoire de La Môle, de Coconas, de Montgomery, de Coligny et de plusieurs autres condamnés dans les troubles ; le roi accordait en outre huit villes de sûreté aux Réformés, parmi lesquelles était Périgueux (1) ; le reste devait être réglé à l'assemblée des Etats-Généraux que le roi fixa à Blois pour le mois de novembre. Toutes ces concessions furent mal accueillies par le Parlement de Paris et par les catholiques ; le clergé de Notre-Dame refusa d'assister à un *Te Deum* ordonné par le roi à l'occasion de ce traité ; — il fut chanté par les chantres du roi et le peuple fut peu nombreux au feu de joie.

Le prince de Condé se cantonna près de La Rochelle ; Jean Casimir en Champagne ; le duc d'Alençon avait fait sa paix moyennant une augmentation d'apanage (Touraine, Berry, Anjou), et une pension de cent mille écus ; — il prit alors le titre de duc d'Anjou. Le roi de Navarre s'établit en Guyenne.

C'est à cette époque qu'on peut assigner l'organisation de la Sainte-Ligue ; elle avait pris naissance au concile de Trente, organisée par le cardinal de Lorraine ; on s'engageait, en y entrant, à défendre la religion catholique, à ne rien entreprendre contre elle ni contre le roi et l'Etat ; mais son but secret était de mettre le duc de Guise à sa tête et ensuite de le faire monter, peut-être, sur le trône de France.

En mars 1576, François de la Vaulx, écuyer, sieur du Tranchart, gouverneur de la ville de Périgueux, nommé Denis de Chantemerle, écuyer, seigneur de Montsec, comme superintendant des fortifications et réparations de la ville ; il vaquait d'ailleurs à cette charge depuis le mois d'août 1575, et l'œuvre aurait cessé à cause des pluies, tant pour démolitions nécessaires que réédifications comme entr'autres du temple et hôpital de St-Côme, au lieu de l'Arsault, près de la présente

(1) P. Dupuy, t. II, p. 207 ; D'Aubigné, I, III, c. 2 ; *Mémoires de Sully*, t. 4, p. 93.

ville, dont il aurait fait abattre quelque partie de la couverture.

Dans les titres qui font partie des papiers d'où est tirée cette note, se trouve un inventaire de pièces d'un procès avec le syndic des pauvres de l'hôpital au sujet de la démolition du vieil hôpital « papistique » de St-Côme (1).

Le 23 avril Henri d'Ebrard de St-Sulpice et de Nègrepelisse, Bertrand d'Ebrard, baron de St-Sulpice-en-Quercy et Galiot de Turenne, baron d'Aynac, escortés de cinq ou six cents arquebusiers, furent attaqués après leur passage de la Dordogne dans le vallon de Labro (2), par les garnisons de Labro, Montfort et Baynac. Chaque parti se vanta d'avoir eu l'avantage.

Par lettres patentes datées de Bergerac du 31 juillet (3), Henri, roi de Navarre, etc., comte de Périgord, donne à perpétuité pour l'entretien du collège de Bergerac, la somme de deux cents livres tournois, à prendre chaque année sur ses revenus de la ville de Gensac (4).

Un arrêt du Parlement de Bordeaux transfère à Sarlat le présidial de Périgueux, à cause de l'occupation de cette ville par les huguenots jusqu'à la publication de l'édit de paix dont les habitants de Périgueux ne jouirent pas entièrement parce que la ville fut laissée aux Réformés comme place de sûreté.

Le capitaine Siriez, dont nous avons déjà vu le nom, convaincu de vols et de meurtres, fut pendu à Sarlat sur la place de la Rigaudie.

Nous lisons dans les jurades de Bergerac (5) que la ville fit réparer ses murailles, les escaliers des tours, acheta des poudres et des cordes d'arbalète, construisit un pont de bateaux pour conserver le pont qui était en très mauvais

(1) Papiers donnés aux Archives départementales en 1902 par M. le marquis de Chantérac, série E.

(2) Chanoine Tarde, p. 265.

(3) Jurades de Bergerac 1576.

(4) Gensac (Gironde).

(5) Jurades de Bergerac, 1576.

état ; les consuls seuls devaient ouvrir et fermer les portes ; des patrouilles furent organisées pour faire chaque nuit des rondes régulières ; on démolit la charpente et l'ardoise d'une partie de St-Jacques et l'on acheva de démolir les ruines des couvents.

Les Etats s'assemblèrent à Blois à l'époque indiquée ; le roi se déclara chef de la Ligue. A cette nouvelle, l'ambitieux Guise accourut et pour embarrasser le roi le poussa à la guerre contre les protestants ; mais le roi, qui n'avait point d'argent, s'y refusa, et les Etats se séparèrent sans avoir rien conclu.

1577. — Le 1^{er} janvier, la ville de Belvès (1) fut prise par les protestants, mais d'une manière bien sale, selon la copie du chanoine Tarde que nous possédons ; le sieur de la Bourlie (2) qui était catholique y entra en qualité d'ami et de bon voisin et se trouvant le plus fort dit qu'il tenait pour les calvinistes. Quelques habitants voyant la trahison se retirèrent dans l'église où ils furent immédiatement assiégés ; ils y tinrent quelques jours et ne se rendirent qu'à la condition d'avoir la vie sauve ; mais, contre tout serment, ils furent poignardés.

Dans le même mois le sieur Pechgaudou, Annet de Commarque, s'empara du fort et de l'église de St-Avit-Sénieur. Quand il fut maître de la place, il fit sonner la cloche pour avertir ses gens qui étaient en embuscade tout près de là ; quelques chanoines se mirent en défense, mais ils furent bientôt tués, blessés ou pris ; l'église fut en partie détruite, le clocher brûlé, les cloches enlevées et tous les papiers et titres réduits en cendres ; le sieur de Pechgaudou prit en outre le temple de Belvès sur le capitaine La Maurie ainsi que la maison du sieur de Pechagut. Malgré les lettres patentes qu'Annet de Commarque avait obtenues du roi de Navarre, qui avouait ces prises, il fut recherché et traduit devant le Parlement de Bordeaux à la requête du chapitre de St-Avit et de l'archevêque de Bordeaux, seigneur temporel

(1) Chanoine Tarde, p. 267 et suiv.

(2) Un membre de la famille de St-Ours.

de Belvès ; mais il échappa à un jugement en réclamant à la Cour de Justice de Guyenne les bénéfices de l'édit de pacification.

Le 25 février, les consuls de Bergerac (1) écrivirent à M. de St-Geniès de venir voir le tracé des grandes fortifications que M. de Lacoste, maréchal des logis du roi de Navarre et envoyé par lui, entreprenait de faire à Bergerac ; plusieurs seigneurs du voisinage, MM. de Longua, de Campagnac et autres se réunirent à M. de St-Geniès et aux consuls pour voir et accepter ces plans. M. de Lacoste fut aussi chargé de fortifier Badefol et Gensac.

Le 24 mars, le V^e de Turenne vint assaillir le château de Lanquais (2) qui appartenait à son cousin Galiot de La Tour, fils de la marquise de Lacropte, dame de Lanquais ; il avait cinq canons, qui tirèrent plus de cinq cents coups dont les traces se voient encore sur la façade intérieure ; la garnison de vingt-cinq hommes, commandée par le capitaine La Faurie, résista avec courage ; mais la tour de la Vite, où se trouvaient les archives, fut très endommagée et plusieurs titres furent perdus.

Le baron de Langoiran, indigné de ce que les chefs de son parti lui avaient enlevé le gouvernement de Périgueux, abandonna la cause protestante ; cette défection donna à penser au roi de Navarre qui, pour parer aux suites que cet exemple pouvait avoir, se rapprocha du Périgord en quittant le Béarn pour Nérac. Là, il résolut de négocier la paix.

Au mois de juillet, le roi de Navarre, visitant son gouvernement, vint à Périgueux ; il était accompagné de la princesse de Navarre, sa sœur, du prince de Condé, du V^e de Turenne et de plusieurs seigneurs de sa suite ; les habitants dressèrent sur son passage un arc de triomphe peint en noir sur lequel était écrite en blanc cette inscription : *Urbis deforme cadaver*, inscription qui rappelait énergiquement tout ce que la ville avait eu à souffrir, surtout depuis qu'elle était devenue, comme ville de sûreté, la légitime possession des protestants ;

(1) Jurades de Bergerac, 1577.

(2) Lanquais, commune du canton de Lalinde (Dordogne).

ils avaient démoli les couvents de St-François, de St-Dominique et de St-Augustin ; l'église cathédrale (la Cité), déjà plusieurs fois ruinée, le fut de nouveau.

« Toutesfois, il y avoit encore deux voûtes et le clocher basti en pyramide qui subsistoient, comme aussy la maison épiscopalle qui estoit toute entière, le roi de Navarre admira tous ces vieux bâtiments et voulut qu'ils fussent conservés (1). En parlant il laissa dans la ville deux cents hommes de garnison, mais ses ordres ne furent point gardés ; St-Etienne fut sappé, le clocher abattu et la maison épiscopalle découverte et despoillée de tous les bois qui estoient dedans et une tour haute et belle à merveille bastie soigneusement » jetée à bas ainsi que les habitations des chanoines ; l'église collégiale de St-Front auroit subi le même sort si on n'eut craint que cette énorme masse de pierre n'écrasât dans sa chute les quartiers voisins (2).

En cette année aussi le château de Barrière fut incendié ; c'était une vengeance des protestants. Son propriétaire, un d'Abzac, avait eu connaissance du premier complot qu'ils avaient fait de prendre la ville ; il en avertit les habitants et fit ainsi échouer l'entreprise.

Blaise de Montluc mourut à Condom et Biron eut le bâton de maréchal de France, vacant par cette mort.

Après une grave maladie, le V^{te} de Turenne, partit pour Bergerac ; sur son chemin à St-Quentin, un parti de ses troupes attaqua la maison du Mas qui appartenait à Bridat, greffier de la sénéchaussée de Sarlat ; il était chez lui avec son fils ; il y fut assiégé, mais il fut contraint de se rendre à la condition qu'il aurait la vie sauve ; son fils et lui furent tués sur leur porte, la maison fut pillée et quelques jours après incendiée par le sieur de Campagnac de La Serre. Le vicomte s'acheminait donc vers Bergerac ; il était vêtu seulement d'un pourpoint sans armes, accompagné de huit gentilshommes ; après s'être reposé à Beynac, il prit le

(1) Le P. Dupuy.

(2) Quand les catholiques furent rentrés au possession de Périgueux et les évêques de leur siège, l'évêque François de Bourdeille et les chanoines se retirèrent au monastère du Puy St-Front et de fait St-Front devint cathédrale ; elle le devint de droit par transaction passée le 11 janvier 1669, Guillaume Le Baux étant évêque.

chemin de Badefol ; or, il arriva que dix-huit cavaliers de la garnison de Limeuil, battant la campagne, apprirent que Turenne et sa suite marchaient sans ordre et sans défiance, faisant porter leurs épées par leurs valets. Aussitôt ils se mirent à leur piste, les eurent bientôt rejoints et d'un coup de pistolet abattent un des valets du Vicomte ; au bruit qu'ils entendent les gentilshommes vont chercher leurs épées et le Vicomte prenant la sienne des mains de son page, se précipite, accompagné du sieur de la Villatte, sur le chef des catholiques et le tue d'un coup d'épée dans la tête ; mais le page est tué et lui-même acculé entre deux arbres reste pour mort sur la place, percé de dix blessures. Les catholiques se retirèrent, emmenant quatre des leurs blessés. Turenne ayant repris ses sens se retira à Badefol où il fut soigné par les chirurgiens du roi de Navarre qu'il lui mena lui-même.

Villefranche-de-Périgord, où le sieur de Giverzac s'était jeté, fut assiégé par Lavardin (en mai) ; il battit la ville du côté des prairies, mais son artillerie, mal dirigée, donnait à demi-muraille ; néanmoins l'assaut fut résolu et les régiments colonels de Lavardin et de La Roque-Baynac y marchèrent avec courage ; la ville était entourée de deux fossés et la garnison se défendait vigoureusement, si bien que les protestants furent repoussés, laissant cent cinquante morts dans les fossés ; ils eurent plus de trois cents blessés, parmi lesquels se trouvait Sully, enseigne du régiment colonel (1). Mais le soir même arriva La Noüe, envoyé par le roi de Navarre ; il changea les batteries pendant la nuit et le lendemain matin la ville se rendit à composition, ce qui ne l'empêcha point d'être pillée.

A quelque temps de là il arriva une curieuse aventure, rapportée par Sully : les habitants de Villefranche avaient résolu de s'emparer par surprise de Montpazier, peu éloigné d'eux ; le hasard voulut que ceux de Montpazier choisissent la même nuit pour faire la même entreprise sur Villefranche. Ils prennent des chemins différents et chacun de leur côté ils

(1) *Mémoires de Sully*. — Villefranche-du-Périgord, chef-lieu de canton (Dordogne).

exécutent leur projet sans le moindre obstacle, les murs et les portes étant sans défense. Le lendemain, quand on reconnut qu'on s'était mutuellement pillé, il fut convenu, par l'entremise de M^{me} de Biron, que chacun rendrait ce qu'il avait pris.

La guerre cessa ; la paix, après bien des peines, fut enfin signée à Bergerac, au mois de septembre(1), entre le roi de Navarre pour les protestants, et pour les catholiques le duc de Montpensier, Biron et Villeroy ; ces deux derniers avaient été détachés vers lui depuis quelque temps, chargés de promesses par Henri III. On voit dans ce traité que Henri III cherche à montrer qu'il est maître absolu et le dispensateur des grâces ; mais au milieu de ses efforts pour sauver l'honneur du trône, on voit la contrainte du roi, que font plier les circonstances et leurs dangers ; pendant les longs pourparlers de ce traité, une trêve avait été conclue, elle avait pour limites la Dordogne.

Le 1^{er} octobre, la paix de Bergerac fut publiée à Sarlat (2), mais les protestants n'en tinrent aucun compte, ne voulant pas livrer les places qu'ils occupaient.

Les officiers de justice, ne se trouvant pas libres à Périgueux, s'assemblèrent au mois d'octobre à Bourdeille auprès du sénéchal, pour avoir son avis, délibérer et résoudre ce qu'on aurait à faire désormais et principalement pour l'exercice de la justice « fust arrêté et résolu que la justice royale seroit administrée dans la ville de St-Astier, laquelle résolution prinse sous le bon plaisir de la Court de Parlement et de M. le mareschal de Biron, lieutenant et gouverneur pour le roy en Guyenne... »

(1) De grands préparatifs avaient été faits à Bergerac pour recevoir le roi de Navarre : la ville emprunta des tapisseries aux châteaux de Laforce et de Piles pour tendre deux chambres dans la maison de M. Doublet, aux Mazeaux ; on envoya un messenger à Biron pour chercher un peintre qui devait reproduire les armoiries du roi et du duc de Montpensier ; cette maison existe encore et la rue s'appelle la rue des Conférences. *Mémoires de Sully*, t. 1, p. 113. — Jurades de Bergerac, 1577.

(2) Chanoine Tarde, p. 270 et suivantes.

Biron ne s'y opposa point, car nous avons deux ordonnances par lesquelles il ordonne : dans l'une, la levée de soixante hommes de pied, et, dans la seconde, la levée de cent autres pour la défense de St-Astier et des officiers de justice ; ces levées devaient avoir lieu dans les paroisses et juridictions de St-Astier, St-Germain, St-Aquilin, commanderie de Boisset, Marsac, Coursac, Chalagnac, Sanilhac, Douchapt, Tocane, Mensignac, Léguillac-de-l'Auche, Beauronne, Douzillac, La Sauvelat, Roussille, Villamblard, Marsaneix, le Breuilh, Chalais, Mellet, St-Priest-les-Fougères, Ste-Marie-de-Frugie, Champeaux, la justice de la Renaudie, etc., etc., sous le commandement du sieur de Puyferrat avec le sieur de Chilhaut des Fieux pour lieutenant. Les juges qui se rendirent à St-Astier, furent le sieur de Gravier, lieutenant particulier ; les sieurs de Langlade et de Bordes, conseillers ; les autres conseillers, au nombre de trois, et qui étaient huguenots, refusèrent de se joindre à leurs collègues ; ce furent : Pierre de Saulières, Pierre André et Gabriel de Goudou ; le siège présidial (2) fut aussi transporté à Saint-Astier, ainsi que le bureau de la recette des tailles.

Nous trouvons aussi que la noblesse du pays s'assembla dans cette ville pour offrir ses services au roi sur une convocation du sénéchal.

Le 13 octobre, le capitaine Pouch s'empara du bourg de Condat-sur-Vézère et se fortifia dans l'église, d'où il rançonnait le voisinage ; M. de Losse, sur son refus d'abandonner la place, l'y assiégea ; forcé de capituler faute de vivres, Pouch demanda la vie sauve pour lui et pour ses compagnons ; la vie lui fut promise à la condition qu'il rendrait l'église et remettrait la garnison au sieur de Losse ; il se retira seul et sa troupe fut conduite en prison à Montignac ; douze de ses hommes furent pendus comme voleurs.

Le 1^{er} novembre, les sieurs de Baynac et François de Vervais, s^r de Masclat en Quercy, s'emparèrent du château du

(2) Le présidial avait été transporté à Sarlat, mais il y resta peu de temps.

Repaire (1), qui appartenait à Charles de Beaumont ; mais le 19 décembre il put en chasser les religionnaires (2).

Chouppes, qui était gouverneur de Périgueux, fut congédié ou se retira volontairement ; il fut remplacé par Geoffroy de Vivans sous lequel les protestants espéraient être à l'abri des attaques des catholiques.

1578. — Tandis que les Réformés tâchaient de pacifier leurs églises au synode de Ste-Foy sur Dordogne, et que le roi de Navarre, comptant sur la paix, avait évacué plusieurs places en Guyenne, le maréchal de Biron profita de cette sécurité pour s'emparer d'Agen et de Villeneuve sans que ce prince pût s'y opposer.

Au mois de mars, le capitaine Jaure, qui commandait à Grignols, rendit la place aux catholiques malgré ses promesses faites en présence de François Faure, sieur de Lussas, que nous avons vu au nombre de ceux qui livrèrent Périgueux à Langoiran ; Faure en avertit les consuls de Bergerac et ajoute qu'il faut en prévenir M. de Chalais pour qu'il ne se laisse déposséder par les papistes de sa maison de Grignols.

Les Périgourds cherchaient toujours le moyen de rentrer en possession de leur ville ; ils étaient las du joug que faisaient peser sur eux les protestants et ils résolurent de faire une tentative sérieuse (3). Nous donnons le récit de cette entreprise d'après le *Livre noir*, t. XII de la collection Leydet et Prunis. MM. de Puyferrat, de Chilhaud et Guillaume de Leymarie, sieur du Lieu-Dieu, qui faisaient une guerre acharnée aux protestants, réunissant leurs troupes, s'approchèrent de Périgueux par Brantôme, Lisle et Agonac ; MM^{rs} de Coutures et de Trigonant du côté de l'est, et Guillaume de Leymarie, maître du Lieu Dieu, fatiguaient la garnison par des courses continuelles. Voyant qu'un siège serait inutile et beaucoup trop long, Leymarie s'entendit avec un soldat de la garnison

(1) Le Repaire, château, commune de St-Aubin-de-Nabirat, canton de Domme (Dordogne).

(2) Ce Charles de Beaumont est le premier membre de cette famille établi en Périgord.

(3) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XIV, p. 292.

qui devait lui livrer le fort de Taillefer ; mais ce même soldat vendit Leymarie à Vivans. A l'heure convenue, Leymarie se présente devant le fort avec son frère, le sieur du Rat, son fils et une vingtaine d'hommes ; trouvant la porte ouverte, il aborde l'escalier, et, il n'a pas fait deux pas qu'il se voit entouré ; il se défend vaillamment, mais il succombe sous le nombre ainsi que son frère et la plupart de ses compagnons ; leurs cadavres, transportés à la maison de ville furent condamnés à avoir la tête tranchée et leurs têtes furent exposées au bout de piques sur les plus hautes tours.

Le 11 juin, M^e Pierre Blancher, sarladais et conseiller au Parlement de Bordeaux, fonda le collège de Sarlat (1), donnant à cet effet sa maison paternelle et quelques prés, terres et jardins situés sur la Cluse, au faubourg de Landrevie ; le 27 novembre, l'évêque François de Salignac, du consentement de son chapitre, donna au collège les revenus d'une place de chanoine et deux cents livres de pension annuelle à prendre sur la cure de Ferrensac, en Agenais.

1579. — Le 1^{er} janvier 1579 le roi créa l'ordre du St-Esprit . pour remplacer celui de St-Michel, tombé en défaveur ; dans la première promotion des chevaliers de cet ordre, nous trouvons les noms suivants appartenant au Périgord ou au Limousin : Charles des Cars, évêque de Langres ; François, comte des Cars, Jean des Cars, Antoine de Pons, Salignac-La Mothe Fénelon, René de Rochechouart, Armand de Gontaut-Biron, Gabriel de Caumont-Lauzun, Bouchard d'Aubeterre.

Les conférences pour la paix étant terminées à Nérac entre la reine-mère et le roi de Navarre, le roi ratifia les articles qui y avaient été débattus ; mais ils ne furent rendus publics qu'en 1581 après la paix du Fleix. Les articles du traité de Nérac sont les mêmes que ceux de Bergerac ; on y ajouta le droit de bâtir des temples, de lever des deniers pour l'entretien des ministres et on donna aux protestants quatorze places de sûreté au lieu de neuf. Pendant le séjour que fit la

(1) Chanoine Tarde, p. 271.

reine-mère à Agen, il se renouvela une vieille querelle entre le v^e de Turenne et les deux frères de Durfort, Duras et Rauzan ; un duel fut arrêté entre eux et, le 17 mars, le vicomte, accompagné de Salignac, son second, se rendit au Gravier où leurs adversaires ne tardèrent pas à paraître ; Turenne se battit avec Rauzan et Salignac avec Duras ; ces derniers n'eurent pas l'avantage quoiqu'ils fussent *maillés*, contre l'usage. Le vicomte permit à Rauzan de se relever et Salignac à Duras de changer d'épée ; en ce moment huit ou dix hommes, cachés sous les arches d'un pont, tombèrent par derrière sur Turenne et le laissèrent pour mort, percé de coups dans le dos ; Turenne ne mourut point de ces blessures ; il eut même plus tard la générosité d'intercéder pour ses ennemis, dans un écrit public auprès de la reine-mère indignée de cette perfidie.

Une partie des murailles de la ville de Sarlat s'étant abattue, on les releva et on construisit la tour carrée, connue sous le nom de tour du Bourreau.

Le 6 juin 1579, mourut Jean de Losse, âgé de soixante-quinze ans, après une carrière bien remplie ; il avait servi cinq rois avec fidélité ; il fut lieutenant-général en Guyenne et y combattit sans trêve les huguenots (1).

Tout en traitant à Nérac, le roi de Navarre s'était mis en mesure de n'être pas surpris ; il se défiait à juste titre des artifices de sa belle-mère ; il avait envoyé à ses capitaines et à ses principaux partisans dispersés dans le royaume des pièces d'or brisées, avec ordre d'entrer en campagne aussitôt qu'ils recevraient les autres moitiés qu'il avait gardées. Ce fut Henri III lui-même qui, sans s'en douter, ralluma la guerre ; il n'aimait pas sa sœur, parce qu'elle lui avait toujours préféré le duc d'Anjou, avec lequel elle était en correspondance, et de plus, il craignait que Marguerite ne rendît partisans de son frère les calvinistes qui formaient la cour et l'armée de son époux ; il résolut de les brouiller.

(1) Voir chanoine Tarde, p. 273, et *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. xi, p. 127. — Son histoire par le Dr Laroche, de Montignac.

Dans cette intention, il écrit au roi de Navarre que sa femme entretient des relations scandaleuses avec le vicomte de Turenne ; mais Henri ayant eu une explication avec sa femme et le vicomte, découvrit où le roi voulait en venir ; outrée de la conduite de son frère, la reine de Navarre pousse les dames de la cour à agir de concert avec elle pour engager le roi, leurs maris et leurs amis à faire la guerre ; dès lors, dans cette cour, où ne s'agitaient que des questions frivoles de plaisir et d'amour, on ne parla plus que de guerre, de sièges et de batailles ; en même temps, le duc d'Anjou écrivait que le moment était favorable pour commencer la lutte et qu'il se portait garant du succès ou d'une paix avantageuse. Sur sa parole, le roi de Navarre envoie la moitié des pièces d'or qui doivent être le signal de la guerre et elle se rallume dans une grande partie de la France.

A. DE ROUMEJOUX.

(A suivre.)

LA CHANSON NOUVELLE

DE LA DÉFAITE ET MORT DU PRINCE DE CONDÉ.

Au cours de mes recherches sur le poète périgourdin, Pierre de Laval, dont j'ai tout récemment publié les *Rimes*, celles du moins qui nous restent, j'ai dû me préoccuper d'un *Chansonnier* où j'espérais trouver quelque chose de lui. Ce chansonnier est celui de Christofle, dit de Bordeaux, dont Brunet rapporte ainsi le titre : *Recueil de plusieurs belles chansons spirituelles faictes et composées contre les rebelles et perturbateurs du repos et tranquillité de ce royaume de France, avec plusieurs autres chansons des victoires qu'il a pleu de donner à nostre très chrestien roy Charles IX de ce nom, par Christofle de Bourdeaux, Paris, pour Madeleine Berthelin, à l'enseigne de l'Elephant, sans date, in-16 de 96 ff.* La nature même du recueil et la qualité de bordelais que s'attribue Christofle me donnaient quelque raison de penser que je pourrais y trouver quelques poésies du périgourdin Laval, auteur d'une épigram-

me sur la mort du prince de Condé, l'un des chefs protestants, tué à la bataille de Jarnac en 1569. Mon attente a été déçue.

M. Emile Picot, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, curieux et érudit autant que personne de la poésie du xvr^e siècle, a bien voulu parcourir pour moi ce chansonnier, dont l'auteur était parisien et non de Bordeaux. Il n'y a pas rencontré le nom de Laval, mais y a trouvé deux épigrammes sur la mort du prince de Condé qui ne sont évidemment qu'une seule et même épigramme, celle de Laval, avec variante ; l'auteur du chansonnier ne pouvait pas ne pas recueillir cette épigramme, qui a dû avoir grande vogue, et que Papire Masson a plus tard rapportée en indiquant, de façon très précise et très nette, le procureur périgourdin Laval comme en étant l'auteur. Je me suis demandé, dans mon Introduction aux *Rimes* de Laval, d'où Papire Masson tenait cette indication. L'épigramme a été certainement anonyme, puisque Brantôme la rapporte sans nom d'auteur, avec variante du reste, et que le chansonnier Christofle ne donne pas, lui aussi, de nom d'auteur. Mais il a pu la prendre dans le bruit public et il était assez répandu pour savoir même bien des choses tenues un peu secrètes. Il me vient, à cette heure, une autre pensée. Papire Masson, forézien, a pu connaître Jean de Losse, qui fut gouverneur du Forez, et savoir de lui le nom de Laval, de Losse ayant été le protecteur de Laval et ayant certainement reçu de lui l'épigramme pour la faire passer sous les yeux du roi.

Y a-t-il, dans ce chansonnier, quelque autre poésie de Laval, composée à l'heure de ses premières ardeurs contre les huguenots, ardeurs que les années ont calmées et aussi sans doute les rapports qu'il eut plus tard avec eux au lendemain de la prise de Périgueux ? Peut-être, mais, à défaut de nom, il faudrait les suivre toutes, l'une après l'autre, et en comparer le texte aux *Rimes* de Laval. M. Picot, frappé de ce que le poète fut le protégé d'un seigneur de Losse et trouvant précisément dans le chansonnier Christofle une chanson sur la *deffaicte et mort du prince de Condé* dont l'un des interlocuteurs est le chevalier de Losse, a pensé qu'elle pouvait être de Laval et me l'a transcrite en son entier.

Ce n'est point le genre, ni le style de Laval, et, quand on a vécu, comme je viens de le faire, avec les *Rimes*, la différence vous frappe tout d'abord.

Mais, bien qu'elle ne soit pas de Laval, cette chanson, qui, de façon générale, est intéressante, tant au point de vue littéraire qu'au point de vue historique, a pour nous, Périgourains, un attrait particulier puisqu'elle met en scène un périgourain, le chevalier de Losse, qui combattit à Jarnac et fut chargé par le duc d'Anjou d'apporter au Roi la nouvelle de la victoire.

Je crois donc qu'elle mérite d'être publiée. Perdue en un chansonnier rarissime, que consultent quelques rarissimes érudits, et qui n'est pas toujours complet, elle est bien pour nous inédite. Je la transcris donc à mon tour selon le texte de M. Picot; ce texte est celui de l'exemplaire de la bibliothèque de Chantilly, le plus complet que connaisse le savant professeur de l'Ecole des Langues orientales.

CHANSON NOUVELLE DE LA DEFFAICTE ET MORT DU PRINCE DE CONDÉ.

« Noble chevalier Losse,
Bon jour vous soit donné !
Pourquoy venez en poste ?
Quelle nouvelle apportez ?
Y a-il eu bataille
Contre noz ennemis
Ou si ceste canaille
Ont mon frère à mort mis ? »

« Noble duc d'Alençon,
Mon prince et mon seigneur,
Entendez la façon,
Changez vostre couleur.
Vostre frère est en guerre
En joye et en santé ;
Mais j'ay veu mort par terre
Le prince de Condé ! »

« O chevalier notable,
Dites vous vérité ?
Jesus Christ amiable,
Vivant en trinité,

La ! s'il estoit possible
Que ce prince fut mort,
Nous serions tous paisibles :
Il menoit guerre à tort. »

« Noble duc, sang de France,
Croyez bien qu'il est mort.
Tenant au poing ma lance,
J'ay faict tout mon effort
De luy taster les membres
Et, costé sur costé,
Des coups plus de cinquante
Sur son corps ay conté. »

« O franc chevalier Losse,
Vous voulloyent ils donner
Quelque escarmouche faulce,
Pensant vous estonner,
Ou si monsieur mon frère
Bataille demanda,
Ou si nostre adversaire
Aux siens la commanda ? »

« Non, monsieur, d'amour franche,
Je vous dis vérité ;
Fut ce dernier dimanche
Que le prince hirité,
Ce prince remply d'ire,
Accompagné des siens,
Vint tascher à destruire
Noz bons soldats chrestiens. »

« Lors monsieur vostre frère
A faict dresser son camp ;
Chacun bon capitaine
Met ses soldats en plam.
De cœur et de courage
Ont si vaillamment faict
Qu'ils ont vaincu la rage
De l'ennemy deffect. »

« Pour mieux avoir mémoire,
Chevalier mon amy,
Nous eusmes donc victoire
Contre nostre ennemy ? »

« Monsieur, soyez recors,
Je vous dis de rechef:
J'ay veu la pluspart mors
Et le prince leur chef. »

Or donc, Chrestiens, qu'on prie
Tous ensemble Jésus
Et la vierge Marie
Concierge de lassus,
En tous endroits et places,
Puisque nostre ennemy,
Par sa benigne grâce,
A esté à mort mis (1).

Je m'incline bien volontiers devant la transcription de M. Picot, bien que, sur un point essentiel, la deuxième personne pluriel du verbe, j'aie laissé subsister dans les *Rimes* l's que M. Picot remplace ici par le z moderne.

Ceci dit, je viens au fond. Cette chanson, qui met en scène le chevalier de Losse annonçant au frère du roi la nouvelle de la victoire catholique de Jarnac, où fut pris, et *assassiné*, le mot est absolument vrai, le prince de Condé, montre bien les inquiétudes des catholiques et leur joie à l'heure où leur arrive la certitude de la victoire, victoire dont les résultats ne répondirent certes pas à leur espérance. Le duc d'Alençon accueille de Losse avec inquiétude et ne chante victoire que lorsque celui-ci a répété la bonne nouvelle et attesté qu'il a lui-même constaté, *costé sur costé*, lui *tastant les membres*, que leur *ennemy* était bien mort. Et, le récit, un peu sommaire, en étant fait, le poète invite tous les chrétiens à rendre grâces à Jésus et à la vierge Marie. Ce que dit l'auteur de la chanson, ce n'est peut-être pas, quant aux causes et aux détails, de l'histoire très exacte ; mais, ce qui est absolument vrai et caractéristique, ce qui montre mieux que tout les ardeurs et les passions du temps, c'est la préoccupation de la Cour et des catholiques, c'est leur immense joie à la nouvelle de la mort de Condé. Il suffirait d'un document comme celui-ci, aux mains d'un historien moraliste comme Michelet, pour

(1) Du folio 62 v° au folio 64 r°.

éclairer ce triste temps, en noter les sentiments, plutôt italiens que français, et encore de l'Italie du moyen âge, la haine pour tout ce qui n'est pas catholique, et aussi la superstition et le fanatisme qu'une Italienne a apportés dans notre beau pays de France, mais qui heureusement ne s'y sont pas acclimatés.

Cependant de Losse, en loyal ennemi, et sa vie me semble supérieure aux passions du temps, rend hommage au mort en cette chanson, comme il le fit certainement :

Des coups plus de cinquante
Sur son corps ai conté.

La conduite de Condé fut héroïque, en effet, à Jarnac. L'indiscipline des seigneurs protestants, qui gardaient le passage de la Charente en face de Châteauneuf, ayant permis aux catholiques, qui occupaient la ville, de traverser la rivière et de s'établir sur la rive opposée, Coligny, qui ne put que rallier avec peine ses partisans, dut tenir tête un peu en arrière avec d'Andelot. Condé, sur une manifestation des catholiques, allait vers Cognac, son infanterie en avant ; il la rappela à marches forcées, et lui même, avec son escorte, 3 ou 400 chevaux, il se porta au secours de Coligny. Les chefs catholiques, Guise, Montpensier, Tavannes, d'Anjou, avaient forcé les lignes des huguenots. Coligny et d'Andelot se défendaient avec énergie contre un ennemi toujours croissant. Condé, blessé la veille d'une chute de cheval, reçut du cheval de son beau-frère un coup de pied qui lui cassa la jambe ; mais il ne voulut pas abandonner le champ de bataille : « Noblesse française, cria-t-il, voici le moment tant désiré ! » Souvenez-vous en quel état Louis de Bourbon entre au combat pour le Christ et sa patrie ! » Sa devise, inscrite sur sa cornette, était : « Doux le péril pour Christ et le pays. » Et il s'élance en avant, renversant tout d'une charge impétueuse ; mais sa petite troupe est bientôt engloutie dans les masses de la gendarmerie et des reîtres, et il tombe sous son cheval expirant. Autour du chef renversé, se livre un combat vraiment homérique, une poignée d'hommes faisant des prodiges. Un vieillard nommé La Vergne, entouré de ses 25 fils,

petits-fils ou neveux, mourut là avec 15 des siens, les autres prisonniers. Les deux tiers de l'escadron furent tués sur place. Condé, incapable de se relever, donna enfin son gantelet à un gentilhomme catholique, d'Argence ; mais à peine celui-ci l'avait-il pris que le gascon Montesquiou, capitaine des gardes suisses du duc d'Anjou, le tua par derrière d'un coup de pistolet dans la tête. Que Montesquiou ait été, ou non, l'instrument du duc d'Anjou, ce n'est pas ici le lieu de le discuter. Mais, vraiment, pour célébrer la mort de ce brave, des *Te Deum* dans toutes les églises de France et de Rome, Madrid, Bruxelles, là où domine le catholicisme à la Catherine de Médicis, c'est une triste page de notre histoire. Et comme Jeanne d'Albret va mieux à notre cœur lorsqu'elle fait frapper, à son effigie et celle de son fils, une médaille avec cette inscription : *Pax certa, victoria integra, mors honesta*.

Je dis quelques mots du chevalier de Losse, dont notre *Bulletin* a parlé longuement (1884, p. 127 et suiv., Ph. Laroche). De vieille famille périgourdine ou du moins anciennement établie en Périgord, au château de Losse, près Montignac, Jean II de Losse, né en 1504, d'abord page de François I^{er}, fit une brillante carrière dans les armes, et, sous Henri II, dans la guerre contre les Impériaux, se distingua par des actions d'éclat, notamment au siège de Théroouanne dont il avait la garde; son caractère, autant que son courage, en fait vraiment un personnage de marque. Sous François II, à l'heure de la paix civile, Antoine de Bourbon lui confie l'éducation de son fils, le futur Henri IV. Quand, sous le triumvirat Montmorency, Guise, St-André, les protestants se préparent à défendre leur liberté, des postes d'honneur lui sont confiés, à Verdun et ailleurs. Il est à la bataille de Dreux et c'est lui qui est chargé d'apporter à Charles IX la nouvelle de la victoire que le peuple de Paris et la Cour attendent avec tant de fièvre. Je ne rapporte, ni ses titres, ni ses dignités, qui s'accroissent. Il est blessé à la bataille de Saint-Denis où fut tué Montmorency. Les paix, menteuses, se succèdent. De Losse ne me semble pas un fanatique, le gouverneur d'Henri IV ne pouvait pas l'être ; mais partout il fait son

devoir de soldat dans l'armée du roi, et pour ainsi dire chaque jour c'est un fait d'armes nouveau. Il est à la bataille de Jarnac et, le soir même, le duc d'Anjou l'envoie apporter la nouvelle à son frère, le roi de France. Après la paix de Saint-Germain (1570) et le mariage d'Henri IV et de Marguerite de Valois, Jeanne d'Albret le nomme surintendant de la maison du roi de Navarre, et c'est encore, pour moi, la marque que de Losse ne fut pas un fanatique. Et voici que sonne le glas de la Saint-Barthélemy, glas sinistre. Je ne vois pas que de Losse y ait eu une part qui mérite d'être notée. Je m'arrête à ce point puisque c'est à ce point, à l'occasion de la mort de Condé, que je rencontre le nom de Losse.

Je note seulement que de Losse fut fait, après le siège de La Rochelle, gouverneur du Périgord et Limousin, et que Laval eut sans doute alors occasion d'entretenir avec lui des rapports plus fréquents. Son influence grandissait chaque jour. Mais, bientôt, trois ans après les *Rimes*, en 1579, de Losse mourait en son château.

Pour finir, je rapproche de la *Chanson nouvelle* une anecdote, assez curieuse, relative à la mission de de Losse, que j'emprunte aux *Mémoires de Marguerite de Valois*, reine de Navarre. Et, en passant, j'indique que la reine a pour de Losse la plus haute estime et une véritable affection. « Bon homme » vieil qui avoit été gouverneur du roy mon mari et qui m'aymoit comme sa fille », dit-elle de lui et elle montre par des faits en quelle confiance il était tenu à la Cour, et en quelle intimité il y vivait. Mais je reviens à la mission de Losse après Jarnac. La *Chanson nouvelle* nous montre tout un côté, pour ainsi dire la face de la médaille, et Marguerite, moitié riant, moitié croyant, qui sait, nous montre le revers. L'émotion de la Cour qui attend fiévreusement des nouvelles et son immense joie, d'une part, et, d'autre part, Catherine, l'Italienne, la fanatique et la superstitieuse, fort ennuyée d'être réveillée pour apprendre ce qu'elle... *sait*, car la nouvelle est de si haute importance que l'on a cru devoir, de nuit, introduire le messager chez la reine. Ma mère, dit en substance Marguerite, avait, en ses heures de fièvre, des visions d'événements réels. En une de ces heures, le roi étant présent, et grand

nombre d'autres personnages, elle s'écria, « comme si elle » eust vue donner la bataille de Jarnac : Voyez-vous comme » ils fuient ! mon fils a la victoire... Voyez, voyez, dans ceste » haye, le prince de Condé mort ! La nuit après, M. de Losse » lui en apportant la nouvelle, comme chose très désirée, en » quoy il pensoit beaucoup mériter : Vous estes fascheux, » lui dit-elle, de m'avoir esveillée pour cela, je le scavois » bien : ne l'avois je pas vu devant hyer ? » Et Marguerite, avec quelque naïveté apparente dont au fond elle a dû sourire, y voit un « advertisement particulier de Dieu » et veut oublier que, en cette même rêverie, sa mère, ainsi qu'elle l'a raconté, disait aussi : « Hé, mon Dieu ! relevez mon fils, il est par terre. » Mais, ce qui est certain, c'est que Losse dut être désagréablement surpris de cet accueil, si peu semblable à celui du duc d'Alençon, et qui, tout simplement, nous montre une fois de plus la nature de cette Italienne, rêveuse et févreuse, superstitieuse et mystique, inclinant volontiers à tenir pour la voix de son Dieu ce qui n'est que l'effet du rêve maladif, tandis que la *Chanson nouvelle* nous montre, je le répète, l'anxiété et l'inquiétude de la Cour, d'abord, puis sa joie délirante, comme si le meurtre du prince de Condé et la victoire de Jarnac devaient apporter aux catholiques selon le cœur de Catherine le « triomphe » et la « domination ». La Saint-Barthélemy n'y suffit pas davantage et, pour rendre la paix à la France, il fallut Henri IV et l'Edit de Nantes, la liberté de croire et de penser qui est la première de toutes les libertés. Catherine dut alors tressaillir dans sa tombe.

J'ai voulu surtout noter en cette chanson un acte qui marque l'heure où nous sommes, heure de plus en plus sombre. Rien ne montre mieux la haine contre les huguenots que le mot « ceste canaille » dont l'auteur les qualifie. Littérairement, je n'y insiste pas. Mais n'est-elle pas d'un rythme facile, même harmonieux, strophes de huit vers et vers de six pieds, où la rime fait quelquefois défaut, allant toujours allègrement et bien faite pour être chantée, comme un vieux Noël. Et vraiment ne croirait-on pas entendre, à la dernière strophe, un de nos vieux Noëls, charmants en leur naïveté :

Or donc, Chrestiens, qu'on prie...

Je laisse du reste au lecteur, qui a le texte sous les yeux, le plaisir de goûter, sans autres commentaires, cette langue qui est, à mon humble avis, bien nette, bien précise, et, d'un mot, bien française.

GUSTAVE HERMANN.

Octobre 1901.



A PROPOS DE DEUX « EX-LIBRIS » PÉRIGOURDINS

Les deux *Ex-Libris*, que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de notre *Bulletin* archéologique, sont ceux de deux guerriers, qui, à des degrés différents, ont honoré le Périgord, l'un sur terre, l'autre sur mer. Ces deux guerriers étaient en même temps deux érudits.

Le premier, le marquis d'Aubeterre, avait cette science aimable avec laquelle on aimait à faire figure à la cour du Grand-Roi. Le second, le chevalier du Pavillon, était un marin épris de toutes les questions touchant à la marine de guerre, et qui, tant comme chef de brigade, puis lieutenant en premier de la compagnie d'élite des Gardes-Marine (Ecole de Marine), que comme auteur de célèbres traités sur les signaux maritimes, et de projets sur cette matière qui furent adoptés, se distingua d'une façon brillante à la fin du XVIII^e siècle.

I

Le premier *Ex-libris*, dont l'original, découvert par M. de Fleury, l'ancien et érudit archiviste de la Charente, nous a été fort gracieusement prêté par lui, appartient sans doute à François d'Esparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, de Bonnes, seigneur de Chenaud, Puymangou et autres paroisses plus ou moins périgourdines.

On ne peut l'attribuer à son père, François d'Esparbès, vicomte d'Aubeterre, maréchal de France, gouverneur du Périgord, parce que, bien que nommé, en 1612, chevalier du Saint-Esprit (dont le collier figure sur l'*Ex-Libris* en question),

*

il mourut en 1628, sans avoir été reçu dans cet Ordre. Sa femme, Hippolyte Bouchard, lui avait apporté l'importante terre d'Aubeterre, châtellenie du diocèse de Périgueux, qui s'étendait surtout en Angoumois.

François, son fils, fut lieutenant général des armées, gouverneur d'Agenais et de Condomois, après avoir été sénéchal de Guyenne. En 1651, il fut promu commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit. Il mourut, âgé de 75 ans, le 28 février 1683. Sa femme sortait de la maison de Pompadour.

Les armoiries, figurées sur l'écu de l'*Ex-Libris*, nous inspirent les réflexions suivantes :

Le graveur s'est sensiblement trompé dans le dessin des armoiries. Dans le premier et le quatrième quartiers devraient figurer celles des d'Esparbès, qui sont : *d'argent à la fasce de gueules, accompagnée de trois merlettes de sable*. D'abord on a bordé la fasce de deux petits traits d'argent, et on a dessiné des oies, ou des canards d'argent, au lieu de merlettes de sable.

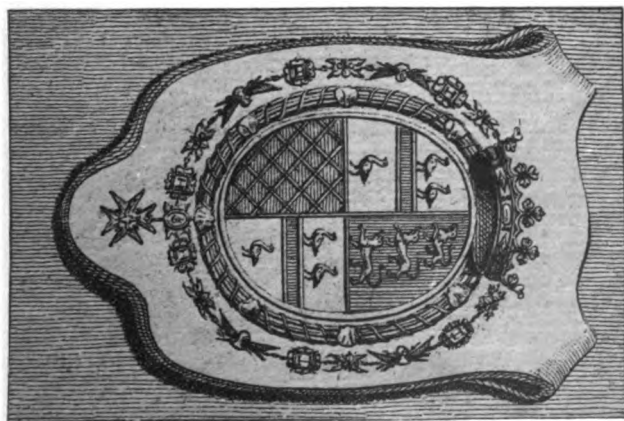
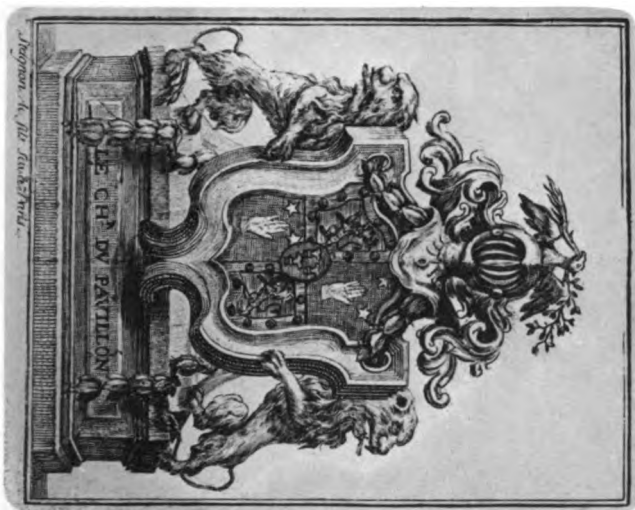
(Les merlettes, on le sait, n'ont pas, en héraldique, l'extrémité du bec et des pattes).

Le deuxième quartier : *de gueules à trois lions léopardés d'argent*, devrait être : *de gueules, à trois léopards d'or* (on les trouve, mais très rarement d'argent) *armés et lampassés d'argent*.

Ce sont là les armoiries des Raymond, très anciens, et peut-être premiers, seigneurs d'Aubeterre.

Le troisième quartier : *d'azur fretté d'argent*, est encore plus erroné, c'est *losangé d'or et d'azur au chef de gueules* qu'il faudrait ; il désigne les armes propres des Bouchard. Toutefois, le chef de gueules, que portaient les Bouchard avant de venir à Aubeterre, ne figure pas dans les sceaux de quelques-uns des personnages de cette famille (Guy, évêque de Périgueux, 1555 ; David, sénéchal de Périgord, 1589).

Le plus étrange, c'est qu'une très ancienne famille du Périgord, celle de Raymond, représentée encore de nos jours, porte comme armoiries : *losangé d'or et d'azur au chef de gueules*. Ces armes durent être prises au xvi^e siècle par ces gentilshommes du nom de Raymond, dont je n'ai pu établir la jonc-



EX-LIBRIS DU CHEVALIER DU PAVILLON
ET DE FRANÇOIS D'ESPÉRANES MARQUIS D'AUMETFERRE, LIEUTENANT GÉNÉRAL.

tion avec les Raymond d'Aubeterre, mais dont on peut les supposer cadets, vu les seigneuries qu'ils possédaient aux environs de cette ville. Ayant dû perdre le souvenir de leurs propres armoiries, ils durent adopter une des partitions de l'écu des Bouchard d'Aubeterre (successeurs des Raymond), sans se douter de l'erreur dans laquelle ils tombaient.

II.

L'autre *Ex-libris* est celui de Jean-François du Cheyron, chevalier du Pavillon (1); il naquit à Périgueux le 29 septembre 1730.

Voici rapidement ses brillants états de service. Le 8 mai 1748, il sacrifie ses épaulettes de lieutenant au régiment de Normandie-infanterie et se fait recevoir Garde de la Marine.

Fait deux voyages au Canada; enseigne le 23 mai 1754, s'embarque sur l'*Inflexible*, le *Blanford*, l'*Eveille* (1756-1757).

Campagne à Saint-Domingue en 1760 sur l'*Intrépide*; 1762, lieutenant de vaisseau, puis lieutenant en premier de la compagnie d'élite des Gardes-Marine; il est professeur très remarqué à l'Ecole de Marine. En 1774, le chevalier du Pavillon va à Versailles faire approuver un projet de tactique et de signaux.

« Les améliorations, dit l'amiral Rossel, qu'il introduisit dans les signaux de jour et de nuit lui ont acquis des droits incontestables à la célébrité. » Capitaine de vaisseau en avril 1777, il est l'année suivante major de l'armée navale de Brest; 1780 à 1782, campagnes très brillantes; il est tué le 12 avril 1782, en livrant une bataille aux Anglais dans les eaux de la Dominique, où il commandait alors le *Triomphant*.

Il m'a été assez difficile d'avoir des renseignements précis sur Stagnon fils, le graveur de l'*Ex-Libris* du chevalier du Pavillon.

(1) Sa famille n'était pas originaire d'Amérique, comme le dit sa biographie, qui n'est pas citée dans la *Bibliographie du Périgord* et dont voici l'intitulé : *Biographie de M. le chevalier du Pavillon, par M. F. Chassériaux (Moniteur des 11 et 25 Janvier 1854) suivie de sa mort, d'après le Chroniqueur du Périgord et du Limousin, et d'une notice généalogique sur la famille. Jonzac imp. et lith. de L. Ollière 1864. (43 p. in-8°)*

On connaît trois graveurs du nom de Stagnon, ayant tous habité Turin et y ayant travaillé : 1^o Jacopo, vivant vers 1766 ; 2^o Antonio-Maria, graveur de médailles, dessinateur et graveur au burin, vivant à Turin entre 1767 et 1793 ; 3^o Gian-Battista, aussi graveur, vivant à Turin de 1785 à 1793.

Il doit s'agir d'Antonio le plus célèbre des trois, car il travailla quelque temps à Paris et y fut probablement élève de Phil. Le Bas. Il a travaillé pour le *Cabinet de M. Poullain* en 1781. Du reste, on connaît plusieurs *Ex-Libris* signés de lui.

L'*Ex-Libris* porte : *écartelé aux 1 et 4 d'azur aulion couronné d'or, à la bordure de gueules, chargée de dix besans d'or* (armes de Marguerite de Féletz, mère de notre officier de marine) ; *aux 2 et 3, de sable à la main appaumée d'argent, accompagnée en chef de deux étoiles du même* (armes de Jeanne de Véra de la Gaubertie, sa grand'mère) (1) *et sur le tout d'azur à trois rocs d'échiquier d'or, posés deux et un.*

J'avais signalé cet *ex-libris* dans la séance du 27 mai 1895.

Comte DE SAINT-SAUD

VARIA

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX PROTESTANTS,

A LA FAMILLE DU DUC DE LA FORCE. (*Suite.*)

Le comte de Pontchartrain à La Bourdonnaye.

Le 21 octobre 1698.

« On a donné avis au roy que M. le duc de La Force a auprès de luy, à la Boullaye, cinq domestiques nouveaux catholiques, dont je vous envoie les noms, qui font mal leur devoir. S. M. m'ordonne de vous dire de vous

(1) La famille de Véra, originaire, dit-on, d'Espagne, pourrait bien porter là des armes parlantes : *vera* voulant dire en vieux castillan, *vérité*. La main tendue indique prestation de serment.

informer secrètement de la conduite de ces gens-là et de m'en donner avis pour luy en rendre compte. »

Le 16 novembre.

« Le roy, qui a très juste motif d'estre mécontent de la conduite de M. le duc et de M^{me} la duchesse de La Force et de quelques-uns de leurs enfans, m'a ordonné de vous escrire de vous transporter à la Boullaye pour leur faire entendre ses intentions, et faire exécuter ses ordres à leur égard.

» Pour cet effet, vous devez estre informé que S. M., qui a toujours honoré M. le duc de La Force d'une amitié et d'une estime particulière, fut très sensible à la sincérité de la conversion qu'il fit il y a quelques années ; que, par cette raison, elle a pris soin de l'éducation de ses enfans, leur a donné des pensions, et a doté ses filles qui ont voulu estre religieuses. S. M. a poussé sa complaisance jusqu'à laisser M^{me} la duchesse de La Force en pleine liberté à la Boullaye, ce qu'elle n'a encore fait pour personne de ceux qui sont dans l'estat d'opiniastreté et d'endurcissement de la R. P. R. où elle se trouve, et cela par les assurances et paroles d'honneur que M. le duc de La Force a souvent donné à S. M. qu'il ne se départiroit jamais du bon party qu'il avoit pris, et que tant que M^{me} la duchesse de La Force auroit le malheur de rester dans son opiniastreté, au moins elle ne s'ingèreroit en aucune manière de parler de religion à luy ni à ses enfans. Cependant S. M., qui avoit desjà eu de justes soupçons contre la conduite de cette dame pendant la maladie qu'eut M. le duc de La Force il y a un an, apprend qu'enfin M^{me} la duchesse de La Force, ne gardant plus de mesures, tasche de les pervertir tous, mesme leurs domestiques nouveaux catholiques. Si S. M. avoit escouté son ressentiment, elle auroit d'abord envoyé ses ordres pour séparer M^{me} de La Force de sa famille, et la mettre en lieu où ils n'eussent point à craindre ses mauvais conseils ; mais S. M., qui conserve tousjours de l'estime pour M. le duc de La Force, n'a pas voulu, en l'estat où il peut estre pour sa santé, luy oster, quant à présent, les secours temporels qu'il peut recevoir d'elle. Ainsy, S. M. m'ordonne de vous escrire de vous transporter incessamment à la Boullaye avec le sieur Dupoy, lieutenant de la prévosté de l'hostel, que je fais partir d'icy dez demain pour se rendre prez de vous à Rouen. S. M. veut que vous disiez à M. le duc de La Force qu'elle ne se seroit jamais attendue à un tel manquement de parole de sa part, qu'elle a un juste sujet d'estre indignée contre luy d'avoir abandonné les pratiques de la religion catholique, en laquelle il l'a tant de fois assurée estre entré de bonne foy ; que vous disiez à M^{me} la duchesse de La Force que la seule considération de M. son mary a suspendu sur elle la sévérité des ordres de S. M. ; qu'il luy sera permis de le voir pour son soulagement et leurs

affaires domestiques, mais qu'elle n'aura aucune liberté de luy parler de religion, S. M. voulant qu'à cet effet le sieur Dupoy reste toujours près de luy jusques à nouvel ordre, et rende compte jour par jour de ce qui se passera à la Boulaye.

» A l'esgard de M. de Castelnau, leur fils, le mesme officier a ordre de l'arrestier et de l'envoyer à la Bastille.

» S. M. veut ausy que vous disiez à M. le marquis de La Force de se rendre icy, afin que je luy puisse faire sçavoir les intentions de S. M. ; et pour empescher le progrez des perversions de M^{me} la duchesse de La Force, et qu'ils ne se servent de domestiques nouveaux catholiques, S. M. a donné ordre de faire arrester les nommez Durant et Bontemps, valets de chambre, Attinville, officier, Renaud, mareschal, et le fauconnier, et les faire conduire au chasteau du Pont-de-l'Arche jusques à nouvel ordre. Et afin que M. le duc de La Force, dans l'estat auquel il se trouve, ne manque pas de domestiques, S. M. veut que, pour remplacer ceux-là, vous luy en choisissiez autant qu'il voudra d'anciens catholiques, mesme que vous luy donniez les vostres, s'il est besoin, afin que rien ne lui manque. »

(Registres secrets.)

Le comte de Pontchartrain au lieutenant du roi au château d'Angers.

Le 12 mars 1691.

« M^{me} la duchesse de La Force a tort de vous demander des livres des ministres Claude et Jurieu, et vous ne devez luy en donner aucun ; que si elle veut de bons livres pour s'instruire des vérités de la religion, vous pouvez luy donner ceux que M. l'évesque d'Angers trouvera à propos.

» A l'esgard de la femme qu'elle veut oster, il faut que vous me fassiez sçavoir, s'il vous plaist, si elle est ancienne catholique, si elle en veut une autre à sa place, et qui elle est, afin que je prenne sur cela les ordres du roy. »

(Registres secrets.)

Le comte de Pontchartrain au duc de La Foree.

Le 13 may 1691.

« Le roy a bien voulu, sur les tesmoignages qui luy ont esté rendus de la bonne disposition en laquelle vous estes à présent, vous permettre de vous retirer avec M^{me} de Courtomer. Ainsy, vous pourrez, quand il vous plaira, sortir de la maison de Saint-Magloire, et venir saluer S. M., qui le trouvera bon. Je voy avec plaisir que vous estes sur le point de

rentrer dans les bonnes grâces de S. M., et je vous assure que personne ne prend plus de part que moy à tout ce qui vous regarde. »

Le 7 mai 1696.

« Sur ce que M. le marquis de La Force m'a dit que M^{me} la duchesse de La Force souhaitoit d'aller voir le médecin de Chaudrais, j'en ay rendu compte au roy, qui trouve bon qu'elle y aille, à condition de n'estre qu'un jour ou deux hors de la Boullaye, et que Huot l'y accompagnera. Je n'escriis point à Huot de me rendre compte de ce qui se passera, je m'en remets à l'ordre que vous luy en donnerez vous-même, S. M. prenant confiance en vous sur la conduite que M^{me} de La Force doit tenir. »

Le 27 janvier 1698.

« Le roy ne doutant plus de la solidité de la vocation de M^{lle} vostre fille après les assurances qu'elle en a données par escrit et de vive voix à une personne de confiance qui luy a esté envoyée, S. M. m'a ordonné de vous dire que, bien loin de vous y opposer doresnavant, vous devez contribuer à son dessein en ce qui dépendra de vous. S. M. veut bien luy continuer, sa vie durant, la pension de 700 livres dont elle jouit depuis qu'elle est hors du couvent de Sainte-Marie. M^{me} l'abbesse de Saint-Sauveur la recevra avec plaisir pour cette pension. Ainsy, il n'est plus question que de luy donner les choses nécessaires pour sa prise d'habit et pour sa profession. Vous estes convenu avec moy de les luy donner, et je l'ay dit au roy. Donnez donc ordre, s'il vous plaist, afin que cela ne retarde point sa prise d'habit (1).

S. M. a esté surprise d'apprendre que M^{me} la duchesse de La Force l'ayt veue dans le couvent. Vous sçavez que S. M. n'a jamais entendu ce commerce. Je crois mesme qu'elle a toujours bien connu que ce n'estoit point l'intention de S. M., et je m'étonne qu'elle ayt hazardé cela sans permission. Dites-luy, s'il vous plaist, qu'elle s'en abstienne, et qu'il y a ordre au couvent de ne l'y point laisser voir M^{lle} vostre fille. »

(1) Le 11 mars de l'année précédente, le secrétaire d'Etat avoit écrit à la supérieure du couvent : « J'ay rendu compte au roy de ce que vous m'avez » escrit concernant l'arrivée de M^{lle} de La Force dans vostre couvent. Quoyqu'elle » s'y soit rendue volontairement, l'intention de S. M. est qu'elle n'en sorte » pas, sous quelque prétexte que ce soit, sans ordre de S. M. A l'esgard de » la pension, il faut que vous vous contentiez de 1,000 ou de 1,200 livres, en » luy fournissant le bois et la lumière. S. M. ne luy donne que cette pension » pour toutes choses, et le peu qu'elle peut avoir d'ailleurs luy doit servir à » l'entretenir. »

(Registres secrets.)

Le 25 mars.

« J'ay receu une lettre de M^{me} de Nesmond, qui me mande qu'une de mesdemoiselles vos filles veut se faire religieuse au couvent de la Visitation, à Saint-Denis. Comme il y a apparence que sa vocation est bonne et sincère, estant en lieu de se déterminer sans aucune contrainte, le roy m'a ordonné de vous escrire qu'il croit que vous devez contribuer à accomplir le dessein de cette demoiselle, bien loin de l'en empêcher, et luy donner les choses nécessaires pour sa dot. »

Le 22 décembre.

« Le roy a bien voulu donner une pension de 600 livres à M^{lle} vostre fille qui est à la Visitation de Saint-Denis, pour sa dot. S'il y a quelques autres frais, c'est à vous à les payer, ainsy que vous avez fait pour celle qui est à l'abbaye du Saint-Sauveur, à Evreux. »

(Registres secrets.)

Lettre du roi à la duchesse de La Force.

A Versailles, le 8^e décembre 1697.

« Ma cousine, je ne doute pas que mon cousin le duc de La Force n'ayt connu en toutes occasions, et particulièrement en celle de sa conversion à la religion catholique, l'amitié que j'ay tousjours eu pour luy. Je crois ne luy en pouvoir donner des marques plus sensibles qu'en esloignant de luy les personnes qui pourroient, dans l'extrémité de sa vie, inspirer des sentimens contraires aux bonnes dispositions dans lesquelles il a paru depuis sa réunion. Ainsy, je suis obligé de vous dire que mon intention est que vous vous retiriez de la Boulaye ausseytost que cette lettre vous sera rendue, et que vous vous absteniez d'y retourner jusques à nouvel ordre. A quoy m'assurant que vous satisferez punctuellement, je prie Dieu qu'il vous ayt, etc. »

(Registres secrets.)

(Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, publiée par Depping, tome IV, p. 421, 422, 423, 424, 426, 427, 428, 464 et 465.

(A Suivre).

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Frontispice du premier livre imprimé à Périgueux, 1498 ; - et la 2^e, les Ex-libris du chevalier du Pavillon et de François d'Esparbès marquis d'Aubeterre, lieutenant général.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XXIX. — QUATRIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

—
Juillet-Août 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON.

	<i>Pages</i>
Assemblée générale du 27 mai 1902.....	273
Séance mensuelle du jeudi 3 juillet.....	287
— du jeudi 10 juillet.....	288
Domme : Origine de la ville, — privilèges accordés aux habitants, — Domme prise cinq fois par les Anglais, — Domme prise par les Huguenots (M. Gustave CHARRIER).	299
Le château du Lieu-Dieu (M. L. PASQUET).....	332
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (Suite) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	336
François de Montsalard, médecin d'Henri IV (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	399
VARIA. — Correspondance relative aux protestants, à la famille du duc de La Force (Suite).....	402

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du 27 mai 1902.

Présidence de M. Elie de BIRAN, vice-président.

La séance est ouverte à huit heures du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Fernand de Bellusiére, Elie de Biran, Dujarric-Descombes, Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, Antoine Fourgeaud, le marquis de Marcillac, Eugène Roux, de Saint-Pierre et Villepelet.

M. de Roumejoux, malade, est empêché de venir nous présider. L'assemblée fait des vœux pour son rétablissement.

M. le chanoine Brugiére et M. Charles Durand, en ce moment indisposés, s'excusent par écrit de ne pas assister à la séance.

M. Antony Délugin se fait excuser.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de notre honoré confrère M. Hoarau de la Source, ancien conseiller général du canton d'Eymet, maire de Rouquette, homme bienveillant, fort courtois, justement estimé, qui s'intéressait vivement aux études archéologiques et avait, à plusieurs reprises, fait au Musée du Périgord des dons d'objets anciens provenant de son voisinage.

Une notice biographique sera consacrée à sa mémoire.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous annonce également la mort du félibre majoral M. Auguste Chastanet, quoiqu'il ne fût pas des

nôtres. Mais il était une personnalité périgourdine ; d'un talent fin, spirituel, gracieux, auteur de nombreuses poésies patoises pleines de saveur, président d'une Société félibréenne, sœur de la nôtre, au deuil de laquelle nous devons nous associer.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui au renouvellement annuel du bureau qui est toujours rééligible et il dépose des bulletins sur la table pour que les membres présents puissent voter immédiatement, bien que l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Chacun de nos confrères apporte successivement son bulletin.

Depuis les premiers jours du mois, notre bibliothèque a reçu les ouvrages suivants :

Les Comptes rendus des séances de l'année 1902 de l'*Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, bulletin de janvier-février, un fascicule in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; contenant p. 51, une nouvelle communication de MM. le docteur Capitan et l'abbé Breuil, relative aux figures préhistoriques gravées sur les parois de la grotte des Combarelles (Dordogne) ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de mars et d'avril 1902, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliographie des Travaux historiques et archéologiques*, publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique par Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, tome III, 4° livraison, (Seine), première partie (nos 40.067 à 61.847), in-4°, broché, Paris, Imprimerie nationale, 1901 ;

Le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1901, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Klincksieck, libraire ; où p. 197 sont présentées par M. de Lasteyrie, de la part de M. de Roumejoux, les photographies et dessins de quatre lampes antiques provenant, les deux pre-

nières de Palmyre, la troisième de Cahors et la quatrième, une lampe chrétienne, de Périgueux ;

Le Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France, 28^e année, 1901, un fascicule broché in-8°, à Paris, chez Champion, libraire ;

Les Documents sur les imprimeurs, libraires, cartiers, graveurs, fondeurs de lettres, relieurs, doreurs de livres, faiseurs de fermoirs, enlumineurs, parcheminiers et papetiers, ayant exercé à Paris de 1450 à 1600, recueillis aux Archives nationales et au Département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale par Ph. Renouard, un volume broché in-8°, à Paris, chez Champion, libraire, 1901 ;

Les Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France, tome XXVIII, (1901), un volume broché in-8°, à Paris, chez Champion, libraire, 1902 ;

Le n° de février 1902 de la *Revue de synthèse historique*, extrait de 4 p. in-8°, où est inséré un questionnaire ethnographique de M. Maurice Dumoulin sur *La race française*, Paris, librairie Léopold Cerf, 1902 ;

Les Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, premier trimestre de 1902, tome XX, un fascicule en feuilles, avec gravures, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

La Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXII^e volume, 3^e livraison, 1^{er} mai 1902, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint-Médard, libraire ;

Le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1^{re} livraison, 1902, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, imprimerie Crauflon, administrative et commerciale ;

La Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 29^e année, mars-avril 1902, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie moderne ;

La Revue des langues romanes, tome XLV, 5^e série, tome V, mai 1902, in-8°, Montpellier et Paris. Pedone, libraire éditeur ;

Du P. Bouscaillou des Valades, prêtre de l'Oratoire, ses *Fables, contes et légendes, Pensées et Maximes*, un volume broché in-8°, huitième édition, Paris, librairie Belin frères, 1899

— et son ouvrage *La Vie*, pensées et maximes pour tous les âges, un volume broché in-8°, Paris, Charles, éditeur (sans date, l'avant-propos est daté de juillet 1901) ;

De M. Joseph Durieux, le fascicule du dimanche 18 mai 1902 de la Revue illustrée *Armée et Marine*, contenant son article aussi instructif qu'intéressant sur *Le centenaire de la Légion d'Honneur*, fait avec la collaboration de M. E. Delorme, in-4°, Paris, imprimerie Motteroz ;

De M. Dujarric-Descombes, les n° du jeudi 8 mai et du lundi 26 mai 1902, du *Journal de la Dordogne*, contenant, l'un, son article nécrologique sur Auguste Chastanet, président de l'Ecole félibréenne du Périgord ; l'autre, son article bibliographique, sur une brochure de M. Perrault-Dabot, *L'hôtel de Bourgoigne et la tour de Jean-sans-Peur à Paris*.

M. Philippe de Bosredon veut bien aussi nous envoyer, pour notre bibliothèque, trois imprimés déjà signalés à la Société (séance du 27 mai 1899) : *Arrêt du Parlement de Paris, supprimant un bref du pape Clément XIII à l'évêque de Sarlat* ; — *Lettre de l'archiprêtre Delfau*, député à la Constituante, à ses paroissiens ; — *Opinion de G. Delfau* (neveu du précédent) *sur les émigrants*. Il y ajoute également une plaquette intitulée : *17° Procès de la Gazette du Haut et Bas-Limousin... et du Périgord, 1836*. « Cette gazette, nous fait-il remarquer, est bien oubliée aujourd'hui, comme tant d'autres journaux locaux, et le 17° procès qu'elle eut à subir ne peut guère éveiller l'intérêt ; mais c'est une rareté bibliographique (1). »

Il y joint encore un document figurant sur le catalogue périgourdin du libraire Monteil, de Bordeaux, et qu'il a acheté pour notre bibliothèque. « Ce document, nous mande-t-il, est intéressant par son auteur, qui n'est autre qu'Armand Marrast, et par son sujet, qui est le récit des journées de Juillet 1830 et qui donne des détails très piquants sur les réunions quasi-parlementaires tenues à la suite des fameuses ordonnances. Mais ces considérations n'eussent pas été suffisantes pour

(1) Les derniers feuillets manquent ; mais les premiers suffisent à constater l'existence du journal et les efforts qu'on faisait pour en arrêter la publication.

motiver une communication à notre Société, dont les études sont concentrées sur le Périgord et ce qui s'y rattache ; ce qui m'a engagé à appeler son attention sur le document dont il s'agit, c'est qu'il présente une particularité assez curieuse. Il est intitulé : *Aux Electeurs* et contient quatre pages, format journal ; or, au bas de la quatrième page se trouve cette mention : « à Périgueux, chez F. Dupont, imprimeur de la Préfecture. » Il paraît bien certain qu'Armand Marrast, alors rédacteur en chef de *la Tribune* à Paris, ne s'était pas adressé à une imprimerie périgourdine pour publier son manifeste ; il l'envoya probablement tout imprimé dans les départements, où une réimpression locale fut faite. C'est du moins l'hypothèse qui me paraît la plus vraisemblable. Quoi qu'il en soit, il est présumable que ce manifeste, et surtout l'édition imprimée à Périgueux, est devenu fort rare en librairie, et c'est à ce titre que je vous adresse l'exemplaire que je me suis procuré. »

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Noël Charavay nous envoie deux catalogues de février et de mai 1902 de *Lettres autographes et documents historiques* à vendre, et M^{me} Gabriel Charavay, sa *Revue des autographes*, d'avril et de mai 1902, dans lesquelles figurent des noms périgourdins, Armand de Gontaut baron de Biron, maréchal de France ; Jacques Nompar, duc de Caumont La Force, maréchal de France ; Charles-Pierre comte Claret de Fleurieu, ministre de la marine du 24 octobre 1790 au 12 mai 1791, député de la Seine au Conseil des Anciens ; Jules Claretie ; Georges d'Aubusson de La Feuillade, archevêque d'Embrun et évêque de Metz, ambassadeur à Venise et en Espagne ; Paul Mounet ; le prince Charles-Maurice de Talleyrand ; — un reçu sur velin, daté de 1610, de François d'Esparbès, vicomte d'Aubeterre, maréchal de France, un des compagnons d'armes d'Henri IV, de la somme de 150 livres pour ses appointements comme lieutenant de Blaye, pendant un mois et demi à 36 jours le mois ; — une approbation du 1^{er} mai 1604 par Soffrey de Calignon, premier président au Parlement de Grenoble, comme membre du Conseil de Navarre, de la vente faite à

M. de Pierre-Buffière de la châtelionie de Masseret (Corrèze), par le sieur de Lardimalie, gouverneur du Périgord et de la vicomté de Limoges, à cause d'une surenchère sur l'offre de Bernard d'Escars, seigneur de Saint-Bonnet et de Saint Ybars ; — et une lettre de Cambacérès, archichancelier sous l'Empire, à M. de Villeneuve, datée de Paris le 29 juin 1804. Il le félicite de son Eloge de M. Talleyrand-Périgord, dans le recueil de l'Académie des Jeux floraux.

M. Robert VILLEPELET nous fait connaître qu'il a relevé, dans un savant mémoire du chanoine Ulysse Chevalier, intitulé *Etude critique sur l'origine du Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin*, (Alphonse Picard, 1900, in-8° (1), le passage suivant à l'intention de ceux des lecteurs du *Bulletin* que la question très actuelle intéresse :

Le suaire de Cadouin a été transféré dans une nouvelle chaise le 5 septembre 1866. La fête a été racontée par M. Delpit (2), et l'histoire de la relique par l'abbé Charles (3), dans un petit livre « où il n'est » arrivé qu'à compromettre, par des procédés d'argumentation très » discutables, la thèse si brillamment et si solidement soutenue par le » vicomte de Gourgues » (4).

Le comte Riant, auquel j'emprunte cette appréciation (5), a montré qu'en l'absence de tout témoignage intermédiaire, rien ne prouve que le *sudarium* vu par Arculphus (6) au VII^e siècle et le suaire qui parvint

(1) Ce mémoire a été lu à la Sorbonne, au Congrès des Sociétés savantes, section d'histoire et de philologie, le 6 juin 1900.

(2) *Relation de la fête de la translation du Saint-Suaire* ; Périgueux, 1866, in-8°.

(3) *Histoire du Saint-Suaire de Cadouin* ; Périgueux, 1868, in-32 de VIII-104 p. ; Paris, 1875, in-8° de 370 p.

(4) *Le Saint-Suaire* suivi d'un *Essai sur les pèlerinages à Jérusalem avant les Croisades*, par Delpit ; Périgueux, 1868-1869, in-8° de 288 p., pl. Les ouvrages antérieurs sont indiqués dans la *Topo-bibliographie* du chanoine Chevalier, c. 539.

(5) *Exuviae sacrae Constantinopolitanae*, t. I, p. CCXXX, n. 4.

(6) Arculphus, évêque de Périgueux, sacré en France, qui visita longuement la Terre-Sainte vers 670. Il n'a pas rédigé lui-même le récit de son pèlerinage ; mais jeté par une tempête sur les côtes de l'Ecosse, il fut accueilli dans le monastère de Hy (Iona), dont l'abbé Adamnan mit par écrit, plus ou moins sous sa dictée, ses souvenirs de Palestine.

à Cadouin vers 1210, soient une seule et même relique (1). Longpérier convenait que l'aspect de la relique permet de l'attribuer au I^{er} siècle. Elle mesure 2^m31 sur 1^m13. Ses fêtes au deuxième dimanche après Pâques et au 8 septembre n'ont pas de témoignage ancien (2), p. 17 - 18.

Le chanoine Chevalier se prononce contre l'authenticité du Saint Suaire de Lirey, transporté plus tard à Chambéry, puis à Turin, où il est actuellement conservé.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale aussi dans le *Bulletin, Le vieux Papier*, du 1^{er} mai 1902, la publication d'une lettre que M. Boissier de Masmontet croit pouvoir attribuer à l'éminent archevêque de Cambrai, François de Salignac de la Mothe Fénélon. Il apprend par cette lettre un usage qu'avaient les prélats de cette époque, de porter des cadeaux aux dames de leurs diocèses, tels que les jolis petits objets qu'il a présentés à la séance du 1^{er} mai... « A peine étois-je arrivé à Blois, écrit » Fénélon, que ma chambre fut investie par des marchandes. » Là, M^r, des ciseaux, des boucles, des étuis, des gans de » femmes, des montres. C'est ici que messeigneurs du clergé, » revenans de Paris, achètent les présents qu'ils veulent faire » aux dames de leurs diocèses. »

La bibliothèque de l'Université de Lille demande à recevoir notre *Bulletin* en échange de ses publications. Quelques membres font observer qu'une Société de Lille le reçoit déjà et qu'il n'y a pas lieu d'en envoyer deux exemplaires dans la même ville : il y a échange avec la Commission historique du département du Nord.

Le Secrétaire-général apprend à l'assemblée que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 23 mai courant, a décerné une mention honorable du concours Duchalais (numismatique du moyen âge) à notre confrère

(1) *Revue des questions historiques*, 1870, t. VIII, p. 230-7.

(2) Comte Riant, *Exuvie sacræ Constantinop.*, t. II, pp. 298 et 302.

M. le comte Charles DE BEAUMONT pour son mémoire sur les *Jetons tourangeaux*.

La Société lui envoie ses félicitations à cette occasion.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dépose sur le bureau la belle médaille de bronze de Chaplain (accompagnant le diplôme de médaille d'argent) qui a été accordée à la Société pour l'Exposition universelle de 1900 et qu'il a reçue ces jours-ci de M. le Ministre du Commerce qu'il s'est chargé de remercier. Elle sera remise à notre Trésorier pour être conservée dans son coffre-fort.

Notre confrère M. HERMANN voudrait quelques indications plus précises dans nos procès-verbaux. « A propos de la communication de M. Féaux sur la brochure du docteur Capitan, nous écrit-il, permettez-moi de dire que lorsque livre ou brochure intéressant le Périgord sont soumis à la Société, sous une forme ou sous une autre, il serait utile d'indiquer le titre, le nom et l'adresse de l'éditeur et les conditions d'achat. Cela permettrait à quelques-uns sans doute de l'acquérir et ce serait une note de bibliographie périgourdine.

« Et aussi, au cas où une monnaie du Périgord nous est soumise, comme celle trouvée à Bourniquel, j'estime qu'il serait intéressant de noter au *Bulletin* le type auquel elle appartient. »

Pour donner satisfaction à M. Hermann, LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il serait nécessaire d'avoir des notes précises fournies par ceux de nos confrères qui font des communications en séance tandis que le plus souvent il est obligé de s'en rapporter à ses notes prises au courant de la plume et au courant des conversations. Pour le cas particulier que cite M. Hermann, la brochure était un tiré à part, non mis dans le commerce, extrait de la *Revue d'Anthropologie* sans autre titre que celui de l'article et sans nom d'éditeur.

De son côté, M. DE SAINT-SAUD nous fait connaître que, contrairement à ce qui est imprimé à la page 87 du *Bulletin* (séance de février dernier), s'il a envoyé l'estampage de la

cloche de Saint-Quentin de Chalais, avec une note à ce sujet, c'est que cette paroisse a été du diocèse de Périgueux jusqu'à la Révolution. Jamais il n'a cru que cette cloche fût de Chalais, qui était du diocèse de Saintes ; le ruisseau de la Tude, qui passe au ras de cette ville même, faisait la séparation des diocèses.

M. le marquis DE CUMOND a trouvé, dans ses archives de famille, la mention d'un distingué médecin de Nontron, dont il a été question à notre séance du 6 mars dernier. M^r Jean de Montsalard, conseiller du roi, intendant général des bains et fontaines minérales de France.

Ce docteur, qui, sous le règne de Louis XIV, était ce qu'on nommerait aujourd'hui une sommité médicale, fut appelé à Frugie, le 2 avril 1672, près d'Hélie d'Arlot, ancien capitaine au régiment de Montmége, atteint subitement d'une maladie grave au retour d'un voyage en Quercy.

On lui adjoignit un médecin de Périgueux, Mathurin Desvaux, deux maîtres chirurgiens de Saint-Saud, les sieurs Lamotte et Frédéric Chabaneau, et deux maîtres apothicaires de Miallet, les sieurs Paret et Jean-Front Lafond. Ces hommes de l'art ne purent réussir à tirer d'affaire le seigneur de Frugie. Le 16 avril, celui-ci faisait son testament en présence des docteurs de Montsalard et Desvaux, et le surlendemain il rendait son âme à Dieu.

Tandis que Desvaux recevait 60 livres tant pour ses honoraires que pour son déplacement (56 kilomètres), Montsalard, qui avait parcouru une distance moindre (36 kilomètres), ne réclama que 45 livres.

Il n'est pas sans intérêt de comparer les exigences modestes d'une des autorités médicales du xvii^e siècle à celles de certains docteurs éminents de la capitale, dont la presse révèle parfois les excessives prétentions.

M. DE FAYOLLE nous entretient ensuite d'une correspondance qu'il a eue avec M^{lle} Lignac, institutrice à Lalinde, qui a bien voulu offrir avec générosité au Musée de Périgueux deux pierres tumulaires trouvées dans l'ancienne église de Lalinde

où elles formaient parement. La Société ne saurait trop encourager de pareils sentiments. Ces pierres, dont il nous montre les photographies, représentent une croix et un bâton de compagnon au bas duquel est un objet qu'on pourrait prendre pour une gibecière.

Notre zélé conservateur du Musée nous apprend en même temps qu'il a reçu de M. le maire de Coulaures six pierres tumulaires provenant du cimetière et représentant des attributs de métier qu'on a pu sauver de la destruction.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pense que M. le maire de Saint-Jory-las-Bloux donnerait aussi volontiers au Musée une belle pierre tombale, qui a été découverte dans l'ancien cimetière près de l'église, il y a une vingtaine d'années, et transportée dans le nouveau où elle se détériore. Elle représente un personnage couché, drapé, et porte sur les côtés, tout autour, des palmettes élégantes.

De son côté, M. AUBLANT nous signale l'inscription de la cloche du château de la Borie-Fricard, situé dans la commune de Sencenac Puy-de-Fourches : *Alain Arnaud seigneur de Laborie, 1663.*

Cette cloche en parfait état de conservation mesure environ 0^m25 de hauteur et 0^m35 de diamètre à son ouverture. Elle est ornée sur tout son pourtour d'un gracieux motif de décoration représentant des fleurs de lis ornées, alternant avec des fleurons. On y voit aussi avec les armoiries des Arnaud une croix ancrée, qui n'est peut-être que le monogramme du fondateur. Ces armoiries diffèrent un peu de celles que M. de Froi-defond donne à cette famille dans son *Armorial*.

Ces renseignements seront transmis à M. le chanoine Brugière avec ceux que fournira tout à l'heure le Secrétaire-général sur le baptême des cloches.

M. l'abbé COMTE nous communique un mémoire sur l'ancienne abbaye de Châtres auquel il joint un dessin à la plume de M. l'abbé Michel Pasquet, représentant l'abbaye telle qu'elle fut reconstruite au xviii^e siècle. Dans un premier cha-

pire, il décrit l'église actuelle de la paroisse, construite récemment sur l'emplacement d'une vieille église dédiée à Saint-Nicolas et il cherche à expliquer l'origine du nom de Châtres ; dans le second, il nous rappelle la fondation de l'abbaye qui fut confiée aux chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin ; dans le troisième, il nous raconte sa destruction pendant la guerre de Cent ans et ensuite la reconstruction tout au moins des bâtiments nécessaires à l'exploitation des terres, et enfin il nous donne la liste des abbés qu'il a cherché à faire aussi complète que possible en fondant les listes de la *Gallia christiana*, de M. Philippe de Bosredon et la sienne.

Après lecture de quelques passages, l'assemblée vote la publication de ce mémoire.

D'autre part, M. Robert VILLEPELET nous envoie un substantiel travail qu'il intitule *Notes et documents statistiques sur les diocèses de Périgueux et de Sarlat aux XVII^e et XVIII^e siècles*, où il nous fournit des renseignements plus détaillés que ceux des pouillés. Cette étude, dont l'introduction est lue à l'assemblée, a été faite à l'aide des pancartes des diocèses, du pouillé de Gervais Alliot de 1648, et des « départements généraux de décimes ecclésiastiques » pour les années 1755 et 1760, conservés aux Archives nationales. Il a semblé à M. Robert Villepelet que les informations, ainsi recueillies sur les cures paroissiales, auraient plus de prix si l'on pouvait indiquer, en regard des revenus, le chiffre de la population sur laquelle ils étaient assis. « On obtiendrait de la sorte, dit-il, le rapport de l'une aux autres, et cette relation, variable suivant les localités, méritait de n'être pas négligée. Malheureusement, la rareté des documents démographiques sur le Périgord de l'ancien régime rendait plus difficile cette seconde partie de notre tâche ; elle expliquera notamment que nous n'ayons pu confronter avec les « départements » que nous avons pris pour base de notre travail des dénombremens exactement contemporains ». M. Robert Villepelet indique ensuite les documents qu'il a utilisés et donne les éclaircissements nécessaires pour faciliter la consultation de ses

listes des bénéfices des deux diocèses, qui serviront en quelque sorte aux lecteurs du *Bulletin* de pouillé spécial au Périgord.

M. Elie DE BIRAN nous communique ensuite une intéressante lettre, écrite de Bordeaux, le 30 juillet 1672, au député général des réformés, par M. Jean Gravier, délégué du consistoire de Bergerac, au sujet de l'exercice de la religion protestante à Bergerac. On sait, en effet, que pendant bien des années avant la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, de nombreuses entraves furent apportées à l'exercice de cette religion.

La lettre de Jean Gravier, tirée du fonds Lespine, sera publiée dans le *Bulletin*.

A propos de pièces concernant le protestantisme en Périgord, le SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il a reçu ces jours-ci du P. Bouscaillou, de l'Oratoire de Juilly, pour les Archives départementales, neuf pièces sur papier, dont deux imprimées, du xvi^e, du xvii^e et du xviii^e siècle, et qui comprennent :

Un registre d'état civil des protestants d'Issigeac, de 1566 à 1665 ;

Une signification d'un arrêt du Conseil d'Etat de 1668, faite le 3 novembre 1683 aux anciens du consistoire de la R. P. R. d'Issigeac, à la requête du syndic du clergé du diocèse de Sarlat, défendant de rebâtir le temple démoli en 1679 et interdisant pour toujours dans Issigeac l'exercice de la R. P. R. ;

Une autre signification, à la requête de François de Salignac, évêque de Sarlat, d'une ordonnance de Pellot, du 3 novembre 1665, à M. Jean Royer, ministre, d'avoir à tenir fermées et murées les portes du temple d'Issigeac ;

Une requête des habitants de la R. P. R. d'Issigeac, à M^{re} de Faucon de Ris, commissaire-député du Roi en la Généralité, demandant un délai de trois mois pour représenter l'état « des levées et impositions par eux faites depuis vingt-neuf ans » (sans date) ;

Un état de la taille dans la paroisse de Montignac sur Vézère en 1749 (pièce imprimée presque en entier) : 95 livres sont inscrites pour une partie des gages d'un régent ;

Un état du mobilier du couvent des Cordeliers d'Aubeterre, de 1739 à 1761, etc.

M. l'Archiviste départemental a déjà transmis ses sentiments de gratitude pour ce don à notre honoré confrère M. l'abbé Bouscaillou.

Puis, comme à son habitude le SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL rend compte de la partie anecdotique des registres paroissiaux du canton d'Issigeac qu'il vient d'analyser pendant trois semaines, dans sa tournée d'inspection des archives communales. Plusieurs curés consignent, comme ailleurs, les accidents météorologiques, les orages, grêles, gelées, portant dommage aux récoltes de leurs paroisses, le prix des grains, denrées et vins recueillis chaque année.

Un curé de Saint-Perdoux-de-Cahuzac, l'abbé Lasserre, reproduit, à la fin de chacun de ses registres du XVIII^e siècle, de longs extraits du journal la *Gazette de France* sur les événements politiques qui se passent en Europe ; il y joint quelquefois de son crû une petite chronique régionale. Un de ses prédécesseurs, l'abbé Gurbert transcrit sur le registre le traité qu'il fait, le 8 novembre 1625, avec M. de Châteaueoiffroy pour prendre son petit fils François en « apprentissage » :

« Il m'a promis, écrit-il, pour sa pension en bled une pipe fromant, une barrique de bon vin, 10 livres d'argent, 20 livres de lard. Le meuble que ledit sieur a envoyé céans : une couverte vieille, 3 petits cuissins de plume, 2 mauvais linceulx de estoupes fort uzés, 6 serviettes fort uzées, une chièrre, ung petit tabouret. Il me doibt une livre et demie de lard que je luy ay presté. »

En 1761, on veut forcer la main à l'abbé Lapèze, curé de Colombier, pour qu'il prenne un protestant comme parrain d'une cloche. Le curé résiste et consulte l'évêque de Sarlat. Celui-ci lui répond de Paris le 22 août 1761 :

« ... Vous devez vous y opposer de toutes vos forces malgré les menaces qu'on pourroit vous faire. Il y a cependant un moien tout simple de vous mettre à l'abry de toute discution, c'est de faire cette

bénédictio sans parrain ny marraine ; ainsi dès que votre cloche sera fondue, je vous donne le pouvoir d'en faire la bénédiction. C'est même un abus qui n'a été introduit que par la cupidité de prendre dans les occasions des parrains. Voilà, je crois, dans le cas où vous vous trouvez le moien d'éviter toute tracasserie... »

L'abbé Lapèze tourna, en effet, de cette façon la difficulté, et, le 17 octobre 1763, il prit pour marraine de sa cloche la Vierge Marie et pour parrain saint Pierre.

A Falgueyrat, l'abbé Linarès soumet au même évêque de Sarlat, Henri-Jacques de Montesquiou, une question d'un autre genre. Il lui demande s'il peut, dans les actes d'état civil, donner aux pères et aux maris les qualifications nobiliaires qu'ils s'attribuent. Il s'agissait d'un membre d'une famille qui se donnait le titre d'écuyer. L'évêque répond de Sarlat le 11 février 1768 :

« ... Vous ne devés point entrer dans les discussions que peuvent avoir vos parroissiens, et vous devés, inserer sur vos registres les qualités des familles telles qu'on vous les donne, et vous ne devés point examiner s'ils en prennent qui ne leur conviennent pas ; ainsi vous ne devés point avoir de difficulté sur cest article. D'ailleurs vos registres ne peuvent jamais faire titres à quelqu'un qui n'en avoit pas d'autres... »

Si cela était exact du temps de M^{re} de Montesquiou, cela ne l'est plus aujourd'hui où l'on s'appuie précisément sur ces anciens registres pour prouver sa noblesse ou tout au moins obtenir des tribunaux des jugements de rectification d'état civil.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT déclare le scrutin clos et procède sur le champ au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants. Sont élus pour l'année 1902 - 1903 :

Président, M. de Roumejoux.

Vice-présidents :

Pour l'arrondissement de Périgueux, M. le marquis de Fayolle ;

- Bergerac, M. Gontier de Biran ;
- Nontron, M. Lespinas ;
- Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;
- Sarlat, M. Philippe de Bosredon ;

Secrétaire-général, M. Villepelet ;
Secrétaires - adjoints, M. l'abbé Brugière ; M. Charles Durand.

Trésorier, M. de Saint-Pierre.

M. LE PRÉSIDENT, se faisant l'interprète des sentiments du bureau entier, remercie l'assemblée du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle vient de lui accorder. Il promet de faire son possible pour les justifier.

La séance est levée à dix heures un quart du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Elie DE BIRAN.

Séance du jeudi 3 juillet 1902.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine de Béler, Fernand de Bellussière, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, Féaux, Marchadier, Eugène Roux, de Saint-Pierre et Villepelet.

Tout d'abord M. LE PRÉSIDENT prononce d'une voix émue les paroles suivantes :

« Mes chers collègues,

« Je n'ai pas à vous apprendre la perte que fait en ce moment la Société historique et archéologique du Périgord.

» M. de Roumejoux a succombé à la terrible maladie qui depuis deux mois le tenait éloigné de nos réunions.

» Des voix autorisées rendront à sa mémoire l'hommage qui lui est si légitimement dû.

» Nous ne pouvons cependant nous séparer, à cette heure,

sans reconnaître que M. de Roumejoux a occupé avec beaucoup de dignité le fauteuil de la présidence. Durant les neuf années qu'il est demeuré à notre tête, il ne s'est pas contenté de diriger nos travaux avec exactitude, il y a pris lui-même une part des plus actives. La collection de nos *Bulletins*, jusqu'à ces derniers jours, témoigne de son zèle artistique et archéologique, et vous savez avec quel soin, avec quel succès il organisait chaque année nos excursions. Fidèle gardien des traditions d'ordre, de labeur et de confraternel accord léguées par MM. Galy et Hardy, il laisse à son successeur notre chère Société dans un état prospère.

» J'adresse à sa famille l'expression de notre sympathie et de nos regrets, et je vous propose, mes chers collègues, de lever la séance en signe de deuil. »

L'assemblée accueille cette triste communication par les plus sympathiques regrets.

Comme le propose LE PRÉSIDENT, la séance est levée en signe de deuil et la Société s'ajourne au 10 juillet à l'heure accoutumée.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Séance du jeudi 10 juillet 1902.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine de Béler, Fernand de Bellussière, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Marchadier et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance du 3 juillet est lu et adopté.

De retour du Congrès de la Société française d'Archéologie, M. DE FAYOLLE ne veut pas ouvrir la séance sans dire un mot

d'adieu à son vieil ami M. de Roumejoux, qui est mort en son absence ; mais il est trop ému pour en parler longuement. Il est tout d'abord chargé par M^{me} de Roumejoux et M^{me} la comtesse de Fayolle de remercier la Société du souvenir qu'elle a bien voulu offrir en cette triste circonstance, M. Dujarric-Descombes de l'éloge qu'il a prononcé à la séance, M. Villepelet des paroles dites aux obsèques ; il se chargera lui-même de rédiger la notice nécrologique pour le *Bulletin*. Il nous rappelle en quelques mots que notre regretté président était un archéologue de la première heure, presque un élève de M. de Caumont, qui avait songé à lui pour le remplacer à la tête de la Société française d'Archéologie. Comme nous le savons, il s'occupait avec le plus grand intérêt de tous nos vieux monuments. Il n'avait que des amis parmi nous où son souvenir sera pieusement gardé.

M. le baron de Rivières, de la Société archéologique du Midi de la France, de Toulouse, a transmis à M. de Fayolle ses sympathiques condoléances à l'occasion de cette mort.

De son côté, M. Philippe de Bosrenon apprend avec peine la mort de notre cher président. « Par son urbanité, par son empressement à renseigner et à obliger ses confrères, par son savoir en archéologie et ses goûts artistiques, il a été dans bien des occasions un guide éclairé et bienveillant. Il rendait à notre Société de réels services, et en ses mains la présidence était aussi sympathique qu'utile. Aussi laissera-t-il des regrets durables. Ayant été honoré de son amitié et ayant profité de sa précieuse collaboration, je tiens à dire combien je m'associe sincèrement au deuil de la Société. »

L'assemblée exprime de nouveau ses regrets unanimes.

Notre bibliothèque a reçu pendant les mois de juin et de juillet les ouvrages suivants :

Deux fascicules du *Bulletin* de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, V et VI, 1902, in-8°, Anvers, imprimerie v^o de Backer ;

Journal des Savants, cahiers de mai et de juin 1902, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques

et scientifiques, année 1901, 3^e livraison, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1902 ; contenant p. cxiii un rapport de l'abbé Thédénat sur des fouilles faites à St-Martin-le-Mault (Haute-Vienne), en 1898, par M. Bourdery et depuis par M. Roger Drouault, qui ont mis au jour, au milieu de substructions romaines, un objet de bronze, une maison romaine avec hypocauste, une monnaie de Tetricus, des ferrements de porte, une figure de femme en pierre d'un modelé délicat, et trois squelettes, dont deux étaient couchés sous deux dalles juxtaposées ; le troisième, plié en deux, gisait en travers d'une porte ;

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1901, n^{os} 3 et 4, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1902 ; où p. 344 et 345, dans une liste des évêques d'Aire figurent un d'Aydie (1516-1521) et deux de Foix-Candale (1560-1594) ; — et p. 557, est relatée une question de M. Villepelet sur un état des dépenses du maréchal des logis de gendarmerie qui accompagna le pape Pie VII de Turin à Paris. « Cet état, découvert dans les papiers du trésorier-payeur au-delà des Alpes, Charles Briffault, lui semble contredire ce qu'on savait sur l'itinéraire du pape, qui fut conduit d'abord à Grenoble. Mais ne s'agirait-il pas, dit M. Aulard, du second voyage du pape, quand il fut conduit de Savone à Fontainebleau ? »

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des sciences économiques et sociales, année 1901, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur, 1902 ;

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des Départements, n^o du 1^{er} juin 1902, 4 pages in-8°, Paris, typographie Plon-Nourrit ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXIII, première et deuxième livraisons, janvier-avril 1902, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

Revue des Etudes grecques, tome XV, n^{os} 62-63, janvier-avril 1902, un fascicule in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Revue Epigraphique, 24^e année, n^o 104, janvier, février,

mars 1902, in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ;
Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Mellensia III, Remarques chronologiques et topographiques sur le cartulaire de Gorze, par Paul Marichal, brochure in-8°, Klincksieck, libraire, 1902 ;

Bulletin, tome XII, n° 172, deuxième trimestre de 1901, et *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XXVIII, une brochure et un volume in-8°, Orléans, Marcel Marron, libraire éditeur, 1902 ; où p. 424, dans les *Documents inédits sur les guerres de religion dans l'Orléanais*, recueillis par MM. Baguenault de Puchesse, Lucien Auvery et Bernard de Lacombe, se trouvent une biographie de Jean de Losse ; et p. 451, 454, 457 et 498, des lettres de lui, d'octobre 1562, à Charles IX, à Catherine de Médicis, au roi de Navarre, et une du 1^{er} février 1563 à M. de Gonnor ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire Inférieure, année 1901, tome XLII, in-8°, avec planches, Nantes ;

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1901, XXV^e volume, in-8°, Bourges, typographie Tardy-Pigelet, 1902 ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome IX, premier trimestre de 1902, janvier-février-mars, un fascicule in-8°, avec plan et héliogravure, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXII^e volume, 4^e livraison, 1^{er} juillet 1902, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint Médard, libraire ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LI, un volume broché in-8°, Limoges, imprimerie et librairie limousines, v^{re} Ducourtieux, 1902 ; où p. 209, 212, 213, 222, 232 et 242, dans une *Etude sur les cloches du diocèse de Limoges*, par M. l'abbé Lecler, se trouvent des indications sur les cloches des églises de Champniers, Bussière-Badil, Lussas, Saint-Estèphe, Savignac de Nontron et Saint Martial de Valette ;

Les tables générales des tomes I à XLIX dressées par Paul Ducourtieux, du *Bulletin de la Société archéologique et histori-*

que du Limousin, tome L, un volume broché in-8°, Limoges, imprimerie et librairie limousines, V^o Ducourtieux, 1901 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXIV, 1^{re} livraison, janvier-mars 1902, in-8°, Marcel Roche, imprimeur ; contenant la suite des *Etudes sur Bertrand de Born, sa vie et son siècle*, par M. Richard de Boysson ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e livraison 1902, avril-mai-juin, in-8°. Tulle, imprimerie Crauffon, où se publie, p. 159, la suite du mémoire de M. Bombal sur *La Haute Dordogne et ses gabarriers* ;

Annales du Midi, quatorzième année, n° 54, avril 1902, in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ; contenant p. 217 un compte-rendu critique par M. H. [Guy des Rimes de Pierre de Laval ;

Les établissements gallo-romains de la plaine de Martres-Tolosanes par M. Léon Joulin, membre de la Société archéologique du Midi de la France, un volume broché in-4°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale, librairie Klincksieck, 1900 ;

Revue des langues romanes, V^e série, tome V, juillet 1902, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone, libraire-éditeur ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 21^e année, 3^e série n° 2, deuxième trimestre 1902, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

De M. le docteur Couyba, un volume broché sur *La misère en Agenais de 1600 à 1629 et la grande famine de 1630-1631*, in-8°, Villeneuve-sur-Lot, imprimerie Renaud Leygues, 1902 ;

De M. Joseph Durieux, sa plaquette *Les lois sur la Légion d'honneur depuis 1900*, extrait de la *Revue politique et parlementaire* (mai 1902), in-8°, Paris, Armand Colin, éditeur ;

De M. Emile Rivière, deux plaquettes avec dessins, *Les dessins gravés de la grotte de la Mouthe (Dordogne)*, et *Deuxième note sur la lampe en grès de la grotte de la Mouthe (Dordogne)*, extraits des *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, 17 octobre et 21 novembre 1901, in-8° ;

De M. Charles Durand, son mémoire sur le *Profil géologi-*

que du chemin de fer de Carsac à Gourdon, avec une planche coloriée et des vues panoramiques, in-4° de 4 pages ;

De M. Dujarric-Descombes, le *Journal de la Dordogne*, du 26 juin 1902, contenant son article bibliographique sur la brochure précédente ;

De M. le chanoine Lavialle, sa brochure sur les *Reliques des saints* conservées dans la basilique de Saint-Front, in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard jeune, 1902 ;

Et de M. Gustave Hermann, sa plaquette *Lo Trufo*, petit poème en patois périgourdin, avec version littérale et notes, avec une vignette périgourdine, in-8°, Périgueux, imprimerie Joucla, 1902 ; — ses *Notes de géographie historique du Périgord, la prise de Thiviers en 1211*, extrait de notre *Bulletin*, — et trois numéros du journal *l'Avenir illustré*, du 15 mai 1902, contenant sa fable patoise *Lou rénart é lo treillo* ; du 12 juin, où sont publiés deux autres textes patois de *La confession* ; du 3 juillet, où il publie ses *Rimes païennes* dédiées à Sully-Prudhomme.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de juin et de juillet. Dans la première est une pièce signée de Louis XVI, datée de La Muette, le 29 octobre 1782, qui est un Etat « au vrai » (comparé à l'Etat du Roi), de la recette générale de Bordeaux en 1779 : élections de Bordeaux, Périgueux, Sarlat, Agen, Condom, Landes, etc. Dans la seconde sont indiquées : une très belle et intéressante lettre du tragédien Pierre Lafon, de la Comédie française, à Amar, de 1807, toute relative au Théâtre français ; — et trois lettres du prince Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, ambassadeur à Londres, à lord Granville, d'octobre 1832, relatives à la formation du ministère du 11 octobre 1832, où figurèrent Soult, Thiers, le duc de Broglie, Guizot.

M. DUJARRIC-DESCOMBES croit se rappeler que l'un de nos confrères avait contesté l'attribution au grand archevêque de Cambrai de la lettre publiée par M. Boisserie de Masmontet dans le recueil *le Vieux Papier* que nous avons indiquée dans

notre procès-verbal du 27 mai. Il nous dit qu'à part le style qui rappelle bien la manière de l'auteur du *Télémaque*, cette lettre contient des détails qui ne pourraient se rapporter à aucun autre personnage, notamment l'allusion finale à M^{me} de la Filolie. Une des sœurs consanguines de Fénélon, Angèle-Hippolyte de Salignac-Fénélon, était mariée avec Jean de Beaulieu, seigneur de la Filolie en Sarladais.

M. LE PRÉSIDENT, qui était, avec M. Lespinas, notre délégué au Congrès de la Société française d'Archéologie à Troyes, nous dit quelques mots des églises de Troyes où sont conservés avec soin de belles statues de la Renaissance sculptées par des artistes indigènes et un certain nombre d'objets mobiliers d'avant la Révolution. Il nous fournit également quelques détails sur les monuments plus anciens de la ville de Provins, sur ses églises romanes et à coupoles, ses fortifications et ses portes du xiii^e siècle, et notamment sur la porte Saint-Jean, qui lui a rappelé la porte des Tours, en bossages, de Domme.

Notre correspondant, M. MASSÉNAT, annonce l'envoi à M. de Roumejoux d'un sceau qui ne nous est pas arrivé et qu'il voulait faire déterminer. Ce sceau en fer est monté à pivot sur manche aussi en fer ajouré, tourné, gravé, qui lui-même devait, à l'aide d'un pas de vis, se joindre à une poignée.

M. MARCHADIER nous présente aussi trois cachets, l'un qui a été trouvé près de Lanouaille, qu'on ne pourrait déchiffrer et déterminer qu'avec le secours d'une loupe; l'autre qui a été acheté à la ferraille sur la place Francheville; et le troisième, un petit sceau d'argent, portant les armes des Rohan-Chabot, provient de Jean-Baptiste Gaultier sieur de la Guionie, juge sénéchal de la juridiction de Maroite, fermier et régisseur de la terre.

M. le capitaine DE BÉLER met également sous nos yeux la photographie d'un beaugaufrier, du xvr^e siècle, qui est depuis de longues années dans la maison de Losse, au château de Bayac. Il sert en quelque sorte de gaufrier banal : pour toutes

les fêtes, noces et frairies du voisinage, on vient l'emprunter au maire si obligeant de Bayac.

Notre confrère propose d'en publier l'image avec un texte qu'il y joindra. Sa proposition est acceptée.

En l'absence du conservateur du Musée, M. Charles DURAND a bien voulu se rendre à Sarlat pour reconnaître les sépultures mises à jour en élargissant et redressant la rue Fénélon. « Les travaux, peu importants d'ailleurs, mande-t-il au Secrétaire général, signalés par M. Carles, et qui avaient permis de faire la découverte dont il s'agit, étaient terminés. Je n'ai donc pu voir que les débris en provenant, mis de côté par les soins de M. le maire. Ces débris, bien que n'offrant pas un haut intérêt, doivent retenir l'attention. La découverte actuelle sera complétée, dans un intérêt purement archéologique, par une fouille nouvelle que M. Carles voudra bien faire exécuter, ainsi que nous en sommes convenus, dès que je pourrai disposer d'une journée vers la fin du mois courant. Aussitôt après, je pourrai vous remettre un petit rapport sur cette trouvaille. »

En attendant, l'assemblée remercie M. Charles Durand d'avoir bien voulu faire la course de Sarlat.

M. Philippe DE BOSREDON écrit un mot au Secrétaire général sur la question « sensationnelle » qui occupe en ce moment le monde savant : « Je veux parler, dit-il, des études photographiques faites récemment sur le saint Suaire de Turin et qui, suivant certains érudits, démontrent que ce suaire peut être celui du Christ. Vous voyez tout de suite que cette question présente un intérêt tout particulier pour notre Périgord à cause du saint Suaire de Cadouin. J'ai été curieux de savoir ce que disaient sur ce point le docteur Vignon, qui affirme l'authenticité du suaire de Turin, et le chanoine Ulysse Chevalier, qui précédemment a nié cette authenticité. Le premier se borne à dire que le saint Suaire de Cadouin ne portant pas d'empreinte, il échappe à la critique. Le second ne fait que mentionner, parmi les suaires conservés et vénérés dans certaines localités, celui de Cadouin, en énumérant

un assez grand nombre d'ouvrages donnant des renseignements sur ce dernier. Si de nouveaux écrits sont publiés dans lesquels il soit traité du suaire de Cadouin, je vous en préviendrai. Le docteur Vignon va même plus loin que je viens de l'indiquer. Son opinion peut se résumer ainsi : on ne peut pas établir que la figure empreinte sur le saint Suaire de Turin soit celle du Christ puisqu'on n'a pas de portrait du Christ ; mais la concordance des diverses empreintes avec les détails donnés par les Evangiles prouve que ces empreintes proviennent du corps d'un personnage qui a été mis à mort et enseveli dans des conditions *identiques* (crucifixion, etc.)»

M. Robert VILLEPELET nous communique la copie d'un article 1507 de la série B. de l'*Inventaire sommaire des Archives de la Charente-Inférieure* : c'est l'émancipation en 1746 devant la cour du Présidial de La Rochelle de deux frères de Ranconnet où est énumérée toute leur parenté :

Emancipation d'Antoine-Paul de Ranconnet, marquis d'Escoire, capitaine de cavalerie au régiment de La Rochefoucauld, et de Louis-René de Ranconnet, chevalier, marquis de la Mancelière, page du Roi de la grande écurie, frères, de l'avis de Gillette-Jacquette de Royer, veuve de feu seigneur, comte de Noyan, leur mère ; Jacques-Joseph du Cheyron du Pavillon, leur parent au deuxième degré du côté paternel, Charles Chapt de Rastignac, chevalier, seigneur marquis de Laxion, comte de Lambertie, leur parent au 2^e degré, du même côté, Louis-Jacques de Chapt de Rastignac, conseiller du Roi en tous ses conseils, commandeur des ordres de Sa Majesté, cardinal, abbé de la Sainte-Trinité de Vendôme, archevêque de Tours, parent au 3^e degré du même côté, Jacques-Gabriel de Chapt, chevalier, seigneur marquis de Rastignac, etc., parent au même degré du même côté, Louis-René de Sainte-Hermine, prêtre du diocèse d'Angoulême, conseiller du Roi en tous ses conseils, etc., parent au même degré, du même côté, Louis-Georges comte de Clermont, maréchal des camps et armées du Roi, premier gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans, parent du même côté, Blaise-Marie Daydie, chevalier de Malte, brigadier des armées du Roi, parent du 4^e au 5^e degré, François-Alexandre, comte de Polignac, mestre de camp de cavalerie, etc., François d'Abzac, chevalier, seigneur marquis de Mayac, etc.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL indique ensuite les documents

qu'il a achetés dans le courant de cette année pour le dépôt des Archives départementales :

Du libraire Monteil, de Bordeaux, deux petites chartes provenant de l'abbé Audierne, dont l'une contient le rôle dressé par Léonard Grégoire, notaire royal, des fermes du bailliage de Lalinde, de la fête de Saint-Jean-Baptiste 1472 à celle de 1473; — et l'autre est un mandement du roi Louis XIII, de décembre 1636, pour asseoir, imposer et départir la somme nécessaire à la nourriture et à l'entretien d'une compagnie de cheveu-légiers;

Et de M. Martial, peintre à Périgueux, 37 pièces sur parchemin et 70 pièces sur papier, des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, qui sont des titres de propriété et de procédure, concernant des familles de Brantôme et des environs, les familles Duchassaing des Biards, Duchassaing de Tarratin, Barriasson de Ramafort, de Pindray des Rosiers, de la Forêt, de Lagut de Lège, de Champagnac de Lège (quittance notariée de 1708 pour fourniture de perruques), Thomasson, Camut, Cadiot de la Faix (testament de 1672.)

Dans le nombre sont quelques pièces ayant un intérêt moins personnel, notamment des rentes et reconnaissances relatives à l'abbaye de Brantôme; — des répliques du seigneur de Bourdeille aux mémoires fournis par le syndic de la ville de Brantôme, dans un procès concernant les droits de péage, plaçage, minage, tribut sur le sel, droit de bancs, étaux, mesures et autres leydes, qui se lèvent sur les denrées et marchandises apportées aux foires et marchés de la ville, 1539; — une interdiction par l'évêque de Périgueux, en 1689, de la chapelle en ruine de St-Jean de la Trappe, située dans les paroisses de St-Laurent de Gogabaud et de Condat; — la vente de la terre de Nanthiat en 1607, pour 12,000 écus par Claire Joubert, femme de Joubert de Nanthiat, à Charles Reynaud, sieur de Maumont; — une taxe des dépenses faites pour le rasement du château de Sauvebœuf, 1633; — et une enquête sur la misère dans les paroisses de Montferrand, St-Avit-Rivière, St-Romain, Lolme, Ste-Croix, Rampieux, Clottes, Labouquerie, après l'épidémie de 1634.

Ces documents viennent enrichir nos archives historiques.

De son côté, notre confrère, M. GENDRAUD, nous en signale un conservé au bureau d'enregistrement de Verteillac, qui lui paraît intéressant. C'est un état du revenu temporel, des charges et autres dépenses ordinaires, du nombre des religieuses, fourni au juge royal de la ville de Périgueux par le couvent de Fontaines, conformément aux prescriptions des lettres patentes du roi, du 18 novembre 1789, sur un décret de l'Assemblée nationale du 13 dudit mois, affichées, lues et publiées au bourg de Fontaines, le 17 janvier 1790.

Cet état, signé par la sœur de Lageard, prieure, et la sœur de Jofrenie, dépositaire, en date du 19 février 1790, contient la déclaration suivante :

« Comme aussi nous affirmons que nous n'avons aucunes »
» connaissances qu'il ait été fait directement ou indirecte- »
» ment, aucunes soustractions de titres, papiers et mobilier »
» de notre dit prieuré et couvent depuis les guerres qui dévas- »
» tèrent au xv^e siècle la province du Périgord dans lesquelles »
» guerres notre couvent fut incendié, et tous les papiers brûlés »
» par les Anglais, que pour tâcher de recouvrer nos droits, »
» nos devancières furent obligées d'obtenir des lettres royaux »
» du Parlement de Bordeaux, en date du 15 janvier 1476, pour »
» en faire enquette; lesquelles lettres royaux furent adressées »
» à M. Jean de Leymarie, bachelier en droit canon et civil, »
» praticien en cour de M. le sénéchal de Périgord, et M. l'offi- »
» cial dudit lieu, et sieur Olivet Malet, aussi bachelier en droit »
» et praticien... et juge et adjoint; laquelle enquette fut com- »
» mencée par les dits sieurs commissaires le 8 août 1477 et »
» close en 1478, nous fîmes vidimer cette enquette le 6 du »
» mois d'août 1778 par Eydely et Roy, notaires royaux, la »
» regardant comme l'unique et principale pièce de notre tré- »
» sor et nous offrons de la représenter lorsque nous en serons »
» requis. »

Cette pièce est en effet intéressante, ajoute LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, par les références qu'elle contient : il ne connaît sur le prieuré de Fontaines, de l'ordre de Fontevrault, que le petit cartulaire conservé aux Archives de Maine-et-Loire, à côté de celui de Cubas.

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous annonce que les travaux du Musée avancent et il espère qu'il pourra être ouvert au public vers la fin de l'année. On pourrait alors l'inaugurer par une petite solennité en même temps qu'on inaugurerait le buste du regretté baron de Verneilh dont il ne reste à faire que le piédestal et qui serait alors mis à sa place définitive.

A ce propos, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL signale un charmant portrait qu'a fait de lui M. Aurélien de Sèze en recevant son successeur, M. Durègne, à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux. Il en lit quelques passages qui sont fort goûtés par l'assemblée.

L'assemblée exprime le désir qu'il soit procédé prochainement à l'élection d'un président définitif pour ne pas laisser tout le travail à faire au Secrétaire général.

M. LE PRÉSIDENT met alors deux dates en avant pour fixer le jour de l'élection, le 7 août et le 2 octobre. La seconde est préférée par l'assemblée.

En conséquence, notre réunion mensuelle du 2 octobre prochain sera changée en une assemblée générale pour procéder à l'élection d'un président. Tous nos membres titulaires et associés sont invités à y assister en aussi grand nombre que possible.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

DOMME.

ORIGINE DE LA VILLE. — PRIVILÈGES ACCORDÉS AUX HABITANTS. —
DOMME PRISE CINQ FOIS PAR LES ANGLAIS. — DOMME PRISE PAR
LES HUGUENOTS.

1. Ordonnance du roi de Navarre pour assurer la solde de la garnison.
2. Requête des habitants de La Roque-Gageac à Geoffroy de Vivans.
3. Brouillon de la convention à intervenir entre de Vivans et les habitants de La Roque.

4. Copie de l'accord définitif.
5. Lettre du roi de Navarre.
- 6 et 7. Deux procès-verbaux des séances tenues par les consuls, le gouverneur et autres officiers.
8. Marchés passés avec divers pour l'approvisionnement de la ville.
9. Rôles des compagnies venues au secours de la ville avec les noms des officiers qui les commandaient.
10. Détail des frais faits tant pour le siège de la ville que pour la prise du château.
11. Etat de la dépense, frais, fournitures et avances faits par Geoffroy de Vivans ou les siens, pour la conservation de la ville.
12. Etat des frais et dépenses faits depuis le dernier jour de septembre 1590, jusqu'au 1^{er} mai 1591.
13. Supplique de Geoffroy de Vivans au roi de Navarre, pour obtenir le remboursement des frais par lui payés.
14. Réponse du roi.
- 15 et 16. Deux lettres écrites à de Vivans par le chancelier Philippe Huraut, chevalier, comte de Cheverny.
17. Ordonnance du roi de Navarre concernant le remboursement de Geoffroy de Vivans.
18. Lettre de François de Bourbon à Geoffroy de Vivans.
19. Mémoires et instructions présentés au roi, au nom de Geoffroy de Vivans, pour lui demander l'autorisation de se démettre de son gouvernement de Domme.
20. Articles convenus entre M. d'Aubeterre et Geoffroy de Vivans pour le gouvernement de Domme.
- 21 à 27. Sept lettres de M. d'Aubeterre à Geoffroy de Vivans, écrites durant les négociations nécessitées par la cession du gouvernement de Domme.
28. Le roi de Navarre soigné par Guillaume Loiseau, chirurgien de Bergerac.
29. Lettre de M. de Thémines.
30. Lettre écrite par le maréchal de Matignon, six jours après la cession de la place de Domme, à M de Thémines.
31. Protestation de Geoffroy de Vivans au sujet de son remboursement.
32. Mort de Geoffroy. Lettre du roi Henri IV à son fils Jean de Vivans.
33. Lettre de jussion en faveur de Jean de Vivans.
34. Supplique de Jean de Vivans aux président et trésoriers généraux de France.



Phototypie Berthaud, Paris

PORTE DES TOURS, A DOMME

Of
Museum

LA VILLE DE DOMME ASSIÉGÉE PAR LE CAPITAINE HUGUENOT
GEOFFROY DE VIVANS.

Documents inédits de 1588 à 1595.

Hardiment perchée sur un rocher à pic dominant la rivière de Dordogne, la ville de Domme, toujours ceinte de ses fortifications, mérite une visite de tous ceux qui s'intéressent aux choses du passé et aussi des touristes qui cherchent des sites pittoresques peu connus, rappelant quelque épisode de l'histoire de France.

Durant l'occupation de notre province par les Anglais ou pendant les périodes des guerres religieuses qui la désolèrent, le rôle de Domme fut des plus actifs, car sa possession était le but de tous les chefs de parti.

Tour à tour, suivant le sort des armes, anglaise ou française, catholique ou protestante, elle subit les assauts les plus furieux et vit sur ou sous ses remparts les combats les plus acharnés et les plus meurtriers.

I. Origine de Domme.

En parcourant les rues de cette bastide, la première question qui se pose est celle-ci : A quelle époque remonte cette ville ? Un moine de l'abbaye de Vaux-Cernay (1) dans sa *Chronique de la guerre contre les Albigeois*, nous apprend que Simon de Montfort vint de Casseneuil à Domme pour chasser de cette forteresse les ennemis de la foi qui exerçaient toutes sortes de ravages dans la contrée :

Ayant mis son armée en marche, dit-il, le comte vint à l'un de ces lieux fortifiés qui servaient d'asile aux Albigeois appelé Dome et il trouva ce fort vide et sans défenseurs. Cette forteresse était belle et très forte, assise sur le bord du fleuve de la Dordogne, dans un lieu

(1) Ancienne abbaye de l'ordre de Cîteaux, dans l'île de France (Hurepoix), entre Chevreuse et Rambouillet, avait été fondée en 1128. Son cartulaire a été publié, aux frais du duc de Luynes, par MM. Merlet et Moutié, 1857-58.

très agréable. Simon renversa les murs de cette forteresse et la ruina complètement.

Cette expédition contre les Albigeois réfugiés en Périgord eut lieu en 1214. Domme existait donc déjà au commencement du XIII^e siècle. On peut même faire remonter l'origine de Domme un peu plus haut. Voici pourquoi :

Le même chroniqueur raconte qu'après avoir détruit la forteresse de Domme, Simon de Montfort s'avança vers trois autres châteaux forts, ceux de Montfort, de Baynac, de Castelnau, situés dans le voisinage, au-dessus des rochers qui dominent les deux rives de la Dordogne ; il voulait en renverser les tours et s'en emparer. Le succès couronna ses efforts. Il conquiert tous ces châteaux dans lesquels, dit-il, était établi depuis plus de cent ans « le siège de Satan. » Le premier fort de Domme, comme les forts semblables, remontaient donc au moins au début du XI^e siècle.

Mais une forteresse n'est pas une ville. La ville de Domme doit sa formation à un acte de volonté royale. Vers la fin du XII^e siècle, Philippe III, dit le Hardi, choisit Domme comme point stratégique d'une grande importance, comme place de guerre capable de résister aux invasions des Anglais, alors maîtres de la Guyenne. Pour réaliser son dessein, il fit acheter en son nom une terre très considérable sur le plateau de Domme. L'acte de vente fut passé le 7 mars 1281, vendredi après le premier dimanche du Carême (1). Par la volonté du roi, un nouveau château-fort fut construit sur la plate-forme qui domine les rochers escarpés de Domme et des murailles entourèrent le terrain acheté autour de la forteresse. Pour attirer des habitants dans cette enceinte, le roi résolut d'accorder des privilèges considérables à ceux de ses sujets qui y viendraient fixer leur demeure.

Ainsi, Domme devint une citadelle, une bastide comme Montpazier, Beaumont, Montagnier, Sainte-Aulaye, destinée à protéger les Français contre les Anglais.

(1) L'acte dit le vendredi après le dimanche où la messe commence par ces mots : *Invocabit me*.

II. Privilèges accordés aux habitants de Domme.

Nous connaissons les privilèges accordés aux habitants de Domme, non par la charte de Philippe le Hardi qui est perdue, mais par deux chartes de Philippe VI, dit le Valois, qui datent de 1348. Ces privilèges sont détaillés dans le texte même des lettres royales (1). Citons en quelques-uns en abrégé :

I. La ville pouvait avoir son consulat, composé de six consuls, qui devaient être élus le jour de Saint-Michel.

II. Les consuls remplissaient les fonctions de juges dans les causes civiles.

III. Pour les causes criminelles, les consuls devaient s'adjoindre au bailli royal qui résidait dans la ville.

IV. Quand il s'agissait des causes civiles, les habitants devaient payer aux consuls et au bailli une redevance de vingt deniers.

V. Chaque habitant pouvait avoir son four et son moulin dans la ville.

VI. Les consuls, les bourgeois et les membres de la jurade étaient exempts de l'impôt prélevé pour le maintien de la paix générale ; cet impôt était appelé *commune pacis*, ou dans la langue de l'époque *hi commu*.

La ville reçut aussi plus tard, comme récompense de sa grande fidélité au roi, la faveur de battre monnaie. On désigne encore dans la ville l'endroit où se trouvait la fabrique. On y fit même de la fausse monnaie, comme le prouve une ordonnance de Charles VI au sénéchal de Saintonge.

En voici quelques passages :

Charles... au sénéchal de Xaintonge... nostre procureur en ladite seneschaucée, nous a fait exposer qu'il est venu à sa cognoissance que aulcunes gens des dites parties, afin de decevoir nostre menu peuple, ont porté ou fait apporter du pays de Dome grans quantité de faulses monnoyes contrefaites aux nostres, très mauvaises et de très mauvais aloy... pourquoi nous vous mandons, etc., etc.

(1) Elles sont citées dans l'*Histoire de Domme* de M. Lascoux.

Donné à Paris le 13^e jour d'octobre de l'an de grace 1388 et 9^e de nostre règne. (Collection des *Ordonnances des rois de France*, t. 7, p. 767).

Grâce à ces privilèges, la ville de Domme devint considérable. Quelques historiens ont affirmé qu'elle renfermait 4,000 habitants dans ses murs. D'autres pensent qu'elle a pu en avoir de deux à trois mille ; sa population actuelle est de 15 à 1,600 habitants.

Outre le château royal, bâti à une extrémité de la ville, d'autres châteaux-forts furent construits à diverses époques sur le bord des remparts ; il y en avait un à Domme-Vieille, sur le penchant de la montagne qui domine actuellement la petite ville de Cénac.

III. Domme prise cinq fois par les Anglais.

Les Anglais s'emparèrent de Domme à cinq reprises différentes ; quatre fois dans le cours du xiv^e siècle, 1^o de 1347 à 1350 ; 2^o de 1356 à 1369 ; 3^o en 1383 ; 4^o en 1393. Ces deux dernières occupations furent de très courte durée. Ainsi, pendant le xiv^e siècle les Anglais furent maîtres de Domme pendant l'espace de dix-huit ans. Quelquefois la trahison en ouvrit les portes aux ennemis de la France. A la fin de la seconde occupation anglaise, en 1350, sept traîtres qui avaient livré la ville furent gardés prisonniers quinze jours dans le château de Domme, et enfin pendus sur le lieu témoin de leur crime. En général, cependant, les habitants de Domme se montrèrent fidèles au roi de France.

En récompense de leur fidélité, en 1370, le duc d'Anjou rendit en faveur des habitants de Domme l'ordonnance qui suit :

Loys, fils de roy de France, frère de monsieur le roy, et son lieutenant es partie de Langue d'Oc, duc d'Anjou et de Tourraine, et comte du Maine, à nostre bien amé Estienne de Montméjan, trésorier des guerres de Monsieur et de Nous esdites parties, salut et dilection, savoir nous faisons que en rémunération des grands pertes et d'obmaiges que nos bien amés les consuls, bourgeois et habitants du Mont-de-Dome ont euz et soufferts par les ennemis de monsieur et

de Nous, pour ce qu'ils sont venus à l'obéissance de Monsieur et de Nous, yceulx de l'auctorité royale dont nous usons, et de grâce spécial, avons donné et donnons par ces présentes la somme de cinq cens francs d'or à prendre et avoir ceste fois sur vostre recepte. Si vous mandons.... Donné à Caours le XXVIII^e d'aoust, l'an de grâce MCCC soyssante et dix (manuscrit de la Bibliothèque nationale.)

Lorsque les Anglais occupèrent Domme pour la cinquième et dernière fois, en 1421, ce fut Bertrand d'Abzac, seigneur de Montastruc, gouverneur de Domme pour le roi de France, qui leur livra la ville. Dix-sept ans plus tard, en 1438, Domme leur fut arrachée par un brave gentilhomme Jean de Carbonnières, sieur de Jayac, dont le nom est encore dignement porté par les descendants de cette famille, dans laquelle l'un de nos confrères, M. du Rieu de Maynadié, a contracté, il y a quelques années, une heureuse alliance (1).

Les habitants de la citadelle, souvent trahis ou vaincus, montrèrent un courage admirable pour chasser l'ennemi. Lorsque, en 1336, le traité de Brétigny livra le Périgord aux Anglais, ce ne fut que par l'ordre formel du roi de France que les consuls de Domme consentirent à se soumettre aux vainqueurs. Ils furent toujours prompts à se révolter contre une domination qui leur paraissait odieuse et insupportable.

(1) Jean de Carbonnières III^e du nom, damoiseau du château de ce nom, fils de Jean II^e du nom et de noble Jeanne de Salignac, dame de Pelvézy, épousa en 1444 noble damoiselle Catherine de Guerre, fille et unique héritière de haut et puissant Bernard de Guerre, chevalier, seigneur de Jayac et d'Archignac en Périgord, et de noble Hélène d'Aubepeyre. Jean III^e du nom devint par ce mariage seigneur de Jayac et Archignac, fut gouverneur de Dome pour le roi et de Larche pour le duc de Penthievre ; lequel, par une lettre datée de Ségur le 19 janvier 1447, lui recommanda sa place de Larche, lui reprocha vivement d'avoir mis en liberté, sans l'en avoir prévenu, Archambaud d'Abzac, et lui envoya le prévôt de Perpezac et M^r Jean Duchaisne, son procureur de Montignac, pour aviser à tout ce qu'il conviendra de faire pour la conservation de la dite place. (Note prise dans La Chesnaye.) Cette lettre très étendue est signée Jehan, et adressée à *nostre très cher et grand ami le sir de Gear, capitaine de Dome*. Elle est transcrite en entier dans la généalogie de la famille de Carbonnières que prépare notre confrère M. J. du Rieu de Maynadié.

IV. Domme prise par les Huguenots.

La forte assiette de cette ville, la difficulté de ses approches, ses multiples et solides fortifications rendaient cette place précieuse pour le parti qui l'avait en son pouvoir. Domme possédait une garnison catholique assez nombreuse, faisant bonne garde, commandée par un vaillant soldat, le gouverneur La Vergniolle, dont la vigilance semblait devoir déconcerter toutes les tentatives des Huguenots.

Pourtant, un enfant du pays, un hardi et brave capitaine du roi de Navarre, connaissant toutes les issues de cette place forte, tous ses moyens de défense, tenta à diverses reprises de la surprendre ; ce capitaine était Geoffroy de Vivans, né à quelques kilomètres de Domme, au château de Castelnau.

Sa première tentative fut faite le 18 octobre 1572 ; elle fut repoussée comme celle qu'il tenta quelques jours plus tard, le 4 février 1573. Le 3 juin de la même année, il essaya de surprendre la ville au moyen de fausses clefs qui lui avaient été remises par un soldat de la garnison ; mais la vigilance du gouverneur empêcha encore une fois la surprise de la ville, et le traître, nommé Perch, fut pendu haut et court par ordre de M. La Vergniolle.

Tous ces insuccès ne découragèrent pas de Vivans qui, tenace, avait juré de s'emparer de cette forteresse ; secondé par quelques soldats d'élite, il résolut de tenter une nouvelle attaque par l'endroit le plus inaccessible, c'est-à-dire par la Barre, rocher à pic qui se trouve entre la ville et la Dordogne et qu'on avait laissé sans défense et sans garde, son escalade étant considérée comme impossible.

Nous empruntons le récit de cette téméraire et folle entreprise aux mémoires de Geoffroy de Vivans, publiés en 1887 par feu M. Magen.

Le 25 octobre 1588, deux heures avant jour, le S^r de Vivans par une 4^{me} entreprise prit Domme par escalade qu'il dressa au lieu le plus fort et plus inaccessible du côté de la rivière, dessous un rocher et caverne appelée la *Crozo tencho*, qui est à demi rocher et néanmoins dans la ville, où la ronde ne descendoit point, passant au dessus du rocher. L'eschelle estoit de neuf pièces, toutes lesquelles montées faisoient

soixante-deux pieds de hauteur, encores se trouva elle courte et fallu grimper par les branches des arbres plus de huit pieds. Le dit Sr de Vivant avoit reconnu et fait reconnoistre diverses fois cest endroit, et parce qu'il avoit esprouvé que les villes ennemis le sachant à leur voisinage veilloient doublement, après avoir disposé toutes choses à son dessein, il s'esloigna à Caumont 15 lieues loin. Et ayant assemblé ses troupes il s'avança avec 100 hommes en tout sur l'exécution, en telle diligence qu'il arriva en un jour à une lieue de Dome si secrettement que, la nuit, ayant, par dizaines, abordé la montagne et le pied du rocher, fit monter le capp^{te} Bordes le premier et Bramarigues, le 4^{me}, qui commandoit la première dizaine, puis les autres, si secrettement et dextrement qu'ayant fait monter le Sr de Pécharnaud (1) avec 27 maîtres et une trompette, sans estre descouverts, coulèrent dans la dite caverne, d'où ils donnèrent droict au corps de garde de la place, qu'ils taillèrent en pièce, et ayant fait sonner la trompette et mis en fuite tous les habitants sans grand combat ouvrirent la porte des Tours au dit Sr de Vivant et au reste de ses gens, où il entra avec ses troupes, etc.

Les pièces inédites qui vont suivre, éclaireront d'un jour nouveau l'occupation de la ville de Domme par les Réformés ; mais avant de les publier, qu'il nous soit permis de dire à nos lecteurs, que, pour écrire la notice qui précède, nous nous sommes servi des écrits de plusieurs historiens (2) qui, avant nous, s'étaient occupés de l'histoire de cette ville ; nos emprunts forcés n'ont été faits que pour servir de cadre aux

(1) M. de Pécharnaud, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, appartenant à la famille de la Ravière qui possédait la seigneurie de la Treyne, en Périgord, et dont le nom s'est transmis de nos jours jusqu'à M^{me} de Wismes, héritière de la terre de Pécharnaud. Henri IV parle de lui plusieurs fois dans sa correspondance, où il l'appelle Peucharnaud. « Bien feray-je en sorte, lui écrit-il, le 9 mai 1607, si vous venez icy, que vous receviez contentement en vos affaires et vous feray-je cognoistre que je n'ay perdu la mémoire de vos services. » Pécharnaud s'était entremis avec La Force dans la violente querelle qu'eurent à Agen Montespan et d'Ornano et qui faillit se dénouer dans un duel à issue tragique ; ils réussirent à empêcher la rencontre sur les instantes prières du roi, et à sa grande satisfaction. (Mémoires de G. de Vivans.)

(2) Lascoux (Jean-Baptiste), *Documents historiques sur la ville de Domme*, Paris, imp. Everat, 1838 ; Vicomte de Gérard du Barry, les *Chroniques de Jean Tarde*, Paris, Oudin, Picard, 1887 ; de Roumejoux, président de la Société historique et archéologique du Périgord, etc.

nombreux et précieux documents que nous donnons ci-dessous, provenant tous des archives de la maison de La Verrie de Vivans.

Domme est au pouvoir des Huguenots ; pour assurer la solde de sa garnison, le roi de Navarre signe l'ordonnance qui suit :

Le roy de Navarre, premier prince du sang et premier pair de France.

A nostre cher et bien amé maistre Adrian Auzerce, recepveur des deniers extraordinaires de la guerre, imposés sur les marchandises passant le long de la rivière de Garonne, par nous commis et estably en la ville de Caumont, sallut.

Nous vous mandons et ordonnons que des deniers de vostre charge et commission, vous payés, baillés et délivrés comptant aux cappitaines, lieutenants, enseignes et soldats de quatre compagnies de gens de pied, à raison de soixante hommes par chascunes d'icelles, que nous avons ordonnés tenir garnison en la ville de Dommes, la somme à laquelle se montera leur solde et payement d'ung moys entier, à compter du premier jour qu'ilz entrarent en ladicte garnison, attendant que nous ayons pourveu à l'entretènement d'icelles, sur les deniers royaux et ecclésiastiques du pays circonvoisin, et ce, à la mesme raison que les aultres cappitaines, lieutenants, enseignes et soldats estant en garnison en noz aultres places circonvoisines et l'estat qui en a esté cy devant fait ; et rapportant par vous le présent mandement avecq le rolle desdictz gens de guerre et leur quittance sur ce suffisante, la somme qui leur aura esté par vous payée et délivrée sera passée et allouée en la despence de vos comptes par les auditeurs d'iceulx, lesquels nous prions ainsin le faire sans difficultés, nonobstant quelle ne soyet aultrement expécifiée ne déclarée.

Donné à la Rochelle, le XXIV^e jour de novembre, mil cinq cens quatre vingtz huit.

Signé : « HENRI et plus bas BERZIAN, veu par DU PLESSIS. »

Vidimé et collationné le présent vidimus à son propre original par nos notaires soubz signés, ce requérant Monsieur de Vivans, sans y avoir rien obmis ne adjouster, qui a retiré le tout.

A Caumont, le XII^e mars, mil cinq cens quatre-vingt-dix.

DE SAVIGNAC, TAMISSÉ (1).

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 25^e p^o 6.

Les habitants de La Roque-Gageac (1) désireux de vivre, en bonne intelligence avec Geoffroy de Vivans, lui adressèrent la curieuse requête qu'on va lire :

Requête faicte par les habitans de la paroisse de la Rocquede Guajac à Monsieur de Vivant, commandant en la ville et place de Domme, pour demeurer et vivre en paix, amytié et bonne grâce, avec ledit sieur de Vivant et aultres estant soubz ses commandemens, et esquels il aura pouvoir et aulthorité :

Supplions très humblement ledit sieur qu'il luy plaise, de sa grâce, tenir et entretenir envers lesdits habitans la promesse faicte par vous estant, dernièrement, dans l'esglise de la Rocque.

Premièrement de nous garder et conserver et avoir lesdits habitans vos bonnes grâces et amytié, les faire vivre en paix sans estre troublés aulcunement en leurs personnes et biens, tant le petit que le grand, qu'ils ne seront subger à estre prins prisonniers, eulx ny leurs bestialz, o la charge de vous obéy et recognoistre comme nostre supérieur et promestre vous payer la contribussion, tele qu'il vous pléra, imposée sur ladite paroisse, toutesfoys ce seroient le plus petit que sere se pourra ; aussy permettre que le passage seroit libre dans le bourg ; aussy que ceulx dudit bourg ne luy fairoient point la guerre. En marge on lit écrit de la main de de Vivant : *Le Seigneur de Vivant offre d'entretenir le contenu au présent article en l'observant de la part des requérans, suyvant ce qu'il a requis d'eulx.*

Il vous plaira, Monsieur, de vos graces, uzer envers lesdits habitans de faire comme de vos subgés et serviteurs qui désirent tous promestre vous obéyr en tout ce qu'il vous pléra leur commander, estant de leur pouvoir et puyssance, payer vostre contribution et aultres charges imposées sur lesdits habitans, de vostre autorité, suyvant leur pouvoir et puyssance ; il vous pléra nous descharger de ladite contribution, ayant esgard aux tailhes ordinaires du roy, pourceque la parroisse est fort petite et fort pauvre, car ceulx de Sarlat y jouissent de la plus grand part. En marge : *Il offre les tenir au mesme rang que les siens propres ; et pour les contributions elles sont imposées de l'autorité du roy de Navarre et Monsieur de Turenne et par Monsieur de Saint-Geniez, surintendant des finances, ayant esgard aux tailles et autres charges, les plus douces*

(1) Commune dont le nom est formé de la réunion de deux villages, La Roque et Gageac. M. Gabriel de Tarde, notre érudit et distingué confrère, a écrit la très intéressante histoire de cette petite ville.

toutesfoys que ledit sieur de Vivant a peu et qui sont aussi bien légères.

Que les habitans souffriront librement passer et repasser pour leur bourg, port et passage ledit seigneur de Vivant, ses gens de guerre de ladite ville de Doume et aultres quy viendront, de quelque religion qui soyent, tant d'un party que d'autre, sans leur meffaire en aucune sorte ; aussy ne prendre point en mauvèze part de garder et loger les troupes d'ung party n'y d'autre, sy avons moyen se faire. En marge :

Le sieur de Vivant ayant le passage libre audit la Roque, pour le danger qui pourroit y estre et y dresser des embuscades et la ruïne dudit lieu, mais entend que les siens y soient receuz comme amys, mais en payant.

Que doneront des vivres à ceulx quy passeront dans ledit bourg, estant de la guarnison de vostre ville, à juste et raisonnable pris, et faire avec eulx comme amys, aliés et considérés. En marge : *Cet article demeure accordé.*

Que porteront du poisson et aultres vivres vendre en vostre ville s'il y a quelcung qui en aye à vendre, et les faire payer à bon et raisonnable pris. En marge : *De mesme accordé.*

Il vous pléra, Monsieur, de vos grâces que lesdits habitans, tant de ladite paroisse que juridiction d'icelle, demeurent en vostre bonne amitié et grâce et qu'ilz ayent moyen vivre en paix en leur maison, les maintenir et conserver, tant leurs personnes et biens qu'ilz puissent aller et venir librement, faire tout commerce de trafic de marchandise en vostre dicte ville de Doume et aultres lieulx circonveysins, sans qu'ilz leur soiet donné aulcung trouble ny empeschement, faire valloir et jouyr de leurs biens et vivre en paix comme arqys serviteurs avec vous et vos gens, tant de vostre ville, chasteau, que chasteau de la Brouhe (1) et de tous aultres lieux. Il vous pléra aussy de nous délivrer ung prisonnier quy est de... qui ne faict nullement la guerre. En marge : *De mesme accordé avec promesse de les y maintenir tant en leurs personnes que biens, familles, liberté de commerce et trafic, avec telle assurance et sauvegarde qu'ilz désireront ; pour le prisonnier il ne luy sera faict aucun tort, ains remis à la justice.*

Il vous pléra aussy qu'il soit de vostre bon plaisir faire cesser ce que font à la Brouhe tous ceulx de la guarnison, font une infinité de

(1) Labro, hameau, commune de La Roque-Gageac. Ancien repaire noble en ruines, sur un tertre qui domine la Dordogne.

dommages aux dictz habitans, les menassent de les tuer et prendre tous ceux qu'ils trouveront, qui est la cause que n'y a personne qui auzé aller audict villaige lever vostre contribution, et nous soulager de garde, tant ceux de la Brouhe que d'autres et mettre accord à tout, et en récompense demeureront obligés à jamais à vous faire très humble service. En marge : *Ledit Sr empeschera que de ceulx de la Brouhe soit faict ny donner aucun dommage au bourg ny habitans dudit la Roque ny d'autres de ce party.*

Aussitôt cette requête reçue, il fut fait un brouillon de la convention à intervenir entre de Vivans et les habitants de La Roque-Gageac ; en voici la copie :

Monsieur de Vivant, pour estre résolu comme il doit vivre avec les habitans de la Roque de Gaïac, soubz le gouvernement de ceste ville de Doume.

Demande en premier lieu que lesdictz habitans soient obéyssans aux mandemens qui leur seront faictz de l'autorité du roy de Navarre, de Monsieur de Turenne, son lieutenant-général en Guienne, ou dudit seigneur de Vivant, commandant en ceste ville et place de Doume et du gouverneur y établi on son absence, tant pour les contributions et fortifications de ceste ville et place, que autres charges qui, pour icelle leur seront imposées, lesquelles néanmoins ledict sieur de Vivant taschera en toutes sortes de modérer avec toute la douceur dont il se pourra advizer.

Que lesdictz habitans souffriront librement loger, passer et repasser par leur bourg, port et passage, ledit sieur de Vivant, ses gens de guerre de ladicte ville de Doume et autres qui y viendront à son adveu, sans leur meffaire en aucune sorte, ains leur donneront toute faveur et assistance de ce qui sera en leur puyssance, en payant toutesfoys ce qu'ils fourniront, à juste et raisonnable prys.

Qu'ils chasseront de leur dict bourg tous ceulx qui voudroient fère la guerre ou entreprendre quelque chose contre ledict sieur de Vivant et ses gens, ladicte ville et chasteau de Doume, ainsy que le chasteau de la Brouhe et ses dépendances, ou bien les mettront entre les mains dudit sieur de Vivant ou dudit gouverneur en son absence, et à desfauld de ce faire, respondront de celluy ou ceulx qui se trouveront en faulte.

Qu'ils seront tenus porter en ceste ville de Doume des poyssons et autres vivres ou denrées qu'ilz voudront vendre, qui leur seront achetez à juste et raisonnable prys, avant les pouvoir porter en autres villes circonvoysines.

En quoy faisant et soubz les susdictes conditions, ledict sieur de Vivant leur promet les maintenir et conserver. Qu'ils pourront aller et venir librement, fère tout commerce et trafic de marchandises en ceste ville de Doume et lieux circonvoysins, sans leur estre donné aucun trouble ne empeschement, ains tenuz comme amys, aliez et considérés, leur promettant et jurant, sur sa foy et honneur, d'entretenir et fère entretenir tout ce que dessus, despuys le plus petit jusqu'au plus grand, et le fère observer à tous ceulx sur lesquels il aura pouvoir et autorité (1).

Enfin le 5 mars 1589, de Vivans et les habitants de La Roque-Gageac, arrêtent en ces termes l'accord définitif survenu entre eux :

Cappitulation et accord par Monsieur de Vivant, seigneur de Doissac, Castelvieu, la Beuze et autres lieux, conseiller au Conseil privé du roy de Navarre, son chambelant ordinaire, maistre de camp de sa cavalerie légère, commandant généralement pour ledict seigneur roy de Navarre, soubz l'autorité de Monsieur de Turaine ez villes de Doume, Caumont (2), Monhurt (3) et autres places, faite et accordée ladicte cappitulation avec les habitans du bourg, paroisse et jurisdiction de la Rocque de Guajac.

Premièrement est accordé que lesdictz habitans ne seront troublés ny empeschés en leur religion catholique, ny vœxés en leurs personnes et biens ; ilz jouyront paisiblement, en payant la contribution et fortification de ceste dicte ville et place de Doume, que pour icelle leur seront imposées, suyvant leur pouvoir et puissance, lesquelz néanmoingt ledict sieur de Vivant laschera, en toutes sortes, de modérer, comme a promis, avecque toute la douceur dont il se pourra advizer.

Que lesdictz habitans souffriront librement passer et repasser par leur bourg, port et passage d'eau ledict seigneur de Vivant, ses gens de guerre de ladicte ville de Doume, sans leur meffaire en aulcune sorte, leur donner des vivres en payant à juste et raisonnable pris.

Qu'ilz ne fairont la guère de leur dict bourg ni entreprendront quelque chose contre ledict seigneur de Vivant et ses gens de guère, ny

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 25^e n° 2.

(2) Caumont-sur-Garonne, commune du canton du Mas-d'Agenais, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne).

(3) Monheurt, commune du canton de Damazan, arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne).

contre ladicte ville et chasteau de Doume, ny contre le chasteau de la Brouhe.

Que lesdictz habitans ne recevront ny souffriront entrer, longer ny séjourner dans leur bourg, aucuns gens de guère du contrère party, ny passer par leur port et passage dudict lieu, ains les empescheront de tout leur pouvoir; toutesfoys sy quelques ungs de leurs amys dudict contrère party se présentent pour passer seulement par ledict bourg, ilz les y pourront recevoir et laisser passer, entrer et sortir, jusques au nombre de vingt et sans y arrester, afin d'empescher que dans icelluy bourg ne se fasse aucune enbeuscade ny desplaisir contre ceulx de ceste ville de Doume ou chasteau de la Brouhe.

Seront tenus lesdictz habitans, pourter en ceste ville de Doume du poisson et aultres vivres qu'ilz voudront vendre, que leur seront achaptés à juste et raisonnable prix.

Que lesdictz habitans souffriront librement passer et repasser toutes gens de la religion par leur dict bourg, port et passage; toutesfoys sy quelques ungs n'estant point de ladicte guarнизон de Doume vouloient loger audict bourg et paroisse, lesdictz habitans les en pourront garder s'ilz ont le moyen de ce faire.

En quoi faisant et soubz lesdictes conditions, ledict S^r de Vivant promet ausdictz habitans de ladite paroisse et jurisdiction de la Rocque les maintenir et conserver en toute assuredé et sauvegarde, tant leurs personnes que leurs biens, envers et contre ceulx de ceste guarнизон de Doume que dudict chasteau de la Brouhe et autres de son parti.

Qu'ilz pourront venir en ceste dicte ville et s'en retourner librement, faire tout commerce et trafficque de marchandize en icelle ville et marchés dicelle et autres lieux circonvoysins, sans leur estre donné aulcung trouble ny empeschement, et seront tenuz comme amys, alliés et considérés, depuis le plus petit jusques au plus grand.

Et pour l'observation et entretennement de tout ce que dessus, en sera faict deux coppies, signées dudict seigneur de Vivant et de tous ceux de ladicte parroisse et bourg de la Rocque qui se scauront signer.

Faict et arresté à Doume, le cinquiesme de mars, mil cinq cens quatre vingtz et neuf. » (1)

Heureux des succès qu'il avait obtenus, Henri IV écrivit la

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23 n° 3.

lettre qu'on va lire à Geoffroy de Vivans, son fidèle et vaillant compagnon d'armes :

Monsieur de Vivans,

J'envoie le Guarnier, l'ung de mes serviteurs, que vous cognoissés, en Guyenne ; et luy ay recommandé de vous voir, pour vous faire entendre de mes nouvelles l'heureux succez qu'il plaist à Dieu de donner à mes affaires. J'espère qu'il continuera ceste mesme bénédiction envers moy tant que j'en verray la ruine de mes ennemys. Cro-yés-le de ce qu'il vous dira de ma part, et vous disposés pour me venir trouver ce printemps, comme je fais estat que tous mes anciens subjects et serviteurs feront. Vous serés le très bien venu ; à tant je prie Dieu vous avoir, Monsieur de Vivans, en sa sainte garde.

Au Mans, ce vii décembre 1589.

« HENRY » (1).

Pour assurer la garde de la ville de Domme, et pourvoir à la nourriture et à l'entretien de la garnison, les officiers se réunissent et convoquent les consuls de cette ville. Ecoutons les procès-verbaux de ces assemblées :

Aujourd'huy vingt-huitiesme d'aoust mil V^e quatre vings dix, à Domme, estant huict heures du mattin, au loughis de noble François de Fumel, sieur baron de Monsépur, gouverneur pour le roy en ladicte ville, assemblés en conseil les seigneurs de Thémînes (2), les capitaines de Rignac (3), de Murat (4), d'Alles ; de la Clausade, de Fraytet, Jacques la Rocque, Antoine de Gordon, François Mireul, Jehan du Rutier, consulz, et Jehan Lacombe, scindic, et aultres sieurs cappitaines, gens de guerre ou juratz de ladicte ville. Le suedict seigneur de Monsépur, gouverneur, a repräsenté avoyr heu advertissement qu'il y a des traitres en la présent ville et entre autre ung

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 86.

(2) Pons de Lauzière marquis de Thémînes, fils de Jean de Lauzière et d'Anne de Puymisson, gouverneur du Quercy et chevalier des ordres du roi en 1597. Le bâton de maréchal de France lui fut octroyé en 1616 comme prix de sa participation à l'arrestation du prince de Condé. Il mourut en 1627.

(3) Pierre de Vassal, écuyer, seigneur de Rignac, fils aîné de Gilbert de Vassal et de Louise de Peyronenc ; il était gouverneur de Montfort en Sarladais.

(4) Murat était gouverneur de Turenne.

nommé Manière (1) qui a intelligence avec l'ennemy, et qu'il a envoyé homme de la présent ville au chasteau leur donner advertissement, à quey il est requis de pourvoyer, et que de toutes partz il arrive grand nombre de gens de guerre, tant de pied que de cheval pour le secours d'icelle, et que la pauvreté des habitans est sy grande qu'il n'y a nullement vivres pour les nourrir s'il ny est promptement porveu, comme ont illec rapporté en la présent assemblée Anthoine de Gordon (2) et Bernard Borderie, depputés à faire la vizite des vivres qui sont en la présent ville, et qu'il est à craindre que à faulte de vivres la plasse ne se perde. Estant de nécessité adviser de recouvrer des vivres des lieux plus proches et circonvoysins qu'il s'en pourra trouver, et atandu la povreté desditz habitans est requis de donner argent aux souldatz qui sont desia en nombre de cinq cens dix, oultre la guernizon ordinayre, et fault trouver expédiant et trouver argent à emprompter, pour subvenyr à ce dessus. A quoy, d'ung commung accord, a esté arresté qu'il est expédiant de se saisir de la personne audiet Manières et de celluy qu'il a envoyé audiet chasteau, pour, par leur bouche ou aultrement entendre la vérité de la trahizon ; pour le surplus, attendu que Monsieur de Vivans a commandement de la garde de ceste ville et qu'il est homme de moyens pour en faire les avanses, toutz d'ung commung accord ont esté d'avis que, en son absance (3) ledict sieur de Montségur doibt advertyr Madame de Vivans (4) et la prier de fornyr les vivres et argent nécessaires à la conversation de ceste place, à la charge que le roy sera supplyé de luy en donner remboursement.

Délibéré audiet Domme, les an et jour susdictz.

TRIGOU, *greffier*.

(1) Fut pendu le 6 septembre sur la place de Domme ; de Tarde le nomme François Manir.

(2) Antoine de Gourdon, fils de Flottard de Gourdon et de Marguerite de Cardaillac, vicomte de Gourdon et de Gaiffier, seigneur de Senevières, ou Cènevières, baron de Puy-Lagarde, chevalier de l'ordre du roi, conseiller d'Etat et capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances. Il fut marié, sans avoir d'enfants, avec 1^e Paule de Coste, 2^e Marguerite du Maine, 3^e Isabeau de Montbartier. Sa terre de Senevières fut érigée en marquisat en 1612. (*Faits d'armes de G. de Vivans*).

(3) De Vivans était allé rejoindre M. de Turenne avec ses troupes.

(4) Jeanne de Cladech de Péchaud.

Séance du 29 août 1590.

Aujourd'hui vingt-neufiesme du moys d'aoust, an mil Venonante, à Domme et lousis de Madamoyselle de Chastelain, dans lequel est lougé le seigneur de Thémines, assemblés en conseil, ledict seigneur, les cappitaines Rignac, Murat, la Clauzade, Fraytet, Alles, cappitaine dudict Domme, Jacques Rocque, Anthoine de Gardon, Francoys Mireul, Jehan du Rutier, consulz; Jehan Lacombe, scindic et aultres cappitaines et juratz de ladiete ville, a esté représenté par Monsieur de Monséjour, gouverneur pour le roy en la présant ville, comme suyvant la deslibération faicte le vingt-cinquesme du present moys, il a adverty Madame de Vivans des nécessités que l'ons a en la présant ville, laquelle a envoyé, pour y supplir, deulx mil escus à syre Jehan du Rutier, avec procuration expresse d'elle pour emprompter ce que sera requis, et quelle mande n'avoir de bledz ny aultres vivres; toutesfoys, quelle mettra dilligences d'en recouvrer et les faire conduyre en la présant ville, le plus dilligemment quelle pourra; et detant qu'il appert de la pauvreté des habitans, il seroiet requis distribuer dudict argent aux souldatz qui vivront de leurs deniers; et que s'il plésoiet au susdict sieur cappitaine Rignac et M^e Eymar Delz Champz, fermier de monseigneur de Turenne de la plasse de Montfort, vouloir prester certaine quantité de bledz, que on luy en feroiet bailher obligation par ledict du Rutier, en vertu de sa procuration de ladiete damoyselle de Vivans; a esté arrêté, d'ung commung accord, qu'il sera bailhé de ladiete somme envoyée par ladiete damme, à chascung souldart, deulx escus pour quinze jours et pour eulx nourrir sur lesdictz deniers; et après que ledict sieur de Rignac a offert librement prester ce qu'il aura en sa puissance, a esté arrêté que ledict du Rutier s'en obligera en vertu de sa procuration audict de Rignac, de ce qu'il bailhera comme d'aultres choses nécessayres à la conservation de la présant ville.

Délibéré audict Domme les an et jour susdictz.

TRICOU, greffier.

Et la mesmes, par ledict sendic, a esté représenté estre requys commettre des personnes suflizans pour veoyr faire les payemens et frays nécessayres pour, sur le tout, dresser estat; sur laquelle proposition a esté arrêté que ledict Lacombe et syre Jehan Tailhefer, assisteront à faire les payemens des souldatz et aultres frays nécessayres

avec le susdict du Rutier que a devers soy la somme envoyée par ladicte damme de Vivans.

Deslibéré audiet Domme les an et jour susdictz.

TRICOU, *greffier*. (1)

Du 1^{er} au 6 septembre 1590, neuf marchés furent passés pour l'achat des vivres nécessaires au ravitaillement de la ville ; tous sont garantis par de Rutier, procureur de M^{re} de Vivans (2).

Voici la copie d'un de ces marchés :

Faict à Doume en Périgort, le premier du moys de septembre an mil cinq cens quatre vingtz et dix, estant midy, regnant Henry par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, par devant moy notaire royal et présans les tesmoingts soubs nommés, a esté constitué en sa personne sire Jehan du Rutier, consul dudiet Doume, lequel au nom et comme procureur de dame Jehane de Cladech, femme de messire Geoffroy de Vivant et en vertu de sa procuration reçue par M^e Thomas Bouyer, notaire royal, du xxviii^e d'aoust mil cinq cens quatre vingt et dix, a confessé devoir à noble Pierre de Rignac, gouverneur de Monfort et à sire Aymart des Champs, d'illec lediet des Champs absent et lediet de Rignac présent, et tant pour luy que pour lediet des Champs, stipulant et acceptant, la somme de sept cens soixante dix escus, faisant trois livres pièce, pour vante et vraye délivrance de cent soixante charges de bled ou farine (3), que lediet sieur de Rignac a faict porter en la présent ville et dellivré le tout audiet de Rutier, et icelle dicté somme de sept cens soixante dix escus, lediet de Rutier, audiet nom et comme procureur susdict, a promys payer de jour en jour et à la volonté dudiet sieur de Rignac et des Champs, sur peyne des despens, domaiges et intérêtz, et pour ce faire a obligé les biens dudiet sieur de Vivant et de ladicte dame sa femme, et a renontié voulu estre compellé et juré, et de quoy, et présans, Anthoyme Delbos et Jehan Couze dit Poupes, habitans audiet Doume, tesmoins, lequel dict c'est icy signé et non les tesmoingt ne sachant escrire et moy.

RUTIER, débiteur susdict.

DE ROFFIGNAC.

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n^o 16.

(2) Ces neuf pièces figurent aux archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n^o 17.

(3) La charge valait huit pognères ; le tout représentait 920 sacs ordinaires.

Dans la liasse 23 des archives de la maison de La Verrie de Vivans, figurent 17 rôles de compagnies, donnant les noms et surnoms des officiers, sous-officiers et soldats qui les composent ; dans quelques-uns le pays d'origine de chaque soldat est indiqué. Ces rôles sont généralement écrits sur des feuilles doubles mesurant $37^{\circ} \times 13^{\circ} \frac{1}{2}$; tous sont signés par les capitaines qui commandaient les compagnies, et contre-signés par un syndic de la ville de Domme ; quelques-uns portent la signature d'un contrôleur nommé de Roffignac. Ces différents rôles nous permettent de rétablir la solde de chaque unité.

Le capitaine touchait, pour cinq jours de solde, 10 livres ; les lieutenants et enseignes un peu moins ; le sergent 3 livres et le soldat 45 sols.

Voici maintenant par compagnie les noms des officiers qui les commandaient :

Troupes envoyées par M. de Thémynes, gouverneur du Quercy : compagnie conduite par le capitaine Courrau, le lieutenant Raymond d'Urval, écuyer, et Antoine Piquant, enseigne ; elle se composait de 143 hommes, il lui fut donné 286 écus pour 15 jours de solde. La compagnie du capitaine Picquemie, Brandely Cleyrac, lieutenant, et Isaac du Per, enseigne ; elle compte 147 hommes, arrive à Domme le 29 août et touche pour sa solde de 15 jours 294 écus.

La compagnie commandée par M. de Rignac, gouverneur de Montfort, a pour lieutenant Jean de Bourgade et pour enseigne Antoine de Rignac ; elle est composée de 110 hommes, arrive à Domme le 29 août ; on lui compte pour sa solde de 15 jours 220 écus.

La compagnie du capitaine Murat, gouverneur de Turenne, compte 110 hommes, elle a pour lieutenant noble Pierre des Tas et pour enseigne Jean Delpy, arrive à Domme le 29 août et reçoit 220 écus pour sa solde de 15 jours.

La compagnie du capitaine Lescure a pour lieutenant Jean Del Batut, son enseigne est Antoine de Poux ; elle se compose de 65 hommes, y compris les deux sergents et de quatre caporaux ; la revue en fut faite par Jehan Lacombe, syndic, et Jehan Tailhefer, commis à voir faire les revues. Le capitaine reçoit 67 écus pour le paiement de sa troupe durant huit jours.

La compagnie du capitaine Duffau a Jehan Agrefeilhe pour lieutenant et Antoine Duffau pour enseigne ; elle se compose de 64 hom-

mes, arrive à Domme le 23 septembre et reçoit pour sa solde de huit jours, 67 écus.

Celle qui était commandée par le capitaine Raymond Lavour, a pour lieutenant Pierre Lalonde et Raymond Lavour pour enseigne ; elle arrive à Domme le 23 septembre et touche 67 écus pour huit jours de solde.

La compagnie du capitaine Fraytet se compose de 43 hommes qui pour huit jours de solde touchent chacun un écu. C'est cette compagnie qui était chargée de la garde de la porte des Tours ainsi que le prouve la pièce qu'on valire figurant sur le rôle de cette compagnie.

Roolle du nom et surnom des soldatz commis par M. de Monséгур à la garde de la porte des Tours, de la présent ville de Doume.

Et premièrement :

M. Pipaut capitaine.	V. l.
Jean Verdure de Monséгур.	III. id.
Arnaud Solie de id.	III. id.
Anthoine Lacroix dudit lieu.	III. id.
Jehan Marem de Castelnau.	III. id.
Mathieu Vistorte de Moncla.	III. id.

Le vendredy sixiesme jour d'apvril mil V^e quatre vingts onze, les sus nommés ont receu chascun quatre livres par les mains de M^e Estienne Daujau, commis à faire le payement des gens de guerre de la dite garnizon, pour leur gaige, salaire et appointement de dix jours, commencés le cinquiesme du présent moys d'apvril et quy finiront le dimanche seiziesme jour dudit moys d'apvril, jour et feste de Pasques. En foy de quoy, nous sousignés, avons signé le présent certificat.

A Doume, les an et jour susdits.

MONSÉGUR.

Le rôle de la compagnie du capitaine Piquet n'indique ni le nom du lieutenant, ni celui de l'enseigne.

Voici maintenant le détail des frais faits tant pour le siège de la ville de Domme que pour la prise du château et la conservation du tout sous l'obéissance du roi. L'original sur lequel nous avons copié ces dépenses, est un cahier dont les feuilles mesurent 0.25^e de largeur $\times$ 0.361/2 de hauteur. La marque qui figure dans la pâte du papier est une fleur de lys de 0.021/2 de hauteur.

18 janvier 1589.

C'est l'estat daulcuns fraix par monsieur de Vivans faitz à la prinse de ceste ville de Doume et despuys icelle, avec les certificats des capitaines et aultres qui les ont veu faire.

Premièrement feust achapté et recouvert par lediet sieur de Vivans, bientost après ladicte prinse que feust le 25 d'octobre dernier passé, des lieux de Saint-Sibra (1), Beynac (2), de Bodefou (3), des Milandes (4), et de Feyrac (5), la quantité de six quintalz de pouldre d'arquebuz, pour le prix de vingt cinq escutz le quintal, montant huict vingt escutz.

Plus en plomb et mesche à la deffance du chasteau et siège de Monsieur le maréchal de Biron (6), oultre ce que feust trouvé dans ladicte ville, et encore despuys pour deux quintals de plomb faict pourter de Limeul (7), et a esté mis au magazin, pour le prix de quarante escutz, ensemble un quintal de souffre, acheté à Saint-Sibra, pour dix escutz.

Fust emprompté du cappitaine Guy, six quintaulx de pouldre à quatre vingtz livres pour quintal, et quatre vingts douze charges, six cartons de farine, mizes dans le maguazin et quy luy sont encore

(1) Saint-Cyprien, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat. Ville close de murs.

(2) Beynac-et-Cazenac, commune du canton de Sarlat; bourg des plus pittoresques sur le bord de la Dordogne, dominé par un magnifique et ancien château admirablement conservé. Le seigneur de Beynac était l'un des quatre barons du Périgord.

(3) Badefol, commune du canton de Cadouin; on y voit encore les ruines d'un ancien château.

(4) Les Milandes de Castelnau, commune de Castelnau, canton de Domme. Le château qui subsiste encore en majeure partie, fut bâti en 1489 par François de Caumont, seigneur de Castelnau et des Milandes, et Claude de Cardaillac, sa femme. Sur le bandeau de la fenêtre à gauche de la porte d'entrée, on lit l'inscription suivante, gravée en creux, remplie de plomb: « *Lan MCCCCIIIIXX et IX fyren comensades les Milandes de Castelnau.* »

L'église collégiale existe encore en son entier, malgré de nombreuses et graves dégradations. Il y a peu d'années encore, les statues tombales du fondateur et de sa femme se voyaient dans la collégiale. Ces précieux monuments, si rares dans notre pays, ont disparu. (*Chroniques de Jean Tarde*).

(5) Commune près du château de Castelnau. Le château aujourd'hui restauré sert d'habitation à M. de La Tombelle, compositeur de grand talent.

(6) Le maréchal de Biron avait essayé, aidé par M. d'Aubeterre, sénéchal du Périgord, de reprendre Domme à de Vivans, mais celui-ci déjoua leur tentative, et le 10 novembre, Biron désespérant de s'en emparer se retira. (Voir les *Chroniques de Tarde*.)

(7) Il y a un hameau du nom de Limeuil dans la commune de Domme, mais ce plomb n'en provenait pas; il avait été pris à Limeuil, commune du canton de Sainte-Alvère, au confluent de la Dordogne et de la Vézère.

deuz et à Balmes, à raison de troys escutz deux tiers la charge, tant froment que seyggle, comprins la conduicte et les faire mouldre, monte tout cinq cens escus, cinq sols.

De Madame de Caumont feust emprompté trente sacs farines, et de sieur de Fayrac (1) auttant à mesme pris, monte cent dix escutz.

Pour faire accommoder les canons de Turenne, a esté despendu vingt escutz. En marge de cet article se trouve l'annotation suivante : « *Et d'auttant que ledict canon n'est sourty de Turenne, mondict sieur de Turenne n'estime ceste partie estre comprinse aux présans fraix.* »

A esté envoyé quatre messagers vers le roi de Navarre à La Rochelle, dont l'ung estoit à cheval, et employé pour ce trante cinq escutz.

Dotant que le désordre feust tel lors du siège et combat, qu'on ne pouvoyt faire cuyre du pain, et qu'il falloit arrester les soldatz aux barriquades sans en bouger, feust achapté pour quarante escutz de pain qu'on pourtoit de Montfort (2).

A la capitulation qui feust faicte sur la reddition du chasteau (3), fallut donner un prisonnier à ceulx de dedans qui estoient aux sieurs de Pelhgrys de Soulmignac et de la Clausade, qui leur avoyt promis sept cens escutz, et leur en a esté despuys remboursé quatre cens cinquante escutz.

Pour traiter les blessés, maistres Francoys Lourfaure et Nycolas, chirurgien et appoticaire de Lymeuil, pour leurs médiqumens ou vacations, en ont receu dudict sieur de Vivant, deux cens vingt escutz.

Plus en absence de mondict sieur de Vivant, estant à Caumont, a esté emprompté de monsieur de Monségu (4) et mosieur de Feyrac, pour bailher aux compagnies, neuf vingts escus.

Despuys a fourny ledict sieur de Vivant, en deux diverses foyz,

(1) Lorsque de Vivans se fut emparé du château de Domme, il y mit une garnison commandée par Jean de Blanchier ou Blancher, écuyer, seigneur de Feyrac, Boutz, Rocheflorentes, le Mas-les-Archignac, dont le fils Pierre avait épousé par contrat du 7 mai 1588, Simonne de Vivans, fille de Geoffroy.

(2) Bourg, de la commune de Vitrac, con et arrondt de Sarlat.

(3) Après la retraite du maréchal de Biron, le capitaine Solvigniac (Solminiac) se voyant abandonné, capitule, « sorst du château vie et bagues sauves, est conduit avec toute seurte avec les siens à Sarlat. »

(4) Montségur (M. de) Francois de Fumel, baron de Montségur, chevalier de l'ordre du roi, avait épousé le 27 juillet 1587, noble Suzanne de Vivans, sixième enfant de Geoffroy de Vivans et de Jeanne de Cladech.

pour payer les compagnyes estant en garde dans ceste ville, mille escutz.

A bailhé à ceulx qui ont aydé à l'entreprise par une seule foys, cent dix escutz, outre aultre despence sur ce faicte.

Aux massons et trasseurs qui lavoinct ung puy et aux charpentiers qui ont travaillé au chasteau ou à la ville jusques la fin de décembre, a bailhé cent escutz.

Et outre ce, feust envoyé à Figeac (1) et à Saint-Cerré (2), devant Monsieur le vicomte de Gourdon, pour avoir du secours, et encore pour le conduyre, à quoy a esté employé douze escutz.

Monte tout ce dessus deux mille neuf centz quatre vingt deux escutz et cinq sols.

Nous soubzsignés, certiffions le contenu aux susdictz articles estre véritable et le tout avoir estéourny ou employé comme dessus, pour avoir esté présens nous avoir esté remonstré.

Faict à Doume, le dix-huitiesme janvier 1589, pour ladicte somme de deux mille neuf centz quatre vingt deux escutz, cinq soubz.

VIVANT.

DE LANTEUL.

EYMIER, consul,

MANIÈRES, consul,

J. ROQUE.

DE ROFFIGNAC.

LAGARDE, consul,

MAURIAI, consul.

Oultre ce dessus feust prins et employé, pour la desfense susdicte, quatre quintaulx de poudre, trouvée dans le logis du cappitaine Roques, qu'il requiers luy estre payé, et il supplie Monsieur de Turenne la luy faire payer, montant cent escutz.

Vidimé et collationé a esté le susdict vidimus à son original, par nous notaires soubz signés, à la requeste de Monsieur de Vivant, sans rien y trouver estre besoing ne diminuer, et le tout est demeuré entre les mains des susdicts.

A Caumont le xii^e du moys de mars, mil cinq cens quatre vingt dix.

TAMISÉ.

DE SAVIGNAC.

A la suite et sur le même cahier vient le compte qui suit :

Estat de la despance, fraix, fournitures et avances faictes par M. de Vivant ou les siens en son absance, pour le secours et conservation

(1) Chef lieu d'arrondissement du département du Lot.

(2) Saint-Céré, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Figeac (Lot).

de la ville de Domme, pendant que les seigneurs de Monpezac (1), Monluc (2), Pompadour (3), Clermont (4), Camburat (5) et aultres rebelles au roy, ont esté avec leur armée devant icelle; desquels fraix ledit sieur de Vivant supplie très humblement sa Majesté luy en ordonner remboursement, à ce qu'il puisse s'acquiter envers ceulx ausquelz, pour raison de ce, lui et les siens sont obligés.

Premièrement, le vingt-troisiesme d'aoust dernier, ayant lesdits rebelles, par intelligence, surprins partie dudit chasteau, estant encores dans une tour d'icelluy nommée la Brune, le cappitaine Costes. affin de s'opposer à leurs dessains, il fut despêché par ordonnance du Sr baron de Monséguir, son gendre, qu'il a laissé par vostre commandement (sire), dans ladicle ville de Domme, pour y commander en son absance, mesmes pendant que ledit sieur de Vivant seroit comme il est de présent près vostre Majesté, divers messagers, tant à cheval

(1) Henri Desprez, baron de Montpezat, fils de Melchior Desprez, seigneur de Montpezat, et de Henrietto de Savoie, frère puiné d'Emmanuel-Philibert, marquis de Villars. Leur mère ayant épousé en secondes noces le duc de Mayenne, ils devinrent, par le fait, les beaux-fils du roi de la Ligue. Lui-même en fut le chef en Périgord à la mort du vicomte d'Aubeterre. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(2) Blaise de Monluc, fils de François d'Estillac de Mondenard, né vers 1501, colonel de l'infanterie française en 1558, lieutenant du roi en Guyenne en 1562, maréchal de France en 1574. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(3) Louis, baron de Laurière, puis vicomte de Pompadour et baron de Treignac, chevalier de l'ordre du roi, et lieutenant du roi au Haut et Bas Languedoc, servit sous Charles IX et Henri III. Les Huguenots le nommaient *l'Epée dorée de la Cour*. Il testa le 16 septembre 1567 et mourut en 1591. Il avait épousé le 1er juillet 1570, Peyronne de La Guiche, fille de Gabriel, seigneur de La Guiche, et d'Anne Soreau. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(4) Clermont de Lodève, Guy 2^{me} du nom, seigneur de Castelnau et de Clermont-Lodève, fils unique de Gui 1^{er} du nom et de Louise de Bretagne-Avaucour, fut sénéchal de Quercy en 1588, d'après le rédacteur des *Faits d'armes*. Il avait épousé Marguerite Aldonce de Bernui, dame de Seyssac et de Venez, fille de Jean de Bernui, seigneur de Palûcat, et de Marguerite de Carmaing de Foix, vicomtesse de Lautrec. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(5) Peut-être fils du capitaine de Massant, dit Camburat, qui trahit l'évêque de Cahors en 1562, livra à Duras Mercuès qu'il commandait, se fit huguenot et enrichit son château de la Grézette des débris du pillage de Mercuès (*Chroniques de Tardé*).

que à pied, devers monseigneur le mareschal de Matignon (1), Messieurs le comte de La Voute, gouverneur de Lymosin, de La Force, gouverneur de Périgort, de Thémines, gouverneur de Quercy, Saint-Chamaran, gouverneur d'Agenois, de Rastignac, gouverneur d'Auvergne, de Térède, gouverneur de Montauban, de Fontanailhes, gouverneur d'Armagnac, de Cabrères, de Murat, gouverneur de la vicomté de Turenne, de Saint-Légié, que plusieurs autres seigneurs, gentilhommes, et cappitaines, serviteurs de sa Majesté, pour lesquels voyages a esté employé, six vingtz dix escus.

Le mesme jour survindrent au secours de ladicte ville et tour dudit chasteau, le sieur de Rignac, gouverneur en la comté de Monfort pour Monsieur le viconte de Thurenne, ensamble le cappitaine Guy, avec cent soldatz qui furent logés dans ladite ville, aux despans des habitans, jusques au xxix dudit mois que leur fust baillé argent, à cause de l'indigence des pouvres habitans de la dite ville qui n'avoient de quoy vivre pour eulx. (La somme donnée n'est pas indiquée; voir les rôles des compagnies qui précèdent).

Le xxv dudit mois arrivarent dans ladite ville ledit sieur de Murat, gouverneur de la vicomté de Thurenne avec dix hommes de cheval armés et quatre vingtz arquebuziers, qui furent pareillement logés dans ladite ville aux despans des habitans, jusques au xxix^e dudit mois que lesdits gens de pied receurent de l'argent et les gens d'armes des vivres du magasin.

Le xxvii^e arriva M. de Thémines, sénéchal et gouverneur de

(1) Jacques Goyon, sire de Matignon, seigneur de Roche-Goyon, comte de Thorigny, prince de Mortagne, sire de l'Esparre (Lesparre), fut élevé auprès du dauphin, depuis Henri II; il l'accompagna en Lorraine et se signala à la défense de Metz en 1552, à Hesdin et à Saint-Quentin; il fut lieutenant-général en Basse Normandie pendant les guerres civiles contre les Huguenots; le roi Charles IX le créa comte de Thorigny par lettres patentes de 1565; on l'appelait aussi le comte de Matignon; chevalier de l'Ordre du roi en 1566, capitaine de cinquante hommes d'armes; lieutenant-général des pays et duché de Normandie en l'absence du duc de Bouillon; se trouva à la prise des villes de Blois, de Tours et de Poitiers, aux batailles de Jarnac et de Moncontour; maréchal de France le 14 juillet 1579, dont il avait le brevet depuis 1575; connu sous le nom de maréchal de Matignon; eut le collier des Ordres du roi le 31 décembre 1579, lieutenant-général de Guienne en 1583, battit le roi de Navarre à Nérac, le 30 avril 1588, conserva la ville de Bordeaux contre les efforts de la Ligue; il remplit la charge de connétable au sacre de Henri IV en 1594, et mourut le 27 juillet 1597 en son château de Lesparre, âgé de 71 ans. (*Catalogue historique des Généraux français*).

Quercy, avec cinquante gendarmes et six-vingtz arquebuziers qui furent logés aulx despans desdictz habitans, jusques audit jour vingt-neufiesme, que lesdits gens de pied receurent argent et les gens de cheval heurent des vivres du magazin.

Se voyant lesdits rebelles descheux de leur première attente à cause de la résistance de ladite tour Brune, et d'ailleurs que l'entreprinze qu'ilz avoyent sur la ville fust découverte et les traistres exécutés à mort, ils se délibérèrent d'emporter par force, et ville et chasteau, et, à cest effect, s'assamblèrent devant icelle et y mirent lo siège ; tous les chefs desdits rebelles, scavoir : les seigneurs de Montpezat, Monluc, Pompadour, Camburat, Clermont, de Vertilhac, Saint-Projet (1), La Chapelle Biron, Giverzac (2), Pieferrat, Tayac (3), et tout tant qu'il y a de leur cabalhe en Guienne, firent conduyre des villes de Cahors, Agen et Périgueux quatre piesses de canon pour faire batterie, quoy voyant ledit baron de Monségur, par l'advis desdits S^{rs} de Thémynes, de Murat, de Rignac et aultres, despècha de rechef devers lesdits S^{rs} mareschal de Maignon, de La Voute, le S^r conte de Rochefocaut (4), de Saint-Chamaran, de La Force, de Rastignac (5), de Térède, de Fonteralhes et aultres pour les advertir de ce dessus,

(1) Antoine de Toucheboeuf, fils de Jean de Toucheboeuf, 2^{me} du nom, Sr de Concorès, et de Louise de Salignac, dame de Verteillac et de Saint-Projet ; ou bien Guyon, son frère puiné ?

(2) Marc de Cugnac, chevalier seigneur de Giverzac, fils puiné de Jacques de Cugnac, seigneur de Giverzac, et d'Antoinette de Hautefort. A l'encontre de la tradition paternelle, il embrassa le parti de la Ligue et s'associa aux agissements du duc de Biron, son parent ; fut comme lui, condamné à mort, mais reçut de Henri IV des lettres d'abolition. La date de sa mort n'est pas connue, mais elle est antérieure au 18 mars 1622. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans*).

(3) Jean-Guy de Beynac, dit le capitaine Tayac, frère de Jean de Beynac, chevalier, seigneur de La Roque des Péagers, Tayac, Meyrals, chevalier de l'ordre du roi. Impliqué dans la conspiration du duc de Bouillon, il fut condamné à perdre la tête. Deux lettres d'Henri IV à Rosny (fin avril 1604) nous le montrent très-repentant de ses accointances factieuses et sollicitant sa grâce, qu'il obtint. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans*).

(4) François IV, comte de La Rochefoucauld, prince de Marcillac. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans*).

(5) Jean Chapt, seigneur de Rastignac, baron de Luzech en 1604, mort en 1620. Il était capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, conseiller d'Etat, maréchal de camp. (*Chroniques de Tarde*).

et à cest effect, despècha des hommes de cheval et de pied, et bailhe pour lesditz voyages, six vingtz escus.

Aulquelz advis Monsieur de La Force s'en vint dans ladicte ville avec une bonne troupe, tant de cheval que de pied, et après avoir conféré avec lesdictz Srs de Thémines, de Monségur, de Murat et autres qui estoyent dedans de ce qu'ilz avoyent à faire, fut résolu à cause de la pauvreté de ladicte ville, et que les gens de guerre qu'ilz avoyent n'auroyent moyen d'y vivre, que ledict Sr de La Force se logeroit à Castelnaud (1) et ez environs avec ses troupes et que ledict Sr de Thémines avec les siens et encore cent arquebuziers du régiment du Sr de Montastruc (2), demeureroient dans ladicte ville. Pour l'entretienement desquels, ensamble de ceulx que lesdictz Srs de Thémines, de Murat et de Rignac avoyent admenés et soixante autres que estoyent ledict jour arrivés de Tournon (3), conduictz par le cappitaine Carnejac, et cinquante qui estoient aussy venuz de Monflanquin (4) avec le cappitaine Vilars, faisant en tout le nombre de cinq cens arquebuziers ; fut advisé entre lesdictz sieurs, que on mettroit toute diligence de recouvrer de l'argent, veu l'urgente nécessité, pour bailler ausdictz soldatz qui estoyent aultrement résoluz d'habandoner ladicte ville, et qu'il leur seroit baillé à chascung soldat deux escuz pour quinze jours, ce qu'auroict esté faict, que revient à la somme de mil vingt escutz, et ledict argent envoyé par Madamede Vivant audict Sr de Monségur pour faire ledict payement.

Et parce que ladicte ville se trouva lors despourveue de tous vivres et commodités, estant de tousiours l'une des plus pources de la province et les habitans d'icelle très nécessaireux, mesmes que les principaulx sont rebelles, il fust question de pourvoir promptement à l'avituellement d'icelle, et fust empronté dudict Sr de Rignac et de M^e Aymar des Champs, fermier dudict seigneur de Thurenne audict conté de Monfort, la quantité de cent soixante charges de bled, moytié froment et moytié seigle, qui fust converty en farine et conduict avec très grand hazard, ayant desia lesdictz ennemys occupé tous les passages dudict Monfort audict Domme, duquel bled ledict

(1) Castelnaud-et-Fayrac, commune du canton de Domme, arrondissement de Sarlat. On y voit les magnifiques ruines du château où naquit Geoffroy de Vivans.

(2) François d'Abzac, écuyer, seigneur de Montastruc.

(3) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

(4) Chef-lieu de canton (Lot-et-Garonne).

S^r de Vivant est obligé, à raison de cinq escuz la charge, revenant à sept cens soixante dix escus, et par cy VII^e LXX escutz.

Et dautant que ladicte quantité de bled ne fust suffisante, en fust aussey empronté de Mes Jacques Lartis et Pierre du Fau, fermiers de Madame de Caumont, aux Milandes, la quantité de deux cens charges de bled converti en farine au mesme prix, revenant à mil escus, et par cy, M escutz.

Et parce qu'il n'y avoit moyen de nourrir les chevaux des susdictz gens de cheval qui estoient dans ladicte ville, estant dedans deux cens cinquante à cheval, fust advisé par lesdictz S^{rs} de faire magazin de foins et advoines, et à cest effect, de leur adviz, a esté empronté trois mil huit cens quintaulx de foin du S^r Mongrin et desdictz sieurs de Rignac et des Champs, fermiers dudict conté de Monfort, à raison de dix sols pour quintal, revenant à six cens trente trois escuz, et par cy VI^e XXXIII escus.

A esté pareillement empronté des susdictz S^{rs} de Mongrin, de Rignac, des Champs, Lartis et du Fau, trois cens charges avoine à ung escu ung tiers la charge, revenant à quatre cens escus, et par cy III^e escus.

A esté aussey empronté de Madamoyselle du Chastelain, dudict Domme, quarante pipes (1) vin à raison de huit escus la pipe, montant trois cens vingt escus, et par cy III^e XX escus.

Plus a esté empronté de Madamoyselle de Feyrac vingt pipes de vin au mesme prix de huit escus pour pipe, comme apert par oblige, revenant à cent soixante escuz, et par cecy CLX escus.

A esté achapté desdictz Lartis et du Fau, deux cens moutons pour fournyr à l'entretènement desdictz gens de guerre, à raison d'ung escu pour chascun mouton, revenant à deux cens escus, et par cecy II^e escus.

A esté aussey achapté de Guillaume del Bost, et Jehan Borde, trente bœufz, montant à raison de dix escus chascun, trois cens escuz, et par cecy III^e escus.

Et estant lesdictz rebelles, comme dict est, assablés en très grand nombre, et ayant investy tant ladicte ville que chasteau, fust advisé de mestre encores deux cens soldatz dans ladicte ville, tant pour defendre ladicte tour Brune qu'estoit battue de quatre piesses, que pour conserver le passage de Monfort afin de recouvrer des vivres et munitions, les cappitaines Lavour, du Fau et Lescure vindrent avec

(1) Ancienne mesure, se composait de deux barriques de 225 litres.

ledit nombre et arrivèrent le sixiesme de septembre, auxquels fust bailhé pour quinze jours, quatre cens escuz, à raison de deux escuz pour chascun soldat, que ladicte dame de Vivant envoya par Jehan du Rutier audict Sr de Monséгур, pour faire ledict payement, et par cecy III^e escus.

Le terme de quinze jours des soldatz des susdictz S^{rs} de Thémines, de Murat, de Rignac, Montastruc et aultres jusques au nombre de cinq cens et dix estant achevé, fut bailhé de rechef de l'argent pour les arrester encore huit jours, et leur fust baillé à chascun ungescu, qui est en tout cinq cens dix escus, que ladicte dame de Vivant envoya audict Sr de Monséгур par ledict du Rutier, et par cecy Vc X escus.

Voyant lesdictz S^{rs} de La Force et de Thémines, de Cabrières et de Murat et aultres, que les ennemys estoient oppiniastres devant ladicte ville et qu'ilz faisoient furieuz batterie à ladicte tour Brune dudict chasteau, s'advizèrent de despècher encore devers les susdictz S^{rs}, et à ces fins fust bailhé à ceulx qui allèrent devers lesdictz S^{rs} mareschal, de la Voute, de la Roche-Focaut, de Saint Chamaran, ensemble devers le Sr de la Viston, soixante escus qui furent emprontés de Madamoyselle de Plapach, et par ce, cy LX escus.

Lesquelz S^{rs} de la Roche-Focaut, de Saint-Chamaran et de la Viston s'estans jointz avec ledict sieur de La Force, après avoir conféré avec les susdictz S^{rs} de Thémines et Monséгур et aultres qui estoient dans ladicte ville, de ce qu'ilz auroient à faire pour molester lesdictz rebelles, fust advizé ensamblement, qu'il estoit expédiant de conduyre dans ladicte ville, l'une des coulouvres que Monsieur de Turenne avoit laissées à Beynac, ce que ayant esté délibéré, afin de le mettre à exécution, fust assamblé dans le conté de Monfort, terres et baronnies de Beynac, Salaignac (1), Saint-Sibra, Castelnau et les Milandes, des bœufs et charrettes, pour conduyre ladicte piessse et pourter les balles et munitions. Pour faire laquelle levée, ledict Sr de Rignac, gouverneur de Monfort, les cappitaines Lescure et le capitaine Beulaygue furent envoyés, et pour faire les menues fournitures leur fust deslivré, par l'adviz desdictz S^{rs}, en tout, six vingtz douze escus qui furent emprontés de Jehan Sarlat et Fautet, habitans de ladicte ville, et par ce, cy CXXXII escus (2).

(1) Salignac, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(2) D'après les *Chroniques de Tarde*, cette coulevrine arriva à Domme le 16 septembre.

Estant l'une des roues de ladicte coulouvreine rompue, a esté payé pour la faire remonter à Pierre Madras, maistre mareschal à Beynac, quatre escus ung tiers, et par ce, cy IIII escus I^{rs}.

Plus pour deux cables et aultres cordages pour ladicte pisse, a esté payé dix escus, quinze sols, et par ce, cy X escus XV soubz.

Pour faire amener les bateaulx dudict Monfort au port de Galiardon dudict Domme, iceulx racommodés et asseurés afin de passer ladicte coulouvreine sur la rivière de Dordogne, a esté payé vingt cinq escuz, comme appert par acquitz et certificatz, et par ce, cy XXV escus.

Et parceque ladicte ville se trouva pareillement despourveue de pales, pioches, pau, fers et aultres outils nécessaires pour faire rampars et tranchées, fut recouvert des villes de Bergerac et Monflanquin, deux cens pales, cent pioches et cent paulx, et d'iceux payé, sçavoir : à sire Jehan Planteau, marchand dudict Bergerac, pour six vingt pales et cent paulx, à raison de quinze sols pour chascune pale et trente sols pour chascun pau fer, quatre vingtz escuz, et par ce, cy III^{xx} escus.

Plus à sire Pierre Contenson, marchand audict Monflanquin, pour quatre vingt pales et cent pioches, à raison de quinze sols pour chascune palle et vingt sols pour chascune pioche, a esté payé cinquante trois escuz ung tiers, laquelle somme ensemble celle qui a esté payée audict Planteau, marchand de Bergerac, fust emprompté à sire Jehan Laliase, comme apert par l'oblige sur ce faict, et par ce, cy LIII escus I^{rs}.

Les quinze jours dudict payement des deux cens soldatz des cappitaines Lavaur, du Fau et Lescure escluz le vingt uniesme septembre, daultant que l'ennemy estoit encores devant, fust advizé de bailler ausdictz soldatz, encores à chascun, ung escu pour huict jours, que furent empromptés de Madame de Caumont, revenant à deux cens escuz, et par ce, cy II^e escus.

Estant pareillement le terme de huict jours des aultres cinq cens dix soldatz desdictz sieurs de Thémines, de Murat, de Rignac, de Montastruc et aultres escheu le XX dudict mois, leur falut aussy, de l'adviz desdictz sieurs, baillé argent pour aultres huict jours, qui fust pareillement emprompté de ladicte dame de Caumont, revenant à raison d'ung escu pour chascun soldat, à cinq cens dix escuz ; et par ce, cy V^e X escutz.

Et parce que le siège prenoit grand longueur et que les vivres qu'estoyent dans ladicte ville commençoient à faillir, mesmes les bledz empromptés desdictz fermiers de Monfort et des Mylandes, à cause

que le régiment du S^r de la Viston, composé de six cens hommes, avoit vescu quatre jours dudict magasin, fut advizé d'emprompter deux cens charges de bled des S^{rs} de Paluel et de Fayrac, quiseront, la moytié converty en farine pour meetre dans ladicte ville, et l'autre en bled, ce que fut faict et est encores de présent en nature dans ladicte ville, fors trante charges quy en ont esté prinnes pour satisfaire à la nourriture desdictes troupes, et dont du tout en y a estat de despanse dressé, revenant ledict bled à mil escus, M escus.

Dautant aussy que en plusieurs et divers combatz, tant de cheval que de pied, qui ont esté faictz pendant et durant ledict siège, furent blessés plusieurs gentilshommes, cappitaines et soldatz et d'aultres qui furent malades, afin de leur assister, furent appellés M^{rs} Cassina et Pinchoy, médecins, qui ont demeuré l'espace de cinq sepmaines dans ladicte ville, et ont heu pour leur salaire, comme apert par quictance, cent soixante escus, CLX escus.

Furent aussy appellés à cest effect M^{rs} Jehan de Pratz, Estienne Mages, Jehan Virol et Anthoine Lacombe, chirurgiens expérimentés, pour panser et médicamenter lesdictz malades et blessés, ayant à panser ordinairement cent ou six vingtz blessés; et ont heu pour leurs salaires, pour ung moys et à raison de cent escuz chascun, quatre cens escus, et par ce, cy III^e escus.

A esté payé à M^{rs} Jean Richard et David Poumiers, appoticaire, qui ont fourny les drogues et médicamentz desdictz blessés et malades, comme apert par leurs parties closes et arrestés desdictz médecins et chirurgiens, deux cens quatre vingt six escuz, laquelle somme, ensemble le payement des médecins et chirurgiens a esté empromptée de Madame de Caumont, II^e III^{xx} VI escus.

Despuis ledict jour XXIII^e aoust que ledict chasteau fut surprins(1), jusques au pénultième septembre suyvant que le siège s'est levé de devant ladicte ville, a esté prins de sire Bernard de Guilhem, marchandpouldrier, trente six quintaulx six livres de pouldre à raison de vingt ung escu le quintal, revenant à sept cens cinquante sept escuz, comme apert par l'estat de ladicte despanse, et laquelle somme est encoresdeue audict de Guilhem, et d'icelle en est obligé ledict sieur de Monségur.

A esté achapté pendant et durant ledict siège, de mèche d'arquebuze pour bailher auldictz soldatz, six vingtz quatre escus ung tiers.

A esté pareillement achapté dix quintaulx de plomb à raison de

(1) Les *Chroniques de Tarde* disent p. 340, que cette surprise eut lieu le 24.

trois escuz ung tiers le quintal, revenant à la somme de trente quatre escuz ung tiers.

A esté achapté aussy, pendant ledict siège, de Madamoyselle du Chastelain, soixante douze charretées de boys pour fournyr à douze corps de gardes qu'il (y) avoit dans ladicte ville, à raison d'ung escu pour chascune charretée LXXII escus.

Plus a esté achapté pendant et durant ledict siège, six quintaulx quarante six livres de chandelle à raison de dix escuz le quintal, revenant à soixante quatre escuz trente sols.

Ny ayant plus de moyen tenyr ladicte tour Brune dudict chasteau, où les ennemys avoyent faict batterie l'espace de cinq semaines et tiré contre icelle 400 coup (*sic*) de canon; forcés de la quicter après l'avoir, par artifice, faict bondir sur lesdictz ennemys et enterré soubz icelle bon nombre d'iceulx (1), estantz contraintz d'abandonner ledict chasteau et se retirer dans ladicte ville, afin de ramparer et fortifier la muraille d'icelle devers ledict chasteau où les ennemys faisoient semblant de vouloir dresser une batterie, fust faict venyr en diligence ung maistre ingénieur et XXV maçons qui furent admenés de la vicomté de Turenne; lesquelz avec l'extrême diligence des Srs cappitaines et aultres gens de guerre et des pouvres habitans qui restent gens de bien dans ladicte ville, auroyent, en peu de temps, dressé ung grand rampart et ung retranchement, et demeuré seulement douze

(1) Voici comment Tarde raconte ce fait. « Le 12 septembre, le sieur de Monluc arriva pour le secours du chasteau, avec cent maistres, douze cens arquebuziers et deux pièces de canons. Ilz assiègent la ville, mettant une barricade au Puy du Caire (lieu-dit entre Saint-Cybranet et Daglan,) pour asservir la porte des Tours, une autre à Roquebral (partie de la falaise de Dome sous le fort du « Gal » et la citadelle de la ville), et une autre à la fontaine (la « Font Giron », sous la porte de la Combe), et montent les deux canons sur la coline de Mondomi, pour battre la tour Brune, et néanmoins font un mantelet grand et fort soubz lequel un bon nombre d'hommes alloient saper ceste tour. Les assiégés se voyant canonés et attaqués par la sape, et voyant la tour fort esbranlée, craignant d'estre ensevelis dans ses ruines, se résolvent de la quitter, et afin que leurs ennemis ne s'en puissent servir contre la ville, ilz la minent par le dedans, et mettent au plus bas trois ou quatre quintaux de poudre, la font sauter et renverser dans le chasteau et sur le mantelet, avec un bruit horrible. Ce fut le 14 septembre à sept heures du matin, que ceste tour funeste fut renversée au grand préjudice des assiégeans, car tous les hommes qui estoient soubz le mantelet furent estouffés, qu'elle diligence qu'on peut apporter pour les désensevelir ».

jours, et a esté baillé, tant audict maistre ingénieur que ausdictz maçons, tant pour leur despans que salaire soixante douze escus.

Plus à ung maistre ingénieur que ledict sieur de Thémînes feist venyr de Figeac, pour faire des artifices et grenades à feu pour tirer de ladicte tour Brune, dans les barricades des ennemys et corps de logis dudict chasteau où ilz s'estoient logés, par lesquelz artifices on fist brusler une petite écurie dans l'enclos d'icelluy, ou fust thué quelques ungs des ennemys ; luy fust baillé, tant pour sa despanse d'ung moys qu'il y demeura que salaire, ou pour les matières qu'il falust pour faire lesdictz artifices, achaptées des susdictz apothicaires ; en tout a esté baillé la somme de deux cens escuz.

Voy lesdictz ennemys le peu d'apparance qu'ilz avoyent de forcer ladicte ville, se résolurent de lever le siège de devant icelle, et afin de molester dautant plus lesdictz habitans et les faire à la longue condescendre à leurs volontés, ilz auroient laissé dans icelluy chasteau le Sr de Vertilhac avec son régiment de gens de pied, composé de six cens hommes y entretenus par le pays et villes rebelles circonvoisines, comme Cahors, Gourdon, Périgueux, Sarlat, Belvès, Villefranche et aultres lieux, et y auroient aussy laissé dedans leur coulouvreine, avec deux moyennes, pour battre ordinairement en ruyne dans ladicte ville ; et afin de leur résister, estans les susdictz Srs de La Force, de Thémînes, de Saint-Chamaran, de Cabreyres, de Murat et aultres bons serviteurs de vostre Maïesté résolus de se retirer chacun en sa charge, de leur advis ledict Sr de Monségur auroit retenu deux cens hommes de pied, oultre la garnizon ordinaire, ausquelz il auroit faict faire monstre pour ung moys entier, revenant à huict cens escus, qu'a esté emplanté du Sr de Bramarigues.

GUSTAVE CHARRIER,

Conservateur des archives municipales de la ville de Bergerac.

(A suivre.)

LE CHATEAU DU LIEU-DIEU.

Oui j'écris rarement et me plais à le faire :
Non point que la paresse en moi soit ordinaire ;
Mais sitôt que je prends la plume à ce dessein,
Je crois prendre, en galère, une rame à la main.

Ces quatre vers de Mathurin Regnier expriment bien mieux ma pensée que je ne saurais le faire et, cependant, puisqu'il le faut, je prends la rame, je veux dire ma bonne



Phototypie Berthaud, Paris

CHATEAU DU LIEU - DIEU

Cliché de M. le Marquis de Fayolle

plume de Tolède et me dispose à faire une notice. Une notice !... et sur quel sujet ? — Sur le château du Lieu-Dieu ; — mais où trouver les renseignements ? — A la bibliothèque de la ville de Périgueux, répond mon bon génie, et, sans plus tarder, je cours vers cet édifice ; je m'empresse de présenter mes devoirs à l'aimable bibliothécaire qui, toujours jeune de cœur et le corps bien dispos, me livre, sans se faire prier, tous les ouvrages qui peuvent m'intéresser, et d'abord, il ouvre devant moi le *Dictionnaire topographique de la France*, dans lequel je trouve l'indication suivante :

« Le Lieu-Dieu : ancien fief, près Périgueux. »

Et au bas de la page cette note :

• A quel hostel s'appelavo d'anciennetat la Baconia. » (Bibliothèque municipale, fonds Saint-Astier, terrier de Barnabé, folio 160, recto, — id., page 150, recto.)

Sans m'attarder à cette note, qui renvoie à des documents que des chercheurs plus habiles pourront consulter, je poursuis ma route et je me demande pourquoi le nom de Baconia s'est transformé en celui de Lieu-Dieu.

Voici une version qui, quoique ne présentant pas tous les éléments d'une certitude, offre tous les indices d'une probabilité :

J'ai entendu dire, dans ma jeunesse, qu'à l'époque de la Révolution, les vases sacrés avaient été transportés, pour les garantir de toute profanation, au château qui porta, dès lors, le nom de Lieu-Dieu.

Il y a, dans cette affirmation une erreur de date manifeste, car le nom de Lieu-Dieu se trouve dans les terriers de la maison de Saint-Astier à partir de 1460 ; mais, si l'on remarque que Fortanier ou Forton de Saint-Astier, qui occupa cinq fois la charge de maire de Périgueux, de 1435 à 1462, fut choisi, pour être leur capitaine, par les habitants de cette ville, qui lui confièrent la garde et la défense de la cité menacée par les Anglais (1), on pourra conclure de cette

(1) Voir *Armorial du Périgord*, par M. de Froidefond, page 441, premier volume.

observation que ce n'était qu'une erreur chronologique de la part de ceux qui m'ont conté cette légende et que ce qu'ils attribuaient à l'époque de la Révolution aurait bien pu se passer pendant la guerre contre les Anglais.

Voici maintenant quelques notes extraites de la *Généalogie de la famille Saint Astier* :

Fortanier ou Forton de Saint-Astier, damoiseau de la ville de Périgueux, seigneur des Bories, de Barnabé, du Lieu-Dieu, de Valmasengeas (1), né vers l'an 1400.

Antoine de Saint-Astier, à qui Forton, son père, lègue par testament, dès l'an 1462, son hôtel de Lisle, et son repaire du Lieu-Dieu (Luoc-Dieu).

N. de Saint-Astier, qui fut mariée deux fois : 1° avec N. de Chabans, damoiseau de Mensignac ; 2° avec N. de la Brande, damoiseau. C'est ce que l'on apprend par le testament de Jean de la Brande, du 26 août 1463, par lequel il fait ses héritiers noble Fortanier de Saint-Astier, qu'il appelle son oncle, et Marie de Chabans, de Mensignac, sa sœur.

Pierre de Saint-Astier, appelé M. de Savignac, capitaine au régiment de Guienne-infanterie, passe un acte, le 3 avril 1750, avec Marguerite de Bayly, veuve d'Adrien-Blaise de Cugnac, marquis de Trigonan.

Ces notes font connaître d'une façon certaine le droit de possession des Saint Astier et des Chabans sur le fief du Lieu-Dieu. Plus tard, les Sanzillon en deviennent propriétaires. Comment s'est produit ce changement ? L'explication en est bien simple si l'on considère que le marquis Emmanuel de Sanzillon, de Mensignac, du Lieu-Dieu, était fils de Louis-Grégoire de Sanzillon, officier supérieur, chevalier de Saint-Louis, et de demoiselle Dorothee de Chabans-Joumard, et si l'on se reporte à cet acte de naissance, extrait des registres paroissiaux de Mensignac et que l'on trouvera ci-dessous :

Le vingt-neuf mars mil sept cent soixante-cinq a été baptisée, dans l'église de Mensignac, Marie de Sanzillon, née ce même jour, fille

(1) Valmasengeas, vieux repaire, commune de Fanlac, canton de Montignac, que les habitants de la contrée désignent sous le nom de « Maison du Chevalier. »

légitime à messire Louis de Sanzillon, écuyer, chevalier, seigneur de Mensignac, Beaulieu et autres places, et à Marie-Claire de Beyly, dame de Mensignac, son épouse, habitante du présent bourg. Parrein, messire Bertrand de Sanzillon, écuyer, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, entien (ancien) sous-brigadier des gardes du roy, oncle de la baptisée, et mareine, Marie de Cugnac, dame de Razac, grand'mère de la baptisée, habitante du château et paroisse de Razac.
— Présents les soussignés :

Marie de Cugnac, de Razac, — Bertrand de Sanzillon,
— Mensignac père, — du Chatenet de Beaulieu, —
Sanzillon de Mensignac, — Sanzillon de Beaulieu
et Lagarde, curé.

Je passe, sans transition, à la description succincte du château.

A trois kilomètres environ de Périgueux, près de la route nationale n° 89 de Bordeaux à Lyon et sur la rive gauche du Manoire (1), on voit s'élancer, du milieu d'un fouillis de verdure, les toitures aiguës du château du Lieu-Dieu. Les nombreux arbres, peupliers, ormeaux, acacias qui l'entourent protègent ses habitants contre les ardeurs du soleil et les rafales du vent du nord, mais gênent le voyageur qui ne peut admirer à son gré les détails de son architecture ; cependant, si le touriste s'aventure dans une allée bordée d'un fin gazon, il pourra examiner de près les bâtiments qui forment l'ensemble du château ; s'il se place au milieu de la cour rectangulaire, en regardant vers le sud-ouest, il aura devant lui le principal corps-de-logis, éclairé, à chaque étage, par trois ouvertures à meneaux et couronné de mâchicoulis, dont les intervalles sont ornés d'accolades gothiques bien conservées et très élégantes ; le faite, du côté opposé à la façade du corps de logis, d'une tour à base carrée, très élevée, crénelée et ornée de mâchicoulis. (Une terrasse qui s'élève jusqu'au premier étage entoure la base de cette tour.) A sa droite, les écuries et les bâtiments d'exploitation ; à sa gauche, un mur crénelé, mais dont les créneaux sont envahis par le lierre ;

(1) Le Manoire, ruisseau.

enfin, derrière lui, une tour à base carrée, flanquée de deux tourelles ; dans la tour du milieu le portail établi sous une voûte et défendu par des meurtrières ; un pont-levis pouvant ouvrir ou fermer l'accès du château ; à l'extérieur, il pourra encore remarquer un fossé dont l'eau, empruntée au ruisseau voisin, fait le tour de l'habitation, et, après avoir baigné le pied des murailles, va se déverser dans le lit du Manoire.

Puisse ce château, que des réparations bien conduites ont rajeuni, mais en conservant les lignes primitives, être, à cause de ses belles proportions et de son élégance, respecté par la pioche et le marteau des démolisseurs et faire, longtemps encore, l'admiration des générations futures.

L. PASQUET.

Thenon, 21 juillet 1901.

ESSAI

SUR LES GUERRES DE RELIGION EN PÉRIGORD

(1551-1598).

(Suite).

CHAPITRE III.

1580-1589.

Paix du Fleix. — Reprise de Périgueux par les catholiques. — Réforme du calendrier. — Mort d'André de Bourdeille, sénéchal du Périgord. — Il est remplacé par David Bouchard, vicomte d'Aubeterre. — Henri IV au château de La Force. — Le vicomte de Turenne ravage le Périgord. — Prise de Belvès par La Rochefoucauld. — Siège de Montignac. — Siège de Castillon. — Bataille de Coutras. — Siège de Sarlat par le vicomte de Turenne. — Réparation des fortifications de Périgueux. — Siège de Domme, par Vivans. — Mort d'Henri III.

Le roi de Navarre lui-même se jette inopinément sur Cahors qui était du domaine de sa femme ; Vézins y commandait, il avait deux mille hommes de garnison ; la lutte dura cinq jours ; Vézins fut tué ; Roquelaure, Salignac-Fénelon du parti du roi de Navarre, furent gravement blessés, et

quand enfin la ville fut emportée, le roi n'avait pas entier un seul de ses vêtements ; la ville et les églises furent pillées et les habitants massacrés (5 mai 1583).

Vivans, gouverneur de Périgueux, ayant appris la réduction de Cahors (1), voulut profiter de ce succès de son parti et utiliser sa victoire en s'emparant lui-même de Montignac. Il partit la nuit de Périgueux et arriva près de Montignac sans qu'on s'en doutât ; la ville et le château furent pris par un stratagème du capitaine Lambertye, mais ce ne fut pas pour longtemps. Les seigneurs d'Hautefort, Antoine de Beau-poil de St-Aulaire, s^r de Celles, François de Sédières, s^r de Colonges, le capitaine La Mauric, La Faye d'Auriac, le jeune de Losse, accoururent pour délivrer la place ; partis du château de la Faye, ils attaquèrent les protestants qui furent contraints de se retirer. Dans leur retraite, ils incendièrent le pont.

Les catholiques perdirent dans cette rencontre le s^r de Bannes, frère de Jean de Losse ; d'Hautefort et La Faye furent blessés ; parmi les protestants, le s^r de Fontenay fut tué et Vivans blessé dangereusement et transporté à Salignac, où ses soldats dispersés vinrent se rallier.

Vers la même époque, le s^r des Bories, qui s'était fait huguenot, s'empara de l'abbaye de Ligeux et y tint une garnison pendant trois mois après l'avoir fortifiée. L'abbesse, Louise des Cars et ses religieuses, avaient eu le temps de se réfugier au prieuré des Allois, en Saintonge, dont la juridiction appartenait au prince de Carency, seigneur de La Vauguyon, père de l'abbesse. Quand le seigneur des Bories abandonna l'abbaye, après l'avoir pillée, le sieur de Villedieu, seigneur de la Beylie, en reprit possession au nom de l'abbesse et la remit entre les mains de Jean du Crouzet, seigneur de la Noye et de Belat, hommes d'armes de la compagnie d'ordonnance de M^r de La Vauguyon, chargé des pouvoirs de l'abbesse. Ce ne fut qu'en 1588 que les religieuses rentrèrent dans leur couvent, après avoir aliéné quelques rentes pour réparer l'église et les bâtiments.

(1) Chanoine Tarde, p. 273. D^r Laroche, *Histoire de Montignac*.

Le capitaine Chaus de Monsac (27 janvier) s'étant emparé par surprise du château de Bayac, massacra le propriétaire, Pierre de Bosredon ; après avoir pillé le château, il s'empara de Couze et s'y fortifia ; l'église fut incendiée, ainsi que celles de Bannes, de Molières, de Monsac.

En mars, les protestants perdirent Villefranche-du-Périgord prise par l'armée du maréchal de Biron, conduite par ses deux fils, le baron de Biron et le baron de Saint-Blancart ; la ville fut pillée et démantelée ; mais elle ne fut pas plutôt abandonnée que les protestants y rentrèrent, relevèrent les murailles et y mirent une garnison ; ils continuèrent leurs courses dans les environs comme auparavant.

Le 6 avril 1580, La Maurie s'empara de Belvès sur les protestants (1) ; mais les soldats qu'il avait mis dans l'église pour veiller à la sûreté de la ville, remplirent mal leur office ; car la nuit suivante les religionnaires, sous la conduite de Jacques de La Tour, seigneur de Fleurac et de Vivans, s'en emparèrent, mais La Maurie put conserver la ville et le château jusqu'à la paix, quoiqu'il fût sans cesse aux prises avec les protestants qui tenaient tous les environs, Fongaufier, Siorac, Berbiguières, Baynac, Castelnau, Pechgaudou, Doissac et Campagnac du Ruffen.

Le 20 mai, Louis de Salignac, évêque de Sarlat, fit son entrée solennelle dans sa ville épiscopale. Le maréchal de Biron était à Bordeaux où il préparait tout pour pousser la guerre avec vigueur malgré les efforts du roi de Navarre qui était toujours à cheval pour intercepter les renforts catholiques qui se dirigeaient sur Bordeaux ; les ayant tous réunis, Biron sortit de la ville avec une forte artillerie, chassa les protestants de la campagne et les contraignit de se retirer dans leurs places, d'où cependant ils ne cessaient de faire des sorties. Au commencement de juillet, Biron mit le siège devant Gontaud en Agenais ; le canon avait ouvert la brèche ; les troupes étaient prêtes à monter à l'assaut, lorsque Foucauld de Lardimalie fut tué d'un coup de canon parti du côté des siens ; c'était, d'après le témoignage de de Thou, un des

[1] Chanoine Tarde, p. 277.

plus braves hommes du Périgord. Biron, croyant que cela avait été fait à dessein, fit aussitôt pendre le canonnier. Bientôt après, l'assaut fut donné et la ville prise fut pillée et incendiée, sauf quelques maisons qui appartenaient à des catholiques. Quelques jours après, Biron s'étant cassé la cuisse dans une chute de cheval, il ne se fit plus rien de remarquable, d'autant aussi que le parti protestant, décimé par les maladies, nous dit Sully, était en ce moment faible et divisé et n'avait nulle part d'avantages vraiment sérieux contre les trois armées que Henri III avait mises sur pied.

Au mois de septembre, le s^r de Luziers, catholique, prit le château de St-Germain sur Dropt (1) et y tint garnison pour inquiéter Montpazier ; la garnison de Villefranche vint souvent l'attaquer et il y eut entre ces deux troupes plusieurs rencontres. François de Veyrières, seigneur de St-Germain et Campagnac en Quercy, et son beau-frère, Annet de Commarque, seigneur de Pechgandou, s'emparèrent dans la nuit du 4 octobre du château de Péchagut, près de Capdrot ; le propriétaire et son frère, chanoine de Cahors, furent massacrés ; les religieux, après avoir pillé et mis hors de défense cette maison, l'abandonnèrent.

Marguerite de la Rebuterie, veuve du sieur de Sallegourde, conseiller au Parlement de Bordeaux, se plaint au roi de Navarre (2) de ce que, quoiqu'elle soit de la religion réformée, M. de Vivans, gouverneur pour le roi de Navarre de la ville de Périgueux, a établi dans sa maison une garnison de quinze soldats qui la ruinent par leurs exigences continuelles ; le roi donna, en date du 15 décembre, des lettres par lesquelles il est ordonné de rendre à la dame de Sallegourde ce qui lui a été pris indument. Ce fait prouve une fois de plus que les capitaines de cette époque n'avaient aucun souci même des intérêts de leurs coreligionnaires.

Le chanoine Tarde rapporte qu'il y eut cette année une épidémie d'une maladie qu'on appelait la coqueluche qui emporta beaucoup de personnes âgées.

(1) Chanoine Tarde, p. 279.

(2) Archives municipales et Archives départementales, pièces justificatives.

Par suite de considérations diverses, le roi chercha à traiter avec les protestants ; le roi de Navarre lui-même, dont les affaires ne marchaient pas à son gré, n'était pas fâché de donner du repos à son parti ; le duc d'Anjou fut chargé d'ouvrir des négociations et il partit, passant par Périgueux où il resta quelques jours pour se rendre au Fleix, château du Périgord, situé sur la Dordogne, entre Bergerac et St-Foy, où devaient se réunir les parties intéressées. Le traité fut bientôt signé (26 novembre 1580) ; c'étaient les mêmes articles qu'on avait arrêtés à Nérac et qui furent rendus publics (1).

Après la prise de la ville en 1575, et la destruction de l'église cathédrale à la Cité, et celle des maisons des chanoines, l'évêque et le chapitre furent obligés d'abandonner la Cité faute de logements suffisants et d'église pour célébrer le culte. Ce ne fut qu'après l'entrée de François de Bourdeille que l'évêque put se retirer au monastère du Puy-Saint-Front pour y célébrer l'office divin conjointement avec les religieux ; mais nous dit l'abbé Audierne, l'ordre fut bientôt troublé à cause des droits des religieux qui craignaient des empiètements. L'évêque, fatigué de ces difficultés continuelles, revint à la cité et célébra l'office divin dans la chapelle épiscopale épargnée par les protestants. Elle était trop petite les jours de solennités, aussi les évêques officiaient-ils dans les églises des monastères. Cependant, les contestations continuaient à être vives entre les deux chapitres, c'est pourquoi François de la Béraudière fit réparer Saint-Etienne ; mais la mort suspendit ses travaux, et ses successeurs renoncèrent à une entreprise qu'ils jugèrent au-dessus de leurs forces. Ce monument lui-même était trop petit. M^{sr} Guillaume Le Boux mena à bonne fin ses négociations avec les chanoines de St-Front ; les deux chapitres furent réunis par acte du 11 janvier 1669 et Saint-Front devint la cathédrale de Périgueux.

On se souvient que Périgueux était au pouvoir des protestants depuis 1575, et que les catholiques avaient plusieurs fois vainement tenté de la reprendre ; mais les habitants ne

(1) *Mémoires de Sully*, t. I, p. 144.

désespéraient point de recouvrer leur liberté. La noblesse, les bourgeois, les habitants se réunissent une nuit en secret ; ils font avertir les catholiques qui étaient à St-Astier de venir les rejoindre le 25 juillet à Andrivaux. A minuit le camp était formé ; il y avait aussi des troupes à Château-l'Evêque et à Chancelade (1) d'où M. de Bourdeille les conduisit par les bois sur les hauteurs du Toulon ; à la pointe du jour, l'avant-garde était devant le fort de Taillefer ; les sieurs de Chilhaud des Fieux et de Montardit montent les premiers à l'escalade et s'en rendent maîtres sans peine ; bientôt la porte de la ville est enfoncée, la garnison surprise est passée au fil de l'épée, et tout ce qui put s'échapper se retira en désordre par la petite porte de la Tour Blanche. Le commandant de la ville, en l'absence de Vivans, le s^r de Belzunce, pour éviter d'être pris ou tué, se fit descendre des murs par une corde et s'échappa ainsi sain et sauf. Le récit de François de Sireuil, dans son journal, diffère un peu de celui que nous rapportons ; il raconte que Jean de Calvimont, s^r de l'Herm, et Jean de Montardit s'emparèrent facilement de la ville et « n'y eust » que deux hommes tués, de chacun cousté ung, — et ce qui « est à louer, il n'y eust meurtre, pillage ny aultre désordre » dans ladite ville, se contentans d'avoir remis la ville en « liberté et en l'obeyssance du roy. »

Le roi de Navarre se plaignit à Henri III, qui lui répondit que puisque c'étaient les habitants qui avaient repris leur ville, il ne pouvait la leur ôter ; mais comme c'était une place de sûreté, il donna en échange aux protestants Puymirol, bicoque près d'Agen.

Peu de temps avant, le roi de Navarre était venu de La Rochelle à Périgueux ; il y fut reçu avec de grands honneurs, mais la suite prouva bien que cet enthousiasme n'était pas sincère.

La prise de Périgueux fut un coup sensible aux calvinistes ; ils se plaignirent par lettres au roi de Navarre et aux consuls de Bergerac (2) d'avoir été trahis par quelques-uns des leurs,

(1) P. Dupuy, t. II, p. 210. — *Journal de François de Sireuil*.

(2) Jurades de Bergerac, 1581.

action fréquente dans leur parti ; les représailles furent, disent-ils, cruelles, et la pauvre église de Périgueux fut réduite en un état lamentable ; les gens de la religion y sont rançonnés, pourchassés, prisonniers, ils ne veulent pas que l'on croie qu'ils sont capables d'une aussi détestable entreprise qui ne doit être imputée qu'à l'insuffisance de ceux qui avaient la ville en garde. Avaient-ils bien lieu de se plaindre si amèrement ceux qui avaient chassé les habitants et propriétaires de la ville, pillé et démoli les édifices religieux, massacré les prêtres ; le porte-parole des réformés périgourdins était François Faure, s^r de Lussas, qui fut un des principaux traîtres qui facilitèrent la prise de 1575 et qui se signalèrent le plus par leurs excès et leurs pillages. Ce fut le pire retour des choses d'ici-bas, et on ne leur fit pas la moitié des maux qu'ils avaient eux-mêmes commis ; en somme, les habitants de Périgueux ne reprenaient que leur bien. En ce temps où les esprits étaient surexcités à l'excès, où la haine religieuse se mêlait aux querelles particulières, où la discorde était partout, où l'ambition et les passions politiques avaient envahi tous les esprits, les représailles étaient terribles.

Le Périgord avait beaucoup souffert des guerres civiles et les Etats de la province envoyèrent au roi un mémoire où ils lui exposaient leurs maux avec prière d'y porter remède ; on y signalait au roi, en les remerciant, plusieurs seigneurs du pays qui l'avaient défendu de leur mieux, tels M^{rs} de Montanceix, de Carlux, d'Oros, de Coutures, de Bannes, de Rastignac, de Puyguilhem et autres. Le P. Dupuy donne le détail des pertes de la province en hommes et en argent depuis le commencement des troubles jusqu'en 1580 : nous croyons intéressant de le rapporter ici : 13,470,000 livres d'impôts ordinaires et extraordinaires, frais de guerre, rançons, surcharges de sel, etc. Tués 82 chanoines, curés ou moines de divers ordres ; noblesse catholique 300, de la R. P. R. 260, soldats catholiques 4,000, de la religion 4,500 ; hommes, femmes ou enfants, 4,248 ; soit 13,308 personnes. Après la paix du Fleix, le maréchal de Biron, qui avait déplu à la reine Marguerite, pour avoir osé jeter quelques boulets dans Nérac où se trouvait la cour de Navarre, fut privé de la

lieutenance de Guyenne ; Henri III le remplaça par le maréchal de Matignon. La chambre mi-parti d'Agen fut dissoute d'après un article du traité et remplacée par des commissaires choisis par le Parlement de Paris ; ils avaient à leur tête le président Séguier ; ils siégèrent successivement à Bordeaux, à Agen, à Périgueux et à Saintes ; la justice de leurs jugements unie à la prudence de Matignon rendit plus facile l'établissement de la paix que la justice locale n'avait pu rétablir ; l'avocat général de cette commission prononça à Périgueux deux remontrances qui ont été conservées, l'une à l'ouverture de la Chambre de justice, le 4 juillet 1582, et l'autre à sa clôture le 10 janvier 1584.

1582. — Le 28 août 1582, mourut au château de Bourdeille le sénéchal de Périgord, André de Bourdeille ; il fut très regretté par les habitants de Périgueux dont il s'était toujours montré le père et l'ami ; il avait toutes les vertus chrétiennes et morales ; il fut enterré avec grande pompe dans l'église de Bourdeille. La noblesse, invitée aux funérailles, veut avoir la préséance ; après délibération prise, elle cède le pas à M^{rs} de la cour présidiale, et les consuls qui y avaient été aussi invités, prétendent marcher comme de coutume au côté gauche de M^{rs} du Sénéchal et Présidial et ainsi fut fait. Les quatre coins du drap d'honneur furent portés par quatre chevaliers de l'ordre de St-Michel, savoir : M^{rs} de Lauzun, de Lascouts, de la Douze et de Ferran (1).

Son successeur fut David Bouchard, vicomte d'Aubeterre ; il n'avait que vingt-cinq ans, mais il était d'une famille très aimée et très honorée dans le pays ; quoique très jeune, il avait déjà rendu d'importants services au roi. Les calvinistes d'Issigeac, sans avoir égard à l'édit de pacification (2), étaient toujours en révolte contre l'évêque de Sarlat, leur seigneur, et continuaient à jouir de ses biens et revenus ; le roi lui permit enfin de reprendre la ville et, à cet effet, nomma un commissaire ; le 22 juillet, l'évêque, accompagné d'un corps nombreux de noblesse, entra dans Issigeac, fit réparer et for-

(1) Archives communales, série FF. 174.

(2) Chanoine Tarde, p. 281.

tifier sa maison, fit abattre une partie des murs de la ville et y laissa une garnison. Le 1^{er} septembre, le capitaine Bertrand de Salviac, en Quercy, fut décapité pour avoir assassiné Pons de Salignac, archidiacre de Sarlat, six jours après la prise de la ville, en 1574, quoiqu'il eût payé la rançon qu'il avait promise.

C'est en cette année 1582 que Grégoire XIII, pour rectifier l'erreur provenant du calcul des points solsticiaux et équinoxiaux qui supposait l'année solaire plus longue de onze minutes neuf secondes qu'elle ne l'était régulièrement, la corrigea en retranchant dix jours de l'année 1582, de sorte que l'on compta le 15 octobre au lieu du 5 et il statua qu'à l'avenir on supprimerait trois bissextiles en quatre cents ans ; cette réforme fut adoptée sans difficulté par tous les pays catholiques ; Henri III rendit un édit en 1583 pour en consacrer l'usage et fit publier à son de trompe le nouveau calendrier avec ordre de s'en servir désormais.

La paix entre les deux partis dura quelques années. La France épuisée d'hommes et d'argent était lasse de ces combats continuels et tous étaient bien'aisés de prendre du repos. Le roi, sans toutefois approcher les protestants de sa personne par des emplois ou des charges, essaya de les ramener par la douceur, et ce moyen réussit auprès de quelques-uns ; mais malheureusement le roi continuait de s'aliéner l'esprit de ses sujets par ses folies, son amitié scandaleuse pour ses favoris et ses édits bursaux ; il maria Joyeuse avec la sœur de la reine et dépensa en fêtes données à cette occasion plus de quatre millions : il acheta pour La Valette la terre d'Epernon et les créa ducs tous les deux ; il fit épouser à François d'Epinay-Saint-Luc, Jeanne de Cossé, fille du maréchal de Brissac ; mais Saint-Luc, à la suite de l'aventure connue de la Sarbacane, se sauva à Brouage dont il était gouverneur ; il échappa ainsi à la vengeance du roi. Le duc de Guise était l'âme et le mobile de toutes les intrigues qui agitaient alors la cour de France, mais il n'y paraissait point ; le roi qui s'en défiait, le tenait à l'écart, et il refusa de lui donner le commandement de l'armée qu'il avait sur pied pour faire exécu-

ter les édits, et le donna à Mayenne, moins hautain et plus modéré.

Le duc d'Anjou venait d'être couronné duc de Brabant et comte de Flandre ; entré dans les Pays-Bas au mois d'août 1581, son premier exploit avait été de faire lever le siège de Cambrai, assiégé par le duc de Parme. Après ce succès, il passa en Angleterre où il demeura trois mois d'hiver dans les fêtes et les plaisirs ; il s'éprit de la reine Elisabeth ; il y eut même des anneaux échangés comme gages de leur foi ; mais si en Flandre on reçut avec joie ces présages d'union, il n'en fut pas de même en Angleterre. Elisabeth, pour prévenir le mécontentement de ses sujets, réclama son anneau et il ne fut plus question de ce mariage. De retour dans les Pays-Bas, le duc s'empara de quelques places, entre autres d'Anvers ; mais il ne put la maintenir contre le duc de Parme ; après deux ans de lutte, et la reprise d'Anvers, où la garnison française fut massacrée, il ramena les débris de ses troupes en France et se retira à Château-Thierry où il mourut quelque temps après, le 10 juin 1584.

Pendant cette guerre de Flandre, le roi continuait ses folies, ses dépenses et ses ridicules processions ; il établit celle des Flagellants, à laquelle il obligeait d'assister les évêques, les cardinaux et les seigneurs de la cour, couverts de sacs de pénitents ; il imagina même de prêcher ; il espérait par ces marques outrées de piété en imposer au peuple ; mais les prédicateurs opposés surent par leurs invectives et leurs bons mots indignes de la chaire, couvrir de ridicule ces folies religieuses et enlever au roi tout le fruit qu'il en attendait. Henri n'osa sévir ; derrière ces prédicateurs il sentait les Guises.

Il se montra plus sévère pour sa sœur ; après la guerre des Amoureux, terminée par la paix du Fleix, elle était revenue à la cour. Le roi, qui on le sait, ne l'aimait pas, la faisait surveiller et il ne lui fut pas difficile d'apprendre ses galanteries. Malgré tout, le roi de Navarre réclamait sa femme ; Henri III ja fit partir, mais à peine avait-elle fait quelques lieues qu'il envoya des archers de sa garde après elle ; elle fut arrêtée au milieu du chemin, sa litière fouillée et deux de ses femmes

emmenées prisonnières. Marguerite se plaignit hautement, son mari demanda des explications, mais le roi ne voulut jamais ni la justifier ni la condamner ; Marguerite n'osa retourner auprès de son époux ; elle alla cacher sa honte dans des châteaux écartés et y mettre le comble en se livrant toute entière à ses passions qu'elle croyait y ensevelir ; il ne faut pas ajouter une foi trop entière à ses mémoires ; il est évident qu'elle n'a pas voulu écrire sa vie, mais elle a senti le besoin de faire elle-même son panégyrique. Dans tout ce qu'elle dit de vrai dans cette œuvre, qui est un chef-d'œuvre de style, en même temps qu'elle prouve son intelligence et son instruction, elle a su entremêler adroitement tout ce qui est à son avantage ; elle se pose et à juste raison quelquefois en victime de son frère et de sa mère ; mais elle ménage toujours son mari dont elle reconnaît le courage, la bonté et les brillantes qualités.

Aux mécontentements qu'occasionnaient la conduite folle du roi, la rigueur de ses édits bursaux et somptuaires, la création inutile de nouvelles charges dont l'argent était abandonné aux favoris, et les menées des partis, vinrent encore se joindre les malheurs d'une sorte de peste qui ravagea le Périgord et le Quercy, et d'une disette qui s'étendit partout, la cour même en ressentit les atteintes ; elle fut contrainte d'avoir recours aux dons volontaires ; cette espèce de quête au profit du roi rapporta près de cinq millions d'or.

1583-1584. — Malgré tous ces malheurs, dont il souffrait aussi, le roi de Navarre n'oubliait pas les intérêts de son parti ; il envoya une ambassade dans les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Angleterre pour former une contre-ligue avec les princes protestants ; Jacques de Ségur-Pardaillan était à la tête de cette ambassade ; Montmorency-Damville, gouverneur du Languedoc, maltraité par le roi, abandonna sa cause pour celle du roi de Navarre ; Guise, de son côté, resserrait son alliance avec l'Espagne qui, en sous-main, poussait le roi de Navarre à la guerre, afin d'empêcher Henri III de porter secours au duc d'Anjou occupé en Flandre. Guise traitait aussi avec le cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre, vieillard faible et crédule, qui s'imaginait être nommé héri-

tier de la couronne au préjudice de son neveu, si le duc d'Anjou malade venait à mourir ; en effet, un acte passé à Joinville entre le duc de Guise et les envoyés du roi d'Espagne, portait qu'après la mort d'Henri III sans enfants, tous les membres de la Ligue ne reconnaîtraient que le cardinal de Bourbon comme légitime héritier de la couronne. Sur ces entrefaites arriva la mort du duc d'Anjou ; elle ouvrait le champ à l'ambition des Guises et le cardinal put un instant se croire roi ; il publia un manifeste par lequel, sous le voile de la religion et du soulagement des peuples, on les poussait à la révolte ; des prédicateurs faisaient valoir ces promesses en chaire et partout ; sous le nom de Sainte-Union on faisait signer des formulaires de la Ligue ; tous les jours grossissait le nombre de ses partisans, mais le duc de Guise ne les trouvait pas assez nombreux pour se déclarer et prendre les armes.

Le maréchal de Biron, passant à Périgueux le 26 mai pour se rendre à la cour, rapporte au maire, Antoine de Chilhaud, que beaucoup de communautés en France tiennent le parti de la Ligue ; le maire lui répond que ceux qui en estoient s'oublioient grandement de leur devoir et de la fidélité qu'ils devoient à Sa Majesté ; toutefois que si quelqu'uns rompoient la teste aux huguenots, les communautés de France, qui la plupart avoient esté pillés et saccagés par eux n'avoient grand sujet leur envoyer des médicquements pour les penser, ce que ledict seigneur maréchal disant estre véritable se prist à rire grandement (1).

Le 16 août 1584, M. de Ste-Alvère (2) écrivit aux dits sieurs maire et consuls lui envoyer secours parce que les huguenots conduits par Panissaud de Bragerac (3) fesoient plusieurs ravaiges en ses terres, voir, mettoient le feu aux maisons, auquel fut envoyé quarante arquebusiers, mais les dits huguenots se retirèrent bientôt et parceque lesdits sieurs de Lenoncourt et autres députés en furent advertis, ils se vouloient fascher contre lesdits sieurs maire et consuls disant que cela altéroit les affaires, auxquels fut répondu par ledict sieur maire

(1) Archives communales, série FF. 174.

(2) Sainte-Alvère, François de Lostanges.

(3) Panissaud, Jean d'Alba.

que les serviteurs du roy ne se pouvoient conserver liant par une bonne union et se secourans les uns les autres.

Le 18 dud. mois fut porté en notre ville des commissions par un paysant par lesquelles étoit mandé de la part de ceux de Bragerac aux habitans de Vern et autres circonvoisins catholiques de contribuer pour les réparations de Bragerac.

Le vingtiesme dudit mois, ceux de St-Astier craignant d'être assiégés par les troupes du prince de Condé demandent secours et leur fut envoyé poudre et armes.

En même temps on usa de semblable courtoisie à l'endroit de ceux de Vern, du sieur de l'Herm et de ceux de Grignols qui étaient assiégés par Panissaud.

En même temps l'on fait avec messieurs du chapitre de nous ayder pour entretenir les soldats et parce que la ville leur devoit huit ou neuf cens livres, il fut arrêté qu'ils rabattoient quarante livres par mois comme ils ont fait suivant les quittances que à ces fins Clementier, leur recepveur, nous a baillées.

Le 24 septembre, lon receut advertissement que le vicomte de Turenne était logé à Ribérac avec deux ou trois mille hommes et que en passant et avoir fait brûler le bourg de St-Vincent-de-Doube parce que ceux qui étoient dans l'église s'étoient défendus dautant qu'on faisoit courir le bruit qu'on vouloit faire une attaque à cette ville dont l'on receut plusieurs avertissements, l'on pria le sieur de l'Herm nous envoyer des arquebusiers, lequel envoya le capitaine Labrousse avec soixante-dix soldats ; nous en retirâmes vingt-cinq à la banlieue et des voisins, sans les cinquante de la garnison.

Le vicomte ne donna pas suite à son projet d'attaque sur Périgueux ; il resta quarante-quatre jours aux environs de la ville où il fit de grands ravages ; dans une des sorties de la garnison, le capitaine Labrousse fut fait prisonnier, mais il fut bientôt échangé (1).

Le roi d'Espagne contraignit le duc de Guise à se déclarer ouvertement, si bien qu'une députation de la noblesse de Picardie va prendre le cardinal à Rouen et le conduit à Péronne. Guise rassemble la noblesse de Champagne et de Bourgogne et met à sa tête les ducs de Mayenne et d'Elbeuf pendant que des reîtres et des lansquenets s'avancent sur la frontière, levés et soudoyés en partie par le roi d'Espagne.

(1) Extrait du *Livre Noir*, folio 296.

Cependant, le roi était averti des menées du duc de Guise et des assemblées ligueuses qui se faisaient dans les provinces ; malgré son indolence, il prit quelques mesures, il envoya le duc de Montpensier dans le Poitou pour s'opposer aux levées qu'y faisait le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, et à Chamborant, qui menait quinze cents hommes au secours de la Ligue ; à la tête des milices, presque toutes protestantes, de Loudun, Thouars et autres juridictions, il dissipa ces levées et les rassemblements ; il fut secondé dans cette expédition par Labraudière, gentilhomme poitevin, et Lamothe, conseiller au présidial de Périgueux, qui avait abandonné sa robe pour une cuirasse et sa plume pour une épée. Pendant ce temps, le duc de Joyeuse poursuivait les troupes du duc d'Elbeuf à travers la Touraine et le Vendômois d'où elles allèrent se disperser dans la Basse Normandie, et les ligueurs manquèrent Marseille et Bordeaux.

La ville de Périgueux fut plusieurs fois menacée par les protestants ; mais la bonne garde que faisaient les consuls et les habitants les empêcha de rien tenter ; le maire, Hélie de Bordes (1) et les consuls, après avoir visité la ville, les murailles, les fossés et la Cité, ordonnèrent les réparations nécessaires et, visitant aussi les grottes de la Cité, firent défense aux propriétaires des jardins y aboutissant « de les » ruiner, mais au contraire de les tenir en bon état pour la » conservation de l'antiquité. »

Les succès du roi furent de peu de durée ; Mandelot s'empara de Lyon pour les ligueurs. Toul et Verdun ouvrirent leurs portes aux troupes allemandes ; Bourges, Orléans et Angers, la plupart des villes de Picardie et du Dauphiné se rangèrent sous la bannière de la Ligue ; elle s'établit même à Paris où elle eut des assemblées secrètes qui prirent bientôt de grands développements ; des projets on en vint à des complots déterminés ; les chefs de cette association devaient, dans un temps bien proche, devenir ceux de la faction des Seize. Le roi craignit qu'on ne vécût attenter à sa personne ;

(1) Maire en 1585-1586.

il se forma une garde de quarante-cinq gentilshommes qui devaient le suivre partout ; mais cette précaution, bonne pour sa sûreté personnelle, ne remédiait pas aux troubles du royaume. Il crut qu'un édit défendant les levées et attroupe-ments suffirait pour maintenir l'ordre ; il n'en fut tenu aucun compte, et, à Paris même, sous ses regards, le peuple se familiarisait tous les jours à l'usage et au maniement des armes. Au mois de mars parut le manifeste de la Ligue sous le couvert du duc de Bourbon ; on y faisait ressortir le danger que courait la France si elle tombait jamais sous la domination des Bourbons hérétiques. Le roi répondit comme toujours avec faiblesse ; la France était inondée d'écrits en faveur de la Ligue, pendant que le jésuite Mathieu la soutenait à Rome auprès de Sixte V. Le duc de Nemours n'ayant pas trouvé auprès du Pape les sûretés que sa conscience exigeait s'il se déclarait ouvertement, abandonna le parti ; son exemple fut suivi par plusieurs seigneurs, et si le roi eût montré plus de fermeté, peut-être eût-il pu arrêter les complots dirigés contre le pouvoir et contre sa personne. Les forces de la Ligue, en ce moment, n'étaient pas formées ; l'argent lui manquait et les troupes étrangères n'étaient point encore entrées en France ; mille causes pouvaient les empêcher d'y pénétrer.

Le roi, de tous les conseils qu'on lui donnait, prit le plus mauvais, celui de traiter avec ses sujets ; sa mère en fut chargée. Un traité fut signé à Nemours le 7 juillet, le 19 d'après les Mémoires de La Force, entre la Ligue et le roi ; le roi s'engageait à ne reconnaître d'autre religion que la religion catholique romaine, sous peine de mort contre les contrevenants, à chasser les ministres du royaume, à déclarer les calvinistes incapables de posséder ou de conserver quelle charge que ce fût, et enfin à casser les chambres mi-parti, à leur redemander leurs places de sûreté et leur déclarer la guerre s'ils refusaient. Le roi, faible jusqu'au bout, consentit à deux articles plus humiliants encore ; il devait payer les troupes étrangères du duc de Guise et entretenir de ses deniers les garnisons des places de sûreté promises à la Ligue. C'était vouloir se faire battre avec ses propres armes. Il ne fut rien réglé sur

la cause principale de la guerre, savoir, les prétentions du duc de Bourbon au trône.

Le roi de Navarre apprit cette nouvelle au château de La Force où il était alors à attendre les événements et en causant avec le duc de La Force en qui il avait une grande confiance ; cet édit affligea si cruellement le roi de Navarre qu'il dit depuis au duc de La Force : « pensant à cela profondément et tenant la tête appuyée sur ma main, l'appréhension des maux que je pressentais pour mon pays fut telle qu'elle en blanchit la moitié de ma moustache. »

Henri de Navarre comprit tout de suite quelles seraient les funestes conséquences de ce traité ; il en écrivit au roi qui lui répondit : « Laissez les Guises porter les premiers coups afin qu'on ne nous accuse pas de troubler la paix du royaume et qu'on voie au contraire que ce sont eux qui veulent la guerre. »

Mais Henri de Navarre ne restait pas inactif, il répandait des manifestes ; il offrit le duel au duc de Guise pour éviter l'effusion du sang français et tâcher d'attirer vers lui tous ceux qui flottaient encore, ceux qui redoutaient les Guises ou qui comprenaient les fatales conséquences de la Ligue au point de vue protestant, tandis que des pays étrangers on lui envoyait des petites troupes de soldats.

Les affaires de la Ligue ne marchaient pas très vite et, de son côté, le roi manquait de l'argent nécessaire pour tenir ses promesses ; il frappa des contributionssur le clergé, les marchands et les gages du Parlement pour payer trois armées ; l'une devait rester près de lui ; la seconde, sous le duc de Guise, opérer contre les Allemands, et la troisième, commandée par le duc de Mayenne, aller en Guyenne tenir tête aux protestants. Cette guerre est connue dans l'histoire sous le nom de Guerre des trois Henri : Henri III, à la tête des royalistes ; Henri de Navarre, à la tête des calvinistes ; Henri de Guise, à la tête des ligueurs. En moins de deux mois, outre le Languedoc, Henri de Navarre eut soumis la plus grande partie de la Guyenne, du Dauphiné, de la Saintonge et du Poitou. Les protestants fortifièrent Bergerac, Ste-Foy et Castillon ; ils formèrent une armée de huit mille hommes commandée par le

v^{te} de Turenne ; elle ravagea et ruina le Périgord et assiégea Brive ; elle ne réussit pas et marcha sur Tulle qui se rendit ; de là, cette armée, bien ravitaillée par le pillage de Tulle, rentra en Périgord et passa près de Sarlat sans l'attaquer. Une des armées du roi de Navarre fut dispersée en Anjou par l'imprudence du prince de Condé qui la commandait ; il fut obligé de passer en Angleterre, d'où il revint bientôt débarquer à La Rochelle avec des troupes et de l'argent qu'Elisabeth lui avait prêtés. La Ligue s'effraya de ces progrès si rapides, elle en accusa le roi et le contraignit de demander au St-Siège l'excommunication des Bourbons ; le jésuite Mathieu, surnommé le courrier de la Ligue, partit pour Rome afin de la solliciter ; la bulle en fut fulminée au mois d'août, à la grande joie des ligueurs ; elle déclarait le roi de Navarre et le prince de Condé génération bâtarde et détestable de l'illustre maison de Bourbon, hérétiques relaps, chefs, fauteurs et protecteurs de l'hérésie et comme tels, privés de leurs seigneuries, terres et dignités, incapables de succéder à aucune principauté, nommément à la couronne de France et déliait leurs sujets de leurs serments de fidélité. Cette nouvelle, dit de Thou, ne servit qu'à jeter du feu sur de l'huile bouillante ; mais le roi, qui aurait dû supprimer cette bulle, fit au moins comme s'il l'ignorait, de sorte qu'elle fit moins d'effet, n'étant pas revêtue des formalités qui devaient lui donner de l'autorité. Les Bourbons répondirent directement au pape, en faisant afficher sur les portes mêmes du Vatican une protestation contre cette sentence.

Toujours indécis et faible, Henri III, lassé par les Ligueurs, avait réduit à quinze jours les deux mois qui restaient sur les six accordés aux protestants pour sortir de France ; le roi de Navarre publia à Bergerac un manifeste par lequel il défendait d'obéir à cet édit, aux protestants des provinces qui lui étaient soumises ; il confisqua les biens des catholiques qui portaient les armes contre lui et les vendit pour subvenir aux frais de la guerre.

M. d'Aubeterre, sénéchal du Périgord, députa à la ville de Bergerac (1) Bertrand de Fayard, seigneur des Com-

(1) Jûrades de Bergerac, année 1585.

bes, pour prévenir les consuls qu'ils eussent à se tenir en garde pour conserver leur ville en l'obéissance du roi, et aussitôt toutes les précautions nécessaires furent prises pour éviter une surprise, faire bonne garde, acheter des poudres à Limeuil, faire venir un maître arquebusier d'Eymet, réparer les murailles, refaire les portes et ponts-levis; les marchands durent avoir leurs armes dans leurs boutiques pour être prêts au premier avis.

Cependant le duc de Mayenne, chef de l'armée royale dirigée contre la Guyenne, s'était rencontré à Châteauneuf sur Charente avec le maréchal de Matignon, gouverneur du Bordelais; les députés de Saintonge et d'Angoumois vinrent les y trouver; ils voulaient qu'on attaquât Pons, Taillebourg et Saint-Jean-d'Angely dont les protestants s'étaient récemment emparés, disant qu'il y avait danger à les laisser derrière soi. Malgré leurs instances et leurs raisons, il fut décidé qu'on avancerait dans le pays et que l'on n'attaquerait que les places de peu de résistance, la saison étant trop avancée et l'armée n'ayant pas assez d'artillerie pour attaquer des places aussi importantes. On avança donc dans la Guyenne, mais tous les bords de la Dordogne étaient couverts par les troupes protestantes; les catholiques n'avaient qu'un poste à Souillac sur les limites du Quercy, et l'on savait que le v^{te} de Turenne voulait attaquer les troupes royales au passage de la rivière.

Mayenne chargea M. d'Hautefort, gouverneur du Limousin, de chercher un passage; il fit dire qu'avec des bateaux on passerait à Limeuil, mais le pays étant occupé par l'ennemi, on éprouva trop de difficultés à se procurer des bateaux, aussi suivit-on le conseil de Hébrard de Saint-Sulpice, gouverneur du Quercy, qui était de passer la rivière entre Souillac et Beaulieu, au port de Branne. Après avoir pris cette résolution, Mayenne et Matignon se séparèrent après s'être donné rendez-vous à Sainte-Bazille pour le 25 février 1586. Matignon regagna Bordeaux et Mayenne entra en Périgord par La Tour-Blanche et Bourdeille et entra à Périgueux le 9 janvier 1586; il y fut reçu avec les plus grands honneurs par l'évêque et le clergé. Pendant ce temps le v^{te} de Turenne fit

sans succès une tentative sur Belvès ; ainsi, repoussé de devant Roquebrune et Monségur en Bazadais, il se retira à Bergerac en attendant une saison plus favorable et d'avoir réuni des troupes plus nombreuses avant de tenter de nouvelles entreprises.

La ville de Périgueux acheta l'hospice Saint-Silain pour en faire des boucheries ; elle fut autorisée par Matignon à lever une garnison de cinquante hommes.

Au mois de juin 1585, près de St-Quentin, des marchands de Sarlat, Bernard Gondet, Pierre Garaudel, Bernard Boisière, furent volés par un nommé François d'Abzac qui se tenait au château de la Serre, près de Saint-Quentin, de quatre charges de marchandises pouvant rapporter dix écus. Gondet poursuivit François d'Abzac en justice ; mais ce ne fut que longtemps après que ce dernier étant allé se saisir de la maison du Cluzel aux portes de Sarlat, y fut assiégé par les habitants ; obligé de se rendre, il fut conduit à Sarlat, passa en jugement et fut condamné à avoir la tête tranchée ; dans l'attaque de cette maison furent tués Pierre Bosquet et un fils de M. de Fages.

En mars 1585, le sénéchal assiégeait Montpon ; il demanda des secours à la ville de Périgueux qui lui envoya de la poudre et cinquante arquebusiers ; l'arrivée de ce secours détermina les protestants à se rendre (1).

Le jour de la Pentecôte, pendant la messe, un parti de cavalerie huguenote vint faire une reconnaissance jusqu'auprès du pont de la Cité ; huit ou neuf d'entre eux même poussèrent jusqu'à l'hôtellerie du Chapeau-Rouge, prirent un morceau de l'enseigne pendue à la fenêtre et se retirèrent au galop ; ils furent vigoureusement poursuivis jusqu'au pont de la Cité par le maire de la ville et Chilhaud des Fieux à la tête de quelques arquebusiers.

Le 16 mars, le consul de la Valade, envoyé à la cour, obtint du roy un quartier des tailles du Périgord revenant à 9,300 l. pour rebâtir les murs de la ville et réparer les fortifications.

Le sénéchal écrivit le 22 mars qu'il bloquait Montpon, qu'on lui envoya de la poudre et des soldats, à quoi l'on obéit promp-

(1) Archives communales, série FF. 174.

tement parce que l'on envoya audit sieur cinquante arquebusiers conduits par le sieur Chilhaud le jeune et Chaignon et trois quintaux de poudre qui fut été cause que les huguenots qui étaient dedans ne pouvant résister quittèrent la place.

Le sénéchal désirait loger six cents hommes à Périgueux ; on éloigna ou retarda tant que l'on put à cause de la pauvreté de la ville et la chose n'eut pas lieu.

Le sénéchal voulait établir un magasin de foin et d'avoine pour la cavalerie de la ville de Périgueux, et, après quelques difficultés, la ville nomma un receveur dudit magasin, Me Jean Geneste.

Le même jour, le château de Luziers fut assiégé par un autre parti de l'armée de Turenne ; il supporta soixante-seize coups de canon et fut emporté après une vigoureuse résistance ; cent protestants y furent tués ; vingt défenseurs y périrent et quatre furent pendus. Le 16 décembre, Belvès fut pris par La Rochefoucauld, mais le fort résista onzo jours sans pouvoir être réduit ; la ville fut pillée et les religionnaires se retirèrent.

Dans le même temps, un peu avant ou après, le capitaine Pioulettou, avec sa compagnie et les habitants de Saint Cyprien, assiégea le château de Fages qu'il prit facilement, mais peu de jours après il en fut chassé par le seigneur de Beynac.

1586. — Le duc de Mayenne, après avoir quitté Périgueux, arriva sur les bords de la Vézère, à Montignac, place qui appartenait au roi de Navarre et où il avait garnison ; d'Hautefort et les consuls de Périgueux voulaient qu'on l'attaquât, parce qu'une fois cette forteresse en leur pouvoir, La Maurie, gouverneur de Tulle, ne pourrait plus s'appuyer sur elle pour faire des courses dans le pays ; mais l'armée n'était pas assez pourvue d'artillerie pour faire un siège en règle ; Mayenne envoya le sieur de Lestang à Brive chercher du canon et des boulets pendant que le sieur de Saint Pardoux allait au Dorat pour en ramener un canon et une coulevrine. Jean de Gontaut-Biron Salignac commandait la place. Mayenne voulait s'emparer de la ville et empêcher la garnison de la brûler, ainsi qu'elle semblait en avoir l'intention, car il jugeait comme étant d'un grand avantage pour ses soldats de les mettre à l'abri des rigueurs de la saison en même temps qu'ils auraient

pu faire commodément le siège du château ; ce projet fut mis à exécution ; pendant une nuit sombre, d'Hautefort et Lafaye d'Auriac entrèrent dans la ville où ils avaient des intelligences ; ils étaient suivis de près par les régiments de Vic et de Birague qui s'emparèrent bientôt de la ville ; cent vingt soldats de la garnison purent se réfugier dans le château ; trois ou quatre jours après, les murailles qui avaient reçu 260 coups de canon laissèrent voir une brèche praticable ; la garnison voyant la résistance inutile n'attendit pas l'assaut ; elle se rendit à la condition d'avoir la vie sauve ; les gentilshommes devaient se retirer l'épée au côté et les soldats un bâton blanc à la main (3 février 1386) (1).

De Montignac les troupes de Mayenne entrèrent dans le pays situé entre la Vézère et la Dordogne et s'emparèrent des châteaux de Beynac, Salignac et St Geniès ; les habitants de Sarlat voulaient qu'on attaquât Montfort, place qui appartenait au v^e de Turenne et dont la garnison dévastait le pays (2) ; François de Casillac, seigneur de Cessac, fut détaché pour la reconnaître ; il rapporta qu'il était difficile d'en approcher ; d'ailleurs la nouvelle arriva que Matignon se rendait de Bordeaux à Sainte-Bazille ; Mayenne se mit en marche sur le champ par Gagnac (3) et Martel (4) en Quercy, se dirigeant vers Beaulieu pour passer la Dordogne, se flattant qu'il pourrait se rendre maître de Figeac dont la garnison faisait des courses continues ; mais il fut reconnu que ce serait exposer l'armée que de passer en cet endroit et l'on choisit Creysse (5) comme plus favorable et moins dangereux ; Mayenne fit traverser la rivière à ses troupes sur des pontons et détacha Saint-Chamrand, maréchal de camp, avec deux pièces de canon pour repasser la rivière à Souillac et s'emparer du château du Roc où il y avait trente hommes de garnison qui pillaient le pays ; mais ceux-ci se retirèrent à son approche vers Montfort et

(1) *Mémoires de Sully*, t. I, p. 215.

(2) Chanoine Tarde, p. 255.

(3) Gagnac, canton de Bretenoux (Lot).

(4) Martel, canton (Lot).

(5) Craysse, canton de Martel (Lot).

Bourzolles (1), places du v^e de Turenne. D'Hautefort, avec le régiment de Sacremore et deux pièces de canon, prit Gignac qui servait de retraite aux garnisons voisines, et pour l'exemple fit pendre tout ce qu'il y trouva. L'abbaye et la ville de Beaulieu (2) défendues par G. de Guiscard de Cavaignac se rendirent aux forces supérieures de d'Hautefort, à la condition d'a-
« voir la vie et bagues sauvées ». Mayenne, après ces succès, entra dans le Quercy et vint camper à Gourdon où il fit reposer ses troupes pendant quelques jours ; son armée souffrait beaucoup des approches de l'hiver, du manque de vivres et des maladies, mais il n'en continua pas moins la guerre. Au mois d'avril il rejoignit Matignon qui lui avait écrit que son projet était d'attaquer Castets (3) et que le roi de Navarre était venu à Nérac où il réunissait des troupes pour arrêter les progrès de l'armée du roi. Le roi de Navarre, ayant appris que Mayenne et Matignon le guettaient à son passage quand il se rendrait en Poitou où l'appelait l'importance des affaires, ne resta que deux jours à Nérac et avec quelques cavaliers seulement, il leur échappa en passant par Caumont, Marmande et Eymet, pendant que son armée marchait pour le rejoindre, à Ste-Foy ; là, il laissa le gouvernement de la Gascogne au v^e de Turenne. Pendant ce temps, Matignon devant Castets éprouvait deux sorties dans l'une desquelles il perdit le capitaine Puyferrat, Bertrand de La Porte ; apprenant que les troupes du roi de Navarre venaient au secours de la place, il se retira du côté de Langon pour attendre l'arrivée de Mayenne qui, de son côté, voulait entraver la marche du roi de Navarre ; mais il fut si lent, qu'Henri eut le temps de faire passer toutes ses troupes par Sainte-Bazeille et de gagner Monségur et Bergerac. Mayenne voyant qu'il l'avait manqué descendit du côté d'Aiguillon pour battre le pays et inquiéter les garnisons des petites places appartenant au roi de Navarre.

Après diverses expéditions en Saintonge et en Angoumois où les protestants, s'ils furent quelquefois vainqueurs, firent

(1) Bourzolles, commune du canton de Souillac (Lot).

(2) Beaulieu, chef-lieu de canton de la Corrèze.

(3) Castets, Gironde.

des pertes sensibles parmi leurs capitaines et furent moins heureux à Castets qui tomba au pouvoir des troupes royales, et à Sainte-Bazeille qui, peu de temps après, se rendit à Mayenne, malgré les efforts du roi de Navarre, qui était à Bergerac ou à Sainte Foy dirigeant les opérations et les secours. De Ste-Bazeille, le duc se dirigea sur Monséur qu'il voulait prendre pour ouvrir les communications entre le Périgord, le Limousin et le Quercy, mais il tomba malade au moment où il prenait ses premières dispositions ; aussitôt il écrivit à Matignon qui était à Bordeaux de venir prendre le commandement de l'armée ; quelques jours après Monséur se rendit.

Quand la santé du duc de Mayenne fut rétablie, il alla à Libourne où Bouchard, v^{ic} d'Aubeterre, avait conduit de Limoges, sous bonne escorte, la solde des troupes ; il établit son camp entre l'Isle et la Dordogne, sur laquelle le roi de Navarre tenait Lalinde, Bergerac, Sainte Foy et Castillon ; il eût voulu à tout prix s'emparer de Bergerac et il espérait que Biron, qui opérait en Poitou viendrait l'aider ; mais Biron en fut empêché, et seul, ne se trouvant pas assez fort pour entreprendre ce siège, il s'en alla attaquer Castillon (1).

Le roi de Navarre, reconnaissant qu'il ne pouvait tenir tête à tant d'ennemis à la fois, avait jeté des troupes et des munitions dans Monséur qui, nous l'avons vu, avait néanmoins été pris, dans Castillon et Ste-Foy, puis il s'était rendu à La Rochelle ; il y apprit que Biron avait l'intention d'assiéger Marans (2) ; aussitôt il y alla lui-même pour mettre la place en état, n'ayant pas le temps de la raser, ainsi que le voulaient les Rochelois. Biron poussa le siège de Marans avec vigueur, il fut même blessé, et au moment où il espérait le succès, il reçut l'ordre de la cour de traiter avec le roi de Navarre ; mais ce ne fut qu'un accord particulier, car quelques jours après le roi de Navarre s'empara d'un convoi qui portait l'argent du roi. Cependant Henri III, dans la crainte de voir entrer en France les troupes allemandes, désirait la paix, et la reine-mère cherchait à renouer des conférences entamées

(1) De Thou, t. IX, p. 582, 586.

(2) Marans (Charente-Inférieure.)

dès l'année précédente ; mais le roi de Navarre répondit qu'il ne lui était pas possible de négocier entre les deux armées de Mayenne et de Biron. Le duc de Mayenne et le maréchal de Matignon continuaient le siège de Castillon où commandait le baron de Savignac ; les protestants tenaient la campagne tout à l'entour, à Sainte Foy, à Bergerac, à la tour de Montravel(1), au fort de Minzac (2) ; la ville était forte et bien défendue. Mayenne faisait des approches, élevait des forts et des redoutes du côté de Montravel pour se mettre à l'abri des attaques de Turenne qui le harcelait sans cesse et qui réussit à jeter cent vingt hommes dans la place.

La ville fut resserrée de plus près pendant que le commandeur de La Douze tenait la rivière avec des barques armées et empêchait les communications de ce côté là ; mais les troupes du roi ne restaient pas inactives ailleurs ; François de Jaubert, sieur de Barraut, sénéchal de Bazas, s'était mis en campagne avec un détachement de cavalerie pour faire des courses vers Ste-Foy ; il rencontra Florestan de Béthune, gouverneur de Montflanquin pour le roi de Navarre, accompagné de Clermont de Piles, de Maligny (3) et du sieur de Beauvais ; la charge fut rude ; le sieur de Montardit, lieutenant de Barraut, le capitaine Chilhaud de Périgueux, et Charles de Birague chargèrent vigoureusement les calvinistes, et comme ils étaient plus nombreux ils les eurent bientôt mis en fuite, après avoir tué Béthune, Maligny et plusieurs autres ; de Piles fut dangereusement blessé. Mais ce succès ne s'obtint pas sans pertes pour les catholiques. Montardit fut blessé et Birague fait prisonnier ainsi que Grimaldy.

Le siège de Castillon continuait à être poussé avec vigueur, il était soutenu de même et Turenne, Vivans et Favas entravaient les travaux des assiégeants par des attaques continuelles ; mais le commandeur de La Douze ayant détruit les casemates qui gênaient l'effet des pièces des assiégeants, l'attaque marcha plus vite ; une tour fut renversée et la brè-

(1) Montravel, canton de Vélines (Dordogne).

(2) Minzac, canton de Villefranche-de-Longchapt (Dordogne).

(3) Maligny, Jean de la Ferrière, vidame de Chartres, seigneur de Confolens.

che se trouvant ainsi élargie, Mayenne résolut de donner l'assaut ; enfin, les défenseurs de la ville, décimés par les balles et les maladies demandèrent à capituler ; le traité fut signé à la condition que les chefs sortiraient la vie sauve avec leurs armes et leurs chevaux, que les soldats seraient désarmés et jureraient de ne pas servir de quatre mois contre le roi de France ; les habitants furent laissés à la discrétion du vainqueur, et le duc de Mayenne les traita cruellement. La perte de Castillon fut suivie de la reddition des châteaux de Puy-Normand (1) et de Minzac ; le premier fut rasé, mais le second fut repris quelques jours après par Turenne.

Pendant le siège de Castillon, les habitants de Périgueux envoyèrent pour leurs affaires M de Montozon et de Langlade vers le duc de Mayenne ; étant au Pas-de-l'Anglais (2) ils trouvèrent un homme qui venait avertir que Vivans avec cent cinquante ou cent soixante chevaux était vers Mensignac et s'approchait de la ville ; ils prirent alors le chemin de Mussidan. Vivans et sa troupe se retirèrent après avoir fait beaucoup de prisonniers aux environs de Périgueux.

Mayenne, après ces divers exploits, qui étaient bien peu de chose pour une campagne de neuf mois et encore moins pour les bravades de la Ligue, se retira à Paris après s'être reposé quelques jours au château de La Vauguyon en Limousin, d'où il enleva la veuve de Charles des Cars, prince de Carency, qui avait été tué en duel quelque temps auparavant par Charles de Biron ; il voulait la faire épouser à son fils, mais il ne put réussir ; elle se maria depuis avec le comte de Saint-Paul, François de Longueville (3).

Pendant que ces faits avaient lieu en Périgord, le duc de Guise s'emparait en Champagne, sur le duc de Bouillon, des villes de Raucoux et de Donzy ; le duc d'Aumale avec les Picards, passionnés ligueurs, s'empara de Doullens (4) et de quelques autres places.

(1) Puy-normand, près de Coutras.

(2) Le Pas-de-l'Anglais, hameau de la commune de Chancelade.

(3) Cet enlèvement fit dire que Mayenne n'ayant pu prendre la Guyenne avait pris une fille.

(4) Doullens (Somme).

Les favoris du roi, jaloux de voir le pouvoir et la gloire des armes en la puissance des Guises leurs ennemis, demandèrent aussi des commandements ; le roi donna au duc de Joyeuse l'armée destinée au maréchal d'Aumont pour opérer en Auvergne, Velay et Gévaudan ; il donna un pareil commandement à d'Epernon en Provence. Joyeuse s'empara de Malzion et de Marieuse en Gévaudan ; après la réception des envoyés des princes allemands vers le roi pour lui faire des représentations sur sa conduite envers les protestants, réception à la suite de laquelle les princes allemands, mécontents des réponses du roi, résolurent d'envoyer au plus tôt des secours à leurs coreligionnaires français ; les ligueurs se réunirent à l'abbaye d'Orcamp près de Noyon ; ils s'y décidèrent à refuser les avantages que le roi leur faisait et de précipiter la guerre en attaquant les protestants qui venaient de surprendre Rocroy ; le duc de Guise fut l'assiéger ; elle se rendit pour éviter l'assaut.

Lesdiguières en Provence et en Dauphiné faisait une rude guerre aux protestants et s'emparait de plusieurs de leurs places fortes comme Saint-Jalle, Mirabel et le château de Castellane.

En Poitou, le roi de Navarre assiégeait lui-même Chizay qui se rendit après une vigoureuse résistance de son commandant Fayolle ; pendant ce siège, le roi de Navarre reçut l'avis que les troupes protestantes d'Allemagne étaient sur le point d'entrer en France ; il prit en outre Souzay, Saint-Maixent, Fontenay, Mauléon, le château de la Garnache ; mais ayant manqué Niort et Parthenay, il rentra à La Rochelle.

En même temps, il y avait quelques troubles en Limousin : les protestants avaient tenté de s'emparer de Saint-Junien et avait pris Château-Cherveix, le château de Cromières, Saint-Victurnien et plusieurs autres petites places fortes dont ils furent en peu de mois chassés par le vicomte de Guiche.

On se souvient d'avoir vu le maréchal de Biron traiter avec le roi de Navarre d'après les ordres de Henri III qui désirait la paix pour éviter l'entrée des troupes étrangères en France. Ce fut la reine-mère qui fut chargée de négocier avec le roi de Navarre ; ces premières ouvertures n'ayant pas réussi, des

conférences eurent lieu à Cognac, à Saint-Bris, à Saint-Maixent; Catherine y déploya tous ses artifices habituels, mais elle ne réussit point. On voulait que Henri de Navarre se fit catholique, comme étant le meilleur moyen de tout concilier. Le prince refusa de conclure une trêve pendant ces conférences de peur de ralentir la marche des Allemands, mais il offrit de se servir de ces troupes auxiliaires au nom du roi et de les employer de concert avec lui contre les ligueurs; il fut refusé et tout fut rompu. Le roi de Navarre se retira de nouveau à La Rochelle et se prépara pour soutenir la lutte qui allait recommencer, tout en se livrant aux fêtes et aux divertissements.

1587. — Tout à coup on apprit en France la mort de Marie Stuart, décapitée le 17 février 1587. Ce fut un nouveau motif de haine contre les calvinistes et tout ce que le roi avait fait pour amener les partis à la paix fut anéanti. Une nouvelle trame en faveur de la Ligue faisait des progrès rapides à Paris; les conjurés dont les chefs étaient le président Hennequin et Etienne de Neuilly augmentaient tous les jours; cette association avait des assemblées secrètes, des prêtres en faisaient partie et le plus emporté des meneurs était Bussy-Leclerc, procureur au Parlement; on s'était distribué les quartiers et les emplois; pour exciter le peuple à la révolte, on présentait, chose triste à dire, en chaire et par les confesseurs, le roi comme protecteur secret des calvinistes; on envoya dans les provinces des émissaires chargés d'y organiser de semblables associations et l'on se prépara pour qu'au signal donné par Paris la révolte éclatât partout à la fois. Tout, on le voit, conduisait le duc de Guise où il voulait aller, mais fidèle à son plan, il ne paraissait point; Mayenne lui-même n'était pas à Paris; il y fut attiré par les conjurés qui voulaient se saisir du roi, égorger les gentilshommes les plus fidèles et composer un nouveau Parlement, mais le complot fut déjoué.

De La Rochelle, le roi de Navarre donna ordre au v^e de Turenne de demeurer en Périgord (1); pendant qu'il était à

(1) Chanoine Tarde, p. 287.

Bergerac, il fut informé par un homme de confiance qu'il serait aisé d'escalader Castillon, que le duc de Mayenne avait si longtemps assiégé avant de s'en emparer ; le vicomte se rendit à Ste-Foy, en tira deux cents arquebusiers, s'embarqua sur la Dordogne et avec trente gentilshommes il prit terre à La Mothe près de Castillon ; il confia l'attaque à Pierre de Chouppes ; St-Ferréol commandait la place située sur un plateau fort escarpé. La nuit était très obscure, les assaillants escaladèrent les murs sans éveiller l'attention des sentinelles pendant que Chouppes restait dans le fossé pour empêcher le bruit et faire avancer les troupes à mesure qu'il le faudrait. Les sentinelles furent bientôt égorgées et Turenne escaladant lui-même la muraille fut maître de la ville avant que la garnison eût pu se mettre en défense ; les catholiques se réunirent cependant à la hâte sur un tertre, mais voyant toute lutte inutile ils se retirèrent par une brèche qui avait été faite lors de la première prise de la ville.

Quelques jours après, les protestants voulurent s'emparer de St-Emilion ; mais ils furent repoussés, avec grandes pertes. Parmi les blessés fut Jean Clermont de Piles, fils du grand capitaine, et parmi les morts le sieur de Saint-Jean et Pons de Cervai, sr de Bétou (1).

De son côté le roi de Navarre continuait la guerre en Saintonge et en Poitou ; il profita de ce que le duc de Joyeuse était allé faire un voyage à Paris pour tomber sur son armée qui était sans discipline et sans chefs capables de la conduire ; il la surprit plusieurs fois, tua bon nombre de soldats et fit des prisonniers.

Le comte de Soissons, frère du roi et ennemi des Guises, profita du désordre et de la négligence des troupes royales pour les traverser et venir se joindre au roi de Navarre. Cependant le duc de Joyeuse apprenant l'indiscipline de ses troupes partit de Paris avec de l'argent que le roi lui donna pour les payer, suivi de nombreux gentilshommes et attendant de nouvelles troupes qui se réunissaient.

(1) Bétou, château, commune de Marnac (Dordogne).

Le roi de Navarre forma une armée avec tous les soldats qu'il put trouver en Poitou, en Anjou, en Touraine et en Berry; il manda au prince de Condé, à M^{rs} de Turenne, de La Trémouille, de La Rochefoucauld de lui mener tous leurs gens de guerre; il voulait s'ouvrir un chemin par la Guienne, le Languedoc et le Lyonnais vers les sources de la Loire pour y rejoindre les Allemands. Ce fut à opérer cette jonction que le roi de Navarre mit tous ses soins pendant que Joyeuse n'avait pas encore ses troupes; il s'avança donc vers Montlieu (1), Montguyon (2) et La Rochechalis (3), toujours observé par le duc de Joyeuse. Ce dernier ne crut pas devoir attendre l'arrivée du maréchal de Maignon afin de ne pas laisser échapper une occasion de combattre qui ne se représenterait peut-être plus. A cela, il n'y avait point de témérité, selon les apparences, car son armée était plus nombreuse que celle des protestants; mais le roi de Navarre qui n'aimait pas à s'aventurer sans nécessité dans un combat important, loin de chercher à s'engager, ne pensait qu'à gagner la Dordogne sur les bords de laquelle il avait d'assez bonnes places pour arrêter l'ennemi; c'est dans cette intention qu'il arriva aux passages de Chalais et d'Aubeterre; le poste de Coutras lui parut important pour favoriser ce passage et il ne le sembla pas moins au duc de Joyeuse pour l'empêcher; il y envoya Lavardin avec la cavalerie albanaise pour s'en emparer, mais La Trémouille l'en chassa et s'y maintint après une vive escarmouche. Joyeuse fut obligé de rétrograder jusqu'à La Rochechalis où il passa la nuit pendant laquelle l'armée du roi de Navarre traversait la rivière au gué de Coutras; le lendemain matin Joyeuse passa la Dronne au-dessus de Coutras; son avant-garde fut arrêtée, pendant près de deux heures, aux Pointures, par la cavalerie légère protestante conduite par La Trémouille, Vivans et La Boulaye.

Bientôt cependant les deux armées furent en présence,

(1) Montlieu, ch. 1. de canton (Charente-Inférieure.)

(2) Montguyon, ch. 1. de canton (Charente-Inférieure.)

(3) La Rochechalis, commune, canton de Ste-Aulaye (Dordogne).

dans la plaine de Coutras, entre l'Isle et la Dronne (1). L'armée du duc de Joyeuse était la plus nombreuse, mais formée de nouvelles levées, couverte d'ornements et d'armes brillantes; celle du roi de Navarre moins forte et plus aguerrie, bien moins élégante, mais exercée aux fatigues.

Henri partagea sa cavalerie en quatre corps; il se réserva le commandement du premier ayant sous ses ordres Jean de Pons de Plazac, Charles de La Boulaye, Jacques de Caumont La Force et François de Foix-Candale, qui portait la cornette blanche; le second corps, aile droite, fut confié au prince de Condé, qui avait pour lieutenants Jean de Madaillan, Louis de Saint-Gelais, maréchal de camp, Prigent de La Fère et le v^e de Gourdon; le troisième, aile gauche, était sous les ordres du comte de Soissons; Turenne commandait le quatrième, réserve composée de la cavalerie légère; il avait avec lui Pardaillan, Pangeas, d'Astarac, de Fontenilles, Pierre de Chouppes. L'infanterie était conduite par Gaspard de Valiros, Jean de Parabère, Gabriel Prévôt de Charbonnières, de Castelnau, Bertrand de Mellet de Fayolle de Neuvic, de Courcillon-Dangeau, de Preaux, de La Feutrière, Jean de Biron-Salignac, Pierre d'Escodéca de Boisse (2), de Granville et Lacroix. Sully, Clermont d'Amboise, Bois du Lys et Mignonville furent chargés de l'artillerie et des bagages.

Le duc de Joyeuse avait divisé sa cavalerie en trois corps, le premier commandé par Lavardin (3) et de Buat, le second par Lagrange-Montigny, le troisième était conduit par le duc lui-même, l'infanterie et la cavalerie légère étaient sur les ailes. L'action commença à huit heures du matin; Sully et Clermont d'Amboise avaient si bien porté leur artillerie qui ne se composait que de trois canons, que ses décharges avaient dès l'abord mis les catholiques en désordre; cependant ils firent reculer les soldats de La Trémouille et de Turenne qui eurent leurs chevaux tués sous eux; Vivans fut

(1) De Thou, t. X, p. 3. Davila, t. II, p. 277. *Arch. hist. de la Gironde*, t. X, p. 309. *Mém. de Sully*, p. 255.

(2) Boisse, canton d'Issigeac (Dordogne).

(3) Lavardin, Jean de Beaumanoir.

dangereusement blessé, mais l'artillerie continuant son feu arrêta l'impétuosité des catholiques qui n'offrirent bientôt aux efforts du roi de Navarre qu'un corps mal joint et mal soutenu; le prince de Condé et le comte de Soissons l'aidèrent puissamment avec leurs escadrons; ces trois princes firent des prodiges de valeur; ils renversèrent tout sur leur passage.

L'artillerie du duc de Joyeuse fut mal commandée et mal dirigée; elle tira bien quelques coups vers la troupe du prince de Condé, mais sans grand effet, puisqu'il n'y eut de tué qu'un cheval monté par un page du roi de Navarre. La cause du peu d'effet de cette artillerie fut une petite éminence qui empêchait de bien viser et où la plupart des coups allaient s'enterrer.

Le champ où fut faite la charge principale demeura couvert de cavaliers, de chevaux et d'armes; les lances jonchaient la terre en si grande quantité qu'elles empêchaient le passage; c'est là que tomba le duc de Joyeuse.

Le duc de Joyeuse, au désespoir de voir ses projets renversés par cette défaite, ne chercha point à se sauver. « Que faut-il faire ? » lui demanda-t-on : « Mourir », répond Joyeuse et il s'élance au plus fort de la mêlée, suivi de Claude de Saint-Sauveur, son frère. Obligé de se rendre, il jeta son épée aux pieds de St-Christophe et de Vignole, quand le capitaine Bourdeau Descentiers et La Mothe Sainte-Héraye survenant, ce dernier le tua lâchement d'un coup de pistolet. Pendant que la cavalerie catholique était mise en fuite, Valiros et Salignac attaquaient l'infanterie qui bientôt aussi se débanda et battit en retraite; il était neuf heures du matin; le combat était fini. Ceux qui se distinguèrent et contribuèrent le plus au gain de la bataille furent : le sieur de St-Jean Ligoure en Limousin, commandant les arquebusiers; Sully et Clermont d'Amboise avec leur artillerie, le prince de Condé qui fut renversé d'un coup de lance que lui portait d'Epinaï Saint-Luc; celui-ci renversé du choc aida le prince à se relever et se rendit à lui; le roi de Navarre fit lui-même prisonnier Château-Renard en lui portant le pistolet sous la gorge et lui disant : « Rends-toi, Philistin ! » Les débris de l'armée vain-

cue furent poursuivis jusque près de La Rochechalais ; elle perdit son artillerie, ses bagages, ses étendards, trois mille hommes et presque tous ses chefs, outre Joyeuse et son frère ; on cite parmi eux : Louis de Champagne, d'Halluyn du Roussoi, Claude de Maillé-Brézé, de Goëlle, d'Avaugour, Jacques d'Amboise, le comte d'Aubijoux, Charles de Belleville, le s^r de Fumel, le sieur de Neuviç l'ainé, frère de celui qui combattait dans les rangs protestants ; de Rochefort, de Saint-Fort, Jean de Montalembert, de Vaux, de Bourdet, etc., sans compter les prisonniers ; les protestants perdirent peu de monde et personne de marque ; la bataille s'était livrée le 20 octobre 1587.

Le roi de Navarre se montra plein de générosité, il renvoya presque tous les prisonniers sans rançon et fit des présents à quelques-uns des principaux ; c'était la première bataille importante gagnée par les protestants depuis le commencement de la guerre, mais ils ne surent tirer aucun profit de leur victoire.

Le lendemain de la bataille, le roi de Navarre coucha au château de Vayres, et le 24 octobre il dina et coucha à Montaigne, ne semblant pas s'inquiéter des affaires de son parti ; il semblerait qu'après cette victoire inespérée le parti protestant eut dû poursuivre la lutte afin d'arriver à un but et essayer, selon les premiers projets du roi de Navarre, de rejoindre l'armée allemande qui arrivait à son secours ; mais l'incertitude s'empara des chefs ; les gentilshommes qui s'étaient réunis pour le combat se retiraient pour la plupart chez eux. Ce que voyant, Henri de Navarre partagea son armée en trois corps ; le premier sous son commandement devait opérer en Gascogne ; le second, sous le prince de Condé, devait agir en Poitou et tâcher de joindre l'armée allemande ; le troisième, sous le v^{te} de Turenne, demeura en Périgord ; ce dernier corps était le plus nombreux, il se composait de tous les gens de pied et de la plus grande partie de la cavalerie, commandée par le comte de Soissons et de l'artillerie sous les ordres de Clermont d'Amboise. Peu de temps après, le roi de Navarre donna à La Force le gouvernement de la Basse Guienne, c'est-à-dire les places qui tenaient pour le parti

protestant : Bergerac, Sainte-Foy, Montflanquin et autres ; M^r de La Force fit lever le siège que les catholiques avaient mis devant Lalinde.

Le v^e de Turenne, voyant la Guienne dépourvue de gens de guerre, privée de ses sénéchaux, de ses gentilshommes et de ses soldats qui étaient à l'armée du roi, voulut profiter de l'étonnement où la victoire de Coutras avait jeté le pays, résolut de le soumettre, d'y trouver l'argent nécessaire au paiement de ses soldats et à celui des étrangers reîtres et lansquenets qui, au nombre de trente mille hommes, venaient par l'Alsace rejoindre le roi de Navarre. Déjà, les Allemands, conduits par le baron de Dohna, avaient traversé la Lorraine, envahi la Champagne, et marchaient sur Paris que couvrait à peine la petite armée du duc de Guise qui les harcelait sans cesse.

Averti qu'ils étaient disséminés sans ordre et sans vedettes dans la campagne de Montargis, le duc fait tout à coup prendre les armes, surprend les étrangers endormis et les disperse. Le baron de Dohna prend alors le chemin de la Loire, au hasard, sans direction et sans point d'appui en cas d'attaque ou de défaite ; le duc de Guise le suivait toujours ; il fit un horrible carnage de cette armée si forte et si menaçante ; elle ne put se rallier et ses débris furent contraints de sortir du royaume, emportant ainsi les espérances des huguenots ; il faut bien dire que ce fut leur faute ; leur incertitude et la dispersion de leurs forces après leur succès de Coutras en furent la cause.

Le vicomte de Turenne entra en Périgord à la tête de huit ou neuf cents chevaux, de cinq ou six mille hommes d'infanterie, de deux canons et de deux coulevrines ; en partant de Sainte-Foy, partout il fit sommer les villes et places catholiques de se rendre (1).

Il s'empara, en Périgord, des moulins de Menesplet (2) et de Vauclaire, qui furent pillés et brûlés ; de la maison du capi-

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. x, p. 309.

(2) Menesplet, commune, canton de Montpon ; et Vauclaire, abbaye, canton de Montpon.

tain Lafaye, de l'abbaye de Vaclaire ; de Saint-Laurent ; Montaigne (1) fut saccagé et démoli ; Montpon démantelé, détruit ; les habitants prirent la fuite ; le bourg et l'abbaye de Sourzac, qui se rendirent à composition après un siège de six jours ; on y laissa une garnison.

Le château de Grignols, une des plus fortes places du pays, fut surpris ; on y laissa aussi une garnison.

La maison du sieur des Ormes, fief dans Saint-Martin-de-Ribérac et le château du Franc furent pris et démolis.

Le château de Mussidan, place forte, avec la ville, furent mis sous la protection du roi de Navarre, en faveur de M. de Salignac, qui répondit qu'on n'y ferait point la guerre ; il en fut de même pour les maisons d'Erbasses, de Gandilhat et de Mazerolles, pour la maison du sieur de Brouilhet, celle de la Vinaut et le noble fort et château de Marnillac.

Le château de Saint-Pardoux-de-Dronne, qui appartenait au feu sieur de Neuvic, se rendit et fut remis entre les mains du sieur du Fouilloux, son frère.

L'armée partit le 10 novembre de Sourzac pour aller assiéger Saint-Astier, qui composa pour une forte somme d'argent, et Château-l'Evêque.

Turenne prit Vergt et assiégea Trémolat, qui se rendit sans grande résistance, mais Sarlat était le point que visait surtout Turenne, comptant s'en emparer facilement et y trouver un bon bulin.

Avertis à temps de cette délibération des chefs protestants prise à Sainte-Foy, les habitants de Sarlat, émus et effrayés avec raison, se mirent en mesure de pourvoir à leur défense et à leur salut ; aussitôt l'évêque de Sarlat, Louis de Salignac de la Mothe-Fénelon, les officiers de la justice et les consuls Roye, Veyssière, Maraval et Moreau, écrivirent aux gentilshommes et aux capitaines catholiques leurs voisins qui étaient restés dans le pays de venir les assister de leurs avis, de leur expérience, et, au besoin de leurs bras. Tous promirent de venir ; mais arrivèrent seulement le sieur de La Mothe-Fénelon, cousin de l'évêque, le sieur de Gaulejac, Armand de

(1) Montaigne, Saint-Michel et Bonnefare, Vélignes.

Salignac-Fénelon, frère de l'évêque, les sieurs de Fonpitou, ses cousins germains, et Gautier de Carbonnières, dit le capitaine Jayac, auxquels l'évêque et les habitants représentèrent leur désir de se conserver en l'obéissance du roi et leur volonté de défendre leur ville au prix même de leur vie et de leur fortune, leur promettant de leur obéir pour tout ce qu'ils leur commanderaient pour le fait des armes ; ils nommèrent Bertrand de La Mothe-Fénelon, commandant et gouverneur de la ville ; il refusa sous prétexte que déjà il avait été commis pour le roi par M^{rs} de Saint-Sulpice et de Thémines à la garde et à la défense de plusieurs villes du Quercy qui couraient pareil danger ; mais il promit qu'il serait avec eux s'ils étaient assiégés ; au sortir de cette réunion, où furent prises de sages mesures, on visita la ville pour juger de sa force (1).

On trouva que depuis 1562, époque où Sarlat avait été assiégée par Duras, les murailles, les tours et les fossés n'avaient point été réparés ; qu'on avait négligé de se fournir de munitions de guerre et d'armes, dont on n'avait qu'une petite quantité ; que le capitaine Vivans s'en était emparé en pleine paix en 1574 et s'était occupé de la fortifier ; que peu après les habitants l'ayant chassé avaient détruit les fortifications qu'il avait faites.

Pour les hommes en état de prendre les armes, la plupart étaient absents servant dans les armées, et il y avait quelque temps la ville avait perdu un vieux capitaine expérimenté, le capitaine Valloy, tué dans une querelle particulière.

L'avis de M. de Fénelon et des autres gentilshommes fut que, vu le peu de temps qu'on avait, il fallait détruire les quatre faubourgs de la ville, qui, grands et logeables, pouvaient nuire à la défense en servant de refuge aux ennemis ; qu'on devait réparer autant qu'on pourrait les murailles et les tours pour se mettre à couvert des collines qui dominent la ville,

(1) *Relation du siège de Sarlat* (auteur anonyme que l'on croit être François de Gérard, lieutenant général de la sénéchaussée depuis 1572) ; dans les *Pièces fugitives pour l'histoire de France*, du marquis d'Aubais, Paris, 1759. *Mémoires de Sully*, t. I, p. 267.

réparer les fossés et surtout se pourvoir de poudre, soufre, salpêtre, grenades, feux d'artifice, d'armes de toutes sortes et principalement de piques et d'armes d'hast.

Pour les vivres, il fut ordonné, quoique la ville en fût bien pourvue, d'y faire entrer ceux du dehors pour empêcher l'ennemi de s'en emparer. Pour les défenseurs de la ville, on résolut d'en faire venir aussitôt deux cents étrangers, d'en chercher au plus tôt quatre cents autres et d'y faire entrer le plus grand nombre possible de gens de travail.

On fit une revue des habitants capables de porter les armes ; on y trouva deux cents arquebusiers et environ trois cents autres hommes ; de ces cinq cents hommes on forma quatre compagnies qui furent commandées par les quatre principaux citoyens : Jean de Salis, sieur de Labatut, Jean de Chassaing, dit le capitaine Chassaing, Jean de Custojouls et Raymond Brousse.

Ces ordres donnés, M. de Fénelon s'en alla pour voir aux bords de la Dordogne du côté du Quercy, en donnant l'assurance qu'au moindre danger il reviendrait se réunir aux habitants et à l'évêque de Sarlat. M. de Gaulejac et le capitaine Jayac demeurèrent pour surveiller les travaux et les faire avancer en diligence et selon les règles de l'art.

Cependant, les habitants de Sarlat s'étonnaient que le vicomte de Turenne voulût mettre le siège devant leur ville ; ils ne pouvaient croire qu'après toutes les assurances de paix et de bon voisinage qu'il leur avait données, il voulût leur causer ruine ou dommage ; car en 1585, à son retour du château de Montfort, situé à une lieue de Sarlat, au sortir de sa prison de Flandres, il les avait exhortés à se conserver fidèlement au roi ; cela leur faisait croire que toutes ces précautions seraient inutiles, ne pensant pas que le vicomte eût eu seulement la pensée de les venir assiéger.

Il survint bientôt des difficultés ; en premier lieu, presque tous les habitants riches de la ville avaient des maisons aux faubourgs et il leur était dur de les démolir ; les pauvres, qui y demeuraient en grand nombre, jetaient des clameurs qui soulevaient la pitié et on n'osait y mettre la main. Il y avait aussi un très beau couvent de Cordeliers qui ne pouvait

échapper à la ruine ; il leur fut ordonné de porter leurs meubles et leurs vivres dans la ville et de s'y retirer, puis ensuite de démolir eux-mêmes leur couvent ; mais ils y travaillèrent si lentement que « merveille, dit l'auteur de la Relation du siège, et veux dire, ajoute-t-il, qu'en telle nécessité il ne faut tant se laisser aller à la pitié qui a cuidé être cause de notre perte ».

En second lieu, il y eut plus de difficultés encore à se procurer des gens de guerre, parce que les villes et châteaux les avaient appelés de toutes parts. Domme, Gourdon, Souillac, Montignac, Brive et Tulle, s'étaient pourvues du peu qu'elles avaient trouvé, s'approvisionnant aussi de poudre et de toutes sortes de munitions de guerre ; il ne vint que trente soldats qu'amena le capitaine Borderie de Meyrals ; M. de La Mothe-Fénelon le vieux, oncle de l'évêque, en fit venir aussi quelques-uns de Carennac ; le capitaine Jayac en prit le commandement. On ne put trouver que deux quintaux de poudre entre les mains des habitants.

La ville fut divisée en quatre quartiers, à chacun desquels commanda un des quatre capitaines que nous avons nommés plus haut ; on leur partagea aussi les quatre portes de Landrevie, de la Boucarie, de la Rigaudie et de la Rue, la muraille, les boulevards et les tours ; chaque capitaine en son quartier fut chargé de réparer et de construire les défenses et les approches de la ville, et on leur partagea les mousquets et les fauconneaux.

Outre les capitaines, furent chargés : Gonnet, de réunir la poudre et d'en faire de nouvelle ; La Broue, de faire faire des piques, de mettre en état les anciennes et de faire confectionner toutes sortes d'armes d'hast ; Cérou, de faire fondre des grenades, des cercles à lances à feu, des pétards, et de faire des feux d'artifice ; Leygue, de faire fabriquer des gabions et des ais cloués pour fermer les brèches ; Colombet, de faire remplir de terre un grand nombre de sacs, d'amasser force lits et autres fatras pour couvrir les remparts ; Richard, de surveiller la confection des boulets de divers calibres, des mèches et de les porter sur les murailles pour les distribuer aux soldats.

Les lieutenants de la justice, le procureur du roi, les consuls eurent aussi leurs charges, si bien que tous eurent leur emploi de surveillance ou de travail ; en outre, on enrôla bon nombre de charpentiers, maréchaux, maçons, manœuvres qui furent régis par Gérard et Monzie.

Pendant tous ces préparatifs de défense, Turenne ne restait point inactif ; parti de Sainte-Foy, il vint assiéger et prendre Sourzac. Ainsi que nous l'avons déjà vu, il prit aussi les châteaux de Neuvic et de Grignols et reçut la ville de St-Astier à composition ; de là, il s'empara des deux forts de Vergt, et en ce pays là, il n'y eut pas de château qu'il ne réduisit ou ne rançonnât. De Trémolat, qui se rendit, le vicomte de Turenne envoya sommer la ville de Beaumont, qui refusa de composer ; il la fit investir ; il fut rejoint à Trémolat par Clermont d'Amboise, qui lui menait le reste de son infanterie et deux canons qu'il avait tirés de Bergerac ; il se fit porter au même lieu une bonne provision de boulets qu'il avait fait fondre aux forges de Saint-Maurice. Après quatre ou cinq jours, Turenne leva le siège de Beaumont, où il perdit une cinquantaine d'hommes et il fit remonter par eau son artillerie, composée de quatre canons et de deux coulevrines, approvisionnée de mille à douze cents coups ; il passa à Limeuil avec elle et une partie de ses gens de pied ; le reste passa par le Bugue et se jeta dans la campagne, entre la Vézère et la Dordogne, ce qui mit l'alarme dans Belvès, et d'autant plus que Turenne vint à Berbiguières pour servir de parrain à un fils de M. de Bourzolles. On lui avait assuré que les habitants de Sarlat devaient lui porter là les clefs de leur ville avec une forte somme d'argent.

Turenne, continuant à remonter la Dordogne, tenait en respect chaque rive, Domme et Gourdon du côté du Quercy, Sarlat et Souillac du côté du Périgord, empêchant ainsi ces villes de se porter secours et prêt à tomber à droite ou à gauche sur celle qu'il saurait la moins avertie ou la moins pourvue.

Les habitants de Sarlat furent de nouveau avertis qu'ils seraient attaqués ; mais le peuple s'entêtait à ne le pas vouloir croire et n'avancait qu'avec lenteur dans ses préparatifs

de défense, malgré les exhortations de l'évêque et des gentilshommes; le peuple prétendait que le pays était trop pauvre pour nourrir l'armée protestante, seulement pendant trois jours; qu'on disait que le vicomte avait dessein sur Brive ou enfin qu'il se rendait à Souillac, où le roi de Navarre lui avait donné rendez-vous. D'un autre côté, les seigneurs catholiques, amis de Sarlat, mandaient que Turenne voulait seulement faire peur à la ville pour en tirer de l'argent et qu'il ne l'attaquerait pas si on faisait bonne contenance; que son artillerie, peu nombreuse, ne valait guère et avait à peine cent coups à tirer; toutes ces causes retenaient les habitants de Sarlat, qui ne voulaient point faire d'inutiles dépenses.

Le 19 novembre 1587, Turenne arriva à Saint-Cyprien, où il assembla toute son armée et réunit en conseil les seigneurs, gentilshommes et capitaines. Ceux du pays étaient : le vicomte de Turenne, le vicomte de Gourdon, Salignac, deux frères Maligny, Saint-Geniès, Campagnac du Ruffen, Beaupré, Bourzolles, Boisse deux frères, Longa de Larmandie, Bonneval le père, Chavagnac, Cavignac, Paluel, La Garrigue et ses neveux; il y avait encore Clermont d'Amboise, Montgommery le jeune, du Faux, maréchal de camp, l'Isle du Maine, Charbonnières, Dangeau, La Croix, de Rieux de Proux; ces derniers faisaient partie des troupes menées par le comte de Soissons, et bien d'autres accourus de tous les points de la Guyenne.

Quant au baron de Beynac, qui avait voulu les détourner du siège de Sarlat, il leur était devenu suspect et fut écarté des délibérations. Après bien des difficultés, le siège fut résolu, malgré l'opinion des gentilshommes du pays, qui pensaient, avec raison, que la ruine de la ville entraînerait la leur et celle de leurs terres.

Les habitants de Sarlat ne purent douter que le vicomte ne leur en voulût; excités par la crainte et hâtés par Armand de Salignac-Fénelon, sr de Gaulejac, et par le capitaine Jayac (1), ils s'empressèrent enfin de pousser leurs travaux

(1) Capitaine Jayac, Gautier de Carbonnières.

de défense, ils firent bonne garde afin d'éviter une surprise, et l'évêque écrivit aux seigneurs catholiques voisins qu'il était temps de venir au secours, l'ennemi étant aux portes.

Rignac (1), capitaine de Montfort pour le vicomte de Turenne, écrivit aux habitants de Sarlat que s'ils se présentaient devant son maître pour lui rendre les honneurs qui lui étaient dûs et lui offrir quelque grosse somme d'argent, ils ne seraient point attaqués ; ils lui répondirent qu'ils étaient prêts à se défendre, et que leur cause étant juste, ils mettaient leur confiance en Dieu. D'autre part, le baron de Beynac écrivit à son beau-frère de Gaulejac que c'était en vain qu'il avait voulu détourner le vicomte de Turenne de son projet et qu'il lui conseillait de sortir d'une bicoque qui ne pouvait tenir contre une armée victorieuse et pleine de confiance ; M. de Gaulejac lui répondit qu'il le remerciait, mais que le plus grand honneur qui pût lui advenir était de mourir les armes à la main pour le service de Dieu et du roi. Irrité de ces nobles réponses, Turenne promit à ses soldats le sac de la ville pendant vingt-quatre heures, et arriva le 24 novembre au soir sous les murs de Sarlat. Les chefs se trouvèrent bientôt logés, puisque, ainsi que nous l'avons dit, les demeures de la plupart d'entre eux entouraient Sarlat.

Dans la nuit du 23 au 24, M. de Fénélon était accouru en hâte avec quatre gentilshommes et quarante arquebusiers, et le matin du 24, arrivèrent François du Puy, seigneur de la Forest, près de Périgueux, avec douze cavaliers, François de Landry, seigneur de Lauterie (2), et Jean de Béaulieu, seigneur de la Filolie, de Condat-sur-Vézère. On profita des dernières heures pour renforcer les endroits les plus faibles ; le même soir, les sieurs de Manaurie et de Beyssac portèrent des lettres de Galiot de La Tour, seigneur de Limeuil, à M. de Sarlat, pour l'engager à traiter avec Turenne ; il répondit à ces propositions comme déjà on avait répondu aux précédentes.

(1) Rignac, Pierre de Vassal.

(2) Lauterie, repaire noble, commune de Cornille.

Le lendemain 25, un corps de trois cents chevaux environ parut sur les hauteurs d'Argentonleau pour reconnaître la ville ; en même temps un corps d'infanterie prenait position dans les vignes qui couvraient ces hauteurs ; les sieurs de Fénelon, de Gaulejac, de la Forest et autres, à la tête de quatre vingt-dix hommes, sortirent de la ville pour les repousser ; le combat dura jusqu'à la nuit, moment où les assiégés rentrèrent dans la ville sans avoir perdu un seul homme et après avoir tué ou blessé quelques protestants. Pendant la nuit, les assiégeants investirent la ville et se logèrent dans les faubourgs qu'on n'avait pu complètement détruire. Salignac fut logé à Landrevie, Charbonnières à la Boucarie, La Croix et Proux à la Rigaudie, Dangeau et Rieux à la Rue ; les autres prirent logis aux villages les plus proches. Ils commencèrent aussitôt à construire leurs barricades, opération pendant laquelle ils eurent plusieurs hommes hors de combat.

Les assiégeants, qui attendaient leur artillerie n'entreprirent rien de sérieux pendant quatre jours qui furent employés par les Sarladais à terrasser la porte du boulevard de Landrevie, à construire une barricade vis-à-vis de la porte du Pontet à organiser le service intérieur de la ville. De temps en temps on se tirait quelques coups d'arquebuse accompagnés du côté des protestants d'injures pour les assiégés et de moqueries pour leur unique pièce de canon qu'ils appelaient par dérision : la Camuse. Piqués au vif, les assiégés, malgré la lourdeur de cette pièce, parvinrent à la mettre en batterie sur le boulevard de la Rigaudie et en tirèrent un coup qui enleva trois soldats sur une barricade derrière laquelle se trouvait le vicomte de Turenne et plusieurs de ses capitaines. Le 30 novembre, Turenne ayant reçu ses canons, les fit placer en batterie sur la montagne du Breuil dans le jardin d'Isaac, ayant l'intention de battre la porte de la Rue et toute cette courtine qui était la plus faible et la seule qui n'eût pas été fortifiée ; les assiégés se mirent aussitôt à démolir les maisons qui aboutissaient au mur ; le 31, on s'y occupa encore, malgré les coups de canon, et des ruines de ces maisons on renforça la muraille.

Le lendemain 1^{er} décembre, les protestants battirent la tour Marguerite, la Brulade, la guérite d'Artigole, les parapets de

la tour de la Rue et les créneaux de la tour de la Courtine jusque fort avant dans la soirée. Pendant la nuit les assiégés expédièrent un courrier à M. de La Mothe-Fénelon, le vieux, pour le prier d'envoyer quelques renforts d'hommes et de munitions. Au point du jour la canonnade recommença plus furieuse que la veille ; la tour Marguerite eut sa couverture emportée et son étage supérieur fut rendu inhabitable ; la guérite d'Artigole souffrit moins, faite qu'elle était de madriers liés ensemble et dans lesquels les boulets ne faisaient que leur trou ; le haut de la tour de la Rue fut aussi emporté ainsi que le parapet de la petite tour de la Boissière ; les créneaux de la courtine furent abattus. Les assiégés, cachés derrière leurs murailles et leurs barricades, laissaient passer les volées de canon et aussitôt après lâchaient leur coup de mousquet ou d'arquebuse ; ils tuèrent ainsi les deux meilleurs canonniers ennemis et un commissaire d'artillerie.

Cette journée mit en fort mauvais état les défenses de la ville, mais pendant la nuit le dommage fut réparé avec des gabions, des sacs à terre et des barricades. Les assiégeants profitèrent aussi de la nuit pour changer leurs quatre canons de place, afin de battre le pied de la muraille qui, le soir, se trouva fort ébranlée ; le lendemain, à midi, elle tomba dans le fossé laissant une ouverture de trente-deux pas de long. Aussitôt, la pique au poing, se jetèrent sur la brèche, M. de Fénelon, les gentilshommes et les soldats d'élite en réserve pour cette occurrence, prêts à repousser l'assaut que les assiégeants semblaient prêts à donner ; on ne sait pourquoi il fut différé ; les protestants se contentèrent de continuer à battre la muraille pour agrandir la brèche ; la nuit fut employée par les assiégés à creuser plus profondément leur tranchée, à hausser le front de leur retranchement et à élever trois fortes barricades.

A l'entrée de cette même nuit, M. de Limeuil, qui s'était toujours montré favorable à la ville, alla s'entendre avec le baron de Beynac sur ce qu'il y aurait à faire pour la sauver ; de Beynac il s'était rendu auprès du vicomte de Turenne, et, après l'avoir vu, il se présenta sous la muraille demandant à parler à M^r de Sarlat ou quelqu'un de la ville. L'évêque se

rendit sur le boulevard de la Rigaudie pour entendre M. de Limeuil, qui lui dit qu'ayant toujours été ami de la ville et la voyant en si mauvaises affaires, il venait non pas dissuader les habitants de se défendre s'ils se sentaient assez forts, mais leur offrir sa médiation s'ils voulaient traiter; on remit la réponse au lendemain et il se retira.

La même nuit, M. de Fénelon le vieux, oncle de l'évêque, qui avait assemblé à son château vingt gentilshommes et cent arquebusiers, les fit partir pour qu'ils se jetassent dans la ville avec plusieurs charges de poudre et de soufre; mais quand ils furent près de la ville dans des chemins mal aisés et coupés de fondrières, les avant-gardes ennemies prirent l'alarme, les guides effrayés s'enfuirent et la troupe se sépara en désordre; plusieurs tombèrent dans des précipices et se tuèrent, entre autres le sieur d'Escayrac; enfin, malgré les efforts des ennemis, parvinrent à entrer dans la ville les sieurs de Fonpitou (1), de Vergonzac, de Ste. Cécile, de la Coste et de Castres, avec quarante arquebusiers, le reste parvint à se sauver à Fénelon, excepté le sieur de Resoulles qui fut pris; dans cette espèce de débâcle, la poudre et le soufre furent perdus, ce qui était une grande perte pour les assiégés dont les provisions commençaient à s'épuiser.

Le 5 novembre 1587, de grand matin, les assiégeants recommencèrent à battre la muraille, ils rendirent la brèche encore plus ouverte et praticable, ce qui n'empêcha point le sieur de Limeuil de venir chercher la réponse des habitants aux propositions qu'il avait faites la veille; il était accompagné du sieur de Clérans. On nomma Cérou et Gonnet pour aller vers le vic de Turenne, et Limeuil alla leur chercher des lettres de sûreté. Au moment où il rentrait dans la ville avec ces lettres, on vit les protestants en armes, rangés en bataille dans le faubourg de la Rue et prêts à donner. Leur tambour battant à l'assaut, plusieurs descendirent dans le fossé sous la protection de leurs canons et se précipitèrent sur la brèche, mais ils y étaient attendus par les sieurs de Fénelon, de Gaulejac, de

(1) Pierre de Salignac.

Fonpitou, de la Forest, de Jayac, de Lauterie, d'Esqueiries, de Vergonzac, de Ste-Cécile, de la Coste, de Castres, de Justonie, de la Filolie de Condat et des soldats d'élite désignés, qui les reçurent à coups de piques et d'arquebuses, de mousquets et de fauconneaux, tandis que de la tour Marguerite on faisait pleuvoir sur eux force pierres, grenades, feux d'artifice, si bien qu'ils furent rudement repoussés; en moins d'une heure et sans plus de succès, ils revinrent à l'assaut deux fois encore et enfin se retirèrent, laissant sur le terrain quatre capitaines et une trentaine d'hommes avec un grand nombre de blessés, parmi lesquels furent Dangeau et Rieux, dont c'étaient les régiments qui avaient donné; les assiégés ne perdirent que cinq hommes, mais le capitaine Jayac fut blessé d'un coup d'arquebuse à la jambe; Dangeau et Rieux se plaignirent à Turenne de ce qu'ils n'avaient pas été secondés, ajoutant du reste que la ville ne pouvait être prise de ce côté.

M. de Limeuil, qui rentrait dans la ville au moment de l'assaut, trouva fort étrange qu'on choisit ce moment pour attaquer; il sortit pour s'en plaindre vivement à Turenne, qui répondit que cela avait été fait sans son ordre et sans qu'il le sût. Cependant, Cérou et Gonnet, qui avaient suivi le sieur de Limeuil, ne demandèrent qu'une chose au vicomte: « Pourquoi, malgré ses promesses, les avait-il attaqués et avait-il ruiné la campagne. » Irrité, il leur demanda s'ils n'avaient plus rien à lui dire, et sur leur réponse négative, il les fit reconduire jusqu'aux murailles. Mais, un peu plus tard, sur la proposition du sieur de Beynac, il leur fit des conditions écrites par l'entremise de son chancelier Du Fay; elles se résumaient à ceci: la ville et les habitants devaient se soumettre au roi de Navarre en se rendant au vicomte de Turenne et livrer à ce dernier toutes enseignes, armes, artillerie et munitions de guerre. On remit au lendemain pour répondre et la réponse fut: que la ville de Sarlat demeurerait sous l'obéissance du roi de France, que les habitants vivraient dans leur religion et qu'ils priaient le vicomte de Turenne de lever le siège pour mettre un terme aux maux du pays. Le baron de Limeuil et le sieur de Jollet, Pierre de Malras, trouvèrent cette réponse si crue qu'ils engagèrent les habitants à rentrer dans la ville.

Turenne, furieux de cette fermeté, résolut de réduire la ville à tout prix ; à cet effet, il manda de nouvelles troupes, celles de Saint-Léger et de Vivans en Agenois et le régiment des Bories, en Limousin ; il envoya chercher de la poudre et des boulets à Bergerac et à Turenne et ordonna de faire nuit et jour de fortes patrouilles pour empêcher tout secours d'entrer dans la ville ; dans la journée du 6, la brèche fut encore battue et la guérite d'Artigole rasée par le canon ennemi.

Le lundi 7 les protestants cessèrent de tirer et commencèrent à couper la contrescarpe du fossé pour y pénétrer en même temps qu'ils dressaient une gabionnade plus près pour y mener leurs pièces ; après trois jours de travail, les assaillants arrivèrent dans le fossé qu'ils couvrirent de chevrons et de barriques pour travailler à l'abri et parvenir à la muraille afin de la saper.

C'était le moment choisi par les assiégés pour chasser les travailleurs ; trois sergents, La Guymelle, Du Puy et Lasfargues, avec douze soldats et dix paysans chargés de fagots et de flambarts de feu d'artifice, eurent cette mission ; ils dispersèrent les travailleurs au moyen de grenades, jetèrent à bas les barriques et les chevrons et pardessus leurs fagots auxquels ils mirent le feu avec leurs flambarts ; après quoi, ils se retirèrent n'ayant perdu qu'un paysan ; cette sortie bravement exécutée enleva aux protestants l'espoir de s'emparer de la place et ils commencèrent à penser à la retraite. Durant ce temps, M. de La Mothe-Fénelon, le vieux, écrivit au maréchal de Matignon pour le prier de venir au secours de Sarlat, mais il ne le put, allant à Aire, qu'assiégeait le roi de Navarre ; le sénéchal du Périgord, M. d'Aubeterre, était absent, mais M. d'Hautefort, gouverneur du Limousin, vint à Montignac pour tenter de secourir la place, et l'évêque de Cahors fit partir un renfort, commandé par le sieur de Camburac ; du côté de Périgueux vinrent aussi, à Montignac, dans cette intention, les sieurs de Coutures, Antoine de Beaupoil de Saint-Aulaire, Jean de Montardit et Jean de Fayolle, seigneur de la Jarthe, tandis que d'autre part arrivait le sieur de Bonnes. Pendant que tous ces secours se préparaient le sieur

de Limeuil fit une nouvelle tentative d'accommodement ; elle échoua comme les autres.

Dans ces mêmes jours, Turenne s'empara du port et de l'église de Calviac par où les assiégés recevaient leurs lettres ; mais malgré ce succès et sa surveillance, les capitaines La Rivière, Lasalle et Janot, envoyés par l'évêque de Périgueux, François de Bourdeille, réussirent à se jeter dans la ville avec cent arquebusiers. Turenne désespéra dès lors de prendre la ville ; il craignait d'être attaqué par des forces venant de Montignac ; il ne chercha plus dès lors qu'à déloger honnêtement, mais les Sarladais ne voulurent entendre à aucune proposition ; aussi, dans la nuit du 14 décembre, il leva le camp, son infanterie en avant, son artillerie au milieu et sa cavalerie fermant la marche en ordre de bataille. Le lendemain matin, Sarlat était délivré et l'on alla détruire les barricades et les gabionnades ennemies ; l'évêque dit une messe solennelle et fit une procession, que suivirent en foule les gentilshommes, les capitaines, les soldats et le peuple (1).

Le siège avait duré vingt et un jours ; l'armée protestante perdit cinq cents hommes tués ou blessés et tiré cinq cents cinquante coups de caanon ; les défenseurs de la ville ne perdirent que neuf hommes. M. d'Hautefort, accompagné de M^{rs} du Psychier (2), de Giverzac, de Luzech, de Mauroux (3), de Rastignac (4), de Saint-Sernin (5), de Chabans (6), de la Salle de Puymartin, de Peyraux (7), du Chambon, de la Tourette (8), de Cousserans (9), de Calveyrac (10), de Roche-

(1) Voir le procès verbal officiel du siège mis devant la ville de Sarlat en décembre 1587. — Archives de Gérard. — Sarlat, Michelet 1873, in-8°.

(2) Du Psychier, Antoine de Saint-Chamans, fils d'Hélie et de Jeanne d'Hautefort.

(3) Mauroux, Jacques du Tilhet, baron d'Argueil et de Mauroux (Lot).

(4) Jean Chapt sieur de Rastignac.

(5) Saint-Sernin, Florent de Buade sieur de Saint-Sernin-la-Barde et La Roche, près Bergerac.

(6) Chabans, Jean de Calvimont.

(7) Guy de Bonneguise de Badefols-d'Ans, sieur de Peyraux.

(8) De la Tourette, Jean de Vassal dit l'archidiacre de la Tourette.

(9) De Cousserans (Lot), Samuel de Durfort.

(10) De Calveyrac (Lot), Jean de la Sudrie.

fort du Luc (1) ; vint de Montignac féliciter l'évêque et les habitants ; mais le même jour, il repartit craignant l'approche du prince de Condé qui menaçait Périgueux où étaient déjà retournés en grande hâte les sieurs de Coutures, de Montardit, de la Jarthe et de Bonnes.

Sauvés de ce danger, les fidèles habitants de Sarlat voulurent envoyer au roi le sieur de Gaulejac et une députation de notables pour lui rendre compte de leur succès et l'assurer de nouveau de leur fidélité, quand ils apprirent que le prince de Condé, à la prière du vicomte de Turenne, les menaçait d'une nouvelle attaque ; aussitôt on répara la brèche, on fit de nouveaux ouvrages de défense et l'on retint les soldats qui allaient partir ; mais heureusement pour la ville et le pays ; ce ne fut qu'une fausse alerte ; le prince de Condé tourna ses pas ailleurs.

La même année, les maire et consuls de Périgueux, apprenant qu'il y avait dans le pays un bon maître d'artillerie, le mandèrent à Périgueux et convinrent avec lui de la somme de quatre cents livres pour la façon de trois pièces, une coulevrine et deux pièces moyennes.

Sourzac fut repris sur les protestants par le capitaine Bonnet qui, en plein jour, fit poser un pétard contre la grande porte du château, la fit sauter et y pénétrant, força la garnison de se rendre.

Cette même année, on répara l'église et le prieuré de Saint-Cyprien, après une visite faite par M. Jean Laborie, curé, par devant M. Raymond Lavigne, licencié ès-droits, à la requête du procureur du roi.

L'église avait été ruinée par les protestants qui y avaient établi une fonderie d'artillerie ; mais le plus grand mal avait été fait par le sieur de Floirac dix ans auparavant ; pendant plus de cinq ans il avait fait sa demeure au prieuré, devenu garnison de soldats et d'ouvriers occupés à faire toutes sortes d'engins de guerre.

Quelque temps après la bataille de Coutras, le roi de Navarre donna à M. de La Force le gouvernement de la Basse-

(1) Du Luc, Arnaud du Saillant.

Guyenne, à savoir les places qui tenaient pour le parti, comme Bergerac, Sainte-Foy, Montflanquin et autres. Parmi les actions que fit M. de La Force, pendant son séjour en Guyenne en 1587, il faut en citer une par laquelle il obligea les catholiques à lever le siège qu'ils avaient mis devant Lalinde.

Nous avons vu que le parti protestant n'avait pas su profiter de sa victoire de Coutras et que son armée s'était divisée en plusieurs corps. Toute l'attention se porta sur le duc de Guise ; partout les catholiques chantaient ses victoires sur l'armée allemande et le pape lui envoya une épée sur laquelle étaient gravées des flammes.

Les prédicateurs, du haut de leurs chaires, entretenaient les fidèles de ses exploits, mais dans l'enivrement de ces louanges, Guise avait un souci, il était jaloux de voir d'Epemon unique dépositaire des faveurs du roi.

Henri III avait promis au duc de Guise une partie des honneurs et des titres dont jouissait le duc de Joyeuse, mais il donna tout à d'Epemon : l'amirauté et le gouvernement de Normandie ; il y ajouta le gouvernement d'Angoulême, de la Saintonge et de l'Aunis, qui provenaient de Bellegarde, mortellement blessé à Coutras.

1588. — Le duc de Guise, furieux de se voir ainsi trompé, se rendit à Nancy, où il avait réuni les membres de sa famille (1^{er} janvier 1588) ; une requête au roi y fut débattue ; elle portait que le roi serait sommé de s'unir plus ouvertement à la Sainte Ligue, d'ôter d'auprès de lui, des charges et du gouvernement, les ennemis du bien public et les fauteurs de l'hérésie qui lui seraient désignés, de faire publier le concile de Trente, d'établir la Sainte Inquisition, de consigner entre les mains de certaines personnes les places qu'on lui indiquerait où elles pourraient faire bâtir des forteresses. Ces insultants articles ayant été présentés au roi, il refusa d'y répondre, prétextant l'agitation des esprits, et comme on le pense bien, il ne les ratifia jamais.

Henri III ouvrit enfin les yeux ; il voyait clair dans les desseins de la famille de Lorraine : jusqu'à ce jour, la reine-mère avait tout mis en œuvre pour qu'on cachât au roi les progrès de la Ligue et quel était le but où elle aspirait ; la reine espé-

rait ainsi attirer toute la confiance du roi en se réservant de l'avertir elle-même des faits qu'elle jugeait à propos de lui apprendre et qu'elle lui présentait sous l'aspect qui lui paraissait le plus propre à la conservation de son influence. Seul, d'Epernon parlait de complots, mais le roi ne le croyait point et traitait ses avis d'exagération ; il n'avait pas plus de confiance dans ceux du fidèle Nicolas Poulain, lieutenant du prévôt de Paris.

Sur ces entrefaites mourut, le 25 mai, à Saint-Jean d'Angely, le prince de Condé, âgé seulement de trente-cinq ans, il fut empoisonné par un de ses domestiques ; on accusa sa femme, Charlotte de la Trémouille, d'avoir été l'instigatrice de ce crime ; son état de grossesse lui sauva la vie ; elle fut retenue en prison jusqu'en 1596, époque où Henri IV ordonna de brûler les pièces de la procédure qu'on avait dressée contre elle. C'était une grande perte pour le parti protestant, aussi le roi de Navarre disait-il : « J'ai perdu mon bras droit. »

Le roi voulait depuis longtemps punir les chefs de la Ligue qui excitaient sans cesse le peuple à la sédition ; ils cherchaient à lui persuader que le roi voulait mal à la religion ; c'était leur levier le plus puissant. Dans chacun des seize quartiers de Paris, la Ligue avait un chef ; c'est ce qu'on appela la faction des Seize. Avertis des projets du roi, les Seize prévinrent le duc de Guise et lui demandèrent des secours ; il arriva bientôt de Soissons, malgré les ordres du roi ; il logea chez la reine-mère qui le conduisit elle-même au Louvre. Partout sur son passage les Parisiens firent éclater leur joie. Le roi le reçut froidement, entouré de ses gardes et de ses gentilshommes ; le duc s'excusa d'être venu sans ordre, mais il tenait avant tout, disait-il, à réfuter les calomnies de ses ennemis ; deux jours après, il eut une autre entrevue avec le roi dans le jardin de l'hôtel de Soissons. L'arrivée du duc à Paris avait accru l'audace des ligueurs ; on voyait dans la ville une foule de visages inconnus ; il y avait de ces rumeurs, de ces murmures qui ont lieu d'ordinaire à l'approche des émeutes ; le roi savait que le projet des ligueurs était de l'enfermer dans un couvent et le duc, de son côté, n'ignorait pas qu'on en voulait à sa vie ; les Seize faisaient bonne garde dans

leurs quartiers ; le roi doubla les postes du Louvre et fit donner à tous les étrangers l'ordre de quitter la ville ; on fit des visites domiciliaires et quelques résistances servirent de prétexte pour faire entrer cinq mille Suisses dans Paris ; les bons bourgeois voulaient bien que le roi restât le maître ; mais ils ne le secondaient pas comme ils l'auraient pu. La sédition commença par l'Université ; elle gagna promptement la Cité où l'on assomma soixante ou quatre-vingts Suisses, et dans l'après-midi du même jour elle tenait toute la ville, élevant des barricades et les avançant jusqu'auprès du Louvre. Le roi effrayé manda au duc de Guise de faire cesser ce tumulte ; il sort en effet de son logis, les barricades tombent devant lui et il fait ouvrir aux troupes royales le chemin du Louvre où on se fortifie.

Mais le roi espérait surtout dans les négociations et la reine en entama avec le duc de Guise qui attendait que la Cour parlât la première. Davila rapporte que le duc fit les demandes suivantes à la reine : être nommé lieutenant-général du royaume avec l'autorité la plus étendue sur les armées ; qu'on lui donnât dix places de sûreté avec de l'argent pour payer les troupes qu'il y mettrait ; il insistait vivement pour que les Bourbons fussent déclarés déchus, comme hérétiques, du droit de succession à la couronne ; il demandait encore l'exil hors du royaume de d'Epernon et de plusieurs autres hommes de tête et d'exécution, et enfin qu'on cassât les quarante-cinq.

La reine se récria sur ces demandes exorbitantes ; le roi ne voulut point les accepter et, pendant que sa mère retournait négocier avec le duc, il sortit du Louvre feignant d'aller faire une promenade, monta à cheval dans la cour des Feuillants et sortit de Paris, suivi de près par les troupes et une partie de ses gentilshommes ; il coucha à Troyes, et le lendemain il se rendit à Chartres. De Chartres il écrivit à ses amis, aux villes et aux gouverneurs des provinces, pour les prémunir contre les projets des Ligueurs ; de son côté, le duc de Guise mandait à ses partisans de le joindre au plus tôt. Maîtres de Paris, les ligueurs destituèrent le prévôt des marchands et les échevins ; ils s'emparèrent de la Bastille et de l'Arsenal

pendant que dans les provinces ils se saisissaient de plusieurs villes.

Cependant, le duc de Guise, ayant manqué le but pour lequel il avait fait les barricades, c'est-à-dire l'enlèvement du roi, ne songeait plus qu'à se justifier auprès de lui des accusations de révolte qu'il pouvait lui imputer et à prendre des sûretés dans le cas où il ne pourrait le persuader. Les ligueurs pensèrent qu'une députation, relevée d'un appareil religieux, toucherait le roi et le ferait revenir à Paris ; ils envoyèrent à Chartres la confrérie des Pénitents qu'Henri III avait tant protégée ; elle partit à pied dans les costumes les plus sales et les plus bizarres ; elle était conduite par Ange de Joyeuse, qui s'était fait capucin l'année précédente. Henri III savait bien que sous ces masques étaient cachés les plus ardents ligueurs ; il pouvait les faire arrêter, mais sa faiblesse l'emporta ; il les laissa jeter leurs semences de révolte dans la ville et il se retira à Rouen, pendant que la reine-mère, qui était demeurée à Paris, continuait les négociations. Le Parlement, les officiers municipaux, envoyèrent aussi leurs députations pour prier le roi de rentrer dans sa capitale. Pressé de tous côtés, après bien des délibérations, il consentit à traiter ; ce traité fut appelé l'Edit de Juillet ou encore l'Edit d'Union ; le roi s'engageait à prendre les armes pour détruire l'hérésie et à ne les mettre bas qu'après sa disparition complète ; ce même serment fut exigé de tous les seigneurs, Etats, villes et communautés ; ils devaient promettre de ne jamais reconnaître pour roi un prince qui ne professerait pas la religion catholique, apostolique et romaine ; cet édit fut juré par la Cour et enregistré par le Parlement.

Le duc de Guise fut comblé de marques de confiance, il fut nommé généralissime avec les pouvoirs les plus étendus ; les ligueurs firent entrer des troupes dans les villes qu'on leur avait désignées, et le roi toujours faible enleva de plusieurs villes et provinces des gouverneurs qui lui étaient fidèles pour mettre à leur place des chefs ligueurs ; enfin il indiqua la réunion des Etats-Généraux à Blois pour les premiers jours d'octobre ; on devait y confirmer l'Edit d'Union et tous les pouvoirs accordés au duc de Guise.

Les favoris du roi, d'Epéron entre autres, auquel avait été enlevé le gouvernement de Normandie, se retirèrent de la cour, et d'Epéron vint à Angoulême espérant y être en sûreté ; mais Villeroy, que d'Epéron avait accusé devant le roi de soutenir les ligueurs, envoya au maire d'Angoulême, Normand, l'ordre de l'arrêter ; d'Epéron n'avait que trente hommes avec lui ; il se défendit trente heures contre toute la ville ameutée ; il fut délivré par Lupiac de Tagent, gouverneur du château qui revenait de Saintonge, avec un corps de cavalerie. Quand il écrivit au roi pour se plaindre, ce prince lui répondit en raillant qu'il avait ordonné au maire d'Angoulême de le prendre afin qu'on l'amènât vers lui et qu'il pût le traiter comme son fils.

Le 16 août, le sénéchal d'Aubeterre donna commission au sieur de Puyferrat de lever vingt hommes armés et montés à la légère et trente arquebusiers à cheval pour tenir garnison au château de Neuvic-sur-l'Isle, lieu propre pour y tenir des hommes de guerre.

Le 10 septembre, le sénéchal mit six hommes de garnison, commandés par Pierre de Lacombe, le sieur de La Chapelle de Gréziniaac, au château et maison de Chamier pour sa conservation, et si c'est nécessaire, s'opposer aux ennemis du roi, perturbateurs du repos public ; les émoluments de P. de Lacombe étaient fixés à dix écus et trois écus par mois pour chaque soldat. A cette date ou environ le sénéchal s'occupe de défendre le pays ; il fortifie les places et met des garnisons à Campaniac près de Sarlat, à Issigeac, au Moulin-Neuf, à Beaumont, à Chamier, à Montpon, à Neuvic, à Belvès, à Villefranche, à Montréal, etc (1).

Le roi changea son conseil et à la place de Villeroy, de d'Epéron, du chancelier de Cheverny, de Pinart, de Brûlart et de Bellièvre, il mit Montholon, Ruzé et Revol ; il ne garda près de lui que ses partisans les plus fidèles, tous gens de main et d'exécution.

Les ligueurs regardèrent ces changements comme une des inconséquences habituelles du roi et Guise s'en occupa d'autant moins que pendant qu'Henri III réformait sa cour et son

(1) Archives départementales. — Page 93, du registre du greffe, années 1598-1598. — Page 137 même registre.

conseil, il travaillait à faire nommer dans les provinces des députés aux Etats qui lui fussent favorables. Les députés du Périgord étaient Louis de Salignac, évêque de Sarlat ; les quatre barons, le sieur de Saint-Aulaire, Hélié de Jehan et les chanoines de Tricard et Martin.

Les Etats s'ouvrirent à Blois, le 16 octobre ; il n'y eut d'intéressant que la catastrophe qui les signala.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail des délibérations de cette assemblée où le duc de Guise et ses partisans avaient la prépondérance au détriment des propositions du roi ; bientôt il apprit, par divers rapports, que le duc de Guise tramait quelque machination importante ; son insolence devenait tous les jours plus insupportable, malgré les conseils de ses amis ; il ne croyait pas le roi capable de prendre une résolution ferme et arrêtée, malgré les avis secrets qu'il recevait souvent que le roi en voulait à ses jours ; enfin, le 22 décembre, appelé par le roi à un conseil qui se tenait de grand matin, il fut frappé par les quarante-cinq au moment où il entrait dans le cabinet du roi. Aussitôt le meurtre commis, on arrêta le cardinal de Guise, Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, le cardinal de Bourbon et les principaux partisans du duc ; le lendemain, le cardinal de Guise fut tué à coups de hallebarde dans une chambre haute du château ; les corps des deux frères furent aussitôt consumés dans de la chaux vive pour que les ligueurs n'en fissent pas des reliques.

Si le roi, après cette exécution, au lieu de continuer à tenir les Etats, se fût mis à la tête d'une armée, s'il avait marché sur Paris, il est certain que, dans le premier moment de terreur où fut jeté le parti de la Ligue, il aurait pu l'écraser et remettre l'ordre dans Paris ; mais il retomba aussitôt dans sa mollesse. Paris, remué par les Seize, se révolta ; Bussy-Leclerc pénétra dans la Grand'Chambre où le Parlement délibérait pour aviser à quelques mesures d'ordre public, fit arrêter quelques conseillers fidèles au roi et enfermer à la Bastille, (8 janvier 1589). Orléans suivit bientôt cet exemple, et en peu de temps Chartres, Amiens, à la sollicitation du lieutenant-général et de l'évêque Godefroy de La Marthonie, Rouen, Melun, Lyon, firent de même ; La Châtre, gouverneur

du Berry, abandonna le parti du roi pour celui de la Ligue.

Pendant tous ces événements, dont il était nécessaire de donner un aperçu parce qu'ils expliquent l'histoire des provinces, voici ce qui se passait en Périgord :

En cette année 1588, le maire de Périgueux, Pierre de Marqueyssac et les consuls firent fondre et monter trois pièces d'artillerie, réparèrent les créneaux et les mâchicoulis entre la grande Tour, l'Aiguillerie et la tour Ronde, tirant vers Tailleur, l'Auberge et la tour de Peynaud ; entre la porte Tailleur et la tour Mataguerre, ils élevèrent une forte muraille. Les protestants de Bergerac et de Grignols faisaient des courses dans le pays, enlevant des prisonniers et des vivres ; le maire et les consuls, pour les arrêter, firent sortir de la ville un corps d'arquebusiers à cheval soutenu de quelques cuirasses ; les deux partis se rencontrèrent au moulin de la Peyre, près de Grignols ; les soldats de la ville attaquèrent vigoureusement les huguenots, les mirent en déroute ; ils firent prisonniers le sieur de la Filolie, commandant du château pour le vicomte de Turenne ainsi que le sergent qui servait sous lui ; on l'échangea contre les prisonniers que la garnison de Grignols avait en son pouvoir (1).

Avant les Etats de Blois et ce qui démontre une fois de plus que les édits n'étaient pas toujours observés, la ville de Domme fut prise par Vivans. Nous donnons le récit de cette expédition extrait des Mémoires de Jean de Vivans, son fils aîné (2) :

Le 25 octobre 1588, deux heures avant jour, Vivans par une quatriesme entreprinse prit Dome par escalade qu'il dressa au lieu le plus fort et le plus inaccessible, du costé de la rivière, dessous un rocher ou caverne appelé le Crozo-Tencho qui est à demy rocher et néanmoins dans la ville où la ronde ne descendoit point passant au dessus du rocher ; l'eschelle estoit de neuf pieds de hauteur, toutes lesquelles montées faisoient soixante-deux pieds de hauteur, encore se trouva-t-elle trop courte et fallut grimper par les branches des arbres plus de huit pieds. Ledit sieur de Vivans avoit recogneu et

(1) Extrait des Constitutions de Périgueux.

(2) *Mémoires de Vivans*. — Chanoine Tarde, p. 302.

faict recognoistre diverses fois cet endroit, et sur ce qu'il avoit esprouvé que les villes ennemies le sçaichant a leur voisinage, veilloient doublement ; après avoir disposé toutes choses à son desseing, il s'éloigna à Caumont quinze lieues loing et ayant assemblé ses troupes il s'avança avec cent hommes en tout sur l'expédition, en telle diligence qu'il arriva en un jour à une lieue de Dome si secrètement que la nuit ayant par dixaine abordé la montagne et le pied du rocher, le capitaine Bordes le premier et Bramarégias le quatriesme qui commandait la première dixaine, puis les autres si secrètement et si dextrement qui ayant fait monter le sieur de Puycharnaud avec vingt sept et un trompette sans estre descouverts, coulant dans la dicte caverne d'où ils donnèrent droict au corps de garde de la place qu'ils taillèrent en pièces, et ayant faict sonner la trompette et mis en fuite tous les habitans sans grand combat, ils allèrent chez le consul prendre les clefs de la ville, ouvrirent la porte des Tours à Vivans et au reste de ses gens, où il entra avec sa troupe.

Le chasteau restoit qui est sur la croupe de la montagne de la ville, un des plus forts de Guyenne, où le capitaine Solvignac (1) commandoit en morte-paye, qui estant ceste nuit au chasteau avec la garde ordinaire, oyant et voyant que la ville estoit prinse, se tint sur ses gardes et retira une partie des habitans fuyards. Ledict sieur de Vivans le faict cerner et à ces fins se saisit du bourg de Dome-Vieille et y loge une compagnie de gens de cheval ; le lendemain toutes les maisons, cavernes et advenues qui sont dans la montagne autour du dict chasteau sont saisies et réparées pour empescher ceulx du dehors de la secourir et avictuallier ; mais, ayant appris que le mareschal de Biron et Monsieur le baron, son fils, qui lors se rencontroient à Biron, assembloient les sénéchaux et noblesse de Périgord, Agénois, Quercy et Lymosin, pour le secours du chasteau, Vivans se résolut d'y dresser en plein jour une escalade générale, et pour cet effect fit ouvvrir la muraille qui sépare la ville dudict chasteau où il fit donner fort bravement l'espace de deux heures et dresser des eschelles ; mais la haulteur du rocher et de la courtine, oultre celle des tours, défendoit assez la place avec des quartiers qu'ils (les défenseurs), faisoient rouler qui mettoient tout en pièces, tellement qu'il fallut se retirer avec quelques morts et blessés. Le lendemain, monsieur de Clermont, sénéchal du Quercy, avec messieurs de La Mothe-Fénelon, de Giverzac, et cent vingt matres choisis, vint à paroître sur

(1) Solvignac, Jean de Vassal.

la hauteur de la plaine de Born à un quart de lieue de Domme, où il se mit en bataille, dont ledict sieur de Vivant adverty fait sonner à cheval et sans attendre le tiers de ses troupes qui étoient logées à Domme-Vieille, monte audevant d'eulx, les va recognoistre, luy avec le sieur de Giscard (1), seuls, juge à leur contenance qu'ils n'ont point dessein de combattre, faict avancer ses troupes, les charge, les met en fuite, les poursuit jusqu'à Nabirac, bourg où ils avoient laissé leurs gens de pied pour les soutenir. Ils les font sortir à cet effect, mais Vivant fait jonchée d'une trentaine qui furent tués à l'entrée du bourg, partie se retirant dans l'esglise bien fortifiée, les aultres fuyant jusqu'à Gourdon et poursuivis jusques aux portes, non sans meurtre et sans prise d'ennemis et de chevaulx, et, est à noter que parmy ces fuyards, l'espouvante fut telle qu'il y eut des gentilshommes qui entrèrent dans l'esglise par le guichet, armés de toutes pièces, à cheval, qui après pour ressortir fallut desseller le cheval, car le portail estoit muré. Un aultre, de bonne maison, ayant faict le tour de l'esglise sans pouvoir trouver la porte qu'il cherchoit, crioit : « Ceste porte n'a pas d'esglise », oncéle leur nom par discrétion, maie ceci a esté tesmoigné parmy ceulx du bourg.

Le 2 de novembre, Monsieur le Mareschal de Biron se logea à Saint-Martial où il donna rendez-vous à ses troupes et conduit deux couleuvrines.

Le 5 dudit mois, Monsieur d'Aubeterre le vint joindre avec deux cents maistres et mille arquebusiers ; de même font les aultres sénéchaux voysins tellement que son armée estoit composée de cinq ou six cents maistres et plus de cinq mille arquebusiers, ce qui mit d'ailleurs en telle jalousie les aultres places de la religion voysines que leurs gouverneurs quittèrent Vivant pour pourvoir à leur sûreté.

Ainsy demeuré avec sa troupe particulière, assez seul, (les voysins de son party estant en telle envie de sa fortune et prospérité qu'ils le regardoient faire sans s'en mesler) ainsy environ avec soixante maistres et deux cents arquebusiers, il fut reduict à garder la ville, assiéger le chasteau, soustenir le siège des ennemys, empescher qu'ils ne fussent secourus d'hommes ni pourvus de vivres et munitions. Ce peu d'hommes l'empeschant de tenir le bourg de Domme-Vieille ni le prieuré de Cénac, il démolit l'un et mit le feu à l'autre, ainsi des moulins les plus proches, et à l'arrivée du Maréchal, se retranche dans la montagne, fortifie les advenues du chasteau et mesme la maison appelée du Soleil.

(1) Guiscard, Gabriel de Guiscard, sieur de Cavaignac (Lot).

Le dict sieur Mareschal, le 6 de novembre, advance sa batterie à ceste maison et aultres barricades de la montagne que le sieur Barri de Monséur défendoit ; le baron de Biron, ayant mis pied à terre à la teste de toute la noblesse, vient donner à ces barricades furieusement, mais à bien attaqué, bien défendu ; on donna par divers coups à toutes les advenues, on tasta de tous les costés pour secourir le chasteau ; le capitaine Solvignac, qui estoit dedans, ne s'endormoit pas comme y ayant le principal intérêt, mais enfin le coust leur en fit perdre le goust, et fut contrainct Biron de se retirer avec grand perte mesme du sieur de La Mothe-Fénelon tué d'une arquebusade à la maison du Soleil, au grand regret de toute l'armée et de tout le pays.

Le 12, le seigneur Mareschal plaça ses couleuvrines sur la pente de la colline qui est au delà du ruisseau et près du village de Monbette et de là battoit une maison qui est à demy montagne, sous le chasteau que ledict sieur de Vivant avoit fortifiée ; mais après l'avoir battue deux jours voyant n'augmenter que de perte, il désista ; en prenant ses couleuvrines il s'en alla à Biron et le sieur d'Aubeterre s'en retourna vers Périgueux.

Peu de jours après, Vivant faict donner l'escalade au chasteau par plusieurs endroits, mais il les repousse avec perte de cinq ou six hommes ; néanmoins quelques jours après, le capitaine Solvignac voyant que son secours s'en estoit allé sans le dégager, capitula et sortit vie et bagues sauvés et fut conduit en toute seureté avec les siens à Sarlat.

1589. — Vivant tenant le chasteau le faict fortifier et pourvoir de vivres et de munitions, faict couvrir la tour Brune pour y servir de citadelle, y met le 12 février 1589 une garnison, et quant à la ville y mit une compagnie de cavalerie et cinq compagnies d'arquebusiers pour estre le tout entretenu par le plat pays.

En l'an 1589 il fit raser l'esglise paroissiale (1) et le couvent des Augustins, bannit l'exercice du culte catholique, y établit celui de la secte et le premier ministre qui y prescha s'appeloit Beaupoil, et de la pierre provenant de la démolition de l'esglise et du couvent, il en fit une muraille travaillée et flanquée qui commençoit un peu au-dessus de la porte des Tours, alloit finir sur le précipice du rocher assez près du cimetière, séparant et distinguant du reste de la ville tout le quartier de la Paliolo et de l'Ormet, pour en faire une citadelle.

(1) Chanoine Tarde, p. 306 et suiv.

Le 5 janvier 1589 mourut, au château de Blois, Catherine de Médicis, âgée de soixante-douze ans ; au milieu des grandes préoccupations du moment, cette mort passa presque inaperçue ; Catherine avait un vaste génie ; elle était magnifique à l'excès, rapportent les auteurs du temps, mais elle avait une ambition sans bornes, une soif insatiable de pouvoir qui, trop souvent, la poussèrent à mettre toute son adresse à profiter des troubles que parfois elle fomentait et des malheurs de la France, pour attirer vers elle l'autorité ou du moins se rendre toujours nécessaire ; c'est ce sentiment égoïste d'ambition personnelle qui fit qu'elle entretint ses fils dans l'amour de la mollesse et des plaisirs des sens. Mézeray s'exprime ainsi :

Sur ses libéralités immenses fut bâtie notre ruine, étant l'une des premières qui donna vogue aux édits bursaux, éversion générale de notre Etat.

En mourant, elle conseilla, dit-on, au roi de se rapprocher des princes du sang et surtout du roi de Navarre qu'elle avait si longtemps détesté.

Les Etats de Blois furent clos le 16 janvier, au milieu, dit de Thou, des plus beaux discours, remplis des plus belles paroles et des plus éloquentes.

Nous avons déjà nommé plusieurs villes qui, à l'exemple de Paris, s'étaient révoltées contre le roi en faveur de la Ligue. Au mois de mars, Louis de La Rochefoucauld, comte de Randan, débaucha la ville de Riom et une partie de l'Auvergne ; mais il fut arrêté dans ses progrès par les Rastignac, St-Hérem, Allègre, Fleurac, Canillac et Oradour ; Limoges demeura sous l'obéissance du roi ; la Bretagne fut soulevée par le duc de Mercœur, mais la ligue éprouva un échec à Poitiers, malgré les efforts de Geoffroy de St-Belin, évêque, du maire et de quelques autres ligueurs.

Au mois de mars, Bordeaux se révolta (1), mais Matignon sut par sa fermeté rétablir l'ordre, et, quelque temps après, il chassa les Jésuites de la ville pour s'être mêlés à cette affaire

(1) Lettre de M. de Fayard à ce sujet, t. I des *Archives historiques de la Gironde*. — Davila, t. II, page 420.

(les auteurs dit de Thou) ; ils cherchèrent un refuge à Agcn et à Périgueux, qui bientôt se révoltèrent à leur tour.

Le 6 avril 1589, le sénéchal nomme gouverneur du château du Lieu-Dieu Raymond Dupuy, écuyer, seigneur de la Jarthe, pour le conserver sous l'autorité du roi contre les hérétiques qui s'en étaient emparés quelque temps avant ; mais le maire et les consuls de Périgueux les y bloquèrent immédiatement et eurent bientôt recouvré le château. Ils le remirent entre les mains du sénéchal qui, pour éviter les inconvénients que pourrait avoir sa possession si près de Périgueux, par les protestants, pourvut immédiatement à sa sûreté (1)-

En mai, les calvinistes d'Issigeac assiègent la maison épiscopale et, avec une coulevrine et quelques pièces de campagne menées de Bergerac par le sieur de La Force, la battent pendant six jours, au bout desquels les assiégés capitulent. Vers le même temps, l'évêque de Sarlat, Louis de Salignac-Fénelon vendit la terre de La Roque-Gageac à son neveu Armand de Salignac, seigneur de Gaulejac, pour la somme de 5,550 livres, et, ajoute le chanoine Tarde : « C'est ainsi que ma chère patrie changea son ancienne crosse pour une épée et sa mitre pour un panache. »

Les ligueurs assiégèrent les religionnaires dans l'église de Saint-Pompon (2) ; ils capitulèrent ; les assiégeants y laissèrent une garnison et s'en allèrent mettre le siège devant Cazals en Quercy. Aussitôt Vivans revint pour reprendre cette église ; il en rompit les défenses, mais quand la garnison s'aperçut qu'il cherchait à la saper, elle se rendit à condition de la vie sauve sur la foi du chef ennemi, mais il en fit tuer trente cinq. Le commandant de la place, Boutel et huit autres furent reçus à rançon.

Le sieur de La Force, parti de Bergerac (3), pour assiéger Villefranche-du-Périgord, renonça à son projet et se contenta

(1) Registres des patentes du greffe de la sénéchaussée de Périgueux, année 1589.

(2) Saint-Pompon, commune du canton de Domme.

(3) Chanoine Tarde, p. 309.

de prendre, le 4 juin, le château de Sermet, qui appartenait à Marc de Cugnac, seigneur de Giverzac et de Sermet, un des chefs ligueurs de ce côté de la province.

Le 30 mai, fut conclu à Périgueux un traité d'union entre le sieur d'Aubeterre, sénéchal et gouverneur du Périgord ; François de Bourdeille, évêque de Périgueux, Alain de Solminihac, abbé de Chancelade, et les maire et consuls, pour la défense de la religion catholique. Les contractants s'engagent à ne jamais adhérer aux hérétiques ou leurs fauteurs, ni leur donner aide, ni avoir aucune intelligence avec eux ; mais leur faire la guerre sans égard pour leurs qualités, dignités ou autre considération de personnes ; le sénéchal, chef de cette ligue ou association, s'engage à défendre la ville envers et contre tous.

Le 23 juin (1) Jean de Vassal, seigneur de la Tourette, entra dans Sarlat avec une forte troupe, appelé et aidé par quelques habitants ; ce Jean de Vassal avait été archidiacre de la cathédrale de Sarlat ; il avait en 1586 abandonné l'état ecclésiastique pour celui des armes, et il était devenu soldat intrépide et forcené ligueur. Quelques jours après, les consuls firent répandre le bruit que les religionnaires de Domme voulaient s'emparer de la ville et qu'il fallait les en empêcher ; le capitaine qui commandait à la place de la Tourette, sortit de la ville avec la plus grande partie de sa troupe pour s'opposer à cette entreprise ; quand il revint, il trouva les portes fermées.

Nous lisons que le duc d'Épernon s'empara de Nontron et qu'il en fit démanteler les fortifications. Nous ne savons à quel moment précis placer ce fait.

L'époque de la moisson arrivait, les ligueurs d'Agen et de Périgueux députèrent au maréchal de Matignon pour obtenir une trêve afin que les paysans pussent rentrer leur récolte ; le maréchal ne leur accorda point leur demande ; au contraire, il envoya son fils, le comte de La Roche, avec sa compagnie de cheveu-légers, commandée par Fages (2) et trois compagnies d'arquebusiers à cheval pour battre la campagne du côté de ces deux villes ; le comte tailla en pièces cinquante maîtres

(1) Chanoine Tarde, p. 309.

(2) Fages, château près de Saint-Cyprien.

sortis de Périgueux pour escorter un des consuls qui allait trouver ceux d'Agen pour s'entendre sur leurs affaires communes ; il le ramena prisonnier à Bordeaux et ensuite il s'occupa de faire une entreprise sur Agen.

Le roi de Navarre avait publié à Châtellerault un manifeste adressé aux États du royaume, le 4 mars ; mais il n'en continuait pas moins ses exploits, il avait pris Marans, Niort, Saint-Maixent, Maillezais, etc ; par ce manifeste, Henri de Navarre suppliait le roi de donner la paix à son peuple pour mettre enfin un terme aux maux dont le pays était accablé ; il prenait à témoin Dieu et les hommes qu'il n'avait pris les armes que pour le bien public et qu'il répandrait son sang pour le roi et l'Etat si c'était nécessaire ; il donnait sa parole à laquelle il n'avait jamais failli, qu'il mettrait à l'abri de toute insulte et défendrait tous ceux qui le seconderaient dans un si louable dessein, qu'il ne gênerait la conscience de personne et qu'il ne souffrirait pas que dans les villes qui se soumettraient à lui ou au roi il se fît aucun changement dans la religion ou le gouvernement.

C'est ainsi qu'il préparait, en ayant l'air de s'associer dans une même pensée de paix, la réconciliation avec Henri III, réconciliation dont il savait qu'on avait parlé à la Cour.

Henri III, cependant, était contraint d'abandonner Blois, où le menaçait le duc de Mayenne, que la Ligue avait nommé lieutenant-général du royaume jusqu'à la réunion des Etats-généraux qui devait avoir lieu en juillet ; il se retira à Tours, où le Parlement de Paris avait été transféré.

Les deux rois, pendant une trêve, se virent au château du Plessis-les-Tours. Henri de Navarre aborda le roi avec les marques du plus profond respect ; celui-ci le traita de frère. Enfin, le résultat de cette entrevue fut que les deux princes se promirent de combattre la Ligue de concert et de toutes leurs forces ; un traité fut signé pour un an, à dater du 3 avril (1). Cette union si désirée des deux partis releva les affaires ; la réconciliation fut sincère de part et d'autre, et le

(1) Mézeray.

parti du roi de Navarre s'augmenta bientôt d'un grand nombre de gentilshommes.

Mayenne, vainqueur en deux combats près de Vendôme et près d'Amboise, marcha sur Tours, espérant s'en emparer ; mais le roi, redevenant un moment le duc d'Anjou des journées de Jarnac et de Moncontour, dirigea tout lui-même, et Mayenne, après avoir pillé un faubourg, repoussé par le roi et craignant l'arrivée du roi de Navarre, se retira pendant la nuit sans être poursuivi.

De son côté, le duc de Montpensier battait les Gautiers, paysans normands, que les vexations des gens de guerre avaient poussés à la révolte et que les ligueurs avaient su s'allier pour les jeter sur les troupes royales.

Les ligueurs parisiens furent battus près de Senlis, qu'ils assiégeaient, par La Noüe et Henri de Longueville ; le duc d'Aumale, blessé, leva le siège, et l'armée royale, après avoir jeté quelques boulets dans Paris, alla recevoir les Suisses et les Allemands que Sancy venait de lever pour le roi.

Mayenne, appelé au secours de Paris, prit en route Alençon, vint s'entendre avec les Seize et de là reprendre Montereau, qui s'était rendue à d'Epéron ; il campa sur les bords de la Seine pour couvrir Paris. L'armée du roi était déjà devant Pontoise, qu'elle prit à composition ; Edme d'Hautefort, qui y commandait, fut tué ; il fut très regretté de son parti, dans lequel il avait joué un rôle important comme capitaine (1).

Les troupes allemandes, composées de dix mille reîtres et de deux mille lansquenets, se réunirent à Saint-Cloud avec les forces du roi, qui se montèrent alors à quarante mille hommes ; le siège de Paris fut résolu d'après l'avis du roi de Navarre ; le duc de Mayenne s'y était renfermé et travaillait activement à en réparer les fortifications, mais le monde lui manquait pour les défendre. Paris ne pouvait être sauvé que par un miracle ou par un crime ; ce fut un crime qui le sauva. Paris était plein de fanatiques et d'enthousiastes, de prédicateurs insinuants et habiles à diriger les masses ou les indi-

(1) *Généalogie de la maison d'Hautefort*. Niort, Clouzot, 1898, page 128.

vidus vers les projets qu'ils voulaient réaliser. Un jeune moine jacobin, Jacques Clément, tête fort exaltée, entendant tous les jours des sermons sur les débordements du roi, sur les maux qu'il causait à la France et à la religion, lui avait voué une haine invincible; on sut l'exciter encore par des promesses, et il ne fut pas longtemps sans méditer un crime ; on lui en facilita les moyens, et la duchesse de Montpensier voulut, dit-on, le voir ; les historiens rapportent que Mayenne et le duc d'Aumale ne s'opposèrent pas à ce crime. Sorti de Paris avec de soi-disant lettres du premier président qui était en prison, Jacques Clément se présenta au quartier du roi, à Saint-Cloud ; introduit dans la chambre du roi, il lui parle sans hésiter, lui donne ses lettres, et tandis que le roi les lit attentivement, il tire un couteau de sa manche et le frappe au bas-ventre ; le roi, se sentant blessé, appelle, retire le couteau de la plaie et en frappe l'assassin au visage ; les gentilshommes, accourus à la voix du roi, entraînés par l'énormité du crime, tirent leurs épées et tuent sur place Jacques Clément ; zèle inconsidéré qui enleva le moyen de connaître ses complices. Pendant quelques heures, on ne crut pas la blessure dangereuse ; mais le soir, il survint des accidents et dès lors elle fut jugée mortelle ; cet événement arriva le 2 août 1589.

Le roi, après avoir reçu les sacrements religieux, fit ouvrir les portes de sa chambre et reçut les principaux seigneurs du royaume ; il leur exprima le regret de laisser ses Etats dans si triste situation et les exhorta à reconnaître après lui le roi de Navarre ; il fit approcher ce dernier de son lit, le serra dans ses bras et lui dit : « Soyez certain, mon cher beau-frère, que vous ne serez jamais roi de France si vous ne vous faites catholique. »

Au moment de mourir, le roi, qui avait été en butte à tant de calomnies, qui avait été décrié pour les défauts et les vices qu'il avait ou n'avait pas, se vit entouré des regrets et des larmes de ses amis et de ses serviteurs ; on ne se souvint plus que de ses qualités ; il mourut le 2 août, âgé de trente-huit ans. Son corps fut inhumé à Saint-Corneille de Compiègne, où il resta jusqu'en 1610, époque où il fut porté à Saint-Denis

avec celui de sa mère, qui était à Blois ; il avait régné seize ans.

(A suivre.)

A. DE ROUMEJOUX.

FRANÇOIS DE MONTSALARD .

MÉDECIN D'HENRI IV.

A la liste des médecins les plus distingués du Périgord, il convient d'ajouter un nom nouveau, celui de François de Montsalard, sieur du Peyratier, médecin ordinaire du roi et intendant des bains et fontaines minérales du royaume.

Ce dernier était originaire de la paroisse de Champagne, où la famille de Montsalard possédait le domaine de la Foucaudie, qui, par suite de transaction, passa, en 1722, aux mains de François Jaubert, sieur de la Courière, juge sénéchal de la comté de Bourzac.

Henri IV, dont le premier chirurgien était aussi un Périgourdin, François Martel, satisfait des services de François de Montsalard, lui accorda une pension annuelle de 600 livres tournois à prélever sur les amendes de la sénéchaussée du Périgord.

Les lettres patentes confirmant ce don portent la date du 24 juillet 1609 ; elles furent enregistrées à Paris par la Chambre des comptes, le 12 août, et à Bordeaux par les trésoriers généraux de France en Guyenne, le 11 décembre de la même année. François de Montsalard vint requérir lui-même (1), le 8 janvier 1610, au greffe du présidial de Périgueux, l'enregistrement du brevet royal, dont le texte est ainsi conçu :

« HENRY, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à nos amez et féaux conseillers les gens de nos comptes à Paris et trésoriers généraux de France établis à Bordeaux, salut,

» Ayant pris en consideration le bon et fidelle debvoir que n^{re} cher et bien amé François de Montsalard, sieur de Peratier, l'un de nos

(1) Il signa ainsi sur le registre : MONTSALARD.

conseillers et medecins ordinaires, intendant et maistre des bains et fontaines minérales de n^{re} royaume, a jusques a p^{nt} rendus soubz n^{re} premier medecin en exercice et fonction de lad. charge d'intendant et m^{re} desd. bains et fontaines minérales, et que pour s'en acquitter dignement et fidellement comme il a faict et desire continuer à l'advenir, il luy convient faire de grandes despences, lesquelles il ne pourroit supporter, n'ayant esté par nous attribué aucuns gaiges à lad. charge.

Sçavoir faisons que Nous, desirant en ceste occasion gratifier et favorablement traicter led. de Montsalard et luy donner moyen de s'acquitter soigneusement comme nous sommes asseurés qu'il en a la volonté, de ce qui est du devoir et de la fonction de lad. charge d'iceluy, pour ces causes et autres a ce nous mouvans, Avons accordé, donné et octroyé, comme par ces p^{ntes} signées de n^{re} main, Nous luy accordons, donnons et octroyons la somme de six cents livres tournois, dicelle avoir et prendre doresnavant par chacun an par forme de pension, tant et si longuement qu'il sera pourveu de lad. charge, sur les deniers provenans des amandes a nous adjugees en n^{re} seneschaussée de Perigort, les charges ordinaires sur icelles préalablement acquittées. Si vous mandons et ordonnons que par celui de mes recepveurs qu'il appartiendra et des deniers de la nature susdicte lesd. charges préalablement acquittées, vous faictes payer et delivrer comptant aud. de Montsalard lad. somme de six cents livres que nous luy avons, comme dict est, accordé par forme de pension doresnavant par chacun an tant et si longuement qu'il sera pourveu de lad. charge, aux termes et en la manière accoustumée, à commencer du jour et datte des p^{ntes}, rapportant lesquelles ou copie dicelles deuement collationnées pour une fois, avec quittance dud. de Montsalard, nous voulons lad. somme et tout ce que pour ce payé et délivré luy aura esté, estre passé et alloué en la despence des comptes dud. receveur desduict et rabatu de la recepte diceux par vous gens de nosd. comptes, vous mandant ainsi de le faire sans difficulté, car tel est n^{re} plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, reglemens, mandemens, deffences et lettres a ce contraires.

» Donné à Paris, le xxiii^j jour de juillet l'an de grace mil six cents neuf et de notre regne le vingtiesme.

» (Signé) HENRY.

» Par le roy :

(Signé) POTIER. »

On ne possède presque aucun renseignement sur le personnage qui mérita cette libéralité.

Les registres paroissiaux se bornent à révéler sa présence, en 1627, à Champagne, en constatant le parrainage de François de Montsalard, « docteur en médecine et médecin du roi, » au baptême d'un enfant (1) issu du mariage de Jean de Montsalard, aussi docteur en médecine, probablement son frère, et d'Antoinette Dumas, de la Foucaudie-Haute.

Notre docteur fut-il marié et laissa-t-il des enfants ? On serait tenté de le croire, car les registres mentionnent encore un Charles de Montsalard, écuyer, qualifié comme lui de sieur du Peyratier dans l'acte de baptême d'une fille des mêmes propriétaires de la Foucaudie, en l'année 1630. Cette qualification ainsi transmise permet de supposer que l'ancien médecin d'Henri IV était mort dans l'intervalle des deux baptêmes.

Les Montsalard jouissaient d'une grande considération dans la contrée. Philippe de Lageard, conseiller du roi en son conseil d'Etat et privé, son sénéchal au duché d'Angoumois, seigneur de Cherval et de Saint-Martial, et Madeleine de La Châtre, marquise de Bourdeille, Archiac, Montrésor et autres places, avaient été, en 1624, parrain et marraine du premier enfant de Jean de Montsalard.

Enfin, il est hors de doute que la charge d'intendant général des bains et fontaines minérales de France, qui avait valu une pension à François de Montsalard, ne sortit pas après lui de sa famille, qui ne tarda point à s'implanter à Nontron.

Jean de Montsalard, docteur en médecine, sieur de Savanat, conseiller du roi, son médecin ordinaire, intendant général et maître des bains et fontaines minérales de France (2), y épousa, par contrat du 9 juin 1636, Jeanne de Saint-Angel, veuve de François Robin, juge de ladite ville.

(1) Ce filleul fut François de Montsalard, sieur de la Foucaudie, marié à Françoise Sardain. Leur fils, Joseph, fut baptisé en 1659. (*Registres de Champagne.*)

(2) Les registres paroissiaux de Champagne le montrent tenant sur les fonts baptismaux, avec Marguerite de Conan, dame de Bellussière, en 1634, un enfant de Jean de Montardy. Ils le désignent, dans un acte de baptême de 1637, sous le titre de *surintendant des eaux et minéraux de France*.

Les archives nontronnaises relatent d'honorables services rendus par les Montsalard à leur nouvelle patrie.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

VARIA

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX PROTESTANTS

A LA FAMILLE DU DUC DE LA FORCE. (Suite).

Ordre du Roi pour Dupoy, lieutenant de la prévôté de l'hôtel.

A Versailles, le 16^e novembre 1698.

« Il est ordonné au sieur Dupoy, lieutenant de la prévôté de l'hostel et grande prévôté de France, de se transporter au chasteau de la Boullaye, pour y arrester le sieur de Castelnau, fils du sieur duc de La Force, et le faire conduire sous bonne et seure garde au chasteau de la Bastille, voulant que ledit sieur Dupoy reste avec ledit sieur duc de La Force, pour estre toujours près de sa personne et exécuter les ordres dont il a esté chargé par S. M. Veut pareillement S. M. que ledit sieur Dupoy arreste les nommez Durant et Bontemps, valets de chambre ; Halliaville, officier ; Renault, mareschal ferrant, et [nom en blanc], faulconnier dudit sieur de La Force, et les conduire au chasteau du Pont de l'Arche, pour y estre détenus jusques à nouvel ordre. »

Mémoire de ce que le Roy veut estre observé par le sieur Dupoy.

« Le sieur Dupoy ira à la Boullaye avec M. de La Bourdonnaye, pour après que ledit sieur de La Bourdonnaye aura fait sçavoir à M. le duc et à M^{me} la duchesse de La Force les intentions du roy, arrester M. de Castelnau, leur fils, et l'envoyer au chasteau de la Bastille, par le sieur Nerot, exempt de la prévôté de l'hostel, et un ou deux gardes, s'il est besoin ; et comme ce gentilhomme est malade, ils auront soin de le conduire doucement et en autant de journées qu'il sera nécessaire, afin que sa santé n'en soit pas altérée.

« Le sieur Dupoy restera auprès de M. le duc de La Force, sera tousjours près de sa personne et empeschera que ny M^{me} de La Force, ny quelque autre personne que ce puisse estre, luy parle de la R. P. R. ; mais au contraire, donnera auprès de luy un accez facile, tant au curé du lieu qu'aux autres ecclésiastiques que M. le duc de La Force pourroit avoir envie de voir.

« Il aura une attention particulière sur la conduite de M^{me} de La Force, et si, au préjudice des ordres que M. de La Bourdonnaye doit lui porter de la part de S. M., elle se mettoit en devoir de lui parler de religion, il lui imposera silence, et l'obligera de se retirer d'auprès de lui.

« Il fera conduire au Pont de l'Arche les cinq domestiques qu'il a ordre d'arrêter, et donnera de temps en temps avis de ce qui viendra à sa connaissance, et qu'il croira devoir être mandé. »

(Registres secrets.)

Le comte de Pontchartrain à Dupoy.

Le 2 décembre 1698.

« Depuis les nouvelles que j'ay reçu sur ce qui s'est passé à la Boulaye, le roy a résolu d'y envoyer le P. Bordes, de l'Oratoire, pour y être toujours près de M. le duc de La Force, afin de le fortifier dans la religion, et empêcher que M^{me} la duchesse de La Force ne le pervertisse. S. M. veut que vous soyez toujours près de lui, suivant les premiers ordres que vous en avez reçu, à moins que le P. Bordes n'y soit, auquel cas vous ferez ce qu'il trouvera à propos. A l'égard de M^{me} la duchesse de La Force, elle ne lui doit parler, soit de jour, soit de nuit, qu'en votre présence, et elle ne doit point coucher dans sa chambre, sous quelque prétexte que ce soit. Elle pourra cependant lui parler en particulier, si le P. Bordes le juge nécessaire.

« Quant à ce qui regarde M. le marquis de Castelnau, S. M. a bien voulu, à cause de l'état auquel il se trouve, suspendre l'exécution de l'ordre qui vous a été mis en main, pour le faire conduire à la Bastille, et au lieu de cela, l'envoyer de présent à l'abbaye de la Croix, qui est dans le voisinage, pour achever de s'y guérir; après quoy S. M. verra ce qu'elle aura à ordonner. Faites-l'y donc transférer le plus tost qu'il se pourra, avec des domestiques anciens catholiques seulement (1).

« M. le duc de Caumont avoit fait icy beaucoup d'instances pour le retour du nommé Durand, chirurgien; mais cela ne se peut, il n'est pas un homme propre à laisser près de M. le duc de La Force. Dites-le à M^{me} la duchesse, afin qu'elle se pourvoie d'un autre chirurgien catholique. »

Le 23 décembre.

« Vous ne pouvez mieux faire que de mettre en usage ce que vous

(1) Le 16 décembre, le secrétaire d'Etat écrit à Pelot : « Le roy a esté bien aise que le marquis de Castelnau soit tombé entre vos mains; il ne pouvoit estre mieux. Je suis persuadé que vous effacerez, pendant qu'il sera chez vous, les mauvaises impressions qu'on pourroit lui avoir données à la Boulaye. » *(Registres secrets.)*

croirez propre à vous attirer la confiance de M. le duc de La Force. Vous pouvez, par ce moyen, pénétrer ses pensées et donner des avis au P. Bordes, dont il pourra se servir utilement. A l'égard du marquis de Castelnau, vous avez bien fait de défendre aux domestiques de M^{me} la duchesse de La Force tout commerce avec lui. Je crois qu'il ne sera point envoyé à la Bastille; mais on le tirera de là aussytost qu'il aura restably sa santé. Faites m'en sçavoir des nouvelles de temps en temps. »

Le 7 janvier 1699.

« Le roy, en vous envoyant près de M. le duc de La Force, a eu intention, ainsy que je vous l'ay amplement expliqué, que vous soyez tousjours près de luy, que vous empeschiez que M^{me} la duchesse de La Force ne luy parle de religion, et qu'elle ne le contraigne en aucune manière sur cela, S. M. la laissant près de luy uniquement pour avoir soin de sa santé. S. M. veut à plus forte raison que le P. Bordes ayt une liberté entière de lui parler toutes les foyz qu'il voudra, soit en présence de M^{me} de La Force, soit en particulier, en la manière que ce père le trouvera le plus à propos. Expliquez bien toutes choses à M^{me} la duchesse de La Force, afin qu'elle ne le trouve pas mauvais, et qu'elle n'y apporte aucun obstacle, ce qu'elle ne pourroit faire sans s'attirer quelque chose de désagréable.

• Je vous envoie une lettre en response à vostre dernière, afin que vous la puissiez faire veoir à M^{me} la duchesse. A l'égard du cas de mort dont vous parlez, le roy veut que si M. le duc de La Force venoit à mourir, vous arrestiez sur l'heure M^{me} la duchesse de La Force, et que vous la gardiez à la Boulaye jusques à ce que, sur la nouvelle que vous m'en ferez sçavoir, je vous aye envoyé de nouveaux ordres (1).

• J'ay esté bien ayse d'apprendre que l'indisposition de M. le duc de La Force n'ayt pas eu de suite. Je vous prie de l'asseurer de la part que je prens en ce qui le regarde. A l'égard du marquis de Castelnau, il sera mis à l'Académie, et au premier jour, il aura ordre de se rendre à Paris. »

(Registres secrets.)

*(Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV,
publiée par Depping, tome IV, p. 478-480, 480-482.)*

(A suivre.)

(1) Ce qui suit paraît être la lettre ostensible dont il vient d'être parlé.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Porte des Tours, à Domme ; — et la 2^e, le château du Lieu-Dieu.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XXIX. — CINQUIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Septembre-Octobre 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 7 août 1902.....	405
— du jeudi 4 septembre.....	419
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (<i>Suite</i>) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	428
Domme : Origine de la ville, — privilèges accordés aux habitants, — Domme prise cinq fois par les Anglais, — Domme prise par les Huguenots (<i>Suite et fin</i>) (M. Gus- tave CHABRIER).....	471
Le fer à gaufres de Bayac (M. Albéric DE BÉLER).....	497
Commission du roi Louis XIII au capitaine de Sizeault (22 septembre 1628) (M. A. VIGIÉ).....	500
VARIA. — Correspondance relative aux protestants, à la famille du duc de La Force (<i>Suite et fin</i>).....	503
NÉCROLOGIE. — M. de Roumejoux (MM. DUJARRIC-DES- COMBES, VILLEPELET et le marquis DE FAYOLLE).....	509
— M. Hoarau de la Source (M. Elie DE BIRAN).....	514

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 août 1902.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte, à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Féaux, le capitaine de Béler, le chanoine Brugière, le marquis de Fayolle, Dujarric-Descombes, Augiéras et Charles Durand.

MM. de Saint Saud, Gontier du Soulas et Délugin s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été envoyés à la bibliothèque de notre Société, dans le courant du mois dernier :

Les Comptes-rendus des séances de l'année 1902, de l'*Académie des Inscriptions et Belles-lettres*, bulletin de mars-avril, in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs, 1902 ;

La *Revue des Etudes grecques*, tome XV, n°64, mai-juin 1902, un fascicule in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1902, 1^{re} livraison, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur ;

Les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, deuxième trimestre de 1902, un fascicule in-8°, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Or-*

léonais, tome XII, n° 173, troisième et quatrième trimestres de 1901 et, tome XIII, n° 174, premier trimestre de 1902, deux fascicules in-8°, Orléans, Herluison ; Paris, Lechevalier, libraires-éditeurs, 1901 et 1902 ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XXIV, deuxième livraison, avril-juin 1902, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur ; contenant la suite des études de notre confrère M. Richard de Boysson, sur *Bertrand de Born*, sa vie et son siècle ;

La *Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 28^e année, mai-juin 1902, in-8°, Agen, Imprimerie et lithographie agenaises ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans*, huitième volume, n° 6, in 8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1902 ;

Les *Mémoires et Comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1900, tome XXXI et 1901, tome XXXII (1^{er} semestre), deux fascicules in-8°, Alais, typographie et lithographie J. Brabo, 1901 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1902 (juillet), 142^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Le deuxième numéro du *Bournat du Périgord* contenant une remarquable étude de notre confrère M. Dujarric-Descombes, sur le premier président de l'école félibréenne du Périgord : *Auguste Chastanet*, récemment décédé, à la mémoire duquel il adresse, en terminant, un hommage respectueux et ému ;

De M. Labroue, proviseur du lycée de Périgueux, le palmarès de la distribution des prix du mercredi 30 juillet 1902, contenant sur Pierre Lachambaudie (*aliàs* Lachambeaudie) fabuliste périgourdin, né à Montignac-sur-Vézère, le 16 décembre 1806, et non le 17, qui est la date de l'acte, une instructive étude et de grand intérêt local, présentée sous forme de discours d'usage par M. Bourgoïn, professeur agrégé de seconde ;

De M. Gustave Hermann : *La chanson nouvelle de la défaite et mort du Prince de Condé*, deux exemplaires, dont un sur

papier fil, de son tiré à part, plaquette in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1902 ; — et *Notes de géographie historique du Périgord*. — La prise de Thiviers en 1211 — un exemplaire de son tiré à part, plaquette in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1902 ;

De M. Boulanger, son étude avec photo-gravure extraite de la Revue Picarde — sur le *Menhir christianisé de Clair y Saulchois et les croix de pierre de Barleux et de la Chaussée-Tirancourt* ; petit in-8°, 1902, Saint Valéry-sur-Somme ;

De M. Charles Aublant, l'*Avenir de la Dordogne* du 20 juillet 1902, contenant son article de bibliographie périgourdine sur le *Secrétaire politique*, comédie de salon en un acte, par M. Paul Brousse ;

De M. Dujarric-Descombes, la *République Nouvelle* du 6 juin 1902, contenant un article d'actualité sur les anciennes minutes de notaires ;

L'*Ex libris de la maison d'Abzac*, extrait des archives de la Société française des collectionneurs d'*ex-libris*, plaquette in-f°, avec 3 vignettes, Mâcon, Protat frères, imprimeurs, 1902 ;

L'*Avenir illustré* du 7 août 1902, contenant un article sur Lachambeaudie au Séminaire de Sarlat ;

Enfin le numéro de la *Semaine religieuse* du diocèse, du samedi 2 août, premier numéro de la *Semaine* transformée dont les dessins de la couverture illustrée, œuvre de M. l'abbé Roux, curé de Léguillac de Lauche, sont dignes d'être cités comme une heureuse innovation dans la presse locale.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau le prospectus d'un ouvrage intéressant notre pays, et nouvellement édité par Hachette : *Du sentiment artistique dans la morale de Montaigne*, œuvre posthume d'Edouard Ruel, préface de M. Emile Faguet, de l'Académie française.

M. le marquis DE FAYOLLE, sur la proposition qui lui en est faite par l'assemblée, accepte de représenter la Société au prochain Congrès de Bruges.

LE SECRÉTAIRE, rappelant la mort de M. Gabriel Bulliot, correspondant de l'Institut et président de la Société Eduenne, fait connaître le désir exprimé par l'opinion publique d'ériger, sous les auspices de la Société Eduenne, un buste en bronze à la mémoire de ce savant.

C'est pour la réalisation de ce projet que le Comité d'initiative fait appel à tous ceux qui, ayant connu M. Bulliot, l'ont aimé et estimé.

M. LE PRÉSIDENT, en quelques mots, énumère les grands mérites du savant et de l'homme de bien et, sur sa proposition, l'assemblée souscrit pour la somme de 20 francs, à l'érection du buste dont il s'agit.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, envoie au Président un exemplaire du programme du 41^e Congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à Bordeaux, le 14 avril 1903.

« Je vous serai obligé — lui mande-t-il — de porter sans retard ce document à la connaissance des membres de votre Société et de leur notifier que toute lecture sera, comme les années précédentes, subordonnée à l'approbation du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

• Les manuscrits devront être entièrement terminés, lisiblement écrits sur le recto et accompagnés des dessins, cartes, croquis, etc..., nécessaires, de manière à ne pas en retarder l'impression, si elle est décidée.

» J'appelle toute votre attention sur ces prescriptions. Elles ne ressergent pas le droit pour chacun de demander la parole sur les questions du programme et sont indispensables à la marche régulière du Congrès.

• J'insiste tout particulièrement, afin que les mémoires parviennent avant le 20 janvier prochain, au 5^e bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur.

» Il ne sera, en effet, tenu aucun compte des envois adressés postérieurement à cette date.

Recevez, etc....

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Signé : CHAUMIÉ.

Voici le programme des deux premières sections :

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOLOGIE.

1° Indiquer les manuscrits exécutés au Moyen Âge dans un établissement ou dans un groupe d'établissements d'une région déterminée. Rechercher les particularités d'écriture et d'enluminure qui caractérisent ces manuscrits.

2° Étudier les authentiques de reliques conservées dans les trésors de diverses églises.

3° Signaler les cartulaires, les obituaires et les pouillés conservés en dehors des dépôts publics.

4° Critiquer les actes apocryphes conservés dans les archives publiques et particulières. A quelle date et pour quels motifs les fraudes de ce genre ont-elles été commises ?

5° Rechercher dans les textes diplomatiques antérieurs au milieu du ^{xiii}^e siècle les surnoms ou sobriquets qui peuvent accompagner les noms de personnes.

6° Relever dans les chartes antérieures au ^{xiii}^e siècle, et pour une région déterminée, les noms des témoins ; les classer de manière à fournir des indications précises pour aider à la chronologie des documents qui ne sont pas datés. — Établir et justifier la chronologie des fonctionnaires ou dignitaires civils ou ecclésiastiques dont il n'existe pas de listes suffisamment exactes.

Ces listes seront utiles pour fixer la chronologie des documents dépourvus de date et pour identifier les personnages simplement désignés par le titre de leurs fonctions. Les documents financiers peuvent aider à les établir.

7° Signaler dans les archives et dans les bibliothèques les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.

Mettre à la disposition du Comité une copie du document, collationnée et toute préparée pour l'impression selon les règles qui ont été prescrites aux correspondants, avec une courte notice indiquant la date certaine ou probable du document, les circonstances dans lesquelles il a été rédigé, les dispositions qui le différencient des textes analogues de la même région, les noms modernes et la situation des localités mentionnées, etc.

8° Étudier l'administration communale sous l'ancien régime, à l'aide des registres de délibérations et des comptes communaux. Définir les fonctions des officiers municipaux et déterminer le mode d'élection,

la durée des fonctions, le traitement ou les privilèges qui y étaient attachés.

9° Établir, à l'aide des anciens registres de comptes, des registres cadastraux et autres documents, et, pour une période déterminée antérieure à la Révolution, quelles étaient les sources de revenus d'une commune ou d'une communauté ?

10° Signaler, pour les ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, les listes de vassaux ou les états de fiefs mouvant d'une seigneurie ou d'une église quelconque ; indiquer le parti qu'on en peut tirer pour l'histoire féodale et pour la géographie historique.

11° Étudier ou signaler dans les dépôts d'archives à l'étranger, principalement au *Record Office* de Londres, les fonds, séries de pièces et documents les plus importants relatifs à l'histoire politique et administrative de Bordeaux et du Sud-Ouest pendant la domination anglaise.

12° Registres paroissiaux antérieurs à l'établissement des registres de l'état civil ; mesures prises pour leur conservation ; services qu'ils peuvent rendre pour l'histoire des familles ou des pays, pour les statistiques et pour les autres questions économiques.

13° Chercher dans les registres de délibérations communales et dans les comptes communaux les mentions relatives à l'instruction publique : subventions, nominations, listes de régents, matières et objet de l'enseignement, méthodes employées.

14° Étudier les procédés employés dans les petites écoles, antérieurement au ^{xix}^e siècle, pour enseigner aux enfants la lecture et l'écriture.

15° Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France.

Faire connaître les pièces d'archives, mentions historiques ou anciens imprimés qui peuvent jeter un jour nouveau sur la date de l'établissement de l'imprimerie dans chaque localité, sur les migrations des premiers typographes et sur les productions sorties de chaque atelier.

16° Rechercher à quelle époque les administrations civiles ou religieuses ont commencé à faire imprimer les pièces dont elles devaient se procurer de nombreux exemplaires (affiches, circulaires, mandements, formules d'actes financiers, etc.).

17° Étudier les documents qui pourraient servir à l'histoire de la presse sous l'ancien régime (fraudes, contrefaçons françaises ou étrangères, impressions clandestines, imprimeries de famille, etc.).

18° Donner des renseignements sur les livres liturgiques (bréviaires, diurnaux, missels, antiphonaires, manuels, processionaux, etc.)

imprimés avant le xviii^e siècle, à l'usage d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux.

19° Recueillir les renseignements qui peuvent jeter de la lumière sur l'état du théâtre, sur la production dramatique et sur la vie des comédiens en province depuis la Renaissance.

20° Exposer, d'après les registres versés récemment par l'Administration de l'Enregistrement aux archives départementales, comment était organisé et fonctionnait, à la fin de l'ancien régime, le service de la perception des droits domaniaux du Roi (contrôle des actes, insinuations laïques, centième denier, etc.).

Indiquer le parti qu'on peut tirer de ces registres pour les études historiques.

21° Étudier pour une région déterminée le rapport des mesures anciennes avec celles du système métrique.

22° Organisation et fonctionnement d'une des assemblées municipales établies conformément à l'édit de juin 1787.

23° Étudier les délibérations d'une ou de plusieurs municipalités rurales pendant la Révolution, en mettant particulièrement en lumière ce qui intéresse l'histoire générale.

24° Étudier les variations de l'esprit public dans un département sous le Consulat et l'Empire, d'après les procès-verbaux d'opérations électorales et d'après les autres sources imprimées ou manuscrites.

25° Exposer l'histoire d'une administration municipale de canton sous le régime de la Constitution de l'an vii.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

I. — Archéologie préromaine.

1° Faire, pour chaque département, un relevé des sépultures préromaines en les divisant en deux catégories : sépultures par inhumation, sépultures par incinération.

Étudier particulièrement cette question, en se référant, comme point de comparaison, aux ouvrages de M. le général Pothier : *Les populations primitives : essai d'interprétation de documents archéologiques par la géologie et les textes.* — *Les Tumulus du plateau de Ger.* Cf. aussi l'étude de M. G. Chauvet publiée dans le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, 1899, p. 491 et suiv., sous le titre de *Statistique et bibliographie des sépultures préromaines du département de la Charente.*

2° Signaler dans chaque arrondissement les monnaies gauloises que l'on y recueille habituellement dispersées sur le sol.

Cette question a pour but de préciser l'attribution des monnaies recueillies à tels ou tels peuples gaulois. Se référer, pour la traiter, à l'*Atlas des monnaies gauloises* publié par M. H. de La Tour.

3° Signaler les monnaies celibériennes trouvées au nord des Pyrénées.

Se référer aux ouvrages suivants : *Monnaies antiques de l'Espagne*, par Alois Heiss, et *Medallas autnomas de España*, par Antonio Delgado.

II. — Archéologie romaine.

4° Étudier les divinités indigètes et en particulier les divinités pyrénéennes d'après les monuments figurés et les monuments épigraphiques. Signaler ceux de ces monuments qui seraient encore inédits ou imparfaitement publiés.

Signaler en particulier les autels portant les images de plusieurs divinités et étudier leur groupement. Pour l'épigraphie, se référer à la liste donnée par M. Allmer dans la *Revue épigraphique du midi de la France* (III, p. 298 et suiv.), sous le titre de *Les dieux de la Gaule*, et aux diverses publications de M. Julien Saeze.

5° Cataloguer et décrire les bas-reliefs gallo-romains conservés dans la région du Sud-Ouest.

6° Faire connaître ce que les textes et les monuments antiques de tout genre peuvent apprendre sur l'industrie et le commerce des différentes régions de la Gaule à l'époque romaine.

7° Décrire les mosaïques antiques non relevées jusqu'à présent en France, en Espagne et dans l'Afrique française et dont on possède les originaux. Relever aussi et étudier les anciens dessins conservés dans les collections publiques ou particulières et qui reproduisent des mosaïques aujourd'hui détruites.

8° Rechercher les centres de fabrication de la céramique dans la Gaule et dans l'Afrique ancienne ; voir si les anciens établissements de potiers n'ont pas survécu à l'époque antique et persisté à travers le Moyen âge.

Dresser la liste des noms de potiers inscrits sur les vases ou fragments de vases, lampes et statuettes, conservés soit dans les musées, soit dans les collections privées.

9° Décrire les pièces de verrerie antique les plus importantes conservées dans les musées ou les collections particulières et en indiquer la provenance ; relever les inscriptions qu'elles portent.

10° Étudier les pierres gravées qui sont enchâssées dans les pièces d'orfèvrerie anciennes; en faire connaître les sujets, les inscriptions, les dimensions et la matière.

Cette étude devra être accompagnée des empreintes des pierres gravées, de préférence à des dessins ou à des images quelconques.

11° Décrire et classer les plombs monétiformes portant des sujets figurés ou des inscriptions et trouvés en Gaule, en Espagne ou en Afrique.

Se référer au *Catalogue des plombs de l'antiquité conservés au Département des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale*, par MM. Michel Rostovtsew et Maurice Prou.

12° Signaler les documents d'archives, les manuscrits anciens ou la correspondance des antiquaires des derniers siècles qui peuvent servir à établir l'âge ou l'histoire d'un monument archéologique déterminé.

13° Décrire les monuments grecs qui se trouvent dans les collections publiques ou privées, particulièrement de la région du Sud-Ouest; en préciser la provenance.

Un grand nombre de nos musées provinciaux ou collections privées renferment des inscriptions, des bas-reliefs, des vases peints, des terres cuites que des voyageurs ont rapportés des pays helléniques: il serait très utile de faire connaître ces monuments.

14° Relever sur les monnaies romaines et expliquer historiquement les types et les légendes se rapportant à la Gaule ou à des événements qui se sont passés en Gaule.

15° Rechercher le tracé des voies romaines; étudier leur construction; signaler les bornes milliaires.

16° Dresser, pour la région du Sud-Ouest, des cartes générales ou partielles des monuments et des vestiges de monuments gallo-romains détruits ou conservés.

III. — Archéologie du moyen âge.

17° Donner, avec plans et dessins à l'appui, la description des édifices chrétiens, réputés antérieurs à la période romane.

18° Signaler les monuments chrétiens antérieurs au XI^e siècle; rechercher en particulier les inscriptions, les sculptures, les verres gravés, les objets d'orfèvrerie et les pierres gravées.

19° Cataloguer et décrire les monnaies mérovingiennes conservées dans les collections publiques ou privées.

Se référer au Catalogue de la Bibliothèque nationale dressé par M. Maurice Prou et au livre de M. Jullian intitulé *Inscriptions antiques de Bordeaux*.

20° Étudier les monnaies féodales de la France, surtout à l'aide des documents d'archives ; faire connaître ceux de ces documents qui seraient inédits et les commenter.

21° Relever les noms des chapitres, abbayes et prieurés ayant eu sur la fabrication de la monnaie des droits complets ou restreints ; déterminer la date de ces droits et leur origine.

22° Étudier les jetons des municipalités des corporations et des États provinciaux.

Se référer, à titre de comparaison, au travail de M. E. Bonnet : *Les jetons des États généraux de Languedoc*, inséré dans le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, 1899, p. 241 à 329.

23° Décrire les sceaux conservés dans les archives publiques ou privées ; accompagner cette description de moulages ou au moins de photographies.

24° Étudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

Cette question pour la traiter dans son ensemble, suppose une connaissance générale des monuments de la France, qui ne peut s'acquérir que par de longues études et de nombreux voyages. Aussi n'est-ce point ainsi que le Comité la comprend. Ce qu'il désire, c'est provoquer des monographies embrassant une circonscription donnée, par exemple un département, un diocèse, un arrondissement, et dans lesquelles on passerait en revue les principaux monuments compris dans cette circonscription, non pas en donnant une description détaillée de chacun d'eux, mais en cherchant à dégager les éléments caractéristiques qui les distinguent et qui leur donnent un air de famille. Ainsi on s'attacherait à reconnaître quel est le plan le plus fréquemment adopté dans la région ; de quelle façon la nef est habituellement couverte (charpente apparente, voûte en berceau plein cintre ou brisé, croisées d'ogives, coupoles) ; comment les bas-côtés sont construits, s'ils sont ou non surmontés de tribunes, s'il y a des fenêtres éclairant directement la nef ou si le jour n'entre dans l'église que par les fenêtres des bas-côtés ; quelle est la forme et la position des clochers : quelle est la nature des matériaux employés ; enfin s'il y a un style d'ornementation particulier, si certains détails d'ornement sont employés d'une façon caractéristique et constante, etc.

25° Rechercher, dans la région du Sud-Ouest, les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du Moyen âge ; signaler les documents historiques qui peuvent servir à en détermi-

ner la date ; accompagner les communications de dessins et de plans.

26° Signaler les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le Moyen Âge ; étudier, en particulier, l'influence de la fabrication limousine et la diffusion de ses produits.

Il existe dans un grand nombre d'églises des reliquaires, des croix et autres objets d'orfèvrerie qui n'ont pas encore été étudiés convenablement, qui bien souvent même n'ont jamais été signalés à l'attention des archéologues. Il convient de rechercher ces objets, d'en dresser des listes raisonnées, d'en retracer l'histoire, de découvrir où ils ont été fabriqués, et, en les rapprochant les uns des autres, de reconnaître les caractères propres aux différents centres de production artistique au Moyen âge.

27° Décrire et photographier les anciens tissus, quelle que soit leur origine, conservés dans les églises, les musées ou les collections particulières.

28° Recueillir les documents écrits ou figurés intéressant l'histoire du costume pour les diverses classes de la société dans la région du Sud-Ouest.

Au Moyen âge, il y avait dans beaucoup de provinces des usages spéciaux qui influèrent sur les modes. Ce sont ces particularités locales qu'on n'a guère étudiées jusqu'ici. Il serait intéressant d'en rechercher la trace sur les monuments.

29° Signaler les carrelages de terre vernissée, les documents relatifs à leur fabrication, et fournir des calques des sujets représentés et de leurs inscriptions.

30° Faire par région, par ville, ou par édifice, le recueil des pierres tombales et inscriptions diverses, publiées ou non ; accompagner ce recueil, autant que possible, d'estampages ou de dessins.

Consulter, à titre comparatif : F. de Guilhermy et R. de Lasteyrie, *Inscriptions de la France du v^e au xviii^e siècle ; ancien diocèse de Paris* ; — Quesvers et Stein, *Catalogue des inscriptions de l'ancien diocèse de Sens*.

M. FÉAUX montre à l'assemblée un objet des plus intéressants que M. de Fayolle et lui ont acquis récemment pour le Musée du Périgord ; c'est un fragment de côte sur lequel est gravée la silhouette d'une femme représentée presque de profil.

« Cette précieuse gravure, nous dit-il, a été trouvée en 1897 par M. Gaston Berthoumeyrou, des Eyzies, sous les abris de

Cro-Magnon, en un point où se trouvent des foyers de l'époque magdalénienne, dans lesquels il a, depuis plusieurs années, pratiqué des fouilles fructueuses.

» M. E. Rivière, qui a également fouillé avec succès ces mêmes foyers, a publié, en 1897, dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie*, tome VIII, 10^e série, le résultat de ses recherches et a dit à cette occasion, sur l'os gravé qui nous occupe, quelques mots accompagnés de deux dessins, dont l'exactitude laisse malheureusement à désirer.

» Notre tout dévoué secrétaire-adjoint, M. Ch. Durand, malgré la difficulté d'une pareille opération, a bien voulu reproduire par la photographie cette gravure et y a pleinement réussi ; grâce à lui, nous pouvons, nous conformant ainsi au désir exprimé à ce sujet par l'assemblée, ajouter à notre étude, non un dessin plus ou moins fidèlement exécuté, mais une image, de grandeur naturelle, rigoureusement exacte.



» La gravure, nette et vigoureuse dans certaines parties, est moins bien accentuée en d'autres, d'où le vague de certains détails ; l'oreille droite très grande et l'œil sont bien visibles, les traits du visage sont au contraire indistincts et se perdent sur le bord de l'os craquelé en cet endroit sur presque toute sa longueur ; le bras droit, légèrement indiqué dans sa partie antérieure et surtout vers la main, est replié en avant ; le bras gauche, dont un des côtés se confond avec la ligne de la poitrine, semble coupé brusquement un peu en avant de celle-ci ; mais la ligne qui le traverse vient de la craquelure signalée plus haut, et avec un peu d'attention, on voit que le bras continue et se replie vers le bas ; le sein est tombant et allongé ; la ligne du ventre suit bien sa courbe normale ; celle du dos a été tracée en deux fois, une reprise venant modifier le premier trait et indiquer le creux des reins, les cuisses et les jambes sont longues et grêles, une reprise a été faite pour épaissir un peu la cuisse droite ; les genoux sont légèrement fléchis ; la courbe de la ligne postérieure de la jambe indiquerait un mollet assez développé si la ligne antérieure ne lui était presque parallèle ; les pieds n'existent pas ; enfin, une série de traits en chevrons descend le long du bras droit et une seconde occupe une partie du ventre.

» Cette gravure a été incontestablement exécutée par une main très ferme et exercée ; la netteté, la rectitude de certains traits en sont une preuve certaine ; cependant, elle ne dénote pas, chez son auteur, ce sens artistique parfois si étonnant que l'on retrouve sur tant de représentations d'animaux : chevaux, rennes, bouquetins, etc., etc., de la même époque, et ce cas est loin d'être isolé, pourquoi ?... Faut-il attribuer cette infériorité à ce fait que l'homme, pour lequel c'était un jeu de représenter si fréquemment par la gravure ou la sculpture les animaux vivant autour de lui, semblait au contraire craindre de reproduire sa propre image ?..

» Les figurations humaines sont, en effet, extrêmement rares dans les stations préhistoriques, puisque M. de Mortillet estime le nombre de représentations connues, soit d'êtres humains entiers, soit de parties du corps : tête, bras, mains,

à vingt-cinq seulement (1). (*Le Préhistorique*, 3^e édition, p. 323).

» C'est donc une bonne fortune pour notre Musée, où les os et bois de renne gravés sont déjà nombreux, d'avoir pu ajouter à ses richesses une pièce d'un aussi haut intérêt, et cela, nous dit en terminant M. Féaux, grâce au patriotisme de M. G. Berthoumeyrou qui, après avoir refusé des offres plus avantageuses, s'est montré heureux de la céder au Musée afin que sa conservation en Périgord en soit pour toujours assurée. »

L'assemblée félicite MM. de Fayolle et Féaux de leur heureuse acquisition et remercie M. Féaux de son instructive communication.

M. DUJARRIC-DESCOMBES présente à la Société un substantiel et très intéressant mémoire qu'il a préparé sur *Mussidan et les guerres de religion* (1562-1569).

Après lecture des passages plus particulièrement appelés à retenir l'attention, l'assemblée décide que l'étude de notre vice-président sera publiée dans le *Bulletin*.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis :

1^o Comme membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Fernand Demoures, propriétaire à Gourjou, par Agonac (Dordogne),

Présenté par MM. Dujarric-Descombes et Charles Aublant ;

(1) Auxquelles il faudrait ajouter, outre la présente, une main sur bois de renne venant du Souci, commune de Lalinde (Dordogne), appartenant au Musée de Périgueux, et une autre main, de la collection de M. Féaux, qui l'a découverte à Raymonden.

2° Comme membre associé de ladite Société :

M. Pierre Meller, vice-président de la Société archéologique de Bordeaux, 43, Pavé-des-Chartrons, à Bordeaux,

Présenté par M. le comte de Saint Saud et M. le vicomte de Gérard.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-adjoint,
Charles DURAND.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 4 septembre 1902.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Fernand de Bellussière, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric Descombes, Féaux, Vigie et Villepelet.

M. le marquis de Fayolle s'excuse par écrit ; MM. Charles Durand et Augiéras se font excuser de ne pas assister à la séance.

Le procès verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Liste des membres du Comité des Travaux historiques et scientifiques, brochure in 8°, Paris, Imprimerie nationale, 1902 ;

Discours prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes, le samedi 3 avril 1902, par M. Vidal de la Blache et M. Bouquet de la Grye, brochure in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1902 ;

Revue Epigraphique, 25^e année, n° 105, avril, mai, juin 1902

in 8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin de la Société de Bordu, Dax (Landes), 27^e année (1902), deuxième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie reliure Labèque ; contenant la suite de l'*Histoire des évêques de Dax*, par M. Degert, où p. 85, il traite de l'épiscopat de M^{re} Le Boux, qui fut à Dax avant de venir à Périgueux. Déjà son renom d'orateur le faisait appeler souvent hors de son diocèse et ses absences si prolongées étaient préjudiciables à son évêché ;

Bulletin trimestriel de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, II^{me} série, tome XXIX, 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons, deux fascicules in-8°, Pau, v^{re} Léon Ribaut, libraire, 1901 ;

Revue des langues romanes, tome XLV, septembre 1902, in 8°, Montpellier et Paris, Pedone, libraire éditeur ;

De M. Dujarric-Descombes, le *Journal de la Dordogne*, du 16-17 août 1902, contenant son article bibliographique sur les *Vieilles chansons patoises du Périgord*, éditées par MM. Casse et Chaminade in-8°, de 120 pages, imprimerie Delanchy, à Paris ;

Et de M. Aublant, le journal *l'Avenir de la Dordogne*, du 29 août 1902, contenant une causerie périgourdine sur le même ouvrage ; — et *l'Avenir de la Dordogne*, du 4 septembre, où il publie le compte rendu de *La fête de l'Eglantine à Turenne*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de septembre 1902, dans laquelle sont indiquées des lettres de Périgourdins : du chevalier d'Aydie à une dame, datée de Mayac le 21 septembre 1751 ; de Jules Claretie à un ami ; de Paul Mounet à Iveling Rambaud, du 24 janvier 1883 ; — et une pièce autographe du grand diplomate Charles-Maurice de Talleyrand, contenant des extraits et maximes de poètes français. Talleyrand écrit après Lafontaine :

Quand le malheur ne seroit bon
Qu'à mettre un sot à la raison
Toujours seroit-ce une juste cause
Qu'on le dit bon à quelque chose.

Il dit aussi avec Molière :

On n'a point pour la mort de dispense de Rome.

M. Robert VILLEPELET nous signale dans la *Revue des Etudes historiques*, de juillet-août 1902, p. 362-368, un article de M. A. Laborde-Milaà, contenant des aperçus nouveaux sur *La Boétie et Montaigne*. L'auteur estime que « dans cette amitié célèbre, la place de frère aîné, de parrain intellectuel, appartient précisément à celui à qui on ne la donne pas d'ordinaire » (La Boétie).

Conclusion de l'article :

Telle est, dans ses grandes lignes, l'influence que nous croyons apercevoir exercée par La Boétie, sur tout Montaigne, sa sensibilité, son intelligence, sa volonté. Par dessus tout, il lui a donné l'idée et le goût du travail. Montaigne s'est étudié pour être digne de son ami, pour se raconter à La Boétie vivant, puis à La Boétie mort. En s'en allant, La Boétie laissa un Montaigne plus mûr, au cerveau plus large, au cœur plus ouvert, un esprit auquel, sur bien des points, il avait donné le branle. Et nous nous contenterons de cette formule qui dit plus qu'il ne semble et qui nous semble dire tout ce qu'il faut, sachant apercevoir, à côté du Montaigne de trente ans, légèrement penchée vers lui la figure de son ami, avec le surcroît de gravité qu'ont toujours les jeunesses sérieuses.

M. Pierre MELLER, élu membre associé dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société, en nous rappelant que bien que bordelais, des liens du sang le rattachent à notre beau pays. « Ma mère, ajoute-t il, une Jardel La Roque, descendait d'une vieille famille de ce nom, établie à Couze depuis plusieurs siècles pour la fabrication du papier, et ma grand'mère était une Géraud, d'une famille protestante de Bergerac.

» De plus, une excursion archéologique, que j'ai faite dernièrement pendant plusieurs jours dans votre département, m'a vivement intéressé et me fait regretter de ne pas connaître plus intimement un des pays les plus pittoresques que j'aie parcourus. J'ai pensé qu'à la lecture de votre *Bulletin* toujours si documenté je me familiariserai avec cette contrée si curieuse et digne de l'admiration des archéologues. »

Par une circulaire en date du 16 juillet dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique nous prie de donner la publicité de notre *Bulletin* au programme suivant d'un concours d'archéologie espagnole organisé par la municipalité de Barcelone :

PROGRAMME

DU CONCOURS QU'EN EXÉCUTION DU LEGS FAIT A LA VILLE DE BARCELONE
PAR M. FRANCISCO MARTORELL Y PÉNA, LA MUNICIPALITÉ A ORGANISÉ
AUX CONDITIONS INDIQUÉES CI-APRÈS.

I

On accordera un prix de vingt mille piécettes au meilleur ouvrage original d'archéologie espagnole présenté au concours, s'il en est jugé digne par le jury nommé à cet effet.

II

Le prix dont il s'agit sera décerné le 23 avril 1907, fête de saint Georges, patron de la Catalogne.

III

On admettra au concours les imprimés ou manuscrits d'auteurs, espagnols ou étrangers ; le délai fixé pour leur dépôt au Secrétariat de la municipalité de Barcelone expirera le 23 octobre 1906, à midi.

IV

Pour la rédaction de l'ouvrage, on pourra employer les idiomes suivants : latin, castillan, catalan, français, italien ou portugais.

V

On n'apposera aucune signature sur le mémoire : on se bornera à y inscrire une devise que l'on reproduira exactement sur l'enveloppe d'un pli fermé annexé au travail et contenant le nom et l'adresse de l'auteur.

VI

Le jury de ce concours se composera de cinq personnes ayant une compétence spéciale et désignées par le Conseil municipal ; le Maire, Président dudit Conseil, en sera le Président honoraire.

VII

Le 23 octobre 1906, à midi, la Commission chargée d'exécuter le legs de M. Martorell y Péna se réunira sous la présidence de l'« Alcade » ; elle dressera, séance tenante, procès-verbal de tous les ouvrages présentés et procédera à la nomination du jury, c'est-à-dire des cinq examinateurs du concours.

VIII

L'auteur de l'ouvrage à qui on décernera le prix devra le publier dans un délai de deux ans, à compter du jour de la concession du prix, et en donner cinq exemplaires au Conseil municipal. Si l'œuvre n'était pas écrite en castillan, il devra la traduire au préalable en cette langue pour en rendre la publication possible. Dans le cas où l'auteur ne se conformerait pas à ces deux prescriptions, la Municipalité pourra, à ses propres frais, traduire et publier l'œuvre couronnée en s'en réservant les droits de propriété littéraire qui, dans le cas contraire, appartiendront à l'auteur.

Barcelone, le 16 mai 1902.

Le Secrétaire,

GUMERSINDO COLOMER GODINA.

L'Alcade,
JUAN AMAT.

M. AUBLANT met ensuite sous les yeux de l'assemblée un os d'*Elephas primigenius* qui a été trouvé dans une sablière de Saint-Aigulin près de La Roche Chalais et qu'il donne au Musée où on pourra le comparer à celui provenant de la sablière de Rodas, près de Périgueux.

Au nom de la conservation du Musée, M. FÉAUX remercie M. Aublant.

En s'excusant de ne pas assister à la réunion, M. DE FAYOLLE nous adresse la communication suivante sur une découverte qui a été faite dans son voisinage et nous prie de voter une subvention de vingt francs pour aider le propriétaire du terrain à continuer les fouilles.

« Un propriétaire de la commune de Tocane-Saint-Apre, M. Guichard, habitant le village de la Borie, nous écrit-il, m'a fait prévenir qu'il avait découvert dans un champ, il y a une quinzaine de jours, des restes antiques. Il m'avait déjà montré quelques tuiles à rebord et plusieurs morceaux de marbre blanc et gris qui m'avaient fait supposer qu'il y aurait intérêt à faire des fouilles en cet endroit. Outre quelques amorces de murailles qui n'ont pas été dégagées et paraissent couvrir une surface importante, il a découvert une piscine quadrangulaire entièrement remblayée avec des terres dans

lesquelles il était facile de voir des matériaux de démolition, des carreaux et briques et un assez grand nombre de fragments de vases en terre noire et rouge. Les côtés de la piscine, encore mal déblayée, sont formés d'un mur dont la partie supérieure est presque à fleur de terre. Elle a 5^m50 de long sur 4^m de large à l'intérieur. Elle est entièrement recouverte d'un enduit de chaux et sable supportant un stuc rouge à la base et raccordant le mur au béton qui sert de dallage ; on voit un quart de rond de 0,10^c de saillie également recouvert de stuc rouge, et dans les angles il y a une sorte de demi-colonnette aussi en stuc. On peut supposer que ces boudins sont destinés à empêcher l'infiltration de l'eau dans les angles. La profondeur de la partie conservée est de 0^m60. Le sol est formé avec un béton très dur et d'une blancheur semblable à de la craie, mêlé à des fragments de brique. On l'a percé sur un point et il m'a paru avoir au moins 0^m10 d'épaisseur ; le trou ainsi fait étant obstrué par les terres, je n'ai pu me rendre compte si ce béton reposait sur le sol ou formait la partie supérieure d'un hypocauste.

» Ces restes sont incontestablement gallo-romains, et il est intéressant de retrouver l'existence d'une nouvelle villa dans la commune de Tocane-Saint-Apre, qui a déjà fourni à Tocane même des restes importants de l'occupation romaine. Cette villa se trouve sur la pente d'un petit coteau formant un plateau et dominant un vallon qui se dirige vers la Dronne. La chaîne de collines escarpées et arides, nommées les Grillaudes, le domine lui-même, et on se demande d'où pouvait venir l'eau qui alimentait la piscine, car je ne connais pas de source supérieure, et la belle fontaine de la Borie, qui se trouve à environ 500 mètres, est à un niveau beaucoup plus bas.

» J'avoue du reste qu'en appelant cette salle quadrangulaire une piscine, je me rends fort bien compte qu'il est peu naturel de voir un enduit peint sur mortier résister à une submersion prolongée ; les deux grands côtés de la salle en question n'ayant pas encore été dégagés, il est possible qu'en faisant ce travail, que M. Guichard a bien voulu me promettre d'exécuter, on trouve une ou deux portes qui en feraient, au

lieu d'une piscine, une salle intérieure ; c'est pour aider le propriétaire, d'ailleurs très obligeant, et qui m'a remis les quelques fragments que je dépose sur le bureau, que je vous prie de vouloir bien voter une allocation de 20 francs pour continuer quelques fouilles en cet endroit. »

L'assemblée remercie M. de Fayolle de son intéressante communication et lui accorde la subvention demandée.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL montre au bureau une fausse monnaie romaine en argent que lui a remise M. Dubois, prote de l'Imprimerie de la Dordogne, et qui a été découverte dans les déblais des Arènes, il y a une vingtaine d'années, quand on y aménageait le jardin. Cette monnaie fourrée de famille romaine porte à l'avers un bige avec cet exergue au bas : *D. Silanus Roma*. Le revers est tombé.

De son côté, M. DE MAYNADIÉ nous demande si nos confrères numismates connaissent l'existence d'une médaille qui fut frappée sous Charles VII à l'occasion de la reprise de Bergerac sur les Anglais en 1450 par le comte de Penthievre ? « Le volume 48 du fonds Lespine, nous mande-t-il, qui mentionne la chose, décrit ainsi cette médaille : « On voit dans la médaille » une femme à genoux qui présente deux clefs au comte et » autour on lit : *Anglis Brageraco emissis et urbe deditione* » *recepta*. »

Aucun des membres présents ne connaît cette médaille.

M. le capitaine DE BÉLER nous envoie la notice qu'il nous avait promise sur le gaufrier du château de Bayac. Lecture en est donnée. Ce fer à gaufres, dont l'image sera publiée dans notre prochain *Bulletin*, lui paraît du commencement du XVII^e siècle.

M. VIGÉ demande ensuite la permission de nous fournir quelques brèves indications sur la situation politique et juridique faite autrefois à la châtellenie de Villefranche-du-Périgord, limitrophe du Périgord et du Quercy. La ville ou bastide a été fondée, comme on sait, par Alfonse de Poitiers, frère

de saint Louis, au XIII^e siècle, et la charte de fondation, contenant des principes libéraux, se trouve en copie à la Bibliothèque nationale. Notre érudit confrère fait remarquer en passant que les bastides anglaises fondées au XIV^e siècle avaient également des chartes de fondation libérales qui étaient habilement calquées sur les chartes françaises du siècle précédent et l'on conservait de la sorte aux habitants des libertés dont ils savaient gré à leurs conquérants étrangers. C'est ainsi que devrait agir la France quand elle va fonder au loin des colonies au lieu de bouleverser les coutumes établies et d'y apporter les lois de la métropole.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que ces judicieuses observations seront bien placées dans l'introduction que notre savant confrère mettra en tête du *Coutumi r périgourdin*.

Dans une de ses dernières communications, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL disait un mot des cimetières des pauvres, sur lesquels il voudrait publier une étude. En analysant ces jours-ci les registres paroissiaux de Sanilhac, il y a trouvé un acte de sépulture assez piquant. Le curé, l'abbé Fournet enterre, le 10 juillet 1684, dans le cimetière de Sanilhac, derrière le grand autel, lieu vacant pour les pauvres étrangers, Hippolyte Jacotin, femme de la paroisse de Villeteureix, qui s'était confessée et avait communie la veille, « trouvée morte dans le bois de » Loursarie, en habit de garçon, pour sauver son honneur et » sa vie, comme elle déclara, et se tirer de l'oppression... » (*Inventaire des Archives de la Dordogne*, série E suppl. 533, f^o 55 verso.)

M. LE PRÉSIDENT signale aussi un acte passé devant M^e Lavavé, notaire royal à Périgueux, en présence de Dauphin Révolte du Grandchamp, avocat en la cour, premier consul de la ville, le 30 mai 1768, qui est de nature à intéresser, à plus d'un titre, M. Édouard Decoux-Lagoutte.

Il comblera une petite lacune de la monographie de la commune de Trélissac, publiée par notre confrère en 1900.

Aux termes de cet acte, M^{re} François-Jean-Baptiste Souc de Plancher, baron et seigneur de Berbiguière, Marnac et autres

places, ancien capitaine de cheveau légers au régiment royal de Piémont, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, pensionnaire de Sa Majesté, demeurant à Périgueux, paroisse Saint-Front, vendit à M^{re} Antoine Bonis de Bonal, ancien officier aux îles du Vent, habitant en son repaire noble du Petit-Change, paroisse Saint-Georges,

« Le moulin noble appelé de Barnabé, avec les aisines d'iceluy, le droit de difuge d'eau, chaussée, droit de pêche à prendre depuis le moulin du Mounard, jusques à la fontaine de Larceau, eygauds au-dessus et au-dessous dud. moulin, ilous au-dessus dicelluy, pris au-dessous et au-dessus, avec la maison et chenevière séparée dud. moulin, et joignant le grand chemin de Périgueux à Trélissac, avec le droit de passage; led. moulin situé sur la rivière de l'Isle, susd. paroisse de Trélissac, banlieue de Périgueux; dans lequel moulin sont cinq meules tournantes, garnies de tous bois et ustensiles nécessaires au pressoir à huile, avec sa garniture et ustensiles nécessaires, un grand crible pour vanner les bleds, un balancier, un bateau, et généralement toutes les appendances et dépendances dud. moulin. »

Cette vente fut faite moyennant un prix de 55,700 livres, dont 33,000 furent payées comptant, et le surplus délégué aux créanciers de l'hérédité d'Annet Souc de Plancher, seigneur de Berbiguière, frère du vendeur; et, en outre, moyennant une rente de dix sols au profit du chapitre de Périgueux sur une eygale, sise entre le moulin de Barnabé et le moulin appelé de Paris ou du Mounard. La constitution de cette rente remontait au 30 novembre 1434 et avait été renouvelée par Arnaud Souc de Plancher dans une reconnaissance devant M^e Chartroule, notaire, le 1^{er} février 1684.

Les titres de propriété du moulin de Barnabé, rappelés dans cette vente, consistent en deux contrats reçus par les notaires Migot et Chartroule les 17 juin 1583 et 6 juillet 1679.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a reçu de M. Gravier, chef de l'équipe du *Journal de la Dordogne*, à l'Imprimerie de la Dordogne, la copie d'un acte de vente reçu par ce même Lavavé, le 6 décembre 1792, et consenti par François Ardillé, invalide de la marine, qui est représenté par le citoyen Pierre Boucherie, troisième vicaire de l'évêque du département de

la Dordogne, à Antoinette Roche, d'une maison sise au quartier de la Limogeanne, près des murs de la ville, dans la paroisse Saint-Front, moyennant la somme de 150 livres.

M. l'Archiviste départemental remercie M. Gravier.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL met enfin sous les yeux de l'assemblée le dessin du piédestal destiné au buste du baron de Verneilh et qu'a bien voulu projeter notre habile confrère M. Dannery.

Après l'avoir attentivement examiné, l'assemblée y donne son approbation. On pense que ce piédestal sera prêt à la mi-octobre, de façon à pouvoir inaugurer le buste deux ou trois jours avant le Musée.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DUJARRIC-DESCOMBES.

ESSAI

SUR LES GUERRES DE RELIGION EN PÉRIGORD

(1551-1598).

(Suite).

CHAPITRE IV.

1589-1598.

La guerre en Périgord. — Siège de Domme. — Siège de Mussidan. — Montpezat et Vivans en Périgord. — Combat de la Combe des Dames. — Vivans vend son gouvernement de Domme à M. de Thémynes. — Fondation du collège des Jésuites à Périgueux. — Mort de Geoffroy de Vivans tué à Villandraut. — Combats en Périgord. — Siège de Lisle. — Mort du sénéchal d'Aubeterre. — Henri de Bourdeille le remplace. — Révolte des Croquants. — Edit de Nantes.

Avec Henri III s'éteignit la branche royale des Valois qui avait donné treize rois à la France : presque tous furent de grands princes, magnifiques, libéraux, vaillants, religieux, protecteurs des arts et des lettres ; ils surent agrandir le

royaume et chasser les Anglais ; sans doute aussi quelques-uns ont commis des fautes et ont eu des défauts, mais ces défauts étaient ceux de leur époque ; s'ils ont chargé les peuples d'impôts, aliéné des charges, il faut l'imputer aux guerres incessantes qui désolèrent le royaume et à la difficulté des temps, suite de la guerre ; les Valois n'avaient pas cherché la guerre avec les Anglais ; c'est sous le règne de l'un d'eux, Charles VII, qu'elle fut glorieusement terminée. Les révoltes du xvr^e siècle ne furent pas non plus de leur fait, mais bien celui d'hérétiques révolutionnaires, soutenus par des chefs ambitieux qui espéraient sous les apparences d'amour du peuple et de la liberté monter au pouvoir sur les ruines de la France.

Le roi de Navarre se trouvait le plus proche héritier du trône ; il était chef de la maison de Bourbon-Vendôme ; cependant malgré la justice et la validité de ses droits, il fut obligé, comme tout le monde le sait, de conquérir son royaume ; la plupart des chefs de l'armée, après quelques difficultés, lui prêtèrent serment de fidélité ; l'acte de reconnaissance fut signé le 4 août 1589, à Meudon ; mais quelques-uns se retirèrent, entre autres d'Epéron, à la suite d'une discussion sur la préséance qu'il prétendait avoir sur les maréchaux d'Aumont et de Biron. Les ligueurs ne négligèrent rien pour se maintenir à Paris et le duc de Mayenne fit publier un édit qui ordonnait de reconnaître pour roi le cardinal de Bourbon. Henri de Navarre, que nous appellerons désormais Henri IV, voyant son armée trop affaiblie par la défection des seigneurs mécontents, fut obligé de lever le siège de Paris ; il se dirigea vers la Normandie, s'assura de Meulan et de Mantes et alla se loger à Darnetal près de Rouen, espérant prendre cette ville importante ou disposer les habitants et le gouverneur à se soumettre.

Cependant, Mayenne s'avancait avec une nombreuse armée ; le roi fut contraint de se retirer sous les murs de Dieppe ; la position était critique ; on conseillait au roi de se retirer en Angleterre, ou au moins à La Rochelle ; mais Biron s'éleva avec chaleur contre ces projets, et le roi, accoutumé depuis longtemps aux positions difficiles, résolut d'attendre l'ennemi ; il

posta ses troupes près du bourg d'Arques et établit du canon dans le château ; on se battit pendant onze jours, mais le combat le plus sérieux et vraiment décisif eut lieu le 20 septembre. Mayenne repoussé se retira vers la Picardie, évitant la rencontre du comte de Soissons, de Longueville et du maréchal d'Aumont, qui menaient des renforts au roi ; il recevait en même temps à Dieppe un corps de quatre mille Anglais que lui envoyait la reine Elisabeth.

Les Parisiens, qu'on avait trompés sur le résultat des combats d'Arques, ne demeurèrent pas longtemps dans l'illusion ; le roi parut devant leurs murs le 1^{er} novembre ; il attaqua les faubourgs et les força ; les Parisiens prirent les armes, mais ils furent repoussés jusque dans la ville dont les troupes royales auraient pu s'emparer, mais le roi craignant quelque embûche, les fit rappeler ; le duc de Mayenne, à la nouvelle de cette attaque, accourut aussitôt ; le roi lui offrit la bataille, mais Mayenne l'évita et personne ne sortit des murs. Alors le roi leva son camp pour se rendre à Tours afin d'acquitter la promesse qu'il avait faite d'y convoquer les Etats-Généraux. Cette réunion se trouvant impossible à cause des difficultés du moment, il en remit l'exécution au mois de mars suivant et se rendit aussitôt dans la Basse Normandie qu'il réduisit bientôt entièrement.

Le 17 novembre 1589, Henri IV écrivit au maréchal de Matignon de garder avec soin le château de Badefols et le port sur la Dordogne (1), comme étant très important pour son service et d'y établir une bonne garde.

Le 18, il mande au sieur de Gontaut Saint-Geniès s^{er} de Saint-Julien de lever un régiment de dix compagnies de gens de pied et à M. de La Force de pourvoir à la garde du château de Castelnau des Milandes, menacé par les ligueurs ainsi que plusieurs autres places du voisinage.

Il n'entre pas dans les limites de ce travail de raconter les tiraillements et les divergences d'idées des partis ; les ligueurs eux-mêmes n'étaient pas d'accord entre eux ; ils

(1) *Lettres missives de Henri IV.*

voulaient bien un roi, mais ne savaient sur qui arrêter leur choix. Enfin le Parlement de la Ligue, présidé par Brisson, ordonna de reconnaître le cardinal de Bourbon sous le nom de Charles X et le duc de Mayenne pour son lieutenant ; le légat du pape et les ambassadeurs d'Espagne et de Savoie appuyaient ce choix ; le Parlement de Tours, présidé par Achille de Harlay, cassa cet arrêt. Le roi, ne s'arrêtant point à ces discussions, était à la tête de son armée ; il avait fait des progrès dans la Marne, et vers les premiers jours de mars 1590, il tourna sur Paris, but de tous ses efforts. Le duc de Mayenne s'avança aussitôt pour lui couper la route ; les deux armées se rencontrèrent le 13 mars près d'Ivry ; la bataille se livra le lendemain ; malgré la supériorité numérique des ligueurs, Henri IV fut encore vainqueur ; il prit toute leur artillerie, leurs bagages, presque toutes les enseignes et cornettes ; le comte d'Egmont qui commandait les troupes espagnoles fut tué ainsi que plusieurs gentilshommes de marque. Le duc de Mayenne, qui avait combattu malgré lui, poussé par les Seize, qui le taxaient de lâcheté, fit son devoir de général et de soldat, mais il ne put réussir à rallier ses troupes en fuite. Henri IV se conduisit en vaillant homme et en roi clément ; on dit que si après la bataille le roi s'était porté sur Paris, il l'aurait facilement emportée tant la terreur et la confusion y furent grandes dans les premiers jours ; mais Biron s'y opposa ainsi que quelques chefs protestants qui craignaient sans doute que la prise de Paris n'aménât la paix et que le roi n'ayant plus besoin de leurs services ne les mît de côté.

Le roi cependant continuait sa campagne autour de la ville ; il prit Lagny, Provins, Montereau, Melun et d'autres postes autour de Paris qu'il vint bloquer. Sur ces entrefaites le cardinal de Bourbon mourut à Fontenay, en Poitou. La Ligue fut très embarrassée à cette nouvelle ; il s'agissait pour elle de trouver un roi catholique ; Mayenne convoqua les Etats à Paris et partit pour les Flandres demander des secours aux Espagnols, laissant le commandement de Paris à son frère utérin, Charles de Savoie, duc de Nemours. Ce prince se mit en devoir de réparer les défenses de la ville dont il n'ignorait point que les royalistes espéraient s'emparer dans

peu de temps, sachant que les vivres y étaient insuffisants. Tous les jours le roi recevait des renforts ; quand ils furent réunis, il attaqua les faubourgs dans la nuit du 25 au 26 juillet 1590 ; ils furent emportés presque sans résistance ; Paris était réduit à la dernière extrémité, en proie à la famine et ne pouvant tenir que trois ou quatre jours ; on écrivit au duc de Mayenne de revenir en hâte ; le roi, craignant d'être pris entre Paris et les troupes ligueuses, résolut d'abandonner le siège à son grand regret, et se porta sur Chelles où étaient Mayenne et le duc de Parme. Il n'y eut que quelques escarmouches sans grande importance ; Mayenne reprit Lagny sans que l'armée royale pût l'empêcher, Paris fut ravitaillé. Le roi aurait voulu malgré tout revenir sur cette ville ; mais les maladies se mirent dans son armée fatiguée par une longue campagne ; il fut obligé de la licencier ; il mit des garnisons dans les places autour de Paris et envoya ses lieutenants dans les provinces ; lui-même, repoussé d'une tentative d'escalade du faubourg St-Germain, se retira à Senlis et de là fit quelques expéditions au nord de Paris.

Pendant ce temps que se passait-il en Périgord ?

Périgueux, on l'a vu, avait embrassé le parti de la Ligue, après que les Jésuites, chassés de Bordeaux, s'y furent installés ; mais comme elle était surveillée de près ainsi que Ville-neuve et Agen qui s'étaient aussi révoltées contre le roi, cet exemple n'eut pas toute la mauvaise influence qu'on eût pu craindre. Le roi révoqua le 10 novembre les chambres qu'Henri III avait établies en faveur des protestants à Bergerac, Montauban et Saint-Jean-d'Angély.

Le 23 juin, les sieurs de La Tourette et de Belcayre (1) qui, de connivence avec quelques habitants de Sarlat ligueurs, surprirent la garde d'une des portes de la ville et s'emparèrent des tours et des murailles sans permettre aux consuls d'y pénétrer ; mais quelques jours après ils en furent chassés ; profitant d'une sortie de M. de La Tourette, qui était allé faire

(1) Belcayre, château, commune de St-Léon sur Vézère ; Gaspard de Reillac, sieur de Belcayre.

démolir la Boétie, de crainte que ce petit poste ne servit contre lui, les habitants fermèrent sur lui la porte de la Rigaudie et désarmèrent les soldats qu'il avait laissés et les firent sortir de la ville ; on en chassa aussi les traîtres qui avaient aidé à Jean de Vassal à s'en emparer.

Les habitants de la ville de Périgueux ayant élu M. de Montpezat, gouverneur pour la Ligue en Périgord, les consuls de Sarlat s'assemblèrent pour délibérer sur ce fait, n'ayant pas été convoqués ; ils décidèrent d'envoyer vers M^r de Montpezat, et de le dissuader d'entrer dans la ville, à moins qu'il ne le voulût absolument, et d'obtenir de lui qu'il n'y entrât qu'avec cinquante gentilshommes, que s'il n'acceptait pas ces conditions, on lui refuserait l'entrée (1).

Enfin, il nous reste à parler pour cette année 1590 d'une attaque sur Saint Cyprien (le 19 août), place tenue par les protestants, qu'une partie de la garnison de Domme vint secourir, et aussi d'une attaque de la noblesse liguée contre Domme ; cette troupe était commandée par M^r de Villars et de Montpezat ; nous laissons parler le fils de Geoffroy de Vivans, Jean, auquel nous avons déjà emprunté quelques détails. Vivans était auprès d'Henri IV au siège de Paris lorsqu'il apprit que les sieurs de Tayac, de Giverzac et de Pechjaloux avaient surpris le château de Domme le 24 août 1590, sauf la Tour Brune, et que M^r de Monséguir, qui se défendait dans la ville où M^{rs} de Thémines et de La Force s'étaient jetés pour la secourir ; comme de l'autre part, M^{rs} de Montpezat, Montluc, Pompadour, avec toute la noblesse liguée, avaient accouru au château avec quelques coulevrines qu'ils avaient montées par artifice pour battre la Tour Brune. Vivans supplia le roi de lui permettre de s'en revenir ; mais pour le moment il n'obtint pas cette autorisation.

Le sieur de Thémines s'estant jeté dans la ville de Dome (2), comme est dit, pour la secourir avec peu de forces, quelques amis particuliers dudit sieur de Vivans qui estoient demeurés dans le pays

(1) Archives du Consulat (Lespine).

(2) Extrait des *Mémoires de J. de Vivans*.

y accoururent aussi. M. de Rignac, gouverneur de la vicomté de Turenne, assistoit fort en ceste occasion d'hommes, de vivre et de sa personne. D'autre part, M. de La Force y accourut avecques de jolyes troupes de pied et de cheval avecques lesquelles il jeta une coulevrine dans la ville, de plein jour, et avec de beaux et signalés combats, que lui et M^r de Thémines qui l'alla recueillir jusques delà la Dordogne, firent dans la plaine et dans la rivière qui lors estoit gayable, ou véritablement ils eurent toujours l'avantage ; un des chefs ligués, nommé Saint-Projet (1) fut tué au milieu de l'eau et force autres.

Cependant, les assiégés, ne pouvant plus tenir la Tour Brune, percée et rompue de l'artillerie des ennemys, laissent dans une chambre voûtée une barrique de huit quintaux de poudre couverte de paille, et ayant mis le feu au couvert de la tour, la quittent, et par une trainée le dernier met le feu à la paille. Les ennemys avancent pour esteindre le feu, mais la poudre ayant trop tost prins, ne couvre dans les ruynes de la tour qu'une trentaine. Un moment de délai y donnait sépulture à M. de Montpezat et à cent gentilshommes ou capitaines qui accouroient et n'en estoient pas à vingt pas. Après, ils firent la batterie contre la ville de dessus les ruines de ladite tour, mais M^{rs} de Thémines et de Monséjour, gouverneurs, firent travailler avec tant de diligence aux retranchements, que lesdicts sieurs de Montpezat, de Pompadour et de Montluc furent contraincts de se retirer, layssant forte garnison au chasteau. De mesme firent M^{rs} de Thémines et de La Force, layssant ledit sieur de Monséjour avec les amys particuliers de M. de Vivans dans la ville.

Au mois de décembre, le maréchal de Matignon venant de Rions-entre-deux-Mers, qu'il venait de prendre sur la Ligue passa la Dordogne à Branne et entra en Périgord avec une forte troupe et quatre canons ; le bruit se répandit qu'il marchait sur Périgueux (2) ; le maire, Jean de Chilhaud et les consuls demandèrent secours à M. de Pompadour, le priant d'entrer dans la ville avec ses soldats ; durant ce temps, Matignon assiégeait Mussidan ; le maire en fit avertir M. de Montpezat qui se trouvait alors en Quercy ; bientôt arriva à Périgueux La Capelle-Biron (3) avec de la cavalerie, il était lieutenant

(1) Jacques de Lafon-Dejean, sieur de Saint-Projet, en Quercy.

(2) Constitutions de Périgueux.

(3) La Capelle-Biron, Charles de Carbonnières.

de M. de Pompadour ; lui-même arriva le lendemain accompagné du baron de Gimel, de M^{rs} de Saint-Chamans, de Beauregard, de la Brangelie (1), du Pouget (2), de Rastignac, de Labattut (3), Nicéron, du capitaine Mayet, La Peyrouse et de grand nombre de gentilshommes et de gens de pied ; on chargea le sieur de Labattut de se renfermer dans St-Astier et de le garder ; mais Mussidan, faute de secours, tomba au pouvoir de Matignon après une défense vigoureuse et avoir tiré trois cent cinquante coups de canon.

La veille de Noël arriva de Cahors à grandes journées M. de Montréal, laissant derrière lui M. de Monpezat qui le suivait de près.

1591. — Le 2 janvier 1591, le maire de Périgueux(4) envoya cinquante arquebusiers à Saint-Astier où ils restèrent huit jours en face de l'ennemi qui n'osa attaquer ; après sa retraite, on les envoya renforcer la garnison de Verget.

Le 3 février, M. de Montpezat prêta entre les mains du maire et des consuls serment de fidélité à Dieu, au Roi, au parti catholique, et jura de défendre et de maintenir les privilèges et immunités de la ville.

Le 25 avril, Saint-Germain du Salembre fut assiégé et pris par M. de Montpezat ; ensuite il donna à la ville une pièce d'artillerie qu'il avait prise à Mussidan sur M. d'Aubeterre.

Vers le même temps, le marquis de Rastignac s'emparait du fort de Courbefy sur la frontière du Périgord et du Limousin ; quelques jours après, M^{rs} de Montpezat et de Pompadour vinrent assiéger Saint-Yrieix ; Pierre-Buffière Chamberet commandait la place ; les barons du voisinage accoururent à son secours et repoussèrent les ligueurs ; l'un d'eux, Saint-Chamans fut tué sans qu'on voulût le prendre à rançon ; après cet échec, les ligueurs se retirèrent pour attendre des renforts que Montpezat était allé chercher en Périgord et qu'il ramenait avec Taillefer et Fonrou. A l'approche de cette troupe,

(1) La Brangelie, des Achards de Joumard.

(2) Du Pouget, Antoine, sieur de Nadaillac, Lot.

(3) De Labattut, Jean de Salis.

(4) Constitutions de Périgueux. — Archives municipales.

Pompadour lui tendit une embuscade dans laquelle elle ne manqua pas de tomber ; elle était commandée par le comte de La Rochefoucauld ; prise entre deux feux, elle se débanda et plus de trois cents hommes périrent dans la déroute (20 mars 1591) Ce malheur ne déconcerta point Chamberet, il résista avec autant de courage, répara ses brèches et soutint trois assauts ; les ligueurs fatigués d'une telle défense se retirèrent ; il y avait onze jours qu'ils attaquaient la place.

Entre temps, le château d'Excideuil fut pris par les catholiques sur le comte Des Cars par la trahison d'un domestique italien et au moyen de fausses clefs.

Le comte Des Cars résidait à Excideuil en ce moment ; quelques gentilshommes du pays profitèrent de cette trahison pour s'emparer de ses meubles, de sa vaisselle d'argent, de ses chevaux, titres et obligations et de sa propre personne qu'ils gardèrent en prison sous le prétexte qu'il suivait le parti contraire. Le comte Des Cars trouva le moyen d'adresser une plainte au Parlement de Bordeaux, demanda la restitution de ses biens, réclama sa liberté, disant que jamais il n'avait donné prise à critique, qu'il avait au contraire assuré la retraite des catholiques chassés de Limoges et de Saint-Yrieix, les avait recueillis et assuré leur existence.

Le Parlement ordonna la restitution de ses biens, sa mise en liberté sur sa foi et parole, déclara que la prise d'Excideuil avait été mal faite et décida qu'une enquête contradictoire fût faite sur la validité ou la nullité de cette prise (1).

Le 7 mars, un chanoine de la maison de Pelvezi, Jean Vigier et Pierre Vineilhet dit Grand, s'étant entendus avec M. de Montpezat, se saisirent de la Tour de Johandy-de-Ba et firent au moyen d'échelles entrer les ligueurs dans la ville de Sarlat ; M. de Montpezat ne permit pas le pillage ni qu'aucun dommage fût fait aux habitants ; il n'en fit sortir que quelques-uns, parmi lesquels Antoine du Faure, lieutenant particulier de la sénéchaussée, son frère, Lauzière, Grand et Roger.

(1) Archives de la Dordogne. — Registres du greffe de la Sénéchaussée de Périgueux, année 1591, série B.

M^r de Rastignac, maîtres, comme nous l'avons vu, de Firbeix et de Courbefy, voulurent venger la mort de leur frère La Cousse, qui avait été décapité à Limoges ; ils marchèrent sur cette ville et firent des prisonniers dans le faubourg des Arènes et sur la place Saint-Gérald ; Chamberet profita de leur absence pour envoyer La Forêt faire une tentative sur Courbefy ; il le suivit de près, mais à son arrivée La Forêt avait déjà attaqué le fort et s'en était emparé.

Dès le mois de juin 1591, M^r de Montpezat s'en alla vers Domme pour empêcher la prise du château par M^r de Matignon, le sénéchal d'Aubeterre, de Messillac, de Thémines, de La Force, Vivans et autres seigneurs *hérétiques* et *politiques* (1) appuyant le parti contraire, ayant une forte et puissante armée à laquelle M. de Montpezat ne put résister étant faible, et toutefois malgré ses ennemis il passa la Dordogne, empêcha la prise de Castillonnes et de plusieurs petites villes du Quercy.

En la maison de ville y a grand nombre de balles tant de la grosse pièce que des autres avec trois milliers et trois cents de poudre dans les barils laquelle a été achetée à vingt huit écus un tiers le quintal de l'argent emprunté des habitants dont il y a obligation au nom du syndic de la ville.

La ville fit construire un beau corps de garde sur la muraille de la Porte Neuve, lequel était fort nécessaire parce qu'il découvre le grand chemin de l'Arsault, commande dans le boulevard, regarde sur la rivière et vers ledit corps de garde tout le pied de la muraille et des jardins, il a été bâti une échelle de pierre en arceau tout auprès dudit corps de garde pour monter sur les murailles de la ville qui étoit très nécessaire. Il y a contrat de transaction entre Jean Chancel s^r du Mayne (2).

Pendant que le roy Henri IV retenait encore le sieur de Vivans près de luy (3), à la retraite du prince de Parme, Sa Majesté trouva bon qu'il envoyast le sieur Doyssac son fils, avec une partie de sa compagnie pour se jeter dans Dome et la défendre ; attendant sa venue, il ne se passoit guères aucuns jours qu'il ne se dressast deux ou trois escarmouches entre les deux garnisons et divers combats à la campagne, les uns ne pouvant guères sortir sans faire rencontre

(1) Il ne faut pas oublier que Périgueux tenait pour la Ligue.

(2) Archives communales, *Livre Noir*, série FF. 174, f^o 360.

(3) Extrait des *Mémoires de Vivans*.

des autres, mais lors à cause de la cavalerie que ledit sieur de Doyssac avoit menée et ralliée dans la ville, ceux du chasteau furent plus retenus ; et deux ou trois rencontres désavantageux pour eux les y obligea.

Le sieur de Vivans arrive et porte commandement à M. le mareschal de Matignon, lors lieutenant du roy en Guyenne, de s'acheminer à Dome pour reprendre le chasteau. Il l'alla donc trouver à Bourdeaux, après avoir préparé et disposé toutes choses et mesme ses amys de deça, le presse et tourmente de telles façons qu'il luy faict résoudre le voyage avec six canons et deux coulevrines ; mais comme il différoit son partement de jour en jour, il luy fist, par importunité, mettre son artillerie dans des vaisseaux, en prend la conduite par une marée ; mais l'ayant là, il pourveut avec telle diligence pour la faire avancer que mondict sieur le mareschal n'en eût plus nouvelles qu'elle ne fust à Bragerac où il la rendit en assurance avec la compagnie, et contraignit ledict sieur mareschal de s'y acheminer plus vite que son humeur, autrement fort lente, ne requéroit. Audit Bragerac le joignirent M^r d'Aubeterre et de La Force avec toutes les autres troupes de Périgord, d'une et d'autre religion, d'où s'acheminant audict Dome il nettoya son chemin des bicoques tenues par les ligueurs, et desliva les prisonniers qui estoient détenus dans Limeuil, sept ou huit ans devant, en nombre de plus de cent ; arriva à Dome pour recognoistre la place et le lieu de la batterie ; et pendant que ledict sieur de Vivans faisoit travailler aux plate-formes, embrasures, cavaliers, approches, il s'en alla promener en Quercy où il prit quelques petits forts avec un canon et une coulevrine ; puis estant revenu à Dome et treuvé toutes choses bien disposées, commença sa batterie et quoique l'espaisseur des murailles et la haulteur du rocher empeschassent de faire brèche, si est-ce qu'estant incommodés de vivres le sieur de Giverzac demanda à capituler et se rendit vie et bagues sauves, conduit à Sarlat avec ses hommes et la place remise par ledict sieur mareschal au sieur de Vivans, par commandement de S. M. Nous croyons devoir donner quelques autres détails se rattachant à cette expédition ; ce sont des lettres de M^r de La Force à sa femme (1).

De Sciourac, 3 juin 1591 (2). — Je n'ay eu nul moïen de vous escrire et je n'allay point plus avant que Trémolat où je trouvay nouvelles assurées de la prise de Plazac, comme vous avez pu sçavoir, et,

(1) *Mémoires de La Force* publiés par M. de Lagrange.

(2) Siorac, commune du canton de Belvès.

continuant nostre dessein je me suis acheminé avec tout nostre équipage en ce lieu de Siourac.

M^{rs} de Campagnac, de St-Julien, de Badefol et de Beynac, sommes tous ensemble et partons ce matin pour nous rendre à Saint-Cernin qui n'est qu'à demi-lieue de Villefranche ; ils sont à ce qu'ils assurent tous quatre cents soldats dedans et trente hommes d'armes, et ont toujours faict les assureés jusques à présent qu'ils m'ont envoyé parler de composition et approchent fort de la raison ; je crois que nous serons résolus d'ant ce qu'ils veulent faire, car nous sommes bien près les uns des autres ; M^r de St-Germain de Boissières est le négociateur. Je vous advertiray à toutes occasions ; nous sommes fort belle troupe ensemble et plus de gens de pied que je ne pensois.

De Salviac (1), mercredi 17 juillet. — Je veux vous faire part de nos nouvelles et de ce qui s'est passé depuis mes dernières qui a esté la prise d'un fort près de ce lieu de Salviac (la tour de Lentis) où M^r de Boisse a esté un peu blessé et encore que ce ne soit pas beaucoup. M^r le Mareschal n'est pas content de l'estat où il a trouvé les choses ; l'on luy promettoit qu'on avoit pourveu à tout, mais il y aura de la longueur ; je pense y aller demain (à Domme). Force gentilshommes me sont venus trouver ; j'ai plus de soixante-dix maistres et déjà cent arquebusiers que je prendrois bien plus de plaisir à occuper ailleurs.

De Salviac, 21 juillet. — Tout ce que je puis ajouter à celle-ci, est que les ennemis, d'autant que je suis fort éloigné de Domme et que la plupart de nos forces étoient de delà la rivière après M. de Pompadour, m'ont fort menacé de me venir attaquer en ce lieu avec trois canons et une batarde qu'ils mènent, ce qui m'a faict résoudre à ne bouger d'ici et les y attendre. Voici le troisieme jour qu'ils m'ont approché et sont logés avec tout ça à une lieue d'ici, mais ils n'ont osé me venir voir ; sans doute, je ne pouvois être secouru de quatre jours, aussi ne m'en souciois-je pas beaucoup et je vous réponds que je desirois fort qu'ils y vinssent et m'assure qu'ils n'y eussent pas faict leurs affaires ayant toujours le régiment avec moi. J'estime qu'ils pensoient m'en renvoyer d'effroi, car ils ont escrit à plusieurs de leurs amis par dessous-main qu'ils quittassent d'ici, car sans doute, tout ce qui y estoit estoit perdu. M. le Mareschal m'escrivit au soir qu'il vouloit commencer la batterie à ce matin et que je m'y rendisse avec tout ce

(1) Salviac, chef-lieu de canton, arrondissement de Gourdon.

que j'ai de gens de cheval et de pied ; mais je lui ai mandé que si j'abandonnois ce logis, les ennemis s'en saisiroient ; j'attends sa réponse.

P. S. Présentement je viens de recevoir une lettre de M. le Mareschal qui me mande d'aller seul jusque là, d'autant que les principaux du chasteau sont sortis pour capituler et qu'il n'a rien voulu résoudre sans mon avis ; ils ont offert de rendre la place, si mardi ils ne sont secourus.

A la date du 31 juillet la garnison de Domme avait capitulé dans les conditions que nous avons rapportées.

Le bourg de Salles, près Belvès, avait été fortifié par quelques ligueurs qui de là infestaient le pays, M. de La Force les en expulsa, mais il lui fallut trois jours, au bout desquels ils se rendirent à discrétion ; dix-neuf furent pendus et treize tués pendant qu'ils cherchaient à fuir ; le lieutenant de La Force, un d'Abzac de Montastruc y fut tué.

Le 30 octobre, le château de Sermet (1) pendant que la garde était sortie au soleil, fut repris au profit des protestants par onze prisonniers qui trouvèrent le moyen de forcer la porte de la pièce où ils étaient retenus, d'entrer dans la cuisine, de prendre des armes, de se saisir du château et de lever le pont-levis.

Lorsque le Parlement de Bordeaux apprit que Sarlat s'était déclarée ligueuse (2), il rendit un arrêt par lequel le siège de la sénéchaussée serait transféré à Belvès ; il y fut maintenu jusqu'en 1594 où nous verrons que Sarlat fit sa soumission à Henri IV.

Le maréchal remet Villefranche sous l'obéissance du roi, y fait rentrer tous les habitants qui s'étaient réfugiés dans les environs et leur fait jurer de vivre tous en bonne intelligence ; de là il passa sur les frontières du Quercy, soumit Pestillac, Moncabrier, Puy-l'Evêque et Castillonès, se rendit à Bergerac et de là rentra à Bordeaux. Le vicomte d'Aubeterre, sénéchal du Périgord, avait abandonné le parti de la Ligue pour le

(1) Sermet, château, commune de Loubejac, canton de Villefranche-du-Périgord.

(2) Chanoine Tarde, p. 316.

service du roi, c'est ce qui explique sa présence auprès du duc de La Force au siège de Domme et de Castillonès.

Les troupes du roi eurent de grands avantages en Quercy ; les ligueurs avaient à leur tête Villars (1) et Montpezat, avec quatre pièces de canon ; ils avaient le projet d'attaquer Saint-Céré (2) en traversant la vicomté de Turenne ; dès que Pons de Lauzières-Thémines, gouverneur de Cahors, en fut averti, il écrivit à tous les gouverneurs voisins de venir l'aider à repousser l'ennemi commun. Ventadour, gouverneur du Limousin, arriva le premier à Carennac, après avoir passé la Dordogne au port de Salles, le 18 novembre 1594 ; il avait avec lui Henri de Noailles (3), Montmége, du Saillant, de Ferrières-Sauveboeuf, Chavagnac. Thémines le rejoignit le lendemain avec Ladevèze, Gourdon, Beynac, Tristan de Monneins et Vivans ; La Boissière, gouverneur de Turenne, arriva bientôt, ainsi que des renforts venus de l'Auvergne avec Raymond Chapt de Rastignac, sr de Messillac, Bouchard d'Aubeterre et Caumont La Force ; après quelques combats qui livrèrent à l'armée royale le fort de Thégra (4), la ville et l'abbaye de Carennac, elle vint camper non loin de Rocamadour près de l'abbaye de Frioux. Le 26 novembre, un combat décisif se livra ; les ligueurs furent battus, perdirent plus de cinq cents hommes, leurs bagages et leurs munitions de guerre ; on leur fit plusieurs prisonniers de guerre parmi lesquels étaient l'abbé de St-Cybard, La Brangelie, La Forêt et autres. Ce combat eut lieu au-dessous du bourg de Calès (5) sur les bords de la Dordogne, à la Combe des Dames. Quelque temps après ou plutôt pendant ces événements, le vicomte de Turenne épousait à Sedan Charlotte de La Mark, héritière de cette principauté ; le roi travailla beaucoup à cette union ; il y voyait deux avantages : le vicomte étant un homme de guerre de grande valeur et de grande habileté, il donnait à cette partie des

(1) Villars, Honorat de Savoie, (M^{re} de), comte de Tende et de Sommerivo.

(2) St-Céré, Lot.

(3) Noailles sgr d'Ayen, etc., en Bas-Limousin.— Ayen, Corrèze.

(4) Thégra, commune du canton de Gramat (Lot).

(5) Calès, commune du canton de Payrac (Lot).

frontières un fidèle et énergique défenseur ; en second lieu, il l'éloignait des terres considérables qu'il possédait en Auvergne, Rouergue, Quercy et Périgord ; il mettait ainsi ces pays loin de la grande influence qu'il y avait eue jusque-là.

Le 9 octobre 1591, fut fondé le collège des Jésuites, à Périgueux. Nous reproduisons, à cause des noms, l'en-tête de l'acte passé entre MM. Denis de La Porte, conseiller du roi et juge criminel de la sénéchaussée de Périgord, maire de ladite ville ; Nicolas Alexandre, avocat au Parlement de Bordeaux, premier consul ; Jean Tourtel ; M^r Antoine Charon, procureur au siège présidial de la ville ; Odouard Girard, Guy de Valbousquet, sieur de l'Age ; Berthoumieux Chatard, bourgeois et consuls de la ville, et Jehan, premier consul de la Cité, et M^r Pierre Brolodie, greffier en l'Élection de Périgord, au nom et comme procureur syndic de ladite ville et audit nom d'une part, et M^r Louis Richeomme, père provincial de la compagnie et société de Jésus en la grande Guyenne et Languedoc, et François Debort, père recteur de ladite compagnie au collège de la présente ville, faisant pour et au nom de ladite société, habitant audit collège, d'autre part...., etc. Suit l'acte, signé Labroue, notaire royal.

Les petites places du Puy-Saint-Astier, de Puyferrat, de Crognac (1) et quelques autres furent prises sur les protestants.

Dans les derniers mois de cette année, le plus grand désordre régnait dans Paris, causé par les tiraillements des partis ; les Espagnols, qui y tenaient une nombreuse garnison depuis que le roi en avait levé le siège, avaient pris une grande influence ; les Seize, de turbulents devenaient fanatiques ; quelques-uns, dit-on, se laissèrent acheter par Philippe II, qui espérait être nommé roi. Mais Mayenne, qui soutenait le Parlement contre les Seize et les Espagnols, résolut de faire tout son possible pour ruiner leur autorité. Nous ne pouvons entrer dans le détail de ces émeutes, de ces pourparlers, de ces divisions ; il n'y avait plus de justice ;

(1) Ces trois châteaux sont près de Saint-Astier.

rien n'est intéressant à lire comme ces détails dans les historiens du temps ; maîtres de signatures extorquées. les Seize tout puissants arrêtrèrent le président Brisson, Claude Larcher, conseiller au Parlement, et Jean Tardif, conseiller au Châtelet, tous odieux aux factieux pour avoir rompu plusieurs de leurs mesures et comme partisans de la paix ; ils les conduisirent au Châtelet, où ils les pendirent tous les trois dans leur prison ; épouvantés de leur crime, ils écrivirent au roi d'Espagne pour se mettre sous sa protection et ils voulaient s'assurer des personnes des duchesses de Nemours et de Montpensier, mère et sœur de Mayenne, pour leur servir d'otages contre lui.

Mayenne était à Soissons, attendant l'arrivée du duc de Parme, quand des lettres pressantes des duchesses et de ses partisans lui annoncèrent ces désordres. Il prend aussitôt trois cents chevaux et quinze cents hommes de pied et marche sur Paris ; Bussi Le Clerc, un des plus fougueux partisans des Seize, qui avait été nommé par eux gouverneur de la Bastille, sommé de se rendre, demande à réfléchir ; mais Mayenne ayant fait venir du canon de l'arsenal, Bussi se rendit à la condition qu'on ne le rechercherait pas pour le meurtre des conseillers.

Mayenne, dans la nuit du 3 au 4 décembre, après s'être assuré des postes les plus importants, fit saisir dans leurs lits Souchard, Auroux, Emmonot, Ameline, et les fit pendre incontinent dans une salle basse du Louvre et attacher ensuite à des gibets pour que tout le monde pût les voir. L'ordre étant rétabli par ces mesures énergiques, et la faction des Seize désorganisée, Mayenne alla rejoindre ses troupes, que rejoignit bientôt le duc de Parme.

Pendant ce temps, le roi pressait vivement le siège de Rouen, vigoureusement défendu par Villars.

Le 26 février 1592, s'étant absenté pour reconnaître les troupes espagnoles, il leur livra un combat, près d'Aumale, où il reçut un coup de pistolet ; les assiégés firent une sortie, repoussèrent les troupes royales, brûlèrent une partie de leurs tentes, mirent le feu aux poudres et s'emparèrent de cinq pièces de canon.

Biron ne réussit à les repousser qu'au prix de grandes pertes et lui même fut blessé d'une arquebusade à la cuisse. Le roi était perdu si les ducs de Mayenne et de Parme l'avaient attaqué, mais ils ne s'entendirent pas ; le roi en profita pour resserrer les attaques et la ville se trouva réduite à la dernière extrémité. Les ligueurs firent une diversion sur Caudebec, à cause des grandes provisions de blé qui y étaient renfermées ; ils s'en emparèrent facilement ; le roi accourut bien vite et leur coupa les vivres. D'une autre part, les deux ducs étaient malades, leurs troupes manquaient de tout, un combat eût tout perdu. Mayenne et le duc de Parme décampèrent pendant une nuit ; le premier put se jeter dans Rouen, le second gagna la Brie sans que le roi pût le rejoindre. Le siège de Rouen fut levé, Henri IV jugeant que maintenant il ne le prendrait point, et il se mit à la poursuite du duc de Parme pour l'empêcher de s'emparer de quelque ville sur son passage.

Geoffroy de Vivans, voyant que le Quercy était remis sous l'autorité du roi par M. de Thémynes, que la vicomté de Turenne et que les terres et châteaux de Montfort, Salignac, Beynac, Castelnau, Doissac, Berbiguières, entourant la ville de Domme, étaient aussi devenues royalistes, jugea que les troupes n'y pourraient plus vivre, n'ayant plus de prétexte de courir le pays pour leur entretien ; que cette place était difficile à garder, vaste, pauvre et peuplée presque entièrement de catholiques ; qu'enfin il était mal aisé à un homme de sa religion de la conserver ; il s'en démit, sous le bon plaisir du roi en faveur de Pons de Lauzières-Thémynes moyennant 40.000 livres. — C'était cher et si Domme avait eu une certaine importance au point de vue militaire, ce fut un pays toujours pauvre, si pauvre qu'à un moment donné les habitants voulurent émigrer, n'y pouvant pas vivre. — La vente fut faite le 10 février 1592, par devant M^e Viala, notaire royal à Villeneuve.

Lors, dit le chanoine Tarde (1), on trouva que les calvinistes n'es-

(1) Chanoine Tarde, p. 319

toient pas bons prophètes, en ce que peu de temps auparavant et peu de jours après que le capitaine Vivant eut pris la ville, ils mirent en grosses lettres sur la Porte des Tours ces deux vers :

Plustôt le Pape quittera Rome
Que de Vivant ne quitte Dôme.

La Ligue devenait de plus en plus faible en Guienne ; la guerre se bornait à des courses et à la prise de petites places qui restaient encore à réduire ; ce résultat était dû à l'habileté et à la prudence de Matignon ; une de ces places, le château de Villandraut, bâtie, au commencement du xiv^e siècle, par Bertrand de-Goth, pape de 1305 à 1314, sous le nom de Clément V, était tombé au pouvoir des ligueurs ; le maréchal de Matignon la prit après une vigoureuse résistance qui lui coûta une grande quantité de braves, parmi lesquels se trouva Geoffroy de Vivans, qui s'était illustré, comme nous l'avons vu, par son courage et la hardiesse de ses entreprises.

Le mardi 31 mars, le baron de Beynac tenta de s'emparer de Sarlat, de concert avec quelques habitants ; mais son entreprise échoua, M. de La Forêt et les consuls de la ville ayant été prévenus de ce projet ; le même baron de Beynac fit sauter pendant la nuit la porte du château de Belcayre qui appartenait à Antoine de Reilhac ; il le fit prisonnier et le mena à Beynac. Le sieur de Pelvezy et ses frères, fils de Jean de Reilhac, essayèrent de prendre le château de Campagnac lès Sarlat et de faire prisonnier le propriétaire Jean de Roux ; mais ce dernier fut tué en se défendant, et sa maison fut pillée. Pendant l'été de cette année M. de Beynac (1) mit une garnison au château de Commarque, à Tamniès et au village de la Boine, qui fatiguait beaucoup les habitants de Sarlat. Les Sarladais appelèrent à leur secours M. de Beauregard, Foucaud d'Aubusson, qui était à Périgueux ; il vint, en effet, assiéger et prit Belcayre et s'empara le 23 septembre du fort de la Boine ; tous ceux qui y furent pris furent pendus aux arbres les plus proches.

(1) Chanoine Tarde, p. 319 et suiv.

En juin 1592, après plusieurs remontrances des habitants de Bergerac rappelant les édits de 1582 et de 1588, le siège présidial fut rétabli à Bergerac, composé d'un lieutenant-général, de sept conseillers, d'un greffier et autres officiers.

A une date que nous ignorons, le château des Bories fut pris par les catholiques ; son possesseur Jean de Saint Astier avait embrassé le calvinisme en 1586.

Nous plaçons à la fin des faits qui se passèrent en Périgord un événement qui aurait dû être consigné à sa date, mais il eût fallu pour cela rompre le cours de notre récit. Le 17 septembre, mourut au château de Montaigne, d'une esquinance, Michel Eyquem de Montaigne, l'immortel auteur des *Essais*, conseiller au Parlement de Bordeaux et qui fut maire de cette ville.

La même année, la mairie fut rétablie à Bergerac (1) par Bernard du Barail, seigneur de la Roque.

1593. — La France était toujours livrée aux entreprises et aux compétitions des partis, et ce qui était pis encore à celles des étrangers. Depuis que Mayenne avait châtié les Seize, Paris était entièrement au pouvoir de la Ligue ; le roi n'avait qu'une faible autorité dans les provinces ; les protestants étaient plus turbulents que nombreux. Le Pape et le roi d'Espagne pressaient le duc de Mayenne de convoquer les Etats-généraux pour faire élire un roi catholique ; ils s'assemblèrent à Paris au mois de février ; mais toutes les provinces n'envoyèrent pas de députés, comme l'Auvergne, le Languedoc et le Dauphiné ; la Guienne n'en envoya que deux.

Malgré cette incomplète représentation des provinces, les États menaçaient d'élire un roi autre que le roi légitime et que la loi fondamentale du royaume reconnaissait comme tel, Henri de Navarre ; il s'en fallut de peu que la loi Salique ne fût abrogée en faveur de Philippe II, roi d'Espagne, ou de quelque autre prince étranger choisi par le pape et

(1) *Jurades de Bergerac, 1592.*

lui. Henri IV se trouvait en ce moment dans une position critique ; Noyon venait d'être pris par Mayenne ; le siège de Celles fut abandonné par le baron de Biron, sur l'ordre du roi ; toutes les troupes lui faisaient besoin pour couvrir la Picardie menacée. Ces revers, arrivés coup sur coup, refroidissaient ses amis tandis qu'ils excitaient au contraire les ligueurs.

Pour sortir d'embarras, le roi n'avait que deux moyens : ou rester protestant et tout attendre du temps, de son bon droit, de sa patience et de son courage ; l'autre, le plus politique et le meilleur était d'embrasser la religion catholique. Sans doute ce second parti pouvait le mettre en suspicion vis-à-vis de ses coreligionnaires ; mais aussi, outre les partisans qu'il avait déjà parmi les catholiques, il en acquerrait bien d'autres par son abjuration, car ces derniers formaient la grande majorité de la population française ; d'ailleurs, les gentilshommes qui le suivaient ne voyaient pas d'issue à cette longue guerre où ils prodiguaient leurs biens et leur sang en faveur d'un prince qui, s'il demeurerait hérétique, ne pourrait jamais les récompenser de leurs fatigues et de leur dévouement.

Mayenne, mécontent du parti espagnol et de ses prétentions exagérées, plus mécontent peut-être encore du peu de cas qu'on semblait faire de lui, crut que ce qu'il y avait de mieux serait de rapprocher les deux partis ; le roi accepta cette idée. Suresnes fut choisi pour le lieu des conférences ; le roi, pour presser et faciliter la conclusion de la paix, consentit à se faire instruire dans la religion catholique. Au bout de peu de temps, il arriva de Mantes à St-Denis, le 22 juillet 1593, et fit son abjuration solennelle trois jours après, entre les mains de l'archevêque de Bourges, Renaud de Beaume de Semblançay ; le peuple se porta en foule sur le passage du roi à sa sortie de l'église ; il ne cachait pas sa joie d'avoir enfin à qui obéir sans troubles de conscience et surtout d'avoir la paix.

La rage des ligueurs fut au comble, et à Paris ils donnèrent un spectacle scandaleux ; Jean Boucher, curé de Saint-Benoît, prononça pendant neuf jours des sermons

remplis d'injures et d'invectives contre le roi pour prouver que son abjuration n'était que feinte et hypocrite et que l'absolution qu'on lui avait donnée était l'œuvre d'une cabale infernale.

Aussitôt après l'abjuration, une trêve de trois mois fut conclue entre le roi et les ligueurs. Les deux partis étaient presque aussi imposés l'un que l'autre ; le roi écrivit de Saint-Denis au Parlement, aux gouverneurs et commandants des provinces pour leur faire part de sa conversion et de la trêve générale. Il nomma ambassadeurs à Rome le duc de Nevers, Claude d'Angennes, évêque du Mans, et Séguier, doyen de l'Église de Paris.

La trêve ne fut pas régulièrement observée partout ; car nous trouvons quelque temps après la prise de Celles en Berry par Desbois, lieutenant de La Châtre ; Matignon assiégeait Blaye.

Ces faits généraux nous ont fait anticiper sur ce qui se passait en Périgord. Dans les premiers mois de l'année, Després-Montpezat ayant réuni des troupes en Quercy et en Agenais, était entré dans cette province ; il avait l'intention de se réunir à M. de Brissac, gouverneur du Poitou, pour porter secours à Blaye ; mais le vicomte d'Aubeterre avec MM. de Thémines et de Salignac, les habitants de Ste-Foy, Bergerac, Castillon et ceux de la vicomté de Turenne, se préparèrent à l'aller chercher entre la Vézère et la Dordogne ; il avait deux pièces de campagne et trois régiments d'infanterie commandés par Rignac, Mézières et Sencenac ; la noblesse des environs, qui était du parti du roi, se joignit à la cavalerie du vicomte ; la compagnie de Jacques de Nompard de Caumont La Force, commandée par d'Escodéca de Boisse et celle du baron de Beynac vinrent aussi grossir ses troupes. Le vicomte d'Aubeterre, informé que l'ennemi était campé devant Fontenilles, près de Villefranche-de-Périgord (1), prit les devants avec Pons de Lauzières-Thémines ; mais sa dili-

(1) Villefranche fut abandonné par Durfort-Léobard qui y commandait pour Matignon, ne pouvant résister aux ligueurs ; ils avaient pris aussi Castel-Franquet et Saint-Cornin de la Barde.

gence ne lui fut d'aucune utilité ; il trouva la place rendue et apprit que l'ennemi se retirait vers Goujonnac en Quercy ; il reprit cependant Fontenilles abandonnée par Montpezat et mena ses troupes au-dessous de Belvès. On lui avait dit que la dissension régnait dans cette ville, ce qui l'avait engagé à s'en approcher ; mais ayant appris que l'ennemi marchait à grandes journées sur Carennac pour s'en emparer dans la vue d'avoir, sous le canon de la place, une plus grande facilité pour passer la Dordogne (1), il aima mieux le prévenir que de tenter une entreprise sur Belvès ; il ordonna à Thémines d'aller passer la rivière à Domme afin de surprendre la noblesse ligueuse du Périgord et du Limousin qui s'avancait en hâte pour rejoindre Montpezat. Le vicomte fit passer la Dordogne à ses troupes, à Siorac, le 6 avril, feignant d'en vouloir à St-Quentin tout auprès de Sarlat ; il ne laissa devant cette place que le régiment de Mézières, et s'étant avancé au-delà de Salignac, il marcha vers Borrèze ; de là, il manda à Thémines qui était à Salignac et au baron de Beynac qui conduisait l'artillerie de se replier de son côté ; il rappela Mézières laissé devant St-Quentin et pressa sa marche sur Carennac ; il rangea ses troupes en bataille devant l'hôpital, du côté de Turenne. Ce fut là qu'il apprit que Montpezat avait fait passer la rivière à ses troupes et les avait logées à Vayrac et aux environs ; le vicomte ignorait encore si Montpezat passerait la Vézère à Montignac ou à Terrasson, c'est pourquoi il retarda un peu sa marche ; cette incertitude se dissipa bientôt à la vue d'une lettre interceptée de Montpezat à Beauregard et à Rastignac ; Montpezat leur mandait que Lignérac (2) l'avait fait avertir d'éviter de passer par la vicomté de Turenne où il y avait du danger et d'aller à Limoges, que, suivant cet avis il avait dessein d'aller à Cournil ; place qui avait deux châteaux peu éloignés de Gimel où il les priait de venir le trouver dans deux jours. Le vicomte de Turenne changea aussitôt de route pour suivre Montpezat et fit partir Bourzolles avec vingt arquebusiers comme éclaireurs, et bien-

(1) Chanoine Tarde, p. 321 et suiv.

(2) Lignérac, commune de Cressensac (Lot).

tôt après, Thémines avec cinquante cavaliers et autant d'arquebusiers ; il commandait lui-même le corps de bataille avec Boisse, Bois-Jourdan et cent gentilshommes.

Nous arrêtons là le récit de cette campagne si bien conduite par d'Aubeterre, parce que la suite ne se passe pas en Périgord ; on peut en voir le détail très intéressant dans les Constitutions de Périgueux (1) ; M. de Montpezat, jugeant sans doute sa présence plus utile ailleurs, abandonna ses troupes et se rendit à Obazine avec dix cavaliers. Après une vigoureuse résistance, les deux forts de Cournil se rendirent à discrétion et le vainqueur renvoya sans condition les troupes de la garnison ; La Morelie, Lavergne et les autres chefs se retirèrent où bon leur sembla ; les royalistes prirent quatre cents chevaux, les bagages, les drapeaux et même la cassette de Montpezat où l'on trouva des papiers concernant son ambassade en Espagne pour le compte de la Ligue et touchant le secours qu'on devait envoyer pour faire lever le siège de Blaye.

Après cet échec, M^r de Montpezat vint se reposer à Périgueux avec les débris de ses troupes et de ses équipages (2) ; le maire, les consuls et les habitants armèrent à leurs frais deux cents soldats qui revenaient sans armes de la défaite de Cournil ; ils aidèrent M. de Montpezat à réunir des troupes, et bientôt la Ligue périgourdine eut une nouvelle armée ; plusieurs gentilshommes, qui avaient déjà suivi Montpezat ou qui en son absence avaient gardé la ville, MM. de Beauregard, de Montréal, de Labattut, de la Brangelie, de la Jarthe, de Razac, de La Forêt, ne l'abandonnèrent point, et MM. de Coutures et de Puyferrat vinrent le rejoindre. Il allait marcher sur Blaye que M. de Lussan défendait et que pressait fort Matignon ; mais il en fut empêché par la nouvelle que d'Aubeterre et Thémines assiégeaient Carlux, qui tenait le parti de la Ligue et dont la garnison s'était fortifiée dans les ruines du château incendié par les Anglais quand ils quittèrent la Guienne, achevé de démolir en 1481 par ordre du roi

(1) Chanoine Tarde, p. 323 et suiv.

(2) Constitutions de Périgueux.

Louis XI ; l'archidiacre de la Tourette, Jean de Vassal, se renferma dans la place avec une compagnie d'arquebusiers, ainsi que le capitaine Pascal avec des soldats venus de Cornil ; le siège commença le 20 avril avec trois pièces de canon ; ils espéraient que Montpezat viendrait à leur secours, aussi ils se défendirent avec vigueur ; Jean de Vassal fut tué. Les habitants de Sarlat y envoyèrent un secours de soixante arquebusiers conduits par M. de Reilhac, Chassaing et Salis, qui pénétrèrent dans la place après avoir forcé un corps de garde. M. de La Force vint au siège, fit changer les batteries, donna un assaut inutile ; alors il se contenta de bloquer la place, et se saisit de la fontaine qui l'alimentait ; enfin après trois semaines de siège, la garnison rendit le château qui avait reçu 460 coups de canon, à la condition de vie et bagues sauvées et se retira à Sarlat sous la conduite de Thémimes.

Le vicomte d'Aubeterre, en se retirant vers Périgueux, prit sur son passage Pelvezi, Saint Quentin et Sergeac qu'il fit mettre à bas ou démanteler.

Pendant ce temps, le conseil de ville de Périgueux se réunit pour savoir si on traiterait de la paix ou si on continuerait la guerre, cause de tant de maux ; il fut décidé qu'on irait au secours de Carlux et on nomma pour surveiller les vivres et les munitions, l'armement des hommes, M^{re} de Jehan, premier consul, et de Montozon.

M^r de Montpezat avait l'intention de partir le 1^{er} mai pour Montignac et de là pour Carlux ; mais le conseil qu'il réunit fut d'avis de faire une diversion sur Thiviers, c'était moins loin et moins fatigant que Blaye (1) ou Carlux pour les troupes de la ville ; le maire les conduisit jusque sous les murs de Thiviers ; on ne sait pourquoi il les fit retirer sur le champ et rentrer à Périgueux. M. de Montpezat voulut alors assiéger Lisle (2) espérant y attirer le vicomte d'Aubeterre ; mais ce dessein ne put être exécuté, les gentilshommes qui étaient avec lui ne voulant pas combattre ceux du parti contraire ; ce fut cette mésintelligence qui causa la perte de Carlux.

(1) Blaye (Gironde).

(2) Lisle, commune du canton de Brantôme (Dordogne).

Au même mois de mai, une flotte espagnole vint secourir Blaye contre Matignon, ravitailla la ville et battit les vaisseaux anglais et français que le maréchal y avait réunis.

Le vicomte d'Aubeterre, de retour de Bordeaux, où il était allé pour les affaires de son parti (1), voulut s'emparer de la Cité de Périgueux qui, prévenue, se mit aussitôt en état de défense, ainsi que la ville elle-même; on en fit sortir tous les gens sans aveu. Le 14 mai, une trêve fut signée entre les ligueurs et M. d'Aubeterre; les députés nommés pour en arrêter les conventions devaient se réunir à Brantôme; les hostilités devaient cesser et les troupes de l'un et l'autre parti ne pouvaient pas approcher de Brantôme de plus de six lieues et ce, pendant onze jours.

Montpezat étant le 20 mai à Terrasson, Chaignon, consul de Périgueux l'y vint trouver (2) pour le prier d'avoir ces conférences pour agréables et de temporiser à l'égard de Sarlat sur lequel il avait des vues; M. de Montpezat le lui promit, mais l'abbé de Brantôme avertit le maire, par l'entremise de l'évêque de Périgueux, François de Bourdeille, qu'il ne voulait pas que ces conférences eussent lieu à Brantôme. Les députés de Périgueux et de Sarlat se réunirent à Périgueux, mais ceux du parti contraire ne voulurent pas s'y rendre. Voyant la mauvaise volonté des protestants (il est à remarquer que ceci est extrait des registres de l'hôtel de ville rédigés par les consuls partisans de la Ligue), et que leurs députés ne se présentaient point, et ne choisissaient aucun lieu pour délibérer et qu'ils couraient la campagne, pillant les bestiaux et les récoltes; apprenant qu'ils avaient détruit plusieurs maisons dans les environs de Ribérac, Montpezat se rapprocha de Tourtoirac et envoya à Périgueux Portezzo demander trois canons et des munitions pour deux cents coups.

Le 22 juin, le syndic de la ville, Odoard Gérard, avisa le consulat que certaines propositions lui avaient été faites par

(1) Constitutions de Périgueux.

(2) Constitutions de Périgueux.

le parti ennemi pour s'emparer de la ville ; M. de Montardit, d'Agonac, était à la tête de cette entreprise ; il reçut l'ordre de feindre d'adhérer à ces projets ; de ce moment, un procès-verbal journalier fut tenu à l'hôtel de ville, de ces agissements. Ce procès-verbal s'arrête le 16 février 1594.

Le 26 juin, le consul Chaignon, accompagné de 120 habitants et de trois pièces d'artillerie, vint rejoindre Montpezat au lieu de Chouchier, village près d'Antonne ; Chaignon renvoya les gens de pied dans la ville et suivit Montpezat avec quinze cavaliers seulement ; cependant, on traitait de la trêve à Celles ; mais, malgré ces conférences M^r de Montpezat vint assiéger Lisle à la vue de d'Aubeterre ; au bout de deux jours il reçut la place à composition.

M. d'Aubeterre appela Masses, gouverneur d'Angoulême, qui vint avec deux canons et force gens de cheval, Chamberet, gouverneur du Limousin pour le parti du roi, La Vauguyon, Beynac, le gouverneur de Saintonge, tous avec des troupes de pied et de cheval ; il fit venir deux canons de Bordeaux et une pièce bâtarde qui lui appartenait pour assiéger et reprendre Lisle, où Montpezat avait laissé Puyferrat avec des soldats du pays, et le capitaine Latour avec un régiment de Gascons. Le siège dura quinze jours ; on tira de part et d'autre cinq ou six cents coups de canon ; une brèche fut faite dans la muraille ; mais quand les assaillants se présentèrent à l'escalade, ils furent vivement repoussés. Le vicomte d'Aubeterre se mit à leur tête pour les ramener ; mais il fut gravement blessé le 28 juillet, et il ordonna de lever le siège. Le lendemain Montpezat, avec le régiment du Bouzet et environ 250 habitants de Périgueux conduits par Chaignon et Spert, consuls, venant au secours de Lisle, rencontra au pont de Lisle les troupes de d'Aubeterre qu'il attaqua à l'instant ; ces dernières se retirèrent laissant dix morts et nombre de blessés ; bientôt après, M. d'Aubeterre mourut de sa blessure ; il n'avait pas voulu signer la trêve de Celles. Henri de Bourdeille, fils d'André de Bourdeille, fut nommé sénéchal du Périgord, à la place de Bouchard d'Aubeterre ; mais il ne fut véritablement reconnu par toute la province qu'après l'ab-

jurament d'Henri IV ; il montra toujours le plus grand intérêt au Périgord.

Deux jours après ce combat, rentrèrent à Périgueux les troupes de la ville avec le régiment du Bouzet, ramenant l'artillerie ainsi que les munitions prises sur les royalistes. Pendant quelque temps, Périgueux jouit de la tranquillité la plus profonde ; mais la guerre devait bientôt la forcer à reprendre les armes ; pendant ces quelques instants de repos, M. de Montpezat fit lever sur les habitants, sous forme d'emprunt, une somme de 2,000 écus.

Voici une lettre d'Henri IV à M. de Bourdeille au sujet du château de Neuvic, qui, à ce qu'il paraît, avait été pris par les ligueurs ; mais nous ignorons la date et les détails de ce fait. Nous n'en avons trouvé trace que dans cette lettre ; elle est extraite des lettres de Henri IV, p. 340, publiées par Berger de Xivrey.

Monsieur de Bourdeille, je vous fais ce mot pour vous dire que vous teniez la main de tout votre pouvoir à ce que l'arrest que la dame de Neufvyc a obtenu en mon conseil contre le s^r de Lendave (Lenclave) soit exécuté et qu'il vuide le chasteau de Neufvyc et rende les fruiets qu'il y a prins et que vous ayez à garder ledict chasteau, comme il estoit auparavant que ledict Lenclave le print, mettant dedans pour la conservation d'iceluy le capitaine La Vergne qui commandait avant à Grignaux ou tel autre que ladite dame de Neufvyc aura agréable sans qu'il soit permis audict Lenclave d'y rentrer ni de jouyr d'aucune chose du revenu de ladicte terre. J'affectionne cette affaire d'autant que outre qu'elle est en soy très juste, les services que j'ay reçus du feusieur de Neufvyc méritent que jaye soin de sa veufve et de ses enfants ; faictes donc en ce que je vous commande que ma volonté soit entièrement suivie, si bien que je ne vous en escrive davantage. Ce que me promettant, je prieray Dieu, etc...

Ce XI^e de IX^{me} à Dieppe, signé HENRI.

Nous ne suivrons pas les négociations du duc de Nevers à Rome, cela ne rentre pas dans notre sujet ; nous ne nous occuperons pas non plus des révoltes ou des combats qui avaient lieu presque partout, malgré la trêve. Nous dirons seulement que déjà plusieurs personnages marquants avaient fait leur soumission au roi ; quant au duc de Mayenne, il ne

voulait s'accommoder avec lui, malgré les avantages qu'il lui offrait, que lorsque le pape lui aurait donné l'absolution.

Le 4 décembre 1593, le maire et consuls reçurent de M. de Bourdeille une lettre aux fins de le reconnoître comme sénéchal et gouverneur en Périgord ; il lui fut répondu qu'on ne pouvoit reconnoître le roi de Navarre en lui tenant son parti que ledit roi de Navarre ne fut approuvé par le Saint Père et par l'église catholique, apostolique, romaine, ensemble reconnu des Etats, oing, sacré, parce qu'autrement ne pourrions nous départir de ce que le feu roi Henri dernier, décédé, nous avoit fait jurer l'édit de l'union, toutefois que lorsque Dieu auroit fait la grâce aud. Henry, roi de Navarre, d'avoir fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine, que nous serions autant ses obéissans, humbles et fidèles sujets, comme nous l'avons été des prédécesseurs rois de ce très chrétien royaume (1).

Nous avons vu qu'après l'abjuration du roi une trêve avait été conclue entre lui et les ligueurs ; mais le Périgord ayant été oublié, la guerre y continua. Battus partout, les ligueurs demandèrent à conclure une trêve, et le 3 février 1594, le maire (2) et les consuls s'étant entendus avec M^r de Bourdeille, ce dernier consentit à ce que les députés des deux partis s'assemblassent à Saint-Crépin ; tous s'y rendirent, et, le 12 du même mois « fut close et arrestée la tresve particullière du pays de Périgort » et il fut décidé entre autres choses « la cessation d'armes et toutes autres voyes d'hostilité pour deux ans. »

M^r de Bourdeille (3) agréa et ratifia la trêve, mais la publication en fut différée de huit jours, nécessaires au s^r de Montanceix (4) pour la porter à Bordeaux afin de la faire ratifier et enregistrer par le Parlement. Tout le monde sait qu'Henri IV fit son entrée à Paris le 22 mars 1594, grâce à M. de Cossé-Brissac, gouverneur de Paris et à l'échevin Langlois, qui réussirent à tromper la vigilance des Espagnols et des Seize ; bientôt les provinces se soumirent au roi. Pour ce qui regarde

(1) Archives communales, *Livre Noir*, f° 377, série FF. 174.

(2) Raymond Girard de Langlade.

(3) Jean de Bourdeille, co-seigneur de Montanceix.

(4) Montanceix, château, commune de Montrem, canton de Saint-Astier.

le Périgord, il était presque tout entier royaliste, excepté Périgueux et Sarlat qui firent bientôt leur soumission. Voici l'extrait de quelques lettres du roi à M. de Bourdeille à ce sujet :

M^r de Bourdeille, j'ay eu desplaisir de voir en vostre lettre la trahison qui a esté faite sur l'entreprise de Périgueux et encore plus, que ç'ait esté aux despends de la vie de ceulx qui sen sont meslez, mesme de cette pauvre demoiselle qui a esté une inhumanité trop barbare. Je seray bien ayse si l'occasion s'en presante que vous puissiez en avoir la revanche ; si celle de Périgueux attend d'estre la dernière, elle se rendra bien indigne de la faveur et clémence que reçoivent les aultres et que vous pourrez dextrement leur faire entendre. Il faut aussy adviser à la descharger des garnisons le plus qu'on pourra.

Du 1^{er} avril 1594, de Paris. HENRY.

Nous ne savons à quoi se rapporte cette trahison dont parle le roi ; sans doute ses partisans avaient ourdi un complot pour lui rendre la ville et d'après cette lettre on voit qu'il échoua ; mais le 20 du même mois la ville était prête à faire sa soumission puisqu'à cette date le roi écrivait au sénéchal :

M. de Bourdeille, j'ay esté bien ayse d'entendre par vostre dernière du 9 de ce moys la bonne résolution qu'ont ceulx de mes villes de Périgueux et de Sarlat prise de me reconnoistre et se donner à mon service dont j'attribue le principal honneur au soing et à l'industrie que vous avez eu de les y amener.

Il ajoute qu'il recevra volontiers les députés de ces deux villes.

Nous avons, en notre possession, une pièce intéressante qui a rapport à la soumission de Périgueux et de Sarlat ; c'est une sorte de pétition ou plutôt de lettre collective adressée à Pierre de Fayard, seigneur des Combes (1) et de Ladosse, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, pour le prier de demander des passeports pour les députés périgourdins qui devaient se présenter au roi pour la soumission de ces villes. Cette pièce est datée de Poitiers le 21 avril. La présence de ces députés à Poitiers s'explique très bien, comme ils le

(1) Les Combes, château, commune de Beaussac (Dordogne).

disent eux-mêmes, par le peu de sûreté que les routes offraient en ce moment, et c'est ce qui les y retenait. Nous transcrivons littéralement cette pièce :

Nous soubsignés députés et scindic du pays du Périgort, villes et communautés de Périgueux, Sarlat, Villefranche et aultres dudict pays, avons prié Monsieur des Combes de fere entendre a sa Maïesté le bon devoir auquel ledict pays et habitans desdictes communaultés se sont mis de le recognoistre, luy obeyr et demeurer fideles et très humbles subjects et serviteurs. La nomination quils ont faicte desdicts députés pour aller fere la soubmission a sa Maïesté, leur acheminement, loccasion de leur retardement provenant du danger des chemins parce quils nont aucung passe-port, et enfin le doubte qu'ils font de se présenter à sa Maïesté, sans premièrement sçavoir si elle laura agréable. Et par ce, ledict sieur des Combes la suppliera d'accorder auxdicts deputés sauf-conduict et passe-port tant pour se présenter en court que y sejourner et sen retourner en toute seureté et quand bon leur semblera avec defances a tous indifferemment doffencer ne attaquer lesdicts deputés ni aucung deux soit pour cause générale ou soubz couleur d'interest particulier quel quil puyssse estre.

Et levera sil luy plaist deux passe-ports semblables quil fera tenir auxdicts deputés par deux diverses voyes, affin quils s'approchent sil est jugé bon, sur quoy ils attendront advis. Cependant ledict sieur des Combes disposera sil luy plaist les affaires pour qu'on en puyssse tirer une bonne resolution telles que tous desirent et selon quil scayt.

Faict à Poictiers ce jeudy vingt-et-uniesme avril, mil v^e quatre vingt quatorze.

MARTIN, chantre de Périgueux,
député du Clergé.

H. DE JEHAN,
premier consul de la ville
de Périgueux.

CHILLAUD,
député.

JONJAY.
député.

DE LABROUSSE,
Scindic des trois Estats du Périgord.

A la date du 11 mai, le roi écrit à M. de Bourdeille : « Le capitaine du chasteau de Montignac s'est aussi remis à mon service de sorte que voilà vostre province toute nostre. »

Le 15 mai il lui mande qu'il laisse à Paris le sieur de Montardit pour recevoir ces députés, étant obligé de partir pour la Picardie.

Le 13 juin 1594, le roi, sur la demande de Bertrand de Fayard, seigneur des Combes et de Léguillac, octroya à ce dernier lieu deux foires par an : le jour de Saint-Gilles et le jour de la Circoncision de Notre Seigneur, et un marché le lundi de chaque semaine (1).

La même année 1594, eut lieu la révolte des Croquants ou Tard-avisés (2), soulèvement de paysans qui menaçait de devenir terrible, si l'on n'eût de suite employé la force en même temps que la persuasion et la modération pour l'apaiser ; le récit de cette insurrection est tiré en partie de la *Chronologie novennaire* de Palma-Cayet.

Pendant que beaucoup de seigneurs et grandes villes de France avoient leurs députés à Paris, en la cour du roy pour faire leur accord, il advint un grand remuement vers le pays de Limosin, Périgord, Agénois, Quercy et pays circonvoisins, par un souslèvement général qui s'y fit d'un grand nombre de peuple, prenans pour prétexte qu'ils estoient trop chargés de tailles et pillés par la noblesse, principalement de quelques gentilshommes du party de l'Union qui se retiroient en leurs chasteaux, faisant de grandes pilleries sur le pauvre paysan. Au commencement on appela ce peuple mutiné les Tard-avisés pour ce que l'on disoit qu'ils s'advisoient trop tard de prendre les armes, vu que chascun n'aspiroit plus qu'à la paix et ce peuple appeloit la noblesse Croquants, disant qu'ils ne demandoient qu'à croquer le peuple, mais la noblesse tourna ce sobriquet de Croquants sur ce peuple mutiné à qui le surnom de Croquants demeura.

Il est rapporté de diverses façons comment ces peuples se souslevèrent ; premièrement une multitude de peuple s'esleva dans le Limosin et faisoient un grand désordre, entr'autres ils arrachioient les vignes, brusloient les maisons et granges de ceux qui ne se vouloient ranger avec eux, mais ayant quelque temps rodé ce pays là, le sieur de Chamberet, qui en estoit gouverneur pour le roy, assembla la noblesse, leur courutsus et les défit. Le bruit de ce souslèvement estant venu en Angoulmois, plusieurs communes s'eslevèrent aussy, mais le sieur du Masse, lieutenant pour le roy en ce pays là, en l'absence de M^r d'Eper-

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XIII, p. 406.

(2) Voir notes, p. 394, des *Chroniques* de Jean Tarde, qui complètent les documents que nous relatons.

non, assisté des gentilshommes du pays, les escarta tous et les fit retirer chascun chez soy.

En Périgord, ce fut où le souslevement fut plus fort, car ils s'unirent avec d'autres communautés de Gascogne et de Quercy qui se rassemblèrent plusieurs fois bien que le sieur de Bourdeille, gouverneur pour le roy en Périgord les chargea et desfit en diverses fois quelques troupes. On tient pour vray que ce fut un tabellion ou notaire d'une petite bourgade, nommé La Chagne (La Saigne ou La Sagne) qui estant un jour de loisir s'amusa à faire plusieurs billets en forme de mandement, contenant que les habitants du pays de Périgord eussent à se trouver avec armes à la forest d'Abzac (1) qui est deça la rivière de Durdoigne, distante une lieue ou environ de la ville de Limeuil près d'ung lieu appelé Saint-Dreau (2), au jour de Saint-Georges 23^e d'apvril, et de le faire sçavoir de paroisse en paroisse et proche en proche, mesme que ce dict notaire envoya plusieurs de ces billets en diverses paroisses et bourgades tellement que cela courut jusques aux villes et juridictions dudict pays qui sont au delà de la dicte rivière de Durdoigne. Tous les habitants de ce pays là, allarmés des ravages qui se faisoient en Limosin, délibérèrent pour éviter ces maux et envoyer seulement des députés pour voir ce qui se passeroit en cette convocation et d'assemblée en ladicte forêt d'Abzac, et s'estant bien rencontrés le vingt deuxiesme d'avril au nombre de six vingts députés des dictes communautés de la Dordoigne, à la Linde qui est au deça, ils partirent tous ensemble, ayant résolu d'approuver et conformer leur advis à tout ce que diroit et proposeroit le s^r de Porquery, advocat de la cour et Parlement de Bourdeaux, l'un des députés de la ville de Montpazier, distant de Biron d'une petite lieue. Estant arrivés à ladicte forest d'Abzac, au lieu désigné, ils y trouvèrent sept ou huit mille hommes armés qui despées et d'arquebuses, qui d'hallebardes et pertuisanes et qui de bastons ferrés, les uns à pied, les autres à cheval selon le moyen et commodité qu'ils avoient eu de s'armer et monter, entre tous lesquels il pouvoit y en avoir de deux à trois mil qui vindrent tous au devant d'eux avec grand traict, criant : « Qui vive ! » Porquery et ceux qui estoient avec luy respondirent : « Vive le roy ! », puis s'approchèrent leur disant qu'ils venoient à l'assemblée suyvnt les mandements qu'ils en avoient receus. Après avoir crié tous ensemble plusieurs foyes : « Vive le roy ! » un qui

(1) Les bois de Ladouze ou la forêt de Vergt.

(2) Cendrieux, canton de Vergt.

s'estoit trouvé des premiers en cette assemblée, nommé Papus dict Pauilhac, qui estoit procureur d'office de la ville de Dans (1) dont il avoit esté pourvu par Madame sœur du roy, commença de haranguer. Son discours fut principalement des plaintes contre ceux qui levoient les tailles et manioient les deniers du roy, contre quelques-uns de la noblesse, principalement contre ceux qui tenoient encore le party de la Ligue. Sa conclusion fut qu'il falloit faire un scyndic des habitants du plat pays, tenir les champs pour le service du roy, contraindre ses ennemys de se mettre sous l'obéissance de sa Majesté et de raser plusieurs maisons de gentilshommes qui ne faisoient autre chose que courir sur le bœuf et la vache de leurs voisins. Comme il achevoit ce discours, le feu sieur de Saint-Elvère (2), accompagné de huit cavaliers armés de toutes pièces, fut decouvert par quelques-uns de cette assemblée (car il estoit monté à cheval pour voir ce que deviendrait cest amas de peuple,) lesquels se désbandèrent tout aussitost en foule, criant tous : « Aux Crocquants ! Aux Crocquants ! » et tirèrent sur luy cent ou six vingt arquebusades dont il fut contrainct de se retirer. A l'instant ledict Pauilliac commanda à un de sa troupe qu'il reconnoissoit et audict Porquery d'aller après le dict de Saint Elvère luy dire, de par la compagnie, qu'il eut à enjoindre à ses subjects de se rendre en leur assemblée pour y resouldre avec eux ce qui seroit bon de faire. Porquery pensant que ce Pauilliac avoit esté esleu par ce peuple pour commander, alla porter cette parole audict sieur de Saint Elvère, qui d'abordée luy dict qu'au contraire il le défendrait à ses subjects. Porquery luy répliqua : « L'on vous mande que si vous ne le faictes, toute la troupe se viendra ruer sur vostre terre. » Lors ledict sieur de Saint Elvère luy ayant reparty que l'on s'en donnast bien garde et qu'il y avoit un arrest de la Cour de Parlement de Bourdeaux contre tels meneurs, Porquery luy faisant un signal d'amy et serviteur trouva moyen en luy parlant, sans que celui qui estoit avec luy s'en aperceust, de luy dire que c'estoit un torrent qu'il falloit laisser passer, qu'il pouvoit y envoyer quelques-uns qui de parole pourroient rompre la violence de ce peuple, à quoy il s'employoit aussy de tout. Saint Elvère ayant promis d'y envoyer, Porquery retourne à l'assemblée où les ayant asseurés de la bonne volonté du dit sieur de Saint Elvère, ils se mirent à disner, car ils avoient porté des vivres de leurs maisons.

(1) A Ans, il n'y avait pas de ville, mais il y avait une châellenie qui faisoit partie du patrimoine de la maison de Navarre.

(2) Hugues de Lostanges, sieur de Ste-Alvère.

Après qu'ils eurent dîné, Pauillac qui estoit un petit homme vestu fort mechaniquement, n'ayant qu'un meschant manteau et monté sans bottes sur une jument, fist assembler tout le peuple en rond en homme de commandement pour délibérer sur la proposition qu'il avoit faicte le matin ; la plus grand'part suivirent son opinion sans contredict jusques à ce que ledict Porquery, qui estoit diamétralement à l'opposite de luy et fort loing, estant venu son rang de parler, dict qu'il supplioit l'assemblée de trouver bon s'il demandoit si elle estoit faicte par auctorité du roy ou par ses commissions ou de seigneurs qui eussent charge et commandements en ce pays. A ceste demande Pauillac ny aucun autre de l'assemblée n'ayant rien respondu, Porquery continuant de parler leur dict : « Messieurs, voicy un vray moyen pour nous faire encourir la peyne de criminels de lèse-majesté d'avoir faict cette assemblée sans sa permission ; je suys d'avis avant que l'on passe oultre, que l'on depute quelques-uns vers le roy pour luy remonstrer nos plaintes et scavoir de luy sa volonté. » Cette proposition fut incontinent soutenue estre bonne par tous ceux qui estoient venus de delà la Dordogne avec ledict Porquery, et, à l'instant, procédèrent à eslire deux députés. Un nommé Perelane qui estoit venu sur ce point de la part des habitants de Saint Elvère et un nommé Mécénas qui estoit de Limeuil (absent de ladicte assemblée), furent esleus. Ce faict, ledict Pauillac, faisant du commandeur se desbanda et traversa droit audict Porquery et l'empoignant par son manteau, le présenta au milieu du rond et dict tout haut : « Je n'en sache point de plus capable d'aller vers le roy que cestui-cy, qui en a faict la proposition. » Ce qu'il dict de telle affection que chacun suivit son opinion et désignérent encore Porquery pour accompagner les deux autres.

Avant que de se séparer, ils résolurent que les principaux des juridictions et des paroisses se trouveroient le mardy ensuyvant à Limeuil, avec mémoires particuliers de ce qui devoit estre remonstré à Sa Majesté ou ne s'estant trouvé qu'un seul des susdicts esleus députés, l'un estant absant du pays pour ses affaires et Porquery n'y estant point retourné, ils arrestèrent néanmoins que ce dernier feroit le voyage avec le député présent.

Depuis, il se fit une autre assemblée en un lieu escarpé appelé la Bécède, au delà de la Dordogne, près de Campagnac de Ruffene où il se trouva autant et plus de gens et de la mesme qualité que ceux de la première qui se fist à la forêt d'Abzac. Les dictes assemblées se firent toutesfois sans foule, oppression n'y dommage de personne, ou chacun portant ses vivres et se retirant le mesme jour. En cette dernière assemblée ne fust arresté ny proposé autre chose, sinon que les

derniers esleus députés pour aller vers le roy s'achemineroient au plustôt et que cependant, chacun se contendroit chez soy, attendant leur retour.

Sur cette assurance ledict Porquery et son co-député s'acheminèrent vers la ville de Paris et y arrivèrent le dimanche devant la Pentecoste (22 mai) où ils présentèrent au Conseil du roy une requeste attachée à leur procuration, remonstrant à Sa Majesté que lesdictes assemblées avec armes n'avoient jamais tendu qu'au bien de son service en considération de l'Estat et repos public, se plaignant au surplus de la foule et oppression qu'ils avoient receu et recevoient tous les jours à cause de la guerre, des grandes tailles qu'ils estoient obligés de payer à Sa Majesté et au party de la Ligue, avec plusieurs plaintes contre les receveurs et autres, ayant la charge et mouvement des deniers royaux, contre la noblesse, qui pour subvenir à une plus grande despense que ne vaut leur revenu, estoient contraincts de vexer leurs sujets et contre ceux principalement qui tenoient encore le party de la Ligue et commettoient toutes sortes de maux, détenant prisonniers grand nombre de personnes dans leurs chasteaux, les soumettant à toutes sortes de gehennes, et cruautés pour en tirer plustost rançon, mesme qu'il apparoissoit par plainte particulière que quelques uns avoient percé les pieds avec un fer chaud à ceux qu'ils tenoient prisonniers. La fin de la dicte requeste estoit un pardon pour avoir faict des assemblées avec armes sans permission, la suppression d'un nombre d'officiers superflus et principalement de ceux qui manioient les deniers du roy, le rabais des tailles, permission d'eslire un syndic d'entre les habitans dudict plat pays et de tenir les champs pour courir sus et contraindre les ennemis de sa Majesté à se soumettre à son obéissance. Laquelle requeste, en ce qui regardoit le pardon d'avoir faict assemblée avec armes sans permission, fut entérinée avec commandement de poser les armes dans la Saint-Jean, et sur la suppression requise desdicts officiers il fut respondu que sa dicte Majesté y pourveroit. La création dudict syndic fut déniée; la surseance des tailles de ladiete année ordonnée et sur le surplus des plaintes, le sieur de Boissize, maistre des requestes, fut député pour les entendre. Pendant que ceste poursuite se faisoit au Conseil du roy, le peuple et la noblesse pour des injures receues les uns des autres ne se pouvant contenir en paix, le peuple s'assembla de rechef et la maison et chasteau de Saint-Martial en Périgord, près du pays de Quercy, à une lieue de la ville de Gourdon, fut environnée et fist-on effort de la prendre sous prétexte que le seigneur d'icelle avoit battu ou faict desplaisir à quelques paysans. Ce seigneur eust couru

hasard, n'eust esté que quelques qui avoient des commodités et de l'esprit, se meslèrent parmy ce peuple et arrestèrent sa fureur.

Toutesfoys nonobstant l'assurance donnée à leurs députés de se tenir en paix, ils firent deux chefs qu'ils appelèrent colonels sous lesquels fut faict une assemblée de trente-cinq à quarante mil hommes à une lieue près de la ville de Bergerac, à un lieu appelé La Boule.

Porquery et son co-député de retour, ils firent faire lecture et publication tant de la dicte requeste présentée à sa Majesté, que response dudit conseil en la ville de Limeuil, en présence des principaux habitans et de plusieurs députés des villes, juridictions et paroisses dudit Périgord, assemblés dans ladicte ville, à ces fins où il fust arresté que suivant le commandement et volonté de Sa Majesté, chascun se contiendrait chez soy sans se plus assembler davantage. Néanmoins quelque temps après, les communes faisant encores semblant de se vouloir soulever (1) pour les violences qu'ils recevoient d'aucuns de la noblesse, ledict sieur vicomte de Bourdeilhe fust trouver M. le mareschal de Bouillon qui s'estoit rendu audict Limeuil pour avec son advis pacifier telle sorte de troubles; il fust arresté là avec luy quil seroit faict assemblée des communautés dudit pays en la ville de Montignac-le-Comte, laquelle se fist trois sepmaines après, où ledict sieur mareschal de Bouillon et ledict vicomte de Bourdeilhe se trouvèrent avec grande quantité de noblesse et où assistèrent aussy plusieurs députés des communautés de la ville de Périgueux, de Sarlat, Bergerac et quelques autres, en laquelle assemblée ledict sieur mareschal de Bouillon commanda au sieur de Champagne qui pour lors suyvoit ledict sieur de Bourdeilhe, et qui de présent est maistre des requestes ordinaire de la royne Marguerite, de représenter à l'assistance les raisons de leur convocation. Après que lesdictes communautés eurent dict leurs plaintes, il fut résolu que supplications très humbles seroient de rochef faictes au roy de pourveoir aux plaintes du peuple comme depuis sa Majesté fist, en leur remettant les arrérages des tailles et subsides qui leur avoient esté imposées auparavant et furent par là ces révoltes apaisées.

Voici la lettre d'Henri IV, dont nous avons parlé plus haut, par laquelle il annonce l'arrivée de M. de Boissise à M. de Bourdeille et lui donne ses instructions.

Monsieur de Bourdeilhe, j'envoye le sieur de Boissize, conseiller en mon Conseil d'Estat, en mes pays de Limosin, Périgort et Xainc-

(1) Voir plus bas une lettre du roi à M. de Bourdeille.

longe, avec charge et commission d'ouïr les plainctes et doléances des peuples souslevés esdicts pays et d'y pourveoir par la voye de justice, en quoy je luy ay expressement recommandé de tenir toujours bonne intelligence et correspondance avec vous, comme de vostre part je vous prie de l'assister de tout vostre pouvoir au faict de sa dicté charge ; je désire s'il est possible que ce mouvement et désordre se compose par la douceur et que lesdicts souslevés se reconnoissent et posent les armes, en quoy je vous recommande d'apporter tout ce qui despendra de vous et croire ledict sieur de Boissize en ce quil vous fera entendre de ma part, comme vous feriez à moy-mesme, sur ce je prie Dieu, M. de Bourdeille, vous avoir en sa sainte garde.

Escript à Saint-Germain en Laye, le 11 de mars 1594.

Signé : HENRY, et plus bas FORGET (1).

Le 18 avril, le procureur général du Parlement de Bordeaux, de Saignes, mande au roi les progrès que font les Croquants en Périgord et les dangers qu'il y a à tolérer leurs assemblées ; le Parlement a prononcé contre eux plusieurs arrêts, mais il craint que cela ne suffise pas et qu'il ne faille l'entremise de ceux qui ont la force en main.

Nous avons trouvé à la Bibliothèque nationale, dans les papiers Leydet et Prunis, un extrait du *Livre Noir* de la ville de Périgueux ayant trait à cette révolte ; cet extrait est d'autant plus précieux que le *Livre Noir* est perdu. Nous le donnerons entièrement sans chercher à le relier plus ou moins adroitement à ce qui précède ; on reconnaitra, en le lisant, qu'il était utile de donner séparément ce récit pour être complet.

En la dite année, le peuple du plat pays de Limosin et de Périgord se leva et prit les armes, disant qu'on l'avoit trop oppressé de subsides, de façon qu'on avoit fait à Bergerac, à Grignols, Excideuil et autres lieux, plus de 200 paysans prisonniers pour les tailles. Les gentilshommes les faisoient travailler à leurs héritages sans les payer, ce qu'ils ne vouloient plus souffrir, et pour l'empêcher s'assemblent en plusieurs lieux du Périgord, en diverses fois, au nombre de douze à quinze mille hommes, et les paroisses qui étoient commandées qui

(1) *Lettres missives de Henri IV*, t. IV. p. 155.

ne se tenoient au lieu de l'assemblée, le peuple alloit sur le lieu les ravager, arracher les vignes, blés, etc., et s'approchèrent de plusieurs maisons de gentilshommes pour les assiéger, lesquels furent contraints de composer avec eux et de leur octroyer une partie de ce qu'ils demandoient.

Le 15 mai, une partie dudit peuple du plat pays qu'on appeloit Croquants ou Tard avisés, s'assembla près d'Atur au nombre de quinze mille hommes environ, vinrent cedit jour jusque près Saint-Georges où étant envoyèrent en cette ville un nommé Lavergne, vers M^r le maire et un nommé Gelin de Saint-Sever, lesquels disoient avoir charge dudit peuple proposer ce qui les avoit induits à s'eslever. Le maire (1) et les consuls envoyèrent quérir au port de Tournepiche, M. de Marqueyssac, juge-mage, M. de Gravier (2) et autres notables pour avoir la créance de leur faire réponse. Lesquels députés dudit peuple dirent qu'ils s'étoient eslevés pour empescher les exactions et subsides que les voleurs et gens de guerre leur faisoient payer et qu'ils estoient résolus de ne le souffrir plus, ni vouloient souffrir les exactions des gentilshommes, qu'ils prioient lesdits maire et consuls leur bailler conseil, les assister et se joindre à eux, qu'ils leur obéiroient, estant la ville de Périgueux capitale et chef du Tiers-Estat, qu'on leur prestât les canons sous caution et otages pour aller assiéger Grignols auquel lieu force voleurs se retiroient, et de fait qu'en ces guerres passées ceux de Grignols avoient fait mourir en leurs prisons plus de cent hommes, qu'ils vouloient prendre lesdits voleurs de Grignols; sur ce, leur fut répondu qu'ils devoient se retirer en leurs maisons et faire dresser leurs plaintes pour les adresser au roi qui leur feroit raison, qu'on ne leur pouvoit prêter les canons, car ce seroit crime de lèse-majesté de faire rouler canons par pays sans ordre des supérieurs; ils disoient aussi qu'il y avait des prisonniers dans le consulat, il leur fut répondu qu'il n'y en avoit aucun pour tailles et qu'on ne leur bailleroit quartier et qu'ils songeassent enfin à se retirer. Le lendemain, ce peuple alla loger aux environs de Grignols et ne voulut déloger audit lieu que lesdits sieurs de Lamothe et de Laborie, voisins dudit Grignols, ne leur eussent promis que Lavergne, commandant de Grignols, élargiroit les prisonniers et après qu'il videroit le château. Le peuple s'assembla aussi en grand nombre vers

(1) Raymond Girard de Langlade.

(2) Jacques de Gravier, conseiller du roi, lieutenant particulier, civil et criminel en la sénéchaussée de Périgord.

le côté d'Excideuil, lesquels en assiégèrent le château à même fin que dessus, lequel château fut rendu au sieur Des Cars. Le 5 juin, Jean Joulion, habitant de Lasmarie (1) paroisse d'Agonat, et Gourdiér du Vigier, juge d'Agonat, portèrent une lettre aux consuls de la part des communes assemblées qui étaient logées à Trélissac, Champsevinel et autres lieux, et qui demandoient l'élargissement des prisonniers pour les tailles; on répondit qu'il n'y en avoit pas. Une autre troupe alla se loger entre Château-l'Evêque et Biras (2) au nombre de près de dix mille hommes, prirent la ville de Lisle et en chassèrent les soldats qui gardoient le château; après cela, leurs chefs les appelèrent à une grande assemblée qui devoit avoir lieu à Bergerac, à la Boule.

Nous avons vu, en effet, dans le récit de Palma-Cayet que cette assemblée s'éleva à près de quarante mille hommes, les uns armés, les autres presque nus, presque tous sans chausses ni souliers.

M. de Bourdeille fut en personne leur remontrer leur faute et leur fit lever la main qu'ils n'entreprendroient rien contre le service et l'autorité du roi; mais ils ne tinrent guère leur promesse, car excités par La Saigne, ils menaçoient de s'emparer de Périgueux, de détruire la noblesse et d'être francs de tout; les métayers même levoient la tête contre leurs maîtres, surtout aux paroisses de Bassillac, Saint-Laurent et autres, près de la ville où leur brutalité fut telle qu'ils entreprirent plusieurs fois arrêter les vivres qu'on portoit en la ville.

La cour de Bordeaux avertie donna plusieurs arrêts, portant ordre de laisser les armes et aux gentilshommes n'entreprendre lever autre chose que leurs droits accoutumés, enfin, par autre arrêt, il fut enjoint à M. de Bourdeille réprimer par force ces émotions.

M. de Bourdeille s'entendit avec le maire et les consuls pour aviser de faire cesser pacifiquement ces troubles; il fut convenu avec les chefs insurgés La Saigne et autres qu'ils auroient pour s'entendre une entrevue au château de Rognac (8 août); le maire leur adressa des remontrances par lesquelles il leur faisoit voir les dangers auxquels ils s'exposaient de se révolter ainsi contre le pouvoir du roi et contre la sûreté de la ville; que s'ils avoient à se plaindre ils n'avoient qu'à envoyer des députés vers le roi pour lui porter leurs plaintes; ils parurent se rendre à ces exhortations, promirent de ne plus se réu-

(1) Lanmary, château près de Périgueux, commune d'Antonne.

(2) Biras, commune du canton de Brantôme.

nir, lesquelles promesses le sénéchal voulut avoir en sa possession, le 15 du même mois, signées des colonels ; autrement il se mettroit aux champs.

Le lendemain, le sénéchal allant à la Borie-Saunier, lui troisième étant vu par les habitants du bourg de Champagnac, dont ledit sieur de Laborie est seigneur, ceux qui étoient dans l'église battent le tocsin estimant, comme depuis s'excusèrent que ce fut parti de chevaux de quelque compagnie qui étoit près d'eux ; ce fut cause de la rupture de tout.

Le dimanche, nonobstant ce et le mardi 15, les chefs du peuple envoyèrent les articles que Bourdeille avoit demandés, et signés par eux. Ledit Bourdeille sur ce demanda aux maire et consuls deux pièces, balles et munitions qui lui furent accordées, puis il fut prié par le premier consul qui alla vers lui, parce que les fruits étoient encore dans les champs entre les mains de ce peuple irrité que pour laisser moyen aux habitants de retirer leurs vivres, il lui plut différer sa sortie, jusqu'au 25, ce qu'il accorda.

Le samedi, M. de Bourdeille mena toutes ses troupes composées de 800 à 900 hommes de pied et de 140 chevaux devant le bourg de Négrondes (1) qu'il emporta du premier abord, quoique dedans il y eût plus de douze cents arquebusiers et que le lieu fût harricadé bien avantageusement ; toutefois cette populace n'eut le cœur de rendre la moindre résistance, mais seulement après avoir fait une sortie de soixante arquebusiers, iceux étant repoussés, les autres tiroient tous à la fois et incontinent abandonnèrent leurs harricades il fut tué des assaillants environ vingt soldats et un gendarme blessé dans le bourg ; y eut peu de paysans tués parce qu'à la foule ils s'étoient retirés dans la ville et dans une vieille tour carrée, dont le lendemain ils sortirent, s'étant rendus à discrétion qui fut que tous furent désarmés et deux chefs pendus.

Le lendemain, M. de Bourdeille séjourna vers Sorges (2), de là vers Sarliac (3) et Bassillac (4) qui avoient été abandonnés ; sur ce, lesdits maire et consuls voyant qu'il n'y avoit moyen de traiter les troubles que par rigueur de crainte qu'on ne les blâmat d'avoir suscité le vicomte de Bourdeille, dépêchèrent homme exprès vers M^r du

(1) Négrondes, commune, canton de Savignac-les-Eglises (Dordogne).

(2) Sorges, commune, canton de Savignac.

(3) Sarliac, commune, canton de Savignac.

(4) Bassillac, commune, canton de Saint-Pierre-de-Chignac.

Parlement et un autre vers Matignon et leur envoyèrent les articles que les chefs du peuple avoient signés ; sur quoy la cour députa M. de Fayard (1), conseiller en icelle, vers ledit Bourdeille, commanda au sieur de Marouate de l'accompagner et assister ; ledit Fayard arriva le 24 dudit mois à sa maison de la Chabrerie, et le même jour les sieurs de la Brangelie et de La Borie-Saunier (2) par ordre dudit Bourdeille vinrent pour sortir les pièces qui ne se trouvoient prêtes parceque le capitaine La Rivière qui s'en étoit chargé s'en étoit allé laissant quelques ouvriers qui n'avoient mis que bien peu de diligence.

Le lendemain 25, ledit sieur de Fayard arriva dans la ville, fut trouver M. de Bourdeille avec La Brangelie et La Borie-Saunier et après avoir parlé avec lui, ledit maire et les consuls délivrèrent les pièces qui leur furent demandées, poudre et balles.

Le même jour s'étant présentés trois ou quatre mille arquebusiers pour secourir ceux de Saint-Crépin (3) resserrés par ledit Bourdeille, quoiqu'ils fussent avoisinés d'un bois fort épais et de profonds chemins et hayes, furent mis en déroute par quarante ou quarante-cinq chevaux sans aucune ayde des arquebusiers ; le jour de devant, quinze cents arquebusiers de ce peuple étant reconnus par ledit Bourdeille dans le bois furent mis en déroute par ledit Bourdeille, sans rendre autre combat, par quarante chevaux et cinquante arquebusiers ; aux deux rencontres il mourut cent ou cent vingt paysans ; du côté du sieur de Bourdeille, mourut seulement le jeune sieur de Longa de la Barrière, âgé de dix-huit ans et un autre gentilhomme appelé La Filolie. Le reste de ce peuple et ceux qui étoient dans le bourg de Saint-Crépin, favorisés de la nuit, se retirèrent de çà de là ; ce fut la fin de ce soulèvement qui avoit fait voir aux champs plus de quinze mille hommes. Le sieur de Bourdeille résolut de suivre les paroisses et de les désarmer ; toutefois le 27 dudit mois arriva un gentilhomme de Matignon avec des lettres, qui trouva M. de Bourdeille à La Douze, lequel rompit soudain ses troupes.

Malgré la rédaction du *Livre Noir* qui termine brusquement le récit de cette révolte, ce n'en fut pas la fin ; car une lettre de Marguerite de Saint-Astier, épouse de Jean Foucauld de

(1) Raymond de Fayard, frère de Bertrand de Fayard, seigneur des Combes.

(2) La Borie-Saunier, commune de Champagnac de Belair, appartenant aux Arnaud de La Borie.

(3) Saint-Crépin, commune du canton de Saint-Pierre-de-Chignac.

Lardimalie, au receveur de la terre des Bories, nous apprend que le 4 septembre il fallut assiéger Condat, qui fut emporté d'assaut. Les chefs des Croquants se décidèrent alors à faire leur soumission.

La correspondance du roi avec le sénéchal témoigne du souci que ces troubles lui donnaient ; il recommande la douceur et la patience pour réprimer cette révolte ; il ne veut pas supporter la désobéissance, mais il ne veut pas non plus que ces paysans soient trop durement traités.

Le *Bulletin* de la Société de l'histoire de France a publié deux pièces qui se rapportent à cette insurrection ; la première est une circulaire adressée par les paysans rebelles aux officiers qui commandaient dans les diverses châtellenies situées sur leur passage ; elle commence ainsi :

« Messieurs, nous vous tenons au nombre des gens de bien, c'est pourquoi incontinent la présente reçue nous vous prions vous armer, joindre et opposer avec nous contre les pernicioeux desseins des ennemis du roi notre sire, et les nôtres, mesmement aux greffes des inventeurs de subsides, voleurs, leurs receveurs et commis, fauteurs et adhérens. »

Et plus loin :

« Protestons devant Dieu que nous recognoissons nostre roy nous estre donné de Dieu et que de droit divin, naturel et humain la couronne de France luy appartient et qu'il nous fault vivre et mourir pour son service... Vous assurant qu'il y a en ce pays grand nombre de seigneurs et gentilshommes sans reproche, qu'ils nous ont promis toute assistance contre lesdits voleurs..., etc. et que nous tiendrons la main à une aussi bonne et sainte occasion, etc. »

La circulaire se termine ainsi :

« A ces causes ne ferez faulte de vous armer et tenir prests, autrement vous nous aurez sur les bras trois jours après la réception des présentes pour y estre contraincts par la rigueur des armes comme faulseurs desdits voleurs et inventeurs de subsides ; faict le second jour de juin 1594. Vos bons frères et amis les gens armés des trois Estats du pays de Quercy, Agenais, Périgord, Xaintonge, Limosin, haute et basse Marche, etc.

La seconde pièce est une convention des nobles du Péri-

gord pour défendre le service du roi ; les signataires y proclament que :

« Les rebelles se sont eslevés contre tout droit divin et humain en ce qu'ils ont voulu renverser la religion, ne payant pas les dixmes ordonnées dès le commencement du monde pour le service de Dieu... qu'ils ont voulu renverser la monarchie et establir une démocratie à l'exemple des Suisses... »

Ils jurent ensuite devant Dieu d'oublier toutes leurs querelles...

Estant montés à cheval contre les Croquants... de se tenir ensemble partout ou l'ordonnera M. de Bourdeille pour faire obéir ceux qui n'auroient pas obéi à sa déclaration, et enfin de venger aussitôt, toutes choses laissées et sans prendre aucune excuse, celui d'entre eux qui seroit offensé par les rebelles, et s'ils ne le peuvent de leurs personnes, les signataires s'engagent d'envoyer des gens armés à leur place.

Les gentilshommes qui s'engageaient par cet acte sont presque tous des Sarladais.

Nous ajoutons à ces documents une lettre de M. de Bonond, conseiller au Parlement, à M. de La Force ; elle est datée du 4 août 1594 :

Je laisse toutes autres particularités et vous dirai que je fis entendre votre intention et promesse touchant les Croquants à messieurs de Lors (1) et de Lamothe-Fénelon qui me résolurent assurément que vous trouverez M. de Thémines autrement disposé à ce sujet avec de bons et roides moyens, ne méprisant nullement cette affaire et la tenant d'une grande importance ; je vous envoie leur arrêté du 4^e de juillet ; je n'ai pu entendre le dernier avis pris à Trémolat le dernier juillet ; certes, Monsieur, il faut que je vous le dise et assure, de mon temps je n'ai vu entreprise si folle ni si pernicieuse que la leur, ni si dangereuse, ni de si périlleuse conséquence. Je pense qu'il n'y a gentilhomme du Périgord moins récusable que moi au jugement de leur cause, car tout le monde sait que je n'ai jamais eu querelle ni dispute en mon pays pour une occasion quelconque que pour la leur et cependant que j'ai eu tout seul tout ce pays sur mes bras, tout un temps.

Je ne craindrai de vous adresser que j'ai trouvé toute la noblesse atholique et autres si disposés à monter à cheval et à les rompre

(1) De Lors. Nous n'avons pu l'identifier, à moins que ce ne soit un de Losse.

qu'ils en brûlent d'ardeur. J'ai un peu retardé cette affaire jusqu'à ce que je vous l'eusse faite entendre ; monsieur de Beynac y prend une peine incroyable et, selon son calcul, ils sont assurés de quatre cent bons chevaux et je ne le trouve faux ayant d'assurance messieurs de Thémynes et de Messillac ; ils n'avertiront M. de Bourdeille qu'étant à cheval et sont résolus de vous tenir pour chef en cette entreprise si vous le trouvez bon ; cela vaut fait, car ils ne veulent un sabot pour leur chef. De votre vie il ne se passera chose plus louable par vos mains, plus juste et là où il faille plus de prudence ; je vous y convie avec beaucoup de raisons bien digérées et épluchées, car sans votre présence il pourra y avoir et de la cruauté et de l'imprudence, puis après très malaisée à rhabiller.

« Je sais davantage que La Saigne a averti tous ses amis que Bergerac était leur, en ce, tant d'assurances et de promesses qu'ils n'en font nul doute. Certes tout Bergerac ne vaut ni au roi ni à nous ; cette ville là vous la perdez tout net sans une grande diligence accompagnée d'une grande providence. Je n'ai loisir de garder un double de celle-ci, je vous prie de la garder et ne croyez que vous pouvez vous exempter de travail ni de dépense, ou vous et nous recevrons un grand hant.

Les députés (à une assemblée des protestants à Sainte-Foy pour les affaires de leur parti), ont résolu beaucoup de choses, le tout sous le bon plaisir du roi vers lequel ils envoient le pauvre monsieur de Chouppes qui avoit une grande peur que je me trouvasse à l'assemblée et aussi M^e Lambert, le ministre, et quelques autres résolus que si je m'y fusse présenté sans bonne charge, qu'ils m'y eussent fait un affront. »

(A suivre).

A. DE ROUMEJOUX.

DOMME.

(Suite et fin).

30 septembre 1590.

Estat des frays et despanses qui ont esté faitz despuys le dernier jour de septembre mil cinq cens nonante, que les rebelles ont prins le chasteau de Domme et levé le siège de devant la ville, jusques au premier jour du mois de may mil cinq cens nonante ung, ausquelz Monsieur de Vivans supplye très-humblement Mon-

seigneur de Matignon, mareschal de France, lieutenant-général pour le roy en Guienne, et Messieurs les Prézidans et Trézoriers généraux de France au bureau des finances, estably à Bourdeaux, en donner advis à sa Majesté, pour après en estre ordonné le remboursement, suivant la commission et lettres patantes de sa Majesté, à cest effaict expédiées, adressantes à mondiet sieur.

Après ledit siège levé et que lesdits ennemys auroient ammené leur canon à Salviac (1), estant seulement d'un lieu de ladite ville, où ilz auroient séjourné environ deux mois, faisans contenance de c'estre là retirés pour se refreschir et après s'en retourner avec ladite armée, et aultres choses qu'ilz fesoient bruiet que venoint avec le marquis de Vilars, de l'advis de Messieurs de La Force, de la Rochefoucaut, de Thémines, de Saint-Chamaran et aultres, fust despêché le cappitaine Rouan devers le roy, pour advertyr sa Majesté de ce qui c'estoict passé pendant ledit siège et des dessains desdits ennemys, auquel fust bailhé pour son vouyaige, deux cens escus, et pour ce II^e escus.

Fust achapté troyz cens balles de la coulevrine qu'est dans la ville, desquelles a esté payé à raison d'ung escu pour balle, trois cens escus, et pour ce III^e escus.

Et parce que du cousté du chasteau la murailhe de la ville estoit foible, afin de la fortifier et fère des rampars et retrachemens, fust faict levée de terres de Monfort, deux cens manœuvres pour travailler ausdites fortifications, quy y ont travaillé l'espace de deux mois avec le peu d'habitans qui restent dans ladite ville, lesquels manœuvres ont esté nourris aux despans du magesin des bledz qu'avoient esté empromptés de Messieurs de Paluel et de Feyrac, comme appert par les roolles de distribution.

Et parce que le terme du payement des souldartz du sieur de Rignac estoit escheu le tiers de novembre et qu'il estoit expédiant de continuer ladite garde, occasion que lesdits ennemys estoient encores audit Salviac, faisant samblant de vouloir retourner assiéger la ville et que la guernizon ordynaire n'estoict assés forte pour leur résister, fust advizé avec les cappitaines, consulz et juratz, que les compagnies desdicts sieurs de Rignac y seront encores pour ung mois, commansant du tiers jour de novembre, ausquelz fust bailhé huit cens escus.

Le roy estant adverty des dessains des ennemys auroiet envoyé

(1) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Gourdon (Lot).

le sieur de Brammerignes, guydon de la compagnie dudit sieur de Vivant avec quinze sallades, lequel aussy par le commandement de Monsieur d'Aubeterre, sénéchal et gouverneur du pays (1), seroiet venu dans ladite ville avec ledit nombre de quinze salades, où il seroiet entré le premier jour de novembre, et a receu pour son entretenement et desdites quinze salades, sçavoir : pour luy trante trois escus ung tiers pour moys, et trêze escus ung tiers pour chacun de ses gendarmes, comme appert par leurs acquitz, le tout suivant l'advis de conceilh, revenant à II^e XXXIII escus ung tiers.

Ayans lesdits ennemys retiré leur canon à Gen (Agen) et renouvelé la guernizon du chasteau, et au lieu de Verteilhac y seroiet entré le sieur de La Burgade avec son régiment de gens de pied, n'estant la guernizon ordinayre suflizante pour résister ausdicts ennemys, fust advizé de retenir lesdits sieurs de Rignac le jeune, avec sa compagnie et congédier l'esné, auquel fust baillé pour le moys de décembre, quatre cens escus.

A esté achapté dix quintaulx de pouldre à vingt ung escus le quintal, monte deux cens dix escus.

Audit sieur de Bramarignes et à ses gens d'armes pour le moys de décembre, II^e XXXIII escus I tiers.

Audiet sieur de Rignac pour sadite compagnie pour le mois de janvier, III^e escus.

Audit sieur de Brammerignes pour ledit moys de janvier, II^e XXXIII escus, I tiers.

Audiet sieur de Rignac et à sa compagnie pour le moys de febvrier, pareille somme que dessus, II^e XXXIII escus, I tiers.

Audiet sieur de Brammerigne et à ses gendarmes pour ledit moys de febvrier, pareille somme que dessus de II^e XXXIII escus, I tiers.

Audit sieur de Rignac et à sa compagnie pour le moys de mars, pareille somme de III^e escus.

(1) François Bouchard, vicomte d'Aubeterre, seigneur de Lussan, baron de Chadenac, de la Serre, etc., fils aîné de Jean-Paul d'Esparbez, seigneur de Lussan, et de Catherine-Bernarde de Montagu, dame de La Serre. Il fut capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances du roi, sénéchal et gouverneur d'Agenais et Condômois, ainsi que des ville et château de Blaye en 1606, conseiller d'Etat par brevet en 1611, chevalier des ordres du roi en 1612, maréchal de France en 1620. Il commanda l'armée du roi aux sièges de Nérac et de Caumont en 1621 ; il mourut au château d'Aubeterre à la fin de janvier 1628.

Audit sieur de Brammerigne pour ledit moys de mars, pour luy et ses gendarmes, pareille somme de 11^e XXXIII escus, 1 tiers.

Audit sieur de Rignac pour sa compagnie, pour le moys d'apvril 111^e escus.

Audit sieur de Brammerigne pour ledit moys, 11^e XXXIII escus, 1 tiers.

A esté achapté de mèche XXV escus.

A esté achapté de plomb XX escus.

Despuys le dernier de septembre que ledit siege fust levé, ont esté blessés en plusieurs et divers combatz, plusieurs gentilzhommes, cappitaines et souldatz, lesquels on esté pansés et médicamenter aux despans dudit sieur de Vivans ou du sieur du Bose son fils (1), et a esté baillhé à M^e François Le Fémère, M^e Jehan Uzol, Estienne Mages et Anthoine Lacombe, en diverses foys, la somme de deux cens escus.

A esté achepté de boys XLVIII escus.

Item, en plusieurs et divers vouyaiges envoyés devers mondit seigneur le mareschal et M^e d'Aubeterre, pour les advertyr de l'estat de la plasse, a esté despandu cent trente escus (2).

De Vivans, voulant avec raison être remboursé des avances par lui faites pour le service du roi de Navarre, lui adressa la requête qu'on va lire :

Au Roy.

Sire,

Le Sr de Vivans vous remonstre, très-humblement, que pour venir rendre à vostre Majesté le service qu'il luy doit et qu'elle y avoit désiré, ayant assemblé, avec beaucoup de despence, le meilleur et plus grand nombre d'hommes qu'il auroit peu, il auroit pourveu par mesme moyen à la seureté et conservation de la ville et chasteau de Domes qu'il commande soubz vostre aulthorité, autant que les moyens qu'il en avoit et toute autre prévoyance humaine le pouvoit

(1) Haut et puissant seigneur messire Jehan de Vivans, fils de Geoffroy, écuyer, seigneur de Doyssat, Grives, Castelvieu, Villefranche-de-Périgord, Ségur, Le Bosq, Noilhac, La Salle, Saint-Léon, chevalier de l'ordre du roi, capitaine de 50 hommes d'armes, gouverneur du château et ville de Tournon d'Agenais, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(2) Les originaux des trois comptes ci-dessus figurent dans les archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n^o 4 et 7.

permettre, remèdes toutesfois qui n'auroient peu suffire pour empêcher que les effortz de vos ennemys, qui à cest effect auroient mis ensemble toute la noblesse et autres forces de ces quartiers là de leur party n'eussent enlevé ledict chasteau de Domes, quelque résistance quy ayent rendue ceulx que ledict sieur de Vivans y avoit laissés, mesmes le baron de Monségur, son gendre, que y commande en son absance; pour laquelle résistance auroient esté employé de ses deniers plusieurs notables sommes, tant en achaptz de vivres et munitions de guerre, que en habits et entretenement de bon nombre de gens de guerre et despance faicte à la levée d'iceulx que y sont encores nécessaires pour empêcher les ordinaires effortz que font dudict chasteau sur la ville vos dictz ennemys, à quoy se sont conservez tous les moyens et creditz dudict sieur de Vivans, qui le réduiroient à extrême pauvreté s'il ne luy est par vous pourvue. Parquoy il supplie humblement vostre Majesté, Sire, qu'il vous plaise mander au sieur mareschal de Matignon de vérifier et arrester lesdictes sommes ainsi par luy fournies, et d'icelles, selon ladicte vérification, ordonner qu'il sera assigné et ramboursé sur les deniers de deymes et tailles d'Aginois et Périgord de l'année prochaine III^{xx} XI (1591), et ce par préférence à toutes autres despences et payementz, affin de prévenir les inconveniens qui pourroient naistre de la nécessité où il se réduit et de la longueur et tardité des assignations de payement de la garnison que vous y avez ordonné, luy en faisant dépêcher toutes expéditions nécessaires.

Au bas de cette requête est écrit :

Le roy renvoye la présente requeste à Monsieur le mareschal de Matignon pour, en sa présence, procéder à la vérification des fraiz faits et nécessaires à faire par ledict sieur de Vivans pour la conservation des ville et chasteau de Domes soubz l'obéissance de sa Majesté, par les présidans et trésoriers généraulx de France à Bordeaux, et sur ce donner advis à sa Majesté, afin de pourvoir d'assignation, audit sieur de Vivans, des sommes qui luy seront deues à ceste occasion, sur les deniers des deymes de l'année prochaine M^{ve} III^{xx} XI, des sénéchaussées d'Aginois et Périgort, que sadite Majesté de sa présente... et affecte audict remboursement, sans qu'il en puisse estre employé ailleurs, pour quelque occasion que ce soye. Ordonne sa dicte Majesté à iceulx présidans et trésoriers généraulx de France d'y tenir la main et faire deffiance aux receveurs généraulx et particuliers desdictes deymes, de inver-

tir les deniers de leurs charges d'icelle année, à payne de payer doublement.

Faict au Conseil du roy tenu à Senlys, le XXIII^e jour de décembre 1590.

COMBAUD. (1)

Par les pièces qui suivront, nous verrons combien il était difficile de faire rembourser les avances faites par de vaillants officiers pour le service du roi.

Voici maintenant deux lettres écrites à de Vivans par le chancelier de Cheverny (2) :

Monsieur,

J'ay receu une lettre qui s'adresse à vous et je n'ai voullu faillir vous escrire par ceste dépesche, et aussi vous mander que le page et le soldat que vous laissates ches moy sont guéris et attendent là vostre retour (3). L'on me mande aussi qu'il est passé ung laquais de Mons^r de Terride qui dit avoir trouvé vostre fils par les chemins, qui se porte très bien, et qu'il s'en va d'autant plus content, qu'il a entendu que le chasteau et ville de Dommes sont tous réduitz en l'obéissance du roy. Nos Beausserons ont triomphé comme je mande au roy et ont desfait celluy qui commande à Chartres et toutes ses troupes, luy pris prisonnier avec plusieurs autres. Je me recommande bien humblement à vostre bonne grace, priant Dieu,

Monsieur, vous donner en très bonne santé, heureuse et longue vye.

De Manto ce XVII^e décembre 1590.

Vostre humble et affectionné à vous faire service.

CHEVERNY.

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 18.

(2) Philippe Huraut, chevalier, comte de Cheverny, fut créé garde des sceaux de France par le roi Henri III, en 1578, et chancelier en 1583, après la mort du cardinal de Birague. Il quitta les sceaux en 1588, mais il fut rapelé à la cour par le roi Henri IV qui lui rendit les sceaux en 1590. Il les tint jusqu'à sa mort, arrivée le 30 juillet 1599, âgé de 71 ans (Moréri).

(3) De Vivans avait quitté le Sarladais durant le cours du mois de juin, pour rejoindre le roi dans les environs de Paris. Dans la lettre écrite le 10 avril 1590 à Geoffroy de Vivans par le roy de Navarre, il lui dit : Qu'il doit être des premiers à l'aller trouver, pour donner l'exemple aux autres, « car la » honte presse ses ennemis de chercher leur revanche, et je m'assure que » vous et les autres qui sont mandés pour venir, auriez regret de ne vous » trouver à ceste occasion sy elle se présente comme j'estime quelle fera. »

Voici la seconde lettre du même personnage :

Monsieur,

J'ay receu la lettre qu'il vous a pleu prendre la peyne de m'escrire, et entendu ce que le roy c'est enquis de vous, du voiage que nous avions faict ensemble; je m'asseure tant de vostre bonne volonté, qu'à toutes occasions qui se présenteront de me faire bon office, vous y apporterez tousiours toute affection et volonté, comme aussi je vous supplie de croire qu'en tout ce que j'auray moiens de vous servir, je ne voudrois jamais en laisser passer une seule occasion. Je croy que le roy vous retiendra le plus qu'il pourra auprès de luy, comme vostre présence y est fort requise pour son service, et de ma part, je suis contrainct de demeurer icy, attendant le retour de Monsieur d'O (1), à cause des affaires qui s'y présentent. Quant à vostre page et soldat qui sont demeurés chez moy, je désire qu'ils en usent de mesme façon qu'ils feroient chez vous, mesme comme je desire que facent tous ceux qui y viendront de vostre part, et particulièrement de vous servir en tout ce que j'en auroy de moien, me recommandant bien fort à vous, je priay Dieu,

Monsieur, vous donner en très bonne santé, très longue et heureuze vie.

De Mante le premier jour de l'an 1591.

Vostre humble et bien affectionné à vous faire service.

CHEVERNY (2).

Désireux de rembourser à Geoffroy de Vivans les sommes par lui dépensées pour le siège et conservation de la ville de Domme, Henri IV rend l'ordonnance suivante :

Le roy ayant esté adverty que le sieur de Vivans, gouverneur de sa ville et chasteau de Domme, a esté contrainct de faire plusieurs despences à occasion du siège mis devant ladite ville par ses subiectz rebelles qui ont surprins le chasteau d'icelle, pour conserver ladite ville en son obéissance et voullant pourveoir à son remboursement,

(1) François marquis d'O, né vers 1535, d'une noble et ancienne famille ne Normandie, mort en 1594, fut surintendant des finances sous Henri III depuis 1578. Bien que hâï universellement à cause de ses concussions, il resta en place à l'avènement de Henri IV. Ses prodigalités ayant encore surpassé ses exactions, il mourut couvert de dettes.

(2) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 34.

sa Majesté a ordonné et ordonne aux président, trésoriers généraux de France établis à Bourdeaux, de vérifier toutes et chacune lesdites despences, et, ladite vérification faicte, faire payer ce qu'ils trouveront estre bien et loyaument deu sur les deniers des deymes de ladite Généralité de la présente année, quelle a expécialement affectées audit payement, en vertu de la présente ordonnance, seulement voullant sadite Majesté, que les recepveurs qui feront ledit payement, en soient et demeurent quittes et deschargés par tout où il appartiendra, en rapportant coppie de la présente ordonnance, ladite vérification et les quittances des parties prenantes.

Faict au camp de Senlys le XXVIII^e jour de janvier 1591.

HENRY (1).

Voici maintenant une lettre adressée à de Vivans par François de Bourbon :

Monsieur de Viventz,

Je ferois tort à vostre antienne affection et fidélité au service du roy monseigneur, sy en l'occasion de ceste lettre je usois envers vous d'autre recommandation que de celle dont avez tousiours rendu de sy bons tesmoignages par le passé, ce sera pour vous donner avis de la résolution en laquelle je suis d'aller assiéger Chauvigny (2) et m'approcher du païs de Lymosin le plus que je pourray, ce que j'ay faict entendre à mon cousin Monsieur le comte de Ventadour (3), gouverneur dudiet païs, afin qu'il advertisse toute la noblesse de ces cartiers là de se tenir preste, et fasse assembler le plus d'infanterye qu'il sera possible. Je me joindray à vous aussy quant vous jugerez estre à propos, et y serviray sa dicte Majesté et ladicte patrie autant qu'on scauroit désirer: vous ferez donc s'il vous

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 12.

(2) Chef-lieu de canton (Vienne), ville autrefois forte et défendue par quatre châteaux.

(3) Anne de Lévis, duc de Ventadour, pair de France, comte de Brion, baron du Cheylard en Vivarez, de Donzenac, Boussac en Limousin, gouverneur et sénéchal du Haut et Bas Limousin, après la mort de son père en 1591; chevalier des ordres du roi en 1599, lieutenant-général du Languedoc en 1600. Il avait épousé, le 26 juin 1593, Marguerite de Montmorency, sa cousine germaine, de qui il eut sept enfants, et obtenu, l'année suivante, des lettres d'érection du duché de Ventadour en Duché-Pairie. Il représenta en cette même année les comtes de Champagne au sacre de Henri IV et mourut à Beaucaire, le 3 décembre 1622. (*Faits d'armes de G. de Vivans*.)

plaist scavoir de vos nouvelles a mondiet cousin et me tiendrez, monsieur de Vivantz, pour celluy que j'ay tousiours esté et seray à jamais, Vostre plus affectionné et parfait amy.

François DE BOURBON.

Au camp de Sainct-Loup ce VI^e avril 1591 (1).

Après la prise du château de Domme (31 juillet 1591), faite par le maréchal de Matignon, aidé en cela par MM. de Vivans, d'Aubeterre et de La Force, de Vivans dont l'ardeur batailleuse ne pouvait s'accoutumer au repos, écrivit au roi la belle supplique qu'on va lire, pour lui demander l'autorisation de se démettre de son gouvernement de Domme et de voler auprès de lui. Dans cette lettre son caractère aventureux, sa bravoure légendaire et son grand amour pour son roi éclatent pour ainsi dire à chaque ligne :

Mémoires et instructions pour estre représentées au roi pour Monsieur de Vivans, à l'effect desquelles il supplie, bien humblement, Monsieur de Belsunce (2) luy fere l'office qu'il s'attend de luy.

Plaira donc audiet sieur de Belsunce donner adresse et commodité à ce porteur, de bailler au roy les lettres que ledict sieur de Vivans luy escript, ensemble à Monseigneur le chancelier et à M. Forget, et faire entendre à sa Majesté comme depuis son départ de devant Chartres, il a esté en continuelle poursuite envers Monsieur le mareschal de Matignon, pour le faire acheminer de dessa pour la reprinse du chasteau de Doume, de quoy après infinies traverses, oppositions, longueurs, remises et despences, il seroit venu à bout et mis fin à ce négoce, estant à présent ledict chasteau en son pouvoir, soubz l'obéissance de sadicte Majesté.

Que le sieur de Vivans se voyant à présent deschargé d'un si pesant fardeau, se prévoyant pour l'advenir de dessa inutile, du moins sans occupation digne de luy, et comme se est de toujours son humeur d'estre ennemy d'oisiveté, et d'accourir aux plus grandes et sinhallées occasions, considérant que son séjour de dessa ne luy pouroit à present, rapporter tant de gloire que de se rendre

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 99.

(2) Antoine de Belzunce, 2^e fils de Jean de Belzunce, vicomte de Macaë, et de Catherine de Luxe, gouverneur de Puymiroi et maistre d'infanterie. Il fut tué au siège de Rouen en 1592. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans*).

auprès de sadicte Majesté, mesmes à ces nouveaulx subiectz qui se préparent, il a pensé en soy de faire ceste despèche exprès devers elle, à ce qu'il luy plaise avoir agréable que ledict sieur de Vivans l'alie trouver, estant tout prest et disposé, après le retour de ce porteur, de sy acheminer promptement, si sadicte Majesté le luy commande.

Et parce que ledict sieur de Vivans délibère d'estre auprès de sa Majesté tout autant de temps qu'il luy plaira l'avoir agréable, affin d'oster à soy mesme les moyens et les occasions qui le pourroient rappeler de dessa, il a pensé n'y avoir expédient plus propre à cella, que de se démettre de l'un de ses deux gouvernemens.

Que si sa Majesté a agréable, il se démettra du gouvernement de Doume.

Qu'il ne cognoist à présent sieur dans la province à qui ceste charge doibve estre remise plustost qu'à Monsieur d'Aubeterre pour des raisons toutes patentes et vulgaires ores qu'il en ayt, et dans l'armée et désir de tous serviteurs du roy qui l'accepteroient très volontiers et qui la désirent.

Sur quoy ledict sieur de Bêlzunce, après avoir représenté de vive voix ce dessus à sa Majesté, fera ce bien audict sieur de Vivans, de luy faire scavoir son intention et luy envoyer promptement sa response.

Si d'aventure le roy apportoit quelque difficulté à la susdicte démission et qu'il commandast expressément audict sieur de Vivans, et de le venir trouver et de se maintenir en sa charge et commettre en son absence quelcun pour conserver la place.

A cella sera respondu que ce sont deux très évidentes impossibilités, à l'une desquelles il fault se résoudre, ou de demeurer de dessa dans Doume sans avoir aultre occupation que de la garde de la place, ou s'en démettre pour, après, aller servir le roy en son armée. De demeurer dans Doume pendant que les aultres seroient employés à de plus beaux exploictz, se me seroit une cruelle prison, d'ailleurs aussi de s'acheminer de della et coumettre la place à la garde d'aultruitz, les inconvenieus du passé se représentent si souvent à luy, qu'il ne voudroit allant au della, y avoir employé homme du monde quant se seroit son propre fils.

D'ailleurs aussi l'importance de la place est telle, la garde si grande et les moyens de l'entretienement si petits, veu les réglemens que Monsieur le mareschal a faict, qu'il luy seroit très mal aisé à luy, voir du tout impossible de le pouvoir conserver.

D'autant qu'ayant sa Majesté ordonné l'entretienement de ladicte

garnison sur le baillage de Doume, sur le Sarladais et le surplus sur le Quercy, pour plus proche de ladicte garnison, au lieu d'y obéir, ledict sieur mareschal, pour complaire et gratifier à Messieurs de La Force, de Thémines, de Beynac et de Bruzolles (1), a eclipsé plus des deux tiers dudict bailliage, la plus grand part duquel a bailhé audict sieur de La Force, le Sarladais à M. de Beynat, les terres de Berbiguières à M. de Bruzolles et à Monsieur de Thémines tout ce qu'est du Quercy ; tellement que de deux cens soldats qu'il y a entretenus et qui sont nécessaires pour la conservation de la place, il ne reste pas de pays libre pour fournir à l'entretienement de vingt hommes.

Que s'il n'y est autrement pourveu, et que sa Majesté s'en face accroire, sans doute la place est en voye de perdition.

Que le sieur de Vivans juge ses forces et ses moyens trop foibles et trop petit pour suppléir à tant de deffaultz, que pour la conserver jusqu'à present contre les efforts des ennemys, ou pour remettre le chasteau en l'hobéissance de sa Majesté, il y a apporté non seulement tous ses moyens, mais aussi de ces amys qu'il a beaucoup incomodes, qu'à cest effect y a employé, sans fraude, plus de dix mil escus, oultre ce qu'il a despendu auparavant, pendant que les ennemys de sa Majesté ont demeuré devant ladicte ville lorsqu'ils prindrent le chasteau, où il dépensa encore plus de dix mil escus, et d'où il ne peult recevoir commodité, suyvant ce qu'il a pleu à sa Majesté ordonner, quelle instance qu'il en ay faicte envers ledict sieur mareschal et Messieurs les trésoriers généraulx à Bordeaux ; qu'il luy seroit, veu ce qui se passe et les traverses qu'on luy donne, du tout impossible, pour l'advenir, s'il ne volloit du tout succomber soubz le faix.

Que l'élection qu'il a faicte pour mettre en la place de la personne de Monsieur d'Aubeterre, luy semble la plus propre et la plus utile, car oultre ce que justement cella luy est deu, occasion de sa charge de sénéchal, encore son aulthorité pourra surmonter et les desfienses et les oppositions que les aultres font au préjudice de ladicte garnison et se pourra par ce moyen, mieulx et plus seurement maintenir en

(1) François de Coustin, seigneur de Bourzolles, vicomte de Carlux, baron de Berbières, conseiller du roi en ses conseils, capitaine de cinquante hommes d'armes, mari de Françoise de Caumont, dame de Berbières. « Je vous pryé bien fort, écrivait Henri IV à Vivans le 4 janvier 1584, ensemble le sieur de Boursolles » (*Lettres missives*, etc. t. 1^{er}, p. 423). (L'original de cette lettre est coté liasse 23, n° 61, dans les archives de La Verrie de Vivans).

son devoir, sans que ceste démission puisse justement apporter ne envye, ne émulation, ny division ou mescontentement aux aultres.

Du tout, ledict sieur de Belzunce donnera prompt advis, s'il luy plaict, audict sieur de Vivans (1).

Quoique cette pièce ne soit pas datée, on peut sûrement supposer qu'elle a été écrite avant le mois d'août 1591. En effet, le 26 août 1591, le roi ayant accepté sa proposition, de Vivans passa avec M. d'Aubeterre le traité qui suit :

Articles convenus entre M. d'Aubeterre et M. de Vivans, pour le gouvernement de la ville de Domme.

M. de Vivans désire, suyvant ce qu'il a faict entendre à Monsieur d'Aubeterre, tant par sa bouche que pour Monsieur de Lestang, en deux divers voyages qu'il est venu devers luy, de la part dudit sieur d'Aubeterre, que les articles accordés entre eulx, en date du sieisme aoust, soyent inviolablement observés sans y estre en rien altéré au contenu d'iceulx.

Et sur les nouvelles conventions entre lesditz sieurs proposées, à leur entrevue de Saint-Martial (2), pour l'effet d'icelles, Monsieur de Vivans déclare que soubz le bon plaisir du roy et sa Majesté l'ayant agréable, il remettra la ville de Domme entre les mains de Monsieur d'Aubeterre, moyennant le ramboursement entre eulx arresté de dix mil escus, que ledit sieur d'Aubeterre luy fera délivrer dans sa maison de Doyssac, dans le huitiesme jour d'octobre prochain, ou plus-tost si ladite somme luy est baillée et délivrée.

Comme de mesme, promet ledit sieur de Vivans audit sieur d'Aubeterre, de luy faire rendre le chasteau à Monsieur de Fayrac, moyennant qu'il luy donne la récompense qu'il luy a promise, soit dans ledit jour huitiesme octobre, ou plus-tost si la commodité dudit sieur le permet.

Que la pension pour six mois du ministre, sera payée par ledit sieur d'Aubeterre, dans huit jours, acconter d'aujourd'huy (3).

Comme aussy sera remboursé ledit sieur de Vivans dans ledit temps de huit jours, des fournitures et advences qu'il a faites depuis leur premier pourparler, tant en la ville, citadelle que chasteau, ensemble du payement qu'il a fait aux capitaines et souldatz de la garnison,

(1) Archives de la Verrie de Vivans, liasse 23, n° 23.

(2) Saint-Martial-de-Nabirat, commune du canton de Domme.

(3) C'est le 25 octobre 1588, que de Vivans installa à Domme le premier pasteur protestant ; il se nommait Bopoil.

acconter dudit jour 6 aoust, jusques au sixiesme septembre, qu'est un mois entier.

Que le recepveur que Monsieur d'Aubeterre commeterra à faire la recepte dans la ditte ville des deniers du roy, fera l'avance et entier payement aux capitaines et souldars de la garnison d'un mois entier, acconter dudit jour sixiesme septembre, jusques au huitiesme octobre qu'espire le temps que ledit sieur d'Aubeterre promettra payer les dix mil escus.

Et où ledit recepveur n'auroit des sommes pour faire ledit payement, ledit sieur de Vivans accorde suivant ce que verbalement il a promis audit sieur d'Aubeterre, dans faire prest audit recepveur, duquel mondit sieur d'Aubeterre s'obligera au remboursement.

Monsieur d'Aubeterre promettra aussy s'il luy plaist, suivant les premiers articles, que les tailles des terres de Chastelnau et Doysac (1) seront destinées pour l'entretienement de la garde dudit Doysac ou autrement, comme il plaira audit sieur de Vivans, de quoy ledit sieur d'Aubeterre le fera jouir tant que la guerre durera, et à cest effect, baillera respondans dans Bergerac.

Et où dans le temps susdit du huitiesme jour d'octobre, mondit sieur d'Aubeterre n'auroit entièrement satisfait aux conventions premières et présentes, ledit sieur de Vivans demeurera quitte et déchargé de ses promesses, sans que pour raison d'icelles, il en puisse, pour l'advenir estre recherché, le tout comme dit est, soubz le bon plaisir et intention du roy, ayant ledit sieur de Vivans envoyé, à cest effect, devers sa Maiesté, pour le luy faire entendre.

A l'effait de ce dessus, demeure ledit sieur de Vivans, ferme et du tout résolu, sans espoir d'autre modification, à quoy il plaira à Monsieur d'Aubeterre de se résouldre.

Fait le 26 aoust 1591.

AUBETERRE pour avoyr
accordé ce que dessus (2).

Les lettres écrites par M. d'Aubeterre à Geoffroy de Vivans, durant les négociations nécessitées par le traité qu'on

(1) Doissac, commune du canton de Belvès, ancien repaire noble, avec justice dans Doissac et dans Grives. A Doissac même, se trouvait le château habité par les de Vivans dès le XVI^e siècle; habitation somptueuse, édifiée en partie par Geoffroy de Vivans, dont nous pensons publier, avant peu, le plan d'élévation accompagné d'une notice.

(2) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 25.

vient de lire, ont été conservées ; nous allons les donner telles que nous les avons copiées sur les originaux (1).

1^{re} Lettre.

Monsieur,

Le mareschal vous prie de vous haster de venir vers luy, il est besoing qu'il parte aussy pour le service du roy : l'alarme est au camp ; nous avons advis que le comte de Soissons (2) est arrivé (à) Angoulême. J'ai dressé et signé les articles que nous arestames arsoyr, suivant vostre intention ; si j'ay obmis quelque chose, nous l'acomoderont, mais à mon advis que tout y est ; vous m'en enverrez, s'il vous plaict une copie signée de vous, et signerez ceste ci que vous garderez.

Je suis votre fidelle et inviolable serviteur.

AUDETERRE.

Aux Jonies (?) se 23 aoust.

2^e Lettre.

Seur les articles si devant proposés entre les sieur d'Aubeterre et de Vivant pour la remise de la ville de Domme entre les mains dudict sieur d'Aubeterre, le sieur d'Aubeterre consant que tous lesdicts articles sortent à leur effect, sans neulle exseption, sauf que pour les cinc mille escus qu'il ne peut fournir, à cause de la briefveté du terme, mais il en donnera trois mil cinc sans dans quatre jours à conter de la responce dudict sieur de Vivant, lesquels il dellivrera antre les mains d'un homme que ledict sieur de Vivant anvoyera à Aubeterre, et ledit sieur d'Aubeterre se charge derandre ledit homme, an toute seurté, avec ladite somme, dans Doume, dans Doyssac ou dans Belvès, dans autre quatre jours après, et pour le restant des quinze sans escus et des cinc mille que ledit sieur d'Aubeterre doit donner dans le second pacte, porté par lesdicts articles, qui font sis mil cinc sans escus, ledit sieur d'Aubeterre baillera suffisantes cautions, savoir : le sieur de Beauffort qui a vaillant sant mille escus et autres cautions dans Bourdeaux, dans Mucidan ou dans Aubeterre, et le sieur de Longua de Barrière pour sertifficateur, lesquels s'obligeront de payer ladite somme de sis mil cinc sans escus dans un mois,

(1) Ces lettres se trouvent dans les archives de La Verrie de Vivans, liasse 22, n° 2.

(2) Charles de Bourbon, comte de Soissons, prince de Condé, né en 1566, mort en 1612.

à paynes de tous despans, doumages et intérêts, et s'obligeront à cause de prest.

Si ledit sieur de Vivant veut prandre les quinze sans escus restants de la somme dudit premier pacte sur le passage de Caumont, Monsieur le mareschal lui en fera delivrer toutes assignations requises et Monsieur de Prugnes s'obligera, en son propre nom, de les faire valloir bonnes.

Monsieur, je vous envoie ce que dessus pour response à ce que Monsieur de Lestan m'a dit de votre part ; je désire infiniment de vous satisfaire et contanter de tout ce que je pourray, ayant la conservation, tant de votre amitié que Doume, ni les dix mille escus dont est question ; si vous et moy estions à Aubeterre, nous serions d'accord dans deux heures, à nostre contentement ; je suis certain que vous ne me demandés, après l'avoir bien pansé, que conditions possibles et raisonnables, et je vous les accorderay volontiers, si vous prenez la peine de venir jusques ici ; de vive voix nous résoudrons mieux toutes choses, je vous en supplie, et qui soyés dans trois heures après midi, je vous attendray jusques à seste heure là, ou jusques à quatre, sinon vous me trouverez au Jonies, où va loger demain Monsieur le mareschal. Si vous ne pouvez, d'aventure, venir du tout, envoyés quelqu'un avec charge, bien instruit de toutes vos intentions et qui marche plus avant, si nous tombons d'accord comme j'estime que nous ferons.

Je suis inviolablement, Monsieur,

Vostre bien obéissant amy à vous faire service.

AUBETERRE.

Aus Arques (?) se 2... à neuf heures du soir.

3^e Lettre.

Monsieur,

Il ne tiendra qu'à vous que vous n'ayés tous les contentements de Monsieur le mareschal que vous sauriés désirer, car il en est un très bonne volonté, mais je suis d'avis que le veniés trouver, estant chose qu'il désire fort, l'on expédiera tous vos affaires, à quoy je vous serviray de ce que je pourray. Je vous renvoie vos articles que j'ay sennés (signés), et ay gardé devers moy ceux qui sont sennés de vous. Je fais partir dès à présent un homme pour aller à Aubeterre, lequel de demain en huit jours rendra l'argent entre les mains de Loyseau

(1) à Bergerac, Dieu aydant, où vous me dites que vous vous contantiez qu'il soit ; il vous ressouvendra aussi que vous me promistes qu'avenant qu'il san fallut des dix mille escus, la somme que je vous aurois avancée, vous me donneriez un mois ou deux de terme pour se regard, comme aussi de me randre ladite avance, avenant que les choses ne s'exécutassent, comme il est très raysonnable. J'espère que nous nous verrons bientost, sepandant faictes assurez estat que, sans réservation, je suis à vostre service et demeureray,

Vostre très humble à vous fayre service.

AUBETERRE.

Je feray aller le recepveur à Domme au plustost qu'il se pourra ; je vous supplie envoyer ici l'homme qui va à la court, parce qu'il est besoing que j'escrive par luy.

4^e Lettre.

J'ay se matin faict responce à vostre seconde letre, à présent se porteur m'a randu la première avec selle que vous escrit le consseul de Belvès ; vous avés usé fort à propos de luy avoyr escrit et estimé que vostre letre aura eu telle efficace que seste place se conservera (2) ; je vous ay mandé bien au lonc toutes nouvelles, qui me gardera

(1) Guillaume Loyseau, natif de Bergerac, chirurgien renommé qui sauva Geoffroy de Vivans, dangereusement blessé à la bataille de Coutras. Il soigna aussi Henri IV d'une carnosité, occasionnée par une gonorrhée de huit ans, et le guérit. Voici la copie d'une lettre que lui écrivait le Béarnais : « Loiseau. je vous faisce mot pour vous dire que vous ne fassiez faute de vous rendre auprès de moy, au tems que vous mande M. de La Rivière, d'autant que j'aurai besoin en ce temps là de vostre service. M'assurant que n'y ferés faute, prierai Dieu, Loyseau, qu'il vous aye en sa garde.

• HENRY •.

Ce M. de La Rivière avait écrit à Loyseau la lettre suivante :

« Monsieur Loyseau,

» Ne faites faute de vous randre ici à la fin de juin, d'autant qu'il est besoin de commencer la cure de la maladie du roy ; lequel m'a commandé de vous escrire exprès de venir, n'ayant loisir d'attendre au mois de septembre, d'autant que le mal presse. N'oubliez rien de ce que vous conoitrés estre propre pour la carnosité, et songés à lui demander quelque chose, car il vous le donera ».

(2) Belvès, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarlat, ville fortifiée ayant joué un rôle très actif durant l'occupation du pays par les Anglais, ou pendant les guerres religieuses. Notre distingué et érudit confrère M. A. Vigie a publié dans notre *Bulletin* une remarquable histoire de cette ville et de la châ-tellenie.

de vous faire long discours, seulement je vous supplieray de vous assurer qu'il n'a tenu à moy que n'ayés eu la somme que j'avois promis d'avancer, laquelle feut partie à Bergerac, mais vostre homme M. Loyseau ne si trouver, et depuis j'atandois de m'acheminer, de jour à autre, et feusse de delà il i a longtemps, sans Monsieur le mareschal; enfin quoy que j'aye peu fayre, je n'ay peu trouver jusques asteure la somme antière qui a esté acceptée antre nous, car tout estant infiniment rare par deçà; pour une moytié et davantage je la puis fayre, et le reste de telles assurances que vous sauriés raysonnablement demander. Je me feusse peu estandre plus avant, mais il m'a fallu, de nécessité, fournir trois mille escus que j'avois promis à des capitaynes, pour faire des chevaus légiers et des jans de pied, et me remettre an esquipage de chevaus, presque tous les miens m'estant morts à se dernier voyage. Vous jugerés s'il vous viendra à propos de recevoyr se que dessus, et quelles conditions vous voudrés fayre pour le restant, et à nostre première veue qui ne peut guere tarder, au plustost m'an resoudre et après que, quoy qu'il en soit, je seray tousjours antièrement à vostre service, mais s'est sans réservation, me remestant du surplus à ma précédante. Je vous bayseray les mains et demeureray,

Vostre plus humble à vous faire service.

AUBETERRE.

De Mucidan se dernier septembre.

5^e Lettre.

J'ay dit à Monsieur de Doissac, ainsin qu'il vous a faict antandre ce que je pouvois assurément vous prometre, si je puis mieux vous le saurés incontinant, et, en se cas ni aura aucun retardement, se je ne vous mande rien, je n'auray peu d'avantage que se qui est desjà dit. J'espère voyr dans peu Monsieur le mareschal et feray retirer vos papiers; il ne tiendra point à moy que tout ne se parachève, au moins ni aura-il neulle faute de bonne volonté. Je suis bien marri de la prinse de Puy-Laroque (1), il est vray que la perte des ennemis vaut bien leur gain; Monpesac et tout ce qu'ils ont de forces, tant au Limousin que Périgord sont vers Thiviers (2), et disent que s'est pour aller joindre le marquis (?); si vous aprenés qu'il approche, je

(1) Dans la commune de Lalinde, il y a un village de ce nom.

(2) Chef-lieu de canton, arrondissement de Nontron (Dordogne).

vous supplierai m'en donner advis, et vous asseurer que je ne manqueray jamais de vous estre,

Vostre bien humble à vous fayre service.

AUBETERRE.

De Mucidan ce 13 octobre.

6^e Lettre.

Monsieur,

Je vous envoie une lettre de Monsieur le mareschal, vous verrés la prière qu'il vous faict, à laquelle j'ajouteray la miene bien humble de nous vouloyr assister de tout se que vous pourrés ; outre le général il y va de mon particullier. J'auroy un extreme playsir de vous voyr ; faictes tousjours estat certain de mon affectionné service et que je demeureray jusques à la fin,

Vostre bien humble à vous fayre service.

AUBETERRE.

A Eymet se dimanche 21^{me} octobre.

7^e Lettre.

Monsieur,

J'ay esté fort ayse d'antandre de vos nouvelles, tout nostre faict est en bon ordre et ne désire rien à affectionémant que de nous voyr tous ansemble en besougne. L'homme duquel vous me parlés a remis son voyage au huictiesme du prochain. Dieu veuille qu'il ni manque pas, car se seroit nous achever de rhuynier ; ses remises sont cause que nous temporisons Monsieur de La Force et moy, d'assembler nos jans de cheval, de crainte de les fatiguer, et depuis la levée du siège de Saint-Yries (1), avions eslargi au loing nos jans de pied, pour les fayre plus commodément vivre an atendant le randés-vous ; seur sela, les ennemis se sont mis en campagne et ont prins et brullé les maysons de La Feuillade, Rossignol et La Coste, et sont venus assiéger Saint-Germain où ils sont ancores ; seux de dedans se desfandent fort résolument ; je me suis soudain randu ici pour les secourir, et n'atant que l'arrivée de mon infanterie que j'estime que sera

(1) Sous-préfecture (Haute-Vienne) ; est situé sur la rive gauche de la Loue, à quarante kil. de Limoges. Cette petite ville a conservé quelques traces de ses anciens remparts, et la Tour-du-Plot, ancien reste de ses fortifications, quidate du ^x^e siècle ; son église, romane par son clocher et la partie occidentale de sa nef, et gothique par l'abside de son chœur, est classée parmi les monuments historiques.

aujourd'huy, et que dans demain Monsieur de La Force et moy yrons à eux, lequel j'atant à se soir ou le matin. Les ennemis m'ayant seu an se lieu ont retenu leurs pièces à Saint-Hastier (1) où il y a trois jours qu'ils temporisent à les mener dehors, mais sepandant ils sont logés au pied de nostre fort et sapent tant qu'ils pouvent ; je ne viens que d'arriver de les voyr et de raffraichir le courage aus nostres ; eux n'ont jamais sorti du bourg où ils peuvent estre cinc sans arquebusiers et soyssante chevaus, et leur logis bien retranché de longue main. J'envoyeray dès demain vers nostre homme ; escusés moy, je ne say que je vous mande, les yeux me tombent d'envie de dormir, ayant esté despuis hier au soir à cheval. Asseurés vous de l'affection que j'ay de vous faire service. Monsieur de La Force et moy avons resoleu de fayre si l'autre ne faict ; vous serés adverti du tout, vous baylant le présent avis, resoleu à vous fayre service.

AUBETERRE.

De Mucidan se jeudi.

Comme on le voit par les lettres qui précèdent, c'est M. d'Aubeterre qui, pour la cession de la place de Domme, servit d'intermédiaire entre MM. de Thémines et de Vivans. C'est le 10 janvier 1592, que cette cession fut faite d'une manière définitive.

Durant l'occupation de Domme par les huguenots, M. de Thémines ayant à se plaindre des courses faites sur ses propriétés par quelques soldats de la garnison, écrivit en ces termes à Jacques de Courcillon, seigneur de Dangeau, capitaine protestant :

Monsieur Daniau,

Estant arrivé hier céans, je trouve une lettre de Monsieur de Turène ; j'é déia satisfait à ce qui m'étoit mandé et vous fut envoyé la décharge. Je ne puis vous en dyre autre chose que je n'aye nouvelles de monsieur le mareschal, et trouvent fort étranges les courses que ceux de Doume ont faites contre les bons serviteurs du roy, m'an resenlant à moun particulier, pour m'avoyr esté pris du bétail qu'y m'appartenoit, et ay juste ocasion de me plaindre de ce qu'on court contre mon gouvernement, et atandant de vous le fère entendre plus

(1) Chef-lieu de canton, arrondissement de Périgueux, ville close.

particulièrement par quelqu'un des miens, je vous aseurre que je suis,

Vostre affectionné et parfet amy.

THÉMINES.

Depuis la presante escripte, sont veneus des peisans de Liobart qui se plainient de quelques charges de bled que ceulx de vostre garnison en ont aporté este nuict passé ; je vous prie le leur dire, car le bled est à moy (1).

Six jours après la cession de la place de Domme, le maréchal de Matignon écrivait en ces termes à M. de Thémynes :

Monsieur,

J'ay receu vostre lettre du x^e de ce mois, estant bien aise que soiez demeuré d'accord avec Monsieur de Vivans pour le faict de Domme et m'asseure que le roy l'aura agréable, ne pouvant tomber en main de personne que y serve avec plus de fidellité et affection sa Majesté que vous ferez, comme je lui ay desia faict entendre sur la précédente dépesche que m'on aviez faict. Je vous envoie le consentement que je vous y puis donner, et vous prie croire que je favoriseray cest affaire en tout ce qu'il me sera possible, tant pour vostre respect que de celluy dudict sieur de Vivans, et me trouverez, tous deux, tousiours disposé pour vous servir en toutes occasions. Je receus samedy, nuict dernière, ung advertissement certain que le marquis de Villars dessendoit à Marmande pour exécuter une entreprinse, le dimanche nuict en suivant, sur la ville de Saint-Macaire (2), par l'intelligence du sieur de Carbonière, gouverneur du chasteau. Je y fis soudain acheminer La Roche et le sieur de Gignan, qui se présentèrent le dimanche soir à la porte de la ville, où ledict gouverneur luy refusa l'entrée et mesmes le logis dans le faulbourg, et se retira à demye lieue ; et je me rendis le mesme jour à une lieue près, avec M. de Favas (3) et les lansquenetz. Les habitans ayant descouvert le desseing

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 22, n° 37.

(2) Chef-lieu de canton (Gironde), sur la rive droite de la Garonne.

(3) Jean II de Fabas ou Favas, seigneur de Castetz-en-Dorthe, d'abord fervent catholique, puis non moins servent huguenot. Henri IV lui confia en 1588 les commandements du Haut-Albret, du Condomois et du Bazadois, et, monté sur le trône, le confirma dans ses charges. Gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et maréchal des camps et armées de sa Majesté, il résigna par acte notarié le 7 octobre 1610 « l'estat de gouverneur

dudict gouverneur qui s'estoyt emparé d'une maison près la porte de leur ville, s'assemblèrent et le contraignirent de quicter et se sauver par dessus les thuiles dans ledict chasteau. Ayant adverty soudain ledict La Roche qui s'y rendit incontinent à leur secours et moy le lundy matin, ledict sieur de Carbonières (ou de Carbonieux) a esté tiré dudit chasteau où j'ay laissé de mes gardes et quelques soldatz dans la ville, laquelle est maintenant bien assurée pour le service du roy. Je m'en suis venu en ce lieu pour veoir Messieurs d'Aubeterre et de La Force, et m'en retourne demain à Villandraux (1) pour pourvoir à la garde du blocus que je y fais faire, me recommandant bien affectueusement à vos bonnes grâces, je prie Dieu vous donner,

Monsieur, en santé, bonne et longue vye.

De... ce XVI^e janvier 1592.

Vostre obéyssant et plus parfait amy,

MATIGNON.

Je m'opposeray à vostre marché, si, pour le vin d'ycelluy vous ne me prestez vostre tiercellet (2) jusqu'à caresme prenant.

Le montant des frais faits par de Vivans pour le siège ou la défense de Domme s'élevait à la somme de dix-huit mille écus ; après vérification faite par ordre du roi par le maréchal de Matignon, cette somme fut réduite à six mille écus, c'est-à-dire, diminuée des deux tiers ; Henri IV, peu reconnaissant, la réduisit encore de deux mille écus, ce qui équivalait à la ruine complète de Geoffroy. Indigné, ce dernier protesta de toutes ses forces contre un tel règlement.

Voici sa protestation :

Sire,

Et nos seigneurs de son Conseil.

Le sieur de Vivans, capitaine de cinquante hommes d'armes de voz ordonnances, vous remonstre très-humblement que, dès le XXIII^e

de la ville et chasteau de Casteljaloux et du duché d'Albret, en faveur de Jean, son fils » et mourut dans son château de Castetz, entre le 25 août et le 4 décembre 1618. Ses mémoires ont été publiés dans la collection des Bibliophiles de Guyenne, par M. J. Delpit. (*Faits d'armes de Geoffroy de Vivans.*)

(1) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bazas (Gironde).

(2) Tiercelet, nom donné au mâle des oiseaux de proie et particulièrement à l'autour mâle, parce que ces mâles sont d'environ un tiers moins grands et moins forts que les femelles.

jour de decembre 1590, il vous auroiet présenté requeste affin d'estre remboursé des fraiz et despences par luy faictz, tant en achaptz de vivres et munitions, que solde et entretenement des gens de guerre requis et nécessaires pour la conservation en vostre obeysance, de vostre ville et chasteau de Doume en Périgort, lorsqu'elle fut assiégée par vos ennemis et rebelles, laquelle requeste vostre Majesté auroit renvoyé par devers le sieur de Matignon, mareschal de France et vostre lieutenant-général en Guienne, pour, en sa présance, faire procéder à la vérification desdictz fraiz et despences, par les président et trésoriers généraulx de France à Bourdeaux, et sur ce donner advis à vostre Magesté ; et combien que lesdictz frais se trouvent monter et revenir à XVIII^m escus ou environ, comme appert par le cayer et déclaration d'iceulx, par le menu remis à ceste fin par le suppliant par devers ledict sieur mareschal de Matignon et lesdictz président et trésoriers de France, ce néanlmoings, au lieu d'y avoir esgard, de luy faire droict sur iceulx, il luy ont retranché les deux tiers de ladicte somme de XVIII^m escus et l'ont réduite et modérée à la somme de six mil escuz, ainsi qu'apert par l'advis sur ce donné et aultres pièces y attachées, chose que sy avoiet lieu se seroit la ruyne totale du suppliant, et luy oster tous moyens de se pouvoir acquitter envers ceulx ausquels luy et tous les siens demeurent obligés et engaigés. A ceste cause, Sire, et qu'il ne seroit soubz correction raisonnable que ledict suppliant encoureust aucune ruyne, perte et doumaige pour vostre service, il plaira à vostre Majesté, non obstant et sans avoir esgard aux advis et attendu que lesdictz fraiz ont esté bien et loyalement par luy faictz, ordonner qu'il sera entièrement payé et ranboursé d'iceulx, ou à tout le moins des deux tiers montant, et revenant à la somme de douze mil escus, et ce sur les plus clairs deniers provenans, en la presant année, des daymes de la Généralité de Bourdeaux, et il continuera à prier Dieu pour la prospérité et santé de vostre Majesté.

VIVANS.

Au dessous de cette supplique est écrit :

M. de Bussy, après avoir veu l'adviz, tant du sieur de Matignon que des trésoriers de France, sa Majesté a acordé audict sieur de Vivans, la somme de IIII^m escus pour tout ce qu'il demande, pour estre payé de ladicte somme sur les deniers de la recepte générale de Guyenne, en la presant année.

Donné au camp de Rouen le 2 avril 1592 (1).

(1, Archives de La Verrie de Vivans, liasse 23, n° 26.

Geoffroy de Vivans entraîné par sa bravoure habituelle, « ennemi de toute oisiveté », alla rejoindre le maréchal de Matignon au siège de Villandraut. C'est là, que le 19 août 1592, en allant reconnaître les travaux faits par l'ennemi, il fut frappé d'un coup de mousquet ; trois jours après, sans avoir, malgré ses souffrances, cessé de prier Dieu, ce héros rendait le dernier soupir.

A la nouvelle de cette mort, le roi Henri IV écrivit comme suit à son fils Jean de Vivans :

Monsieur de Vivans,

J'ay entendu avec beaucoup de desplaisir la mort du feu sieur de Vivans, vostre père, pour la perte que j'y ay faicte d'un très bon et très fidèle serviteur, comme sa fin en a encore rendu très asseurée preuve et confirmation, de ce qu'il avoit de si long temps faict cognoistre de la valeur et de l'affection qu'il avoit à mon service. Je le plains aussy grandement, pour l'amour de vous, à qui la perte touche plus avant que nul aultre ; mais l'honneur dont il a accompagné toutes ses actions jusques au dernier soupir de sa vie, vous demeure pour consolation, avec l'assurance que vous pouvés avoir, de retrouver en moy la mesme faveur et bonne volonté que je luy portois pour ses mérites, comme j'espère que vous serés héritier de sa vertu et fidélité, pour en rendre très bons effects en ce qui sera de mon service, suivant l'instruction et exemple qu'il vous en a donné, aussy que durant sa vie vous avés desjà faict cognoistre, par expériences, en plusieurs bonnes occasions, le vouloir en cela imiter : et pour vous donner moyen de faire plus honorablement valoir ceste bonne volonté, je vous ay volontiers accordé la compagnie de gens d'armes de feu vostre père, ensemble la charge et gouvernement de Caumont et des aultres places de la maison dudict Caumont, où il avoit commandement, et à vostre frère (1) la compagnie destinée pour la garde de la ville dudict Caumont, qui estoit sous vostre nom, ayant du tout fait

(1) Henri de Vivans, frère puiné de Jean. Un autre frère nommé Bernard, mourut à Ostende à l'âge de dix-huit ans. Avant son départ, le 8 juin 1603, il fit son testament en présence de noble Antoine du Lion, de Tréniac, d'Antoine de Courtilz sieur de Bois-Jolly, Jehan de Bonnal, Rieu François d'Aspremont sieur de la Taillade, Pierre Pechmeja et Jehan Lixandre ; son légataire universel était Jean son frère aîné. Ce testament figure dans la liasse I^{re} n° 27 des archives de la maison de La Verrie de Vivans.

faire et baillé à vostre homme les expéditions nécessaires pour le vous porter, avec ordonnance, ainsy que pour vous faire employer en l'estat de l'extraordinaire de mes guerres, aussy et en la mesme qualité et appointement que vostre dict père estoit. Sur ce, je prie Dieu, Monsieur de Vivans, qu'il vous ayt en sa saincte garde.

Escript à Saint-Denys le XXVIII^e octobre 1592.

HENRY.

Une famille n'a-t-elle pas le droit de s'enorgueillir d'une lettre semblable, à l'égal de ses titres de noblesse les plus précieux ?

Jean de Vivans succède donc aux charges de son père, comme lui il est capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, gouverneur de Caumont, Tournon, Domme et Saint-Céré ; il reçut le collier de Saint-Michel et le titre de conseiller du roi. En haute estime chez les huguenots, Jean de Vivans fut plusieurs fois député aux assemblées des églises ; après le meurtre d'Henri IV, c'est encore lui qui est désigné par l'assemblée des églises tenue à Bergerac, pour aller vers le roi Louis XIII et « pour le condouloir d'un sy désastreux paricide et réitérer à Sa Majesté leur très fidèle service ».

Geoffroy de Vivans mourut sans s'être vu rembourser les sommes avancées par lui en la ville de Domme. Son fils à son tour revendiqua ce remboursement, et, en 1602, il n'avait encore rien pu obtenir des trésoriers de France malgré les ordres formels d'Henri IV.

Le 10 novembre 1595, le roi écrivait, en faveur de Jean de Vivans, la lettre de jussion (1) que nous reproduisons ci-dessous :

Henry, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, à nos améz et féaux conseillers les présidens et trésoriers généraux de France, au bureau de nos finances estably à Bordeaux, Salut. Comme par nos lettres patentes du neufiesme de janvier, nous vous ayons mandé faire payer le sieur de Vivans, cappitaine de cinquante hom-

(1) (Du latin *jussio*, ordre). On appelait autrefois *lettres de jussion*, des lettres scellées, adressées par le roi au Parlement pour lui enjoindre de faire quelque chose qu'il avait refusé de faire.

mes d'armes de nos ordonnances et gouverneur de Caumont, sur les deniers ordinaires et extraordinaires de nostre recepte générale dudict Bourdeaux, et mesmes sur ceulx de l'imposition qui se levent audict Caumont, de la somme de quatre mil escus, de laquelle nous aurions, par nos lettres du second jour d'avril, mil V^e IIII^{xx} douze, et autres données en conséquence d'icelle, fait assigner le feu sieur de Vivans, son père, sur nostre recepte générale, pour les vivres et munitions de guerre fournis et avancés pour la conservation de la ville de Domme en nostre obéissance, lorsque nos ennemis l'avoient assiégée et surprins le chasteau, dont il n'a peu jusques à présent estre payé, quelque poursuite et dilligence qu'il aye peu faire, tant par devant nous que envers nos receveurs généraulx de ladite Généralité, ayant esté condamné et contrainct d'en faire le payement à ceulx qui en auroient fait les avances, comme en estant responsable, oultre beaucoup de fraitz et despences qu'il luy a convenu faire ausdictes poursuites, et vous ayant présenté mesdictes lettres, vous auriez ordonné qu'il seroit payé de ladite somme sur les deniers extraordinaires entrans en nostre dicte recepte générale et non sur ladite imposition de Caumont, que est directement contrevenir à nostre intention portée par nostre lettre patente, au moyen de quoy, il nous a très-humblement requis et supplié luy vouloir sur ce pourvoir. A ces causes et attendu la nature de son debt qui est de soy favorable comme estant pour fraitz avancez pour le bien de nostre service et conservation de la dicte ville de Domme en nostre obéissance, par ledict feu sieur de Vivans son père, depuis tué pour nostre service, et que ladite imposition de Caumont avoit esté expressement establie pour l'entretienement de la garnison dudit lieu, Voulons, vous mandons et expressement enjoignons par ces présentes, qui vous serviront de première, seconde et toute autre jussion que scauriez attendre de nous en cest endroit, que suivant et conformément à nos dictes lettres du neufiesme janvier dont coppie est cy-attachée soubz le contre scel de nostre Chancellerie, que vous ayez à faire jouir ledict sieur de Vivant, de l'effect et contenu d'icelles, selon leur forme et teneur, et que, suivant icelles, il soit payé de ladite somme de quatre mil escus sur les deniers provenant de ladite imposition de Caumont, sans que les deniers de ladite levée puissent estre divertis ny employez ailleurs, nonobstant quelconques lettres qui pourroient avoir esté obtenues à ce contraires, ausquelles et à la derogatoire de la derogatoire d'icelles nous avons, pour ceste fois seulement et sans tirer à conséquence, desrogé et desrogeons par ces présentes, car tel est nostre plaisir.

Donné à Paris le X^e jour de novembre, l'an de grace mil cinq cens quatre vingtz quinze et de nostre règne le septiesme.

Par le roy en son Conseil :

FAGET. (1)

Le sceau de cette pièce a été enlevé.

A son tour, Jean de Vivans adresse aux présidents et trésoriers généraux de France cette supplique :

A Messieurs les présidens et trésoriers généraulx de France en Guyenne.

Suplie humblement le sieur de Vivans, cappitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du roy, disant que dès le second avril 1592, sur l'advis par nous donné au roi des fraix et fournitures faitz et exposés par le feu sieur de Vivans, père du suppliant, à la conservation de la ville de Domme, sa Majesté luy auroit accordé la somme de quatre mil escus sol, laquelle il vous auroit mandé faire payer par celluy de Messieurs les receveurs généraulx de ses finances en Guienne qui seroit en charge, à quoy Monsieur le trésorier de l'espargne auroit presté son consentement, et, despuis par ses lettres patantes des neufiesme janvier et dixiesme novembre 1595, sa dicte Majesté auroit ordonné ladicte somme estre payée des deniers tant ordinaires que extraordinaires de sadicte recepte générale, et, mesmes de ceulx de l'imposition quy se lève à Caumont, sans qu'ils puissent estre divertis ny employés ailleurs, lesquelles lettres auroient par vous esté vérifiées, et néantmoins le suppliant n'a peu estre payé, quelque poursuite qu'il en aye peu fère. Ce considéré et le long temps qu'il y a de ladicte assignation et que la despence qu'il luy a convenu fère monte presque aultant que le principal, et que sa Majesté a offerte lesdicts deniers de l'imposition de Caumont au payement du suppliant, comme il apert par les pièces cy-attachées, il vous plaise, de vos graces ordonner que suivant et conformément ausdictes lettres patantes des neufiesme janvier et dixiesme novembre 1595, ledict suppliant sera payé de ladicte somme de III^m. l. des deniers de ladicte imposition, à mesure qu'ilz se leveront, sans qu'ilz puissent estre divertis ny employés ailleurs, et qu'à ce fère le receveur d'icelle y sera contrainct par toutes voyes deues et raisonnables et comme pour les propres deniers et affaires du roy et ferez bien.

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 13.



Gaufrier du château de Bayac

Au bas de cette pièce on trouve l'annotation qui suit :

La présente requeste sera monstrée et signifiée aux fermiers desdicts revenus pour eulx oyir et, veue leur responce estre ordonné ce qu'il appartiendra.

Faict à Bordeaux, bureau des finances, en Guienne, le XV^e octobre M. V^e IIII^{xx} XVIII.

Suivent trois signatures illisibles.

Si certains personnages s'enrichirent en servant le Béarnais devenu, en 1589, roi de France, ce ne fut pas Geoffroy de Vivans ; il ne put jamais se faire rembourser ce qu'il avait dépensé pour le service de son roi, et il ne lui resta que la gloire d'avoir toujours servi la même cause, avec un admirable dévouement et une bravoure à toute épreuve : ses descendants ont le droit d'en être fiers.

GUSTAVE CHARRIER.

*Conservateur des Archives municipales
de la ville de Bergerac.*

LE FER A GAUFRES DE BAYAC.

Le marquis de Losse, a bien voulu faire photographier, à notre intention, un fer à gaufres très curieux, qui depuis un temps immémorial est au château de Bayac.

Je le crois du commencement du xvii^e siècle. Particularité à signaler, c'est avec lui et depuis qu'il existe, que sont fabriquées les gaufres qui font l'ornement essentiel de tous les repas de noce, de baptême ou de naissance, qui se donnent dans la région et bien plus loin que les limites de la commune de Bayac.

Il est même rare, qu'il se trouve chez son véritable possesseur, le fer court dans les métairies, au hasard des festins, et il rentre quand il le peut, mais il rentre ! Tout cela est à l'honneur de notre pays et du bienveillant châtelain de Bayac qui a su conserver les habitudes de courtoisie et de bon voisinage de sa race.

Aussi, l'histoire de ce fer gyrovague et antique m'a-t-elle intéressé et j'ai cherché à savoir d'où venait cette vogue.

L'élégance du dessin gravé sur les plaques suffirait à l'expliquer, mais, j'ai appris aussi, que les gaufres ornées étaient jadis de *cérémonie*. Le *Dictionnaire de l'ameublement et de la décoration* depuis le *xiii^e* siècle, de M. Henri Havard, ne laisse aucun doute à ce sujet. « L'art, nous dit-il, ne dédaigna pas ces modestes objets et l'on a des fers à gaufres qui sont de véritables objets d'art. » Depuis le *xiv^e* siècle, ces ustensiles, dont le prix paraît très élevé, figurent dans les inventaires des maisons royales et des grandes habitations seigneuriales de France.

Leur invention est attribuée aux Flamands. Ce qu'il y a de certain, c'est que les plus beaux spécimens de fers à gaufres connus viennent du Brabant ou des Flandres.

Précisément, celui qui nous occupe, est monté et gravé pour faire des gaufres, dites à la Flamande.

Ces gâteaux légers et sucrés sont carrés, mais plus longs que larges et la gravure du fer est telle qu'elle s'incrute fortement dans leur pâte.

Le *Cannameliste Français* (1) du sieur Gilliers, chef d'office du roi Stanislas, ouvrage rare, imprimé à Nancy en 1752, s'étend sur la fabrication des gaufres, qu'il divise en gaufres à la Flamande, et gaufres à la Française, et ce sont les premières qu'il met au rang d'honneur.

C'est là, je crois, qu'est l'explication de la popularité du fer de Bayac.

Le modèle du fer est lourd, l'ouvrier qui le confectionna voulait le faire solide, il a pleinement réussi du reste !

En revanche le dessin des plaques est très gracieux et très original.

L'une d'elles est armoriée ; elle porte un écu écartelé, sommé d'une couronne mal exécutée et accosté de deux palmettes ; il est posé sur un champ guilloché et placé entre deux demi-

(1) *Cannameliste* (sic) préparateur de gâteaux sucrés et de pièces montées, doit venir de *Canamelle*, nom générique de la canne à sucre d'après l'Académie Française.

tables d'échiquier. Chacun des rectangles contient, en effet, trente deux carrés ornés de fleurettes, ce qui donne soixante-quatre cases comme pour une table d'échiquier. Je ne crois pas que cette combinaison soit due au hasard.

L'identification des armes aurait été intéressante ; mais elle n'est très réellement possible que pour le 1^{er} quartier qui est aux armes des de Losse, neuf étoiles posées 3. 3. 3. comme les portait la branche de Bayac ; l'autre branche, depuis longtemps éteinte, les portait 4. 3. 2. ou 3. 3. 2 et 1.

Dans cette description il ne faut pas s'occuper des émaux, ce genre de gravure ne permet pas de les figurer.

Le 4^e quartier ne porte pas des bandes, comme on pourrait le croire à première vue : ce sont des fasces et il y en a cinq, comme dans le blason des Beynac (des quatre barons du Périgord).

Les 2^e et 3^e quartiers portent un croissant, accompagné en chef et en pointe d'une pièce qui peut-être une étoile ou une croisette ; le champ a pu être semé de pièces identiques ; mais l'usure du fer ne permet pas de l'affirmer.

Ce déchiffrement héraldique, quelque imparfait qu'il soit, n'est pas sans intérêt.

D'après l'*Armorial du Périgord*, les Beynac ont eu la seigneurie de Bayac, c'est alors avant les de Losse ; car ces derniers, qui y sont venus par mariage, ne l'ont pas quitté depuis.

Enfin, les croissants, accompagnés des 2^e et 3^e quartiers, se trouvent au *coupé* des armes des Cannolle, du Sarladais, qui eux, toujours d'après M. de Froidefond, furent co-seigneurs de Beynac, par mariage sans doute et temporairement.

Il est donc bien possible que, pour obtenir un écartelé, le graveur qui manquait aussi de place, ait divisé en deux le coupé des Cannolle, et que l'écu, reproduit sur le fer, garde le souvenir d'une alliance, de Losse, Beynac, Cannolle, familles voisines du reste.

L'autre plaque, d'un dessin très-soigné, se compose de quatre triangles, affrontés deux à deux par leurs sommets. Deux légers filets en croix de Saint-André donnent la division.

Le dessin très artistique des cases diffère suivant que les triangles sont opposés ou non.

Deux des divisions figurent un semis de fleurs de lys ; les deux autres semblent être un semis de roses ? L'usure du fer, près de la charnière, empêche de distinguer nettement.

L'ensemble de l'ornement a de la grâce ; il est bien disposé, la gravure en est plus soignée qu'on ne le suppose d'abord, et nous devons reconnaître que cette œuvre modeste fait honneur au goût de l'ouvrier inconnu et probablement Périgourdin, qui en fut l'auteur.

ALBÉRIC DE BÉLER.



COMMISSION DU ROI LOUIS XIII

AU CAPITAINE DE SIZEAULT.

(22 SEPTEMBRE 1628).

I.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à nostre cher et bien aimé le capitaine Sizeau, exempt d'une compagnie de nos Guardes du corps soubz la charge du sieur comte de Travers, salut.

Sur les advis quy nous ont esté donnés par nostre très cher et bien aymé cousin le duc d'Epéron, gouverneur et notre lieutenant-général en Guiene, des pratiques et menées quy se font entre nostre service et nostre province par aucuns de nos subjects de la Religion prétendue reformée, lesquels s'assamblent es maisons et chasteaux de Lanquay, Limeuil, Badefou, et en celles des sieurs de Brezols, de Benac et autres, et que les principaulx instruments et autheurs des dites factions et menées se sont retirés et refugiés en aucunes des dites maisons, à quoy voulant pourvoir et empescher les inconvenients quy pourroient arriver de samblables entreprises. A ceste cause nous vous avons commis et ordonné, commettons et ordonnons par ces présentes signées de nostre main, pour vous transporter avec dix archers de nos guardes en la plus grande diligence que faire se pourra en nostre province, au lieu où sera nostre cousin le duc d'Epéron, pour selon l'ordre qu'il vous donnera faire commandement de nostre part à ceulx quy sont dans les mayzons et chasteaux de Lan-

quay, Limeuil et Badefou, comme aussy en celles des dicts sieurs de Brezols, de Beynac et aultres, où se font semblables assemblées, de vous les remettre entre les mains pour en prendre la garde et y establir en chascune d'icelles ung des dits archers pour la conserver en nostre nom et soubz nostre obéyssance, mesme quelque nombre de soldatz selon qu'il sera jugé nécessaire par nostre cousin pour y demeurer jusques à ce que par nous en ait été aultrement ordonné, voulant en outre que vous informiez bien et dument des dites assemblées, pratiques et menées, quy se font es dites maisons et chasteaux contre nostre service, faisant appréhender sy faire ce peut, sy ça na esté faict, les auteurs et coupables d'icelles pour les remettre entre les mains de la justice, affin que le procès leur soiet faict et parfaict selon la rigueur de nos édicts et déclarations, et pour ce faire vous donnons pouvoir, commission et mandement spécial par ces présentes, pour l'exécution des quelles mandons à nostre cousin le duc d'Espernon vous donner toute l'assistance et main forte dont vous pourrez avoir besoin, en sorte que l'obéyssance nous soit randue et à tous noz officiers et subjects et que vous ce faisant soit obeï, car tel est nostre plaisir.

Donné au camp devant La Rochelle, le vingt-deuziesme de septembre, l'an de grâce mil six cent vingt et huict et de nostre règne le dix neufiesme.

Au dos : Commission du Roy baillée à Monsieur de Cizeaux exant des Guardes du Roy 1618 [pour 1628].

II.

INSTRUCTION donnée par Monseigneur le duc d'Espernon au sieur de Sizeault, exempt des Gardes du corps du Roy, envoyé par icelle en ceste province, pour s'assurer de quelques maisons et chasteaux situés dans le Perrigort et les placer soubz la main de sa Majesté.

Le dict sieur de Sizeault partant dicy s'en yra à Bergerac où il trouvera le sieur de Bachor (?) commandant pour le service du Roy en l'absence de mon dict seigneur dans la dite place et luy randra une lettre de mon dict seigneur, par laquelle luy ordonne d'assister le dict sieur de Sizeault de tout ce qu'il aura besoingt de luy pour l'exécution des volontés [divers ordres] de sa Majesté et de sa commission.

De là il prandra le chemin de Badeffol, s'adressera à la personne du lieu pour luy faire entendre les commandements qu'il a de sa Majesté de s'assurer de sa maison, dans laquelle sa dite Majesté a esté advertie qu'il auriect donné retraicte à ses ennemys et qu'illy

seroient encore le juge et le ministre de Lencays, qui ont assisté à leurs brigues, duquel ils ont esté participants [et se sont meslés] auxdites menées qui ce sont faictes dans ce pays-là contre le service de sa Majesté, mesme de l'entreprise qui a esté faicte sur les [consuls] dudit Bergerac, et pour empescher que dans ladite maison de Bادهول il est et puisse à l'advenir presser autant quy puisse apporter du préjudice au service de sa dite Majesté, il laissera ung des archers qui l'accompagne et avec quelques soldats de la guarnison dudit Bergirac : lesquels seront nourris aux despans de la terre dudit Bادهول.

Ledit sieur de Sizeaut, après avoir pourvu de la sorte à cette place, s'en yra à Limeul, où il trouvera le sieur de Rigniac, luy fera entendre l'ordre qu'il a du Roy de s'assurer du chasteau dudit Limeul et y laissera ung archer avec les soldats qu'il jugera à propos, pour prandre garde à la place desquels il pourra pareillement six de la guernison de Bergerac, pour estre plus assurés et moingts suspects au service de sa Majesté que ceux qu'il pourroit lever dans le pays, lesquels seront nourris aux despans de la terre de Limeuil. Il pourra s'en aller à Castelneau des Mirandes et fera entendre au sienr de Castelnaud que Sa Majesté ayant esté advertye qu'il c'estoict faict des assamblées dans sa maison, elle lui faict deffances très expresses de permettre plus semblables choses à l'advenir, attendu qu'elles sont préjudiciables au bien du royaume et au repos de la province.

Pourvoyra aussy au chasteau de Lencayx en y laissant ung de ses archers avec le nombre de soldatz qui luy samblera nécessaire, lesquels seront nourris aux despans de la terre.

Après avoir ainsi donné ordres aux susdictes places, il s'en ira à Beynac, parlera au sieur et baron dudit lieu de Beynac, luy fera entendre l'ordre qu'il a du Roy de s'assurer de sa maison, pour empescher qu'à l'advenir il ne s'y fasse rien qui puisse préjudicier au service de sa dicte Majesté, ny altérer le repos du pays, et pour cest effect y establira pareillement ung autre de ses archers, avec le nombre de soldats qu'il advizera, quy serront aussy nourris aux despans de la terre.

Fera entendre les mesmes choses au sieur de Brazolles et laissera pareillement ung archer, avec des soldatz, tant dans la maison de Brazolles que dans celle de Carlux, quy serront nourris aux despans desdites terres.

Et d'autant que lesdits sieurs de Brazolles et de Beynac sont accusés d'avoir assisté les ennemis de sa Majesté, d'avoyr heu part à leurs pratiques et assamblées, et qu'ils donnent de grandz ombrages à tout le pays sirconvoisin, ledit sieur de Sizeaut leur fera commandement, de la part de Sa Majesté, de se randre auprès d'elle pour luy randre compte

de leurs actions, fera une exacte recherche dans toutes leurs maisons pour voir s'il y pourra trouver quantité d'armes et de munitions de guerre, mondict seigneur ayant esté adverty de divers lieux qu'il en auroit esté retiré quantité dans lesdits lieux pour en assister la rebellion [et qu'il y en fairsiet faire]. Ledit sieur de Sizeaut, ayant ainsi pourveu aux choses susdictes, en donnera advis à mondict seigneur et des choses qui luy seront nécessaires pour l'exécution des volontés de sa Majesté, afin que s'il s'y rencontre quelque difficulté, à laquelle il ne puisse estre remedié par ledit sieur de Sizeaut, avec l'assistance dudit sieur de Bachor, mondit seigneur mesmes y puisse employer ce qu'y dépanndra de l'autorité de sa charge.

Et afin que dans ledit pays il ne puisse rien survenir dores en avant dont le service de sa Majesté puisse recepvoir du préjudice et de quoy elle ne puisse estre informée et mondict seigneur aussy pour y remédier, ledit sieur de Sizeaut aura le soing d'aller de temps en temps aux lieux mesmes où il aura estably ses archers et le fera informer de ce qui en pourront apprendre, emportant un préjudice de sa Majesté pour en advertir mondit seigneur, qui y donnera l'ordre et les remèdes qui dépanndront des pouvoirs et des devoirs de sa charge et en donnera advis à sa Majesté.

Et sy ledit sieur de Sizeaut ayme mieux prandre des soldats du pays ou d'allieurs pour les mestre dans lesdites maisons que de ceux de la garnison dudit Bergerac, il le pourra faire avec [solicitude], ainsuy qu'il advizera pour le bien du service de sadite Majesté.

Faict et ordonné le premier d'octobre mil six cent vingt et huit.

Pour copie conforme :

A. VIGIÉ.

V A R I A

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX PROTESTANTS

A LA FAMILLE DE CAUMONT LA FORCE.

(*Suite et fin*).

Le 13 janvier [1699].

« Le roy, qui apprend que le P. Bordes n'a pas une entière liberté de parler et de converser avec M. le duc de La Force, mesme que M^{me} la duchesse de La Force ne se conduit pas à cet esgard avec la retenue qu'elle doit avoir, m'ordonne de vous escrire que son inten-

tion est que toutes les fois que le P. Bordes trouvera à propos que M^{me} la duchesse de La Force ne voye point M. le duc son mary, vous fassiez commandement exprès à cette dame de se retirer et de rester dans sa chambre, non seulement des heures, mais des journées entières, suivant que le P. Bordes le trouvera à propos ; luy déclarant que si elle contrevient aux ordres que vous luy donnerez à cet esgard, vous aurez celuy de l'arrester et de la conduire au Pont de l'Arche.

« Le roy veut bien que M. de Castelnau vienne à Paris pour estre mis à l'Académie. Je le mande à M. le duc de Caumont, afin qu'il donne ordre à son retour. Faites-le sçavoir à M. le duc de La Force et au prieur de l'abbaye de la Croix, et renvoyez-moy l'ordre que vous avez pour le mettre à la Bastille. »

Le 13 mars.

« Sur tout ce que le roy apprend de la conduite de M^{me} la duchesse de La Force, de ses peines, lorsque M. le duc de La Force se met en estat de faire son debvoir de catholique, et de la contrainte dans laquelle elle se tient à cet esgard, S. M. a résolu de les séparer à moins qu'elle ne change entièrement sa conduite. Avertissez-l'en de la part de S. M., et dites-luy que si elle souffre quelque disgrâce à cette occasion, elle n'aura à en imputer la faute qu'à elle-mesme. A l'esgard de M. le duc de La Force, dites-luy que S. M. est bien ayse d'apprendre que sa santé se restablit de mieux en mieux, mais que S. M. n'entend qu'avec peine parler de la tiédeur dans laquelle il est sur son salut, et qu'il se trouve assez de santé pour se faire porter à ses escuries, sans penser à employer les premiers momens de cette santé à entendre la messe, et à faire les autres choses qui peuvent persuader qu'il n'a pas la basse complaisance d'adhérer aux mauvais sentimens de M^{me} la duchesse de La Force, luy qui a tousjours paru reuny sincèrement. »

Le 6 avril.

« Il est parvenu au roy que M^{me} la duchesse de La Force a jusques à présent fait un si mauvais usage de la liberté qu'elle a eu de rester près de M. le duc de La Force, qu'il n'y a pas lieu de douter que sa présence et ses insinuations ne l'ayent empesché de faire son debvoir de catholique et de suivre les premiers mouvemens de sa conversion, qui estoit sincère. Cela a fait prendre au roy la résolution d'oster toute communication entr'eux. Je vous envoie à cet effet un ordre à l'exécution duquel S. M. veut que vous vous serviez de vostre autorité pour l'en empescher, et mesme que vous l'arrestiez absolument, en la faisant garder de force, et que vous m'en donniez aussytost advis, afin que S. M. y pourvoye. »

ORDRE DU ROI.

A Versailles le 6 avril 1699.

« Il est ordonné au sieur Dupoy, lieutenant de la prévosté de l'hostel et grande prévosté de France, de faire commandement à la dame duchesse de La Force de se retirer dans une des chambres du chasteau de la Boulaye, pour y demeurer jusques à nouvel ordre, sans qu'elle puisse avoir aucune communication de vive voix ou par escrit avec le sieur duc de La Force, à peine de désobéissance. »

Le 19 avril.

« Je vous manday, il y a quelque temps, d'arrester M^{me} la duchesse de La Force, en cas que M. le duc de La Force vinst à mourir. Le roy a changé de sentiment depuis, et m'ordonne de vous dire que s'il mésarrive de luy, vous laissiez M^{me} la duchesse de la Force à la disposition de M. le duc de Caumont, son fils, à qui j'escris les intentions de S. M. »

Le 21 avril.

« Le roi trouvant bon que M^{me} la duchesse de La Force reste avec M. le duc de Caumont, ainsy que je vous l'ay desjà mandé, vous pouvez revenir icy quand vous voudrez, vostre présence estant désormais inutile à la Boulaye. »

(*Registres secrets*).

Le comte de Pontchartrain au P. Bordes, de l'Oratoire.

Le 2 décembre 1698.

« M. le duc de La Force, qui est depuis quelque temps malade à la Boulaye, s'y trouve dans un tel danger d'estre perverty par M^{me} la duchesse de La Force, que le roy a esté obligé d'y envoyer un officier pour observer sa conduite; mais cela ne suffit pas; il faut restablir ce que cette dame a pu gaster des bonnes dispositions dans lesquelles vous l'aviez mis sur la religion. Ainsy S. M. m'ordonne de vous escrire d'aller à la Boulaye pour rester près de luy jusques à ce qu'il soit en estat de revenir à Paris. S. M. a donné ses ordres pour empêcher que M^{me} de La Force ne luy parle en particulier, et l'officier qui est près de luy ne le souffrira point, à moins que vous ne le jugiez à propos. Vous ferez un ouvrage bien agréable au roy si en travaillant pour garantir le mary de la perversion, vous pouviez convertir la femme, qui a tousjours esté si opiniastre. L'esloignement des églises a esté jusqu'à présent dans cette maison un prétexte pour se dispenser d'entendre la messe; c'est pourquoy S. M. veut qu'avec

l'agrément de l'évesque, vous choisissiez le lieu qui y sera le plus propre pour y établir une chapelle et y faire dire la messe tous les jours. M. le duc de Caumont (1) s'est chargé de vous mener à la Boulaye ; il doit vous voir pour cela. Ecrivez-moy souvent sur ce qui y passera. »

Le 16 décembre.

« Le roy a entendu avec plaisir le compte que je luy ay rendu du contenu dans vostre lettre du 6 de ce mois. S. M. ne doute point que vous ne fassiez sur M. le duc de La Force tout le progres qu'on doit espérer des bonnes dispositions où vous l'avez mis. Souvenez-vous bien des paroles positives qu'il avoit donné à S. M. sur ce sujet. C'est à quoy il paroist fort sensible, et il faut se servir de tous moyens pour le ramener à son devoir. »

Le 7 janvier 1699.

« J'ay rendu compte au roy de ce que vous m'avez escrit, concernant les bonnes dispositions de M. le duc de La Force ; mais S. M. a esté estonnée d'entendre qu'il ne peut aller à la messe à cause de ses infirmités, pendant qu'elle apprend qu'il a assez de force pour aller à son escurie veoir ses chevaux. — La déclaration du 13 du mois passé doit avoir esté publiée au parlement de Rouen : je vous en envoie un exemplaire. Vous y verrez que le roy ne se relasche en rien sur l'exécution des premiers édits ; et mesme que l'article 5 qui regarde le service divin, oblige les chefs de famille d'y assister.

Le 13 janvier.

« J'escris au sieur Dupoy une lettre dans le sens que vous désirez, et beaucoup plus forte. Ainsy il y a lieu de croire que M^{me} la duchesse de La Force sera docile, et ne vous troublera plus dans vos conférences avec M. le duc de La Force. »

Le 28 janvier.

« Rien n'est mieux que la pensée que vous avez eu de faire venir une maistresse d'escolle à la Boulaye, et si vous n'aviez trouvé l'expédient d'y en établir une par le moyen de M. l'abbé Gaillard, je ne doute point que le roy ne l'eust plustôt payée que de manquer de donner ce secours dans la paroisse de la Boulaye. »

(1) Ce duc reçut du secrétaire d'Etat, le 16 décembre, la lettre suivante : « J'ay receu les lettres que vous avez pris la peine de m'escire, dont S. M. a paru fort contente. Elle m'ordonne de vous dire de continuer à bien faire, parce que vostre bon exemple peut estre d'un grand effet dans vostre famille. » (*Registres secrets.*)

Le 25 février.

« J'ay rendu compte au roy de ce que vous m'avez escrit concernant les dispositions où se trouvent M. le duc et M^{me} la duchesse de La Force. J'attendray de vos nouvelles sur son départ, lorsqu'il sera en estat de se transporter à Paris, et des veues que vous avez sur M^{me} la duchesse de La Force après leur séparation. Vous pouvez cependant faire le voyage de Rouen que vous avez projeté. Je suis tout à vous. »

Le 8 avril.

« Le sieur Dupoy vous communiquera les ordres que je luy envoie, de réduire M^{me} la duchesse de La Force dans une chambre esloignée de celle de M. le duc de La Force, sans permettre qu'ils aient ensemble aucune communication. Vous ne pouvez pas dans ces circonstances, et mesme à cause du nouvel accident qui luy est arrivé, le quitter. Ainsy le roy m'ordonne de vous escrire de continuer vos soins et vos assiduites près de luy, jusques à ce que les choses changent de face et de me mander tout ce qui se passera. Je suis, mon révérend père, entièrement à vous. »

Le 21 avril.

« J'ay rendu compte au roy de tout ce que vous m'avez escrit concernant ce qui s'est passé à l'égard de M. le duc de La Force. S. M., en louant extresmement vostre zèle et vostre piété, m'a ordonné de vous dire que vous pouvez retourner à Paris quand il vous plaira. »

(*Registres secrets*).

Le comte de Pontchartrain au duc de La Force.

A Versailles, le 24 novembre 1700.

« Ce qui a obligé le roy de faire remettre M^{lle} vostre sœur dans un couvent, est qu'on avoit eu des advis certains qu'à la persuasion et par le ministère d'une dame Proste, elle se disposoit à sortir du royaume pour passer en Angleterre. Il faut espérer qu'elle reconnoitra sa faute, et qu'elle ne vous donnera plus la juste inquiétude que vous auriez eu si elle avoit exécuté ce dessein.

« Quant à ce qui regarde les nouveaux catholiques de Bergerac, M. de la Vrillière doit vous faire sçavoir les intentions de S. M. sur ce sujet. »

Le 17 may 1703.

« Vous aurez apparemment appris que M. vostre frère l'abbé a pris la résolution de quitter l'estat ecclésiastique et de se mettre dans les

mousquetaires ; S. M. l'a trouvé bon. Il entrera incessamment dans la compagnie, commandée par M. de Maupertuis. Il sera payé de sa pension de 3,000 livres ; mais comme il doit la meilleure partie à Saint Magloire, et qu'il a de la despense à faire pour se mettre en équipage, je crois que vous jugez bien qu'il a besoin en cette occasion de votre secours. Ainsy si vous pouvez luy donner quelque chose de plus que les 1,200 livres. que vous avez accoustumé de luy payer, vous ne pouvez le faire dans un temps où il en ayt plus de besoin. C'est de l'ordre de S. M. que je vous en escriis, et je luy rendray compte de la response qu'il vous plaira de me faire sur ce sujet. »

(Registres secrets).

Le comte de Pontchartrain au cardinal de Noailles.

A Versailles, le 22 février 1702.

« Je vous envoie par ordre du roy cette lettre, qui m'a esté escriitte par le gentilhomme qui est auprès de M. l'abbé de La Force, S. M. désirant que V. Em. prenne la peine de s'informer s'il est vray que l'abbé de La Force fasse mal son devoir dans le séminaire, et qu'on eust voulu le renvoyer, s'il y a quelque fondement à ce qu'on avance concernant M. le duc de La Force, si d'ailleurs cet homme n'auroit point des raisons d'intérêt qui le fissent agir comme il fait, ou si ce ne seroit point par humeur.

Le 8 mars.

« J'ay rendu compte au roy de ce que V. Em. m'a fait l'honneur de m'escrire concernant M. l'abbé de La Force, et puisque vous voulez bien donner vostre attention sur ce qui le regarde, S. M. se remet à vous de renvoyer, quand vous le jugerez à propos, l'homme qui est auprès de luy, et de luy choisir un ecclésiastique qui luy convienne (1).

(Registres secrets).

(Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, publiée par Depping, t. IV, p. 482-484, 484-487, 502-503, et 513).

(1) Le précepteur du jeune de La Force étoit La Bruyère. Deux ans après la date de la lettre transcrite ci-dessus, il reçut du secrétaire du cabinet du roi la lettre que voici : « Vous avez esté mis, comme vous sçavez, auprès de M. de La Force par M. de Longpré, à qui je m'estois adressé pour chercher un homme capable de cet employ. Vous n'avez pas deu vous attendre qu'il durast tousjours ; et M. de La Force ayant 25 ans, et estant sur le point d'entrer en campagne, il est juste qu'il ayt la liberté de se gouverner, et il faut espérer que les bonnes instructions qu'il a reçues de vous, luy seront très utiles. Si dans la suite je puis quelque chose pour vostre service, je m'y employeray avec plaisir. »
(Registres secrets.)



A. DE ROUMEJOUX

Membre de la Société historique et archéologique
de Fougères

NÉCROLOGIE

A. DE ROUMEJOUX

En apprenant à nos confrères, dans la séance du 3 juillet, la mort de notre regretté président M. de Roumejoux, M. Dujarric-Descombes, vice-président, prononça l'allocution suivante :

« Mes chers collègues,

» Je n'ai pas à vous apprendre la perte que fait en ce moment la Société historique et archéologique du Périgord.

» M. de Roumejoux a succombé à la terrible maladie qui depuis un mois le tenait éloigné de nos réunions.

» Des voix autorisées rendront à sa mémoire l'hommage qui lui est si légitimement dû.

» Nous ne pouvons cependant nous séparer, à cette heure, sans reconnaître que M. de Roumejoux a occupé avec beaucoup de dignité le fauteuil de la présidence. Durant les neuf années qu'il est demeuré à notre tête, il ne s'est pas contenté de diriger nos travaux avec exactitude, il y a pris lui-même une part des plus actives. La collection de nos *Bulletins*, jusqu'à ces derniers jours, témoigne de son zèle artistique et archéologique, et vous savez avec quel soin, avec quel succès il organisait chaque année nos excursions. Fidèle gardien des traditions d'ordre, de labeur et de confraternel accord léguées par MM. Galy et Hardy, il laisse notre chère Société à son successeur dans un état prospère.

» J'adresse à sa famille l'expression de notre sympathie et de nos regrets, et je vous propose, mes chers collègues, de lever la séance en signe de deuil ».

Aux obsèques de notre cher président, où la Société était représentée par une nombreuse délégation, M. Villepelet, secrétaire-général, lui dit en ces termes un dernier adieu :

« Mesdames, Messieurs,

» Je viens saluer, au nom de la Société historique du Périgord, avant qu'on ne le porte à sa dernière demeure, un homme de bien qu'une communauté de goûts avait rapproché de moi, il y a trente-cinq ans. Je me souviens encore du jeune enthousiasme qu'il mit alors à m'exposer les sujets de ses études, et depuis cette époque lointaine

notre union ne s'est jamais démentie. Il voulait bien faire appel quelquefois à mes conseils sur les travaux qu'il préparait et nos noms se trouvaient souvent accolés, surtout depuis dix ans, au pied des procès-verbaux des séances de cette Société historique qu'il venait de Rossignol, en toute saison, présider avec un zèle qui ne s'est pas un instant ralenti.

• Comme il était resté jeune d'aspect, ce cher Président !

• Il était justement fier de son âge, quand nous le complimentions amicalement dans nos réunions confraternelles. A juger, en effet, par cette vigueur physique, que lui conservait si bien la vie active de la campagne, nous avions l'espoir de le garder longtemps encore à la présidence. Je sais bien qu'au Congrès de la Société française d'Archéologie, au mois de juin de l'année dernière, à Agen, il avait eu une défaillance qui avait alarmé ses amis ; mais il s'en était heureusement remis, comme il s'était aussi rétabli de cette longue crise rhumatismale si douloureuse de l'automne dont il pensait éviter le retour par une saison à Dax, lorsque, dans les premiers jours de mai, il fut pris de violentes douleurs internes qui ne lui laissèrent guère de répit jusqu'à sa fin dernière.

• Nous ne voulons pas rappeler ici son œuvre archéologique : elle sera appréciée dans nos annales comme elle le mérite.

• Nous savons tous avec quel soin minutieux il organisait chaque année nos excursions dans le département, et combien nous lui en étions reconnaissants ! Il était certainement impossible de prendre plus à cœur ces fonctions d'organisateur, de guide et de rapporteur tout à la fois. Dignitaire de la Société française d'Archéologie dont il suivait assidûment les congrès depuis quarante ans, il avait été là à bonne école pour apprendre à diriger nos courses dans notre province, à nous instruire sur les mérites architecturaux des vieux monuments qu'il nous faisait visiter, et nous en revenions avec des connaissances plus sûres dont nous savions tirer parti à l'occasion. Ses goûts d'ailleurs le portaient de préférence vers cette étude.

• Non pas que la partie historique le laissât indifférent, puisqu'il a donné à notre *Bulletin* de nombreux travaux d'histoire, et à celui de 1902, un mémoire considérable sur les guerres de religion en Périgord qu'il préparait depuis sa jeunesse. Mais les monuments anciens qu'il examinait toujours, le crayon à la main, avaient pour lui un attrait tout particulier.

• De l'homme privé et du chrétien, nous n'ignorons pas qu'il était un excellent père de famille, qui fut entouré jusqu'à ses derniers moments des soins les plus tendres et les plus dévoués ; qu'il avait

des sentiments religieux très fermes qu'il ne craignait point de manifester au besoin et qui l'incitaient à accomplir de bonnes œuvres autour de lui, sans ostentation. Aussi, tout en regrettant profondément l'ami de longues années, le voyons-nous partir avec la consolante pensée qu'il en aura la juste récompense ! »

Au début de notre assemblée générale du 2 octobre, M. le marquis de Fayolle, vice-président, ami et parent de M. de Roumejoux, lut la notice suivante :

« Un deuil cruel, profondément ressenti par tous ses membres, et dont le triste écho a retenti bien au delà des limites de notre Compagnie, vient, en cette période de l'année qui lui semble particulièrement fatale, de frapper la Société historique et archéologique du Périgord.

« Le 1^{er} juillet, s'éteignait à Périgueux, notre président et ami bien cher Anatole de Roumejoux. Il semblait tellement que la vigueur de sa constitution, l'activité de sa vie, la jeunesse de son caractère devaient triompher, même de la violence du mal qui l'avait subitement frappé, que la triste nouvelle annoncée en termes émus par M. Dujarric-Descombes au début de notre séance mensuelle, aussitôt levée en signe de deuil, provoqua parmi nos confrères, avec les sentiments des plus sincères regrets, une douloureuse surprise. Ce sont ces sentiments, dont M. Villepelet se faisait l'interprète, au nom de la Société tout entière, en un discours plein de cœur, à l'issue des obsèques, et avant que le triste cortège s'éloignant de Périgueux, conduisit à sa dernière demeure, dans la chapelle du château de Rossignol qu'il avait tant aimé, celui qui depuis neuf années avait été l'inspirateur et le directeur de nos travaux.

« C'est avec un sentiment de profonde tristesse que je vais essayer pour répondre au désir exprimé dans notre dernière séance, de compléter ces discours et de conserver parmi nous le souvenir plus intime de cette figure sympathique. M. de Roumejoux était né le 27 novembre 1832, au château de Rossignol, dans la commune de Chalançac, qui était entré dans sa famille, originaire des frontières du Limousin et du Périgord, par le mariage de son père avec Mademoiselle de Fayard, et l'on peut dire que sa vie tout entière s'y est écoulée.

« Après avoir commencé ses études au petit collège d'Azerat, il les termina à Poitiers, et à une époque où il était de mode, parmi les jeunes gens, de rester dans leur province et d'y vivre en gentilshommes campagnards, il s'intéressa à l'histoire du passé de

son pays et publia dans une revue, qui malheureusement dura peu, mais ne fut pas sans influence sur la direction des esprits à cette époque, *Le Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, un certain nombre de monographies des hommes illustres de notre pays, Lagrange-Chancel, Cyrano de Bergerac, Alain de Solminhiac, etc., et en même temps des études sur quelques faits historiques de notre histoire. Mais le Congrès que la Société française d'Archéologie tint, en 1858, à Périgueux, décida de ses goûts, et M. de Caumont, qui avait apprécié ses aptitudes pour l'archéologie monumentale, l'y dirigea et l'y encouragea.

» Aussi, depuis lors, M. de Roumejoux, qui, en 1864, avait succédé à Félix de Verneilh comme inspecteur de la Société dans la Dordogne, devint un des collaborateurs attitrés du *Bulletin monumental* ; il suivait assidûment les Congrès et chaque année il comptait parmi les membres qui lui apportaient le concours le plus actif et le plus dévoué, et que l'on se réjouissait le plus de voir fidèle à ses rendez-vous.

» C'est qu'en effet M. de Roumejoux, aussi bien dans les Sociétés auxquelles il collaborait, que plus tard à la Société historique et archéologique du Périgord, se faisait aimer de tous ceux qui l'ont connu par la droiture de son caractère et par une franchise pleine de bonhomie, autant qu'il se faisait apprécier pour la sûreté de ses connaissances. Aussi n'avait-il parmi nous que des amis, et les nombreux témoignages d'affectueux regrets venus de toute part, sont la meilleure preuve de la considération et de l'estime qu'il inspirait.

» Il avait la passion de l'archéologie ; ses innombrables carnets de notes et albums de voyage témoignent du soin qu'il mettait à étudier les monuments, à les dessiner, à les comparer aussi bien dans ses nombreuses excursions dans les différentes parties de la France, qu'à Périgueux, et dans le Périgord qu'il connaissait à fond, n'hésitant jamais à se déplacer quand on lui signalait dans notre pays quelque chose d'intéressant.

» Son mariage avec Mademoiselle de Flaujac, d'une des plus anciennes maisons du Quercy, l'y attira souvent et lui fit faire de fréquents séjours à Cahors, où il devint un des membres les plus actifs de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot et où il ne tarda pas à connaître tous les monuments du pays. Je ne peux m'empêcher de citer parmi ses publications qui concernent cette province, un album des plus intéressants des *Rues de Cahors* où il a reproduit fidèlement la plupart des demeures pittoresques de cette vieille ville. Aussi dans nos réunions, ses observations étaient-elles toujours inté-

ressantes à écouter, aussi bien que les articles qu'il communiquait à nos publications instructifs à lire. Ses travaux toujours exposés sous la forme la plus courtoise et avec une grande simplicité, mais marqués d'un grand sens archéologique, sont pleins de recherche et soigneusement étudiés, les descriptions nettes et précises.

» Nous ne pouvons ici reproduire la nomenclature considérable de ses œuvres : lui-même l'a dressée dans le précieux et important ouvrage qu'il publia dans ces dernières années en collaboration de MM. Philippe de Bosredon et Villepelet, la *Bibliographie générale du Périgord*, à laquelle il avait tracé la voie dans un premier essai. Le chiffre de ses articles et brochures s'élève à plus de cent-vingt, dont une grande partie traitent de monuments ou de faits historiques relatifs au Périgord, à ses monuments et à son histoire. Le *Bulletin* de la Société historique et archéologique poursuit la publication d'une série d'articles commencés peu avant sa mort, précieuse contribution à l'histoire de notre pays intitulée : *Essai sur les guerres de Religion en Périgord*, qui sont le fruit de longues recherches et représentent une somme de travail considérable.

» Au moment de la fondation de la Société historique et archéologique du Périgord, M. de Roumejoux fut l'un de ceux qui concourut avec le plus d'ardeur à sa création ; depuis la chute du *Chroniqueur*, c'était dans les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, que les archéologues et les historiens pouvaient seulement faire connaître leurs travaux, et l'on comprend à quel besoin répondait la nouvelle Société et l'accueil qu'elle reçut aussitôt. Nous en avons eu le témoignage le plus évident dans ces excursions annuelles de la Société que M. de Roumejoux organisait avec autant d'intérêt que d'agrément, dans une partie différente du département, et dont il donnait presque toujours un compte-rendu, aussi exact qu'instructif. Ces excursions, en témoignant de l'intérêt de la Société pour le pays, et en la faisant connaître au loin, ont constamment été pour nous et pour notre président, une occasion de recevoir l'accueil le plus aimable et le plus empressé partout où il les a dirigées.

» M. de Roumejoux était devenu vice-président de notre Société en 1877, après la mort de l'abbé Bernaret ; il remplaça M. Hardy comme président en 1893, lorsque celui-ci succomba brisé par un cruel malheur, et depuis neuf ans il dirigeait la Société avec une compétence, une affabilité et un dévouement à laquelle chacun se plaisait à rendre hommage et qu'une voix autorisée ne manqua pas de lui exprimer le jour où elle célébra ses noces d'argent.

» Anatole de Roumejoux passait presque tout son temps à la cam-

pagne où il menait une vie très active, partagée entre le soin de ses propriétés, la chasse qu'il pratiqua toujours avec ardeur, et ses goûts favoris, l'archéologie, le dessin ; car il illustrait lui-même, avec une grande exactitude, la plupart de ses articles, la sculpture sur bois pour laquelle il avait un réel talent. Aussi avait-il conservé jusqu'à dans ses dernières années une jeunesse physique et morale que nous admirions tous. Jouissant du respect et de la confiance des habitants de sa commune, ses conseils étaient écoutés et il contribua à décider et à faire achever la restauration de l'église de Chalagnac ; mais sa modestie ne lui fit jamais rien ambitionner, et sans intransigence, mais avec fermeté, il ne varia jamais dans les sentiments de foi politique et religieuse qui avaient été la règle de toute sa vie et dans lesquels il s'est éteint avec courage. Homme du foyer et de la vie de famille avant tout, il y laisse un vide profond et irréparable devant lequel nous nous inclinons avec respect. Le vide que vient d'éprouver notre Société n'est pas moins grand, travailleur aimable et instruit, ne connaissant que les sentiments les plus élevés, d'un abord facile et bienveillant, je suis sûr d'être ici l'interprète de tous ceux qui l'ont connu en présentant la vie d'Anatole de Roumejoux comme un exemple à ceux d'entre nous qui veulent allier aux devoirs du monde les satisfactions que donnent à un esprit cultivé l'amour du passé et de ses monuments, et l'accomplissement rigoureux des devoirs de la famille et de la société. »

M. HOARAU DE LA SOURCE.

Issu de parents créoles, depuis longtemps fixés à l'île de la Réunion, M. Hoarau de la Source naquit à Paris en 1823. Il fut élevé avec son frère au collège Henri IV, dans ces austères bâtiments de l'ancienne abbaye de Sainte-Geneviève, où firent aussi leur éducation nos distingués confrères, M. le vicomte de Gourgues et M. Martial Delpit, et où nous avons nous-même achevé nos études, à l'ombre de la vieille tour de Clovis. Le jeune collégien ne connut ses parents qu'à l'âge de dix-sept ans : car ils étaient retournés de bonne heure aux colonies, laissant leurs deux fils en France pour y poursuivre leurs études.

Le jeune Hoarau de la Source fut reçu à l'Ecole centrale des arts et manufactures, mais n'en suivit les cours que pendant deux ans : son père l'envoya en effet dans ses propriétés d'outre-mer, où sa pré-

sence lui paraissait utile. Il n'y demeura d'ailleurs que dix-huit mois; à son retour, en 1848, il trouva sa famille installée au château de Pouthet, près Eymet.

C'est dans ce milieu calme qu'il passa le reste de son existence, rattachée plus étroitement encore au Périgord par une alliance avec la famille du Rieu de Marsaguet. Il se consacrait entièrement aux siens et à l'agriculture; et il plaçait sur la même ligne que ses intérêts propres ceux de sa commune, de son département, de son pays.

Maire de Rouquette pendant trente-sept ans, à partir de 1864, il remplit ses fonctions avec un dévouement qui ne trouvait rien d'indifférent ni de négligeable dans l'administration communale. Il y montrait une si véritable entente des intérêts de tous, qu'une personne fort compétente en la matière pouvait dire en citant la commune de Rouquette: « C'est la commune la mieux administrée du département. »

M. Hoarau de la Source déploya le même zèle dans l'exercice de son mandat de conseiller général du canton d'Eymet, qu'il remplit durant vingt-cinq ans, en y joignant celui de membre de la commission départementale. Son exactitude à s'acquitter de ces fonctions électives était absolument scrupuleuse; et son dévouement à ses commettants était tel, qu'il quittait tout, même les siens malades, pour s'occuper des demandes légitimes de ses concitoyens.

Notre confrère avait un goût éclairé pour les arts et dessinait lui-même fort délicatement. Membre depuis 1876 de notre Société, à laquelle il fit un certain nombre d'intéressantes communications, il recherchait les antiquités, particulièrement les vestiges préhistoriques. Il conseillait toujours, afin d'assurer la conservation des objets découverts, de les donner au Musée départemental: aussi prêta-t-il un concours des plus actifs à notre regretté président, le docteur Galy, pour la solution des questions relatives au Musée et pour la conservation de tous les trésors périgourdins.

Depuis une douzaine d'années, il avait cessé de faire partie du Conseil général. L'état de sa santé ne lui permettait plus guère de se déplacer: son activité était par suite limitée à un cercle plus restreint. Mais cette activité était restée la même. M. Hoarau de la Source avait toujours la passion du bien, pour lequel il luttait vaillamment, s'oubliant lui-même pour ne songer qu'aux intérêts moraux et matériels qui lui étaient confiés. C'était un chrétien dans toute la force du terme, et l'édification qu'il répandait autour de lui a fait dire justement à ceux qui l'ont connu, en apprenant sa fin si prompte, sur-

venue le 23 mai dernier : « Il n'est pas mort sans préparation : elle a duré toute sa vie. »

Notre Société a déjà exprimé en séance les regrets que lui a causés la perte de cet homme de bien. Qu'il nous soit permis d'offrir ici à sa digne veuve, à ses fils, qu'il avait eu la satisfaction de voir se consacrer dans l'armée au service de la France, l'hommage de notre respectueuse et profonde sympathie !

Elie DE BIRAN.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Gausfrier du château de Bayac ; — et la 2^e est le Portrait de M. de Roumejoux.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXIX. — SIXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

(IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

—
Novembre-Décembre 1902

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON.

	Pages
Assemblée générale du 2 octobre 1902.....	517
Séance mensuelle du jeudi 6 novembre	526
La seigneurie de Jayac en Sarladais (M. J. DU RIEU DE MAYNADIÉ).....	538
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (<i>Suite et fin</i>) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	543
Lettre relative à l'exercice de la religion protestante à Ber- gerac, en 1672 (M. Elie DE BIRAN).....	567
La comédie au collège de Périgueux (M. DUJARRIC-DES- COMBES).....	569
VARIA. — Dordogne. — Extrait de la <i>Géographie</i> concer- nant les grottes de La Chapelle-Faucher (n° du 15 juillet 1901).....	575
NÉCROLOGIE. — M. Vieille-mard (M. D.).....	577
— M. Eyssalet (M. D.).....	578
— M. Jules Clédât (M. H. POUYAUD).....	579
— M. le baron Lapeyre de Lapagegie (M. P. S.).....	580
Table alphabétique et analytique des Matières (M. le comte DE SAINT SAUD).....	585

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du 2 octobre 1902.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le comte d'Argy, Charles Aublant, le capitaine de Béler, Fernand de Bellussière, Elie de Biran, le chanoine Brugière, l'abbé Chastaing, Crédot, le marquis de Cumond, Edouard Decoux-Lagoutte, Antony Délugin, Dubet, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le docteur Faure, le marquis de Fayolle, Maurice Féaux, M^{lle} de Froidefond, l'abbé Goustat, l'abbé Goyhenèche, le marquis de Lagarde, Lespinas, de Maynadié, de Montardy, de Monteil, le marquis de Montferrand, de Presle, l'abbé Prieur, Henri Pouyaud, le chanoine Rebière, de Rémondias, le comte de Saint-Saud, Sarlandie des Rieux, Vigie et Villepelet.

S'excusent par écrit ou se font excuser MM. Georges Busière, Charrier, le docteur Chaume, du Soulas et de Saint-Pierre.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'en conformité d'une décision prise par la Société dans sa séance du 10 juillet dernier, elle doit procéder aujourd'hui à l'élection d'un président en remplacement du regretté M. de Roumejoux. Il déclare le scrutin ouvert à cet effet et engage les membres présents à venir

voter immédiatement pour que la séance puisse se continuer en silence.

A l'appel de son nom, chacun apporte son bulletin de vote.

M. LE PRÉSIDENT nous donne tout d'abord communication de la notice nécrologique sur M. de Roumejoux qu'il a préparée pour le *Bulletin* où elle paraîtra avec un portrait. Il nous montre sa vie active et laborieuse depuis sa jeunesse, occupant ses loisirs à la chasse, à la sculpture sur bois dans la mauvaise saison, à son album de dessins, et à la préparation des travaux d'histoire et d'archéologie qu'il nous apportait fréquemment. Il nous signale en même temps son talent d'organisateur d'excursions que nous avons tous eu l'occasion d'apprécier. Et enfin il nous résume l'ensemble de ses publications fort nombreuses depuis le temps où il écrivait dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*. Tout en aimant l'archéologie il ne négligeait point les intérêts de sa commune de Chalagnac et de sa paroisse qu'il avait toujours fort à cœur ; les habitants lui en étaient reconnaissants, comme le prouvait la nombreuse affluence qui assistait à ses obsèques. D'un abord facile, on savait dans le pays que sa maison de Rossignol était très hospitalière.

En applaudissant cette lecture, l'assemblée exprime encore ses sympathiques regrets.

Ne sachant pas s'il assisterait à la séance d'aujourd'hui, M. VIGIÉ écrivait, le 19 septembre, à M. de Fayolle, qu'en assistant le 4 à la réunion de la Société, il ignorait la perte que nous avions faite en la personne de M. de Roumejoux. « Si j'avais connu cette perte, je n'aurais pas manqué d'exprimer la part bien vive que j'y prenais : depuis les quelques années que je fais partie de la Société, et surtout par l'examen attentif de tout ce que contient notre *Bulletin*, j'ai pu apprécier la vaste science en archéologie de M. de Roumejoux et aussi son tact et son amabilité comme président. Veuillez donc agréer et transmettre à la Société les sentiments de vive tristesse que m'inspire la mort de M. de Roumejoux. »

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que la Société vient encore d'être éprouvée par la mort de quatre de nos confrères : de

M. Vieillemand père, décédé dans sa propriété du Clos, près de Nontron, fondateur de la grande lithographie qui porte son nom à Paris et que dirigent ses deux fils ; — de M. Jules Clédât, notre ancien trésorier, banquier, ancien juge au tribunal de commerce de Périgueux, emporté subitement dans un âge peu avancé ; — de M. Eyssalet, vice-président de la Société d'horticulture de la Dordogne, ancien entrepreneur de travaux publics à Périgueux, qui s'intéressait à nos études ; — et du marquis de Cossé-Brissac, voué à de nombreuses œuvres de charité, décédé à la Chabrerie, commune de Château-l'Evêque, après une longue maladie.

L'assemblée accueille cette triste communication par d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Journal des Savants, cahiers de juillet et d'août 1902, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Congrès archéologique de France, LXVI^e session, Séances générales tenues à Mâcon en 1899 par la Société française d'Archéologie, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Ernest Picard ; Caen, Delesques, libraires, 1901 ;

Congrès archéologique de France, LXVII^e session, Séances générales tenues à Chartres en 1900, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Ernest Picard et fils, libraires ; Caen, Delesques, imprimeur, 1901 ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, troisième série, tome IX, quatrième fascicule, in-8°, avec planches, à Nevers, chez Mazon, libraire, 1902 ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LII, première livraison, in-8° avec planches, Limoges, imprimerie et librairie limousines, V^e Ducourtieux, 1902 ; contenant p. 128 la fin de l'*Etude sur les cloches du diocèse de Limoges* par M. l'abbé Lecler, où sont énumérées des cloches modernes de communes du département de la Dordogne ne ressortissant plus au diocèse de Limoges, Saint-Estèphe, Augignac, Abjat, Pluviers, Teyjat ; — et p. 174 un *Dictionnaire des fondeurs de cloches qui ont travaillé dans l'ancien diocèse de*

Limoges, que nous recommandons à M. le chanoine Brugière et à M. Berthelé ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxii^e volume, 5^e livraison, 1^{er} septembre 1902, in-8°, M^{lle} Bruneau Saint Médard, libraire ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 28^e année, juillet-août 1902, in-8° Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 21^e année, troisième série n° 3, troisième trimestre 1902, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

De M. l'abbé Thiveaud, curé de Saint Nexans, un Mandement, du 2 mars 1766, de M^{sr} l'évêque de Périgueux (Macheco de Premeaux) pour faire dans son diocèse, selon les intentions du Roi, une quête extraordinaire pour le rachat des captifs, sujets de sa Majesté, qui sont sous la puissance du roi de Maroc, placard imprimé au dos duquel est une chanson bachique manuscrite en quatre couplets, intitulée *Chanson nouvelle de Milan* ;

De M. Elie de Biran, un *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi*, concernant les précautions à prendre pour éviter la communication des maladies épidémiques sur les bestiaux, du 31 janvier 1771, in-4° de 7 pages, de l'imprimerie de Simon de la Court, à Bordeaux, 1774 ;

De M. Dujarric-Descombes, sa notice biographique sur *Auguste Chastanet*, félibre majoral, extrait de la Revue félibréenne *Lou Bournat dou Perigord*, brochure in-8° avec portrait, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1902 ;

Et de M. Charles Aublant, le journal *l'Avenir de la Dordogne*, du 13 septembre dernier, contenant sa *Lettre ouverte à Messieurs les habitants de Mussidan, A la mémoire du félibre Auguste Chastanet*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, d'octobre, dans laquelle nous relevons : 1° une pièce de vers, datée de Paris, 1864, et dédiée à Madame Marie Ducrest, par Hilarion Ballande, acteur et écrivain, fondateur en 1869 des

matinées littéraires du dimanche ; — 2^e une pièce autographe de Jules Claretie dont voici le texte :

« On a souvent reproché à la France d'être une nation de Don Quichottes. Tant mieux ; ce reproche est une gloire. La famille du vieux chevalier est une famille noble après tout ; elle a deux mille ans de sacrifice derrière elle. Un des aïeux de Don Quichotte s'appelait Caton, un autre Colomb, un autre Galilée et ses petits-fils marchaient pieds nus à la frontière au seul nom de la patrie, ses petits-fils, les volontaires de 92 ! (Souvenir d'une conférence) »

— et une lettre du brave général Négrier, de l'armée d'Afrique, datée de Carlsruhe, le 21 septembre 1840, et adressée au vicomte de Fontenay. Il l'entretient du bon accueil qu'il a reçu de sa Majesté le roi de Wurtemberg qui n'a pas discontinué de lui donner les témoignages de la plus honorable bienveillance pendant toute la durée des manœuvres.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL annonce ensuite à l'assemblée que le tome v de la *Bibliographie générale du Périgord* vient d'être imprimé et broché. Comme les précédents, il sera distribué par notre trésorier, rue de la Clarté n° 7, de la Toussaint au 1^{er} avril 1903, à ceux de nos membres titulaires et associés qui ont retiré les quatre premiers volumes. Celui-ci n'imposera aucune dépense à la Société.

L'assemblée est sensible au don qui lui sera fait.

Notre érudit confrère M. BERTHELÉ nous envoie l'extrait suivant d'une de ses lectures concernant la grotte de Miremont, où dès le xvii^e siècle l'on aurait constaté des peintures, et publié les lignes suivantes dans *Le Voyage de Franco*, à Paris, chez Olivier de Varennes, 3^e édition, 1643, p. 106-107 :

« *Caverne du Cluseau*... Près de Miraumont est une caverne qu'on appelle le Cluseau, qui va cinq à six lieues sous terre. On y void des sales et chambres pavées à la mosaïque, des autels et des peintures, des fontaines et des fleuves. Il y en a un, dont le canal est large de cent ou six vingts pieds, et qui est fort rapide. On void au-delà une plaine fort longue et large, mais nul n'a osé encore aller jusques-là. On n'ose y entrer qu'avec grande troupe et quantité de flambeaux allumez. »

Les découvertes de peintures sur les parois des grottes vont maintenant se multiplier.

M. DE MAYNADIÉ met sous nos yeux la photographie d'une vieille porte du château de Jayac qui paraît être du ^{xiii}^e siècle ; il compte la joindre à une notice qu'il prépare actuellement sur la seigneurie de Jayac,

M. VIGIÉ nous dit ensuite que, dans l'intéressant travail de M. Charrier sur la ville de Domme et le siège par Geoffroy de Vivans, on lit à la page 303 :

Nous connaissons les privilèges accordés aux habitants de Domme, non par la charte de Philippe le Hardi, qui est perdue, mais par deux chartes de Philippe VI, etc.

« Or, je suis certain, ajoute notre érudit confrère, que la charte de Philippe le Hardi, n'est pas perdue : elle est à la Bibliothèque nationale ; elle a été donnée à cet établissement par M. Lascoux, dans les dernières années de sa vie, vers 1880, jecrois, et le fait, si mes souvenirs sont exacts, a été mentionné par M. Léopold Delisle, dans un de ses rapports soit à la Bibliothèque nationale, soit à la Société de l'Histoire de France. Je n'ai pas eu à la campagne les moyens de vérifier le fait ; mais à moins que mes souvenirs ne me trompent, ce que je ne crois pas, la charte de Philippe le Hardi est en original à la Bibliothèque nationale. »

M. DE CUMOND demande également que notre confrère M. Ludovic Pasquet veuille bien lui permettre une petite rectification à sa notice qui accompagne le charmant cliché du marquis de Fayolle, le Lieu-Dieu, dans notre dernier *Bulletin*.

« Et d'abord, il est certain, dit-il, que le nom de *Labaconie*, que portait anciennement ce manoir, s'est transformé en celui de *Lieu-Dieu* pendant les guerres anglaises, puisque dans le récit de la fameuse joute, renouvelée du combat des Trente, qui eut lieu dans la vallée du Manoire, sous les murailles du château, « du dernier jour du mois de mars de la naissance de N. S., l'an mcccxxiii, indiction xv ; l'an v^e du Pontificat de Martin V pape » (1), il est dit : que les 39 hom-

(1) Archives communales de Périgueux. *Petit Livre Noir*.

mes courageux et de bonne volonté envoyés par le maire et les consuls de Périgueux, contre Hélié de Beuil, capitaine d'Auberoche, qui faisait injustement la guerre à la ville, avaient disputé la victoire aux 23 hommes de la garnison d'Auberoche, presque pendant toute la journée précédente, *au lieu dit Labaconie, ou autrement Lieu-Dieu*, du territoire de la susdite ville, qu'ils s'y étaient conduits avec honneur, y avaient tué un certain bandit appelé Lobastos, de la dite garnison, et avaient blessé plusieurs autres de ses compagnons et chevaux.

• En 1430, le Lieu-Dieu appartenait à Forton de Saint-Astier, damoiseau de la ville de Périgueux, seigneur des Bories, du Lieu-Dieu, de Verninas, et de la maison noble de Lisle, auquel les habitants de Périgueux confièrent, le 3 mai 1431, la garde et la défense de leur cité, qui était alors menacée par les Anglais (1).

• Il établit une importante garnison dans son château des Bories, qui défendait la vallée de l'Isle, et mit son château du Lieu-Dieu, qui défendait la petite vallée du Manoire, en l'état de défense et de petite place forte qui le distingue aujourd'hui.

• Jean, son fils aîné, fut l'auteur de la branche des Bories dernièrement éteinte, en la personne d'Antoine Astier, Albéric marquis de Saint-Astier et des Bories, non marié, qui a légué par testament son château des Bories au comte de Paris, et ses précieuses collections à la ville de Périgueux.

• Un autre Jean, fils puîné de Forton, a fait la branche des seigneurs du Lieu-Dieu, qui a possédé cette terre, sans interruption, jusqu'à François de Saint-Astier seigneur du Lieu-Dieu, marié le 3 décembre 1707 à Marguerite de Bayly dont il n'eut pas d'enfant. Il légua son château et sa terre du Lieu-Dieu à sa femme, et celle-ci, par son testament du 14 mai 1749, le transmit à Joseph de Bayly, chevalier, seigneur vicomte de Razac, son neveu, marié en premières noces à Marie de St-Chamans, et en deuxièmes noces, le 11 février 1721, à Marie de Cugnac, fille de Jean-Louis de Cugnac marquis de Trigo-

(1) Ibid.

nant et de Marie de Tricard de Rognac, et c'est Marie-Claire de Bayly, fille de Joseph et de Marie de Cugnac, qui, par son mariage avec Jean-Louis de Sanzillon marquis de Mensignac, en 1761, a apporté le Lieu-Dieu aux Sanzillon.

» Une croyance populaire, qui se rattache au séjour des Saint Astier au Lieu-Dieu et qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, attribuait au chef de cette famille le don de guérir, en les touchant, les enfants débiles, languissants, étiolés, mal dénommé à cause de cela, par les gens du pays « le mal de Boulazac ». Le dernier marquis de Saint-Astier jouissait encore de ce privilège transmis, disait-on, par le saint ermite dont il tenait son nom. On lui portait l'enfant malade, et suivant la tradition de ses ancêtres, après avoir tracé sur celui-ci le signe de la croix, il remettait une petite somme d'argent aux parents pour acheter des vêtements neufs à l'enfant, et faire dire une messe à l'autel de la Ste Vierge de l'église de Boulazac. Les vieux vêtements étaient déposés sur le marche-pied de l'autel, en guise d'*ex voto*.

» Il n'y a plus de Saint-Astiers, mais le don miraculeux est resté attaché à l'autel de Boulazac, et ces jours-ci encore on pouvait voir, déposé sur ses marches, le petit paquet de hardes traditionnel, interprète fidèle des angoisses de quelque pauvre mère et de sa pieuse croyance. »

M. l'abbé PRIEUR croit que des titres antérieurs à l'époque des guerres anglaises attribuent le nom de Lieu-Dieu à l'ancien manoir de la Baconnie.

Ce nom de Saint-Astier rappelle à M. DE MAYNADIÉ qu'il a lu dans un volume du fonds Lespine que les chanoines de la collégiale de Saint Astier avaient obtenu du roi Louis XI le privilège de guérir de la dartre.

M. Elie DE BIRAN nous donne ensuite communication d'une lettre de l'abbé Manière, curé de la Madeleine de Bergerac, écrite de Bordeaux, le 2 mars 1775, à M. Cosset, ancien garde du corps et rapporteur du point d'honneur au tribunal de Bergerac, pour lui raconter les réjouissances qui se font à l'époque du carnaval, pour l'arrivée du duc de Noailles,

lieutenant-général de la Basse-Guienne, et de M. le premier président Le Berthon.

Cette pièce, pleine de détails curieux sur la cérémonie du rétablissement du Parlement de Bordeaux à la place du Parlement Maupeou, sera publiée dans nos *Varia*.

M. LE PRÉSIDENT nous informe que l'inauguration du buste du baron de Verneilh pourra se faire à la fin du mois courant; il sera placé dans le vestibule du Musée, en face de celui de son frère. Le piédestal, en pierre, est prêt. La date d'inauguration sera subordonnée à celle du Musée; elle se fera deux ou trois jours après. Les membres de la Société et les souscripteurs seront invités à cette solennité soit par lettres, soit par les journaux de la ville.

M. DUJARRIC-DESCOMBES profite d'une occasion où l'assemblée est plus nombreuse que de coutume pour l'inviter à la première félibrée du *Bournat dou Périgord*, qui se tiendra à Mareuil-sur Belle, le dimanche après les courses de Périgueux, en septembre 1903.

Il est ensuite procédé à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie.

Après trois votes à mains levées, sont élus membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Léon Chaumel du Planchat, pharmacien, rue La Fayette, 87, à Paris, présenté par M. Elie de Biran et M. Dujarric-Descombes ;

M. le comte Guillaume de Losse, à Mareuil-sur-Belle, présenté par M. le comte de Saint Saud et M. Albéric de Béler ;

M. René de Laulanié de Sainte-Croix, au château de Sainte-Croix, par Montferrand, présenté par M. le marquis de Mailard de a Faye et M. Albéric de Béler.

Un dernier appel est fait aux votants : M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et procède au dépouillement des bulletins.

Est élu président, M. le marquis de Fayolle.

M. DUJARRIC-DESCOMBES le félicite de son élection et ne

doute pas qu'il ne soit le digne continuateur de nos trois premiers présidents, le docteur Galy, Michel Hardy et Anatole de Roumejoux.

M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée de la bienveillance qu'elle a eue pour lui et ne se dissimule pas qu'il a besoin d'être vigoureusement secondé pour continuer l'état prospère de la Société. Il est touché et reconnaissant de ce que nos confrères sont venus nombreux de si loin pour lui apporter un témoignage unanime d'estime et de sympathie, et il compte sur le concours de tous.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 6 novembre 1902.

Présidence de M. le Marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le capitaine de Béler, Fernand de Bellussière, le chanoine Brugière, Antony Dêlugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Maurice Féaux, Eugène Roux, de Saint-Pierre et Villepelet.

Se font excuser MM. Lespinas, le comte de Saint-Saud, Charles Aublant et du Soulas.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 2 octobre est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre vénérable confrère M. le baron Lapeyre de la Pagégie, membre de la Société depuis sa fondation, ancien maire de Saint Lazare, qui lisait avec ferveur nos publications, mais qui en raison de son éloignement ne pouvait suivre nos séances.

Une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire dans notre prochain *Bulletin*.

L'assemblée témoigne de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1902, fascicule VII, in-8°, Anvers, imprimerie V^o de Backer ;

Comptes rendus des séances de l'année 1902 de l'*Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8° Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; où p. 269, l'on constate que :

La chapelle de l'ancien Hôtel-Dieu d'Issoudun a été construite de 1495 à 1510, et la décoration intérieure a été sûrement faite en dernier lieu : il est donc intéressant de noter que, « encore à cette basse époque, c'est-à-dire au commencement du xvi^e siècle, on comptait le lai d'Aristote au nombre des motifs choisis pour la décoration des églises et l'édification des fidèles... »

A ce sujet, M. LE PRÉSIDENT nous rappelle que le *lai de Virgile* et le *lai d'Aristote* sont des motifs de décoration figurés au cloître de Cadouin qui est du xvi^e siècle, comme nous l'a expliqué le baron Jules de Verneilh, dans notre séance du 3 février 1876.

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXIII, troisième et quatrième livraisons, mai-août 1902, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

Archives de la Société Américaine de France, nouvelle série, tome II, partie II, un fascicule in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1883 ; contenant un *Essai sur le déchiffrement de l'écriture hiératique maya* par Léon de Rosny ; — et dix cahiers du *Bulletin de la Société d'Ethnographie*, dont le secrétaire-général est un Périgourdin, M. Bourgoingt-Lagrange, de janvier 1897 au 12 juillet 1898, in-8°, Clermont (Oise), imprimerie Daix frères ;

L'Humanité nouvelle, revue internationale, sciences et arts, novembre 1898, un fascicule in-8°, Paris, Schleicher frères, éditeurs ; Bruxelles, librairie Spineux ;

La Morale du Bouddhisme, par Léon de Rosny, brochure in-8°, Paris, Georges Carré, éditeur, 1891 ;

Le Bouddhisme éclectique, par Bourgoingt-Lagrange, brochure in-8°, Paris, Bibliothèque de la Nouvelle Encyclopédie, 1899 ;

Inventaire général des richesses d'art de la France, — Paris, *Monuments civils et Monuments religieux*, tomes III, deux volumes grand in-8° ; — et *Province, Monuments religieux*, tome III, un volume grand in-8°, Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, imprimeurs-éditeurs, 1901 et 1902 ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome IX, 2^e trimestre de 1902, avril-mai-juin, un fascicule in-8°. Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXII^e volume, 6^e livraison, 1^{er} novembre 1902, in-8°, Saintes, M^{lle} Bruneau Saint-Médard, libraire ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XXVII, deuxième fascicule, avril-mai-juin, in-8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1902 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 28^e année, septembre-octobre 1902, in-8°, avec planche, Agen, Imprimerie Moderne, 1902 ; contenant p. 447 un article bibliographique sur *l'Information ordonnée en 1310 par le roi d'Angleterre au sujet des surprises faites à son préjudice par le roi de France en Périgord, Limousin et Quercy*, et publiée par M. Paul Huet dans notre *Bulletin* ;

Revue Cévenole, bulletin de la Société scientifique et littéraire d'Alais, janvier-juin 1902, in-8°, Alais (Gard) ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1902 (octobre), 143^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Les Vieilles chansons patoises du Périgord, recueillies et publiées avec la musique par MM. les abbés Casse et Chaminade, un volume grand in-8° tiré à 650 exemplaires, Périgueux, Cassard jeune, 1902 (souscription) ;

De M. Richard de Boysson, ses *Etudes sur Bertrand de Born*,

sa vie, ses œuvres et son siècle, publiées dans le *Bulletin* de la Société historique de la Corrèze, à Brive, et réunies en un beau volume in-8°, Paris, Alphonse Picard ; Toulouse, Edouard Privat, éditeurs ;

Et de M. Eugène Roux, sa brochure *Jasmin en Périgord*, conférences faites à l'Ecole félibréenne de Périgueux *Lou Bournat*, séances des 5 janvier, 9 mars et 20 juillet 1902 ; in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1902.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Pellisson veut bien nous communiquer le *Bulletin de la Société archéologique, historique et artistique, Le Vieux Papier*, du 1^{er} septembre 1902, dans lequel il poursuit son étude *A propos des lettres de deuil* et où il signale, dans une gravure funéraire de Bordeaux, la vignette du V signée : *du Rouchail*, ce qui prouve que les imprimeurs de province s'approvisionnaient chez ce graveur périgourdin cité parmi ceux qui ont illustré les vignettes de la collection Pelletier d'Orléans.

M. Pellisson nous communique en même temps le *Gaulois du Dimanche*, supplément hebdomadaire, littéraire et illustré, des 13-14 septembre 1902, qui contient les phototypies de trois châteaux du Périgord, de Fénelon, de Biron et de Jumilhac.

A propos de bibliographie, M. DUJARRIC-DESCOMBES signale l'apparition de deux ouvrages qui sont de nature à nous intéresser.

Le premier est une notice anonyme consacrée à la mémoire d'une des victimes des septembriseurs : *Armand de Foucauld de Pontbriant* (1751-1792), Paris, Oudin, petit in 8°, de 93 pages. L'abbé de Foucauld, originaire de Celles, était grand-vicaire de son parent M^{sr} du Lau, archevêque d'Arles, avec lequel il fut massacré. L'auteur de cette pieuse biographie est la comtesse de Flavigny, née de Foucauld.

La seconde publication émane de la plume d'un de nos compatriotes, dont M. de Fayolle a indiqué les dix derniers ouvrages dans la séance du 6 mars dernier, M. Léon Bloy, né à Fénétreau, près de Périgueux : *Euxègèse des lieux communs*

(édition du *Mercur de France*, in 18). Au dire d'un critique, qui cite l'auteur comme « un homme d'une rare puissance verbale, le plus somptueux écrivain de notre temps », c'est une « œuvre satirique d'une éloquence et d'une féroçité extraordinaire ».

Enfin, M. Dujarric rappelle que ces jours derniers M. Mounastre-Picamilh, libraire à Bordeaux, avait envoyé en communication à M. Lespinas un manuscrit relié de Jeanne de Martin, présidente de Châtillon.

La bibliothèque de Périgueux possède un manuscrit du même genre, de 420 pages, *L'Histoire de la Sainte Bible en vers* ; ce recueil de sonnets et de madrigaux est dédié à Madame la Dauphine, et est précédé d'une lettre en vers de l'auteur à sa fille, Madame de La Gardie, « au sujet du sermon que fit le R. P. Jean Noguerres, de la Compagnie de Jésus, le jour qu'elle fit profession à Saint-Benoît, qui fut le 6^{ème} de may 1698, jour du martire de saint Jean l'Evangéliste ».

Le nouveau volume est composé de 632 pages remplies de *Sonnets sur les épîtres et les évangiles*, et comme le précédent, il fait plus honneur à la piété de notre spirituelle compatriote qu'à son talent poétique.

Il est dédié à M^{re} Le Boux, évêque de Périgueux, dont il relate, entr'autres choses, un sermon prêché par le prélat, le jour de Saint Jean-Baptiste, 1681, dans l'église des pénitents blancs de la Cité.

On y lit, en outre, une lettre en vers libres que l'auteur adresse au R. P. Meslereau, de la Compagnie de Jésus, « au sujet d'un sermon qu'il fit de l'enfer, estant en mission au bourg de Celle, auquel sermon assista la présidente, sa pénitente. »

Le prix exagéré demandé par le libraire bordelais n'a pas permis l'acquisition de ce manuscrit, dont le principal intérêt est de montrer les passe temps littéraires d'une grande dame périgourdine sous Louis XIV.

Le trésorier de la Société Éduenne nous remercie de la souscription que nous avons envoyée pour contribuer à

l'érection d'un monument à la mémoire du savant et vénéré M. Bulliot.

De son côté, M. René DE LAULANIÉ, élu membre titulaire dans la dernière réunion, remercie la Société de son admission.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que notre érudit correspondant M. Massénat a reçu la rosette d'officier d'Instruction publique, lors du récent voyage du Ministre de l'Instruction publique à Brive.

L'assemblée lui envoie ses sincères félicitations.

M. le comte DE SAINT-SAUD s'est préoccupé de trouver une solution à plusieurs questions demeurées incertaines de nos mémoires ou de nos procès-verbaux.

« En janvier dernier, nous écrit-il, notre Secrétaire général parlait d'un mémoire, trouvé à Teyjat, concernant des pertes éprouvées par les Boessotz, en leurs biens du Poitou et d'Angoumois. Il doit s'agir probablement de la famille de Bessot de La Mothe, car j'ai eu connaissance de différents documents qui établissent que Louis de Bessot, écuyer, sieur de Puyrénaud, habitant Angoulême, avait des biens, en Sarladais, à Veyrinac, au xvii^e siècle, et que François Boessot était prévôt d'Angoulême en 1594.

» La chapelle, dans Pressignac, que M. du Soulas nous signalait au mois d'avril au lieu de Cancelade (étymologie : *lieu fermé*, cela correspond donc bien à l'enceinte découverte) se nommait Sainte-Catherine. Elle existait au xvi^e siècle, et sur la carte de Belleyme, au xviii^e, le figuré du hameau de Cancelade est surmonté d'une croix penchée. Le *Dictionnaire* de M. de Gourgues indique que ce lieu (*verbo* Chapelle-Sainte-Catherine, et *verbo* Sainte-Catherine) est également dans Saint-Marcel. C'est une erreur : Sainte-Catherine ou Cancelade n'est que dans Pressignac. En outre, cet auteur signale une chapelle de *Santa Catarina de-Cancellata* au xiii^e siècle, d'après Lespine (94, testaments) ; il la place dans Chancelade. Ne s'agirait-il pas plutôt de l'oratoire de Sainte-Catherine-de-Cancelade, retrouvé par M. du Soulas ; car les cartes anciennes et modernes n'indiquent rien sous ce nom dans Chancelade ?

» D'autre part, dans l'importante annotation de M. Huet, pour son *Information*, je croirais qu'à la page 203, il s'agirait plutôt du Pizou et de Saint-Antoine-du-Pizou (sa commune voisine de la Gironde) que du hameau de Pizon et de l'hôpital de Bergerac.

» On a vu, p. 266 de notre *Bulletin*, ce que je disais à propos des armoiries des seigneurs d'Aubeterre et de la famille de Raymond. Or, j'ai trouvé, dans la *Sigillographie de l'Angoumois* de notre érudit vice-président M. de Bosredon, la confirmation de ce fait.

» Les Raymond, en tant que seigneurs d'Aubeterre, portaient 3 léopards ; ils portaient souvent soit en parti soit en écartelé un plein (d'argent ?) surmonté d'un chef (de gueules) que je suppose les armoiries du fief (*Sigillogr.* 86, 87), car les fiefs avaient des armoiries (exemple : Hautefort avec ses forces ; il n'y a jamais eu de famille d'Hautefort, mais des Laron, des Born, des La Faye, des Gontaut et des Damas, sires d'Hautefort.)

» Les Raymond de Sallegourde ne portent donc pas les armoiries de leurs ancêtres, mais celles de ceux qui leur ont succédé à Aubeterre. »

M. LE PRÉSIDENT ajoute que le propriétaire actuel de Sallegourde, M. de Génis, a fait placer sur la façade un écusson du xv^e siècle qu'il avait trouvé sur une dalle et qui provenait de l'ancien château démoli.

D'autre part, M. Alcide DUVERNEUIL nous mande qu'en lisant attentivement l'article de notre érudit confrère M. Paul Huet, *Information ordonnée en 1310 par le roi d'Angleterre*, tome XXIX, p. 203, de notre *Bulletin*, il trouve, dans la nomenclature des surprises faites par le roi de France :

« Galmanes et en note « *inconnu*. Dessalles suppose, mais sans donner aucune preuve à l'appui qu'il s'agit de Villadeix dont l'emplacement est resté inconnu.

» Je crois, dit M. Duverneuil, que cette lacune laissée par les deux savants maîtres peut être comblée.

» Dans le rayon des endroits revendiqués je trouve : Ganmareix et dans le *Dictionnaire topographique* de M. de Gourgues : Ganmarey est indiqué : section de la commune de

Beleymas — Parochia de Galmares, 1310 (Lesp. 24) ; dans les formes anciennes : Gal marès, — Galinarès, — Guarmares, — Gal Moustier ; et c'est cette dénomination portée la même année de l'Information.

» Je crois donc qu'il est inutile d'insister pour qu'il soit fait un *erratum*.

» Je connais parfaitement Ganmarey pour l'avoir visité plusieurs fois, les constructions sont très anciennes et il y a les ruines d'une église (parochia). Quant à la transformation de Galmanes en Ganmarey, on peut l'attribuer à une erreur de copiste ou à une mauvaise lecture du texte. »

M. Paul Huet sera reconnaissant à nos deux confrères de leurs identifications.

M. Richard DE BOYSSON nous communique la copie d'une pièce qu'il a découverte à la Bibliothèque nationale, au cours de ses études sur Bertrand de Born, et qui serait un air musical composé par le troubadour d'Hautefort, pour accompagner son chant d'amour « Rassa tan creis » ; « c'est la seule mélodie de Bertrand de Born, nous écrit-il, qui ait été jusqu'ici retrouvée.

« Notre savant confrère, le baron de la Tombelle, en a pris sur ma demande une copie facile à lire par nous tous. Le manuscrit sur lequel cet air est reproduit date du XIII^e siècle : c'est un beau parchemin, parfaitement conservé et admirablement écrit avec de jolies lettres ornées...

» Pour apprécier tout le charme de la mélodie et son caractère original, il faut déclamer lentement, en laissant l'air musical accompagner la voix. On se fera ainsi une idée très exacte de la manière dont les jongleurs publiaient les chants de guerre ou d'amour qui leur avaient été confiées par les troubadours. »

L'assemblée pense qu'il y aurait lieu de publier un fac-simile de ce manuscrit intéressant dans notre *Bulletin*, avec quelques explications de M. de Boysson.

Comme il nous l'avait annoncé précédemment, M. DU RIEU DE MAYNADIÉ nous envoie une notice sur *La seigneurie de*

Jayac en Sarladais dont il retrace sommairement l'histoire depuis le XIII^e siècle jusqu'à la Révolution.

Après en avoir entendu lecture, l'assemblée en vote la publication qui sera accompagnée d'une photographie de l'ancien château de Jayac.

En corrigeant les épreuves de l'Inventaire sommaire des Archives de Bourg-sur-Gironde, série E suppl. BB. 1, M. Robert VILLEPELET a vu un passage sur lequel il nous demande ce que nous en savons.

1565-1576. — Choix d'un délégué pour l'élection des députés à envoyer à Périgueux où se trouveront les députés des autres provinces « pour adviser des moïens les plus propres et commodes au » soulagement du peuple, pour l'estinction du succide (subside) de » l'imposicion naguères mis sus, pour l'abréviation des procès et » pour voir procéder à la taxe des vivres. »

Qu'était ce congrès ?

Plusieurs membres rappellent qu'il y eut à cette époque des assemblées de Grands Jours du Parlement de Bordeaux, en 1567 et 1571, et aussi des réunions d'Etats provinciaux en 1570. Peut-être trouverions-nous dans leurs délibérations une réponse à la question ?

En dépouillant ces jours-ci les registres paroissiaux de la ville de Nontron, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL y a aperçu le nom d'une marraine qui a quelque célébrité, de la belle Julie d'Angennes de Rambouillet, en l'honneur de laquelle M. de Montausier de Sainte-Maure, gouverneur du Dauphin, a composé la fameuse *Guirlande à Julie*. Il ne s'attendait pas à voir son nom et sa longue signature à Nontron. Elle y est marraine le 23 septembre 1649, quatre ans après son mariage avec le marquis de Montausier, d'un fils de messire Philibert de Pompadour, seigneur marquis de Laurière et de dame Catherine de Sainte-Maure ; elle a pour compère messire Jean de Souillac seigneur de Mommège. Le même jour sont baptisés deux autres fils du marquis de Pompadour-Laurière, Jean-Hector et Guy.

Quelques années plus tard, en 1657, sur les mêmes registres, est inscrit le baptême d'une fille d'un opérateur ordinaire

du Roi que le curé nomme Jean Bouzoroy (mais qui signe Giovanne Bussari), natif de Palerme, et de Françoise Belon, damoiselle. Elle a pour parrain messire Blaise d'Aydie, chevalier, seigneur de Vaugoubert, Champagnac et Saint-Laurent, et pour marraine dame Catherine des Cars, dame de Bonneval, Beauvais, Lussas et Fontroubade.

M. DU SOULAS demande à la Société de lui accorder une subvention de 50 francs pour procéder à des fouilles dans le voisinage de la chapelle de Sainte-Catherine de Cancelade.

Avant de voter le secours demandé, l'assemblée désire être plus amplement informée sur sa destination.

M. Eugène Roux met ensuite sous nos yeux une planchette recouverte de cuir et portant une inscription, qui a été trouvée par M. Adisson, entrepreneur de travaux publics, à Périgueux, au moment où a été transporté de la cathédrale à l'église de la Cité l'ancien buffet de l'orgue.

Voici l'inscription :

Cette orgue a été faite par les soins et aux dépens de messire Dominique Dejhan, prêtre, chanoine de Périgueux ; elle a été fabriquée par le s^r Marin Carouge, facteur d'orgue de Paris ; elle fut commencée l'an 1731, le 7^e du mois d'aoust, et finie le 12^e 7^{bre} 1733, et a été reçeu pour premier organiste le s^r Joseph Jossot, prieur de Saint-Martin.

M. Adisson offre cette planchette au Musée du Périgord.

M. le Conservateur le remercie.

M. LE PRÉSIDENT met également sur le bureau un fer de cheval, de forme particulière, dont les deux bouts sont joints par le bas. Il ignore s'il est ancien ou d'un usage encore courant. Ce fer a été trouvé dans la rivière la Dronne, au-dessous du moulin de Salles, près de Tocane.

Enfin, M. FÉAUX entretient l'assemblée d'une très intéressante communication faite récemment à l'Académie des Sciences par MM. le D^r Capitan et l'abbé Breuil, au sujet de la grotte de Font-de-Gaume, voisine, comme on le sait, de celles de la Mouthe et des Combarelles, non loin des Eyzies.

« Déjà, en 1901, nous dit-il, ces messieurs avaient signalé

la découverte de peintures et de gravures préhistoriques existant sur les parois de cette grotte, mais sans entrer dans de longs détails ; dans leur dernière communication, ils ont présenté à l'Académie des reproductions de plusieurs animaux exécutées par eux, en grandeur naturelle, d'après des aquarelles et des calques faits sur place.

» Ces dessins, dont quatre sont reproduits en photographures dans la brochure qui m'a été envoyée, se rapportent à un équidé de 0^m70 de longueur figuré par des traits à l'ocre rouge ; un autre équidé ou antilope de 0^m65 peint en silhouette noir brun (colorations dues à des oxydes de fer et de manganèse, d'après M. Moissan, qui a étudié les caractères chimiques de ces matières colorantes ; un bison de 1^m sur 0^m60 entièrement peint en brun et faisant partie d'un groupe de treize de ces animaux ; deux rennes affrontés, etc., etc.

» MM. Capitan et Breuil ont jusqu'ici reconnu dans la grotte de Font-de-Gaume 80 figures peintes ou gravées, savoir : aurochs, 49, ordinairement entiers, soit en file, soit affrontés ; animaux indéterminés, 11 ; rennes, 4 ; cerf, 1 ; équidés, 4 ; antilopes, 3 ; mammouths, 2 ; signes divers, 6, et ils espèrent en découvrir d'autres.

» Au sujet de l'exécution de ces figures, ils s'expriment ainsi :

« Les dimensions des figures sont variables, de 2-70 de longueur, comme le grand bison, jusqu'à 20 centimètres, ainsi que certains signes.

« Il s'agit là de véritables fresques. Ces images sont en effet le plus souvent entièrement peintes ; généralement la gravure est associée à la peinture, qui parfois recouvre les traits, ou au contraire ceux-ci sont tracés par-dessus ; parfois la figure est en partie peinte, en partie gravée, tel est le cas pour les deux rennes affrontés, d'autres fois seulement gravée.

« Dans certains cas il n'y a qu'un trait, souvent large, de peinture noire ou rouge, formant les contours de l'animal. Telles sont les figures enchevêtrées de la grande salle. Ces contours, ordinairement noirs, sont souvent remplis d'une large teinte plate, couvrant toute la surface du dessin, en général habilement nuancée par le mélange de l'ocre rouge et du manganèse ; certains animaux ont la tête et l'extrémité des pattes brunes et le corps rouge ;

d'autres sont brun foncé avec la tête rouge, d'autres enfin présentent des parties nettement noires. Enfin, parfois, de vrais grattages de la roche crétacée qui a une couleur jaune, donnent un ton plus clair, accentuant certains contours en y déterminant parfois un vrai travail de champ-levé. Les teintes sont nettement appliquées, sans bavures sur les bords.

« Nombre de figures sont recouvertes d'une couche de stalagmite formant parfois un simple enduit de quelques millimètres d'épaisseur, d'autres fois constituant une nappe épaisse et fort dure de plusieurs centimètres d'épaisseur, parfois de vraies colonnes, sous lesquelles disparaissent en grande partie les figures. »

« Les peintures de Font-de-Gaume sont les premières de ce genre signalées en France et se rapprochent de celles d'Altamira (près Santander, Espagne), que M. de Sautuola décrit en 1880, mais qui furent alors méconnues ; la plupart des figures de la grotte de la Vache, signalées par M. Rivière, sont simplement gravées ; quelques-unes seulement offrent des colorations partielles ; celles des Combarelles sont également gravées et non peintes.

« MM. Capitan et Breuil croient pouvoir attribuer ces peintures à la fin de l'époque magdalénienne ; elles seraient donc moins anciennes que celles des Combarelles.

« En effet — disent-ils — les figures de mammoths si communes dans cette dernière grotte, manquent presque à Font-de-Gaume. Les animaux représentés sont surtout le bison et plus rarement le renne. Ils indiquent une faune moins ancienne que celle du plein âge du renne et semblent correspondre aux derniers termes de l'époque paléolithique. »

« Déjà, ajoute M. Féaux, la découverte de gravures sur les parois des cavernes, avait jeté un jour nouveau sur les goûts artistiques de l'homme magdalénien, goûts révélés par les gravures et sculptures sur os et bois de rennes ; les murs de Font-de-Gaume nous le montrent tout à la fois graveur et peintre ; mais saurons-nous jamais à quelles préoccupations morales il obéissait en exécutant ces gravures et ces fresques ; la Vache, les Combarelles, Font-de-Gaume, et bien d'autres encore sans doute, sont-elles des *temples* ou des *salons* ??? »

L'assemblée a écouté cette communication avec beaucoup d'intérêt.

Avant la clôture de la séance, M. DUJARRIC-DESCOMBES invite M. le marquis de Fayolle à un banquet que se proposent de lui offrir les membres de la Société le 4 décembre au soir, en l'honneur de son élection à la présidence.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il est sensible à cette aimable invitation et qu'il l'accepte avec empressement.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE

LA SEIGNEURIE DE JAYAC

EN SARLADAIS.

Jayac est un petit bourg perdu au fin fond de ce que l'on est convenu d'appeler le Périgord Noir, dans le canton de Salignac. L'Histoire eût probablement négligé d'inscrire son nom sur ses tablettes s'il n'avait été, avant la Révolution, le siège d'une seigneurie dont les titulaires tenaient place honorable aux Etats du Périgord. Ni les guerres anglaises, ni celles de Religion, ni les « esmotions » de la Fronde dont le contre-coup a retenti jusque dans nos hameaux les plus reculés, n'y ont laissé de souvenirs. Les grandes épidémies du xviii^e siècle semblent ne pas avoir effleuré ces solides populations et la Révolution elle-même troubla peu cette quiétude faite de labour et d'inaltérable fidélité.

Aussi comprendra-t-on facilement toutes les difficultés de mon rôle de chroniqueur, obligé de par nos règlements de commenter la belle photographie que je dois à l'inlassable complaisance d'un de mes amis(1).

Jayac n'a d'autre histoire que celle de ses seigneurs. C'est dans leurs chartriers poudreux que je puiserai la matière de cette étude

(1) M. Ed. Tinel, chef de section de la C^{ie} d'Orléans, à Bergerac.

La terre de Jayac faisait primitivement partie de la vicomté de Turenne, laquelle vicomté, ainsi que nous l'apprend Justel, dans son *Histoire de la maison de Turenne*, fut partagée l'an 1251, et sous l'autorité de la reine Blanche, entre Raymond vicomte de Turenne et sa sœur Hélis, qui fut l'épouse de Hélié Rudel sire de Bergerac, Gensac et Blaye. C'est à cette dernière qu'échut Jayac.

Marguerite de Bergerac, dite de Turenne, fille des précédents, en fit donation ainsi que de la terre de La Cassagne, en 1282, à Bernard Albouin, chanoine de Saint Junien. Pierre du Val acquit de ce dernier, à titre d'échange, en 1299, « la terre, château et seigneurie de Jayac », et lui donna en retour certains biens dans la paroisse de Perpezat. En 1338, Jayac passait dans la famille de Guerre par le mariage d'Amélie du Val, petite fille de Pierre, avec Armand de Guerre, et enfin, en 1444, dans la maison de Carbonnières, par l'alliance contractée entre Catherine de Guerre, fille unique de Bernard de Guerre, seigneur de Jayac, coseigneur d'Archignac, et Jean III baron de Carbonnières dont la famille était originaire du Limousin.

Bernard de Guerre testa l'an 1435. Il s'intitule :

« Damoiseau et seigneur du lieu de Jayac et après avoir ordonné sa sépulture dans la chapelle St-Julien, dans l'église paroissiale de Jayac, avec les os de ses parents, reconnaît avoir reçu de sa chère épouse 115 écus d'or, chacun du poids d'un denier. Il lègue à sa chère Hélène (d'Aubepeyre), sa chère épouse, 150 écus d'or, lui donne le gouvernement de sa famille et de son bien, pendant qu'elle voudra demeurer dans son *hôtel de Jayac*. »

Dans son contrat de mariage, Catherine de Guerre s'oblige « à faire seigneur de Jayac le premier mâle né de leur mariage et à défaut de mâle la première fille » ; en vertu de quoi elle fit don, en 1480, à son fils aîné Jean IV, du château de Jayac et de toutes ses appartenances.

Mon intention n'est pas de suivre degré par degré cette vieille maison de Carbonnières dans sa possession de la seigneurie de Jayac, possession qui dura jusqu'en 1875, époque où le baron Christophe vendit ses terres à divers

particuliers. Je rappellerai cependant, en passant, les exploits héroïques de Jean III chassant les Anglais de la ville de Domme et ceux de ce capitaine Jayac qui conquiert sa bonne part de gloire en 1587 au siège de Sarlat (1).

A part quelques faits qui surgissent ainsi, comme des fleurs au milieu d'un champ fécond, la vie s'écoulait calme pour les seigneurs comme pour les vassaux, mais point oisive ni inutile cependant comme d'aucuns ont voulu le prétendre.

« La noblesse campagnarde d'autrefois, a dit quelque part Mirabeau, donnait à nos armées des chefs courageux et aguerris ; elle buvait bien et longtemps, se battait mieux encore, vivait familièrement avec le paysan, dormait sur de vieux fauteuils au coin de l'âtre ou sur des grabats, menait une vie gaie, mais volontairement dure, coûtait peu à l'Etat et lui produisait plus par sa résidence et son fumier que la noblesse de Cour avec ses recherches, ses coliques et ses vapeurs. »

Chez les seigneurs de Jayac cette familiarité avec le paysan revêtait dans certains cas une forme bien spéciale ; ainsi il était d'usage que chaque « noble » ou nouvelle mariée qui passait sur les terres de Jayac, le jour de ses noces, vint rendre hommage au seigneur par un baiser devant la porte du château (2).

(1) Le roi, pour le récompenser d'avoir conservé la ville sous son pouvoir, et en reconnaissance des nombreux services que les seigneurs de Jayac lui avaient rendu, lui accorda le droit de chasse le 4 mai 1599.

Henri IV, alors qu'il n'était encore que roi de Navarre, appréciait déjà les seigneurs de Jayac, témoin cette lettre qu'il adressa à l'un d'eux, Charles de Carbonnières, chevalier de l'Ordre du Roi, le 19 août 1578 :

« Monsieur de Jayac, délibérant partir bientôt pour aller recueillir la Reine, ma femme, qui s'en vient dans le pays, j'ai avisé de vous écrire la présente, pour le désir que j'ai d'être accompagné de mes serviteurs et amis, au nombre desquels je vous tiens pour l'un des plus affectionnés, vous priant bien fort de vous tenir prêt pour me venir trouver lorsque je vous manderai, et vous serez le très bien venu, et me ferez un singulier plaisir, lequel je reconnaitrai en toutes occasions qui s'en présenteront, d'aussi bonne volonté que je prie le Créateur vous tenir, Monsieur de Jayac, en sa sainte et digne garde.

» Votre bien bon ami,

» HENRY. »

(2) Fonds Périgord, vol. 52, folio 253.



Cliché de M. Tinel.

Phototypie Berthaud, Paris.

RUINES DU CHATEAU DE JAYAC

Ce château dont je donne la photographie était peut-être déjà en 1590, d'une vétusté irréparable ; car deux demoiselles de Carbonnières, Léonarde et Catherine, firent bâtir, dans l'enceinte même de ses remparts, un châtelet qui existe encore, accolé d'une tour ronde, sans aucun caractère architectural. Elles le léguèrent à leur frère, doyen du chapitre de la cathédrale de Sarlat, qui réunit sur sa tête les deux tiers de la seigneurie de Jayac.

En 1775 un abbé de Carbonnières tenta pourtant de réparer le vieux château. D'après l'expertise que j'ai sous les yeux, l'édifice représentait assez bien l'idée que l'on se fait du château de la Misère, de Théophile Gautier. Les planchers sont dangereux, les contre-vents et les fenêtres (quand ils existent encore) manquent de fermeture, l'escalier est impraticable, etc., etc. Le petit château n'est d'ailleurs pas en meilleur état. Les meubles y sont rares et mauvais : de la vaisselle d'étain, dix plats de faïence, tant grands que petits, deux cuvettes, un pot à l'eau, huit bouteilles d'Angleterre, deux porte-mouchettes et une mouchette, deux cruches à huile. L'expertise ne parle pas du gros meuble qui devait être à l'avenant. Les réparations étaient estimées pour les deux châteaux et sans avoir égard aux matériaux existants à 5.500 livres au bas mot (1). Vu l'état actuel des bâtiments, on peut supposer que l'abbé se borna à faire exécuter les réparations urgentes au petit château et laissa le vieux donjon s'écrouler sous l'injure du temps.

Les deux tiers de la seigneurie avaient successivement passé d'oncle à neveu depuis la fin du xvi^e siècle, époque à laquelle, comme nous l'avons vu plus haut, cette quotité était la propriété d'un doyen du chapitre de Sarlat. Il est à noter qu'il y eut ainsi trois générations de doyens. Louis, le second dans l'ordre, légua ses deux-tiers à son neveu Henri de Carbonnières seigneur de Mayac et auteur du rameau de ce nom.

Au moment de la Révolution et par suite de nouveaux legs, la terre de Jayac en son entier reposait sur la tête de Louis, baron de Carbonnières, chevalier, seigneur de Saint-Chamassy,

(1) Archives dép. série B. 1247.

Jayac et Archignac, lequel avait épousé, en 1787, Madeleine Sclaffer de Larode. En 1792, alors que Louis prenait le chemin de l'exil, sa jeune femme était écrouée dans les prisons de Sarlat où elle donnait le jour à une fille.

Les terres des Carbonnières furent vendues comme biens d'émigrés, à l'exception du domaine du Roc, sur lequel reposaient les droits d'un frère et d'une sœur de Louis de Carbonnières restés en France.

De retour de l'émigration, le baron Louis put reconstituer dans une faible partie le domaine de ses aïeux.

Les troubles révolutionnaires passèrent, ai-je dit, à peu près inaperçus dans le paisible bourg de Jayac. Il faut signaler cependant l'opiniâtre et vigoureuse résistance que les femmes de Jayac opposèrent aux agents du district de Montignac qui venaient réquisitionner le blé de la commune. Armées de fourches, elles les poursuivirent jusqu'à un demi-quart de lieue du bourg, pendant que quelques-unes, montées au clocher, sonnaient le tocsin pour appeler les hommes qui étaient aux champs.

La branche des Carbonnières seigneurs de Jayac, tombée en quenouille, s'est éteinte dans la personne d'Henriette de Carbonnières, née en 1792 dans les prisons de Sarlat, qui épousa, en 1808, un de ses cousins René-Henri-Charles de Carbonnières, de la branche des marquis de Saint-Brice en Limousin dont les descendants ont habité le petit château de Jayac jusqu'en 1880.

En 1701, un collecteur quelconque, dressant un *Etat des impositions des paroisses de l'élection de Sarlat*, écrivait au sujet de Jayac : « 113 feux, 630 livres d'imposition, terrain sec et mauvais. Châtaignes, vignes et terres labourables ». C'est bien là en quelques mots tout le système économique du Jayac d'autrefois et c'est, à part l'augmentation disproportionnée des impôts, tout ce qu'on en pourrait dire aujourd'hui.

Cependant les terres se sont sensiblement améliorées.

Simple et laborieux, les habitants de Jayac continuent la vie agricole de leurs aïeux, cachés derrière l'épaisse frondaison de leurs châtaigneraies, à l'abri des appels aigus de la vapeur, à l'ombre du vieux donjon des Carbonnières, sans

presque se douter de nos victoires scientifiques, sans trop éprouver le contre-coup de nos défaites morales, mais gardant malgré tout et toujours, au fond du cœur, le souvenir ému de leurs anciens seigneurs.

J. DU RIEU DE MAYNADIÉ.



ESSAI

SUR LES GUERRES DE RELIGION EN PÉRIGORD

(1551-1598).

(*Suite et fin*).

1594. — A son retour d'un voyage en Béarn où le roi l'avait envoyé, M. de La Force, sur les instances des habitants de Bergerac dont il était gouverneur, alla les rassurer, et moitié par la voie des raisonnements, moitié par les armes, il dissipa ces bandes sauvages qui se ruaient sur les châteaux et ravageaient les terres de la noblesse.

Nous devons à l'obligeance de feu Léon Lapeyre, ancien bibliothécaire de Périgueux, l'arrêt suivant du Parlement de Bordeaux, qu'il avait extrait d'un registre du greffe de la sénéchaussée qui se trouve aux Archives du département :

Veu par la court les lettres missives signées La Saigne, en dacte des vingt sixiesme de juillet dernier et septiesme de ce moys, escriptes de la Douze, adressantes l'une aux habitans de la jurisdiction de Montances et de Sainct Astier pour se trouver au lieu de Trimoulat, en l'assemblée prétendue des chefs du tiers estat du Périgort, et laultre aux maire et consuls de la ville de Périgueux, contenant sommation de se joindre avecq le tiers estat du pays de Périgort, soubz prétexte de courir sus aux rebelles et de faire serement et union ensemble, autrement qu'ils y seroient contrainets, avecq aultre missive des maire et consuls de la ville de Périgueux, adressée aux advocats et procureurs-généraux de ladite court, par de Mallet pour le procureur-général du roy, et luy ouy, qui auroit représenté le danger de telles assemblées faictes sans l'autorité du roy, et tendant à une nouvelle ligue contre les esdicts du dict seigneur et proybitions cy devant faictes par les arrêts de ladiete court, requérant y estre pourveu.

Ladicte court a faict et faict inhibitions et deffances à tous subjects du roy en quelque estat, callité et condition qu'ils soyent, mesme aux villes, communaultés dudict pays de Périgort, de se joindre aux dictes assemblées fayctes sous le nom prétandu du Tiers-Estat, ou des chefs prétendus d'icelluy, à peyne dancourir crime de lèse-majesté, et enjoinct audict sieur de Bourdeilhe, seneschal de Périgord, employer l'autorité qu'il a en sa main et les forces du roy pour empêcher, séparer et dissiper audict pays telles assemblées, et aux officiers du roy auxdicts sièges de Périgueux, de Sarlat et aultres magistrats et juges royaulx, den informer dilligemment et procéder contre les coupables suyvant les esdicts du roy. Le présent arrest sera envoyé audict sieur de Bourdeilhe, ensemble auxdicts sièges, leur enjoignant icelluy faire publier et signifier partout ou il appartiendra, et certifier la Court du devoir qu'ils y auront faict dans la quinzaine, et néanmoins ordonne ladicte Court que lesdicts La Saigne, notaire audict lieu de la Douze, Mignot et Papus, soydisant chefs et cappitaines du tiers estat, apparoystront en leurs personnes en ycelle, pour répondre aux fins et conclusions dudict procureur-général du roy et autrement procéder ainsin qu'il appartiendra, et sera le présent arrest exécuté en vertu du simple dicton d'icelluy sans lever aultre commission en forme, attendu la mathière dont est question.

Faict à Beurdeaux, en Parlement, le treiziesme d'aoust mil cinq cens quatre-vingts et quatorze.

A esté le susdict arrest leu et publié en l'audiance, ouy et requérant de Jehan, procureur du roy, et ordonne qu'il sera enregistré au registre du greffe de la présente seneschaussée, et proclame à son de trompe par les carrefours accoustumés de la présente ville et dicelluy copie envoyée aux sièges particuliers de Sarlat et Bergerac, pour estre procédé à semblable lecture et publication en icelluy exécutant : est enjoinct à tous les seigneurs du présent ressort empêcher le souslesvement des habitans de leurs terres par saisy de leurs armes et aultres voyes dhues et raisonnables, à peyne de main mise de leurs justices et aux officiers d'icelles, à peyne de mil escus faire publier le susdit arrest incontinent et sans délai, tant en leurs Cours que aux prosnes de leurs esglises ; icelluy faire entretenir et les contreventions et reffus de poser et remettre les armes, informer et envoyer les informations qu'ils auront faictes dans quinzaine devers le procureur du roy, pour y estre par luy requis ce qu'il verra estre à faire, et à ces fins, est faict commandement aux procureurs du présent siège qui y ont charge desdicts sieurs, leur envoyer une copie dudict arrest qui leur sera délivrée sans frais.

De par le roy et M. le vicomte de Bourdeilhe, seneschal et gouverneur du Périgord :

Il est expressément enjoinct à toutes personnes de quelque condition et qualité qu'ils soyent en cestuy nostre gouvernement, de vivre et se maintenir en bonne concorde et union sous l'obéyssance du roy, avecq inhibition et deffiance de seslever en armes et faire aulcune assemblée soit pour empescher ou bailler retardement au payement des deniers du roy ou aultrement contrevenir à l'autorité de sa Maiesté, à peyne aux contrevenants et qui feront reffus de payer les deniers royaux ou aultrement troubleront l'estat et repos de nostre dict gouvernement, d'estre tenus pour séditieux et perturbateurs du repos public et criminels de lèze maiesté et comme tels par nous poursuivis, rompus et dissipés, et à ces fins mandons à tous seigneurs et justiciers, gentilshommes et aultres gens de guerre de se tenir prests au premier jour pour nous assister à contenir et ramener chacun à son devoir et s'opposer aux dessaings des ennemys de sa Maiesté et favoriser ce qui regarde l'avancement de son service ; est enjoinct aussi au vice-seneschal de nostre dict gouvernement et à ses lieutenants et archers de faire leurs chevauchées suyvnt les ordonnances et tenir la main au payement des deniers du roy et procéder contre ceulx qui tenteront de s'opposer au service de sadicte Maiesté par telles voyes qu'il appartiendra et nous tenir advertis de l'exécution de leur charge, pour si besoin est leur fournir assistance, et afin que aulcun n'en pretande cause d'ignorance, sera nostre pré-sante ordonnance publiée par toutes les villes et lieux de nostre dict gouvernement.

Faict à Bourdeilhe, le douziesme du moys d'octobre 1594.

Signé : DE BOURDEILHE.

Et plus bas :

Par Monseigneur, Dubois.

Publié à Périgueux le 15 octobre.

Le 13 juin de cette année, le roi, sur la demande de Bertrand de Fayard, seigneur des Combes et de Léguillac-de-Cercles, octroya à ce dernier lieu deux foires par an : une le jour de Saint-Gilles et la seconde le jour de la Circoncision, ainsi qu'un marché le lundi de chaque semaine (1).

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XIII, page 406.

Après 1594, les faits historiques concernant le Périgord sont très rares; la guerre est terminée dans notre province; elle continua cependant sur les limites de la Savoie, en Franche Comté, en Picardie où Henri IV a tous les embarras possibles, à Paris même où Mayenne avait toujours des adhérents. Heureusement que toutes ces menées furent inutiles, grâce à la fermeté et à l'habileté du roi. Les calvinistes étaient furieux de sa conversion et se déclaraient trahis par lui; Turenne, devenu duc de Bouillon par son mariage avec Charlotte de La Mark, passait pour être très satisfait de ce changement, espérant être choisi, à sa place, comme chef du parti protestant; les ducs de Mercœur, d'Aumale et de Mayenne continuaient à soutenir le roi d'Espagne, Philippe II, qui rêvait l'empire du monde et dont ils flattaient l'ambition en se servant de lui pour en obtenir des subsides en hommes et en argent; le combat de Fontaine-Française et la prise d'Amiens mirent fin à la guerre avec les troupes espagnoles soutenant les calvinistes, et peu à peu chacun rentra dans le devoir; ce ne fut pas sans des difficultés de toutes sortes, quelquefois bien pénibles et bien hasardeuses, suscitées par l'ambition des chefs qui demandaient des compensations à la puissance et aux places que la révolte leur avait données. Pas un, que nous sachions, ne se rendit à la discrétion du roi et ne fit sa soumission par devoir et par amour du bien public; ces temps tumultueux, ces guerres implacables, ces nécessités de position avaient ruiné la plupart des gentilshommes, et ils ne pouvaient trouver que dans la continuation des troubles le moyen de se soutenir; le roi fut contraint d'accepter, de subir des conditions quelquefois dures.

Le 7 juillet 1595, un édit du Parlement de Bordeaux défend toutes les assemblées populaires qui se font en la sénéchaussée de Périgord, sans permission expresse du roi; ordonne à toutes personnes de se contenir en leurs maisons et de vaquer à leurs affaires sous peine de crime de lèse-majesté, et enjoint au sénéchal de les contenir et arrêter, de tenir la main à l'exécution des arrêts et de procéder contre les coupables.

Le sénéchal de Périgord, Henri de Bourdeille, craignant

que le château de Nanthiat ne fût attaqué par les rebelles et pris, ce qui eût préjudicié au repos public, commit à sa garde Raymond Jaubert, écuyer, avec tout pouvoir et lui accorda une garde de six soldats qui devaient être nourris et entretenus aux dépens du revenu de la maison. Cette ordonnance est signée du 14 décembre 1595. Elle vise les Croquants (1).

Le roi cependant ayant été absous par le pape, à la fin de 1595, bien des consciences timorées ou soi-disant telles consentirent à revenir à lui et à le servir, la plupart loyalement.

C'est le moment que Mayenne, ainsi qu'il l'avait promis, choisit pour faire sa soumission, 1596 ; le duc de Mercœur se soumit aussi ; le duc de Joyeuse lui rendit Toulouse et le pays toulousain.

Mais les réformés toujours agités, toujours mécontents, se plaignaient qu'on ne leur avait jamais assez accordé. Dans les synodes de Saumur et de Sainte-Foy, ils demandaient de nouveaux édits qui leur permissent d'exercer leur religion par tout le royaume, assurassent à leurs ministres des revenus fixes ; ils voulaient être admis à toutes les charges publiques, et que tous les tribunaux fussent mi-partis calvinistes et catholiques. C'était beaucoup exiger pour une minorité, le roi les apaisa par des promesses et en leur accordant une amnistie générale pour leurs hostilités antérieures. Ils ne furent pas satisfaits et, dans une assemblée tenue à Vendôme, ils renouvelèrent leurs demandes et menacèrent de se révolter. Cette résistance était entretenue par des chefs importants, La Tremouille et le duc de Bouillon, qui voulaient escompter leur importance dans le parti pour arracher des concessions, surtout personnelles, au roi. Dans les provinces, partout où ils l'avaient pu, les calvinistes n'avaient cessé de piller et de mettre à mal dans leurs biens et leur liberté les catholiques et d'enlever aux gens du roi le produit des impôts qu'ils percevaient pour lui. Plus le pouvoir leur faisait de concessions, plus ils devenaient exigeants,

(1) Registre du greffe de la sénéchaussée. — 1595.

et cependant c'étaient bien eux qui avaient versé tant de flots de sang, amoncelé tant de ruines, qui avaient tenté de détruire la religion catholique qui avait civilisé l'Europe, de renverser la monarchie qui avait fait la France grande et respectée, qui avait donné au peuple la plupart de ses libertés, qui avait aboli le servage, pour livrer ce pays si grand, si noble, si fort, si religieux à un gouvernement d'apostats et d'aventuriers, quelques grands princes et puissants seigneurs qu'ils fussent ; et c'étaient ces révolutionnaires qui avaient l'audace d'exiger récompense de ces troubles et de ces méfaits.

En 1597⁽¹⁾ il y eut encore en Périgord et Limousin un soulèvement de paysans qui prirent les armes dans les environs de Saint-Yrieix ; ils furent bientôt imités par les paroisses voisines, et de proche en proche la révolte gagna le Périgord, le Quercy, l'Agenois et une partie de la Saintonge et de l'Angoumois, si bien qu'en peu de jours ils se trouvèrent au nombre de quinze mille hommes ; ils avaient presque tous des arquebuses, des piques et des hallebardes ; dans le principe, ils n'en vouloient qu'aux maltôtiers et aux officiers du roi ; mais bientôt, la vue de leurs forces, raconte d'Aubigné, les amena aux insolences ; ils montrèrent inimitié aux gouverneurs des places, aux soldats des garnisons et enfin à tous les gentilshommes ; ils en vinrent à piller quelques maisons nobles, même ayant pris quelques soldats, ils leur faisoient porter le mousquet et la caisse ; en revanche d'avoir été employés à cela, et firent ce trait de honte à un gentilhomme qui leur commença la guerre y employant tous ses parents et amis ; comme cette ligue, continue d'Aubigné, étoit en sa fleur et alloit s'étendre en Saintonge et Poitou, un petit homme de Périgueux, qui étoit fort avancé dans leurs factions, vint secrètement trouver le roi et lui promettre que s'il vouloit faire quelque bien et honneur, lui seul promettoit de mettre à rien toutes ces bandes ; le roi qui en rioit au commencement et disoit qu'il en vouloit être comme d'un fort juste parti, ayant appris à s'appréhender, promit à cet homme quelque bien et de le faire maire de Périgueux, comme de fait, il le fut depuis. Celui-ci s'en revint trouver les bandes plus nombreuses que jamais ; à son arrivée il pratiqua trois ou quatre

(1) D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. III. J. Moussat Paris, 1620, p. 384. D'Aubigné, dans sa première phrase, fait allusion à la révolte de 1594.

prêtres pour lui aider et pour ce que le tiers de ces troupes étoit réformée, il fit courir divers bruits, et que les huguenots vouloient rompre les images et piller les églises et autres bruits, si bien qu'un dimanche, notre petit homme assuré d'être maintenu par plusieurs de leurs capitaines, fait naître des voix de divers endroits qui crient : « Tiers estat, parlement, catholiques à part. » Cela s'échauffa tellement que les gagnés ayant fait porter leur drapeau au delà d'un petit ruisseau, tous ces catholiques le passèrent au nombre de 34 ou 35.000 hommes, et les refusants ne demeurèrent que 15 ou 16.000 bien étonnés et furent contraints de prendre quartier à part.

Abin (1), lieutenant du roi en la marche de Limosin, avait réuni trois cents salades, neuf cents arquebusiers à cheval et deux mille fantassins ; six jours après la séparation des Croquants, ses coureurs les rencontrent dans une lande ; le fils d'Abin et Brétigny n'avoient que cent cavaliers ; à leur vue cependant, les Croquants s'arrêtent et se forment en un grand bataillon, Abin accourt et profitant du désordre où ils se trouvoient, il lance son fils et Brétigny sur eux ; les Croquants armés d'arquebuses tirèrent leur décharge, mais leurs coups portant trop haut firent peu de mal aux royalistes ; malheureusement le fils d'Abin fut tué d'une balle dans la tête. Cependant, le reste de la troupe d'Abin accourt et se précipite sur les Croquants, les disperse et en massacre quatre mille. Une partie de ces bandes, à la suite de ce combat, se retira dans ses foyers, le reste continua ses courses et envoya au synode de Sainte Foy pour demander aide et secours ; mais le synode refusa de les entendre et de traiter avec eux ; cependant, ils s'approchoient toujours de l'Agenois et Montluc, gouverneur d'Agen, leur défendit de s'approcher de plus de trois lieues de la ville ; enfin il publia quelques lettres patentes du roi qui défendoient de les chercher ; les édits qui les blessoient le plus furent sursis ; cette populace se retira et fut laissée en paix, même le médecin Boyssonnade qui avoit été leur général et qui exerça, depuis, son état à Bordeaux.

Le 20 août 1597, le Parlement de Bordeaux (2) avait prévenu le roi que le tiers-état s'étoit de nouveau révolté en plusieurs lieux du Périgord, de l'Agenais et du Quercy ; que quelques personnes de la noblesse se joignoient à ces révoltés ; que depuis un rassemblement s'étoit formé à la Trappe (3) en Péri-

(1) Jean de Chasteigner seigneur, d'Abin.

(2) *Archives historiques de la Gironde.*

(3) Commune et canton de Villefranche-de-Périgord.

gord et qu'un autre devait avoir lieu dans la Bessède (1) ; que vu le danger imminent, le roi devait envoyer sur les lieux le maréchal de Malignon pour réprimer ce mouvement.

Enfin le dernier fait intéressant le Périgord, que nous ayons à relater, est celui-ci : les trois Etats de la province de Périgord, réunis à Nontron, le 18 octobre, y décidèrent la vieille querelle de préséance entre les quatre barons qui durent, en vertu de cette décision, se placer dans l'ordre suivant : Bourdeille, Biron, Beynac et Mareuil.

L'année 1598 vit se terminer pour un temps que l'on croyait, que l'on espérait devoir être la fin de tous ces soulèvements et de ces malheurs, cette guerre qui durait depuis tant d'années, par le traité connu dans l'histoire sous le nom d'Edit de Nantes. Le roi, malgré l'opposition du Parlement et de l'Université, octroya aux protestants de grands avantages, en outre de ceux que leur accordaient les édits précédents ; il leur donnait en tous lieux le libre exercice de leur culte, l'admission au Parlement de Paris, des chambres spéciales dans ceux de Bordeaux et de Grenoble, l'autorisation de réunir des synodes, la création d'universités, une forte somme pour leurs ministres, l'entretien de garnisons dans les villes qui leur étaient données comme places de sûreté ; les protestants étaient assujettis à la police de l'Eglise catholique ; ils ne devaient pas travailler publiquement les jours de fête ; ils étaient redevables des dîmes et il leur était défendu de troubler de quelque manière que ce fût les cérémonies religieuses. Peu à peu les obstacles s'aplanirent et les deux cultes s'accoutumèrent à vivre ensemble sans trop de difficultés.

C'est ainsi, nous le répétons, que finit jusqu'en 1621 cette longue querelle, grâce à la longanimité du roi et à l'habileté de ses conseillers qui rédigèrent cet édit, Schomberg, le président Jeannin, l'historien Jacques-Auguste de Thou et Calignon, chancelier de Navarre ; on dit que Chamier, un des ministres protestants les plus en vue, travailla aussi à cette œuvre de pacification.

(1) La Bessède, forêt près de Cadouin.

La paix et la tranquillité dont tous les partis ressentaient la nécessité, remirent peu à peu la France des maux qu'elle avait subis, malgré des difficultés intérieures telles que la conspiration de Biron et des intrigues de cour qui n'empêchèrent pas la France de se relever moralement et financièrement. L'agriculture, le commerce, l'industrie furent protégés, et le roi s'occupait activement avec Sully de rétablir l'ordre dans toutes les branches de l'administration où il n'y avait que dilapidations, désordres, prévarications, embarras de toutes sortes. Bientôt toutes ces plaies furent cicatrisées et la France prospéra sous ce gouvernement si juste, si habile et si paternel.

A. DE ROUMEJOUX.

PIÈCES JUSTIFICATIVES (1)

14 mars 1563. — Dans le registre de 1562 et années suivantes, nous trouvons des pièces et ordonnances du roi qui substituent Antoine Fumée, conseiller du roi en son Grand Conseil et grand rapporteur de la Chancellerie de France, et Jacques de Viart, conseiller du roi en sa Cour du Parlement de Bretagne, aux sénéchal et juges de Périgord qui ne peuvent arriver à remettre l'ordre dans la province et à punir les coupables de meurtres et rébellions, après avoir ordonné une enquête sur le meurtre d'un prêtre qui chantait messe et que les officiers du roi n'avaient pu mener à bien à cause de la crainte qu'inspiraient les coupables ; ils obligent les parents de la victime à déposer quarante livres pour les frais de poursuite.

Aussy, avons remontré que en exécutant l'édicte de pacification nous avons rangé chascun en son estat et ordonné que le service divin

(1) Voir à la page 391 du tome XI du *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord la copie de pièces extraites des registres du greffe de la sénéchaussée du Périgord. Volume des années 1562 et suivantes. Ces pièces regardent l'année 1562 et l'année 1563.

seroit remys en toutes les esglises, ce que nous avons exécuté en la ville de Bragerac et mandé les officiers de Mussidan, auxquels avons enjoinct garder et maintenir l'édict, ce qu'ils ont promis faire ; il ne reste que exécuter le semblable ès paroisses dentour Mussidan et Montravel, et est nécessaire que l'on se transporte sur les lieux, et mander les curés les uns après les autres et scavoir à quoy il tient qu'ils ne se retirent ou qu'ils ne nous meut vicquaires pour fère le service divin et en cas de crainte les mettre en la sauvegarde du roi, des consuls des lieux, seigneurs et gentilshommes plus puissants voisins, et à faute de commettre viquaires saisir et emparer leur temporel, et pour ce faire les avons portés en nommer quelqu'un d'entre eux pour exécuter ce que dessus ; lesquels nous ont nommés M^e Pierre de Marqueyssac, escuyer, juge-mage et Bertrand Lambert, conseiller magistrat auxquels avons donné commission et ordonné à l'official de l'évesque de Périgueux les accompagner pour restablir le divin service, aussi avons donné au sénéchal de Périgord commission de transporter en la ville de Sarlat lorsque la commodité se présentera, etc., et ce fait nous sommes transportés en l'auditoire du Sénéchal ou nous avons fait lire nos ordonnances et commissions... concernant la police et le régleme des deux religions, le tout enregistré au greffe de la Sénéchaussée...

Signé : FUMÉE.

4 mars 1563. — Anthoine Fumée, au Sénéchal de Périgord ou son lieutenant, nous vous avons commis et commettons pour exécuter l'esdict de pacification audict lieu de Sarlat et faire rentrer ceux de la religion qu'on dit réformée en ladite ville de Sarlat, rétablir aux paroisses le service divin et faire exécuter l'édict.

Registres du Greffe.

T. II, p. 53.

Mai 1563. — Charles, roi de France, etc... Les affaires esquelles sommes réduitz, à raison des factions advenues en nostre royaume, sont cause pour contenir en totale tranquillité, entretenir pensions et troupes, reîtres... y ayant employé toutes nos finances ordinaires et extraordinaires et jusques à la somme de trois cent mille livres de rente annuelle, avons arresté d'emprunter sur le clergé des Esglises de nostre royaume pareille somme de deniers, et avons fait publier le dict esdict ès cours des Parlements et ordonnons que soit publié que toutes personnes qui voudront acquérir des biens temporels desdictes esglises, commanderies et autres, en auront le droict et que cette vente

n'excède pas la quatrième partie du revenu temporel desdits bénéfices ; le roi prend toutes les précautions pour qu'il n'y ait pas d'abus. Dans la liste des diocèses de France jointe à l'édit, nous trouvons que les diocèses de Sarlat et de Périgueux sont cotisés chacun pour trois cents écus et trois deniers.

Le 3 mars 1564, le roi autorise les églises à racheter les biens aliénés ; il rappelle qu'il a permis aux bénéficiers de vendre des biens immeubles des moins utiles et profitables, et qu'une répartition en a été faite dans tous les diocèses du royaume pour la somme de trois millions deux cents mille livres, à quoi peuvent monter les ventes faites desdits biens ; il ordonne de réunir les bénéficiers qui éliront six notables, deux du sénéchal, deux du chapitre, deux de la part des chanoines pour participer à la répartition des rachats. Les acquéreurs primitifs devront être remboursés de leurs acquisitions et loyaux coûts et ils devront être arbitrés avec lesdits députés, avec loyauté... etc... toute facilité étant donnée aux bénéficiers pour racheter ce qui a été aliéné de leurs biens... etc...

Des ordonnances royales établirent des foires à Cognac, à Ladouze, à Vergt, par lesquelles :

Il est défendu :

Au syndic des manants et habitants du bourg de Cognac, requérant l'enterinement de certaines lettres du roi, de tenir marché audit lieu un jour de chaque semaine, à peine de dix mille livres ; mais il est autorisé à y établir quatre foires par an : la première le 1^{er} mai ; la seconde, le jour de Sainte-Madeleine, 22 juillet ; la troisième, le jour de Saint Clément 23 novembre ; la quatrième, le premier lundi de Carême.

Enterinement de lettres royaux le 25 décembre qui établissent au lieu de Ladouze quatre foires par an et un marché par semaine, la première le lendemain de la Toussaint, le 2 novembre ; la seconde le jour de Saint-André, 30 novembre ; la troisième le jour des Innocents, le 28 décembre ; la quatrième, le jour de Saint-Pierre, le 22 février ; et le marché le mardi de chaque semaine. En 1566, Gabriel d'Abzac, seigneur de Ladouze, de Reilhac et de Vergt, obtint en outre deux foires de plus le 30 avril, jour de Saint-Eutrope, et le 25 juillet, jour de Saint-Jacques ; et le marché est reporté du mardi au jeudi. A Vergt, Gabriel d'Abzac obtient par an quatre foires et un marché. La première le jour de la petite Saint-Jean, le 26 juin. La seconde, le jour de Saint-Luc le 18 octobre, la troisième le jour de Sainte-Barbe le

4 décembre, la quatrième, le jour de Saint-Vincent, le 22 janvier. Le marché fut fixé au vendredi de chaque semaine (1).

Le procureur du roi poursuit pour crime de lèse majesté humaine et divine Baudals (vols de grand chemin) sacrilèges, voleries, incendies, cas d'homicide et autres crimes et délits, le prince de Chalais, s^r de Grignols, le s^r de La Rochebeaucourt, autrement de Saint-Mesme, gouverneur pour le prince de Condé en la ville d'Angoulême, les seigneurs de La Force, de Losse, de Piles, de Montastruc, de Longua de Barrière, de Neuvic, de Linards de Longua de la Renaudie, le capitaine Cheylard, chef des séditieux de Mussidan, M^e Pierre Poynet, lieutenant-général de Bergerac, M^e Bertrand Lambert, conseiller et magistrat ; François Pasquet, avocat du roi au siège de Périgueux, Baptiste Vigoreux, Martial Dupuy, gardien recepveur de la recepte ordinaire du domaine du roy audit pays, le fils ayné du sieur de La Richardie, le capitaine Cugnac fils ayné du seigneur de Caussade, le fils ayné du seigneur de Trigonan, le fils du s^r de Laurière de Périgueux, le fils de M^e François Jay, greffier en l'eslection dudit lieu ; le capitaine La Vernine de Mussidan ; La Place, juge dudit lieu ; Baraud, procureur dud. Mussidan, maistre Estienne Puyrenier, juge et marchand procureur de Nontron, un nommé Choquet, procureur d'Excideuil ; un nommé Cheyrrou, juge de Thiviers ; un nommé Garaulx, un nommé Montatre, fils de la damoysselle de Monsie, un nommé Chapel autrement le s^r de La Richardie de Périgueux, Gabriel Estienne, sergent royal, M^e Pouly Joly de Fontenye, un nommé Le Camus, mercier à Périgueux, le fils ayné de maistre Pierre Cambon, juge en son vivant des terres de la reyne de Navarre audit pays, le fils aîné de Marsaullet Verrue, archer de la garde du roy quand vivait, le fils du s^r de Jauvelle de Mareuil ayant un grand nez, les trois enfants aynés du feu conseiller Valbrune, le seigneur de Jaure et son frère puynay, le jeune Gravier, advocat dud. Périgueux ; un nommé Pierre, aussy advocat aud. siège ; M. François Jay, Annet Chalup, juge d'Excideuil ; la femme de maistre Bertrand Lambert, conseiller jadis au present siège, Gravier le mercier, ung nommé Bardolou Seiller, ung nommé Autefaye, François Faure s^r de Lussas, le jeune André fils de l'advocat André, le jeune Charon, maistre Aymard archer et son fils, maistre Jaubert, Barthélemy, lieutenant de Thiviers ; maistre François Passerieu et son fils, maistre Estienne.

Et Anthoine père et fils, procureurs dudit Thiviers, les deux enfants de feu Estienne Vignaud, les deux enfants de feu Charles Psychier,

(1) Archives départementales, 1565, série B. 79.

marchand dud. Thiviers, l'aisné de Joly Pecous frères, maistre Pierre Lacroix, le seigneur de la Valade et son fils ayné, les seigneurs Datur, de la Trappe d'Ambres, escuyer ; Vitrac d'Excideuil, un nommé Chigniers, procureur dudit lieu ; Bertrand Dauriac d'Agonac, les troys Valbrune de Périgueux, frères, Helies Ribeyrol, Bernard d'Aubusson, escuyer sieur de Vilhac, ung nommé Castagnier, maistre François Lurfeuil, prêtre ; troys soldats dud. seigneur de Vilhac, nommé les Pigrats, deux autres nommés les Vizans, ung nommé Papus, ung nommé Crouzat, ung nommé La Pierre, ung nommé La Lande, autre Pierre Roque, ung nommé Filretors, soldat du s^r de Vilhac, et vesve Isabeau femme damoysselle de La Flonye, Bertrand de Plas et son frère, ung nommé Jean Lem ainsi qu'ung autre nommé Grand Jean et ung nommé de Mesny, accusés, défailhants d'autre.

Veu le procès, charges, information du vingt septiesme avril 1569, autre information, etc., les exploits des assignations à troys briefs jours contre lesdits défailhants octroyés du 14^e jour de novembre et les actes des assignations sur ce fournies et autres pièces par le procureur du roy sur ce produites avec l'appointement. . .

Disons lesdits défaux bien venus et obtenus et lesdits accusés estre vrayz contumax et deffailhants en leur contumace et défaut ; déboutons iceux défailhants de toutes exceptions, défances, déclinatoires, dilatoires et peremptoires ; et avant faire droit sur le profit diceulx ordonnons que ledit procureur du roy fera venir en la présente cour (*mots effacés*) les tesmoins nommés aux susdites charges et informations et autres que bon luy semblera pour estre ouys et retabli dans troys jours, ce veu, faire lesdits arrêts et procès assigner devant nous par le premier sergent royal sur ce requis. . . le tout devant estre reporté en la court de parlement de Bourdeaux pour y estre ordonné comme de raison.

Signé : DE MARQUESSAC (1)

XIII^e décembre 1569.

En 1578, le tribunal de la sénéchaussée condamna plusieurs personnes à être traînées sur la claie, et pendues sur la place de la Clautre, pour avoir pris part comme traitres, à la prise de la ville par les protestants en 1575. D'autres furent bannies. Nous ne croyons pas devoir donner ces noms obscurs de soldats — cela n'a pas d'intérêt pour les lecteurs, — mais cela

(1) Archives départementales, 1569, série B. 87. (Layette, 104 pièces, papier, à la fin.)

prouve que la Justice recherchait ceux qui s'étaient rendus coupables de s'être unis aux protestants et les punissait rigoureusement ; — cela explique aussi que cette Justice ne pouvait se rendre à Périgueux et pourquoi le siège de la sénéchaussée fut transporté à S^t-Astier. Il ne fut rétabli comme nous l'avons déjà dit, à Périgueux, qu'en 1581.

12 Juin 1579. — Pierre Chouquet dit la Picardièrre, natif d'Alençon en Normandie, et Antoine Cornilles dit le Coudre, prisonniers, accusés du crime de trahison et conspiration contre le château d'Excideuil, sont condamnés à être traînés sur une claie jusque sur la place publique de la Clautre où ils seront pendus et étranglés par l'exécuteur de la haute justice, et leurs corps portés ensuite aux fourches patibulaires et condamnés à cent écus d'amende chacun, applicables moitié au roi et moitié audit procureur de lad. juridiction, etc. (1).

16 Août 1580. — La Cour siégeant à S^t-Astier poursuit plusieurs personnes accusées d'avoir voulu livrer la ville de S^t-Astier et la mettre entre les mains des rebelles portant les armes contre l'autorité du roi en la ville de Périgueux ; le principal des accusés est Annet de Turayne (Turenne, écuyer seigneur de la Massoulie), les preuves contre lui n'étant pas suffisantes, il fut relaxé des fins de la plainte (2).

Mademoiselle, jay veu votre lettre estant bien mary de ce que Ramondy vous a de ceste fa-son traitée que de vous avoir prins vos meubles et vivres de vostre maison de Sallegourde et vous supplie croire qui c'est contre mon sceu et volonté et que je ne désirois rien tant que la conservation de tout ce qui estoit à vous, en luy ayant plus estroitement recommandé que s'il eust esté le mien propre de moy. Je vous feray tousiours déclaration telle qu'il vous plaira que ce n'est par sceu ny commandement que telle indignité vous ayt esté faict et vous responds qu'il nen sera jamais advouhé de moy si ceste asseurance que je vous en doonne nest assez souffisante, faictes l'adresser à messieurs Soulieres ou quelqu'aultre de conseil. Je ne fauldray à la signer et vous servir en toutz aultres endroitz où j'en auray jamais le

(1) Archives départementales, série B. 89.

(2) Archives départementales de la Dordogne, série B. 95.

moyen qui est l'endroit où je me recommanderay bien humblement à vos bonnes grâces, prieray Dieu,

Mademoiselle, vous donner très longue et heureuse vye.

DE VIVANT.

Cet 18 décembre 1580.

Vostre plus obéissant et affectionné à vous servir,

VIVANT (1)

Nous Geoffroy de Vivans, seigneur dud. lieu, Grives et Doyssat, gouverneur et lieutenant-général pour le roy en Périgord et Limousin, en l'absence du roy de Navarre déclarons que donnant à Raymondi le command. de la garnison de Sallegourde qui estoit de sept soldats, notre intention feust tousiours qu'ils feussent soldoyés des deniers provenant des contributions ordonnées par le payeur des gents de guerre de ce pays. Et d'autant que nous avons esté advertis et asseurés par la demoysselle de Sallegourde, qui est de longtemps de la religion réformée, que led. Raymondi luy a prins grand quantité de bleds et vins, bestail, armes et pouldres, se latribuant et en usant comme de son propre bien, et outre ce, se couvrant de notre autorité se seroit saisi de plusieurs personnes et grand nombre de bestail des lieux qui avoient esté par nous destinés à payer les cotisations ordonnées au payement de nos garnisons ; lesquelles personnes il auroit menées et détenues au chasteau de Sallegourde, combien qu'il luy feust prohibé et à tous autres de ne mener et tenir aulcungs prisonniers pour ces contributions et aultres, qui, es prisons royaulx de Périgueux, et lesquels paisants, bœufs et bestail, il auroit gardé prisonniers combien que ce feussent des habitants et du bestail de ceulx qui avoient payé et payeroient librement nosd. contributions et obeyssent à nos commandements ; pour ces occasions entièrement contrevenantes à nos intentions nous avons deshadvoué et deshadvouons de tout ce que dessus led. Raymondi mesmément du bestail, bleds, vins, armes et pouldres que peut avoir prins à lad. damoysselle de Sallegourde déclarant estant estre sujet à réparation et restitution, comme faict contre les règlements donnés p^r ces guerres et nos particuliers commandements. Faict à Périgueux le trési^e de décembre mil v^e quatre-vingts.

Signé: VIVANS.

(1) Archives de la Dordogne, collection de Mourcin, fonds de Sallegourde.

*Ordonnances du vicomte d'Aubeterre pour payer des soldats à Sarlat,
à Issigeac et au Moulin-Neuf, près de Périgueux.*

Comme cy devant pour la seureté et conservation de la ville de Sarlat, nous eussions ordonné le nombre de dix-huict soldats qui seroient payés et soldoyés pour six mois des deniers ordonnés faire lever en l'année 1587 pour l'entretènement des gens de guerre destinés à la conservation dudict pays, à raison de troyz escuts par mois pour chaque soldat, mandons au trésorier des guerres ou son commis à faire ces payements.

Sur les remonstrances qui ont esté faictes par les consuls, habitans et manans de ladicte ville, avons esté dhuement avertis qu'ils ont esté contraincts de mettre et entretenir le nombre de soixante soldats du pays, à raison de ce que les ennemis du roy, infracteurs de ses édicts et perturbateurs du repos public, ont tâché de..... les travailler pour s'emparer de ladicte ville, comme est.

Les ayant tenus assiégés depuis le 25 novembre jusqu'au 14 décembre dernier, de manière que tous iceux soldats et nombre de gentilshommes... ont maintenu ladicte ville dans l'obéyssance du roy, continuer l'entretien de ces soixante soldats, y compris lesdicts dix-huict..., etc.

14 janvier 1588, à Périgueux.

D'AUBETERRE.

Le 14 janvier 1588, le sénéchal signe une ordonnance par laquelle il autorise le trésorier des guerres ou son commis à payer les gages de douze soldats de la garnison d'Issigeac.

Le 12 janvier 1588, le vicomte d'Aubeterre, sénéchal, signe un ordre de garder avec soin le lieu du Moulin Neuf, sur la rivière de l'Isle,

Lequel est d'importance et d'empêcher les ennemis de s'en emparer, afin de mieux faciliter leurs courses contre le pauvre peuple et empêcher de plus grands inconvénients qui en pourroient résulter et y mettre une garnison de huit soldats, tous catholiques, choisis par nous, qui seront entretenus aux dépends du revenu dudict moulin, à raison de trois écus par chaque soldat et cinq écus pour votre appointement, avec lesquels vous ferez la guerre auxdits ennemis, ce dont nous vous donnons commandement, etc.

Lettre de Henri III aux Parlements.

1589 (24) février.

Extrait des registres du Parlement de Bordeaux.

Chers et bien aymés, voyant les artifices dont on se sert tous les jours pour diviser tous les subjects catholiques et les distraire de l'obéyssance du roy, parmy lesquels on sème de faulx bruiets pour les attirer et pousser aux séditions, nous vous avons bien voulu escrire ceste-cy afin que de votre part vous y preniez soigneusement garde et fassiez chastier ceulx quy usent de telles impostures et sugetions envers le peuple, en advertissant vos habitans de ne prester l'oreille à leurs pratiques, ains de se maintenir tousiours en la religion catholique, apostolique et romaine et en l'obéyssance du roy; à laquelle le commandement de Dieu et leur propre salut et repos les oblige, estant Sa Majesté résolue d'apporter bientost les remèdes propres et convenables aux maulx quy se présentent et de pourvoir à la seureté et soulagement de ses bons subjects, qui doivent en ce temps, plus que jamais, se monstrier fermes et constans en leur fidellité, à quoy espérants que vous ne ferez faulte, nous prions le Créateur vous avoir en sa sainte et digne garde; escript à Bourdeaux en Parlement et sous le seing et scel d'icelluy le 21^e jour de mars 1589.

26 avril 1589.

DÉCLARATION du roy sur la tresve acordée par Sa Majesté au roy de Navarre contenant les causes et preignantes (1) raisons qui l'ont meu à ce faire :

HENRY, par la grâce de Dieu roy de France et de Pologne, à nos amés et féaux les gens tenans nos cours de Parlement, gouverneurs et lieutenants généraux en nos provinces, baillifs, seneschaux, prévôts ou leurs lieutenants et autres nos officiers et sujets qu'il appartiendra, salut : Sy la vérité des choses le juge par ce quy en apparoit aux hommes, comme il le doibt faire, puisqu'ils n'en peuvent avoir autre preuve certayne et qu'à Dieu seul appartient de pénétrer à l'intérieur ceste affection de cœurs humains, la sincérité de nostre zèle et dévotion en la sainte foy et religion catholique, apostolique et romayne le deffand assez d'elle-mesme contre toutes calomnies et impostures

(1) Pressantes.

par les preuves que nous en avons rendu dès nostre première jeunesse et tousiours continue tant en nostre vye et profession ordinaire qu'à poursuivre par tous moïens, mesmes par les armes, sans y espargner nostre propre vye, l'avancement de la gloire de Dieu et establissement de lad. religion catholique, apostolique et romayne es lieux et endroicts de cestuy nostre royaume où elle a esté changée et altérée par l'introduction d'une nouvelle opinion à nostre très grand regret et déplaisir, à quoy le principal empeschement que nous avons eu n'étant procédé de la force et industrye de ceux qui suyvent et deffandent ladite nouvelle opinion comme d'autres, lesquels, se couvrant d'un faux prétexte de zèle à ladicte religion catholique, ont, de longue main, essayé de séduyre la plupart de nos subjects catholiques, par fausses impressions et pratiqué une ligue et association secrète entre eux, de laquelle ils estoient les chefs sous couleur de vouloir assurer après nous, si Dieu nous appelloit de ce monde, sans nous donner des enfants, la conservation d'icelle religion catholique, contre ceux de la nouvelle opinion qui pourroient prétendre de nous succéder à ceste couronne. Mais leur but et dessain tendant à l'usurpation et partage d'icelle entre eux, après s'estre formé un party entre nosd. subjects catholiques et appuyé de intelligence, avec estrangiers qui peuvent desirer l'affaiblissement de ce royaume, pour accroistre leur autorité et grandeur, ils auroient déployé contre nostre personne et autorité le secret de leur damnables desseings ; premièrement par détraction et médisance de nos actions, pour les rendre odieuses à nostre peuple et tirer à eux les affections d'icelluy sous l'espérance plausible qu'ils auroient joincte au prétexte de la religion, de luy donner soulagement des charges que linjure du temps leur auroit apportées, dont néammoingts leurs portemens es lieux où ils auroient commandement, estoient tesmoingts peu favorables de leur promesse, pour ce regard impatients de plus longue attente, auroient prins et levé les armes ouvertement contre nous desquelles le fruit seroit principalement tourné à leur proffiet particulier, pour les avantages et condictions qu'ils auroient tiré de nous ; l'effect d'icelles n'ayant eu au surplus esté que ruyne et destruction de nos subjects et avancement des ennemys de la religion catholique, contre lesquelles entreprises que les susd. faisoient continuellement sur nous et nostre autorité, nous ont empesché de faire leffort qu'il eut esté requis pour réprimer leurs projets et sy les premiers essays de leurs dictes armées, ont esté pernycieux à cet estat, la suite en est encore plus dommageable et dangereuse, ayant par leurs artifices de nouveau remply la France d'un trouble et guerre civile universelle, séditions, mespris des ma-

gistrats, sang, pillages, rançonnements, saccagements de biens sacrés et profanes, forcement de femmes et de filles et autres infinies espèces d'inhumanités et désordres, tels qu'il ne s'en est jamais vu ni ouï de semblables, le tout au très grand préjudice, non seulement de notre autorité contre laquelle ils se sont ouvertement déclarés, n'ayant eu honte de faire publier qu'ils recherchoient notre propre vie, mais aussi de ceste florissante couronne qu'ils espèrent partager et démembrer en y associant lesdits étrangers au grand déshonneur et opprobre du nom français et espécyalement de la noblesse, estant renommée et estymée ancennement par tout le monde, pour sa vertu, prouesse et singulière amour et fidélité envers ses rois, et qui pis est au détrimment de la religion catholique, apostolique et romaine ; car outre que la guerre civile corrompt les bonnes mœurs et détourne les cœurs non même de la piété et révérence de l'honneur de Dieu et de toute charité humaine. Cette division est le vrai moyen à ceux de l'opinion contraire d'élargir et accroître leurs conquêtes, à quoi néanmoins voulens obvier de notre pouvoir et tâcher de redresser toutes choses au bon train auquel par la grâce de Dieu nous les avons acheminés et dont nous avons été divertis par les présents troubles, nous aurions encore depuis le commencement d'iceux recherché tous les moyens à nous possibles pour par douceur ramener tous nos sujets catholiques à une bonne et ferme réunion sous notre obéissance et par le moyen d'icelle exécuter ce qu'à leur instantane prière nous leur aurions promis en l'assemblée de nos États ; mais tant s'en faut que par cette voie la dureté de leur cœur ait pu être amollie et fléchie à quelque compassion de tant de maux dont ils sont cause, non contents des désordres passés, même d'avoir soulevé contre nous la plupart de nos villes, tué, emprisonné ou déposé nos officiers, rançonné les plus aysés de notre royaume de quelque ordre, état et qualité, sexe, condition et age qu'ils puissent être, même les personnes ecclésiastiques, rompu nos sceaux, effacé nos armoiries, déchiré et ignominieusement traité nos officiers, établi des conseils et officiers de leur fantaisie, ravi nos finances et exercé contre nous et nos bons sujets tous actes de mépris, division, hostilité et inhumanité et ajoutant injure à injure, ils s'apprent à venir assaillir notre propre personne avec artillerie tirée de nos arsenaux et armée composée tant de nos sujets rebelles que d'étrangers en partie de religion contraire à la catholique, apostolique et romaine, de laquelle néanmoins ils se disent seuls protecteurs pour avec nous opprimer tous nos bons sujets étant serviteurs catholiques, au lieu de s'adresser à ceux de l'opinion contraire qu'ils laissent en paix et liberté de s'étendre à leur plaisir, comme ils en

ont perdu l'occasion ayant le roi de Navarre pendant que nous étions à nous préparer et fournir de forces pour nous garantir des mauvaises intentions les dits rebelles, pris et sapé nos villes de Niort, St-Mexant, Maillezais, Chatelleraud, Loudun, l'Isle-Bouchard, Montrenbelay, Argenton et Le Blanc en Berry, et ramené ses forces près de cette ville où nous nous serions acheminés sur le premier avis de sesdits exploits pour donner tout l'ordre que nous pourrions, empêcher qu'il ne les poursuivit plus avant et que enfin connaissant ne pouvoir faire par les armes en même temps que nous sommes en nécessité de les employer pour la conservation et défense de notre propre personne et de nosdits bons serviteurs et sujets contre la rage et violence desdits rebelles, après les avoir reconnus inflexibles à aucunes conditions de réconciliation sur les ouvertures que nous leur en avons fait faire ; et considérant que ceux qu'il n'ont voulu comme eux s'attaquer à notre vie, nos bons sujets pouvoient néanmoins être grandement molestés de ses armées, si nous ne lui ôtions l'occasion de les employer selon que l'état présent des affaires de ce royaume lui en donnoit la commodité ; d'autre part étant pressés et interpellés par les clameurs et requestes de nos provinces travaillées de ceux de son parti et remédier le plus tôt possible par une surséance d'hostilité que autrement, et le moyen d'entretenir leurs gens de guerre, toute espérance de ne pouvoir plus substantier leurs vies et de leurs familles, toutes les susdites raisons ayant été par nous mises en délibération avec les princes de notre sang, officiers de notre couronne et autres seigneurs et grands personnages de notre conseil, nous n'aurions trouvé autre moyen contre ces extrémités que de prendre et donner à nosdits sujets quelque relâche de guerre de la part dudit roi de Navarre, et pour cet effet lui avons accordé pour lui et pour tous ceux de son parti trêves et surséance d'armes et de toute hostilité suivant l'instance qu'il nous en a faite, reconnaissant son devoir et nous même ému de compassion de la misère où ce royaume est de présent réduit. Nous donnons une trêve que nous entendons être querelles éteintes sur tout le royaume pendant un an, et s'engagent les parties à ne rien faire ni rien entreprendre au dedans ou au dehors du royaume sans notre consentement et commandement.

Cette lettre est suivie de longs détails sur les lieux où la trêve doit être observée. Elle fut donnée à Tours le 26 avril 1589 (1).

(1) Archives de la Dordogne, livre des patentes de la sénéchaussée de Périgieux, volume 2, p. 236.

Extrait du Livre Noir.

1590. — Au mois de décembre, M. de Matignon, maréchal de France, venu de Rions entre deux Mers avec puissante armée, faisant conduire quatre canons, passant la rivière au port de Branne, et ayant tourné vis-à-vis dans le pays de Périgord, fut bruit qu'il s'en venoit en ceste ville et ayant envoyé les sieurs Mayre et consuls plusieurs messagers de toutes parts aux sieurs gentilshommes catholiques, pour savoir ou ladite armée devait fondre, ils en donnoient une infinité d'avis et la plupart douteux ; cependant lesdits sieurs maire et consuls avertissent à M. de Pompadour, le priant se jeter dans la ville avec ses forces pour empêcher les desseins de l'ennemi ; lequel sieur Maréchal assiégea bientôt la ville de Mussidan, de quoy lesd. maire et consuls avertirent M. de Montpezat par plusieurs messagers, ledit sieur étant en Quercy. Voyant que lesdits messagers n'y pouvoient beaucoup fut dépêché Monsieur La Chambre vers led. sieur, et peu après arriva de nuit en ceste ville le sieur de La Capelle-Biron venant de la part du sieur de Pompadour avec de belle cavalerie, et le lendemain arriva aussi led. sieur de Pompadour, accompagné du baron de Gimel, des sieurs de Saint-Chaman, Beauregard, la Brangelie, de Rastignac, Labatut, du Pouget, Nicéron, capitaine Mayet, Lapeyrouse, et grand nombre de noblesse et gens de pied, et fut avisé que le sieur de Labatut se jetteroit dans Saint-Astier pour le garder, attendant qu'on fit marcher un gros et lui fut délivré certaine somme d'argent et deux quintaux soixante livres de poudre par messieurs les maire et consuls ; cependant l'ennemi battoit en grande furie Mussidan, et le prit faute de secours, bien qu'il y en entra durant le siège, mais peu ayant égard aux assiégeants.

Messieurs les maire et consuls firent défrayer tous les capitaines et gentilshommes pour les logis et coûta la dépense neuf cents écus et plus, ayant deux cents chevaux sans les gens de pied sur les bras.

La veille de Noël, M. de Montréal arriva à grandes journées de Cahors où il avoit laissé le sieur de Montpezat, lequel marchoit vers le Périgord, mais non sitôt que la ville de Mussidan fut prise par capitulation fort honorable, ayant tiré trois cents cinquante coups de canon.

Le 2 janvier 1591, la ville envoya cinquante arquebusiers à Saint-Astier, ils y restèrent huit jours ; mais au bout de ce temps on leur manda de s'en aller à Vergt.

Le 5 février fut faite une procession générale avec tout le clergé ou M. de Périgueux assista avec M. de Montpezat et presta serment

entre les mains de Monsieur le Maire, le syndic de la Ville tenant le livre avec la croix au grand portail de l'église de Saint-Front, lequel Montpezat tenant les deux mains sur le livre, le Maire lui dit : Monsieur, vous promettez et jurez d'être bon et fidèle à Dieu, à la couronne de France, et au saint parti catholique et maintenir la ville et habitants d'icelle en leurs anciens privilèges, immunités et exemptions, ne souffrir qu'il leur soit fait violence, que nuls gens de guerre ne logeront dans la ville ou banlieue sans expresse permission desdits maire et consuls ; vous tiendrez à précaire et par sol emprunté le lieu ou la justice est exercée, la prison Trompette, ce qui fut ainsi juré et promis par tels mots : Oui Monsieur, je le jure et promets (1).

Le 25 avril, Saint-Germain-du-Salembre fut assiégé par mondit sieur de Montpezat et pris d'assaut à la diligence et frais des maire et consuls.

M. de Montpezat prit une pièce d'artillerie qui fut menée ici, et la donna à la ville ; le soldat qui attacha le câble pour la tirer fut récompensé de la somme de cinquante écus de l'argent de la ville et un autre soldat en eut quinze écus, de laquelle pièce fut donné contrat de donation du 13 mai 1591 dressé par Labrousse, notaire.

1591. — Le mardi 22 octobre, la ville de Saint-Astier, détenue par les ennemis, munie d'une forte garnison de gens de guerre, tant de pied que de cheval, a été prise et emportée de force à la diligence de messieurs les maire et consuls, et l'exécution faite par la plupart des habitants de la ville et banlieue, ce a été la nuit du jour de la fête de saint Astier, qui a été remarqué pour avoir été remporté dans la nuit de ce jour de la fête de saint Astier (2).

Registres du greffe du sénéchal de Périgueux. Vol. 5, page 364.

13 août 1594.

Sur la remontrance faite à la Court par de Mallet, pour le procureur général du roy, qui combien que les misères et calamités notoires qui affligent depuis beaucoup d'années ce royaume deussent induire et esmouvoir chacun à se rendre exact observateur des lois et ordonnances qui regardent principalement le service de Dieu, afin d'appaiser son ire justement excité par nos fautes, neammoings la malice du

(1) La cérémonie terminée, le maire et les consuls en chaperon accompagnèrent M. de Montpezat jusqu'à son logis.

(2) Archives municipales de Périgueux, *Livre Noir*, n° 361, série FF. 174.

temps et la licence des guerres a porté est telle qu'au mespris de l'honneur de Dieu, constitutions ecclésiastiques et ordonnances de nos roys, il ni eust oncques moins de zèle au culte divin, ni plus de mespris du salut des âmes, de sorte qu'en beaucoup de diocèses du ressort y a plusieurs paroisses sans administration des sacrements, le peuple vivant en toute liberté plustôt barbare que chrestienne et mourant sans aucune participation aux saints sacrements de l'Eglise, les enfants sans baptême, estant beaucoup d'esglises démolies et les bénéfices occupés par personnes incapables, de quoy est très urgent d'y pourvoir, la Court ayant esgard à la remonstrance dudict procureur général, conformément aux saints décrets et ordonnances royaux, et pour icelles mettre à exécution, a ordonné et ordonne que les ordonnances faictes sur la résidence des archevesques, évesques, curés et autres bénéficiers ayant charge d'âmes, seront extraordinairement gardées et observées, et en ce faisant, leur enjoinct chascun en droict soy de résider et de fere le debvoir de leurs charges en personne, et en cas de légitime excuse, commettre vicquaire suffisant et capable, lequel, en ce qui concerne lesdicts curés et bénéficiers ayant charge d'âmes, sera agréé par le diocésain pour annoncer la parole de Dieu, fere le service divin, administrer les saints sacrements au peuple à eux commis, aultrement à faulte de ce faire, enjoinct aux substituts dudict procureur général, chascun en droict soy, faire procéder à la saisie des fructs et revenus desdicts bénéfices, pour estre lesdicts fructs employés tant en réparation des esglises qu'en aumosnes et autres œuvres pies, le service divin préalablement faict suyvnt les saints décrets et ordonnances ; et à ces fins et pour rétablir le service de Dieu et soing des âmes et bénéfices non servis, ladicte Court exhorte évesques et prélats en tant que besoin et leur enjoinct fere leurs visites sans aucune surcharge du clergé par leurs diocèses ; et en oultre à tous juges tant royaux que des seigneurs justiciers, leurs procureurs et lieutenants, fere attestation de troyz en troyz moys, avec dix des principaux de chascune paroisse du nom, surnom, qualité, résidence, retraicte, habitation des curés et vicquaires, ensemble de l'estat des fabriques des esglises, ornements d'icelles et célébration du service divin et envoyer les procès-verbaux aux substituts du procureur général ès seneschaussées pour y pourvoir suyvnt les edicts et ordonnances royaux, ce que leur est enjoinct à peine de privation de leurs charges, et semblablement à toutes personnes vacquer les jours de dimanches et autres festes commandées par l'Eglise après ces oraisons et assister au service divin, paier les rentes qu'ils devoient et dixmes aux susdits ecclésiastiques, suyvnt les mesmes

esdicts, ordonnances royaux et arrests de la Cour et sur les peines portées par iceux avec plus grand zèle, car y eschoit, et afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, ordonne la Cour que le présent arrest estre envoyé par tous les bailliages et seneschaussées du ressort, pour y estre leu, publié et enregistré, enjoignant à tous baillis et sénéchaux garder et entretenir sous peine de suspension et privation de leurs offices, et sera le présent arrest exécuté...

Faict à Bourdeaux, en Parlement, le 13^e jour d'aoust 1594.

A esté le présent arrest lu publiquement en la Cour, requérant de Jehan, procureur du roy.

Registres du greffe. — Vol. 5, p. 419.

1595. — Le 7 juillet 1595, un arrêt du Parlement défend toutes assemblées populaires qui se font en la sénéchaussée du Périgord sans permission expresse du roi, ordonne à toutes personnes de se *contenir* en leurs maisons et de vaquer à leurs affaires, sous peine de crime de lèse-majesté, et enjoint au sénéchal de tenir la main à l'exécution des arrêts et de procéder contre les coupables.

Cette ordonnance fut rendue au sujet des Croquants.

SOURCES.

De Thou.	<i>Registres manuscrits du greffe de</i>
D'Aubigné.	<i>la Sénéchaussée de Périgueux.</i>
L'Estoile.	<i>Archives historiques de la Gironde.</i>
Palma-Cayet.	<i>Les Jurades de Bergerac.</i>
Montluc.	<i>Lettres missives des rois de France</i>
Sully.	<i>Journal de François de Sireuilh.</i>
Caumont La Force.	<i>La Popelinière .</i>
<i>Constitutions de Périgueux.</i>	<i>Mémoires de Castelnau.</i>
<i>Généalogies.</i>	<i>Théodore de Bèze.</i>
Manuscrits de Lespine.	<i>Davila.</i>
Leydet et Prunis.	<i>Mézeray.</i>
Le Père Dupuy.	<i>La France protestante, des frères</i>
Chanoine Tarde.	<i>Haag.</i>
	<i>Histoire d'Aquitaine, par de Verneilh</i>

LETTRE RELATIVE A L'EXERCICE DE LA RELIGION

PROTESTANTE A BERGERAC, EN 1672.

On sait que, pendant bien des années, avant la révocation de l'Edit de Nantes en 1685, de nombreuses entraves furent apportées à l'exercice de la religion protestante. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans une procédure dirigée en 1672 contre des ministres étrangers qui avaient été appelés à prêcher dans le temple de Bergerac. Cette procédure fait l'objet d'une lettre recueillie par l'abbé Lespine, et qui était adressée de Bordeaux, le 30 juillet 1672, au député général des réformés, par M. Jean Gravier, délégué du consistoire de Bergerac.

Voici cette lettre : elle contient un exposé intéressant de la situation faite alors aux églises protestantes :

LETTRE DE M. JEAN GRAVIER

AU DÉPUTÉ GÉNÉRAL DES RÉFORMÉS

(1672).

Monsieur,

En absence des ministres de Bergerac, les anciens du consistoire du dit lieu, ayant appelé quelques ministres des autres églises de cette province, pour administrer les sacrements dans leur temple, et y faire les autres fonctions, il a été informé à la requête du procureur du Roi à Bergerac, de l'autorité du criminel, de ce que les ministres avaient prêché dans leurs temples, et le dit lieutenant criminel a donné des inhibitions aux ministres étrangers de prêcher dans la ville et aux anciens de le permettre, de quoi les dits sieurs anciens déclarèrent appeler et députèrent vers M. le maréchal d'Albret et d'Aguesseau, gouverneur et intendant de cette province, pour se plaindre des dites informations, afin d'être maintenus en liberté et possession en laquelle Bergerac et les autres lieux où l'exercice de la dite religion est permis, sont de faire prêcher dans leurs temples des ministres d'autres églises, en absence des leurs, lequel seigneur gouverneur donna son ordonnance, visée par mon dit seigneur intendant, par

laquelle il ordonna que les procédures seroient portées à M. l'intendant. Et cependant, sous le bon plaisir de Sa Majesté, permet aux dits anciens d'appeler les ministres de quatre églises de cette province pour faire alternativement les fonctions de leur ministère dans la ville de Bergerac, le tout sans conséquence et jusqu'au prochain synode, ce qu'ils auroient fait... et parce que le Parlement de Bordeaux, où les dites procédures ont été portées, à la diligence du dit sieur procureur du Roi, auroit décrété d'ajournement personnel contre MM. de Thouron et Penna, ministres, pour avoir prêché au dit Bergerac, et donné arrêt sur la requête de M. le procureur général en icelui, par lequel est défendu à tous les ministres étrangers de prêcher hors le lieu de leur résidence, et aux anciens du dit Bergerac de le permettre, et que les dits décret et arrêt ont été signifiés ; M. Dasimont, revenu prêcher dans Bergerac, d'où il est ministre, et les anciens du consistoire m'ont député pour venir ici pourvoir à cette affaire. J'en ai parlé à Messieurs le gouverneur et l'intendant, afin de faire cesser les poursuites, et d'être maintenus dans la dite liberté et possession. Ils ont donné charge à un de la maison de M. le gouverneur, de parler à M. Dalon, avocat général au dit parlement, pour cesser les dites poursuites ; et après que j'ai représenté au dit sieur Dalon notre droit et qu'il n'y avoit aucune déclaration du Roi qui nous défendit de faire prêcher d'autres ministres dans notre temple ; et que le 13^e article de la déclaration de 1669 n'étoit que contre les annexes et ne défendoit aux ministres que de servir deux églises et de prendre gages d'icelles en même temps, comme il étoit défendu à un prêtre d'avoir deux cures et bénéfices d'icelles ; et qu'en cas de contestation le parlement ne pouvoit connaître de nos causes, et que nous devons être renvoyés en la Chambre de l'Edit, M. Dalon en a voulu conférer avec le gouverneur ; et après, il m'a dit qu'ils avoient résolu d'écrire en Cour, pour avoir un éclaircissement du dit article et de quelques autres ; et cependant, il m'a promis qu'il ne seroit fait aucune poursuite... J'ai cru être obligé de vous donner avis de tout ce dessus, afin que vous en agissiez selon votre prudence et pour le bien de nos églises. Cette affaire les intéresse toutes ; et plusieurs de cette province n'osent pas faire prêcher les ministres étrangers, de crainte des informations et décrets dont ils sont menacés. Il en a été donné un d'ajournement personnel, contre M. Queyssac, ministre de Moncaret, pour avoir prêché à Bègles. J'espère que par votre assistance, l'on n'usera pas d'une si grande rigueur contre nous, et que le Roi donnera une favorable interprétation à ses articles, dont on veut se servir pour nous ôter la liberté que nous avons de *glorifier* Dieu, et

d'être instruits et édifiés par nos ministres et par ceux des autres églises (1).

De Bordeaux, le 30 juillet 1672.

Pour copie conforme :

ELIE DE BIRAN.

LA COMÉDIE AU COLLÈGE DE PÉRIGUEUX.

Les Jésuites ont été, comme on sait, les premiers instituteurs ayant su prouver que les exercices publics contribuaient à exciter l'émulation de la jeunesse et lui faisaient acquérir l'habitude de se produire en société.

A leurs yeux, ce qu'on appelait les *académies*, c'est-à-dire ces jeux d'esprit, pièces de vers, discours, plaidoyers, comédies et tragédies, récités et même composées par les disciples comme par les maîtres, devait tenir une large place dans l'éducation. Grâce à l'introduction dans les classes de ces exercices littéraires, les leçons étaient rendues plus attrayantes. Les Pères Jésuites formaient eux-mêmes leurs acteurs, cherchant à donner aux jeunes gens de famille appelés à remplir dans le monde des fonctions élevées, cette grâce de manières, cette élégance de maintien qu'ils croyaient nécessaire de leur faire contracter dès le collège.

A ce point de vue, le collège de Guyenne, à Bordeaux, avait acquis une grande réputation. Des concours de déclamation avaient lieu le dimanche, dans la grande salle, devant toutes les classes assemblées. Les élèves qui récitaient le mieux étaient choisis pour représenter à certains jours des pièces de théâtre devant un public invité.

Montaigne loue fort ces « ébattemens » comme utiles à entretenir les relations de société. A l'âge de douze ans, il jouait lui-même les premiers personnages dans les tragédies latines représentées au collège sous son principal, André Gouvéa. « J'ay soustenu, écrit-il, les premiers personnages

(1) Lespine, vol. 48, p. 333. — Manuscrits des Récollets.

ez tragedies latines de Bucanan... et de Muret, qui se représentèrent en nostre collège de Guienne avec dignité... et m'en tenois en maistre ouvrier » (1).

Des désordres ayant fini par se mêler à ces divertissements, le Parlement, à la suite de troubles religieux survenus à cette occasion, décida qu'à l'avenir on n'y représenterait aucune pièce qui ne lui eût été soumise. C'est ainsi qu'en 1560, La Boétie, conseiller, fut chargé d'examiner des pièces composées par le professeur de rhétorique : sur son rapport, le premier régent du collège fut autorisé à faire jouer publiquement une comédie intitulée : *Regnorum integritas concordia retinetur*, plus une moralité et une farce à six personnages.

Fidèles à ces traditions, les Jésuites venus à Périgueux ne manquèrent point d'organiser pour leurs élèves, dans le collège qu'ils y avaient établi, en 1592, par suite d'un traité entre le P. Richome, provincial de leur compagnie, et le maire de La Porte (2), des spectacles montés avec soin, destinés à développer le goût du théâtre parmi la jeunesse et à charmer en même temps la société invitée à y assister. Ces représentations firent, pour ainsi dire, partie intégrante de leurs programmes d'éducation.

Les archives municipales de Périgueux ont conservé le souvenir de la première représentation solennelle que les Pères Jésuites organisèrent, afin de témoigner sans doute leur reconnaissance envers la municipalité qui les avait très généreusement accueillis à leur arrivée.

Ce spectacle fut pour nos pères, privés de théâtre depuis que la basoche avait cessé ses représentations, une agréable diversion au milieu des préoccupations causées par la Ligue.

Ce fut le 5 novembre de cette même année 1592 qu'eut lieu cette solennité théâtrale, en présence du sieur de Beauregard, qui remplissait les fonctions de gouverneur de la province en l'absence du sieur de Montpezat, et du corps de ville composé du maire Raymond Girard de Langlade et des consuls.

(1) *Essais*, livre I, chap. 25.

(2) Le collège des Jésuites, dont le premier recteur fut le P. François Bord, ancien chanoine de Périgueux, s'élevait sur l'emplacement de l'ancienne préfecture, devenue aujourd'hui l'école normale des filles.

Après les compliments débités par les élèves du collège en l'honneur de ces divers personnages, on joua la tragédie d'*Esther* en latin, ainsi que nous l'apprend un chroniqueur contemporain :

« Lesd. écoliers jouèrent en latin devant les susdits, ainsi que devant M. le gouverneur, l'histoire d'Assuérus, de la reine Esther, sa femme, de Aman, de Mardochée ».

C'est ainsi que près de cent ans avant que Racine empruntât à l'Écriture sainte l'histoire d'Esther pour en faire le sujet d'un poème dramatique, une tragédie d'*Esther* avait été jouée au collège de Périgueux ; et ce sujet devait occuper les tréteaux des collèges jusqu'au moment où le génie du grand poète, en voulant recréer les jeunes demoiselles de Saint-Cyr, trouva le moyen d'en faire, à tous les points de vue, un des beaux ornements de la scène française.

On a dit que Racine avait également emprunté le sujet et quelques scènes de son *Athalie* à une tragédie jouée chez les Jésuites. On signale, en effet, la représentation d'une tragédie latine intitulée *Athalia*, au collège de Clermont, jouée en août 1658 à l'occasion de la distribution des prix, en présence d'un nombreux concours de spectateurs.

Racine, ancien élève du collège d'Harcourt, avait bien pu avoir connaissance de l'*Esther* et de l'*Athalie* des Jésuites. Les Pères faisaient jouer plus d'une fois par leurs élèves les pièces qui avaient eu du succès sur leurs théâtres, et Racine avait pu voir une des reprises soit de cette *Esther*, soit de cette *Athalie*, qui lui auraient laissé quelques réminiscences. Il avait sans doute retenu dans sa mémoire, qui était vraiment extraordinaire, les principales situations et des vers entiers de ces tragédies, qu'il imita plus tard dans ses chefs-d'œuvre.

On ne s'étonnera point que le goût du théâtre fût entretenu parmi les élèves et au sein des familles par de semblables représentations. Des tragédies étaient d'ordinaire jouées le jour de la distribution des prix par les élèves sous la direction de leurs maîtres, en présence de l'élite de la population périgourdine. Les livres mémoriaux de la ville nous appren-

nent qu'en 1628, les P.P. Jésuites furent dispensés, à cause de la peste, de faire l'*action* ou représentation théâtrale de fin d'année scolaire.

La municipalité, qui ne refusait jamais de venir présider les soutenances de thèses, ne manquait pas aussi d'assister officiellement à ces spectacles, à l'issue desquels on procédait à la distribution des prix. Ce n'était pas seulement pour la confirmation de leur droit de *fondateurs* que les maire et consuls y assistaient, mais encore à cause du plaisir qu'ils y éprouvaient. Car nos pères ont manifesté de tous temps un goût prononcé pour le théâtre. Aussi, en 1679, les avocats du présidial furent-ils les bienvenus, quand ils dédièrent au maire une tragédie d'*Héraclius*, probablement composée par quelque membre de leur corporation.

A ces spectacles attrayants l'on dut sans doute des œuvres dramatiques ayant eu pour auteurs des Périgourdiens. Ce fut chez les Jésuites et aux représentations qui s'y donnaient tous les ans, que le jeune Lagrange-Chancel, leur élève, se révéla à lui-même en essayant sa muse encore enfantine. On retrouve dans le *Livre Rouge* de l'hôtel-de ville la mention de la représentation d'une tragédie, dont le titre n'est pas indiqué, jouée à la fin de juillet 1687, à l'occasion de la distribution des prix. Le maire Jean de Champagnac et les consuls, « fondateurs du collège », y assistaient « revestus de leurs livrées et étant placés sur un théâtre élevé ». Le futur auteur d'*Amasis* et d'*Ino et Mélicerte*, quoique à peine âgé de onze ans, devait probablement y tenir son rôle. Il y avait deux ans qu'il était au collège, où il étonnait ses maîtres et ses camarades par la précocité de son intelligence. Il nous conte lui-même dans sa préface de *Jugurtha* qu'à huit ans il était « entré en cinquième chez les R.R.P.P. Jésuites dans le collège qu'ils ont à Périgueux » ; que déjà il faisait des vers sur tous les sujets qu'on lui proposait, et qu'il en faisait quelquefois de « si infiniment au-dessus de son âge, que tous les connoisseurs en étoient surpris ». Il nous apprend qu'il y avait été acteur, peut-être dans la pièce dont nous avons parlé plus haut, et que, déjà porté à la satire, il se mêlait de corriger les pièces de ses maîtres.



VOUS êtes très-humblement priés de la part de MM. les Etudiants de Seconde du Collège de Périgueux , de leur faire l'honneur d'assister à la Représentation des Incommodités de la Grandeur , Comédie héroïque , qui sera jouée dans la Salle des Spectacles dudit Collège les 16, 17 & 19 du mois de Juin de l'année 1766 , à deux heures après midi.

ACTEURS

PHILIPPE, Duc de Bourgogne.	M. JEAN LAROCHE, de Montignac.
CHARLES, fils de Philippe & Comte de Charolois.	M. FRANÇOIS LAPEYRIERE, de Périgueux.
OROMTE, Confident du duc de Bourgogne.	M. FRANÇOIS ARVENGAS, de Périgx.
GLEON, Confident du Comte.	M. MARTIAL SOLLIER, de Périgueux.
GREGOIRE, Payfan faux duc de Bourgogne.	M. NICOLAS SARLANDIE, de Périgx.
VALERE, Officier.	M. AUGUSTIN GILLES, de Périgueux.
TIMANTE, Introducteur des Ambassadeur & Tresorier.	M. JACQUES DEVAUX, de Périgueux.
FADIUS, Sçavant ridicule.	M. FRANC. CHRETIEN, de Bourdeille.
ASTROLOGUE.	M. FRANC.OIS DAURIAC, de Périgueux.
DEPUTE d'une Province.	M. JACQUES DEVAUX, de Périgueux.
MEDECIN.	M. ETIENNE MOYRAND, de Corniac.
CARMANIOLE, Valet de Valere.	M. J. B. DELISLES, de Montagnier.
LUBIN, Payfan camarade de Gregoire.	M. MARC LABRUE, de Périgueux.

GARDES.

Monsieur JEAN MARAMBEAU, de Périgueux.
Monsieur JACQUES REYNAUD, de Périgueux.



« Je me souviens, dit-il, que mon régent, qui se piquoit d'être poète, fit une déclamation où je devois jouer le premier rôle et que je me mélois déjà de corriger les vers que je devois réciter. Je me souviens aussi qu'ayant invité en ma présence le père recteur et les autres d'assister à sa petite comédie, qu'il disoit être en trois points, je ne pus m'empêcher de m'écrier qu'il les inviteroit incessamment à un sermon fait en trois actes ». Nul doute qu'il n'ait puisé à ces jeux, qu'il allait voir se renouveler sur un plus grand théâtre, au collège de Guyenne à Bordeaux, où il alla achever ses classes, le goût de la tragédie, à laquelle il dut plus tard ses meilleurs succès.

Les prêtres de la Mission, qui succédèrent aux Jésuites, n'eurent garde de négliger, dans leur programme d'enseignement, un pareil moyen d'émulation.

Il serait intéressant de rechercher la trace des pièces de théâtre écrites en latin et en français, que tous les ans l'on était dans l'usage de faire représenter par les élèves. Leur nombre est assez considérable ; nous n'en connaissons aucune qui ait été imprimée avant la représentation.

Quant aux programmes de ces pièces, on les imprimait ordinairement pour l'usage des spectateurs, auxquels on les distribuait à la porte. On comprend que ces programmes, qui ne formaient pas plus de deux ou quatre pages in-quarto, en général, donnant les noms des personnages de la pièce et les noms des acteurs, soient devenus à peu près introuvables.

A cet égard, nous avons eu la chance de rencontrer la pièce imprimée, dont, grâce à l'obligeance de notre collègue M. Charles Durand, nous offrons ici une reproduction fidèle, mais de beaucoup réduite, car l'original, en forme de placard, mesure 37 centimètres de hauteur sur 29 et demi de largeur. Elle servait de chemise à un recueil d'anciens actes notariés, ce qui a été la cause de sa conservation. Elle a été rédigée de façon à servir à la fois de lettre d'invitation et de programme. En voici la teneur :

M.

Vous êtes très-humblement priés de la part de MM. les Etudiants de Seconde du Collège de Périgueux, de leur faire l'hon-

neur d'assister à la Représentation des Incommodités de la Grandeur, Comédie héroïque, qui sera jouée dans la Salle des Spectacles dudit Collège les 16, 17 et 19 du mois de juin de l'année 1766, à deux heures après-midi.

ACTEURS :

PHILIPPE, Duc de Bourgogne.
CHARLES, fils de Philippe et Comte de Charolois,
OROMTE, Confident du duc de Bourgogne.
CLEON, Confident du comte.
GRÉGOIRE, Paysan, faux duc de Bourgogne.
VALERE, Officier.
TIMANTE, Introduceur des Ambassadeur et Trésorier.
FADIUS, Sçavant ridicule.
ASTROLOGUE.
DÉPUTÉ d'une Province.
MÉDECIN.
CARMAGNOLE, Valet de Valero.
LUBIN, Paysan, camarade de Grégoire.

M. JEAN LAROCHE, de Montignac.
M. FRANÇOIS LAPEYRIÈRE, de Périgueux.
M. FRANÇOIS ARVENGAS, de Périgueux.
M. MARTIAL SOLLIER de Périgx.
M. NICOLAS SARLANDIE, de Périgueux.
M. AUGUSTIN GILLES, de Périgx.
M. JACQUES DEVAUX, de Périgueux.
M. FRANÇ. CHRÉTIEN, de Bourdeille.
M. FRANÇOIS DAURIAC, de Périg.
M. JACQUES DEVAUX, de Périgx.
M. ETIENNE MOYRAND, de Corniac.
M. J. B. DELISLE, de Montagrier.
M. MARC LABRUE, de Périgueux.

GARDES :

Monsieur JEAN MARAMBEAU, de Périgueux.
Monsieur JACQUES REYNAUD, de Périgueux.

Cette lettre, sortie évidemment des presses d'Arnaud Dalvy, constitue un document d'un réel intérêt.

Elle prouve que les directeurs du collège n'attendaient pas le jour de la distribution des prix pour régaler la société périgourdine de quelque comédie, et qu'ils possédaient dans leur établissement une salle spécialement consacrée aux spectacles. Elle nous révèle en même temps parmi les jeunes acteurs qui représentèrent durant trois jours, à la mi-juin de l'année 1766, les *Incommodités de la grandeur*, des noms qui sont encore honorablement portés en Périgord, et pour ne pas sortir de la ville, ceux de Gilles-Lagrange, Moyrand et Sarlandie.

De pareilles représentations étaient d'autant plus recherchées que la ville de Périgueux ne possédait pas encore de théâtre : elle n'eut de salle de spectacle qu'une vingtaine d'années plus tard. Elle recevait assez rarement, d'ailleurs, la visite de comédiens de passage, qui, s'ils ne jouaient pas au Jeu-de-Paume de la rue des Places, représentaient leurs pièces dans une des salles de l'hôtel-de-ville, comme il était arrivé, l'année précédente, en avril 1765, à la troupe Eloquenti, qui y débuta par les *Ménechmes* de Regnard.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

V A R I A

DORDOGNE

Extrait de la *Géographie* [N° DU 15 JUILLET 1901]

« Sur les indications de M. O. Reclus et de M. le docteur Puyjoly de Meyjounissas, maire de Brantôme, et avec l'aimable concours de MM. Jarreton, maire de La Chapelle-Faucher, et Chapeyrou, j'ai examiné (1) du 4 au 6 septembre, les environs de La Chapelle Faucher, sur la Côte, à 10 kilomètres de Brantôme, qui présentaient plusieurs énigmes hydrologiques.

« On disait que les Bouillidous des Fonds à La Chapelle-Faucher même, étaient la réapparition (ce que je nomme la résurgence) du ruisseau du Trincou, perdu en aval du moulin de Panit à 10 kilomètres au nord nord-est de La Chapelle. Topographiquement et géologiquement cela était vraisemblable ; en effet, l'hypothèse n'est qu'imparfaitement exacte. J'ai trouvé les pertes de Panit à sec, échelonnées sur le flanc gauche d'une vallée aujourd'hui complètement desséchée, si ce n'est après les très gros orages, et d'ailleurs impénétrables, ou accessibles seulement sur quelques mètres d'étendue. Le vallon tari en somme du Trincou se continue jusqu'à la Côte, par Villars et Condat, où il aboutit un peu en amont du confluent de la Dronne.

« A Villars on avait fait grand bruit dans la presse périgourdine, d'un abîme qui s'était ouvert, en 1897, à Janon et où l'on prétendait avoir

(1) C'est M. Martel, le célèbre explorateur des cavernes, qui parle.

rencontré un ruisseau souterrain. En réalité le gouffre mesure 18 mètres de profondeur et conduit à une galerie d'une trentaine de mètres de longueur, située à peu près au niveau du thalweg voisin du Trincoü, et qui semble bien en effet contenir un ruisseau, à de fréquents intervalles. Des flaques d'eau y marquaient 12° 5 ; c'est assurément l'un des filets souterrains de Panit se rendant aux Bouillidoux des Fonds. Ces dernières sont au nombre de quatre, émergeant sur une ligne de moins de 150 mètres de longueur ; en avant, quatre petites cavernes où l'on ne peut pénétrer bien loin, et disposées parallèlement au cours de la Côte elle-même, renfermant des bassins d'eau courante. A la fluorescéine j'ai coloré le plus haut de ces bassins et reconnu ainsi qu'ils communiquent entre eux et aussi avec les résurgences N^{os} 1, 2 et 4 qui se sont teintées fortement au bout de 1 heure 1/2 à 2 heures 1/4 ; mais la troisième n'a montré (en 2 1/2 heures de surveillance) aucune trace de coloration malgré un extrême voisinage (moins de cent mètres) des bassins souterrains ; elle est donc indépendante des trois autres et possède une autre origine qui peut fort bien dériver des pertes de Panit. Quant aux résurgences 1, 2 et 4, elles sont tout simplement la réapparition de la Côte elle-même, qui, 5 kilomètres plus haut, à Bruzat, en amont de St-Pierre de-Côte, perd une partie de ses eaux sous terre, dans un gouffre impénétrable ; c'est un nouvel exemple de capture actuelle ou dérivation souterraine, comme celles que j'ai déjà signalées dans la vallée de la Jonte (fontaine des Douzes) et qu'on a reconnues aussi pour le Trévezel et les Gardons (Gard) le Chassezac (Ardèche) le Thoré (Tarn) et beaucoup d'autres localités. Ces captures nous montrent les rivières du calcaire encore occupées de nos jours à creuser des cavernes et des canaux souterrains, à côté ou en dessous de leurs propres thalwegs actuels, continuant ainsi sans relâche cette œuvre d'enfouissement des eaux et de dessèchement des vallées qui peut réellement fournir un sérieux sujet d'inquiétude pour l'avenir de leurs riverains.

« A un kilomètre en amont de La Chapelle-Faucher, à Rochecaille, la grotte des Fées, qu'on disait longue de 5 à 6 kilomètres, ne mesure réellement que 300 mètres d'étendue. C'est un tortueux boyau étroit, haut de 1 à 10 mètres, à la voûte constellée d'innombrables et minuscules stalactites très contournées par les courants d'air (temp. 12° 5) et où d'énormes accumulations de vase gluante témoignent du fréquent passage de l'eau. Assurément cette grotte est connexe et sert de trop plein (sans permettre toutefois de les atteindre directement, à cause de l'étroitesse des dernières fissures) aux canaux souterrains qui mènent près de la moitié de la Côte, de Bruzat aux Bouillidoux. Quant à son origine, elle ne peut être qu'une ancienne perte de la Côte, qui, actuellement, coule 20 mètres plus bas que l'orifice de la grotte.

» Toute la région du Périgord et du Sarladais abonde en pertes de rivières, gours ou réapparitions, vallées sèches, etc. Dans cette portion de la Dordogne, la spéléologie a beaucoup à faire encore, sinon comme découvertes importantes, du moins pour l'explication d'un grand nombre de curieux phénomènes hydrologiques.

» A Terrasson, avec le bon concours de MM. Lacoste et Philibert Lalande, j'ai visité (28 mai) l'igüe des montées, ou des combes de Pouch, qui faisait aussi beaucoup parler de lui, depuis sa récente ouverture accidentelle ; car, c'est en déplaçant une pierre au milieu d'une vigne qu'a été mis au jour le sommet de la diacase où il a été creusé par les eaux d'infiltration. Descendu à 45 mètres dans cet igüe, j'ai été arrêté par d'étroites fissures dans une haute galerie de 60 à 70 mètres de longueur, ornée de concrétions qui seraient fort belles si elles n'étaient rouges à cause de la nature du terrain ; le gouffre, en effet, est dans le lias, particularité dont je ne connais que quelques cas (Eydze de Montmège, près Terrasson, Aven de Bessoles, près Millau, etc...) Depuis ma visite, M. Lacoste, à l'aide de mon matériel et en élargissant une fissure, a pu descendre 8 mètres plus bas, et trouver un autre couloir de 20 mètres de longueur, où d'autres crevasses seraient à agrandir pour continuer les recherches. »

NÉCROLOGIE

M. VIEILLEMARD.

Fils de modestes artisans, Pierre-Auguste Vieillemard était né à Nontron en 1823. Ses ancêtres avaient habité le lieu noble du Claud, paroisse de Saint-Martial-de-Valette (1), et ils ont possédé jusqu'en 1815 cette charmante propriété, qu'il avait rachetée, en sorte qu'il a pu finir ses jours au berceau même de sa famille.

Après des débuts pénibles comme ouvrier charron à Mareuil, comme employé de commerce à Paris, cet estimable industriel était parvenu, grâce à un labeur persévérant, à une intelligence peu commune, à fonder, dans cette dernière ville, la grande imprimerie lithographique qui porte son nom et que dirige actuellement son fils aîné.

(1) M. de Laugardière, dans sa *Monographie de la ville et du canton de Nontron*, rapporte des actes d'un Vieillemard (Veterimari), qui était notaire en 1457.

Cette importante maison de la rue de la Glacière fut dès lors le refuge des Périgourdiens inoccupés. En fidèle enfant de Nontron qu'il demeura toujours, il aimait passionnément son pays natal et, en mourant au Claud, il a réalisé un désir bien des fois exprimé. « A Paris, disait sur sa tombe, le 8 septembre dernier, M. le docteur Peyrot, il nous prouvait à chaque instant qu'il était resté le meilleur des Périgourdiens. Pas un de nos compatriotes dans le besoin qui ne le trouvât prêt à lui ouvrir sa bourse, à le recommander, à lui fournir du travail dans son usine. »

Il apportait aux réunions de la Société amicale des Périgourdiens de Paris, dont il était vice-président, le charme d'un caractère aimable et gai : on ne s'y lassait pas de l'écouter, récitant ces fables et ces chansons patoises, dont il a imprimé quelques-unes et qui étaient comme un écho savoureux du clocher périgourdin.

M. Vieillemand était officier d'Académie.

La Société historique et archéologique du Périgord, dont il suivait de loin les travaux avec un vif intérêt, associe bien volontiers son hommage à ceux que la ville de Nontron a rendus à ce regretté collègue.

D.

M.^r EYSSALET.

M. Eyssalet nous offre encore le consolant exemple d'une aisance honnête, acquise par toute une vie de travail et de probité.

Fils de cultivateurs, Jean-François Eyssalet, dit Joanem, naquit le 2 avril 1825, à Grignols, châtellenie célèbre dans les annales du Périgord. De simple tailleur de pierres il était devenu un des entrepreneurs les plus appréciés dans les travaux publics.

Il apporta aux œuvres philanthropiques un concours d'autant plus empressé qu'il eut toujours à cœur l'amélioration du sort des ouvriers dont le syndicat l'élut pour son président.

Périgourdin dévoué, il s'aggrégea volontiers à toutes les associations ayant pour but de faire valoir les richesses de toute sorte du sol natal. Membre de la Société des Beaux-Arts, il le fut aussi de la Société d'horticulture de la Dordogne, dont il était en dernier lieu vice-président.

Ayant pris sa retraite dans sa propriété de la Fouillarge, commune de Château-l'Evêque, il y déploya les qualités d'un agriculteur consommé : aussi sa nomination de chevalier du mérite agricole ne surprit-elle personne.

M. Eyssalet avait trouvé dans son mariage avec Madame Marguerite Batailler, ancienne élève et secrétaire de M. de Mourcin, un stimulant à ses goûts naturels pour l'histoire et l'archéologie locales. En 1882, il pria le docteur Galy de le présenter aux suffrages de notre Compagnie, à laquelle il a donné, en 1889, un témoignage de l'intérêt qu'il lui portait, en déposant dans nos archives divers documents trouvés par lui dans le grenier de sa maison de Grignols.

Notre collègue est décédé à la Fouillarge, le 11 septembre dernier, laissant une mémoire universellement respectée. D.

M. JULES CLÉDAT.

Les vides se multiplient dans nos rangs et la Société historique et archéologique du Périgord a encore à enregistrer la perte d'un de ses membres les plus anciens, M. Clédat, banquier à Périgueux, décédé le 14 septembre 1902.

Jules-Ferdinand Clédat, naquit à Avesnes (Nord), le 20 janvier 1840. Tout jeune, il débuta comme employé à la mairie de Périgueux, puis à la Caisse d'épargne qu'il quitta pour entrer, comme comptable, dans la banque Prévôt ; très intelligent et très travailleur, il ne tarda pas à se faire remarquer de son patron qui lui accorda son entière confiance et qui, pour le récompenser des services rendus à la banque, l'intéressa d'abord et en fit plus tard un de ses associés.

En 1888, à la dissolution de la Société Rolland-Prévôt, Clédat et Dongreil, Clédat continua pour son compte personnel, les opérations de banque jusqu'au jour de sa mort.

Malgré les difficultés particulières de cette profession qui n'admet d'habitude ni douceur, ni faiblesse et qui est bien peu faite pour gagner la sympathie, l'amitié et encore moins la reconnaissance, Clédat fut assez heureux, cependant, pour se créer d'agréables et solides relations et pour se faire des amis dévoués de tous ceux qui étaient devenus ses clients. Aussi, grâce à l'estime qu'il sut inspirer, il fut nommé membre du Tribunal de Commerce de Périgueux, où il occupa successivement, jusqu'en 1894, les fonctions de juge suppléant et de juge titulaire ; il se fit remarquer, dans cette compagnie, par un esprit d'équité et d'impartialité qui honorent un magistrat et le mettent au dessus de toute préoccupation et de toute inquiétude.

Dans l'exercice des différentes fonctions qu'il a occupées, soit comme administrateur de la Caisse d'épargne, soit comme trésorier de notre Société où il avait succédé au regretté M. Alexis Lapeyre, de

1878 à 1883, il y apportait toujours un dévouement infatigable et le désintéressement le plus absolu.

Clédat était la bonté personnifiée ; ce n'était pas un banquier, mais plutôt un père de famille, toujours prêt à intervenir, souvent même à son préjudice, pour secourir les infortunes ou prêter son appui à ceux qui le lui demandaient.

A toutes ces qualités qui faisaient de Clédat un homme de bien, il faut ajouter celle de l'artiste : musicien consommé, il avait été, avec « le père Dutheil », un des fondateurs de la Société orphéonique *Les Enfants de Vésone*, dont il devint plus tard le président ; il aimait à prêter le concours de son talent aux concerts de charité où nous avons eu le plaisir de l'entendre et de l'applaudir, comme violoncelliste, dans l'art difficile duquel il était devenu un véritable virtuose.

Atteint depuis quelques années d'une affection cardiaque, il fut pris, le 13 septembre au soir, en rentrant de sa promenade habituelle, d'un malaise que les soins les plus intelligents ne purent conjurer et il expira le lendemain matin sans avoir repris connaissance.

Puissent les regrets de notre Société et de ceux qui l'ont connu apporter un adoucissement à la douleur de sa veuve et de ses enfants, ainsi qu'à celle de ce frère, notre sympathique et érudit collègue, M. Léon Clédat, doyen de la Faculté des lettres de Lyon, dont il était si fier, à juste titre, et qu'il affectionnait d'une manière toute particulière.

H. POUTAUD.

M. LE BARON LAPEYRE DE LAPAGÉGIE (1).

« Un homme bon et un homme de bien », ce peu de mots répétés devant le cercueil d'un vieillard, par une population en deuil, renfermaient dans un épigraphe de panégyrique le jugement résumé d'une vie.

M. le baron Auguste Lapeyre de Lapagégie avait mis son ambition à le mériter. Placé par sa condition sociale trop au-dessus du vulgaire pour en nourrir les sentiments et ramené par un attrait instinctif comme par une préférence raisonnée assez près du peuple pour en

(1) Né à Saint-Lazare (Dordogne), le 13 mai 1818, décédé au même lieu, le 30 septembre 1902.

pénétrer les douleurs avec les faiblesses, les ignorances meurtrières et les décevants calculs, il avait compris très jeune que la prédication de l'exemple, dans une sphère même restreinte et un milieu familial, peut suffire à une activité intelligente et contenter de très hautes ambitions. De son père, colonel de l'Empire, dont chaque grade avait payé une blessure ou une action d'éclat et qui, l'heure de la retraite sonnée, s'était consacré avec une égale vaillance à l'obscur besogne d'une magistrature rurale, il tenait, uni à une fermeté irréductible dans ses résolutions comme dans ses croyances, un attachement égal aux institutions modernes et à ces principes supérieurs d'autorité en dehors desquels le pouvoir aboutit au despotisme et la liberté à l'anarchie.

De fortes études de littérature, de philosophie et de droit, persévéramment servies par une lecture abondante et par l'observation soutenue des événements et des hommes, avaient développé en lui de bonne heure l'équilibre parfait du savoir et du jugement. Mais à s'incliner de plus en plus vers les humbles, à recevoir la confiance de leurs entreprises et de leurs mécomptes, M. le baron Lapeyre avait bientôt conclu que le ministère social excellent est celui de la bonté. De la monarchie de Juillet dont il avait accepté les promesses d'ordre et de progrès, sans dissimuler un attachement natif aux gloires impériales, son mérite, plus écouté alors que l'intrigue, lui permettait d'attendre l'utile emploi de facultés peu communes ; et il n'eût tenu qu'à lui de les faire valoir dans la hiérarchie de la magistrature ou de l'administration.

S'il en eut jamais le désir, il y renonça bien vite, convaincu qu'un devoir plus pressant et plus fécond le retenait dans sa petite commune de Saint-Lazare.

Il en devint très jeune, et pour de longues années, le maire ; il en resta toujours le conseil tantôt occulte et tantôt reconnu. Ce fut tout ce qu'il accepta de la faveur publique. Quelques-uns lui ont reproché peut-être comme une faiblesse son éloignement pour les fonctions officielles et les mandats électifs. Ceux-là le connaissaient mal qui y auraient vu autre chose que la volonté de servir, dans l'indépendance intacte de ses attachements, la grande cause du bien.

Leur jugement devait le faire sourire lorsqu'au milieu de ses rustiques voisins, — ses clients dans l'acception plutôt chrétienne que romaine du mot, — il s'appliquait soit à faire prévaloir contre la routine agricole des méthodes sagement progressives, soit à résoudre par l'exercice d'un quotidien et patient arbitrage ces difficultés petites toujours à l'origine et si promptes pourtant à tendre jusqu'au conflit

violent les rapports de la vie sociale dans la zone étroite du village. Là, par contre, justice lui était rendue, même aux jours où le caprice de la politique éloignait de lui le suffrage populaire. C'est que, malgré des contradictions, qui pour d'autres eussent été de vrais déboires, il demeurait inébranlablement orienté vers son but, comme tel de ses amis d'enfance dont le souvenir très cher le hanta jusqu'à la fin. L'ingratitude aveugle, pas plus que la flatterie intéressée, n'avait de prise sur lui. Sa fierté, trop supérieure à l'amour-propre pour en ressentir les piqures, n'eût pas cherché dans un isolement affecté de mesquines repréailles. Sa consolation, s'il en eût éprouvé le besoin, il l'eût demandée à ses livres de chevet. Leur fréquentation assidue ne lui rappelait-elle pas que le sage trouve en soi une source toujours pure de satisfaction quand l'accomplissement du bien, la poursuite du mieux a constitué l'objectif constant de son activité ?

M. Lapeyre était plus qu'un sage : un chrétien. Il en avait eu, à tout âge, l'esprit et les tendances, en dépit d'une éducation dirigée vers les spéculations philosophiques plus que vers les dogmes positifs. Puis, le temps, la réflexion et l'heureux ascendant d'une famille pieuse aidant, la générosité du cœur avait triomphé des incertitudes de l'esprit, et cette existence toujours digne et sans reproche avait atteint cet état de perfection où la pratique des vertus humaines réalise la conquête précieuse des vertus surnaturelles.

Les dernières années de sa vie présentèrent cet édifiant spectacle. Ce furent celles d'un patriarche, — sereines, souriantes, entourées, non exemptes d'épreuves sans doute, — mais heureuses encore dans la mesure accessible ici-bas, grâce à un juste retour des sympathies populaires, grâce surtout à l'ingénieuse sollicitude des affections domestiques. Quand la décroissance de ses forces physiques lui eut fait d'un repos relatif une loi d'abord difficilement subie, il se replia de plus en plus sur ses lectures. Sa bibliothèque lui créa un large cercle d'amitiés. Il revenait volontiers aux classiques. Leur commerce enrichissait d'heureuses réminiscences une conversation facile et sans apprêt. A 84 ans, M. Lapeyre était demeuré l'humaniste de 1830, familier avec toutes les délicatesses des langues savantes. Horace et Virgile, Cicéron et Tacite, les maîtres de sa studieuse adolescence, étaient devenus les compagnons de sa grave vieillesse. A l'occasion, il aimait à reparler leur langue, et c'était plaisir pour lui d'embarrasser parfois le latinisme de fraîche date de ses interlocuteurs. Sur sa table de travail, les vieilles éditions aux basanes usées côtoyaient les entretiens champêtres d'Olivier de Serre. Toute une vie se racontait dans ce rapprochement.

Mais ce laborieux, que l'on avait vu naguère diriger d'un œil et d'un bras également sûrs l'évolution d'une charrue modèle, n'avait pas abdiqué dans la retraite le droit de demeurer serviable. Son petit bureau ouvert à toute heure et à tout venant était le sanctuaire où s'élaboraient dans le recueillement et se formulaient en un langage clair, concis, toujours marqué au coin d'une cordiale bienveillance, les avis utiles, les conseils prudents, les oracles sûrs. Par-dessus tout, il était resté le praticien de l'aumône. Sa charité revêtait toutes les formes et se prêtait à toutes les nécessités. Il n'eût pas cru en avoir rempli le devoir, si le don d'une réconfortante parole n'avait accompagné la remise discrète du secours attendu.

Cet homme, aux mœurs d'autrefois, s'était épris, en vieillissant, d'un culte pour les choses du passé. Rien de ce qui touchait aux antiques institutions locales ne lui était étranger. La découverte d'un livre terrier ou d'une charte lui procurait des joies d'érudit. Si l'outil d'un de ses paysans écornait un silex, ou mettait au jour une médaille ruste, par des inductions très sagaces il reconstituait une page d'histoire. Sans sortir de son cabinet d'étude, il s'était improvisé paléographe et archéologue. Sa mémoire très sûre recevait seule le dépôt de ses recherches, et peut-être notre Société lui eût-elle dû plus d'une communication précieuse sur les justices ecclésiastiques et seigneuriales de la région, comme sur les légendes quelque peu déformées par la tradition populaire, s'il n'eût rencontré dans la fidélité de ses souvenirs un encouragement aux résistances de sa plume. Les rares bénéficiaires de ses trouvailles consentiront, sans doute, quelque jour à admettre la Société archéologique, dont il lisait avec ferveur les publications, au partage posthume d'intéressantes confidences. C'est un espoir qu'au nom de ses confrères se plait à exprimer ici l'auteur de cette trop incomplète notice.

Son but n'a pas été d'ailleurs de grouper dans un cadre nécessairement réduit tous les traits d'une figure digne de tenter un pinceau plus habile. Il s'est borné à en éclairer les lignes les plus saillantes ; et, dans le tribut qu'une affection vieille d'un quart de siècle devait à une mémoire vénérée, les qualités exquises du cœur revendiquaient de droit la première place. L'assistance émue qui se pressait aux obsèques du noble vieillard en jugeait ainsi, et le ministre des derniers pardons, devenu à cette heure l'interprète des unanimes regrets, avait raison de dire que la trace la plus profonde laissée ici-bas par une créature humaine est le souvenir des services rendus. L'éclat du savoir s'éteint avec le foyer qui le projette. Les rayonnements de la vertu ont une autre durée, parce que la vertu elle-même a un autre

principe. L'homme s'attache à son semblable dans la mesure où celui-ci a su développer sa puissance de faire le bien. Il s'établit de l'un à l'autre un rapport de protection et de gratitude. L'obligé reprend devant le mort conscience de ce qu'il a dû au vivant. N'en cherchons pas trop la cause, moins honorable que le résultat. Ce qui est vrai, c'est que les plus indépendants et les plus fiers ont leurs heures d'ébranlement, où le besoin d'appui se déclare. Et, comme le disait éloquentement aux funérailles de M. le baron Lapeyre le prêtre chargé de mêler un enseignement à un hommage : « La forêt regarde avec respect les vieux chênes qui l'ont couverte de leur ombre et dont la puissante ramure l'a protégée et défendue. »

P. S.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente les Ruines du château de Jayac en Sarladais ; — et la 2^e, un Programme de spectacle au collège de Périgueux en 1766.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XXIX (1902)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE :

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres.....	9
Séance mensuelle du 5 décembre 1901.....	31
— du 2 janvier 1902.....	42
— du 6 février.....	81
— du 6 mars.....	91
— du 3 avril.....	181
— du 1 ^{er} mai.....	188
Assemblée générale du 27 mai.....	273
Séance mensuelle du 3 juillet.....	287
— du 10 juillet.....	288
— du 7 août.....	405
— du 4 septembre.....	419
Assemblée générale du 2 octobre.....	517
Séance mensuelle du 6 novembre.....	526
Compte de gestion du trésorier (Exercice 1901) (M. DE SAINT-PIERRE).....	49
Pomone à Vésone (M. Ch. DURAND).....	51
Troubles et guerres de religion à Bergerac (1576-1577) (M. Elie DE BIRAN).....	57
L'exécution de la révocation de l'Edit de Nantes dans une petite paroisse du Périgord (M. Ferdinand VILLEPELET).....	61

Le Père Pierre Boutin de la Compagnie de Jésus, apôtre de Saint-Domingue (1673-1742 (M. Joseph DURIEUX)...	68
Sarcophages du vieux cimetière de Cumond (M. le marquis DE CUMOND).....	101
Notes de géographie historique du Périgord. La prise de Thiviers en 1211 (M. Gustave HERMANN).....	108
Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598) (M. A. DE ROUMEJOUX).....	111, 221, 336, 428 et 543
Lettres du roi Henri III au roi de Navarre (1582) (M. CHARRIER).....	164
Information ordonnée en 1310 par le roi d'Angleterre au sujet des surprises faites à son préjudice par le roi de France en Périgord, Limousin et Quercy (M. Paul HUET)	195
Le premier livre imprimé à Périgueux (1498) (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	215
La chanson nouvelle de la défaite et mort du prince de Condé (M. Gustave HERMANN).....	256
A propos de deux « ex libris » périgourains (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	265
Domme. Origine de la ville. Privilèges accordés aux habitants. Domme prise cinq fois par les Anglais. Domme prise par les Huguenots (M. Gustave CHARRIER)..	299 et 471
Le château du Lieu-Dieu (M. L. PASQUET).....	332
François de Montsalard, médecin d'Henri IV (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	399
Le fer à gaufres de Bayac (M. Albéric DE BÉLER).....	497
Commission du roi Louis XIII au capitaine de Sizeault (M. VIGIÉ).....	500
La seigneurie de Jayac en Sarladais (M. DU RIEU DE MAYNADIÉ).....	538
Lettre relative à l'exercice de la religion protestante à Bergerac en 1672 (M. Elie DE BIRAN)	567
La comédie au collège de Périgueux (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)...	569

VARIA.

Un mot sur M. Lasserre à propos de ses armoiries (M. Ch. AUBLANT).....	75
--	----

Correspondance relative aux protestants, à la famille du duc de La Force et à Vivans.....	169, 268, 402 et 503
Dordogne. — Extrait de la <i>Géographie</i> , n° du 15 juillet 1901, concernant les grottes de La Chapelle-Faucher...	575

BIBLIOGRAPHIE.

Compte-rendu d'un article de M. Camille Daux : « Une voyante révolutionnaire à Montauban (M. Ch. AUBLANT). »	172
--	-----

NÉCROLOGIE.

M ^{me} la comtesse de Chantérac (M. A. R.).....	177
M. Léonardon (M. A. MÈGE-LAVIGNOTTE)	177
M. Vacquand (M. D. D.)	178
M. de Roumejoux (MM. DUJARRIC-DESCOMBES, VILLEPELET et le marquis DE FAYOLLE).....	509
M. Hoarau de la Source (M. Elie DE BIRAN).....	514
M. Vieillebard (M. D.).....	577
M. Eyssalet (M. D.).....	578
M. Jules Clédat (M. H. POUYAUD).....	579
M. le baron Lapeyre de Lapagégie (M. P. S.).....	580

DESSINS.

✓ Tête de Pomone.....	52
✓ Bourg de Miremont.....	56
✓ Plan de l'église de Cumond et une rangée de sarcophages.	104
✓ Objets trouvés dans lesdits sarcophages.....	104
✓ Ex-libris du chevalier du Pavillon et de François d'Esparbès, marquis d'Aubeterre, lieutenant général	266
✓ Porte des Tours à Domme.....	301
✓ Château du Lieu-Dieu	333
✓ Gaufrier du château de Bayac.....	497
✓ Portrait de M. de Roumejoux.....	508
✓ Ruines du château de Jayac en Sarladais.....	542
✓ Programme de spectacle du collège de Périgueux en 1766..	574

A

Abbayes, couvents, prieurés. — Voir Cancelade, Chancelade, Châtres, Fontaines, Issigeac, Saint-Astier.

Abzac (Famille d'), 243, 326, 354, 553.

Aitz (Famille d'). — Le sieur de Meymi (1), 123, 141.

Albigeois, en Périgord, 302.

André (Pierre), 252.

Angoulesme (Famille d'), 204, 206.

Anthropologie. — Graffites anciens, 45, 81 ; — grotte des Combarelles, 95 ; — os sculpté, 415 ; — dessins à Font-de-Gaume, 535.

Antiquités. — Tête de Pomone, 36, 51 ; — restes gallo-romains, 424 ; — voir *Objets divers*.

Armes, armées, etc. — Dague, 45 ; — duel curieux 255 ; — signaux de marine, 267 ; — compagnies au xvi^e siècle, 318.

Armoiries. — Dans l'égl. de Mensignac, 38 ; — de Lasserre, 75 ; — des sires d'Hautefort, 185, 532 ; — d'Esparbès, de Ray-

mond, de Bouchard, 266, 532 ; — de Feletz, de Véra, 268 ; — d'Arnaud, 282 ; — gaufrier de Bayac, 499.

Arnal (Famille), 243.

Arnaud (Famille). — Armoiries, 282.

Atur, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Lanterne des Morts, 99, 185.

Aubeterre (Charente), 155, 202, 207, 532.

Aubeterre (Maréchal d'). — Voir *l'Essai sur les guerres de religion, passim* ; — 558.

Aublant (Charles). — Service de Marie Leczinska, 40 ; — billets de part, 48 ; — armoiries de Lasserre, 75 ; — éloge d'A. de Solminihac, 90 ; — pierre tumulaire, 100 ; — lettres inédites, 169 ; — Suzette Labrousse 172 ; — chapelle de Fontpeyrine, 186 ; — cloche à Laborie-Fricard, 282 ; — don d'un os d'*elephas*, 423.

Aucor, com. de Beaussac, 235.

Autographes, 85, 277, 293, 420, 520.

B

Barnabé. — Moulin dans Trélissac, 427.

Bayac, cant. de Beaumont. — Fer à gaufres, 497.

(1) Probablement Denis d'Aitz, condamné à mort en 1582-83.

Bayly (Famille de), 523.

Beaumont-du-Périgord, 211.

Beaumont (Comte Charles de).
— Distinc. honor. 280.

Beupoil (Famille de), 157.

Belcier (Famille de), 48.

Béler (Albéric de). — Ecusson
à Mensignac, 38 ; — famille de
Laval, 39 ; — gaufriers, 294,
425, 497.

Beleymas, cant. de Villam-
blard, 202.

Belvès, 247.

Bergerac, 57, 118, 124, 130,
139 et suiv., 153, 224, 246, 446,
567.

Bergerie, fort près de Sarlat,
236.

Berthélé (Joseph). — Caverne
du Cluseau, 521.

Besse, cant. de Villefranche,
212.

Bessot (Famille de), 47, 531.

Beuil (Hélie de), 523.

Beynac, cant. de Sarlat, 320.

Beynac (Famille de), 325.

Bibliographie (1). — (Œuvres
de Léon Bloy, 100 ; — *Bibliogr.*
du Périgord, tome V, 521 ; —
ouvrages divers intéressant le
Périgord, 529.

(1) On observera, une fois pour toutes,
qu'il est donné au début de chaque pro-
cès-verbal de séance, une bibliographie
des ouvrages, etc., reçus pendant le mois.

Bigarroque, com. du Coux,
207.

Biran (Elie de). — Troubles à
Bergerac, 57 ; — lettres relat. au
protestantisme, 284, 567 ; — no-
tice sur M. de la Source, 514 ;
— rétab. du Parlement, 524.

Biras, com. de Brantôme, 205.

Biron (Maréchal de). — Voir
*Essai... sur guerres de reli-
gion, passim*.

Blanchet (Pierre de), 251.

Bloy (Léon). — Bibliogr., 100,
529.

Boessot (Famille). — Voir
Bessot.

Bonis (Famille), 427.

Bord (Arnaud de), 123.

Borie-Fricard (La), com. de
Sencenac. — Cloche, 282.

Born (Famille de). — Sceau,
99, 185 ; — air composé par Ber-
trand de B., 533.

Bosredon (Philippe de). —
Question sigillographique, 185 ;
— dons de pièces, 276 ; — le
Saint-Suaire, 295.

Bouchard (Famille). — Ar-
moiries, 266 ; — 343.

Boulazac, voir *Lieu-Dieu*.

Bourdeille (Famille de), 227,
232 et suiv., 343 ; — voir *pas-
sim l'Essai sur les guerres de
religion*.

Bourdeilles, 205-6.

Bourzac, com. de Venduire,
205.

*

Bouscaillon (R. Père). — Don de pièces, 284.

Bouteilles, cant. de Verteillac, 205.

Boutin (Le Père Pierre), 68.

Boysson (Richard de). — Air composé par B. de Born, 533.

Brantôme, 157-8, 205 ;

Brézé (Famille de). — Seigneuries en Périgord, 46.

Bridat, greffier de Sarlat. — Sa mort, 249.

Brossier, ministre, 125, 138.

Brugière (Chanoine). — Cloches, 41.

Bruzac, com. de St-Pierre-de-Côle, 205.

Bugue (Le), 238.

C

Cadouin. — Le Saint-Suaire, 278, 295.

Calès, cant. de Cadouin. — Cloche, 87.

Cancelade, com. de Pressignac. — Ruines, 185, 531.

Canoles, chef Frondeur, 40 ; — armoiries de la famille de C. 499.

Capdrot, 237.

Carbonnières (Famille de), 434, 539-42.

Cartes et plans, 183.

Casaux (Guillaume-Bertrand de), 212.

Castelnau, cant. de Domme, 207.

Catherine de Médicis. — Voir *Essai sur les guerres de religion*, *passim*.

Caumont (Famille de). — Lettres la concernant, 169, 268, 402, 503 ; — massacre du sgr de La Force, 223.

Cermet (Hélie de), 212.

Champagne (J). — Graffites anciens, 45.

Champagne-Fontaines, cant. de Verteillac, 205.

Chantegéline, com. de Tocane. — Bataille de 1568, 151-2.

Chancelade, 243.

Chansons. — La chanson de la mort du prince de Condé, 256 ; — *Vieilles ch. du Périgord*, 528.

Chantemerle (Famille de). — Ses papiers, 88 ; — Denis de C., 245.

Chantérac (Comtesse de). — Décès, 82, 177.

Chantérac (Marquis de). — Don aux Archives, 88.

Chapelle-Faucher (La), 235, 575.

Chapt (Famille de), 221.

Charles IX. — Voir *l'Essai sur les guerres de religion*, *passim*.

Charrier (Gustave). — Lettre d'Henri III, 164 ; — docum. inédits sur Domme, 299, 306, 499.

Chastaing (Abbé). — Pierres

rayées, 82 ; — monnaies, 86 ; — clochette, 87.

Château-l'Evêque, 157-8.

Châtres, 282.

Chaulet. — Prêtre, 117.

Chauvaud (André). — Inscrit. tumul., 39.

Cheyron (Famille du), 265-8.

Chilhaud (Famille de), 126, 156, 187.

Chouppes (Pierre de), 238, 253.

Clédat (Jules). — Décès et nécrologie, 519, 579.

Clermont, cant. de Villamblard, 204.

Clermont-de-Piles (Arnaud de) 130, 139-142, 160-1, 222.

Cloches. — A Calès, Cumond, 87, — à Fontpeyrine, 186 ; — Saint-Quentin, 87, 281 ; — à Laborie-Fricard, 282 ; — à Colombier, 285 ; — c. diverses et fondeurs, 519.

Cluseau, grotte près Miremont, 521.

Cluzel (Famille du), 39.

Codex (Arnaud de), 201, 212.

Colombier, cant. d'Issigeac. — Cloche, 285.

Combarelles (Les), grottes, 95, 184, 274.

Commarque, com. de Marquay, 161.

Commarque (Famille de), 247.

Communautés religieuses. — Voir *Abbayes, Jésuites, Mission*.

Comte (Abbé). — L'abbaye de Châtres, 282.

Condat-s.-Vézère, 230, 252.

Condé (Prince de). — Sa mort, 258-62.

Constantin (Famille de), 229.

Corgnac, cant. de Thiviers, 553.

Cossé (Marquis de). — Décès, 519.

Courbefy (Haute-Vienne), 435-7.

Coutras (Gironde). — Bataille, 364-6.

Creychac (Audouin de), 206.

Croquants (Révolte des), 458 et suiv., 547 et suiv.

Cugnac (Famille de), 325, 523-4.

Cumond, cant. de Ste-Aulaye. — Découvertes, 37 ; — cloche 87 ; — sarcophages 101.

Cumond (Marquis de). — Sarcophages antiques, 37, 101 ; — note sur Montsalard, 281 ; — note sur le Lieu-Dieu, 522.

Cumont (Marquise de). — Evêques du nom de Pompadour, 46.

D

Derse, com. de Bouzic, 230.

Dessins, gravures, etc. — Portrait du chanoine Lasserre, 94 ; — gravures d'un livre ancien, 218 ; — dessin dans la grotte de Miremont, 521, — du Rouchail, gra-

veur, 529. — Voir *Anthropologie* et le *sommaire* ci-dessus.

Doissac, cant. de Belvès, 483.

Domme, 207-8, 225, 227, 444 ; — notice historique, 299, 471 ; — privilèges retrouvés, 522.

Dordogne. — Rivière, 182.

Drouault (Roger). — Distinc. honorif., 44.

Dujarric-Descombes (Albert). — Conservation des minutes de notaires, 91 ; — id. de la lanterne d'Atur, 99 ; — le médecin Monsaulard, 99, 399 ; — étuis curieux, 193 ; — livre imprimé à Périgueux, 215 ; — étude sur Musidan, 418 ; — moulin de Barnabé, 425 ; — note bibliogr., 529 ; — comédie au collège de Périgueux, 569.

Durand (Charles). — Etude sur une tête de Pomone, 36, 51 ; — objets divers, 187 ; — fouilles à Sarlat, 295.

Durieux (Joseph). — Le P. Boutin, 68.

E

Eglises, chapelles. — Voir *Cancelade*, *Fontpeyrine*, *Léguilhac*, *Mauzens*, *Pressignac*, *Stéatherine*.

Enceintes, retranchements, etc. — Murs vitrifiés, 86.

Esparbès (Famille d'), 47, 265-7.

Espleitat (Poncet), 206.

Etymologies. — Thiviers, 109.

Evêques, évêchés. — Note sur nos deux diocèses, 283 ; — l'év. de Périgueux, 340.

Excideuil, 436.

Eymet. — Actes protestants, 62.

Eyssalet (Joanem). — Décès et nécrologie, 519, 578.

F

Falgueyrat, cant. d'Issigeac, 286.

Faubournet (Famille de), 39.

Faure (Famille), 242, 253.

Fayard (Famille de), 352, 545.

Fayolle (Marquis de). — Camps fortifiés et vitrifiés, 86 ; — église de Léguilhac-de-L., 87 ; — mon. hist. à classer, 99, 184 ; — livres de Bloy, 100 ; — découvertes à Périgueux, 184 ; — dons au musée, 281-2 ; — restes près de Tocane, 423 ; — président de la Société, 525.

Féaux (Maurice). — Pierres rayées, 81 ; — note sur la grotte des Combarelles, 95 ; — crâne de bœuf musqué, 194 ; — os sculpté, 415 ; — note sur Font-de-Gaume, 525.

Félibrige, 36, 406, 525.

Foires, marchés. — A Léguilhac-de-Cercles, 545, à Corgnac, Ladouze, Vergt, 553.

Fontaines (Abbaye). — Etat du revenu temporel, 298.

Font-de-Gaume, grotte. — Plan, 183 ; — dessins, 535.

Fontpeyrine, com. de Tursac, 186.

Foucauld de Pontbriant (L'abbé de), 529.

Fouilles. — A Paris, 191 ; — voir *Grottes*.

Fumel (Famille de), 314.

G

Galmanes, Ganmarey, com. de Beleymas, 203, 532.

Genest (M. du). — Décès, 181.

Gendraud (Pierre). — Etat du revenu de Fontaines, 298.

Géographie. — Spéologie, à la Chapelle-Faucher, 575.

Gérard (Famille de), 204.

Gironde (Léonard de), 155.

Gontaut (Famille de), 124, 130, 143, 210, 244, 338.

Goudou (Gabriel de), 252.

Gourdon (Antoine de), 315.

Grand-Monteil (Le), com. de Gouts, 205.

Granger (Abbé). — Documents anciens, 186.

Graveurs. — Les Stagnon, 267-8 ; — du Rouchail, 529.

Grignols (Pierre de), 206.

Grottes. — Dessins préhistoriques aux Combarelles, 95 ; — plan de cette g., 183 ; — gr. de Miremont en 1643, 521 ; — gr. de Font-de-Gaume, 535.

Guerre (Famille de), 539.

Guerres. — De Religion ; voir *Protestantisme* ; — anglaises, 195 et suiv., 304 et suiv.

H

Hautefort (Seigneurs d'). — Sceau, 99, 185.

Hébrard (Famille d'), 246.

Henri III. — Lettre au roi de Navarre, 164 ; — 234 et suiv. ; — 559.

Henri III, r. d'Angleterre, 196 et suiv.

Henri IV. — Lettres aux consuls de Bergerac, 60 ; — 226 et suiv. ; — lettres div., 308, 314, 429 et suiv., et dans l'*Essai sur les guerres de religion, passim*.

Hermann (Gustave). — La prise de Thiviers, 108 ; — *La Chanson nouvelle...* 256 ; — note sur les procès-verb. des séances, 280.

Hoarau de La Source (M.). — Décès, 273, 514.

Huet (Paul). — *Information par le roi d'Angleterre*, 45, 195.

I

Imprimeurs. — Le premier livre imprimé à Périgueux, 215.

Inscriptions. — A Preyssac, 39.

Issigeac, 127, 146, 284, 343.

Itier (Famille), 203.

J

Jaure (Le Capitaine), 240, 253, 554.

Jay (Bernard de), 137.

Jayac, cant. de Salignac. — Notice sur la seigneurie, 533, 538.

Jésuites. — Collège de Périgueux, 442, 569.

Justice. — Cour des Aides à Périgueux, 117; — Grands Jours du parlement et présidial à Périgueux, 146; — démêlés entre les rois de France et d'Angleterre, 199, 200; — sénéchaux, 207; — présidial à Sarlat, 246; — id. à St-Astier, 251-2; — Chambre de Justice de Guyenne, 343; — sénéch. à Belvès, 440; — présidial à Bergerac, 446; — poursuites contre des protestants, 554.

L

La Boétie. — Influence sur Montaigne, 421.

Labro, com. de La Roque-Gageac, 230, 243, 246, 310.

Labrousse (Suzette), 172.

Ladevi-Roche (Docteur). — Don au musée, 45.

La Marthonie (Famille de). — Biographie des évêques de Dax, 33.

Lanquais, cant. de La Linde, 248.

Lapeyre de Lapagégie (Baron). — Décès et nécrologie, 526, 580.

La Pierre (Jean Heylin, dit de), 216.

La Ramière (Famille de). — Le capit. Puycharnaud, 307.

La Renaudie. — Conspirateur, 122.

Lasserre (Famille). — Armoiries et notice, 75; — portrait, 94.

Laval (Famille de), 39.

Laval (Pierre de), 256 et suiv.

Lavaur, cant. de Villefranche, 212.

Léguilhac-de-Lauche, cant. de St-Astier. — Eglise, 88.

Le Long (Famille). — Ses papiers, 88.

Léonardon (Léon). — Décès, 82, 178.

Lespinas (Edmond). — Billets de nécessité et *ex-libris*, 41.

Lestrade (Comte de). — Fouilles, 52.

Lettres inédites, 60, 164, 169. — Voir *Protestantisme*.

Leymarie (Famille de), 49, 253-4.

Lieu-Dieu, com. de Boulazac. — Notice 332, 522.

Ligue (La). — Voir *Essai sur guerres de religion, passim*.

Ligueux, cant. de Savignac, 156.

Limousin. — Diverses localités

saisies par le roi de France, 208-11.

Linde (La), 132, 227.

Lisle, cant. de Brantôme, 205, 451, 453.

Losse (Jean de), 229 à 255 *passim*, 257-8, 262-4; — armoiries de la famille de L., 499.

Louis IX, 196 et suiv.

Loyseau (Guillaume), 486.

Luns (Philippine de), 119.

M

Magne (Charles). — Fouilles à Paris, 191.

Maisonneuve-Lacoste (André) — Lettres inédites, 191.

Manière (Abbé). — Lettre curieuse, 524.

Manzac, cant. de St-Astier, 203, 207.

Marguerite d'Albret, reine de Navarre. — Voir l'*Essai sur les guerres de religion*, *passim*; — 263.

Martin (Jeanne de). — Poésies, 530.

Marsant (Famille de), 323.

Massénat (M.) — Officier de l'I. P., 531.

Massinh (Famille), 203, 206.

Massole (Famille), 204.

Mauzens, cant. du Bugue. — Eglise, 57.

Maynadié (Vicomte de). — Mé-

daillie inconnue, 425; — chan. de St-Astier, 524; — notice sur Jayac, 533, 538.

Médecins. — Les Montsalard, 99; — id. et Desvaux, 281; — id., 399; — Loyseau, 486; — Giovanne Bussari, 535.

Mège-Lavignotte (A.). — Léon Léonardon, 178.

Meller (Pierre), 421.

Mensignac, cant. de St-Astier. — Sculpture, 38.

Merlande, com. de La Chapelle-Gonaguet, 187.

Milandes (Les), com. de Castelnau, 329.

Miremont, cant. du Bugue. — Notice, 55.

Mission (Prêtres de la). — Collège de Périgueux, 573.

Montagnac-la-Crempse, cant. de Villamblard, 202.

Montagrier, 205.

Montaigne. — Influence de La Boétie, 421.

Montanceix (Raymond de), 210.

Montclard, cant. de Vergt. — Fonderie, 187.

Monteil (Xavier de). — Plan du Trou-de-Granville, 36.

Montet (Fernand). — Plans de grottes, 183.

Montfort, com. de Vitrac. — Seigneurs, 46.

Montignac, 127, 130, 202.

Montluc (Blaise de), 130 et suiv.

Montpazier, 230, 250.

Montpon, 369.

Montsalard (Famille de), 99, 281, 399.

Monuments historiques. — A classer, 99, 184; — préservés des affiches, 190-2.

Monuments mégalithiques. — A Cumond, 107.

Moulins. — M. de Barnabé, 427.

Musée de Périgueux. — Dons, 281-2, 535.

Musique. — *Vieilles chansons du Périgord*, 528; — air composé par Bertrand de Born, 533; — orgue de la Cité, 535.

Mussidan, 131, 140, 155, 202, 369, 419, 434-5.

N

Nanthiat, cant. de Lanouaille, 547.

Négrondes, cant. de Savignac, 467.

Noblesse. — Qualific. nobil. dans les reg. paroissiaux, 286; — voir *Armoiries*.

Numismatique. — Monnaies, 86, 87, 425.

O

Objets divers. — *Ex libris*, 41, 47, 265; — billets de nécessité, 41; — dague, 45; — billets de part, 35, 48; — o. en métal, 187; — étuis, 193; — gaufriers,

294, 425, 497; — fer de cheval, 535.

P

Paléontologie. — Le bœuf musqué en Périgord, 194-5; — *elephas* près La Roche-Chalais, 423.

Parcoult, cant. de Ste-Aulaye, 159.

Pasquet (Ludovic), — Notice sur le Lieu-Dieu, 332.

Paussac, cant. de Montagnier, 205.

Périgord. — Etats, 145-6; — sénéchaux divers, 207; — députés du P. 456-8; — guerres de religion en P., voir *Protestantisme*; — voir p. 45 et 195 l'*Information*.

Périgueux. — Pomone à Vé-sone, 51; — la maladrerie, 99; — sépultures, 184; — maison à P., 186; — hôtel des Chevalier, 194; — guerres de religion et protestantisme, 117, 125-7, 152-4, 161, 226-7, 235-6, 238-43, 253-4, 340-2, 437, 452, 563; — collège des Jésuites, 442, 569; — congrès vers 1570, 534.

Pizon, com. de Clermont, 203, 532.

Pizou (Le), cant. de Montpon, 532.

Poésies. — P. de la présidente de Châtillon, 530.

Pompadour (Famille de). — Evêques, 46; — naissances à Nontron, 534.

Pont-St-Mamet, com. de Douville, 202.

Pouyaud (Henri). — Notice sur J. Clédât, 579.

Prats, cant. de Villefranche, 212.

Pressignac, cant. de Lalinde. — Eglise, 185, 531.

Preyssac-d'Agonac, com. de Chât.-l'Evêque. — Inscription, 39.

Protestantisme. — Troubles et difficultés à Bergerac, 57, 567; — note sur des abjurations, 61; — don de pièces, 284; — essai sur les guerres de religion en Périgord, 111, 221, 336, 428, 543 (1); — lettres diverses, 164, 169, 268, 284, 308 et suiv., 402 et suiv., 439, 484 et suiv., 503 et suiv., 556, 567; — guerres de religion à Domme, 306, 471.

Puy (Famille du), 375.

Puy-de-Fourches, cant. de Brantôme, 205.

Q

Quercy. — Localités identifiées, 212-5; — guerres de religion, 441, 449.

R

Ranconnet (Famille de), 120-1; — 296.

Raymond (Famille de). — Armoiries, 266, 532.

Reilhac, com. de Manzac, 201.

Renaudie (La), com. de Saint-Front-d'Alemps, 235.

Robert (Famille de), 206.

Roche-Chalais (La), cant. de Ste-Aulaye, 158-9, 364, 367, 423.

Rochemorin, com. de St-Front-d'Alemps, 235.

Roque-Gageac (La), cant. de Sarlat, 309 et suiv.

Roumejoux (Anatole de). — Note sur Miremont et Mauzens, 55; — essai sur les guerres de religion en Périgord, 111, 221, 336, 428, 543; — décès, nécrologie 287-9, 509; 518.

Rouquette, cant. d'Eymet, 61.

Roussille, com. de Douville, 201.

Royère (Famille de), 186.

S

Saint-Angel (Jeanne de), 99, 401.

Saint-Astier, 206; — siège de la justice de Périgueux, 251-2; — guerres de religion, 442, 556, 563; — cadastre, 524.

Saint-Astier (Famille de), 210, 221, 333, 334, 523-4.

Saint-Avit-Sénieur, cant. de Beaumont, 247.

Sainte-Catherine. — Chapelle dans Pressignac, 185, 531.

(1) Il eut été trop long de porter dans cette *Table* tous les noms cités.

Saint-Cyprien, 149, 433.
Sainte-Foy (Gironde), 148-9.
Saint-Front-de-la-Crempse, cant. de Mussidan, 202.
Saint-Germain-du-Salembre, cant. de Neuvic, 435.
Saint-Jean-de-Côle, cant. de Thiviers, 205.
Saint-Julien, cant. de Villambard, 202.
Saint-Just, 205.
Saint-Louis, cant. de Mussidan, 202, 207.
Saint-Michel-de-Villadeix, cant. de Vergt, 201.
Saint-Paul-Lizonne, cant. de Verteillac, 205.
Saint-Perdoux-de-Cahuzac, cant. d'Issigeac, 285.
Saint-Pierre (Ferdinand de). — Gestion de la Société, 44, 49.
Saint-Quentin-de-Chalais (Charente). — Cloche, 97, 281.
Saint-Quentin, cant. de Sarlat, 237.
Saint Saud (Comte de). — *Ex-libris* périgourdins, 47, 265; — cloche de St-Quentin, 87, 281; — communic. diverses, 531.
Salignac (Famille de), 228; — copie d'une lettre de Fénelon, 279, 293.
Salles, cant. de Belvès, 440.
Sanzillon (Famille de), 334, 524.
Sarlat, 124-6, 142, 228, 230,

246, 295, 370 et suiv., 432, 436, 445.

Saulières (Pierre de), 252.

Sauvetat-Grasset (La), com. de Douville, 202.

Sculptures. — Tête de Pomone, 36, 51.

Sédières (Famille de), 48.

Sépultures. — A Cumond, 37, 101; — à Preyssac, 39; — de protestants à Eymet, 62; — pierre tumulaire, 100; — id. à Périgueux, 184; — fouilles à Sarlat, 295.

Sermet, commune de Loubejac, 440.

Sigillographie. — Sceau d'un Born, 99, 185; — sceaux divers, 294.

Sizeault (Capitaine de). — Commission de Louis XIII, 500.

Sociétés savantes. — *Lou Bournat d'au Périgord*, 36; — congrès de la S. F. A. à Troyes, 294; — congrès des Soc. sav., programme, 408; — concours archéol. espagnol, 422.

Solminihac (Vénér. Alain de). Eloge, 90.

Souc (Famille), 426.

Soulas (Adalbert du). — Egl. de Pressignac, Cancelade, 185, 535.

Sourzac, cant. de Mussidan, 202, 369, 382.

Stagnon, graveurs, 267-8.

T

Talleyrand (Famille de), 203.

Terrasson, 238.

Tessières (Famille de), 48.

Thiviers. — Sa prise en 1211, 108; — id. en 1575, 243.

Tocane-St-Apre, cant. de Montagnier. — Restes gallo-romains, 423-5.

Touchebœuf (Famille de), 325.

Trape (La), cant. de Villefranche, 212.

Trélissac, canton de Péri-gueux, 427.

Trémolat, cant. de Ste-Alvère, 231, 369.

Turene (Famille de), 556.

Turenne, 56-60. — Voir l'*Essai..... sur les guerres de religion, passim*.

V

Vacquand (Mr.). — Décès, 92, 177.

Val (Famille du), 539.

Vassal (Famille de), 314, 375, 390, 395, 451.

Vaux (Famille de), 242, 245.

Véra (Famille de). — Armoiries, 268.

Vergt. — Bataille de 1562, 133-7; — 201, 369; — foires 553.

Verneilh (Baron de). — Buste, 525.

Veyrines (Pierre de), 206.

Vieillemard (Auguste). — Décès et nécrologie, 577.

Vigie (Albert). — Note sur Villefranche-du-Périg., 425; — commission au capit. de Sizeault, 500; — privilèges de Domme, 522.

Vilars (Famille de), 204.

Villefranche-de-Périgord, 250, 338, 425, 448.

Villepelet (Ferdinand). — Seigneuries de Montfort, Carlux, 46; — pertes des Boessoltz, 47; — note sur effets de la révoc. de l'Edit de Nantes, 61; — commun. div., 284-6, 297, 426, 534.

Villepelet (Robert). — Commun. diverses, 48; — officier d'Acad., 95; — Saint-Suaire, 278; — notice sur nos deux diocèses, 283; — note sur les Ranconnet, 296; — Montaigne et La Boétie, 421; — question, 534.

Vivans (Geoffroy de), 160 et suiv., 224 et suiv.; 306 et suiv.; 339 et suiv., 428 et suiv.; 471 et suiv.; 556 et suiv.; — notes sur sa famille, 474, 493-6.



ND

SEP 22 1948

UNIV. OF MICH.
LIBRARY

